



Rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

16 juin 1966 — 15 juin 1967

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-DEUXIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 1 (A/6701)**

NATIONS UNIES

Rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

16 juin 1966 — 15 juin 1967

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS: VINGT-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 1 (A/6701)



NATIONS UNIES

New York, 1967

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

	<i>Pages</i>
AVANT-PROPOS	ix
Abréviations	x
<i>Chapitres</i>	
I. — LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT	1
II. — OPÉRATION DES NATIONS UNIES À CHYPRE	19
III. — AUTRES QUESTIONS POLITIQUES ET DE SÉCURITÉ	21
A. — <i>Désarmement et questions connexes</i>	21
B. — <i>Effets des radiations ionisantes</i>	28
C. — <i>Utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique</i>	29
D. — <i>Admission de nouveaux membres</i>	33
E. — <i>Examen par le Conseil de sécurité de la situation en Rhodésie du Sud</i>	33
F. — <i>La politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine</i>	36
G. — <i>Plainte portée contre le Portugal par la République démocratique du Congo</i>	39
H. — <i>La situation dans la République Dominicaine</i>	41
I. — <i>Représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies</i> ..	42
J. — <i>Question de Corée</i>	44
K. — <i>Force d'urgence des Nations Unies</i>	46
L. — <i>Question de Palestine</i>	47
M. — <i>Assistance aux réfugiés de Palestine</i>	53
N. — <i>Plainte du Royaume-Uni contre le Yémen</i>	56
O. — <i>Stricte observation de l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et du droit des peuples à l'autodétermination</i>	58
P. — <i>Règlement pacifique des différends</i>	59
Q. — <i>Application de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté</i>	60
R. — <i>Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine</i>	61
S. — <i>Année de la coopération internationale</i>	61
T. — <i>Nomination du Secrétaire général</i>	61
IV. — OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX ET QUESTIONS CONNEXES	65
A. — <i>Troisième rapport du Comité spécial</i>	65
B. — <i>Examen de la question par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session</i>	65
C. — <i>Poursuite des travaux du Comité spécial des opérations de maintien de la paix</i>	68
D. — <i>Examen de la question par l'Assemblée générale à sa cinquième session extraordinaire</i>	68

V. — LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX	71
A. — <i>Généralités</i>	71
B. — <i>Décisions concernant divers territoires</i>	
1. — Rhodésie du Sud	73
2. — Sud-Ouest africain	74
3. — Territoires administrés par le Portugal	76
4. — Aden	77
5. — Bassoutoland, Betchouanaland et Souaziland	77
6. — Côte française des Somalis	78
7. — Guinée équatoriale	79
8. — Ifni et le Sahara espagnol	79
9. — Gibraltar	79
10. — Iles Fidji	80
11. — Iles Falkland (Malvinas)	80
12. — Antigua, Bahamas, Bermudes, Dominique, Grenade, Guam, îles Caïmanes, îles Cocos (Keeling), îles Gilbert et Ellice, île Maurice, îles Salomon, îles Samoa américaines, îles Seychelles, îles Tokélaou, îles Turks et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Nioué, Nouvelles-Hébrides, Pitcairn, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie et Saint-Vincent....	80
13. — Oman	81
VI. — QUESTIONS CONCERNANT LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET LES TERRITOIRES NON AUTONOMES	83
A. — <i>Territoires sous tutelle</i>	
1. — Travaux du Conseil de tutelle	83
2. — Décisions concernant les territoires sous tutelle	83
B. — <i>Territoires non autonomes</i>	
1. — Communication de renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte de l'Organisation des Nations Unies	84
2. — Etude des renseignements communiqués par les Etats Membres administrants	84
3. — Bourses et programmes spéciaux de formation professionnelle	85
VII. — QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME	87
A. — <i>Droits de l'homme</i>	
1. — Instruments internationaux	87
2. — Année internationale des droits de l'homme	89
3. — Rapports périodiques sur les droits de l'homme	90
4. — Châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité	92
5. — Question des violations des droits de l'homme	92
6. — Question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié ..	94
7. — Esclavage	94
8. — Etudes de certains droits ou groupes de droits	95
9. — Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités	95
10. — Communications relatives aux droits de l'homme	96
11. — Annuaire des droits de l'homme	96
12. — Services consultatifs	96
B. — <i>Condition de la femme</i>	
1. — Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	97

2. — Assistance des Nations Unies pour le progrès de la femme . . .	97
3. — Droits politiques de la femme	98
4. — Condition de la femme en droit privé	98
5. — Effet des résolutions et recommandations de la Commission sur les législations nationales	99
6. — Accès de la femme aux études	99
7. — Droits économiques de la femme et accès de la femme à la vie économique	99
VIII. — QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES	101
A. — <i>Problèmes généraux et techniques relatifs au développement</i>	
1. — La situation économique et sociale dans le monde	101
2. — La situation démographique dans le monde	103
3. — Assistance économique internationale aux pays peu développés	104
4. — Planification et projections du développement	107
5. — Le budget, instrument de programmation pour le développe- ment économique	108
6. — Application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées	108
7. — Les brevets et le transfert des connaissances techniques . . .	109
8. — Conséquences économiques et sociales du désarmement	110
9. — Etablissement et diffusion de renseignements statistiques de base	110
B. — <i>Mise en valeur et utilisation des ressources humaines</i>	
1. — Réforme agraire	111
2. — Développement régional et communautaire	111
3. — Aspects sociaux du développement urbain et du développement industriel	112
4. — Services de protection sociale	112
5. — Défense sociale	114
6. — Examen des activités de coopération technique en matière de développement social	115
C. — <i>Mise en valeur et utilisation des ressources naturelles</i>	115
D. — <i>Habitation, construction et planification</i>	
1. — Activités d'assistance technique	117
2. — Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	117
E. — <i>Développement des services essentiels</i>	
1. — Transports, voyages et communications	118
2. — Topographie et établissements des cartes	119
F. — <i>Administration publique</i>	119
1. — Services consultatifs, formation et recherche	119
2. — Envoi de personnel de direction, d'exécution et d'administration	121
G. — <i>Coordination et relations avec les institutions spécialisées et l'agence internationale de l'énergie atomique</i>	121
H. — <i>Questions spéciales</i>	
1. — Assistance en cas de catastrophe naturelle	122
2. — Contrôle des stupéfiants	122
3. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés . . .	124
4. — Dispositions relatives aux consultations avec les organisa- tions non gouvernementales	130
5. — Jumelage des villes	130
IX. — COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES	135
A. — <i>Commission économique pour l'Europe</i>	136
B. — <i>Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient</i>	138

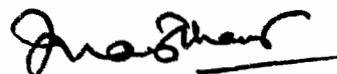
<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
C. — <i>Commission économique pour l'Amérique latine</i>	139
D. — <i>Commission économique pour l'Afrique</i>	141
X. — <i>CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT</i>	145
A. — <i>Examen des activités</i>	145
B. — <i>Produits de base</i>	147
C. — <i>Articles manufacturés</i>	149
D. — <i>Invisibles et financement lié au commerce</i>	150
E. — <i>Transports maritimes</i>	152
F. — <i>Commerce de transit des pays sans littoral</i>	153
G. — <i>Action de l'Assemblée générale</i>	154
XI. — <i>ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL</i>	157
A. — <i>Colloque international sur le développement industriel</i>	158
B. — <i>Activités opérationnelles</i>	158
C. — <i>Activités par branche d'industrie</i>	
1. — <i>Industries métallurgiques et transformatrices des métaux</i> ...	159
2. — <i>Industries chimiques</i>	159
3. — <i>Industries productrices de biens de consommation</i>	160
D. — <i>Programmation et politiques industrielles</i>	
1. — <i>Développement des industries d'exportation</i>	160
2. — <i>Politiques de promotion industrielle</i>	161
3. — <i>Programmation industrielle et formulation des projets</i>	161
E. — <i>Formation et gestion industrielles</i>	162
F. — <i>Aspects institutionnels du développement industriel</i>	
1. — <i>Organisation et information industrielles</i>	163
2. — <i>Normalisation</i>	163
3. — <i>Petite industrie</i>	164
XII. — <i>COOPÉRATION TECHNIQUE ET AUTRES PROGRAMMES</i>	167
A. — <i>Programme des Nations Unies pour le développement</i>	
1. — <i>Elément Assistance technique</i>	167
2. — <i>Elément Fonds spécial</i>	168
3. — <i>Financement</i>	170
4. — <i>Administration</i>	171
B. — <i>Activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies</i>	
1. — <i>Programme de coopération technique</i>	172
2. — <i>Exécution, par l'Organisation des Nations Unies, de projets relevant de l'élément "Fonds spécial" du Programme des Nations Unies pour le développement</i>	176
C. — <i>Evaluation des programmes</i>	177
D. — <i>Fonds des Nations Unies pour l'enfance</i>	177
E. — <i>Institut de formation et de recherche des Nations Unies</i>	180
F. — <i>Programme alimentaire mondial</i>	184
XIII. — <i>QUESTIONS JURIDIQUES</i>	187
A. — <i>Cour internationale de Justice</i>	187
B. — <i>Commission du droit international</i>	191
C. — <i>Conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit des traités</i>	193

D. — <i>Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies</i>	193
E. — <i>Question des méthodes d'établissement des faits</i>	193
F. — <i>Projet de déclaration sur le droit d'asile</i>	193
G. — <i>Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international</i>	194
H. — <i>Création de la commission des Nations Unies pour le droit commercial international</i>	194
I. — <i>Arbitrage de différends de droit privé dans le commerce international</i>	195
J. — <i>Traités et conventions multilatérales</i>	196
K. — <i>Privilèges et immunités</i>	197
L. — <i>Règlements intérieurs des organes des Nations Unies</i>	198
M. — <i>Etat de la question de la souveraineté permanente des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles</i>	199
N. — <i>Aspects juridiques des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique</i>	200
O. — <i>Question de la définition de l'agression</i>	202
P. — <i>Tribunal administratif des Nations Unies</i>	202
XIV. — <i>ACTION DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION</i>	205
XV. — <i>QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES</i>	211
A. — <i>Administration du personnel</i>	211
B. — <i>Services de séances et de documentation</i>	214
C. — <i>Questions financières</i>	215
1. — <i>Questions budgétaires et questions connexes</i>	215
2. — <i>Procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies</i>	217
D. — <i>Services généraux</i>	217

Avant-propos

J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le vingt-deuxième rapport annuel du Secrétaire général, qui a trait à l'activité de l'Organisation du 16 juin 1966 au 15 juin 1967.

Comme par le passé, l'introduction audit rapport annuel paraîtra à une date plus rapprochée de l'ouverture de la vingt-deuxième session, sous la forme d'un additif au présent document.



Le Secrétaire général,

U THANT

Le 9 août 1967

ABRÉVIATIONS

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAC	Comité administratif de coordination
CCFPI	Comité consultatif de la fonction publique internationale
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUURC	Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée
COSPAR	Comité de la recherche spatiale (du Conseil international des unions scientifiques)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OUA	Organisation de l'unité africaine
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut de formation et de recherche des Nations Unies
UNRWA	Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

CHAPITRE I

La situation au Moyen-Orient

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DATÉ DU 19 MAI 1967

Après avoir présenté à l'Assemblée générale, le 18 mai 1967, un rapport spécial sur le retrait de la Force d'urgence des Nations Unies, le Secrétaire général a présenté le 19 mai au Conseil de sécurité un rapport dans lequel il faisait part de la profonde anxiété que lui causaient les récents événements du Moyen-Orient et de ce qu'il considérait comme une aggravation de plus en plus dangereuse des rapports entre les Etats arabes et Israël. A son avis, la situation était alors plus inquiétante, et même plus menaçante, qu'elle ne l'avait jamais été depuis l'automne de 1956.

Depuis janvier 1967 la situation n'avait cessé de s'aggraver le long de la ligne entre Israël et la Syrie, particulièrement en ce qui concernait des litiges sur les droits de culture dans la zone démilitarisée. Vers la fin du mois de janvier 1967, le général Odd Bull, chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), avait obtenu l'accord d'Israël et de la Syrie pour leur participation à une réunion extraordinaire d'urgence de la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne, avec l'acceptation de mettre à l'ordre du jour une question relative aux problèmes des cultures. Bien que trois séances aient été tenues, cette question n'avait pas été examinée, les deux parties ayant insisté pour soulever d'abord des problèmes d'une portée plus vaste. Il n'avait pas été possible de reprendre ces réunions car on avait abouti à une impasse à propos d'une position de principe adoptée par la Syrie. C'était en vue d'empêcher de graves accrochages armés comme celui qui s'était produit le 7 avril 1967 que le chef d'état-major de l'ONUST avait tant insisté sur la nécessité de discussions et d'un accord au sujet des arrangements concernant les cultures, que ce soit ou non dans le cadre de la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne. En l'absence d'un tel accord, la tension le long de la ligne était demeurée grave et l'on pouvait à tout moment redouter de nouveaux accrochages armés dans les zones en litige.

Un certain nombre de facteurs avaient contribué à la gravité particulière de la situation. Les activités terroristes et de sabotage poursuivies par l'organisation El-Fatah jouaient un rôle sérieux car elles provoquaient de vives réactions en Israël, au gouvernement comme parmi la population, et les fonctions et les ressources de l'ONUST ne lui avaient pas permis d'arrêter ces activités. Des déclarations inconsidérées et belliqueuses, faites par des personnes, officiels ou non, étaient chose assez courante de part et d'autre de la ligne. Dans les dernières semaines, cependant, des nouvelles émanant d'Israël avaient attribué à certaines hautes personnalités officielles de cet Etat des déclarations menaçantes au point d'être particulièrement incendiaires en ce sens qu'elles ne pouvaient qu'échauffer les esprits et aggraver la tension de l'autre côté de la ligne. Au cours des derniers jours, on avait signalé des mouvements et des

concentrations de troupes, notamment du côté israélien de la frontière avec la Syrie. Le Gouvernement israélien avait donné au Secrétaire général l'assurance qu'il n'y avait pas de concentration ni de mouvements inhabituels de troupes israéliennes le long de la ligne syrienne, qu'il n'y en aurait pas, et que les forces armées israéliennes n'entreprendraient aucune opération militaire à moins que l'autre partie n'en prenne l'initiative. Les rapports des observateurs de l'ONUST avaient confirmé l'absence de concentration de troupes et d'importants mouvements de troupes des deux côtés de la ligne.

Le Secrétaire général poursuivait en déclarant que la décision qu'avait prise la République arabe unie de ne plus consentir au maintien de la présence de la FUNU avait été soudaine et inattendue. Les raisons qui avaient motivé cette décision n'avaient pas été exposées officiellement, mais il était certain qu'elles n'avaient pas de rapport avec la conduite de la FUNU qui s'était acquittée de sa mission avec une remarquable efficacité et de manière digne d'éloge. Aucune opération de maintien de la paix de l'ONU ne pouvait être considérée comme permanente. La FUNU avait été en activité pendant dix ans et demi et c'était une très longue période, pour n'importe quel pays, à avoir sur son territoire des troupes étrangères, fussent-elles placées sous pavillon international, qui opéraient de façon autonome. Par contre on pouvait dire que le moment choisi pour demander le retrait de la FUNU n'était guère opportun, vu les tensions et les dangers qui régnaient dans la région. Cette décision ajoutait une frontière de plus à celles où les forces militaires d'Israël et de ses voisins arabes s'affrontaient déjà directement.

Le Secrétaire général notait qu'il existait un vaste malentendu au sujet de la nature des opérations de maintien de la paix de l'ONU en général, et de la FUNU en particulier. Comme il l'avait souligné dans son rapport spécial du 18 mai à l'Assemblée générale, la FUNU était une opération de maintien de la paix et non pas une opération coercitive. Elle se fondait intégralement sur l'acceptation par l'autorité gouvernante du territoire où elle était menée et elle était sans rapport avec le Chapitre VII de la Charte. Ni la FUNU ni aucune autre opération de maintien de la paix entreprise jusqu'alors par les Nations Unies n'aurait été autorisée sur le territoire intéressé si l'on avait pu penser qu'elle pourrait s'y prolonger contre le gré de l'autorité gouvernante. Les opérations de maintien de la paix de l'ONU comme la FUNU ne pouvaient non plus demeurer ni s'acquitter de leur mission sans non seulement le consentement, mais encore la bonne volonté et la coopération des autorités de la région dans laquelle elles étaient déployées. Lorsque la République arabe unie avait décidé d'avancer ses troupes jusqu'à la ligne de démarcation, le rôle de tampon qu'exerçait la FUNU s'était trouvé supprimé; le maintien de sa présence était ainsi rendu inutile; sa position devenait intenable, et son retrait pratiquement inévitable.

Le Secrétaire général faisait observer que la présence de la FUNU avait été un facteur de dissuasion et de modération le long de ces lignes, notamment dans les zones particulièrement sensibles comme celles de Charm El Cheikh et de Gaza, et avait dans une large mesure permis à l'ONU d'ignorer pendant 10 ans les dures réalités de ce conflit sous-jacent. Les gouvernements intéressés et l'Organisation des Nations Unies se trouvaient maintenant devant une situation dangereuse et d'une réalité brutale.

Au sujet de la Commission mixte d'armistice égypto-israélienne instituée par la Convention d'armistice général égypto-israélienne, le Secrétaire général rappelait que cette Commission continuait d'exister, avec son siège à Gaza, et qu'elle pourrait, comme elle l'avait fait avant la création de la FUNU, assurer sous une forme limitée la présence de l'Organisation des Nations Unies dans la zone, de la même manière que les autres commissions mixtes d'armistice auxquelles l'ONUST apportait son concours. Mais le Gouvernement israélien avait dénoncé la Commission mixte d'armistice égypto-israélienne et refusait depuis des années d'y participer. L'ONU n'avait jamais reconnu la validité de cette action unilatérale de la part d'Israël. Il serait certainement utile que le Gouvernement israélien reconsidère sa position et reprenne sa participation à cette Commission. Il y aurait également grand intérêt, pour maintenir le calme le long de la ligne d'armistice syro-israélienne, à ce que les deux parties reprennent leur participation à la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne.

Enfin, le Secrétaire général déclarait que si l'on avait observé des mouvements de troupes des deux côtés de la ligne d'armistice égypto-israélienne à la suite de la décision prise par la République arabe unie à l'égard de la FUNU, ces mouvements n'avaient pas atteint au soir du 19 mai des proportions inquiétantes et il n'y avait aucun indice d'une action importante de caractère offensif. Néanmoins, la confrontation entre les forces armées des deux pays le long de la ligne de démarcation commençait à réapparaître rapidement; à moins d'une très grande modération de part et d'autre de la ligne de démarcation, on pouvait imaginer sans peine une série d'accrochages locaux qui pourraient facilement dégénérer en un conflit grave.

EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ LE 24 MAI

Afin d'étudier la situation avec le Gouvernement de la République arabe unie, et notamment d'examiner avec lui les conséquences du retrait de la FUNU, le Secrétaire général s'est rendu au Caire où il a séjourné du 23 au 25 mai. Alors qu'il était encore au Caire, le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner la situation au Moyen-Orient.

Dans une lettre datée du 23 mai, le Canada et le Danemark ont demandé la convocation d'urgence du Conseil de sécurité pour examiner la situation extrêmement grave au Moyen-Orient, qui compromettait la paix et la sécurité internationales.

Les représentants du Canada et du Danemark soulignaient que depuis la publication du rapport du Secrétaire général il s'était produit des événements qui avaient fait que la situation s'était encore aggravée et que le moment était venu pour le Conseil d'exercer ses responsabilités pour maintenir la paix et la sécurité internationales; ils pensaient qu'une initiative du Conseil appuierait les efforts déployés actuellement par le Secrétaire général pour sauvegarder la paix dans la

région. Le 24 mai, le Conseil a inscrit cette question à son ordre du jour.

Au cours des débats sur la situation au Moyen-Orient, qui ont occupé vingt et une séances entre le 24 mai et le 14 juin 1967, le Conseil a invité les représentants d'Israël, de la République arabe unie, de la Syrie, de la Jordanie, du Liban, de l'Irak, du Maroc, de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de la Tunisie, de la Libye et du Pakistan à prendre part à la discussion sans droit de vote.

Au cours des deux séances que le Conseil a tenues le 24 mai, les représentants du Canada et du Danemark ont dit que, depuis le début du retrait de la FUNU, la situation le long de la frontière entre Israël et la République arabe unie n'avait cessé de s'aggraver à un rythme alarmant. De part et d'autre de la frontière on avait procédé à des concentrations militaires qui augmentaient le risque d'un conflit armé majeur. De plus, le Président de la République arabe unie avait déclaré le 22 mai que les navires israéliens et les autres navires transportant certaines cargaisons à destination d'Israël se verraient interdire le passage par le détroit de Tiran; de son côté, le Gouvernement israélien avait déclaré qu'il considérerait cette mesure comme un acte d'agression. La situation avait maintenant atteint le point où la moindre erreur de calcul d'un côté ou de l'autre pouvait entraîner l'ouverture des hostilités sur une grande échelle. La mission que le Secrétaire général entreprenait actuellement dans cette région et que les délégations danoise et canadienne approuvaient entièrement ne pouvait relever le Conseil d'aucune de ses responsabilités. A leur avis, la contribution la plus importante que le Conseil pouvait apporter était d'appuyer les efforts du Secrétaire général pour maintenir la paix dans la région.

Le Canada et le Danemark ont présenté un projet de résolution commun aux termes duquel le Conseil de sécurité: 1) exprimerait son plein appui des efforts du Secrétaire général en vue de pacifier la situation; 2) demanderait à tous les Etats Membres de s'abstenir de toute mesure qui risquerait d'aggraver la situation; et 3) inviterait le Secrétaire général à présenter un rapport au Conseil de sécurité à son retour de façon à permettre au Conseil de poursuivre l'examen de la question.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, appuyant l'initiative du Canada et du Danemark, a déclaré que le Conseil ferait la politique de l'autruche en ne reconnaissant pas la menace à la paix que constituaient les événements qui s'étaient déroulés au Moyen-Orient depuis le départ du Secrétaire général pour le Caire. La situation dans cette région avait pris un tour encore plus inquiétant en raison de la menace aux droits internationaux que de nombreux pays avaient l'habitude d'exercer depuis longtemps dans le golfe d'Akaba. Le représentant des Etats-Unis connaissait parfaitement les graves problèmes qui se posaient depuis longtemps dans cette région et qui ne pouvaient être résolus par des actes belliqueux. On savait combien les Etats-Unis étaient opposés à l'emploi de la violence et de la force par l'une ou l'autre des parties en cause et combien ils s'étaient fermement engagés à soutenir l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de tous les pays de la région. Il était de l'intérêt et du devoir des grandes puissances de maintenir la paix et la sécurité internationales, et les Etats-Unis, au sein de l'ONU ou en dehors d'elle, étaient prêts à se joindre aux autres grandes puissances — l'Union soviétique, le Royaume-Uni et la France — dans un effort commun pour rétablir et maintenir la paix au Moyen-Orient.

Le représentant du Royaume-Uni a également pressé le Conseil d'appuyer les efforts du Secrétaire général et a déclaré que le premier objectif du Conseil devait être d'inciter les parties à la modération et de maintenir la paix en attendant que de nouveaux plans puissent être établis à cet effet. Au sujet du golfe d'Akaba, son gouvernement avait réaffirmé son point de vue selon lequel le détroit de Tiran devait être considéré comme une voie d'eau internationale où les navires de tous pays avaient le droit de passage.

Selon le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, certaines puissances occidentales dramatisaient la situation au Moyen-Orient pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec le souci véritable de maintenir la paix dans la région. Si Washington et Londres désiraient réellement atténuer la tension au Moyen-Orient, ils pouvaient commencer par retirer de la Méditerranée les flottes qu'ils y maintenaient et qui étaient la cause principale de cette tension. Le représentant de l'URSS a attiré l'attention sur une déclaration du Gouvernement soviétique datée du 23 mai dans laquelle il était dit notamment qu'après l'attaque armée lancée par les forces israéliennes contre le territoire syrien le 7 avril, les milieux dirigeants d'Israël avaient continué à aggraver le climat de psychose de guerre et menacé d'entreprendre des opérations punitives contre la Syrie. Israël n'aurait pu agir ainsi s'il n'avait été directement ou indirectement encouragé par certains milieux impérialistes qui cherchaient à faire retomber les pays arabes sous la domination coloniale; mais les Etats arabes avaient fait la preuve de leur solidarité avec le peuple syrien qui défendait son indépendance, et la République arabe unie, fidèle à son alliance avec la Syrie et aux accords de défense commune qu'elle avait contractés avec elle, avait pris des mesures pour contenir l'agression. La déclaration du Gouvernement soviétique contenait une mise en garde selon laquelle toute agression au Moyen-Orient se heurterait non seulement à la force unie des pays arabes, mais encore à la ferme opposition de l'Union soviétique et de tous les Etats épris de paix.

Le représentant de la République arabe unie a déclaré qu'il était surprenant de voir son pays, qui exerçait son droit à sauvegarder sa sécurité, à défendre sa population et à remplir ses obligations envers la nation arabe, devenir la cible d'une répugnante campagne de calomnies et d'insultes alors que d'autres puissances — celles-là même qui menaient cette campagne de diffamation — poursuivaient au-delà de leurs frontières et très loin de leur propre territoire une politique de brutalités intensives contraire à la Charte des Nations Unies et à la simple morale. Il était regrettable que le Canada et le Danemark aient jugé bon d'agir au nom des Etats-Unis et du Royaume-Uni; ils aggravaient considérablement la situation en ignorant délibérément les actes de provocation répétés d'Israël. Il n'était pas besoin de rappeler au Conseil la façon dont Israël avait enfreint, dédaigné et méconnu les nombreuses résolutions et décisions des Nations Unies. Le drame de la Palestine, le déracinement et l'expulsion de ses habitants légitimes étaient bien connus de tous. Israël n'aurait pu commettre ses nombreux actes d'agression s'il n'avait reçu des encouragements et une aide de l'extérieur, en l'occurrence du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Le projet de résolution présenté par le Canada et le Danemark visait à saboter la mission du Secrétaire général.

Le représentant d'Israël a rappelé qu'au cours des derniers mois son gouvernement avait attiré l'attention du Conseil sur l'inquiétude croissante que lui causait la

situation au Moyen-Orient. Une campagne de violence de plus en plus vigoureuse, organisée, soutenue et financée par des Etats voisins, avait été menée contre Israël; elle s'assortissait de menaces constantes contre l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et l'existence même d'Israël. Les accusations selon lesquelles Israël avait concentré des forces importantes le long de la frontière syro-israélienne étaient sans fondement, comme il était indiqué dans le rapport du Secrétaire général du 19 mai. Par contre on avait procédé à des concentrations massives de troupes dans la péninsule du Sinaï, le long de la frontière sud d'Israël, et la FUNU qui depuis dix ans contribuait à maintenir la stabilité dans cette région avait été expulsée péremptoirement. Ces mesures faisaient partie d'un plan d'ensemble qui culminait avec les menaces du Président Nasser concernant la navigation dans le golfe d'Akaba. Comme le Premier Ministre d'Israël l'avait déclaré le 23 mai, toute entrave à la liberté de navigation dans le golfe d'Akaba et le détroit de Tiran constituait une violation flagrante du droit international et un acte d'agression contre Israël.

Le représentant de la France a déclaré que son pays était fermement attaché au maintien de la paix au Moyen-Orient et n'avait cessé, depuis le début de la crise actuelle, de conseiller la modération à toutes les parties en cause. Aussi longtemps que les principales puissances n'étaient pas d'accord entre elles, le Conseil de sécurité ne pouvait entreprendre aucune décision et devait se contenter d'adresser aux parties un appel à la raison et leur demander de s'abstenir de toute initiative qui mettrait la paix en danger.

Les représentants du Mali et de l'Inde ont estimé que la réunion du Conseil était inopportune et que toute action précipitée du Conseil ne pourrait que compliquer la mission du Secrétaire général. Les représentants de l'Ethiopie et du Nigéria, sans s'opposer à ce que la question soit examinée par le Conseil, ont estimé qu'il serait préférable d'attendre le rapport du Secrétaire général sur sa mission avant de prendre une décision quelconque.

Le Conseil s'est ajourné sans prendre de décision.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN DATE DU 26 MAI 1967

De retour au Siège, le Secrétaire général a présenté le 26 mai au Conseil de sécurité un rapport sur sa visite au Caire.

Dans ce rapport, le Secrétaire général déclarait qu'il ne pouvait que réitérer le jugement qu'il avait porté dans son rapport du 19 mai, à savoir que la situation générale actuelle au Moyen-Orient était plus inquiétante, même plus menaçante, qu'elle ne l'avait jamais été l'automne de 1956. Il ajoutait que ceux qui prétendaient que le retrait de la FUNU était une cause essentielle de la crise au Moyen-Orient ignoraient le fait que la cause profonde de cette situation de crise comme des autres situations de crise dans la région était le conflit persistant entre les Arabes et Israël, conflit qui n'avait jamais cessé d'être présent.

Le Secrétaire général déclarait que la décision du Gouvernement de la République arabe unie de restreindre la navigation dans le détroit de Tiran avait créé une situation nouvelle. La liberté de passage dans le détroit était une des questions qu'Israël considérait absolument vitales pour ses intérêts. La République arabe unie affirmait que les eaux du détroit étaient des eaux territoriales et qu'elle avait le droit d'y exercer un contrôle sur la navigation; Israël contestait cette position et affirmait le droit de passage inoffensif dans le

détroit. Israël avait en outre déclaré qu'il tiendrait pour un *casus belli* la fermeture du détroit de Tiran aux navires battant pavillon israélien ainsi que toute mesure restrictive concernant la cargaison de navires battant pavillon d'autres pays et faisant route vers Israël.

Pendant son séjour au Caire, le Secrétaire général avait appelé l'attention du Gouvernement de la République arabe unie sur les conséquences dangereuses qui pourraient découler de restrictions apportées au passage inoffensif de navires dans le détroit de Tiran et avait exprimé l'espoir qu'aucune action précipitée ne serait entreprise. Le Président Nasser et le Ministre des affaires étrangères, M. Riad, lui avaient donné l'assurance que la République arabe unie ne prendrait l'initiative d'aucune action offensive contre Israël. Leur but général, avaient-ils dit, était le retour à la situation antérieure à 1956 et au strict respect par les deux parties des dispositions de la Convention d'armistice général entre l'Égypte et Israël.

Le Secrétaire général faisait remarquer qu'une controverse juridique existait avant 1956 quant à l'étendue du droit de passage inoffensif de navires de commerce dans le détroit de Tiran et le golfe d'Akaba. Depuis mars 1957, date où des éléments de la FUNU avaient été stationnés à Charm El Cheikh et à Ras Nasrani, à l'entrée du golfe d'Akaba, il n'y avait eu aucune entrave à la navigation dans le détroit de Tiran. Le Secrétaire général n'entendait cependant pas examiner les aspects juridiques de cette controverse ni aborder le fond de la question. Sa préoccupation majeure, en cette conjoncture critique, était de gagner du temps afin de jeter les fondements d'une détente. Or, en raison des positions contradictoires prises par la République arabe unie et par Israël, la situation dans le détroit de Tiran représentait une menace potentielle très grave pour la paix. Il craignait qu'un heurt entre les deux pays au sujet de la liberté de navigation dans le détroit déclenche inéluctablement un conflit général au Moyen-Orient. Toutefois, ce n'était pas, pour le moment, la seule source de danger pour la paix dans la région; d'autres problèmes comme les sabotages, les activités terroristes et les droits de culture dans des secteurs contestés de la zone démilitarisée située entre Israël et la Syrie pouvaient également provoquer de nouveaux et graves incidents.

De l'avis du Secrétaire général, l'issue pacifique de la crise dépendrait d'une accalmie qui permettrait à la tension de retomber du niveau explosif qu'elle avait atteint. Il exhortait donc toutes les parties intéressées à faire preuve d'une modération spéciale, à s'abstenir de toute belligérance et à éviter de prendre toutes autres mesures qui pourraient accroître la tension, de manière à permettre au Conseil de s'attaquer aux causes profondes de la crise actuelle et de chercher des solutions. Il existait d'autres possibilités d'action qui pourraient contribuer substantiellement à réduire la tension dans la région. Comme il l'avait indiqué au paragraphe 16 de son rapport du 19 mai, il serait utile de remettre en activité les Commissions mixtes d'armistice syro-israélienne et égypto-israélienne. Le Conseil aurait également intérêt à se rappeler que, dans sa résolution 73 (1949) du 11 août 1949, il avait constaté que les accords généraux d'armistice constituaient une étape importante vers l'instauration d'une paix permanente en Palestine et avait confirmé aux parties l'ordre donné, dans la résolution 54 (1948), en vertu de l'Article 40 de la Charte des Nations Unies, d'observer une suspension d'armes inconditionnelle et de se conformer aux dispositions des Accords d'armistice, qui interdisaient des actes d'hostilité entre les parties.

En conclusion, le Secrétaire général déclarait qu'en dépit des difficultés extrêmes de la situation, l'ONU jouait, depuis plus de 18 ans, un rôle important dans le maintien d'une paix au moins relative au Moyen-Orient. Il était convaincu qu'avec la coopération de toutes les parties intéressées, l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, le Conseil de sécurité, devait chercher, et finalement trouver, des solutions pacifiques et justes aux problèmes.

EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ ENTRE LE 29 MAI ET LE 3 JUIN

Dans une lettre datée du 27 mai, le représentant de la République arabe unie a demandé l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de sécurité d'une question intitulée "La politique d'agression d'Israël, ses actes d'agression répétés qui menacent la paix et la sécurité au Moyen-Orient et mettent en danger la paix et la sécurité internationales". Par une lettre datée du 29 mai, le représentant du Royaume-Uni a demandé que le rapport du Secrétaire général du 26 mai 1967 figure également à l'ordre du jour du Conseil.

A sa séance du 29 mai, le Conseil a décidé d'examiner ensemble les trois questions inscrites à son ordre du jour.

Le Président a remercié, au nom du Conseil, le Secrétaire général des efforts qu'il déployait pour la cause de la paix au Moyen-Orient. Le rapport que le Secrétaire général avait présenté au Conseil était un document extrêmement important, auquel le Conseil devait donner d'urgence une suite constructive pour éviter un désastre au Moyen-Orient.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que le Conseil devrait, à titre de mesure provisoire, approuver sans délai l'appel lancé par le Secrétaire général pour une accalmie qui permettrait à la tension de retomber du niveau explosif qu'elle avait atteint et son exhortation à ce que toutes les parties intéressées fassent preuve d'une modération spéciale et s'abstiennent de toute belligérance, de manière à permettre au Conseil de s'attaquer aux causes profondes de la crise et de chercher des solutions. Le Conseil devait également se placer dans une perspective plus lointaine et étudier les éléments de tension mentionnés dans le rapport du Secrétaire général, à savoir la question du golfe d'Akaba, l'affrontement dans la zone de Gaza et à la frontière syro-israélienne ainsi que le problème du terrorisme. Les Etats-Unis considéraient le golfe d'Akaba comme une voie d'eau internationale et estimaient que tout blocus de la navigation israélienne était illégal et de nature à compromettre la paix. Ce n'était pas seulement les droits des parties au conflit qui étaient en jeu mais aussi les droits appartenant à tous les Etats commerçant en vertu du droit international. Etant donné le contenu du rapport du Secrétaire général, il importait tout particulièrement de veiller à ce que la pratique établie de longue date dans le golfe d'Akaba ne soit pas bouleversée unilatéralement alors que des efforts se poursuivaient en vertu de l'Article 33 de la Charte pour régler les questions litigieuses. C'était précisément ainsi que le Gouvernement américain entendait, eu égard au problème d'Akaba, l'appel adressé par le Secrétaire général aux parties intéressées pour qu'elles fassent preuve d'une modération spéciale et s'abstiennent de toute belligérance. Le Conseil devait également, en se servant de tout l'appareil de l'Organisation des Nations Unies, trouver des moyens pratiques pour minimiser le danger d'un conflit militaire et pour faciliter le désengagement des forces en présence. Pour ce qui

était du sabotage, du terrorisme et des droits de culture dans les secteurs contestés de la zone démilitarisée située entre Israël et la Syrie, le Conseil de sécurité devait prendre des mesures efficaces pour confirmer les Accords généraux d'armistice et remettre en marche le dispositif d'application de l'armistice.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le rapport du Secrétaire général confirmait les dangers immédiats de la situation et indiquait au Conseil dans quel sens il devait agir. Il fallait avant tout trouver une solution au problème critique du golfe d'Akaba, solution qui devrait tenir compte non seulement des exigences normales des Etats riverains du golfe mais aussi des intérêts de toutes les puissances maritimes. Pour ce qui était des autres causes de tension dans la région, le Secrétaire général avait, dans son rapport, formulé des propositions pratiques que le Conseil devait étudier d'urgence sur les moyens de réduire la tension, de préserver la paix et de régler équitablement le problème dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

Le représentant de la République arabe unie a fait observer que le problème fondamental dont le Conseil était saisi était celui de la politique d'agression d'Israël et de ses actes d'agression répétés contre les Etats arabes. Israël, qui avait été installé au Moyen-Orient par les intérêts coloniaux, avait appliqué une politique d'expansion territoriale et d'élimination de la population autochtone, dont le couronnement avait été l'agression dont l'Egypte avait été victime à l'automne de 1956. Ces derniers temps, les attaques répétées d'Israël contre les Etats arabes avaient redoublé de fréquence et de violence. La République arabe unie avait toutes les raisons de croire que les autorités israéliennes envisageaient sérieusement d'attaquer la Syrie le 17 mai. Le Gouvernement de la République arabe unie, en coopération avec ceux d'autres pays arabes, avait décidé de défendre la nation arabe par tous les moyens. Comme la présence de la FUNU aurait été incompatible avec cette décision, et aussi pour assurer la sécurité de la Force, le Gouvernement de la République arabe unie, agissant dans l'exercice de ses droits souverains, avait prié le Secrétaire général de retirer la Force, et avait ainsi ramené pacifiquement la situation à ce qu'elle était avant l'agression israélienne de 1956 contre son pays. Le golfe d'Akaba avait toujours été une voie d'eau intérieure relevant de la souveraineté arabe. Les seuls Etats riverains légitimes — l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la République arabe unie — étaient tous trois en guerre avec Israël, ils étaient fondés en droit international à interdire l'accès du golfe aux navires ennemis. L'argument suivant lequel Israël possédait un port sur le golfe n'avait aucune valeur vu qu'Israël avait occupé illégalement sept miles de littoral sur le golfe, y compris Umm Rashrah, en violation des résolutions du Conseil de sécurité de 1948 et de la Convention d'armistice général égypto-israélienne. Les Accords d'armistice n'enlevaient pas au Gouvernement de la RAU le droit d'imposer des restrictions sur la navigation dans le détroit; de même, l'agression de 1956 n'avait pas modifié le statut juridique du golfe d'Akaba non plus que les droits de la République arabe unie sur ses eaux territoriales. En outre, le Secrétaire général avait déclaré dans son rapport du 26 février 1957 que la présence de la FUNU ne pourrait être utilisée pour imposer une solution à une question politique ou juridique controversée, puisque son rôle était d'éviter les hostilités. Aucune des déclarations faites à l'Assemblée générale par Israël ou certaines autres délégations ne pouvaient modifier les droits légitimes de la République arabe unie.

En conclusion, le représentant de la République arabe unie a déclaré que, si son gouvernement n'envisageait aucune action offensive, il n'hésiterait pas à exercer son droit naturel de légitime défense pour repousser toute agression. La recherche de la paix au Moyen-Orient devait, avant tout, être fondée sur le plein respect des droits inaliénables des Arabes de Palestine.

Le représentant d'Israël a confirmé la position de son gouvernement suivant laquelle les entraves à la liberté de navigation dans le golfe d'Akaba et le détroit de Tiran constituaient un acte d'agression contre Israël, une atteinte aux droits qu'avaient toutes les nations d'utiliser librement cette voie d'eau internationale, et une violation flagrante du droit international. Il a rappelé que le caractère international du détroit de Tiran avait été reconnu par de nombreux pays à l'Assemblée générale, en mars 1957, et qu'à la suite de la récente action unilatérale du Gouvernement de la République arabe unie, de nombreux autres gouvernements avaient appuyé les droits et les intérêts vitaux que possédaient Israël dans le détroit. La politique de belligérance poursuivie par la République arabe unie était à l'origine des crises passées et présentes et avait vidé la Convention d'armistice général égypto-israélienne de toute sa substance. Les deux principales violations de cette Convention étaient le refus du libre passage dans le canal de Suez et le refus du libre passage dans le golfe d'Akaba. Bien que l'Organisation des Nations Unies ait décidé que l'état de belligérance était incompatible avec le régime d'armistice, l'Egypte souhaitait qu'il se poursuive sous le couvert des Conventions d'armistice et des organismes mis en place par les Nations Unies. Tel était le sens des assurances données par le Président Nasser et citées dans le rapport du Secrétaire général suivant lesquelles il souhaitait simplement "le retour à la situation antérieure à 1956". Israël ne permettrait pas un retour à cette situation. En 1948, l'Egypte et d'autres Etats arabes avaient attaqué Israël dans le but avoué de le détruire. Les objectifs de l'Egypte n'avaient pas changé. Il n'était pas trop tard pour que la raison l'emporte. Le représentant d'Israël demandait la cessation des déclarations incendiaires et des menaces contre l'intégrité territoriale et l'indépendance de son pays, le respect de l'obligation de non-belligérance inscrite dans la Charte; le retrait des forces armées sur les positions qu'elles occupaient au début du mois et la fin du sabotage, du terrorisme et des entraves à la navigation dans le golfe d'Akaba.

Le représentant de l'URSS a estimé que le véritable responsable de la dangereuse aggravation de la tension au Moyen-Orient était Israël, qui ne voulait pas abandonner sa politique de provocation et d'aventures militaires contre les Etats arabes voisins, actes qui étaient le corollaire de son intention déclarée de régler les différends arabo-israéliens par les armes. Le représentant de l'Union soviétique a accusé les Etats-Unis de se montrer partiaux et de défendre les milieux extrémistes d'Israël auxquels ils accordaient une assistance si généreuse, tout en adressant des appels hypocrites aux deux parties. Il a mis en garde ceux qui poussaient Israël vers la guerre contre le danger qu'il y avait à attiser les flammes d'un conflit militaire. L'URSS, comme tous les Etats épris de paix, condamnait les desseins formés par les forces de l'impérialisme contre l'indépendance des peuples arabes et appuyait résolument leur lutte pour défendre leur sécurité et leurs droits inaliénables. Le Gouvernement soviétique considérait que le maintien de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient, région limitrophe de l'Union soviétique, était essentiel pour la défense des intérêts de son propre peuple. Il estimait

que le Conseil de sécurité devait résolument condamner les provocations d'Israël et ses menaces contre les Etats arabes.

Le représentant de l'Ethiopie a félicité le Secrétaire général pour son rapport judicieux et équilibré et pour l'objectivité dont il avait fait preuve à l'égard de l'ensemble du problème; il a déclaré que sa délégation participerait volontiers à un effort visant à adresser d'urgence un appel à la modération à toutes les parties intéressées, à condition que cet appel soit appuyé par tous les membres du Conseil, agissant à l'unanimité.

Les représentants de l'Argentine et du Brésil ont exprimé leur appui sans réserve à l'appel à la modération lancé par le Secrétaire général.

Le représentant de l'Inde a déclaré que sa délégation appuyait les suggestions du Secrétaire général visant à remettre en activité les Commissions mixtes d'armistice syro-israélienne et égypto-israélienne et qu'elle encouragerait les efforts visant à provoquer une détente qui pourrait aboutir à la consolidation de la paix en Asie occidentale. Il a déclaré que la République arabe unie n'avait fait qu'exercer ses droits souverains lorsqu'elle avait demandé le retrait de la R.U.N.U. et que le Secrétaire général avait bien fait d'accéder à cette demande. Le Gouvernement indien comprenait les raisons de certaines mesures de précaution de caractère défensif prises par la République arabe unie. Sa position, qu'il avait exprimée dès 1957, était que le golfe d'Akaba était une mer intérieure dont l'entrée se trouvait dans les eaux territoriales de la République arabe unie. Aucun Etat ni aucun groupe d'Etats ne devaient essayer de contester par la force la souveraineté de la République arabe unie sur le détroit de Tiran. Il était hautement souhaitable de trouver un *modus vivendi*, encore que tout arrangement qui serait élaboré doive rester compatible avec la souveraineté de la République arabe unie.

Les représentants du Canada et du Danemark ont souligné que tous les intéressés devaient faire preuve de modération pour permettre une accalmie pendant laquelle on rechercherait une solution pacifique. Il était fort souhaitable que le Conseil prenne quelques mesures provisoires en attendant des décisions plus précises. Ils ont exprimé l'espoir qu'un accord interviendrait rapidement sur les termes d'un appel.

Le représentant du Nigéria a estimé que le Conseil pouvait trouver dans le rapport du Secrétaire général de nombreux éléments de nature à jeter les fondements d'une action tant de sa part que de celle de tous les intéressés. Pour commencer, le Conseil devrait lancer un appel à la modération, mais le Gouvernement nigérien n'appuierait aucune action qui risquerait d'impliquer une atteinte à la souveraineté d'un pays quelconque.

Le représentant du Liban a déclaré que son pays soutiendrait la République arabe unie pour la défense de ses droits souverains sur l'accès au golfe d'Akaba. Si Israël commettait une agression, la guerre qui en résulterait serait une guerre totale qui dresserait tous les Etats arabes contre Israël. Le Gouvernement et le peuple du Liban respecteraient les engagements qu'ils avaient pris en vertu de la Charte de la Ligue des Etats arabes et du Pacte arabe de défense mutuelle que le Parlement libanais avait confirmé à l'unanimité le 23 mai 1967.

Le représentant de la Syrie a rappelé que la crise du Moyen-Orient était la conséquence directe de l'attaque massive effectuée sans provocation par les forces israéliennes le 7 avril 1967 contre des villages syriens et au cours de laquelle ces forces avaient tué des civils et

détruit des objectifs non militaires. Le prétexte de cette agression avait été la question des droits de culture dans les secteurs contestés de la zone démilitarisée, que, depuis des années, Israël utilisait pour mener sa campagne d'expansion progressive et pour provoquer la Syrie. Enfreignant la Convention d'armistice général entre Israël et la Syrie et les résolutions du Conseil de sécurité, Israël avait mené petit à petit une politique d'invasion dans les zones démilitarisées sur les lignes de démarcation de l'armistice syro-israélien, dont il avait chassé des centaines de civils arabes et où il avait construit des fortifications militaires. La tragédie dont le Conseil était saisi, était due essentiellement au fait que la population arabe de Palestine avait été complètement et constamment méconnue. Aucune paix ne pourrait être durable tant que les droits des Arabes de Palestine à leur patrie n'auraient pas été pleinement reconnus.

Le Président, parlant en qualité de représentant de la Chine, a dit que sa délégation appuyait l'appel du Secrétaire général et espérait que l'ONU, qui avait joué un rôle capital dans le maintien de la paix au Moyen-Orient, pourrait de nouveau exercer une influence modératrice selon les principes que le Secrétaire général avait posés dans son rapport.

Le 31 mai, les Etats-Unis ont déposé un projet de résolution tendant à ce que le Conseil prie toutes les parties intéressées, à titre de première mesure, de se conformer à l'appel du Secrétaire général; encourage la continuation immédiate de la diplomatie internationale dans l'intérêt de la pacification de la situation et de la recherche de solutions raisonnables, pacifiques et justes; et décide de poursuivre d'urgence et de façon continue l'examen de cette question, de manière à pouvoir déterminer quelles autres mesures il pourrait prendre dans l'exercice de ses responsabilités touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En présentant le projet de résolution, le représentant des Etats-Unis a souligné qu'il s'agissait d'une mesure provisoire visant à ménager un certain délai pour rechercher plus calmement une solution aux problèmes essentiels, sans préjuger les droits et recours que les parties en présence pourraient avoir.

Le 31 mai également, la République arabe unie a déposé un projet de résolution par lequel le Conseil de sécurité décidait que la Convention d'armistice général égypto-israélienne demeurerait valide et déclarait à nouveau que le mécanisme des Nations Unies qui en émanait devait être pleinement opérant; requerrait le Gouvernement israélien de respecter ses obligations et responsabilités telles qu'elles étaient stipulées dans ladite Convention; donnait pour instructions au Chef d'état-major de l'ONUST de rétablir dans un délai de deux semaines le siège de la Commission mixte d'armistice égypto-israélienne à El-Auja d'où elle s'acquittait de ses fonctions avant l'action unilatérale d'Israël imposant son expulsion de cette zone; décidait de recourir aux mesures additionnelles nécessaires à l'application intégrale de la résolution en cas de non-observation par le Gouvernement israélien des dispositions de cette résolution; priait le Secrétaire général de se mettre en rapport avec les parties à la Convention d'armistice général égypto-israélienne en vue de l'application immédiate de cette décision et de rendre compte au Conseil de sécurité dans un délai de quinze jours aux fins d'approbation en ce qui concerne des mesures additionnelles; et décidait de se réunir de nouveau pour examiner le rapport du Secrétaire général dès qu'il serait présenté.

Le représentant de l'Irak a déclaré que la crise au Moyen-Orient avait eu pour origine la menace lancée par Israël de déclencher une guerre si on ne faisait pas droit à ses exigences touchant la navigation dans le golfe d'Akaba. Le Gouvernement de la République arabe unie avait déclaré qu'il ne prendrait l'initiative d'aucune action offensive mais aucune assurance analogue n'avait été donnée par le Gouvernement israélien. Le représentant de l'Irak faisait entièrement sien le point de vue exprimé par le représentant de la République arabe unie au sujet du droit de ce pays de contrôler la navigation dans ses eaux territoriales s'il jugeait que sa sécurité était menacée. Jusqu'en 1956, ce contrôle n'avait pas été contesté par les usagers du golfe; la République arabe unie avait seulement rétabli la situation telle qu'elle existait avant l'agression israélienne de 1956, des avantages de laquelle certaines puissances souhaitaient qu'Israël continue de bénéficier. Les puissances qui exigeaient que soit immédiatement résolu le problème secondaire de la navigation dans le golfe d'Akaba, sur lequel l'ONU n'avait pris aucune position, paraissaient moins pressées de régler la question fondamentale de Palestine et le sort de 1 250 000 Arabes dont les droits au rapatriement dans leurs foyers avaient été proclamés et confirmés par l'Assemblée générale dans pas moins de dix-huit résolutions. Elles ne semblaient pas non plus préoccupées par les violations répétées de la Convention d'armistice général par Israël. La tâche du Conseil était d'empêcher Israël, qui était le seul à proférer des menaces de guerre, de les mettre à exécution. Le Conseil ne devait pas s'incliner devant l'opportunisme, céder à des exigences et se laisser transformer en instrument de consolidation de l'agression. Il devait s'attaquer aux vrais problèmes qui étaient à la base de la crise, car s'ils n'étaient pas résolus, la paix serait impossible dans la région.

Le représentant de la Jordanie a déclaré que sa délégation avait maintes fois rappelé au Conseil la volonté des autorités israéliennes de créer une situation favorable à leurs desseins expansionnistes et avait récemment saisi le Conseil de graves incidents et actes d'agression commis par Israël qui prouvaient, sans l'ombre d'un doute, qu'Israël avait à plusieurs reprises violé la zone démilitarisée, le *no man's land* et la ligne de démarcation de l'armistice. La situation s'était sérieusement aggravée. Il appartenait d'autant plus au Conseil d'empêcher que de tels actes d'agression se renouvellent qu'Israël boycottait deux des quatre Commissions mixtes d'armistice dans la région, en dépit des appels réitérés du Conseil de sécurité lui demandant de coopérer avec elles. Certains membres du Conseil avaient parlé de sabotage et de terrorisme mais pouvait-on vraiment dire qu'un Arabe était un intrus sur sa propre terre ou un étranger dans sa patrie? Les Palestiniens commençaient à perdre patience. Ils avaient attendu pendant dix-neuf ans que les Nations Unies trouvent une solution juste et leur action actuelle était le résultat de l'inaction du Conseil. Ils étaient victimes d'une injustice et résolus à reconquérir leur patrie.

Le représentant de la Bulgarie a déclaré que les préparatifs du Gouvernement israélien et les mesures qu'il avait prises n'étaient que les manifestations extérieures de la politique d'intervention pratiquée par certains milieux impérialistes en vue de reprendre leur emprise sur la région et d'en exploiter les énormes richesses naturelles. En réponse aux provocations d'Israël, les Etats arabes avaient été obligés de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer leur défense. La présence de la FUNU sur le territoire de la République arabe unie avait été conçue comme une mesure extraordinaire de

caractère provisoire et le consentement de la République arabe unie donnait son fondement juridique à cette présence; toutefois, cela ne semblait pas gêner certains milieux qui affirmaient que le retrait de la Force avait contribué à la crise actuelle. Il était du devoir du Conseil de demander aux parties d'exercer la plus grande modération et de tout faire pour amener Israël à respecter les Conventions d'armistice général et à participer aux activités de l'organisme des Nations Unies chargé de surveiller l'application de la trêve. La délégation bulgare appuyait pleinement le projet de résolution présenté par la République arabe unie.

Les représentants du Maroc, de l'Arabie Saoudite et du Mali ont affirmé que les infractions persistantes d'Israël aux Conventions d'armistice général, les visées expansionnistes et agressives de ce pays et son défi continu des décisions de l'ONU étaient à l'origine de la crise actuelle. Ce qui se passait au Moyen-Orient, loin d'être un phénomène isolé, était l'un des aspects d'un problème plus vaste et plus grave, essentiellement l'agression sioniste en Palestine. En conséquence, il appartenait au Conseil d'aller jusqu'au fond des choses dans sa recherche de la paix au Moyen-Orient. Selon le représentant de l'Arabie Saoudite, le Conseil éluderait les responsabilités qui lui incombait aux termes de la Charte s'il adoptait une résolution qui n'exigeât pas la restitution d'une Palestine unie à sa population d'origine. S'agissant du golfe d'Akaba, les représentants arabes affirmaient qu'il était et avait toujours été un golfe arabe; que la présence d'Israël sur la mer Rouge était le résultat de l'occupation illégale d'Israël, contrairement aux résolutions du Conseil de sécurité; que les Etats arabes étaient en état de guerre avec Israël et qu'en conséquence la République arabe unie ne faisait qu'exercer ses droits souverains en interdisant l'accès du golfe aux navires israéliens ou à tout navire étranger transportant des marchandises à destination d'Israël.

Le représentant de la France a fait observer que l'objectif immédiat du Conseil était de s'entendre sur les termes d'un appel aux parties pour que celles-ci s'abstiennent d'appuyer leurs revendications par une action de force, quelle qu'en soit la nature. Cet appel devait être formulé de telle sorte qu'il n'implique ni approbation ni désapprobation des positions respectives des parties. Le représentant de la France en a appelé aux autres membres permanents du Conseil pour qu'ils joignent leurs efforts à ceux de sa délégation en vue d'orienter la crise dans la seule voie qui, de l'avis de son gouvernement, pouvait conduire à la paix, à savoir la voie de la détente puis celle de la négociation. La délégation française pensait qu'il serait vain de poursuivre la discussion des projets de résolution sur lesquels il paraissait bien douteux que l'accord général pût se faire.

DÉCLENCHEMENT DES HOSTILITÉS ET EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE CONSEIL DU 5 AU 15 JUIN

Le 5 juin au matin, le Conseil de sécurité s'est réuni en séance d'urgence, Israël et la République arabe unie s'étant mutuellement accusés auprès du Président du Conseil d'avoir déclenché les hostilités au Moyen-Orient. Expliquant les circonstances qui l'avaient amené à convoquer le Conseil, le Président a déclaré qu'à 3 h 10 (heure de New York) le représentant d'Israël l'avait informé que des forces terrestres et aériennes égyptiennes avaient fait mouvement contre Israël qui avait engagé ses forces pour repousser l'attaque. A 3 h 30, le représentant de la République arabe unie l'avait informé qu'Israël avait commis une agression perfide et préméditée contre la République arabe unie,

lançant des attaques contre la bande de Gaza, le Sinaï, les aéroports du Caire, la zone du canal de Suez et plusieurs aérodromes sur le territoire de la République arabe unie. Les renseignements reçus par le Secrétaire général avaient confirmé que des tirs et des activités aériennes continuaient dans la région depuis l'aube.

Le Secrétaire général a déclaré au Conseil que les sources d'information des Nations Unies n'avaient aucun moyen de savoir comment les hostilités avaient commencé, d'autant que toute la FUNU se trouvait dans ses cantonnements et qu'elle était en cours de retrait. Toutefois, tous les rapports concordaient pour signaler que d'importantes opérations militaires terrestres et aériennes se déroulaient en plusieurs points et que ces opérations s'étendaient. Le général Indarjit Rikhye, Commandant de la FUNU, avait communiqué qu'à 8 heures (heure locale) deux avions israéliens avaient violé l'espace aérien de la République arabe unie au-dessus des villes de Gaza et d'El Arish. Le personnel de la FUNU au camp de Rafah avait signalé qu'à 8 heures (heure locale) de violents combats opposaient les forces de la République arabe unie et celles d'Israël sur la frontière. Les autorités de la République arabe unie à Gaza avaient informé le général Rikhye que les Israéliens avaient lancé de grands raids aériens sur toute la République arabe unie et avaient attaqué El Qusaima, dans le Sinaï, à 8 heures (heure locale). A 9 h 15 (heure locale) l'artillerie de la République arabe unie à Gaza avait ouvert le feu sur le territoire occupé par Israël. Le général Rikhye avait également signalé que l'aviation israélienne avait mitraillé un convoi de la FUNU, au sud de Khan Yunis, sur la route reliant Gaza à Rafah, tuant trois soldats indiens et blessant plusieurs autres. Le général Bull, Chef d'état-major de l'ONUST, avait fait savoir que des échanges de coups de feu avaient commencé à Jérusalem à 11 h 25 (heure locale). Les observateurs des Nations Unies à la frontière syrienne avaient signalé des combats aériens entre avions israéliens et syriens à partir de 11 h 55 (heure locale). En dépit des assurances données au Chef d'état-major par Israël et la Jordanie qu'ils respecteraient l'inviolabilité du quartier général de l'ONUST à Jérusalem, des soldats jordaniens avaient occupé Government House le 5 juin au matin. Le Secrétaire général avait adressé au roi de Jordanie un appel urgent lui demandant l'évacuation immédiate de Government House par les troupes jordaniennes.

Le représentant d'Israël a déclaré que le 5 juin à l'aube, des colonnes blindées égyptiennes avaient lancé une offensive contre les frontières israéliennes et qu'à la même heure des avions égyptiens avaient décollé d'aérodromes situés dans le Sinaï en direction d'Israël. L'artillerie égyptienne dans la bande de Gaza avait bombardé plusieurs villages israéliens de cette zone. Israël exerçait son droit de légitime défense et, conformément à la Charte, avait saisi le Conseil.

Le représentant de la République arabe unie a accusé Israël d'avoir commis une nouvelle agression perfide contre son pays. Il a déclaré que l'attaque lancée aux premières heures de la matinée montrait, sans l'ombre d'un doute, que les Israéliens avaient comme les autres fois prémédité et préparé cette agression au mépris de la Charte. Devant l'agression, la République arabe unie ne pouvait que se défendre conformément à l'Article 51 de la Charte. Le représentant de la République arabe unie a demandé au Conseil de condamner vigoureusement l'agression israélienne.

Dans un rapport supplémentaire publié dans la soirée du 5 juin, le Secrétaire général a informé le Conseil que

des tirs nourris avaient été déclenchés à Jérusalem même et dans les environs. Le Commandant de la FUNU avait signalé qu'à la suite d'un tir d'artillerie dirigé contre le camp principal du bataillon indien, près duquel se trouvaient des positions militaires de la République arabe unie, un officier et un soldat indiens avaient été tués et neuf soldats blessés. Le Chef d'état-major de l'ONUST avait signalé que les troupes israéliennes avaient occupé par la force Government House et que lui-même et son état-major avaient été ramenés sous escorte en Israël. Le rapport contenait le texte des messages que le Secrétaire général avait envoyés au Gouvernement israélien pour protester contre le mitraillage du co. voi des Nations Unies et l'occupation de Government House et pour demander à Israël de remettre celle-ci sous le contrôle exclusif des Nations Unies.

Dans un additif publié le 6 juin, le Secrétaire général a communiqué au Conseil les renseignements qu'il avait reçus du Chef d'état-major de l'ONUST et des observateurs des Nations Unies qui signalaient que les combats se poursuivaient à Jérusalem, en Syrie, à Gaza et à El Arish, et que les efforts des observateurs de l'ONU pour obtenir un cessez-le-feu étaient restés sans succès. Le quartier général de la FUNU à Gaza avait été directement touché par des tirs d'artillerie dans la nuit du 5 au 6 juin, obligeant le Commandant de la FUNU à réinstaller son quartier général au camp Tre Kroner, près de la plage à Gaza. Pendant le bombardement, trois soldats indiens avaient été tués et trois autres blessés.

Le 6 juin au soir, le Conseil a adopté à l'unanimité un projet de résolution [résolution 233 (1967)] présenté par le Président, aux termes duquel le Conseil priait les gouvernements intéressés, à titre de première étape, de prendre immédiatement toutes mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et d'une cessation de toutes activités militaires dans la région et demandait au Secrétaire général de tenir le Conseil promptement et constamment informé de la situation.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que cette résolution était un premier pas vers le rétablissement de la paix au Moyen-Orient et il a exprimé l'espoir ardent que les parties intéressées répondraient immédiatement et entièrement à l'appel du Conseil.

Le représentant des Etats-Unis a ensuite démenti catégoriquement ce qu'il a appelé les assertions extravagantes qui avaient été faites au cours des dernières vingt-quatre heures et selon lesquelles des avions américains seraient intervenus dans les hostilités au Moyen-Orient. Pour empêcher que ces dangereuses contre-vérités se propagent, le Gouvernement des Etats-Unis était disposé à coopérer à une enquête immédiate et impartiale menée par l'ONU sur ces accusations et à inviter le personnel des Nations Unies à se rendre à tout moment à bord de ses porte-avions en Méditerranée pour enquêter sur les activités passées et présentes des avions américains dans la région.

Le représentant du Royaume-Uni aussi a rejeté catégoriquement des allégations analogues selon lesquelles des avions britanniques auraient pris part aux combats aux côtés d'Israël. Comme il l'avait déclaré dans une lettre adressée au Président du Conseil le 6 juin, la politique du Gouvernement de Sa Majesté était d'éviter de prendre parti dans le conflit du Moyen-Orient et de faire tout en son pouvoir pour faire intervenir un cessez-le-feu. En conséquence, il souhaitait que l'ONU procède immédiatement à une enquête impartiale au sujet de ces accusations.

Le représentant de l'URSS a appelé l'attention du Conseil sur une déclaration dans laquelle son gouvernement déclarait, le 5 juin, qu'Israël avait commis une agression contre la République arabe unie et d'autres Etats voisins en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des règles élémentaires du droit international. Le conflit avait éclaté par suite de l'aventurisme des dirigeants israéliens, encouragés par certains milieux impérialistes. Le Gouvernement soviétique appuyait résolument les gouvernements et les peuples des Etats arabes dans la juste lutte qu'ils menaient pour leur indépendance et leurs droits souverains et exigeait que le Gouvernement israélien, comme première mesure, cesse immédiatement et sans condition ses opérations militaires contre la République arabe unie, la Syrie et la Jordanie et ramène ses troupes en deçà de la ligne de démarcation d'armistice. L'ONU devait condamner l'action du Gouvernement israélien et prendre d'urgence des dispositions pour rétablir la paix au Moyen-Orient. La résolution demandant le cessez-le-feu que le Conseil de sécurité avait adoptée à l'unanimité était le moins que le Conseil pouvait faire. La délégation soviétique estimait que le Conseil devait sans plus tarder prendre une décision quant au retrait immédiat et inconditionnel des forces de l'agresseur.

Le représentant d'Israël a déclaré au Conseil que, par ses seuls efforts, son pays avait échappé à un grave péril et opposé une résistance couronnée de succès aux forces combinées de la République arabe unie, de la Jordanie, de la Syrie et de l'Irak. Il a évoqué la politique et les préparatifs militaires des pays arabes pendant les jours qui avaient précédé le début des hostilités et rappelé que les Etats arabes avaient systématiquement et ouvertement unifié leurs politiques et mis en commun armes et hommes pour menacer Israël d'attaque collective et d'extermination. Après que les forces égyptiennes eurent lancé l'attaque le 5 juin, Israël s'était défendu en vertu de l'Article 51 de la Charte. Les efforts déployés par le Gouvernement israélien pour éviter que le conflit s'étende n'avaient trouvé aucun écho du côté de la Jordanie, qui avait déclenché des tirs d'artillerie tout le long de la frontière, notamment à Jérusalem, ni du côté de la Syrie, qui avait bombardé et attaqué des villages israéliens.

Le représentant d'Israël a affirmé ensuite, au sujet du retrait de la FUNU, qu'il n'avait pas été accompagné des consultations internationales voulues et que rien n'avait été fait pour aider Israël à compenser le grave préjudice que ce retrait causait à ses intérêts vitaux. Lorsque l'ONU assumait une fonction elle était en droit de demander que la cessation de cette fonction n'intervienne pas dans des conditions qui conduisent à des situations contraires à la Charte. Parlant des principaux facteurs de tension qui avaient concouru au conflit, le représentant d'Israël a déclaré que le blocus du golfe d'Akaba, le retrait de la FUNU et la concentration anormale de troupes dans la péninsule du Sinai avaient eu pour effet de détruire le *statu quo* qui, pendant dix ans, avait assuré une stabilité relative à la frontière israélo-égyptienne. C'était aux gouvernements intéressés qu'il appartenait de mettre sur pied un nouveau système de relations fondé sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël et des racines profondes qu'il avait au Moyen-Orient et sur le principe du règlement pacifique des différends. Un autre facteur de concorde au Moyen-Orient dépendait des puissances étrangères au conflit. Il importait que les Etats situés en dehors de la région, notamment les grandes puissances, adoptent une attitude équilibrée face aux problèmes qui se posaient là et apportent un appui impartial à l'intégrité, à l'indépen-

dance et aux droits des Etats. Le cessez-le-feu demandé par le Conseil rencontrait l'entière approbation d'Israël mais il dépendait de l'acceptation et de la coopération des gouvernements qui étaient responsables de la situation actuelle.

Le représentant de l'Inde a déclaré que, tout en se félicitant de la décision que le Conseil avait prise à l'unanimité, sa délégation et d'autres auraient préféré une résolution qui liât le cessez-le-feu à un retrait des forces armées sur les positions qu'elles occupaient avant le déclenchement des hostilités. Une telle décision aurait été conforme à la pratique du Conseil fondée sur le principe selon lequel l'agresseur ne doit pas bénéficier des fruits de l'agression. Le représentant de l'Inde a énergiquement protesté contre les attaques israéliennes dont avaient été victimes les forces indiennes de la FUNU pendant leur retrait et il a demandé que des garanties soient données quant à la sécurité des éléments de la FUNU qui se trouvaient encore dans la région.

Le représentant de l'Irak a déclaré que la résolution 233 (1967) était une capitulation totale devant Israël. Au lieu de condamner l'agresseur, le Conseil avait en fait autorisé Israël à retenir le bénéfice de son agression. Les négociations visant à élaborer une résolution sur le cessez-le-feu qui soit accompagnée d'un appel au retrait des forces sur les positions occupées avant le début des hostilités avaient échoué parce que certains Etats, notamment les Etats-Unis, avaient refusé d'appuyer une telle résolution.

Le représentant de la Syrie a dénoncé Israël comme agresseur et accusé les Etats-Unis et le Royaume-Uni d'avoir agi de connivence avec lui en participant à l'attaque aérienne contre les villes arabes et en fournissant une couverture aérienne aux forces armées israéliennes. Comme l'Algérie, la République arabe unie et l'Irak, la Syrie avait rompu les relations diplomatiques avec les Etats-Unis.

Le représentant du Maroc a affirmé que la tâche essentielle du Conseil dans l'examen de la plainte contre l'agression israélienne aurait dû être de définir l'agression et de condamner l'agresseur. En adoptant la résolution 233, le Conseil avait créé un précédent qui aurait de dangereuses conséquences. A l'avenir, tout pays qui était sûr de sa puissance ou qui avait le soutien ou la promesse de soutien d'un autre pourrait lancer une agression avec la certitude que le Conseil de sécurité discuterait la question pendant quarante-huit heures pour ensuite, sous prétexte de sauvegarder la paix, adopter une résolution sans déterminer la responsabilité du pays qui aurait pris l'initiative de l'agression.

Le représentant de la Bulgarie a demandé que le Conseil condamne l'agression israélienne contre les Etats arabes et exige le retrait immédiat des forces israéliennes en deçà de la ligne de démarcation d'armistice.

Le représentant du Mali a déclaré que sa délégation condamnait l'agression israélienne et appuyait pleinement les peuples de la République arabe unie et des autres Etats arabes.

Les représentants de la France, de l'Ethiopie, de la Chine, de l'Argentine, du Brésil, du Canada et du Danemark, ont insisté sur le fait que le cessez-le-feu devait entrer en vigueur immédiatement et ont exprimé l'espoir que la résolution serait une première mesure efficace et constructive en vue du rétablissement de la paix dans la région et du règlement des problèmes qui étaient à l'origine de la crise.

Le 7 juin, le Conseil s'est réuni à la demande du représentant de l'URSS. Au cours du débat, celui-ci a déclaré que les forces d'agression poursuivaient leurs opérations militaires, ne tenant aucun compte de la résolution 233 (1967) adoptée par le Conseil de sécurité le 6 juin. Le Conseil devait donc sans délai renouveler son appel en vue d'un cessez-le-feu. Le représentant de l'URSS a présenté un projet de résolution aux termes duquel le Conseil : 1) exigeait que les gouvernements intéressés, à titre de première étape, cessent le feu et toutes les activités militaires à 20 h TU le 7 juin 1967 ; et 2) demandait au Secrétaire général de tenir le Conseil promptement et constamment informé de la situation. Le représentant de l'URSS a demandé que ce projet de résolution soit immédiatement mis aux voix.

Au cours de la même séance, le Secrétaire général a informé le Conseil qu'il avait reçu du Ministre des affaires étrangères de Jordanie un télégramme daté du 7 juin dans lequel le Ministre déclarait que son gouvernement avait accepté la résolution de cessez-le-feu et avait donné l'ordre aux forces armées jordaniennes de l'observer, sauf en cas de légitime défense. Le Secrétaire général a également indiqué que, selon des informations reçues du Chef d'état-major de l'ONUST, le quartier général de la Commission mixte d'armistice israélo-jordanienne avait été occupé par des forces israéliennes, le 7 juin au matin. Etant donné que les troupes israéliennes occupaient le siège de l'ONUST et le quartier général de la FUNU à Gaza, le Secrétaire général s'est mis en rapport avec le Gouvernement israélien pour obtenir l'assurance que les archives et documents des deux quartiers généraux seraient préservés et protégés. Le Secrétaire général a également informé le Conseil des pertes en vie humaine subies par la FUNU et des efforts faits pour trouver le moyen d'évacuer les contingents restants.

A la séance de l'après-midi du 7 juin, le Conseil a adopté à l'unanimité le projet de résolution de l'Union soviétique [résolution 234 (1967)].

Le représentant du Canada a présenté un projet de résolution aux termes duquel le Conseil de sécurité priait le Président du Conseil de sécurité, avec l'assistance du Secrétaire général, de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect intégral et effectif des résolutions des 6 et 7 juin.

Présentant le projet de résolution, le représentant du Canada a déclaré qu'il avait pour objet de compléter sa définition des responsabilités concernant la mise en œuvre des deux résolutions de cessez-le-feu que le Conseil avait adoptées. Il ne suffisait pas, en effet, de mettre le Conseil au courant ou de le tenir informé de la situation.

Au cours du débat, le représentant de la République arabe unie a, une nouvelle fois, accusé les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni d'être intervenus dans les hostilités aux côtés d'Israël. Si la Jordanie avait accepté le cessez-le-feu, par contre Israël poursuivait son agression contre la Jordanie et étendait sa zone d'occupation. De même, Israël poursuivait son agression contre le territoire de la République arabe unie. La délégation de la République arabe unie demandait donc au Conseil de condamner Israël et de lui ordonner de cessez immédiatement le feu et de se retirer sur les positions qu'il occupait avant le début des hostilités.

Le Ministre des affaires étrangères d'Israël a réfuté les accusations selon lesquelles son pays serait l'agresseur et a affirmé qu'Israël n'avait pas reçu la moindre aide, ni des Etats-Unis, ni du Royaume-Uni, pour repousser l'agression arabe. Israël s'était fécité de la

résolution sur le cessez-le-feu et l'avait acceptée, mais la République arabe unie, la Syrie et l'Irak n'avaient pas encore saisi l'occasion d'accepter cette même résolution. Certes, la Jordanie avait accepté le cessez-le-feu mais ses forces armées étaient placées sous le commandement de l'armée de la République arabe unie et des unités de commando égyptiennes stationnées en territoire jordanien effectuaient des opérations militaires contre Israël. Par conséquent, l'acceptation du cessez-le-feu par la République arabe unie était un élément capital de la situation non seulement sur le front israélo-égyptien, mais également sur le front israélo-jordanien.

Les représentants des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ont à nouveau rejeté les accusations du représentant de la République arabe unie et ont renouvelé leur proposition en vue d'une enquête sur place qui serait effectuée par l'Organisation des Nations Unies.

Le Secrétaire général a informé le Conseil que, selon un rapport du Chef d'état-major de l'ONUST, le cessez-le-feu n'était pas observé dans la zone de Jérusalem. Dans la nuit du 6 au 7 juin, des forces israéliennes avaient bombardé et occupé le mont Scopus qui domine la ville de Jérusalem. Un secteur de la ville avait été soumis à des tirs de mortiers jordaniens pendant une brève période vers le milieu de la matinée du 7 juin, et, vers 10 h 30 TU, un violent bombardement de mortiers israéliens avait commencé aux environs de Bethléem.

Dans un télégramme daté du 7 juin adressé au Président du Conseil de sécurité, le Ministre des affaires étrangères d'Israël a déclaré qu'à 16 h 45 (heure de New York) il avait fait savoir au Secrétaire général que son gouvernement avait accepté la demande de cessez-le-feu immédiat formulée par le Conseil de sécurité, à condition que les autres parties l'acceptent également.

Dans un télégramme daté du 8 juin, le Ministre des affaires étrangères de la Jordanie a informé le Secrétaire général que le Gouvernement jordanien avait accepté d'appliquer la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 7 juin.

Dans un télégramme daté du 8 juin, le Ministre des affaires étrangères du Koweït a informé le Secrétaire général que son gouvernement n'observerait ni n'appliquerait les résolutions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu.

Le 8 juin, le Conseil s'est réuni à la demande des Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et de l'URSS, d'autre part, étant donné que les combats se poursuivaient dans le Moyen-Orient.

Le représentant des Etats-Unis a présenté un projet de résolution aux termes duquel le Conseil de sécurité, notant qu'Israël et la Jordanie avaient indiqué leur acceptation mutuelle de la demande du Conseil exigeant un cessez-le-feu et qu'Israël avait exprimé, en ce qui concernait toutes les parties, son acceptation du cessez-le-feu, à condition que les autres parties donnent leur acceptation : 1) demandait le respect scrupuleux par Israël et la Jordanie de l'accord auquel ils étaient parvenus touchant un cessez-le-feu ; 2) insistait pour que toutes les autres parties inéressées se conforment immédiatement aux demandes répétées du Conseil exigeant un cessez-le-feu et la cessation de toute activité militaire à titre de première étape urgente vers l'établissement d'une paix stable au Moyen-Orient ; 3) demandait que des discussions aient lieu promptement ensuite entre les parties intéressées, en utilisant telle assistance d'une tierce partie ou de l'ONU qu'elles

jugeraient souhaitable, en vue de l'établissement d'arrangements viables englobant le retrait et le désengagement du personnel armé, la renonciation à la force quelle que soit sa nature, le maintien des droits internationaux vitaux et l'établissement d'une paix stable et durable au Moyen-Orient; 4) priait le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de prendre des mesures immédiates pour chercher à assurer le respect du cessez-le-feu et de présenter au Conseil un rapport à ce sujet dans un délai de 24 heures; 5) priait aussi le Secrétaire général de fournir l'assistance qui pourrait être requise pour faciliter les discussions demandées au paragraphe 3.

Présentant le projet de résolution, le représentant des Etats-Unis a fait observer qu'il visait à faire cesser les combats et à amorcer un mouvement vers le règlement définitif de toutes les questions importantes restant en suspens entre les parties. L'objectif devait être d'amener les puissances belligérantes à décider de vivre en paix et à établir des rapports normaux, conformément aux stipulations de la Charte et aux engagements qu'elle comporte.

Le représentant de l'URSS a affirmé que, grisés de leurs succès temporaires, les milieux extrémistes de Tel-Aviv poursuivaient leur agression contre les Etats arabes et posaient même des conditions à leur acceptation des décisions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu. Israël avait bel et bien lancé un défi à l'Organisation des Nations Unies et à tous les Etats épris de paix, créant une situation lourde de conséquences; Israël portait l'entière responsabilité de l'agression et devait être sévèrement puni pour les crimes qu'il avait commis.

Le représentant de l'URSS a présenté un projet de résolution aux termes duquel le Conseil de sécurité, constatant qu'Israël avait méconnu les résolutions des 6 et 7 juin du Conseil de sécurité sur la cessation des activités militaires et considérant qu'Israël, non seulement n'avait pas cessé les activités militaires, mais en outre avait utilisé le temps qui s'était écoulé depuis l'adoption des résolutions susmentionnées par le Conseil pour s'emparer de nouveaux territoires: 1) condamnait résolument les actes agressifs d'Israël et les violations par Israël des résolutions 233 (1967) et 234 (1967) du Conseil de sécurité, de la Charte des Nations Unies et des principes de l'Organisation des Nations Unies; et 2) exigeait qu'Israël cesse immédiatement les activités militaires contre les Etats arabes voisins et retire toutes ses troupes de leurs territoires en deçà des lignes d'armistice.

Au cours du débat, le Secrétaire général a informé le Conseil que le représentant permanent de la République arabe unie lui avait adressé une lettre dans laquelle il indiquait que son gouvernement avait décidé d'accepter le cessez-le-feu demandé, tel qu'il avait été prescrit par les résolutions des 6 et 7 juin, à condition que l'autre partie cesse également le feu. Le Secrétaire général a également déclaré que, le 8 juin au matin, le Chef d'état-major de l'ONUST avait reçu un message du Ministre des affaires étrangères de Jordanie indiquant que les forces israéliennes bombardaient Al Mafraq et que des unités israéliennes se concentraient sur la rive occidentale du Jourdain. Le général Bull ayant communiqué ces renseignements au Ministère des affaires étrangères d'Israël, celui-ci l'avait informé que des troupes et des avions de l'armée irakienne se trouvaient dans la région d'Al Mafraq. Le Secrétaire général a fait observer que le texte des résolutions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu avait aussi été transmis au Gouvernement irakien mais qu'aucune réponse n'avait encore été reçue de sa part. Les observateurs militaires

des Nations Unies à Tibériade avaient signalé que des combats aériens et des combats au sol continuaient de faire rage dans le secteur central de la zone démilitarisée israélo-syrienne, le 8 juin au matin.

Le représentant d'Israël a déclaré que, du fait que certains Etats arabes n'observaient pas le cessez-le-feu, les combats et les effusions de sang continuaient dans diverses régions du Moyen-Orient. Le seul accord de cessez-le-feu à avoir été conclu et à être devenu effectif était celui qui était intervenu entre Israël et la Jordanie. L'acceptation du cessez-le-feu par la République arabe unie permettait d'entrevoir, dans l'immédiat, la fin des hostilités, sauf en ce qui concernait la Syrie. Le Gouvernement syrien n'avait pas accepté le cessez-le-feu et, à la frontière israélo-syrienne, les combats devenaient de plus en plus intenses. Parlant du projet de résolution de l'URSS, le représentant d'Israël a déclaré qu'il le rejetait catégoriquement étant donné que ce projet reposait sur une proposition fautive et que les responsabilités n'y étaient pas équitablement partagées. En fait, Israël avait été le premier à accepter le cessez-le-feu et il avait arrêté ses opérations militaires dès qu'un accord de cessez-le-feu avait été conclu avec l'un de ses voisins. Quant au projet de résolution présenté par les Etats-Unis, le représentant d'Israël a fait observer que l'accent y était mis sur la nécessité non de revenir à la belligérance mais de progresser vers la paix et que c'était dans le contexte de négociations de paix qu'il y était proposé des mesures concertées de désengagement. De l'avis des Israéliens, cet objectif serait atteint non pas tellement par l'autorité d'un organe international, mais par des contacts directs et bilatéraux entre les gouvernements intéressés.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique s'est félicité de l'acceptation du cessez-le-feu par la République arabe unie et a indiqué qu'il avait modifié le texte de son projet de résolution afin d'inclure la République arabe unie parmi les pays qui avaient accepté le cessez-le-feu.

Le représentant de la Bulgarie a déclaré que le projet de résolution présenté par les Etats-Unis était inacceptable par le fait même qu'il mettait sur un pied d'égalité la Jordanie et la République arabe unie, d'une part, et l'agresseur d'autre part. Ce projet de résolution donnait aux troupes israéliennes la possibilité de demeurer sur place pour s'assurer que toutes les exigences avancées par Israël en matière de concessions territoriales ou autres, à l'égard des Etats arabes, seraient satisfaites.

Le 9 juin, le Conseil de sécurité a été convoqué d'urgence à la demande de la Syrie. A l'ouverture de la séance, le Président a fait savoir au Conseil qu'il avait reçu un télégramme daté du 9 juin dans lequel le Gouvernement syrien lui faisait part de sa décision d'accepter les deux appels du Conseil de sécurité en faveur du cessez-le-feu, à condition que l'autre partie accepte ce cessez-le-feu. Le Président a également informé le Conseil des plaintes qu'il avait reçues d'Israël, d'abord, de la Syrie, ensuite, au sujet de la continuation des hostilités.

Le Secrétaire général a déclaré que, dans les premières heures de la matinée, le Président de la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne l'avait informé qu'il avait reçu du Ministre syrien des affaires étrangères un message dans lequel le Ministre lui faisait savoir que son pays était soumis à une attaque israélienne sur toute la longueur de la ligne de démarcation d'armistice entre les deux pays. Le général Bull, chef d'état-major de l'ONUST avait signalé que des bombardements aériens avaient eu lieu à 7 h 45 et 7 h 55 TU dans le

secteur central de la zone démilitarisée. D'autre part, le général Bull avait été informé par les autorités israéliennes qu'un bombardement d'artillerie intense était en cours près de la frontière syrienne, notamment dans la ville de Safed, et qu'aux premières heures de la matinée quelque seize villages avaient été pilonnés par l'artillerie syrienne. Le Président de la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne avait ultérieurement confirmé que des avions israéliens avaient bombardé la région située au nord et à l'est du lac de Tibériade, le 9 juin au matin.

Les représentants de la Syrie et d'Israël ont renouvelé leurs accusations mutuelles à propos de violations du cessez-le-feu, puis le Conseil a adopté à l'unanimité un projet de résolution présenté par le Président [résolution 235 (1967)]. Aux termes de cette résolution, le Conseil : 1) confirmait ses résolutions 233 (1967) et 234 (1967) concernant un cessez-le-feu immédiat et une cessation de l'action militaire ; 2) exigeait que les hostilités cessent immédiatement ; et 3) priait le Secrétaire général de se mettre immédiatement en rapport avec les Gouvernements israélien et syrien pour assurer le respect immédiat des résolutions susmentionnées et de présenter un rapport au Conseil de sécurité au plus tard dans les deux heures.

Les représentants de l'URSS, de la Bulgarie et de l'Inde ont sévèrement condamné Israël, l'accusant de poursuivre les combats et d'étendre la zone qu'il occupait par la force en territoire arabe. Le représentant de l'Inde a suggéré au Conseil d'inviter le Secrétaire général à désigner un représentant personnel qu'il enverrait dans la région pour rétablir des conditions de paix et assurer la sécurité de la population civile arabe dans les régions occupées.

Le Secrétaire général a, ultérieurement, donné lecture d'une communication qu'il avait reçue du représentant de la Syrie l'informant de l'acceptation, par son gouvernement, des termes de la résolution 235 (1967) du 9 juin ainsi que d'une communication du représentant d'Israël lui annonçant l'acceptation, par son pays, de la résolution de cessez-le-feu, à condition que la Syrie, elle aussi, l'accepte et l'applique.

Le représentant de la Syrie a, dans une nouvelle déclaration, affirmé que les forces israéliennes poursuivaient leur avance en territoire syrien, et que les avions israéliens avaient attaqué Damas.

Le représentant d'Israël a rejeté ces accusations et a déclaré que l'artillerie syrienne continuait de bombarder des villages israéliens situés près de la frontière.

Après quelques échanges de vues sur l'application de la résolution par les commandants d'opérations, le Conseil a ajourné sa séance, en attendant de recevoir confirmation que l'ordre de cesser les hostilités avait été donné des deux côtés et que les combats avaient pris fin.

A la reprise du débat, le 9 juin au soir, le Secrétaire général a informé le Conseil que la Syrie lui avait fait savoir que l'ordre avait été donné aux forces syriennes de cesser immédiatement les opérations militaires mais qu'Israël poursuivait ses activités militaires contre la Syrie, notamment ses attaques aériennes. Israël avait fait savoir que l'ordre de cesser les hostilités avait été donné aux forces armées et que, de sa part, tous les combats avaient cessé, à l'exception des mesures de légitime défense.

Au cours du débat, le représentant de la Syrie a accusé à nouveau Israël de poursuivre avec une intensité croissante de grandes opérations aériennes et terrestres, opérations qui témoignaient, sans l'ombre d'un doute,

que l'objectif d'Israël était l'invasion totale de la Syrie. Le représentant de la République arabe unie a informé le Conseil qu'en de nombreux points du territoire de son pays, il y avait eu des bombardements intensifs par les forces israéliennes après l'acceptation du cessez-le-feu par la République arabe unie. Le représentant d'Israël a réfuté ces deux accusations et a accusé la Syrie de continuer à canonner des villages israéliens.

Plusieurs membres du Conseil ayant demandé que les observateurs des Nations Unies dans la région fournissent des informations supplémentaires au sujet des accusations relatives à des violations du cessez-le-feu, le Secrétaire général a déclaré que si, sur le plan de la coopération des parties intéressées avec les observateurs des Nations Unies certaines conditions étaient remplies — notamment si, à Jérusalem, Government House était restitué au Chef d'état-major de l'ONUST afin qu'il puisse à nouveau utiliser le bâtiment et tous les moyens de communications qu'il contient, et si les observateurs militaires des Nations Unies stationnés des deux côtés pouvaient jouir de la liberté de mouvement — il serait en mesure de faire rapidement rapport au Conseil sur l'observation du cessez-le-feu.

Les membres du Conseil ont été d'accord pour demander aux parties intéressées de fournir toute la coopération possible aux observateurs des Nations Unies dans l'exercice de leurs fonctions, pour demander au Gouvernement israélien de remettre Government House à la disposition du Chef d'état-major de l'ONUST et pour demander aux parties intéressées de rendre pleine liberté de mouvement aux observateurs des Nations Unies.

Le 10 juin le Conseil de sécurité a tenu une séance extraordinaire avant l'aube à la demande du représentant de la Syrie qui a déclaré que la situation s'était considérablement aggravée car des forces israéliennes occupaient la ville syrienne de Kuneitra et s'avançaient vers Damas. Dans une lettre datée du 9 juin l'URSS avait demandé que la question intitulée "Cessation des activités militaires d'Israël et retrait des forces israéliennes des parties du territoire de la République arabe unie, de la Jordanie et de la Syrie dont elles se sont emparées à la suite d'une agression" soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Le Conseil a accepté de faire figurer à son ordre du jour le point présenté par l'URSS et d'étudier simultanément les quatre points dont il était saisi.

Au cours de la séance le Secrétaire général a présenté au Conseil des rapports oraux sur l'évolution de la situation militaire telle qu'elle ressortait des rapports que lui avaient adressé le Chef d'état-major de l'ONUST et le Président de la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne. Ces rapports comprenaient, notamment, une évaluation de la situation par le général Bull, qui indiquait que, selon les observateurs des Nations Unies, les bombardements et les hostilités se poursuivaient en Syrie, le long des crêtes dominant la rive orientale du lac de Tibériade et sur la rive orientale du Jourdain et que l'aéroport et la banlieue de Damas avaient été bombardés par les forces aériennes israéliennes. Le Ministère des affaires étrangères d'Israël avait déclaré qu'il n'y avait eu aucune attaque aérienne sur la ville ou l'aéroport de Damas et que les appareils israéliens survolant la Syrie n'avaient pour objet que de fournir une couverture aérienne aux forces israéliennes. Le Secrétaire général a fait observer que les rapports étaient fragmentaires, en raison des difficultés extrêmes auxquelles se heurtaient le général Bull et les observateurs des Nations Unies dans la région.

Au cours des débats sur la question de savoir à qui incombe la responsabilité des violations du cessez-le-feu, la Syrie a accusé le représentant d'Israël de s'efforcer, de propos délibéré, d'induire en erreur le Conseil en affirmant qu'Israël respectait le cessez-le-feu et il a demandé que le Conseil de sécurité prenne des sanctions à l'encontre d'Israël pour avoir violé de façon flagrante les résolutions concernant le cessez-le-feu.

Les représentants de la Bulgarie, de l'Inde, du Mali et de l'URSS ont fait des déclarations similaires, demandant au Conseil de prendre des mesures immédiates pour faire cesser l'agression israélienne.

Le représentant d'Israël a repoussé ces accusations et a déclaré que, bien qu'elle eût accepté les deux résolutions relatives au cessez-le-feu, la Syrie n'avait pas cessé de diriger des tirs d'artillerie contre des villages israéliens. Il a affirmé que des forces israéliennes s'efforçaient de neutraliser les positions d'artillerie en Syrie.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement n'excuserait aucune violation du cessez-le-feu par l'une quelconque des parties et estimait que les deux parties étaient tenues de respecter le cessez-le-feu. Toutefois, son gouvernement ne saurait, sur la base d'allégations émanant des parties en présence, déclarer laquelle était responsable.

Lorsque le Conseil s'est réuni à nouveau au cours de la même matinée le Secrétaire général a fait savoir que le Président de la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne avait confirmé que des attaques aériennes avaient eu lieu dans la région de Damas. Le général Bull avait indiqué qu'Israël était prêt à prendre des dispositions en vue du cessez-le-feu. Le Secrétaire général a ajouté qu'une rencontre avait été prévue entre le général Bull et le Ministre israélien de la défense nationale.

Le représentant de l'URSS a appelé l'attention sur un communiqué de son gouvernement daté du 10 juin, aux termes duquel le Gouvernement de l'URSS déclarait que si Israël ne mettait pas immédiatement fin à ses activités militaires, l'Union soviétique, ainsi que tous les autres pays épris de paix, appliquerait des sanctions à l'encontre d'Israël. Il déclarait en outre que, comme Israël persistait dans sa politique d'agression, le Gouvernement soviétique avait décidé de rompre les relations diplomatiques avec ce pays.

Le représentant de la Jordanie a déclaré que des milliers de Jordaniens étaient expulsés de leur foyer dans les territoires envahis par Israël sur la rive occidentale du Jourdain et affluaient à Amman. Il a demandé que le Conseil adopte de toute urgence des mesures qui permettraient d'empêcher toutes nouvelles atrocités à l'encontre de la population civile.

Plusieurs membres du Conseil ont fait part de l'inquiétude que leur inspirait la misère des réfugiés et ont lancé un appel aux parties afin qu'elles traitent humainement les civils victimes de la guerre et les prisonniers de guerre.

Le représentant de la Syrie a fait observer que le rapport de l'ONUST avait confirmé les rapports antérieurs selon lesquels l'armée de l'air israélienne attaquait sans relâche l'aéroport et la banlieue de Damas.

Le représentant de la France a déclaré que le Conseil en savait assez pour légitimer un appel pressant aux parties pour qu'elles appliquent un cessez-le-feu qui faisait encore l'objet de fréquentes violations.

Le représentant d'Israël a fait savoir qu'au cours des entretiens qui avaient eu lieu entre le Ministre israélien de la défense nationale et le Chef d'état-major de l'ONUST le Ministre avait déclaré qu'Israël accepterait toute proposition faite par le Chef d'état-major en vue de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité concernant le cessez-le-feu et les dispositions pour la surveillance de ce dernier. Il a souligné que ces dispositions ne feraient pas partie de la Convention d'armistice général.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement estimait qu'il était de la plus haute importance qu'Israël et les pays arabes respectent aussi bien l'esprit que la lettre des résolutions du Conseil de sécurité.

Le Secrétaire général a fait savoir au Conseil que le général Bull avait proposé que le cessez-le-feu entre Israël et la Syrie entre en vigueur à 16 h 30 TU, le 10 juin. Le Gouvernement israélien avait fait savoir au général Bull qu'il était prêt à accepter cette proposition, à condition que la Syrie fasse de même et que des observateurs des Nations Unies soient placés de chaque côté des lignes au moment du cessez-le-feu.

Dans un rapport complémentaire présenté ultérieurement, le Secrétaire général a indiqué qu'Israël et la Syrie avaient accepté les modalités de cessez-le-feu proposées par le général Bull et que suivant ces modalités, tous tirs et mouvements de troupes cesseraient à 16 h 30 TU le 10 juin, et le 11 juin au matin des observateurs des Nations Unies seraient mis en place à partir de Kuneitra du côté syrien et de Tibériade du côté israélien.

Le 10 juin, l'Argentine, le Brésil et l'Ethiopie ont soumis un projet de résolution qui, sous sa forme révisée, prévoyait que le Conseil : 1) prierait le Gouvernement israélien d'assurer la sûreté, le bien-être et la sécurité des habitants des zones où des opérations militaires avaient eu lieu et de faciliter le retour de ces habitants qui s'étaient enfuis de ces zones depuis le déclenchement des hostilités ; 2) recommanderait aux gouvernements intéressés de respecter scrupuleusement les principes humanitaires régissant le traitement des prisonniers de guerre et la protection des civils en temps de guerre, tels qu'ils sont énoncés dans les Conventions de Genève du 12 août 1949 ; et 3) prierait le Secrétaire général de suivre l'application effective de ladite résolution et de faire rapport au Conseil de sécurité.

Dans la soirée du 10 juin, le Conseil s'est réuni pour examiner, à la demande du représentant de l'URSS, la question de la violation flagrante par Israël des décisions du Conseil de sécurité demandant l'arrêt des activités militaires.

Le représentant de l'URSS a dit que malgré la décision du Conseil de sécurité Israël n'avait pas renoncé à son intention de poursuivre ses objectifs militaires sur le territoire de la Syrie. Il a souligné que le Conseil de sécurité n'avait pas le droit de remettre à plus tard une condamnation catégorique des agresseurs israéliens pour avoir violé de façon flagrante les décisions du Conseil de sécurité.

Le Secrétaire général a indiqué qu'en réponse aux demandes de renseignements qu'il avait adressées au général Bull en ce qui concernait la situation militaire il avait reçu confirmation d'un raid aérien au sud de Damas et de tirs d'artillerie dirigés de la Syrie vers Israël, incidents qui étaient survenus après l'heure fixée pour le cessez-le-feu. Israël et la Syrie avaient

confirmé que Kuneitra était occupée par les forces israéliennes; Israël affirmait que cette occupation avait eu lieu avant le cessez-le-feu.

Le représentant de l'Inde a estimé que le Conseil devait agir promptement, non seulement pour affirmer son autorité mais aussi pour faire cesser les pertes en vies humaines, et pour mettre fin au non-respect, par l'une des parties, des décisions du Conseil de sécurité.

Le représentant des Etats-Unis a fait savoir que depuis le début du conflit le Gouvernement des Etats-Unis avait été constamment d'avis que le Conseil de sécurité devrait avoir un seul et même objectif, à savoir étouffer les flammes de la guerre au Moyen-Orient et commencer à instaurer la paix dans la région. Il a proposé un nouveau projet de résolution aux termes duquel le Conseil: 1) condamnait toutes violations du cessez-le-feu sans exception; 2) demandait au Secrétaire général d'ordonner une enquête complète sur toutes les violations signalées et de faire rapport au Conseil de sécurité aussitôt que possible; 3) exigeait que les parties respectent scrupuleusement les appels au cessez-le-feu qu'il avait lancés dans ses résolutions 233 (1967), 234 (1967) et 235 (1967); et 4) priait les gouvernements intéressés de donner des instructions catégoriques à toutes les forces militaires pour qu'elles cessent tous tirs et toutes activités militaires, comme l'exigeaient lesdites résolutions.

En réponse aux questions posées par le représentant de la France à propos du rapport du Secrétaire général daté du 10 juin, le Secrétaire général a fait notamment observer qu'Israël affirmait que ses forces avaient occupé Kuneitra avant le cessez-le-feu.

Le représentant de l'URSS, se référant au projet de résolution des Etats-Unis, a déclaré qu'il était destiné à appuyer l'agression israélienne, et à légaliser l'occupation, par la force, des terres arabes.

Dans un autre rapport oral, le Secrétaire général a fait savoir au Conseil que, selon les renseignements qu'il avait reçus du Chef d'état-major de l'ONUST: 1) des bombes avaient certainement été larguées au sud de Damas; 2) qu'il n'y avait eu, du côté arabe, aucune violation du cessez-le-feu; 3) qu'un représentant du Ministère des affaires étrangères d'Israël avait déclaré catégoriquement le bombardement par des avions israéliens; et 4) que des mesures prises de part et d'autre pour assurer le respect du cessez-le-feu avaient été signalées.

Le 11 juin, tard dans la soirée, le Conseil a été réuni à la demande de la Syrie afin d'examiner l'aggravation de la situation découlant de la pénétration militaire accentuée d'Israël en territoire syrien.

Le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité qu'il avait reçu dans la soirée trois messages du Chef d'état-major de l'ONUST concernant la colonne de tanks israéliens partie de Rafid. Le Secrétaire général a signalé qu'il avait cherché à obtenir le plus rapidement possible de nouveaux renseignements du Chef d'état-major sur la question de savoir si des troupes israéliennes étaient à Rafid et dans les environs de cette ville avant le cessez-le-feu du 10 juin ou si elles avaient pénétré dans ce secteur après l'heure fixée pour l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Le représentant de la Syrie a soutenu qu'une colonne de voitures blindées et de tanks israéliens, appuyée par des hélicoptères militaires, était partie à 18 heures (heure locale) de Rafid — localité qui avait été occupée trois heures et 17 minutes après l'entrée en vigueur du

cessez-le-feu —, avait fait route vers l'est et le sud et avait occupé de nouveaux emplacements et de nouvelles localités où aucun combat n'avait eu lieu antérieurement. Ce nouveau mouvement était dirigé vers la Yarmuk et en particulier son cours supérieur.

Le représentant d'Israël a déclaré qu'en ce qui concernait la zone de Rafid, il n'y avait eu aucune avance au-delà des lignes établies par le cessez-le-feu. Il a également déclaré qu'il n'y avait eu de combat d'aucune sorte en un point quelconque du front et que le cessez-le-feu était scrupuleusement respecté.

Le représentant de l'URSS a demandé que le Conseil de sécurité adopte des mesures décisives et immédiates afin d'assurer l'exécution, par Israël, de ses résolutions.

Des membres du Conseil se sont déclarés en faveur d'une action visant à provoquer une cessation complète des hostilités et ils ont lancé un appel aux parties afin qu'elles respectent les résolutions antérieures relatives au cessez-le-feu et reviennent à une atmosphère de calme propice à l'étude des problèmes nés de la guerre.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le Conseil devrait indiquer clairement qu'il insistait pour qu'il n'y ait aucune violation du cessez-le-feu.

Après une brève suspension de séance le Conseil de sécurité a repris ses travaux et a adopté à l'unanimité un projet de résolution présenté par le Président [résolution 236 (1967)]. Aux termes de cette résolution, le Conseil de sécurité: 1) condamnait toutes violations du cessez-le-feu sans exception; 2) priait le Secrétaire général de poursuivre ses enquêtes et de faire rapport au Conseil aussitôt que possible; 3) affirmait que sa demande exigeant un cessez-le-feu et un arrêt de toutes activités militaires englobait l'interdiction de toutes avances militaires postérieures au cessez-le-feu; 4) demandait le prompt retour aux positions de cessez-le-feu de toutes troupes qui pouvaient avoir avancé après 16 h 30 TU le 10 juin 1967; et, 5) demandait une pleine coopération avec le Chef d'état-major de l'ONUST et les observateurs dans l'application du cessez-le-feu, y compris la liberté de mouvement et des facilités de communication adéquates.

Dans l'intervalle le Secrétaire général, dans un rapport complémentaire, a indiqué que les dispositions concernant le cessez-le-feu du 10 juin, telles qu'elles avaient été proposées et négociées par le Chef d'état-major de l'ONUST, étaient observées et qu'à 15 h (heure de New York), le 11 juin, aucune violation grave n'avait été signalée.

Les 12 et 13 juin, le Secrétaire général a fait distribuer trois autres rapports sur l'observation des résolutions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu et le déploiement des observateurs de l'ONU du côté israélien et du côté syrien. Au sujet de la position des troupes israéliennes à Rafid et dans ses environs, question qui avait été soulevée antérieurement, le Secrétaire général faisait savoir au Conseil que le général Bull ignorait si les troupes israéliennes se trouvaient à Rafid et dans ses environs avant l'heure fixée pour l'entrée en vigueur du cessez-le-feu ou si elles y avaient pris position après.

Le Secrétaire général indiquait également que le Chef d'état-major et ses observateurs n'avaient toujours pas accès au siège de l'ONUST à Government House, à Jérusalem, ce qui les gênait beaucoup. A cet égard, il avait adressé un télégramme au Premier Ministre d'Israël lui demandant de nouveau de rendre d'urgence Government House à l'ONUST. Il avait également

adressé une note au représentant permanent d'Israël pour demander à son Gouvernement de donner des assurances touchant la sécurité et le bien-être des populations civiles dans les zones sous occupation militaire et la protection de leurs intérêts et de leurs droits.

Le 13 juin, le Conseil de sécurité s'est réuni à la demande du représentant de l'URSS qui avait présenté un texte révisé de son projet de résolution du 8 juin. En vertu du projet de résolution révisé, le Conseil de sécurité aurait : 1) condamné résolument les actes agressifs d'Israël et la continuation de l'occupation d'une partie des territoires de la République arabe unie, de la Syrie et de la Jordanie, qu'il considérerait comme un acte d'agression et une violation brutale de la Charte des Nations Unies et des principes universellement reconnus du droit international ; et 2) exigé qu'Israël retire immédiatement et sans condition d'aucune sorte toutes ses troupes des territoires des Etats susmentionnés en de\ des lignes d'armistice et respecte le statut des zones démilitarisées comme cela était prescrit dans les Conventions d'armistice général.

Le représentant de l'URSS a déclaré que toutes les décisions que le Conseil de sécurité avait déjà prises étaient seulement des mesures initiales qui ne pouvaient être acceptées que pour l'immédiat. Le Conseil ne pouvait plus rappeler ou confirmer des résolutions antérieures qui étaient tout à fait insuffisantes et il devait insister sur le retrait immédiat et inconditionnel des forces stationnées dans les territoires occupés des Etats arabes voisins. Par sa résolution 236 (1967) du 12 juin, le Conseil avait accompli le premier pas vers la condamnation des actes d'Israël. Le représentant de l'URSS a rejeté toute tentative visant à lier le retrait des forces israéliennes à un règlement d'ensemble de la situation au Moyen-Orient et a demandé que son projet de résolution soit mis aux voix immédiatement.

Le représentant de la Jordanie a accusé Israël d'exécuter un plan longuement mûri visant à expulser un plus grand nombre d'Arabes et répéter ainsi les événements de 1948. Il a remercié le Secrétaire général de ses efforts constructifs pour améliorer la situation de la population civile et émis le vœu qu'il jugerait possible de présenter un rapport au Conseil sur cette question grave et très urgente. Il a estimé que le plus important était de condamner les envahisseurs et d'exiger leur retrait immédiat.

Le représentant des Etats-Unis a estimé que le projet de résolution soviétique ne ferait qu'appeler la reprise des hostilités. C'était un pas en arrière qui conduirait à une nouvelle guerre. Il était nécessaire à son avis de se mettre sans tarder à la tâche qui consistait à régler complètement toutes les questions pendantes entre les parties comme il était envisagé notamment depuis près de vingt ans dans les résolutions de l'ONU. Au lendemain des combats, le Conseil devait d'urgence veiller à prendre des mesures pour protéger les victimes de guerre conformément aux Conventions de Genève de 1949. Le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir que les civils seraient autorisés à retourner dans les localités où ils vivaient avant le conflit.

Le représentant de l'Arabie saoudite, invoquant les droits des Arabes palestiniens, a déclaré que les Arabes n'accepteraient jamais la création d'un Etat artificiel au cœur d'une région qui était la leur.

Le représentant d'Israël, tout en notant que le cessez-le-feu avait pris plein effet entre son pays, d'une part, et la République arabe unie, la Jordanie, et la Syrie d'autre part, a fait observer que les gouvernements

algérien, irakien et yéménite avaient proclamé ouvertement leur intention de poursuivre la guerre contre son pays. Tant que tous les gouvernements intéressés n'auraient pas accepté les résolutions du Conseil, Israël ne saurait considérer que le cessez-le-feu était pleinement respecté. Au sujet de la situation de la population civile, le représentant d'Israël a dit qu'il y avait eu des mouvements de population mais il a affirmé qu'un fort mouvement de retour de l'Est vers l'Ouest s'était amorcé et que les autorités israéliennes ne faisaient rien pour l'arrêter. Il a donné au Conseil l'assurance que son Gouvernement respectait la Convention de Genève de 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre. Quant au projet de résolution soviétique, il ne contenait aucun élément positif et se caractérisait par sa partialité. Il visait à rétablir l'état de belligérance arabe à l'encontre d'Israël.

Le représentant de la Tunisie a affirmé que les autorités israéliennes exerçaient une pression intolérable sur les habitants de la rive occidentale du Jourdain pour qu'ils quittent leurs foyers ; il a demandé au Conseil d'adopter une résolution très ferme afin de mettre fin à ces actions inhumaines.

Le représentant du Maroc a prié le Secrétaire général et les institutions spécialisées d'apporter sans délai toute l'aide humanitaire possible aux réfugiés et à la population civile. Après avoir analysé l'enchaînement des événements jusqu'au conflit, il a demandé comment on pouvait dire aux Arabes qu'il fallait faire la paix alors que les deux tiers de la Jordanie, la Bande de Gaza et Elath avaient été occupés par les forces israéliennes et que celles-ci étaient en position sur le canal de Suez. Si la situation antérieure au 5 juin n'était pas rétablie conformément aux conventions d'armistice général de 1949, les conséquences pour la région seront extrêmement graves.

Le représentant de la Bulgarie a déclaré que le projet de résolution des Etats-Unis visait à favoriser les desseins d'Israël et à légaliser son agression. Il a approuvé le projet de résolution soviétique et a demandé qu'il soit mis aux voix sans plus tarder.

Le représentant de la République arabe unie a rappelé au Conseil que les forces israéliennes étaient toujours stationnées en territoire arabe et que le Conseil devait sans hésitation condamner l'agression israélienne et demander à l'agresseur de retirer immédiatement et sans aucune condition ses forces en deçà des lignes de démarcation d'armistice. Le paragraphe du projet de résolution révisé des Etats-Unis où il était demandé que les parties engagent des discussions entre elles reviendrait, s'il était adopté, à légaliser l'agression d'Israël.

Le représentant du Canada a évoqué les pertes tragiques en vies humaines causées par le conflit et a dit qu'elles devaient retenir toute l'attention du Conseil. A son avis, les responsabilités et l'action du Conseil étaient clairement définies et tracées par le paragraphe 3 de l'Article 2 de la Charte. L'appel au cessez-le-feu lancé par le Conseil n'était qu'une première mesure qui devait être suivie d'autres ; il fallait notamment commencer par conclure un arrangement en vue du dégagement et du retrait des forces ; ensuite porter sans tarder l'attention voulue aux problèmes humains et enfin renforcer la compréhension qui garantirait les intérêts vitaux des Etats de la région. Le représentant du Canada a approuvé l'idée d'envoyer dans la région un représentant spécial du Secrétaire général.

Le représentant du Mali a averti Israël qu'il ne pourrait garder indéfiniment la mainmise sur les régions qu'il occupait. La première mesure positive propre à favoriser la paix serait le retrait inconditionnel des troupes israéliennes sur leurs positions du 4 juin.

Dans un rapport supplémentaire publié le 14 juin, le Secrétaire général a déclaré que la situation demeurerait calme.

A la réunion du Conseil tenue le 14 juin, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le Conseil devait se préoccuper des questions du dégagement et du retrait des troupes et de l'édification d'une paix juste et durable. Il a fait observer que le dégagement et le retrait des troupes ne pourraient s'opérer effectivement sans discussions et décisions prises sur place. Le Conseil devait nommer un médiateur qui entamerait immédiatement les pourparlers avec les gouvernements intéressés. En même temps, le Conseil devait faire immédiatement tout son possible pour soulager les souffrances de la population civile et empêcher qu'un problème des réfugiés se pose.

Le représentant du Pakistan a estimé que le Conseil de sécurité ne pouvait remédier à la situation qu'en prenant trois mesures: premièrement, condamner l'agression commise par Israël, deuxièmement, demander, conformément à l'Article 39 de la Charte, le retrait immédiat des forces d'Israël sur les lignes de démarcation de l'armistice; troisièmement, prendre une part active, une fois le retrait des forces terminé, à l'étude des modalités d'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur le fond de la question palestinienne.

Le représentant de l'Argentine a déclaré que sa délégation avait, dès le début de la discussion, souligné la nécessité de créer, dès que le calme nécessaire aurait été rétabli, des conditions propices à un règlement permanent. Nul ne devait être tenu de négocier sous la menace de la force. Mais les conditions nécessaires ne pouvaient être créées que si, d'une part, les troupes étaient retirées et, d'autre part, des assurances étaient données quant à la liberté de navigation dans les voies d'eau internationales. Il fallait pour cela renoncer à l'esprit de belligérance. C'est pourquoi le représentant de l'Argentine ne pouvait approuver le paragraphe 2 de résolution soviétique révisé.

Le représentant de la France a dit que la conquête par les armes ne pouvait fonder le droit à occuper un territoire. Sur le plan des principes, il ne pouvait qu'approuver le projet de résolution soviétique. Il a estimé que les membres du Conseil devaient s'efforcer ensemble de faciliter les entretiens qui pourraient conduire à des accords acceptables pour toutes les parties.

Le représentant de l'Ethiopie a insisté pour que les forces soient promptement retirées et pour que soient créées des conditions équitables permettant un règlement négocié des causes profondes de la crise. Il s'est déclaré favorable au retour d'une présence des Nations Unies dans la région. Il a précisé que sa délégation s'abstiendrait tant sur le projet de résolution révisé de l'URSS que sur celui des Etats-Unis.

Le représentant du Nigéria a déclaré de nouveau qu'il était fermement convaincu que la première question qui devait retenir d'urgence l'attention du Conseil était le retrait des forces sur les positions qu'elles occupaient, dans leurs territoires respectifs, à la veille des hostilités. Le projet de résolution révisé de l'URSS touchait à un certain nombre de questions très importantes dont il aurait été préférable d'étudier plus atten-

tivement les conséquences. C'est pourquoi il a proposé que chaque paragraphe du projet de résolution soit mis aux voix séparément.

Le représentant de l'URSS a estimé que le projet de résolution canadien manquait de clarté et de précision. S'il était adopté, il aurait des conséquences d'une portée incalculable. Sa mise en œuvre pourrait même conduire à enfreindre la Charte des Nations Unies. La délégation de l'URSS voterait donc contre ce projet. Quant au projet de résolution révisé des trois Puissances, il ne traitait qu'un aspect du problème. Pour mettre fin immédiatement aux souffrances des populations, il fallait prendre des mesures énergiques concernant le retrait des troupes israéliennes.

Le représentant de la Chine a tenu à faire clairement comprendre que son gouvernement était opposé à l'emploi de la force. Il n'oubliait pas qu'Israël avait constamment répété qu'il n'avait pas de visées territoriales à l'égard de ses voisins. C'est pour ces raisons qu'il s'abstiendrait lors du vote sur le projet de résolution.

Le représentant du Japon a déclaré que le Conseil devait agir dans l'unité absolue s'il voulait régler les problèmes immédiats découlant du conflit et instaurer enfin une paix durable. La délégation japonaise n'était pas sûre que le projet de résolution révisé présenté par l'URSS rendrait la tâche plus aisée, aussi s'abstiendrait-elle lorsqu'il serait mis aux voix.

Le représentant d'Israël a donné de nouveau au Conseil l'assurance que son Gouvernement avait fait de grands efforts pour rétablir les conditions normales de vie des populations civiles de la région où venaient de se dérouler les combats. Il a annoncé que son gouvernement et le Commissaire général de l'UNWRA avaient conclu un accord relatif aux activités de l'Office sur la rive occidentale du Jourdain et dans la Bande de Gaza. S'agissant du traitement des prisonniers de guerre, il a affirmé qu'Israël respectait pleinement leurs droits juridiques et leurs droits de l'homme, conformément aux conventions internationales.

Le représentant du Brésil, se référant au projet de résolution révisé de l'Union soviétique a déclaré qu'il n'était pas en mesure de dire catégoriquement laquelle des parties impliquées dans le conflit avait enfreint la première des résolutions relatives au cessez-le-feu.

L'occupation par Israël du territoire des Etats arabes voisins était le résultat de la guerre. Il a pris note de la déclaration du Ministre de la défense d'Israël selon laquelle son pays n'avait "aucun dessein de conquête" et il a rappelé que son gouvernement s'était constamment élevé contre toute enquête territoriale par des moyens militaires; néanmoins, le problème du retrait des troupes ne pouvait être envisagé comme une mesure isolée. En conséquence, le représentant du Brésil ne pouvait approuver le projet de résolution révisé de l'URSS et il s'abstiendrait lorsque celui-ci serait mis aux voix.

Le représentant du Canada a retiré le projet de résolution que son pays et le Danemark avaient présenté le 24 mai car ce texte avait été dépassé par les événements. Il a indiqué qu'il souhaitait que l'on remette à plus tard le vote sur le projet de résolution que le Canada avait déposé le 7 juin.

Le représentant des Etats-Unis a présenté une nouvelle version de son projet de résolution aux termes de laquelle le Conseil de sécurité aurait: 1) insisté pour que continue l'exécution scrupuleuse par toutes les parties intéressées des demandes répétées du Conseil

exigeant un cessez-le-feu et la cessation de toute activité militaire à titre de première étape urgente vers l'établissement d'une paix stable au Moyen-Orient; 2) prié le Secrétaire général de continuer à faire rapport au Conseil sur l'application du cessez-le-feu; 3) demandé que des discussions aient lieu promptement entre les parties intéressées, en utilisant telle assistance d'une tierce partie ou de l'ONU qu'elles jugeraient souhaitable, en vue de l'établissement d'arrangements viables englobant le retrait et le désengagement du personnel armé, la renonciation à la force quelle que soit sa nature, le maintien des droits internationaux vitaux et l'établissement d'une paix stable et durable au Moyen-Orient; et 4) prié aussi le Secrétaire général de fournir l'assistance qui pouvait être requise pour faciliter les discussions demandées au paragraphe 3. Il a indiqué que sa délégation était disposée à prendre en considération toutes suggestions constructives tendant à améliorer son texte.

Le représentant des Etats-Unis a ajouté qu'il n'insisterait pas pour que le Conseil vote sur les deux autres projets de résolution que les Etats-Unis avaient présentés le 31 mai et le 8 juin.

A la même séance, le projet de résolution révisé de l'URSS a été mis aux voix par division. Le vote sur le paragraphe 1 a donné les résultats suivants: 4 voix pour, zéro voix contre et 11 abstentions; celui sur le paragraphe 2: 6 voix pour, zéro voix contre et 9 abstentions. Le projet de résolution n'a pas été adopté faute d'avoir obtenu la majorité requise.

Le représentant de l'URSS a déclaré que ce vote avait créé une situation extraordinaire qui exigeait de la

part des Nations Unies et de tous les Etats épris de paix des mesures extraordinaires propres à faire cesser immédiatement et définitivement l'agression qui se poursuivait au Moyen-Orient. De ce fait, il était nécessaire de rechercher d'autres moyens de liquider les séquelles de l'agression et d'obtenir le retrait immédiat de toutes les forces israéliennes.

Les représentants de la République arabe unie et de l'Irak ont estimé que le résultat du vote sur le projet de résolution soviétique était une injustice de plus à ajouter à celles, nombreuses, dont les Arabes avaient été les victimes.

Dans une note ultérieure datée du 15 juin, le représentant permanent de l'Irak a précisé la position de son gouvernement en ce qui concernait le cessez-le-feu: les forces irakiennes relevaient en Jordanie du commandement conjoint qui avait déjà fait connaître sa position en même temps que les gouvernements de la Jordanie et de la République arabe unie.

A la séance du Conseil tenue dans la soirée du 14 juin, plusieurs représentants dont ceux de l'Argentine, du Mali, de l'Inde, du Canada, de la France et de la Bulgarie se sont prononcés sur le projet de résolution des trois Puissances, en date du 10 juin, relatif aux aspects humanitaires du problème et ont souligné la nécessité pour le Conseil de l'adopter. Le projet de résolution a été adopté ensuite à l'unanimité [résolution 237 (1967)].

Le représentant de la République arabe unie, se référant au projet de résolution qu'il avait présenté le 31 mai, a déclaré qu'en l'occurrence il n'insisterait pas pour que ce texte soit mis aux voix.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Pour les documents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir:

- a) *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément pour avril, mai et juin 1967;*
- b) *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, 1341^e à 1361^e séance;*
- c) A/6669 (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session extraordinaire d'urgence, Annexe*, point 5 de l'ordre du jour, document A/6730).

CHAPITRE II

Opération des Nations Unies à Chypre

Au cours de l'année écoulée, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité, à deux reprises, de prolonger de six mois la présence à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix.

RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU 16 JUIN AU 31 DÉCEMBRE 1966

Le 21 juin 1966, le Secrétaire général a adressé de nouveau un appel à tous les gouvernements pour qu'ils répondent à la demande de contributions volontaires destinées au financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Il a fait remarquer qu'une somme de 11,2 millions de dollars environ devrait être reçue pour que l'Organisation soit en mesure d'honorer tous les engagements financiers contractés pour la Force jusqu'à la fin de 1966.

Le 20 juillet 1966, le Secrétaire général a exposé au Conseil de sécurité les récents événements survenus dans la zone de Trypimeni-Chatos, où les Chypriotes turcs, prétendant qu'une route qui devait être construite par le gouvernement compromettrait leur sécurité, avaient réagi avec violence. Le représentant spécial du Secrétaire général et le Commandant de la Force ont mené des négociations suivies pour empêcher toute aggravation de la tension et ont présenté un plan visant à démanteler les positions fortifiées de la région. Le Secrétaire général a demandé aux parties de faire preuve de la plus grande modération et d'accepter le plan de démantèlement.

Le 4 octobre 1966, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que, à la suite de l'appel qu'il avait lancé le 21 juin, plusieurs gouvernements avaient fourni de nouvelles contributions s'élevant au total à 5,1 millions de dollars pour faire face aux frais d'entretien de la Force des Nations Unies. Cependant, malgré ces contributions, il fallait que l'Organisation reçoive encore une somme d'environ 6,1 millions de dollars pour qu'elle parvienne à faire face à toutes les dépenses relatives au maintien de la Force jusqu'au 26 décembre 1966.

Dans son rapport du 8 décembre 1966 sur l'opération des Nations Unies à Chypre pour la période allant du 11 juin au 5 décembre 1966, le Secrétaire général a déclaré qu'il n'y avait guère eu de changements sensibles à Chypre; la situation habituelle, celle d'une trêve précaire, avait persisté et était demeurée instable. Cependant, les efforts pour trouver une solution avaient du moins triomphé à l'égard de deux problèmes: le cadastre, jusqu'à présent tenu dans le quartier turc de Nicosie, avait été mis à la disposition du Service du cadastre, et les services postaux avaient repris dans le quartier turc de Nicosie et à Lefka. Hormis ce résultat, l'attitude quant à un retour à la normale continuait d'être une attitude de prudence irraisonnée et de crainte qu'une concession quelconque puisse avoir des effets désavantageux sur les conditions du règlement final.

Le dialogue entre la Grèce et la Turquie s'était poursuivi, ce dont le Secrétaire général avait été informé

par les délégations intéressées, bien qu'aucun renseignement d'aucune sorte sur la substance des conversations ne lui eût été communiqué. C'est pourquoi le Secrétaire général n'était pas en mesure d'indiquer au Conseil si quelques progrès avaient été accomplis au cours de ces négociations secrètes. Afin d'éviter de mettre en péril le succès des entretiens, le Secrétaire général a estimé que tous les autres efforts à l'échelon local devaient être suspendus, et c'était la raison pour laquelle son représentant spécial à Chypre avait interrompu pour l'instant tous les efforts qu'il déployait. Malgré tout, dans l'intérêt d'une solution finale, les efforts des Nations Unies ne devaient pas être suspendus pendant trop longtemps.

Dans un additif à son rapport, le Secrétaire général a également informé les membres du Conseil que, le 10 décembre 1966, son représentant spécial et le Commandant de la Force avaient été informés par le Président Makarios que les nouvelles armes importées par le Gouvernement de la Tchécoslovaquie à l'intention de la police chypriote étaient pour le moment entreposées et qu'elles ne seraient pas distribuées avant deux mois. Le 13 décembre 1966, le Président Makarios avait accepté de soumettre à l'inspection du Commandant de la Force les armes en question.

EXAMEN DU RAPPORT PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ, LE 15 DÉCEMBRE 1966

Le 15 décembre 1966, le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Secrétaire général daté du 8 décembre. Le Conseil était saisi d'un projet de résolution présenté par sept puissances, qui a été adopté à l'unanimité. Dans cette résolution, le Conseil a réaffirmé les résolutions qu'il avait adoptées précédemment au sujet de Chypre ainsi que le consensus exprimé par le Président du Conseil le 11 août 1964, et prolongeait à nouveau d'une période de six mois, prenant fin le 26 juin 1967, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix.

DÉMISSION DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL

Le 20 décembre 1966, le Secrétaire général a informé les membres du Conseil qu'il avait accepté avec regret la démission, prenant effet le 5 janvier 1967, de M. Carlos A. Bernardes, représentant spécial à Chypre du Secrétaire général qui quittait son poste pour d'impérieuses raisons personnelles. Le Secrétaire général a rendu hommage aux services que M. Bernardes avait rendus à l'Organisation des Nations Unies dans l'exercice de ses fonctions.

A la demande du Secrétaire général, M. Pier P. Spinelli, Directeur général de l'Office à Genève, a accepté d'exercer temporairement les fonctions de représentant spécial après le départ de M. Bernardes. Le 26 janvier, le Secrétaire général a annoncé la nomination de M. B. F. Osorio-Tafall comme son repré-

sentant spécial à Chypre. M. Osorio-Tafall est entré en fonctions le 20 février 1967.

**RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU 1^{er} JANVIER AU 15 JUIN 1967**

A deux reprises pendant le premier semestre de 1967, le 5 janvier et le 8 mai, le Secrétaire général a renouvelé son appel pour que les gouvernements fournissent de nouvelles contributions volontaires. Il a estimé que cette méthode de financement était loin d'être satisfaisante, et il a fait remarquer que l'estimation des dépenses relatives à la Force ne comprenait pas celles que les gouvernements ayant fourni des contingents avaient accepté de prendre à leur charge. Au 8 mai, l'Organisation devait recevoir de nouvelles contributions s'élevant à 6,6 millions de dollars environ pour pouvoir couvrir en totalité les dépenses relatives au maintien de la Force jusqu'au 26 juin 1967.

Le 13 juin 1967, le Secrétaire général a présenté son dixième rapport sur l'opération des Nations Unies à Chypre pour la période du 6 décembre 1966 au 12 juin 1967. Très peu de nouveaux progrès, s'il y en avait eu, avaient été accomplis par la Force vers le rétablissement de conditions normales et vers la solution des difficultés sur lesquelles achoppait le règlement des problèmes fondamentaux.

Bien que la situation à Chypre soit demeurée en général la même, celle d'une accalmie précaire, le Secrétaire général a noté avec inquiétude la persistance de tensions latentes dans la plupart des régions, la multiplication des secteurs névralgiques et la mauvaise volonté dont certains éléments de la Garde nationale et certains dirigeants locaux de la communauté chypriote turque avaient fait preuve pour coopérer avec la Force.

Le Secrétaire général a donné un compte rendu détaillé de plusieurs incidents sérieux survenus surtout dans le district de Larnaca, qui avaient parfois obligé la Force d'avoir recours à des mesures vigoureuses pour accomplir sa tâche et empêcher la reprise des combats. Le Secrétaire général a également manifesté son inquiétude en faisant état des actes de terrorisme qui avaient fait des victimes parmi la population civile et de l'établissement de positions fortifiées nouvelles et ayant un effet de provocation dans diverses parties de l'île.

Bien qu'il n'eût reçu aucun renseignement officiel à ce sujet, le Secrétaire général a fait savoir que le dialogue entre les gouvernements grecs et turcs sur la question chypriote était resté au point mort depuis décembre 1966. Le Conseil de sécurité avait cependant demandé, dans sa résolution 186 (1964) en date du 4 mars, qu'un effort continu fût fait en vue de résoudre pacifiquement les problèmes qui se posaient à Chypre. Il était donc évident que la situation ne pouvait pas rester indéfiniment au point mort.

Le Secrétaire général a enfin fait remarquer, comme il l'avait déclaré précédemment, qu'une confiance excessive dans le maintien de la présence de la Force des Nations Unies pouvait avoir affaibli le sentiment d'urgence qui devait présider à la recherche par les parties intéressées de solutions aux différends qui avaient initialement provoqué l'éruption de la violence en 1963 et 1964. Il a exprimé l'espoir que toutes les parties intéressées étaient conscientes du fait inéluctable que la Force des Nations Unies ne pouvait demeurer à Chypre indéfiniment. Les choses étant ce qu'elles étaient, le Secrétaire général ne pouvait que recommander au Conseil de proroger le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Pour les documents et les comptes rendus pertinents, voir :

- a) *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément pour avril, mai et juin 1966, Supplément pour juillet, août et septembre 1966, et Supplément pour octobre, novembre et décembre 1966; et ibid., vingt-deuxième année, Supplément pour janvier, février et mars 1967 et Supplément pour avril, mai et juin 1967;*
- b) *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, 1286^e et 1338^e séances.*

CHAPITRE III

Autres questions politiques et de sécurité

A. — Désarmement et questions connexes

CONFÉRENCE DU COMITÉ DES DIX-HUIT PUISSANCES SUR LE DÉSARMEMENT — 1966

Au cours de sa deuxième série de réunions en 1966, du 14 juin au 25 août, la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement a redoublé d'efforts pour mettre au point un traité de désarmement général et complet sous contrôle international efficace et, s'efforçant de parvenir dans les plus brefs délais à la conclusion d'accords limités, elle a continué à examiner d'urgence diverses mesures collatérales de désarmement, notamment la question d'un traité sur la non-dissémination des armes nucléaires.

Le Comité des dix-huit puissances n'est parvenu à aucun accord précis. Néanmoins, il a fait savoir à la Commission du désarmement et à l'Assemblée générale que les débats et les échanges de vues qu'il avaient eu lieu tout au long de l'année 1966 avaient été utiles et il a exprimé l'espoir qu'ils faciliteraient peut-être la conclusion d'un accord ultérieur.

Lors de ses débats concernant un traité sur la non-dissémination des armes nucléaires, le Comité des dix-huit puissances s'est inspiré des principes énoncés dans la résolution 2028 (XX) de l'Assemblée générale. Il était également saisi d'un projet de traité que les Etats-Unis lui avaient présenté le 17 août 1965, et qu'ils avaient modifié le 21 mars 1966, et d'un projet de traité soumis par l'URSS à l'Assemblée générale le 24 septembre 1965.

Lorsque ces textes ont été examinés, les Etats-Unis et l'URSS, ainsi que les pays qui, d'une façon générale, apportaient leur appui à l'un ou à l'autre, ont adopté des points de vue différents quant aux stipulations d'un traité de non-dissémination, notamment en ce qui concerne la question des arrangements relatifs à la défense nucléaire dans le cadre d'alliances militaires.

L'URSS a estimé que les Etats-Unis avaient de la prolifération une conception trop étroite et que, de ce fait, leur projet de traité, même dans sa nouvelle version, comportait un trop grand nombre d'échappatoires. De leur côté, les Etats-Unis se sont élevés contre le projet de traité soviétique qui était rédigé, selon eux, en termes si généraux qu'il interdirait aux Etats-Unis de déployer, comme ils le faisaient actuellement, des armes nucléaires sur lesquelles ils conserveraient leurs pouvoirs de décision sur le territoire de leurs alliés membres de l'OTAN, et peut-être même aux membres de l'OTAN de se consulter sur les préparatifs de défense nécessaires contre une attaque nucléaire.

Dans leur mémorandum commun sur la non-prolifération des armes nucléaires daté du 19 août 1966, les huit pays non alignés membres du Comité des dix-huit puissances ont, tout en soulignant que le traité devait être exempt d'échappatoires qui pourraient permettre à des puissances nucléaires ou non nucléaires de faire

proliférer des armes nucléaires, noté que les divergences de vues concernant les armements nucléaires dans le cadre des alliances, problème discuté surtout entre les très grandes puissances et leurs alliés, constituaient un grand obstacle à un accord. Pour leur part, ces délégations ont mis en relief l'importance que revêtaient pour tous les pays, mais particulièrement pour ceux qui ne possédaient pas d'armes nucléaires, les principes suivants: 1) le traité devait établir un équilibre acceptable de responsabilités et d'obligations mutuelles entre puissances non nucléaires; 2) il devait constituer un pas vers la réalisation du désarmement général et complet et, plus particulièrement, du désarmement nucléaire. Au sujet de ce dernier point, ces délégations ont déclaré que le traité devait être accompagné ou suivi de mesures concrètes pour arrêter la course aux armements nucléaires et limiter, réduire et éliminer les stocks d'armes nucléaires et de leurs moyens de lancement et vecteurs. Les pays non alignés membres du Comité ont proposé, chacun de leur côté, plusieurs mesures concrètes de cet ordre, notamment l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, la cessation complète de la production de matières fissiles à des fins militaires, le blocage et la réduction graduelle des stocks d'armes nucléaires et de leurs moyens de lancement et vecteurs, l'interdiction de l'emploi d'armes nucléaires et la garantie de leur sécurité aux Etats non dotés de ces armes. Ces différentes mesures, ont-ils déclaré, pouvaient être incorporées dans le traité comme faisant partie de ses dispositions ou sous la forme d'une déclaration d'intention. En outre, le traité devait contenir des dispositions applicables qui en assurent l'efficacité. Une de ces dispositions consisterait à stipuler que le traité serait sujet à des révisions périodiques.

En ce qui concerne la question des garanties de sécurité susvisées, les Etats-Unis ont donné clairement à entendre que les pays qui ne s'efforceraient pas de devenir des puissances nucléaires recevraient de leur part un appui vigoureux contre toute menace de chantage nucléaire. L'URSS s'est déclarée disposée à inclure dans le projet de traité une clause interdisant l'emploi d'armes nucléaires contre des Etats non nucléaires parties au traité et n'ayant sur leur territoire aucune arme nucléaire. Elle a suggéré par la suite que l'on élabore un projet d'article en ce sens qui serait inclus dans le traité.

Sur un autre aspect de la non-dissémination, les Etats-Unis ont suggéré que puisque un Etat ne pouvait sans doute pas devenir capable de mettre au point des dispositifs permettant de faire exploser des charges nucléaires à des fins pacifiques sans de ce fait devenir capable de fabriquer des armes nucléaires, les Etats dotés d'armes nucléaires devaient offrir à d'autres Etats des services pour l'utilisation d'explosifs nucléaires à des fins pacifiques si les applications prévues étaient réalisables du point de vue technique et économique. Selon les Etats-Unis, un tel service consisterait à

effectuer l'explosion nucléaire voulue sous une surveillance internationale appropriée, le dispositif nucléaire restant en la possession et sous le contrôle de l'Etat qui rendrait le service.

Pour ce qui est de la question d'un traité d'interdiction complète des essais, les Etats-Unis et l'URSS sont restés partagés sur ce que devrait être un système permettant de vérifier comme il se doit l'observation du traité. L'URSS a insisté sur le fait que les moyens nationaux de détection et d'identification des phénomènes sismiques étaient suffisants mais les Etats-Unis ont soutenu que les progrès accomplis dans le domaine de la détection et de l'identification des secousses sismiques n'étaient pas tels que l'on pût se passer complètement d'inspections sur place.

Le 17 août 1966, les huit pays non alignés membres du Comité des dix-huit puissances ont présenté un mémorandum commun concernant un traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires dans lequel ils soulignaient que, à leur avis, un traité d'interdiction des essais d'armes nucléaires souterrains constituerait en soi une mesure efficace pour prévenir la prolifération des armes nucléaires. Un tel traité, déclaraient-ils, s'ajoutant aux clauses du Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, rendrait pratiquement impossible la mise au point d'armes nucléaires dans les pays qui n'en possèdent pas et empêcherait un nouveau perfectionnement de ces armes par les puissances nucléaires. Dans le mémorandum, les huit délégations se déclaraient convaincues que les puissances dotées d'armes nucléaires devaient examiner la possibilité d'adopter les diverses suggestions que les pays non alignés avaient avancées individuellement en vue de faciliter la vérification de l'observation d'un traité d'interdiction complète des essais. Ces suggestions étaient notamment les suivantes : 1) l'idée que les essais souterrains au-dessus d'un certain seuil devaient être interdits par voie de traité et qu'en attendant la conclusion d'un traité d'interdiction totale, tous les autres essais devaient être suspendus ; 2) l'amélioration, grâce à la coopération internationale d'institutions nationales, des renseignements sismiques en général disponibles, de façon à créer une meilleure base scientifique pour évaluer les phénomènes sismiques ; 3) l'idée de "vérification par mise en demeure", par laquelle une partie soupçonnée d'avoir procédé à des essais nucléaires souterrains devrait trouver qu'il est de son intérêt de fournir tous les renseignements utiles pour apaiser les craintes, notamment une invitation éventuelle aux fins d'inspection ; ce système serait assorti de règles concernant une dénonciation éventuelle du traité si les explications données à la suite d'allégations formelles n'étaient pas considérées satisfaisantes ; 4) l'idée que, dans le cas où l'on conviendrait d'inspections sur place, une liste d'inspecteurs impartiaux déposée auprès du Secrétaire général des Nations Unies pourrait constituer un instrument utile ; 5) l'idée qu'un corps impartial de savants recrutés en fonction de leurs compétences personnelles parmi les ressortissants de pays neutres devrait être prié de donner son opinion sur les problèmes généraux d'identification des essais souterrains.

L'URSS s'est déclarée disposée à accepter la proposition de cessation des essais souterrains au-dessus d'un certain seuil, qui serait accompagnée d'un moratoire facultatif des essais réalisés en deçà du seuil. Les Etats-Unis ont déclaré qu'ils ne pouvaient accepter un moratoire sans vérification et qu'ils étudiaient une proposi-

tion de caractère officieux visant à la suspension des essais souterrains pendant une période d'essai accompagnée de la vérification par mise en demeure, pour voir si cela pourrait faciliter la conclusion d'un accord d'une durée indéfinie. L'URSS a déclaré ne pouvoir accepter une vérification par mise en demeure qui, disait-elle, était une forme déguisée d'inspection internationale.

Les Etats-Unis comme l'Union soviétique ont proposé d'autres mesures collatérales importantes de désarmement. Cependant, aucun progrès sensible n'a été enregistré sur des mesures particulières. Les Etats-Unis ont surtout recommandé : 1) un arrêt assorti de vérification de la production de matières fissiles destinées aux armements, accompagné du transfert de grandes quantités de ces matières à des fins pacifiques sous garantie internationale ; 2) un blocage de la fabrication de bombardiers stratégiques offensifs et défensifs et de fusées capables de transporter des armes nucléaires, suivi, si possible, d'une diminution du nombre de ces vecteurs ; 3) des initiatives régionales visant à limiter l'acquisition d'armements militaires classiques. D'un autre côté, l'Union soviétique a insisté sur les mesures suivantes : 1) suppression des bases militaires étrangères et retrait des troupes étrangères ; 2) interdiction de l'emploi des armes nucléaires et, dans un premier temps, déclarations des Etats s'engageant à ne pas utiliser les premiers d'armes nucléaires ; 3) création de zones dénucléarisées dans diverses régions du monde, en particulier en Europe centrale où l'on pourrait peut-être aussi bloquer la production d'armements nucléaires ; 4) réunion d'une conférence sur la sécurité européenne.

La discussion sur le désarmement général et complet n'a pas permis au Comité de sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve depuis longtemps quant à la question de l'élimination des vecteurs d'armes nucléaires et aux questions générales d'équilibre, de contrôle et de maintien de la paix.

EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Six questions relatives au désarmement étaient inscrites à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale. Quatre d'entre elles (non-prolifération des armes nucléaires, nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires, question du désarmement général et complet et question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires) étaient en vertu de résolutions et décisions antérieures de l'Assemblée générale. Les deux autres (renonciation des Etats à toute action pouvant faire obstacle à la conclusion d'un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires, et élimination des bases militaires étrangères dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine) étaient des questions nouvelles dont l'inscription à l'ordre du jour avait été proposée par l'URSS.

Des résolutions sur toutes ces questions ont été adoptées : deux sur la non-prolifération des armes nucléaires, trois sur le désarmement général et complet et une sur chacune des quatre autres questions.

Non-prolifération des armes nucléaires

La question de la "Renonciation des Etats à toute action pouvant faire obstacle à la conclusion d'un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires" a été examinée par la Première Commission du 20 octobre au 2 novembre 1966. La Commission était saisie d'un

projet de résolution que l'URSS avait présenté le 23 septembre 1966 et dont, par la suite, dix-neuf autres Etats se sont également portés auteurs. Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée générale devait prier instamment les Etats: 1) de s'abstenir, avant la conclusion d'un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de toute action pouvant faire obstacle à la conclusion d'un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires; 2) de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de conclure le plus rapidement possible un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le 25 octobre, quarante-cinq pays ont présenté une version révisée de ce projet de résolution aux termes de laquelle l'Assemblée générale devait prier instamment tous les Etats, avant la conclusion d'un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires: 1) de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faciliter et de conclure le plus rapidement possible un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, conformément aux principes énoncés dans la résolution 2028 (XX) du 19 novembre 1965; 2) de s'abstenir de toute action qui contribuerait à la prolifération des armes nucléaires et qui pourrait faire obstacle à la conclusion d'un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le 2 novembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution révisé par 100 voix contre une avec une abstention. L'Albanie a voté contre le projet de résolution et Cuba s'est abstenu.

L'Assemblée générale a, par 110 voix contre une, avec une abstention, adopté le projet de résolution qui lui avait été recommandé par la Première Commission [résolution 2149 (XXI)].

La question intitulée "Non-prolifération des armes nucléaires: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement" a été examinée par la Première Commission du 3 au 10 novembre. Deux projets de résolution ont été présentés sur cette question.

Un projet de résolution a été présenté le 27 octobre. Un texte révisé a été présenté le 9 novembre par quarante-sept pays. Aux termes de celui-ci, l'Assemblée générale devait: 1) réaffirmer sa résolution 2028 (XX) du 19 novembre 1965; 2) demander instamment à tous les Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la conclusion, à une date aussi rapprochée que possible, d'un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires; 3) demander à toutes les puissances dotées d'armes nucléaires de s'abstenir d'utiliser ou de menacer d'utiliser de telles armes contre des Etats qui pourraient conclure des traités de la nature de ceux qui étaient définis à l'alinéa e du paragraphe 2 de la résolution 2028 (XX); 4) prier le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement d'examiner d'urgence la proposition tendant à ce que les puissances dotées d'armes nucléaires donnent l'assurance qu'elles n'utiliseraient ni ne menaceraient d'utiliser de telles armes contre des Etats non dotés d'armes nucléaires et n'ayant pas d'armes nucléaires sur leur territoire, ainsi que toutes autres propositions qui avaient été faites ou qui pourraient être faites en vue de régler ce problème; 5) demander à tous les Etats de respecter strictement les principes énoncés par l'Assemblée générale dans sa résolution 2028 (XX) en vue de la négociation du traité susmentionné; 6) demander à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement d'accorder un rang de priorité élevé à la question de la non-prolifération des armes nucléaires, conformément au mandat défini dans la résolution 2028 (XX) de

l'Assemblée générale; 7) transmettre à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement les comptes rendus des séances de la Première Commission consacrés à la discussion de la question intitulée "Non-prolifération des armes nucléaires", ainsi que tous les autres documents pertinents; et 8) prier la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement de présenter à l'Assemblée générale, à une date rapprochée, un rapport sur les résultats de ses travaux relatifs à la question de la non-prolifération des armes nucléaires.

Au cours du débat, de nombreuses délégations ont exprimé l'opinion qu'aucune question ne méritait la priorité autant que celle de la non-prolifération des armes nucléaires.

Plusieurs délégations ont continué à estimer que le problème des arrangements nucléaires dans le cadre des alliances militaires était le principal obstacle à la conclusion d'un traité de non-prolifération. Toutefois, on s'est accordé à penser qu'il n'y avait pas de difficultés insurmontables.

De très nombreux pays ont souligné l'importance qu'il y avait d'établir dans le traité un équilibre d'obligations mutuelles entre puissances nucléaires et puissances non nucléaires et de faire de ce traité la première étape d'un désarmement nucléaire ininterrompu. Plusieurs ont souscrit à la formule proposée par les pays non alignés membres du Comité des dix-huit puissances, selon laquelle un traité de non-prolifération devait être "accompagné" ou "suivi" d'autres mesures de désarmement. Ils ont estimé également qu'une "déclaration d'intention" faite par les puissances nucléaires serait une solution acceptable.

L'URSS et les Etats-Unis ont souligné qu'ils ne considéraient pas un traité de non-prolifération comme un moyen d'imposer aux puissances non nucléaires des obligations inégales aux leurs. L'URSS a rappelé ses propositions de désarmement nucléaire prévoyant à la fois l'interdiction complète des armes nucléaires et la liquidation de tous leurs stocks ainsi que diverses mesures collatérales, notamment l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires, la création de zones dénucléarisées, l'interdiction des vols d'avions porteurs d'armes nucléaires au-delà des frontières nationales et l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires. Les Etats-Unis ont estimé que, outre la conclusion d'un traité de non-prolifération, il fallait sans tarder arrêter et même renverser la tendance à l'accumulation de stocks d'armes nucléaires et de leurs moyens de lancement et vecteurs, interdire absolument les essais souterrains et freiner les courses régionales aux armements classiques.

Les Etats-Unis comme l'URSS ont cependant estimé que si l'on subordonnait la conclusion d'un traité de non-prolifération à la solution des autres problèmes, on n'arriverait sans doute pas à résoudre non seulement la question de la non-prolifération mais aussi d'autres questions relatives au désarmement. Plusieurs pays non nucléaires ont partagé cet avis.

L'Inde a déclaré que dans un traité équilibré il fallait stipuler non seulement qu'aucun pays ne devait céder d'armes nucléaires à un autre, ni en recevoir d'un autre, mais encore qu'aucun pays, nucléaire ou non, ne devrait produire d'armes nucléaires.

Plusieurs pays ont souligné l'importance des garanties de sécurité à accorder aux pays non nucléaires. L'URSS a rappelé qu'elle était disposée à incorporer dans le traité de non-prolifération une clause sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires contre des

Etats non nucléaires parties au traité et n'ayant pas d'armes nucléaires sur leur territoire. Les Etats-Unis, après avoir déclaré de nouveau que les pays qui ne s'efforceraient pas de devenir des puissances nucléaires obtiendraient un appui vigoureux de leur part contre toute menace de chantage nucléaire, ont affirmé qu'ils demeuraient prêts à étudier avec toutes les délégations les mesures susceptibles d'être prises par l'Assemblée générale. Certains pays non alignés ont insisté sur le fait que les garanties devaient être données de préférence par toutes les puissances nucléaires. D'autres ont estimé qu'elles devaient être données par l'intermédiaire de l'ONU. Certains enfin ont estimé qu'une véritable sécurité ne pouvait résulter que du désarmement complet ou, tout au moins, du désarmement nucléaire.

De nombreuses délégations ont insisté sur la nécessité accrue de garanties internationales en ce qui concerne le respect des obligations imposées par un traité de non-prolifération.

L'offre que la Tchécoslovaquie et la Pologne ont faite à la dixième Conférence générale de l'AIEA de placer leurs installations atomiques sous le contrôle de l'Agence si les pays non nucléaires membres de l'OTAN — République fédérale d'Allemagne en premier lieu — faisaient de même, a suscité un grand intérêt.

La question des explosions nucléaires à des fins pacifiques a été aussi examinée. Les Etats-Unis ont souligné de nouveau que la technique de l'emploi des explosifs nucléaires à des fins pacifiques était inséparable de celle des armes nucléaires. Par conséquent, si les explosions nucléaires à des fins pacifiques qui pourraient être envisagées eu égard aux contraintes imposées par le traité d'interdiction des essais devenaient réalisables du point de vue technique et économique, les Etats nucléaires devraient mettre à la disposition des autres des services leur permettant d'utiliser des explosifs nucléaires à des fins pacifiques. L'explosion voulue pourrait avoir lieu sous surveillance internationale appropriée, le dispositif nucléaire restant entre les mains et sous le contrôle de l'Etat rendant le service. Le Canada et d'autres pays se sont déclarés partisans d'un arrangement par lequel un organisme international tel que l'AIEA créerait un mécanisme chargé d'examiner les possibilités de réaliser les projets proposés, de fixer le juste prix d'une explosion nucléaire à des fins pacifiques, de servir d'intermédiaire entre le pays utilisateur et le pays nucléaire fournissant le dispositif nucléaire et de suivre l'exécution du projet pour veiller à ce qu'il ait un but exclusivement pacifique.

L'Inde a estimé que, en fait, la position des Etats-Unis équivalait à interdire non seulement la prolifération des armes nucléaires mais encore la diffusion des connaissances scientifiques et techniques, ce qu'elle ne pouvait accepter.

Le 10 novembre, la Première Commission a mis aux voix et adopté, par 103 voix contre une, avec 2 abstentions, le projet de résolution des quarante-sept puissances.

Le 17 novembre, l'Assemblée générale a adopté par 97 voix contre 2, avec 3 abstentions, le projet de résolution recommandé par la Première Commission [résolution 2153 A (XXI)].

Un autre projet de résolution sur la non-prolifération a été présenté par cinq pays à la Première Commission. Aux termes de ce projet, l'Assemblée générale aurait: 1) décidé de convoquer une conférence d'Etats non dotés d'armes nucléaires qui se réunirait en juillet

1967 au plus tard pour examiner les questions suivantes et autres questions connexes: a) de quelle manière la sécurité des Etats non nucléaires pouvait-elle être le mieux assurée? b) de quelle manière les puissances non nucléaires pouvaient-elles coopérer entre elles pour prévenir la prolifération des armes nucléaires? c) comment les matériels nucléaires pouvaient-ils être utilisés à des fins exclusivement pacifiques? 2) prié le Président de l'Assemblée générale de constituer immédiatement un comité préparatoire largement représentatif des Etats non dotés d'armes nucléaires qui prendrait les arrangements appropriés en vue de la convocation de la conférence.

Le Sierra Leone et le Koweït ont présenté divers amendements à ce projet de résolution. Les amendements koweïtiens prévoyaient que la conférence se réunirait non pas en juillet 1967 mais en juillet 1968 et que le Comité préparatoire proposé serait prié également d'examiner la question de l'association des Etats nucléaires aux travaux de la conférence et de rendre compte de cet examen à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session. Les amendements koweïtiens ont été acceptés par les auteurs du projet de résolution. Les amendements présentés par le Sierra Leone ont été alors retirés.

Au cours du débat sur le projet de résolution, le Pakistan, qui en était un des auteurs, a souligné que le but de la conférence serait d'amener les pays non nucléaires à définir une attitude commune et à engager ainsi un dialogue fructueux avec les puissances nucléaires. Les efforts des puissances non nucléaires s'ajouteraient à ceux des puissances nucléaires, de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement et, éventuellement, d'une conférence mondiale du désarmement.

Le 10 novembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution des cinq puissances par 46 voix contre une avec 56 abstentions.

Le 17 décembre, l'Assemblée générale a adopté par 48 voix contre une, avec 59 abstentions, le projet de résolution recommandé par la Première Commission [résolution 2153 B (XXI)].

Le Président de l'Assemblée générale a désigné les pays suivants comme membres du Comité préparatoire dont la création était prévue par la résolution 2153 B (XXI): Chili, Dahomey, Espagne, Kenya, Koweït, Malaisie, Malte, Nigéria, Pakistan, Pérou et République-Unie de Tanzanie.

Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires

La Première Commission a examiné du 17 au 24 novembre la question intitulée "Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement".

La Commission était saisie d'un projet de résolution présenté par 12 pays, tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) demande instamment à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer au traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963; 2) demande à tous les Etats dotés d'armes nucléaires de suspendre les essais de telles armes dans tous les milieux; 3) exprime l'espoir que les Etats participeront à un échange international effectif de données sismiques; 4) prie la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement

d'élaborer sans plus de retard un traité interdisant les essais souterrains d'armes nucléaires.

Au cours de la discussion, un certain nombre de délégations ont souligné le rapport qui existe entre l'interdiction complète des essais et un traité sur la non-dissémination des armes nucléaires et ont souligné que l'interdiction des essais souterrains devrait être la première mesure à prendre après la signature d'un traité sur la non-dissémination.

Plusieurs délégations ont noté avec regret que les essais d'armes nucléaires en général se poursuivaient et certaines ont regretté en particulier le fait que la République populaire de Chine et la France continuent de faire des essais dans l'atmosphère.

L'URSS a réaffirmé qu'elle était prête à conclure un accord interdisant tous les essais et prévoyant l'utilisation de moyens nationaux de détection qui étaient suffisants, selon elle, pour s'assurer que l'interdiction des essais souterrains était respectée. Les Etats-Unis ont déclaré qu'à leur avis les moyens scientifiques existants ne le permettaient pas encore et que certains moyens d'inspection sur les lieux seraient donc nécessaires.

Plusieurs des idées avancées par des pays non alignés à la Conférence du Comité des dix-huit puissances, notamment celle de la création d'un "club de détection" visant à faciliter l'évaluation des phénomènes sismiques grâce à la coopération, sur le plan international, des instituts nationaux ont été fortement appuyées. Un certain nombre de délégations ont également souscrit à la proposition de "vérification par mise en demeure".

L'URSS a répété qu'elle acceptait la suggestion concernant l'interdiction des essais souterrains d'engins dont la puissance dépasserait un certain seuil, accompagnée d'un moratoire sur les essais d'armes moins puissantes.

Le 24 novembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution des douze puissances par 72 voix contre zéro, avec une abstention.

Le 5 décembre, l'Assemblée générale a adopté par 100 voix contre une, avec 2 abstentions, le projet de résolution recommandé par la Première Commission [résolution 2163 (XXI)].

Désarmement général et complet

La Première Commission a examiné la question intitulée "Question du désarmement général et complet: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement" du 10 au 23 novembre 1966. Des projets de résolutions ont été présentés sur les points suivants: un rapport du Secrétaire général sur les armes nucléaires, l'utilisation d'armes chimiques et bactériologiques, les vols d'avions porteurs d'armes nucléaires au-delà des frontières nationales, l'examen de la question du désarmement général et complet par la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement et l'affectation au développement économique des ressources libérées à la suite du désarmement.

Le 25 octobre, la Pologne a présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) prie le Secrétaire général de rédiger un rapport concis sur les effets de l'utilisation des armes nucléaires; 2) recommande que le rapport soit fondé sur les renseignements accessibles et préparé avec l'aide d'experts consultants compétents désignés par le Secrétaire général; 3) fasse appel aux gouvernements et aux institutions

et organisations, nationales et internationales, scientifiques et autres pour qu'ils coopèrent avec le Secrétaire général à la rédaction du rapport; 4) demande que le rapport soit publié et transmis aux gouvernements des Etats Membres le 1^{er} juin 1967 au plus tard; 5) fasse appel aux gouvernements de tous les Etats pour qu'ils donnent au rapport la plus large diffusion possible dans leur langue respective et qu'ils informent l'opinion publique de la teneur de ce rapport également par d'autres moyens d'information; 6) décide d'inscrire le rapport du Secrétaire général à l'ordre du jour de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, pour examen.

Par la suite, trente-trois pays ont présenté une version révisée du projet de résolution de la Pologne. Aux termes de ce projet de résolution révisé, l'Assemblée générale devait: 1) prier le Secrétaire général de rédiger un rapport concis sur les effets de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires et sur les incidences que pourraient avoir pour les Etats, tant sur le plan économique que sur celui de leur sécurité, l'acquisition et le développement plus poussé de ces armes; 2) recommander que le rapport soit fondé sur les renseignements accessibles et préparé avec l'aide d'experts consultants compétents désignés par le Secrétaire général; 3) demander que le rapport soit publié et transmis aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en temps voulu pour pouvoir être examiné à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale; 4) recommander aux gouvernements de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'assurer une diffusion aussi large que possible de ce rapport dans leur langue respective en utilisant les moyens de communication à leur disposition, de manière à faire connaître son contenu au public.

Le 23 novembre, la Première Commission a adopté à l'unanimité le projet de résolution révisé. Le 5 décembre, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité le projet de résolution recommandé par la Première Commission [résolution 2162 A (XXI)].

Le 7 novembre, la Hongrie a présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) exige de tous les Etats le respect strict et absolu des principes et des normes établis par le Protocole de Genève du 17 juin 1925, qui prohibe l'utilisation d'armes chimiques et bactériologiques; 2) condamne tout acte visant à l'utilisation d'armes chimiques et bactériologiques; 3) déclare que l'utilisation d'armes chimiques et bactériologiques à des fins destructives d'êtres humains et de leurs moyens d'existence constitue un crime international.

Le Canada, les Etats-Unis, l'Italie et le Royaume-Uni ont proposé des amendements tendant notamment à remplacer les paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif du projet de résolution de la Hongrie par un paragraphe unique tendant à ce que l'Assemblée générale invite tous les Etats à se conformer strictement aux principes et objectifs du Protocole de Genève du 17 juin 1925, et condamne tout acte contraire à ces objectifs.

Le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie ont également proposé des amendements au projet de résolution de la Hongrie. Après que ceux-ci eurent été révisés, le Burundi, la Guinée, la Haute-Volta, la Mauritanie et la Somalie se sont joints aux auteurs. Aux termes des nouveaux amendements, qui tendaient à remplacer les paragraphes 2 et 3 du dispositif du projet de résolution hongrois, l'Assemblée:

1) déplorait l'utilisation d'armes chimiques et bactériologiques à des fins destructives d'êtres humains et de leurs moyens d'existence; 2) invitait tous les Etats à adhérer au Protocole de Genève du 17 juin 1925.

La Hongrie a accepté les amendements révisés proposés par les huit pays africains et un texte modifié incorporant ces amendements a été présenté par la Hongrie, les huit pays auteurs des amendements et le Nigéria et la Syrie.

Le Canada, les Etats-Unis, l'Italie et le Royaume-Uni ont présenté à nouveau leurs amendements, qui s'appliquaient alors au projet de résolution révisé. Ces amendements ont été modifiés par la suite de manière à ce que le paragraphe unique du dispositif proposé soit substitué seulement aux paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution révisé.

Le 23 novembre, la Première Commission a voté sur les amendements révisés des quatre puissances et les a adoptés. Le projet de résolution révisé, ainsi modifié, a été adopté par 101 voix contre zéro, avec 3 abstentions. Le 5 décembre 1966, il a été adopté par l'Assemblée générale, par 91 voix contre zéro, avec 4 abstentions [résolution 2162 B (XXI)].

Le 11 novembre, la Pologne et la République socialiste soviétique d'Ukraine ont présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) considère que les vols d'avions porteurs d'armes nucléaires et d'autres types d'armes de destruction massive au-delà des frontières nationales augmentent la tension, peuvent provoquer la contamination radioactive du milieu ambiant de l'homme, créer une menace à la vie des êtres humains et conduire à des incidents graves, dangereux pour la cause de la paix; 2) fasse appel à tous les Etats pour qu'ils s'abstiennent d'entreprendre des vols d'avions porteurs d'armes nucléaires et d'autres types d'armes de destruction massive au-delà des frontières nationales.

Le 23 novembre, la Pologne et la République socialiste soviétique d'Ukraine ont déclaré qu'elles n'insisteraient pas pour que le projet de résolution soit mis aux voix mais qu'elles y reviendraient ultérieurement.

Le 14 novembre, un projet de résolution a été présenté par dix pays. Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée générale: 1) priait la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement de continuer à déployer de nouveaux efforts en vue d'accomplir des progrès substantiels vers la réalisation d'un accord sur la question du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, ainsi que sur les mesures connexes, et en particulier sur un traité international visant à empêcher la prolifération des armes nucléaires, et sur le parachèvement du traité d'interdiction des essais d'armes nucléaires, à l'effet d'y inclure les essais souterrains d'armes nucléaires; 2) décidait de renvoyer à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement tous les documents et comptes rendus de la Première Commission ayant trait à toutes les questions liées à celle du désarmement; 3) priait la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement de reprendre ses travaux aussitôt que possible et de rendre compte à l'Assemblée générale, comme il conviendrait, des progrès réalisés.

Le 23 novembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution des dix puissances par 102 voix contre zéro avec 2 abstentions.

Le 5 décembre, l'Assemblée générale a adopté le projet de résolution recommandé par la Première Commission par 98 voix contre zéro, avec 2 abstentions [résolution 2162 C (XXI)].

Le 16 novembre, l'Iran, le Maroc, la République-Unie de Tanzanie et la Tunisie ont présenté un projet de résolution. Le 17 novembre, les auteurs, auxquels s'était jointe la Côte d'Ivoire ont présenté un texte révisé, tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) prie instamment les gouvernements de tous les Etats d'intensifier leurs efforts pour parvenir à un accord sur le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, afin que l'humanité puisse bénéficier plus rapidement des avantages prévus par la Déclaration sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement contenue dans la résolution 1837 (XVII) du 18 décembre 1962; 2) fasse appel aux gouvernements de tous les Etats pour qu'ils envisagent d'affecter une petite partie de leurs dépenses militaires annuelles à la campagne contre l'analphabétisme dans le monde menée sous les auspices de l'UNESCO dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement; 3) invite les gouvernements de tous les Etats à étudier la possibilité, en tant que première mesure vers un désarmement général et complet sous un contrôle international, de s'engager à ne pas accroître leurs dépenses militaires au-delà de leur niveau actuel et ultérieurement à les réduire chaque année d'un montant ou d'un pourcentage déterminé de manière à utiliser les sommes ainsi économisées aux fins de la Décennie des Nations Unies pour le développement; 4) invite les gouvernements des pays développés à faire les études voulues des aspects détaillés des conséquences économiques de mesures concomitantes et partielles de désarmement, afin de mettre au point les informations, les plans et les politiques nécessaires pour affecter les économies réalisées grâce à ces mesures au Programme des Nations Unies pour le développement, compte tenu des besoins impératifs des pays en voie de développement; 5) prie le Secrétaire général de transmettre la présente résolution à la Conférence mondiale du désarmement pour qu'elle l'inscrive à son ordre du jour lorsqu'elle se réunira conformément à la résolution 2030 (XX); 6) prie les Etats Membres de fournir au Secrétaire général des renseignements sur les mesures qu'ils ont prises au sujet des recommandations contenues dans la présente résolution, et prie le Secrétaire général d'en rendre compte à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session.

Le 23 novembre, sur la demande des auteurs, la Première Commission a décidé de différer *sine die* le vote sur le projet de résolution, en attendant que le Président de la Première Commission ait procédé à des consultations. Le 17 décembre, le Président a fait savoir aux Membres de la Commission que les auteurs du projet de résolution avaient accepté de ne pas insister pour que leur texte soit mis aux voix.

Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires

La Première Commission a examiné du 24 au 28 novembre la question intitulée "Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement".

Un projet de résolution a été présenté par l'Ethiopie, l'Inde, le Nigéria, la République arabe unie et la Yougoslavie le 22 novembre et modifié le 25 novembre. Aux termes du projet de résolution révisé, l'Assemblée générale, estimant que la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires faciliterait grandement les négociations en vue d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace et donnerait une nouvelle impulsion aux efforts faits pour résoudre le problème urgent de désarmement nucléaire, et estimant en outre que la participation d'un nombre aussi grand que possible d'Etats à une conférence pour la signature d'une telle convention est d'une importance vitale pour l'application effective et universelle de ses dispositions, demandait que la Conférence mondiale du désarmement qui se tiendrait prochainement examine attentivement la question de la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires.

Au cours de la discussion, l'Ethiopie a fait observer qu'il ne serait peut-être pas opportun de demander la convocation immédiate d'une conférence en vue expressément de la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et que la Conférence mondiale du désarmement conviendrait très bien à cette fin. Le Pakistan a estimé lui aussi que la question devrait être examinée par la Conférence mondiale du désarmement, car il serait impossible à son avis de prendre des mesures efficaces de désarmement sans le concours de toutes les puissances nucléaires, y compris la République populaire de Chine. L'Albanie a rappelé la proposition faite par la République populaire de Chine tendant à ce que la question de l'interdiction complète et de la destruction de toutes les armes nucléaires soit examinée par une conférence mondiale au sommet. Le Canada, par contre, a déclaré que tout en partageant les sentiments qui ont inspiré les auteurs du projet de résolution, il ne pensait pas que le renvoi de cette question à la Conférence mondiale du désarmement contribue à accroître ses chances de succès. Tant le Canada que l'Irlande ont été d'avis que ce serait faire preuve de trop d'optimisme que de se contenter de simples déclarations sur la non-utilisation d'armes nucléaires.

L'Union soviétique a proposé qu'en attendant la signature d'une convention interdisant l'emploi des armes nucléaires, les Etats dotés de ces armes s'engagent "conjointement ou séparément" à ne pas employer les premiers des armes nucléaires.

Le 28 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution révisé par 58 voix contre zéro, avec 22 abstentions.

Le 5 décembre, le projet de résolution a été adopté par l'Assemblée générale par 80 voix contre zéro, avec 23 abstentions [résolution 2164 (XXI)].

Elimination des bases militaires étrangères dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine

Cette question a été examinée par la Première Commission du 24 novembre au 2 décembre.

La Commission était saisie d'un projet de résolution présenté par l'URSS le 23 septembre 1966; aux termes de ce projet, l'Assemblée générale, notant avec inquiétude que les bases militaires étrangères installées sur le territoire d'Etats indépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont utilisées aux fins d'intervention armée directe dans les affaires intérieures des peuples,

et de répression de la lutte pour l'indépendance et la liberté, ainsi que pour des menées dangereuses qui mettent en péril la paix mondiale, et estimant que l'existence de bases militaires dans des territoires non autonomes est incompatible avec la résolution de l'Assemblée générale relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 2105 (XX)] 1) prierait les Etats ayant des bases militaires sur le territoire d'Etats indépendants ou dans des territoires non autonomes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine de les éliminer sans délai et de s'abstenir d'en établir de nouvelles; 2) prierait le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de veiller à l'application de la présente résolution et de faire rapport sur les résultats obtenus à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session.

Répondant à des questions qui lui avaient été posées au sujet du fait que les dispositions du projet de résolution ne visaient pas les bases situées en Europe et en Amérique du Nord, le représentant de l'URSS a dit que son pays s'était toujours prononcé catégoriquement en faveur de la liquidation de toutes les bases militaires étrangères installées sur le territoire d'un autre pays, partout dans le monde, mais que le projet de résolution avait été rédigé de manière à tenir compte de l'opposition des puissances occidentales à l'élimination des bases d'Europe.

Au cours de l'examen du projet de résolution, les Etats-Unis et d'autres délégations occidentales ont déclaré qu'à leur avis l'URSS avait présenté son projet de résolution avant tout à des fins de propagande. Pour le représentant des Etats-Unis, ce texte avait pour but de justifier les guerres dites de libération nationale et de donner à l'URSS, vu sa position géographique, un avantage militaire. Il a ajouté que si les Etats-Unis avaient envoyé des forces militaires et maintenaient des bases militaires à l'étranger, c'était justement en raison des menaces que l'Union soviétique avait proférées par le passé et que la Chine communiste continuait à proférer, et des actes de ces pays; ces bases servaient les intérêts nationaux des pays où elles se trouvaient, ainsi que ceux d'autres pays. Les Etats-Unis et certains de ses alliés ont également affirmé que la thèse soviétique concernant les bases militaires étrangères était contraire au principe de la sécurité collective inscrit dans la Charte des Nations Unies.

Les pays en voie de développement se sont en général prononcés contre la présence de bases militaires étrangères, car ils tenaient celles-ci avant tout pour des manifestations du colonialisme et, comme telles, préjudiciables au développement libre et indépendant des Etats. Certains ont établi toutefois une distinction nette entre les bases qui pouvaient être considérées comme des manifestations de colonialisme et celles qui auraient été établies à la suite de traités librement conclus. Ces dernières pouvaient à leur avis jouer un rôle très important dans la défense d'un pays, ce qui relevait des droits souverains des Etats.

Le 30 novembre, l'Inde, la République arabe unie et la Yougoslavie ont présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale décide de renvoyer à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, aux fins d'examen et de rapport, tous les documents et comptes rendus des séances de la Première Commission et des séances plénières de l'Assemblée générale concernant cette question.

Le 2 décembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution des trois puissances par 99 voix contre zéro, avec 10 abstentions, et a décidé ensuite par 99 voix contre une, avec 8 abstentions, de ne pas mettre aux voix le projet de résolution présenté par l'URSS et les amendements à ce projet de résolution.

Le 5 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté par 94 voix contre zéro, avec 10 abstentions, le projet de résolution [résolution 2165 (XXI)].

QUATRIÈME SESSION DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE POUR LA DÉNUCLÉARISATION DE L'AMÉRIQUE LATINE

La Commission préparatoire pour la dénucléarisation de l'Amérique latine a tenu sa quatrième session le 30 août 1966 et du 31 janvier au 14 février 1967. Les négociations qui ont eu lieu ont abouti à la signature, à Mexico, le 14 février 1967, du Traité d'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine. L'Acte final de la quatrième session de la Commission préparatoire, contenant le texte du Traité, a été distribué à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies comme document de l'Assemblée générale.

RÉUNIONS DU COMITÉ PRÉPARATOIRE DE LA CONFÉRENCE DES ETATS NON DOTÉS D'ARMES NUCLÉAIRES

Conformément aux dispositions de la résolution 2153 B (XXI), le Comité préparatoire de la Conférence des Etats non dotés d'armes nucléaires s'est réuni les 2 février et 9 mars 1967.

RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DU COMITÉ DES DIX-HUIT PUISSANCES SUR LE DÉSARMEMENT EN 1967

La Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement s'est réunie de nouveau à Genève le 21 février et a siégé jusqu'au 23 mars 1967. Ses travaux ont repris le 18 mai et se poursuivent. Au cours de cette période, la Conférence a examiné en priorité la question d'un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

B. — Effets des radiations ionisantes

SEIZIÈME SESSION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le Comité scientifique pour l'étude des effets des radiations ionisantes a tenu sa seizième session au Siège du 6 au 17 juin 1966. M. A. R. Gopal-Ayengar (Inde) et M. Gordon C. Butler (Canada) ont rempli les fonctions respectivement de Président et de Vice-Président. Le Comité était encore en session à la fin de la période couverte par le précédent rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation. Au cours de cette session-là, il a adopté un rapport à l'Assemblée générale dans lequel étaient consignées ses conclusions sur le rayonnement provenant de sources naturelles, la contamination radioactive du milieu et les effets génétiques des radiations ionisantes.

LE RAPPORT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

Les principales conclusions auxquelles le Comité est parvenu sont résumées ci-dessous.

Rayonnement provenant de sources naturelles

Les doses moyennes de rayonnement provenant de sources naturelles et atteignant les tissus des organes de reproduction, la moelle osseuse et les cellules tapissant la paroi des os, dont l'irradiation risque respectivement d'avoir des effets héréditaires, d'amener

la leucémie ou de provoquer des tumeurs osseuses, s'élèvent approximativement à 100 milliards par année, les chiffres réels étant très proches de ceux auxquels le Comité s'était arrêté dans ses rapports précédents. Le rayonnement est dégagé en permanence à très faible dose.

Les doses réelles absorbées par l'homme au cours d'une période donnée varient suivant la région dans laquelle il vit. L'altitude, la latitude, la composition des sols et des roches, les matériaux des bâtiments, ainsi que le temps passé à l'intérieur, tous ces facteurs ont une incidence sur les doses de radiation absorbées. Dans certaines régions où les sols et les roches contiennent des quantités exceptionnellement fortes de matières radioactives, des populations nombreuses sont exposées d'une façon régulière à un rayonnement naturel jusqu'à vingt fois plus élevé que la moyenne.

Chez l'homme, ce sont les tissus des poumons qui paraissent recevoir les doses de radiations naturelles les plus fortes, en raison de l'inhalation des gaz et des poussières radioactifs qui se trouvent dans l'atmosphère. Les effets biologiques des radiations ainsi absorbées ne sont cependant pas encore connus.

Contamination du milieu

Les essais nucléaires sont actuellement la source principale de contamination radioactive du milieu à l'échelle du monde. Cependant, les essais atmosphériques effectués en Asie centrale en 1964 et 1965, ainsi que les "fuites" résultant d'essais souterrains réalisés au cours de la même période n'ont pas contribué d'une manière sensible à augmenter les doses moyennes à l'échelle mondiale. Bien que le Comité n'ait pas encore tous les renseignements voulus pour procéder à une évaluation détaillée, il semble que la radioactivité dégagée par les essais atmosphériques effectués en Asie centrale en mai 1966 soit très faible par rapport au total dû à l'ensemble des essais antérieurs.

Les estimations des doses totales déjà reçues ou encore à recevoir à la suite de l'ensemble des essais ne sont pas très différentes de celles que le Comité a indiquées dans son rapport de 1964. Le rayonnement total qui sera émis par les débris radioactifs d'ici l'an 2000 équivaut, selon les calculs, au rayonnement provenant de sources naturelles que les tissus des organes de reproduction reçoivent approximativement en neuf mois, la moelle osseuse en deux ans et demi et les cellules tapissant la paroi des os en un an et demi. Les doses absorbées du fait de la contamination du milieu, aux taux actuels, sont extrêmement faibles.

Risques génétiques dus à l'exposition aux rayonnements ionisants

Un nouvel examen des effets génétiques des radiations ionisantes, que le Comité avait déjà étudiés dans les rapports présentés à l'Assemblée générale à ses treizième et dix-septième sessions, a conduit à reviser les estimations du taux des mutations géniques spontanées (fréquence des mutations par génération) ou induites (fréquence des mutations par unité de dose), chez l'homme. Toutefois, le Comité a souligné cependant que si les doses de radiations les plus faibles suffisaient probablement à entraîner des mutations et que si celles-ci étaient en général nocives, on ignore dans quelle proportion ces mutations se manifestaient par des phénomènes provoquant des infirmités (malformations physiques ou tares mentales par exemple) ou passaient quasiment inaperçues, comme c'était le cas lors d'un œuf fertilisé mourait avant la nidation.

On sait que des aberrations chromosomiques se produisent spontanément assez fréquemment et qu'elles sont la cause d'un certain nombre d'états très graves, notamment du syndrome de Down (mongolisme), ainsi qu'un quart environ des avortements. Les données relatives aussi bien à l'animal qu'à l'homme permettent d'établir des estimations du taux d'induction d'un très petit nombre de types d'aberrations chromosomiques résultant de l'exposition à de hautes doses de rayonnement. En cas d'exposition à des doses faibles, le taux d'induction peut être extrêmement bas. Il est impossible toutefois d'estimer actuellement le taux d'induction de la plupart des aberrations, bien qu'on ait des raisons de penser que ces aberrations peuvent être induites par des doses extrêmement élevées de rayonnement.

Le taux d'induction tant des aberrations chromosomiques que des mutations géniques dépend dans une large mesure de la manière dont les rayonnements sont absorbés. On est particulièrement bien renseigné sur les mutations géniques et ce qu'on en sait montre que le risque génétique par unité de dose de rayonnement est moins grand si les doses sont faibles, si l'exposition a lieu au cours d'une période prolongée ou s'il s'écoule un long intervalle entre l'irradiation des cellules germinales femelles et la conception.

EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale a examiné le rapport du Comité scientifique à sa vingt et unième session. La Commission politique spéciale était saisie d'un projet de résolution qui avait pour auteurs 16 pays. En le présentant au nom de ces pays, le représentant du Canada a déclaré que ce projet avait pour but de réaffirmer l'importance que l'Assemblée générale attachait à l'étude des effets des radiations ionisantes et de prier le Comité scientifique de poursuivre ses travaux. Bien que le rythme de la contamination radioactive à l'échelle du monde se fût ralenti, la radioactivité était encore assez élevée pour justifier qu'on l'étudie, d'autant que de nouveaux essais d'armes nucléaires allaient probablement avoir lieu dans un proche avenir. Le 15 décembre 1966, la Commission politique spéciale a approuvé à l'unanimité le projet de résolution.

Le 17 décembre, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité le projet de résolution [résolution 2213 (XXI)]. Par cette résolution, l'Assemblée générale: 1) a félicité le Comité scientifique d'avoir depuis sa création utilement contribué à faire mieux connaître et mieux comprendre les effets et les niveaux des radiations ionisantes; 2) a prié le Comité scientifique de poursuivre son programme, y compris ses activités de coordination, afin d'accroître les connaissances concernant les niveaux et les effets des radiations ionisantes émises par toutes les sources; 3) a pris note de l'intention du Comité scientifique de tenir sa prochaine session en 1967 et de présenter un nouveau rapport à l'Assemblée générale; 4) a félicité l'Organisation météorologique mondiale de ses efforts en vue d'établir un système pour l'observation des niveaux de radioactivité atmosphérique et pour la communication des renseignements obtenus; 5) a remercié les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les organisations non gouvernementales intéressées de l'aide qu'ils avaient fournie au Comité scientifique; 6) a recommandé à toutes les parties intéressées de continuer à coopérer avec le Comité scientifique; 7) a prié le Secrétaire général de

continuer à fournir au Comité scientifique l'assistance nécessaire pour la poursuite de ses travaux et pour la communication de ses conclusions au public.

C. — Utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

HUITIÈME SESSION DU COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a tenu sa huitième session le 19 septembre 1966, au Siège de l'ONU, à New York. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Union internationale des télécommunications, de l'Organisation météorologique mondiale, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et du Comité de la recherche spatiale (COSPAR) du Conseil international des unions scientifiques ont participé à ses travaux en qualité d'observateurs. Le Comité a approuvé à l'unanimité la nomination de M. Gheorghe Diaconescu (Roumanie) au poste de vice-président, en remplacement de M. Haseganu qui avait résigné ses fonctions à la mission de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Outre les rapports de son Sous-Comité scientifique et technique et de son Sous-Comité juridique, le Comité était saisi, aux fins d'examen, du rapport du Groupe de travail plénier qui avait été créé afin d'étudier le projet de conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, du cinquième rapport de l'UIT sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, ainsi que du cinquième rapport de l'OMM sur l'avancement des sciences atmosphériques et leurs applications, tenant compte des progrès réalisés dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique.

Le Comité a également examiné les documents suivants, établis conformément à la résolution 2130 (XX) de l'Assemblée générale, qui avaient été étudiés par le Sous-Comité scientifique et technique à sa quatrième session: 1) un rapport du Secrétaire général sur la documentation nécessaire pour assurer la vulgarisation des buts et des possibilités des activités spatiales; 2) une note du Secrétariat dans laquelle figuraient des suggestions relatives à des programmes d'enseignement et de formation de spécialistes des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique en vue d'aider les pays en voie de développement; 3) un examen des activités nationales et des activités coopératives internationales de recherche spatiale; 4) un rapport du Groupe spécial du COSPAR chargé des questions d'enseignement et de formation professionnelle dans le domaine spatial; 5) un rapport communiqué par le COSPAR sur la répartition des installations de lancement de fusées-sondes dans le monde; 6) un examen des activités et des ressources de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux compétents en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique; 7) un rapport du Groupe consultatif sur la base équatoriale de lancement de fusées de Thumba; 8) une déclaration du Secrétaire général sur les incidences financières du projet de

conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Rapport du Sous-Comité scientifique et technique

A sa quatrième session, le Sous-Comité scientifique et technique a examiné, à la demande du Comité, la possibilité de créer un réseau mondial de satellites de navigation civile. Le Sous-Comité a conclu qu'un réseau de ce genre serait très utile et qu'il était à l'heure actuelle techniquement réalisable. Étant donné toutefois la grande complexité de ce problème, le Sous-Comité a recommandé de constituer un groupe de travail qui serait chargé d'examiner la nécessité de créer un réseau de satellites de navigation, la possibilité de le réaliser et sa mise en place.

Conscient des problèmes que posent l'accroissement démographique et, en maintes régions du monde, l'alimentation d'une population nombreuse, le Sous-Comité a demandé aux pays et aux institutions spécialisées intéressés de continuer d'étudier les applications de la technique spatiale dans les domaines de la météorologie, ainsi que l'amélioration de la transmission de l'information télévisée, qui pourraient faciliter en fin de compte la solution de ces problèmes.

En ce qui concerne la vulgarisation des buts et des possibilités des activités spatiales, le Sous-Comité a recommandé que les renseignements donnés dans les documents des Nations Unies au sujet des programmes nationaux et internationaux et de l'existence de moyens de formation et de bourses en matière spatiale soient périodiquement rassemblés dans un répertoire imprimé. Il a également adopté des recommandations en ce qui concerne l'échange de renseignements, l'encouragement aux programmes internationaux, les installations internationales de lancement de fusées-sondes, ainsi que l'enseignement et la formation.

Au cours de l'examen du rapport du Sous-Comité scientifique et technique par le Comité, on a noté que l'une des mesures les plus importantes et les plus judicieuses que le Sous-Comité avait recommandées était la création d'un groupe de travail chargé d'examiner la nécessité de créer un réseau de satellites de navigation, la possibilité de le réaliser et sa mise en place. On a exprimé l'espoir qu'un groupe de travail de ce genre puisse délimiter le cadre d'une grande activité spatiale internationale à l'avenir. Certaines délégations ont toutefois regretté que le Sous-Comité n'ait pas adopté une proposition présentée par trois pays en voie de développement et relative à l'enseignement et à la formation en matière d'utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Les recommandations figurant dans le rapport du Sous-Comité scientifique et technique ont été approuvées par le Comité et jointes en annexe à son rapport à l'Assemblée générale pour sa vingt et unième session.

Rapport du Sous-Comité juridique

Le Comité a examiné le rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa cinquième session, qui a été également joint en annexe au rapport du Comité à l'Assemblée générale, et il en a pris note. (Un résumé des débats relatifs au rapport du Sous-Comité juridique figure au chapitre XIII du présent rapport).

Rapport du Groupe de travail plénier

Le Groupe de travail plénier créé par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique en octobre 1965 afin d'examiner l'opportunité de

convoquer en 1967 une conférence ou une réunion internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et d'en étudier l'organisation et les buts, a tenu deux sessions à New York en janvier et en septembre 1966.

Le Groupe de travail a recommandé qu'une conférence internationale d'une durée d'environ deux semaines se tienne dans le deuxième semestre de 1967, et que ses objectifs consistent à examiner les avantages pratiques qui peuvent être retirés de la recherche et de l'exploration spatiale grâce aux réalisations de la science et de la technique, ainsi que la mesure dans laquelle les puissances non spatiales, en particulier les pays en voie de développement, peuvent bénéficier de ces avantages, et coopérer également aux activités spatiales internationales. Il a établi un projet d'ordre du jour pour la conférence qui comprenait l'examen des résultats des recherches menées sur l'espace au cours des dix premières années de l'ère spatiale; il a en outre recommandé qu'un groupe d'experts soit créé afin de prendre les dispositions nécessaires à l'organisation de la conférence, en collaboration avec le président du Comité et le Secrétariat.

Le Groupe de travail a également discuté du lieu de la conférence. Un certain nombre de membres ont exprimé l'opinion qu'elle devrait se tenir en Europe. D'autres ont estimé qu'elle devrait se tenir au Siège de l'Organisation ou, dans le cas contraire, conformément aux dispositions de la résolution 2116 (XX) de l'Assemblée générale. Le Groupe de travail a pris acte avec satisfaction des offres généreuses des Gouvernements français et autrichien, qui ont invité la conférence à se réunir à Paris ou à Vienne, mais il a décidé de ne faire aucune recommandation à ce sujet dans son rapport et de renvoyer la question au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui prendra une décision. La question de la participation à la conférence a été également soulevée. Certaines délégations ont proposé que tous les Etats intéressés aient la possibilité d'y participer. Le Groupe de travail a décidé de ne faire là encore aucune recommandation à ce sujet et de renvoyer la question au Comité.

A sa huitième session, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a fait siennes les recommandations figurant dans le rapport du Groupe de travail et les a jointes en annexe à son rapport à l'Assemblée générale. Le Comité a décidé de recommander que la conférence se tienne à Vienne. Avant que la décision soit prise, la France a retiré son offre tendant à inviter la conférence à se réunir à Paris afin de faciliter une décision. Le Comité a décidé de renvoyer à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, la question de la participation à la conférence.

Rapports de l'Union internationale des télécommunications et de l'Organisation météorologique mondiale

Le Comité a noté que l'UIT et l'OMM poursuivaient leur oeuvre utile de développement et d'encouragement de la coopération entre de nombreux pays en ce qui concerne le perfectionnement des moyens de communication dans le monde au moyen de satellites artificiels ainsi que l'amélioration de la prévision météorologique et le développement des sciences météorologiques.

Le Comité a pris note avec satisfaction des rapports d'activité de l'UIT et de l'OMM et a invité ces deux

organisations à lui soumettre de nouveaux rapports en 1967.

EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

A la vingt et unième session de l'Assemblée générale, la Première Commission a examiné au cours de trois séances le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Au cours du débat, les membres de la Première Commission ont notamment exprimé leur satisfaction générale devant les progrès notables enregistrés dans le domaine de la coopération en ce qui concerne divers aspects des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. On a souligné en particulier à cet égard l'importance de l'accord réalisé sur le texte d'un traité régissant les activités des Etats dans le domaine de l'exploration et des utilisations pacifiques de l'espace, ainsi que de la décision tendant à réunir une conférence internationale en vue d'examiner les avantages que l'on peut tirer de cette exploration.

Le 16 décembre, la Première Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par dix-sept pays et relatif au rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Au cours de l'examen de ce projet de résolution, certaines délégations ont insisté sur l'importance de l'enseignement et de la formation qui devraient permettre aux pays qui n'ont pas d'activités spatiales, en particulier les pays en voie de développement, de tirer parti de la technique spatiale. Ils ont rappelé qu'à sa vingtième session, l'Assemblée générale avait prié le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de formuler des suggestions quant à un programme de formation, et ils ont exprimé leur regret qu'aucun rapport n'ait été présenté à l'Assemblée à la vingt et unième session. Cette demande a donc été réitérée dans le projet de résolution. L'importance de l'échange de renseignements et de documentation, ainsi que de programmes de recherche communs, a été également soulignée.

La Première Commission a recommandé ce projet de résolution à l'Assemblée générale et, le 19 décembre 1966, celle-ci l'a adopté à l'unanimité [résolution 2223 (XXI)]. Aux termes de cette résolution, l'Assemblée: 1) a fait siennes les recommandations contenues dans le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique concernant l'échange de renseignements, l'encouragement aux programmes internationaux, les installations internationales de lancement de fusées sondes ainsi que l'enseignement et la formation; 2) s'est félicitée de l'intention manifestée par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique d'accroître l'utilité de ses activités en matière d'échange de renseignements sur des questions relatives à l'espace extra-atmosphérique en établissant des rapports annuels complets à partir d'une date déterminée; 3) a noté avec satisfaction que certains Etats Membres avaient contribué au programme de renseignements du Comité en fournissant des indications détaillées sur leurs programmes spatiaux nationaux et a invité instamment les Etats Membres à fournir ces renseignements dans la plus large mesure du possible et réalisable; 4) s'est félicitée de la décision prise par le Comité de créer un groupe de travail chargé d'examiner la nécessité, la possibilité et les moyens d'établir un réseau de satellites pour la navigation; 5) a prié le Comité de continuer à établir et à examiner des propositions relatives à des programmes d'enseignement et de formation de spécialistes dans le domaine des utili-

sations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique pour aider les pays en voie de développement, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa prochaine session; 6) a fait siens les principes directeurs, adoptés par le Comité, à appliquer lorsqu'un appui ou un patronage international était demandé pour former des spécialistes; 7) a recommandé instamment que les activités spatiales soient exécutées de manière que les Etats puissent participer à l'aventure que constitue l'exploration de l'espace et bénéficier des avantages pratiques qu'elle offre, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique; 8) a noté avec satisfaction que certains Etats Membres avaient établi et renforcé des programmes d'enseignement et de formation, et invité instamment les autres Etats Membres à agir de même; 9) a recommandé que l'assistance nécessaire continue d'être fournie à la station équatoriale de lancement de fusées de Thumba; 10) a suggéré au Comité d'examiner des moyens d'accroître son utilité en tant que centre de renseignements pour les Etats Membres; et 11) a pris note avec satisfaction des rapports présentés par l'OMM et l'UIT sur leurs activités dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique.

Un projet de résolution relatif à la conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a été présenté à la Première Commission par vingt-huit pays.

Tous les orateurs se sont prononcés en faveur de cette conférence. Il a été décidé que l'exploration et l'utilisation de l'espace devraient être effectuées pour le bénéfice de tous et qu'il était nécessaire d'élargir la diffusion des connaissances et des réalisations de la science et de la technique spatiales ainsi que le développement de leurs applications pratiques.

Au cours du débat, un amendement a été présenté tendant à limiter la participation à la conférence aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux Etats membres des institutions spécialisées, aux Etats parties au Statut de la Cour internationale de Justice et aux Etats que l'Assemblée générale déciderait spécialement d'inviter. Un sous-amendement tendant à inviter tous les Etats sans exception à participer à la conférence a été également présenté.

En ce qui concerne la participation à la conférence — question qui avait été renvoyée à l'Assemblée par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique — certaines délégations ont estimé qu'elle devrait se limiter aux Etats visés dans l'amendement (ce qu'ils ont appelé la "formule de Vienne"), soulignant que cette formule avait été utilisée par le passé pour d'autres conférences des Nations Unies et confirmée à la présente session de l'Assemblée en ce qui concernait de futures conférences.

D'autres délégations ont appuyé le sous-amendement invitant "tous les Etats" à participer à la conférence et ont déclaré que la recherche spatiale concernait tous les Etats, qu'une attitude discriminatoire en ce qui concernait la participation à cette conférence était contraire aux principes énoncés dans le projet de traité sur l'espace et que, par conséquent, l'Assemblée devait suivre le principe appliqué pour la réunion d'une conférence mondiale du désarmement.

La Première Commission a rejeté le sous-amendement et a adopté l'amendement. Le projet de résolution, ainsi modifié, a été adopté à l'unanimité. Le 19 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité ce projet de résolution [résolution 2221 (XXI)]. Aux termes de cette résolution, l'Assemblée: 1) a déci-

dé qu'une Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique se tiendrait à Vienne en septembre 1967; 2) a fait siennes les recommandations du Groupe de travail contenues dans le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique au sujet du mandat, des objectifs, de l'ordre du jour et de l'organisation de la Conférence; 3) a prié le Comité de présenter à l'Assemblée, lors de la vingt-deuxième session, un rapport sur les préparatifs de la Conférence.

La Première Commission a été également saisie d'un troisième projet de résolution concernant le Traité sur les principes devant régir l'activité des Etats dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Sur sa recommandation, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité ce projet de résolution, qui est devenu la résolution 2222 (XXI) [voir le chapitre XIII, section N].

Renvoi de la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Le 13 février 1967, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique s'est réuni pour examiner une suggestion qui avait été présentée au groupe d'experts chargé de la préparation technique de la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et qui tendait à ce que cette conférence soit reportée d'un an environ afin de mieux la préparer.

Certaines délégations ont exprimé l'opinion qu'il serait pratiquement impossible de préparer un événement aussi important dans le peu de temps dont on disposait; ils ont déclaré que leurs spécialistes ne pourraient soumettre la documentation scientifique détaillée nécessaire à la date fixée pour la Conférence.

D'autres représentants se sont déclarés surpris qu'une proposition de renvoi ait été présentée à un stade aussi tardif. Ils ont rappelé que, tout en exprimant lors du débat précédant l'adoption de la résolution 2221 (XXI) de l'Assemblée générale l'opinion que le délai imparti pour préparer la Conférence était insuffisant, ils avaient néanmoins fait tout leur possible pour que les préparatifs soient achevés à temps et ils étaient disposés à s'en tenir à la date initialement fixée.

Certaines délégations ont déclaré qu'elles accepteraient à regret que la Conférence soit reportée en 1968 si le renvoi était jugé nécessaire pour assurer une préparation adéquate.

Le Comité a décidé que la Conférence serait reportée d'un an environ après la date initialement prévue (septembre 1967). La période entre avril et septembre 1968 a été suggérée comme celle qui conviendrait le mieux. Il a été décidé que la date exacte serait arrêtée en consultation avec les Etats Membres et le pays hôte. Le Comité a autorisé le Secrétaire général à porter cette question à l'attention de l'Assemblée générale lors de sa cinquième session extraordinaire afin qu'elle prenne une décision définitive.

Le 23 mai, l'Assemblée générale a examiné un projet de résolution, présenté par vingt-deux pays, concernant la question du renvoi de la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Au cours de l'examen du projet de résolution, de nombreuses délégations ont souligné l'importance de la

Conférence et ont réaffirmé leur conviction que toutes les puissances, spatiales ou non spatiales, en tireraient des avantages pratiques. Ils ont également exprimé l'espoir que la date indiquée dans le projet de résolution serait fermement maintenue et que le groupe d'experts, en collaboration avec le Secrétariat, ferait sans retard tous les préparatifs nécessaires.

Le projet de résolution a été adopté le même jour [résolution 2250 (S-V)]. Par cette résolution, l'Assemblée générale a réaffirmé qu'elle attachait une grande importance à la Conférence, décidé d'accepter la recommandation unanime du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et, en conséquence, de reporter la Conférence, initialement prévue pour septembre 1967. Réaffirmant les directives contenues dans sa résolution 2221 (XXI), l'Assemblée a décidé que la Conférence se tiendrait à Vienne du 14 au 27 août 1968, et a demandé instamment à tous les Etats participants de faire tous leurs efforts pour en assurer le succès. Elle a prié également le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de lui présenter, lors de la vingt-troisième session, un rapport sur les préparatifs, l'organisation et les travaux de la Conférence.

COOPÉRATION INTERORGANISATIONS

Les questions de coopération interorganisations dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique ont été de nouveau examinées par le Comité administratif de coordination et son groupe de travail interorganisations sur les programmes et les activités relatifs aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Les organisations directement intéressées par les programmes spatiaux (ONU, OIT, UNESCO, OACI, OMS, UIA, OMM, OMCI et AIEA) ont examiné en commun leurs activités dans le cadre de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et du programme de travail élargi du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Elles ont confirmé leur désir de collaborer avec le Secrétaire général et le Groupe d'experts à l'organisation de la Conférence.

On a noté qu'un certain nombre de rubriques qui intéressent plusieurs institutions figurent au programme de travail du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Par exemple, l'UNESCO entreprend, en étroite collaboration avec l'ONU et l'UIT, une étude des problèmes que pose, sur le plan international, le développement des télécommunications par satellite. La question des possibilités qu'offrent les satellites de navigation et celle de l'emploi de satellites météorologiques et de télécommunications pour répondre aux besoins des pays en voie de développement sont déjà étudiées activement par les institutions qui tiendront le Comité au courant de leurs travaux.

En ce qui concerne l'enseignement et la formation, le CAC a accueilli avec satisfaction les recommandations de l'Assemblée générale et a insisté une fois encore sur l'importance qu'il attache à ces programmes et sur le rôle que l'ONU et les institutions spécialisées peuvent, à son avis, jouer à cet égard. Les activités de formation de l'UNESCO, de l'UIT et de l'OMM devraient, de l'avis du CAC, être favorisées autant que faire se peut et il faudrait étudier la possibilité d'organiser ou d'encourager des activités de formation dans d'autres domaines.

D. — Admission de nouveaux membres

Lors de sa vingt et unième session, l'Assemblée générale, a, sur les recommandations formulées par le Conseil de sécurité, admis quatre Etats :

Etats	Date de la recommandation du Conseil	Date d'admission	Résolution
Guyane	21 juin 1966	20 septembre 1966	2133 (XXI)
Botswana ..	14 octobre 1966	17 octobre 1966	2136 (XXI)
Lesotho	14 octobre 1966	17 octobre 1966	2137 (XXI)
Barbade ...	7 décembre 1966	9 décembre 1966	2175 (XXI)

E. — Examen par le Conseil de sécurité de la situation en Rhodésie du Sud

Par une lettre datée du 18 novembre 1966, le Secrétaire général a communiqué au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 2251 (XXI) adoptée par l'Assemblée générale le 17 novembre 1966. Dans cette résolution, l'Assemblée attirait de nouveau l'attention du Conseil sur la grave situation qui existait en Rhodésie du Sud, afin qu'il puisse décider d'appliquer les mesures coercitives nécessaires prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Dans une lettre datée du 5 décembre 1966, le représentant du Royaume-Uni a indiqué que, comme il n'avait pas été mis fin à la rébellion en Rhodésie du Sud, et à la suite de consultations avec les autres gouvernements du Commonwealth, il avait été chargé de demander la convocation du Conseil de sécurité à une date rapprochée, de manière que son gouvernement puisse proposer que certaines mesures supplémentaires soient prises contre le régime illégal de Rhodésie du Sud.

Dans une lettre datée du 7 décembre 1966, le secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine a communiqué au Secrétaire général, à l'intention du Conseil de sécurité, le texte d'une résolution relative à la Rhodésie du Sud adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etats et de gouvernements lors de sa troisième session ordinaire, tenue à Addis-Abéba du 5 au 9 novembre 1966.

Le 8 décembre, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour sans objection. Sur leur demande, les représentants de la Zambie, du Sénégal, de l'Algérie, du Pakistan et de l'Inde ont été invités à participer aux débats sans droit de vote.

Le représentant du Royaume-Uni a présenté un projet de résolution tendant à ce que le Conseil de sécurité, agissant conformément aux Articles 39 et 41 de la Charte : 1) décide que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, nonobstant tous contrats conclus ou toutes licences accordées avant la date de la résolution, empêcheraient : a) l'importation sur leurs territoires d'amiante, de minerai de fer, de chrome, de fonte, de sucre, de tabac, de cuivre, de viande et produits carnés et de cuirs et peaux en provenance de Rhodésie du Sud et exportés de Rhodésie du Sud après la date de la résolution, b) toutes activités de leurs ressortissants ou sur leurs territoires qui favoriseraient ou auraient pour objet de favoriser l'exportation de ces produits par la Rhodésie du Sud, ainsi que toutes transactions de leurs ressortissants ou sur leurs territoires concernant l'un quelconque de ces produits en provenance de Rhodésie du Sud et exportés de Rhodésie du Sud après la date de la résolution, y compris, en particulier, tout transfert de fonds à la Rhodésie du Sud aux fins d'activités ou de transactions de cette nature, c) l'expédition par navires ou aéronefs immatriculés chez eux de l'un quelconque de

ces produits en provenance de Rhodésie du Sud et exportés de Rhodésie du Sud après la date de la résolution, d) toutes activités de leurs ressortissants ou sur leurs territoires qui favoriseraient ou auraient pour objet de favoriser la vente ou l'expédition à destination de la Rhodésie du Sud d'armes, de munitions de tous types, d'aéronefs militaires, de véhicules militaires, et d'équipement et de matériels pour la fabrication et l'entretien d'armes et de munitions en Rhodésie du Sud ; 2) requière tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'appliquer la décision du Conseil de sécurité conformément à l'Article 25 de la Charte ; 3) demande instamment, compte tenu des principes énoncés à l'Article 2 de la Charte, aux Etats qui n'étaient pas membres de l'Organisation des Nations Unies de se conformer aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution ; et 4) requière les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les Etats membres des institutions spécialisées de porter à la connaissance du Secrétaire général les mesures que chacun d'eux aurait prises conformément aux dispositions de la présente résolution.

En présentant le projet de résolution, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que les événements de la semaine précédente avaient marqué un tournant dans l'histoire du problème de la Rhodésie du Sud, problème que son pays était décidé à résoudre par des moyens pacifiques. Si les prévisions antérieures ne s'étaient pas réalisées, l'effet des sanctions économiques sur l'économie était tout à fait réel et l'économie du territoire s'était trouvée réduite d'environ 40 p. 100. On envisageait l'avenir, en Rhodésie, avec inquiétude. Le représentant du Royaume-Uni a rendu compte du document de travail rédigé lors des conversations entre le Premier Ministre du Royaume-Uni et M. Smith, et a dit qu'il aurait permis un progrès politique immédiat des Africains de Rhodésie et aurait inclus des garanties assurant une évolution sans entrave vers le régime de gouvernement par la majorité et interdisant des amendements rétrogrades à la Constitution. Le retour à la légalité était également prévu dans ce document par la mise en place d'un gouvernement représentatif de tous les éléments de la communauté rhodésienne. Toutefois, M. Smith avait refusé d'accepter ce document ou de le recommander à ses collègues. Le régime du Front rhodésien avait prouvé de façon concluante qu'il avait l'intention de persister non seulement dans sa rébellion mais aussi dans son défi de l'opinion du monde civilisé tout entier. Les dangers menaçant la paix et la stabilité de l'Afrique centrale et australe étaient graves. Quant aux mesures économiques proposées dans le projet de résolution présenté par son pays, le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'elles avaient de meilleures chances de réussir et que leur application pouvait être bien mieux contrôlée, alors qu'il était souvent très difficile de déterminer jusqu'où l'emploi de la force pourrait mener ou comment il serait possible de le limiter ou de l'arrêter. Si un pays quelconque ne se conformait pas à la décision du Conseil, il en résulterait une situation nouvelle qui serait étudiée le moment venu. Si un amendement rédigé en termes acceptables et tendant à inclure le pétrole dans les sanctions était proposé, la délégation britannique n'y serait pas hostile. On devait veiller à ce que les sanctions ne dégénèrent pas en affrontement économique avec des pays tiers. Si le projet de résolution était adopté, le Gouvernement britannique retirerait toutes les propositions qu'il avait faites antérieurement aux Rhodésiens et n'accepterait pas que le territoire accède à l'indépen-

dance avant que soit établi le régime du gouvernement par la majorité.

Les représentants de la Zambie et du Sénégal ont critiqué l'action du Gouvernement britannique, et ont noté que les sanctions économiques s'étaient jusqu'alors soldées par un échec. Le Royaume-Uni proposait maintenant une nouvelle formule tout aussi inefficace, qui n'avait aucune chance de succès puisque l'Afrique du Sud et le Portugal n'appliqueraient probablement pas les sanctions. Le représentant de la Zambie a qualifié de malhonnête la politique menée par le Royaume-Uni en Afrique australe et a déclaré que son pays n'approuverait désormais que des sanctions économiques complètes et obligatoires. Comme le représentant du Sénégal, il a exprimé l'opinion que l'emploi de la force était le seul moyen de résoudre le problème rhodésien.

Les représentants de l'Argentine, des Etats-Unis et du Japon ont appuyé les mesures proposées par le Royaume-Uni et se sont déclarés disposés à accepter que le pétrole aussi soit visé dans les mesures proposées.

Le 13 décembre, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda ont proposé des amendements, qui ont été révisés le 15 décembre, au projet de résolution du Royaume-Uni. Ces amendements avaient notamment pour objet d'ajouter deux nouveaux paragraphes au début du dispositif. Le premier tendait à ce que le Conseil constate que le maintien du régime raciste illégal en Rhodésie du Sud constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales. Le deuxième tendait à ce que le Conseil déplore : a) le refus du Royaume-Uni de faire usage de tous les moyens, y compris la force, pour amener la chute immédiate du régime de Smith, et b) l'action d'Etats, notamment du Portugal et de l'Afrique du Sud, qui avaient prêté leur appui au régime rebelle en violation de la résolution 217 (1965) du Conseil de sécurité, datée du 20 novembre 1965. Conformément à d'autres amendements au dispositif, le charbon et tous les produits manufacturés seraient ajoutés à la liste des marchandises en provenance de Rhodésie du Sud que les Etats Membres ne devaient pas importer. Un nouvel alinéa stipulait que les Etats Membres devaient également empêcher la participation sur leurs territoires ou territoires placés sous leur administration ou de moyens de transports terrestres ou aériens ou de leurs ressortissants ou de navires immatriculés chez eux à la fourniture de pétrole ou de produits pétroliers à la Rhodésie du Sud.

Plusieurs paragraphes nouveaux ajoutés au dispositif tendaient à ce que le Conseil requière le Royaume-Uni de retirer toutes les offres qu'il avait faites précédemment au régime raciste illégal et de déclarer catégoriquement qu'il n'accorderait l'indépendance qu'à la Rhodésie du Sud placée sous le gouvernement de la majorité, invite le Gouvernement du Royaume-Uni à empêcher par tous les moyens le transport à destination de la Rhodésie du Sud de pétrole ou de produits pétroliers, rappelle aux Etats Membres que le fait pour l'un quelconque d'entre eux de ne pas appliquer ou de refuser d'appliquer la résolution constituerait une violation de l'Article 25 de la Charte, réaffirme les droits inaliénables du peuple de Rhodésie du Sud à la liberté et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et reconnaisse la légitimité de sa lutte pour s'assurer l'exercice de ses droits, requière tous les Etats de ne fournir aucune aide financière ni aucune autre aide économique au régime raciste illégal en Rhodésie du Sud, et prie le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de l'application de la

résolution, le premier rapport devant être soumis le 1^{er} mars 1967 au plus tard.

Les représentants du Pakistan, de l'Inde, de l'Algérie et de l'URSS ont appuyé ces amendements, encore que certains d'entre eux aient estimé qu'il fallait adopter des mesures plus fermes. Le représentant de la Zambie a dit que même si le pétrole était inclus dans la proposition les sanctions resteraient inefficaces tant que l'on n'aurait pas recours à la force. Il a fortement critiqué ce qu'il a nommé "le contrat de vente" qu'avaient conclu Ian Smith et le Premier Ministre du Royaume-Uni à Gibraltar. La proposition du Royaume-Uni n'était qu'un paravent.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que certains des amendements africains soulevaient de nouvelles questions épineuses et que sa délégation souhaitait consulter les autres membres du Conseil. Il a rejeté les accusations portées par le représentant de la Zambie.

Le représentant des Pays-Bas a appuyé les propositions britanniques et souligné les sacrifices qu'elles devraient entraîner pour le Royaume-Uni et d'autres pays.

Le 14 décembre, le Royaume-Uni a révisé son projet de résolution de façon à y inclure la livraison à la Rhodésie du Sud de tous autres aéronefs et véhicules à moteur et d'équipement et de matériels pour la fabrication, le montage ou l'entretien d'aéronefs et de véhicules à moteur en Rhodésie du Sud, l'expédition de tous biens de cette nature vers la Rhodésie du Sud et les activités favorisant la fabrication ou le montage d'aéronefs ou de véhicules à moteur en Rhodésie du Sud.

Le représentant de la France, rappelant la position de son gouvernement sur la question, a condamné la prise du pouvoir en Rhodésie du Sud par une minorité blanche et a déclaré qu'aux yeux de son gouvernement la prétendue proclamation de l'indépendance ne modifiait en rien les liens constitutionnels existant entre le Royaume-Uni et la Rhodésie. Les mesures proposées s'appliquaient à un territoire britannique et la France ferait tout son possible pour aider le Royaume-Uni. Elle avait d'ailleurs déjà pris un certain nombre de mesures économiques. Ainsi, quelle que soit la décision du Conseil, et sans pouvoir s'associer à cette décision, la France aurait répondu à l'appel lancé par le Royaume-Uni à la communauté internationale.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation pouvait accepter la plupart des amendements proposés par les trois puissances, notamment celui qui concernait le pétrole.

Le 16 décembre, le Conseil a voté sur les divers amendements et sur le projet de résolution révisé du Royaume-Uni. Les amendements et les deux alinéas du nouveau texte proposé pour le paragraphe 2 du dispositif ont été mis aux voix séparément. Un amendement au préambule et, en ce qui concerne le dispositif, l'amendement tendant à insérer un nouveau paragraphe 1, l'amendement tendant à inclure un alinéa relatif à la livraison de pétrole, l'amendement tendant à inclure un nouveau paragraphe visant l'Article 25 de la Charte, l'amendement tendant à inclure un nouveau paragraphe relatif à l'aide économique, financière ou autre, et deux autres paragraphes supplémentaires ont tous été adoptés par 14 voix contre zéro, avec une abstention (France). L'amendement tendant à inclure au dispositif un nouveau paragraphe réaffirmant les droits inaliénables du

peuple de Rhodésie du Sud et reconnaissant la légitimité de sa lutte pour s'assurer l'exercice de ses droits a été adopté par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions (France, Royaume-Uni et Etats-Unis).

Aucun des autres amendements n'a obtenu la majorité requise. Le projet de résolution du Royaume-Uni, ainsi modifié, a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Bulgarie, France, Mali et URSS) [résolution 232 (1966)].

Les représentants du Nigéria, de la Jordanie et du Mali ont exprimé le regret que leurs amendements n'avaient pas été adoptés. Le représentant du Nigéria a déclaré que l'emprise du régime raciste se trouverait renforcée. Les représentants de la Bulgarie et de l'URSS ont estimé que le texte adopté n'était pas satisfaisant. Pour le représentant du Royaume-Uni, cette décision sans précédent du Conseil était justifiée et nécessaire.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le 21 février 1967, le Secrétaire général a présenté un rapport sur l'application de la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité. Au 21 février 1967, il avait reçu de 72 gouvernements des réponses à ses notes des 17 décembre 1966 et 13 janvier 1967 adressées aux Etats Membres de l'ONU et membres des institutions spécialisées. Le texte de ces réponses était reproduit en annexe à ce rapport.

Il apparaissait que la grande majorité des Etats ayant répondu avaient pris les mesures qu'ils jugeaient nécessaires pour appliquer les dispositions de la résolution du Conseil de sécurité. Plusieurs Etats avaient déclaré qu'ils n'avaient aucune relation commerciale ou autre avec la Rhodésie du Sud et qu'ils s'abstiendraient d'en établir. La plupart des autres Etats avaient énuméré les mesures qu'ils avaient prises ou indiqué qu'ils avaient adopté ou étaient sur le point d'adopter les mesures législatives nécessaires pour assurer la pleine application de la résolution.

La Suisse avait signalé que pour des raisons de principe, en sa qualité d'Etat neutre, elle ne pouvait pas se soumettre aux sanctions obligatoires de l'Organisation des Nations Unies, mais qu'elle avait toutefois décidé de renforcer les restrictions frappant les importations en provenance de Rhodésie du Sud et de poursuivre l'application de certaines autres mesures déjà en vigueur afin que le commerce rhodésien ne puisse avoir de possibilité de tourner les sanctions des Nations Unies par l'intermédiaire de la Suisse.

Un assez grand nombre d'Etats n'avaient pas encore communiqué les renseignements prévus au paragraphe 8 de la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité, par lequel celui-ci priait les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les Etats membres des institutions spécialisées de porter à la connaissance du Secrétaire général les mesures que chacun d'eux aurait prises conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution. Parmi ces Etats, certains entretenaient d'importantes relations commerciales avec la Rhodésie du Sud.

Bien que plusieurs Etats aient commencé à communiquer au Secrétaire général les statistiques commerciales qu'il leur avait demandées dans sa note du 13 janvier 1967, on ne disposait pas dans l'immédiat, et il était probable qu'on ne dispose pas avant un certain temps, de renseignements complets au sujet des effets de l'application de la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité sur le commerce de la Rhodésie du Sud. Le

Secrétaire général avait l'intention de prendre pour base les données fournies jusqu'alors par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées en vue d'évaluer les effets de ces mesures. Un document à cet effet devait être présenté ultérieurement au Conseil.

Comme le Secrétaire général l'avait indiqué au Conseil de sécurité dans sa note du 6 février 1967, le Ministre des affaires étrangères et le Ministre des finances de la Zambie lui avaient rendu visite le 27 janvier 1967 et lui avaient expliqué les graves difficultés que provoquerait en Zambie l'application de la résolution. Ces difficultés devaient concerner notamment les transports, les communications, le stockage de combustibles et les produits de remplacement de certaines denrées de base. Les deux ministres avaient déclaré que la Zambie souhaitait qu'une mission technique se rende sur place pour étudier l'ensemble du problème avec les divers ministères intéressés.

Comme suite à cette demande, qui avait fait l'objet de discussions approfondies entre le Ministre des finances de Zambie, le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ses collaborateurs et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, le Directeur du PNUD avait, avec l'accord du Secrétaire général, envoyé un groupe de consultants techniques en Zambie.

Le Secrétaire général signalait notamment à l'attention du Conseil la note que lui avait adressée le 15 février 1967 le représentant permanent du Malawi dans laquelle celui-ci déclarait que son gouvernement se voyait dans l'obligation de faire connaître au Conseil de sécurité qu'en raison de certaines difficultés économiques particulières dues à sa situation géographique, le Malawi devrait peut-être continuer à importer de Rhodésie du Sud, pendant une brève période, de très petites quantités de sucre, de viande et de produits carnés. Le Gouvernement malawien prévoyait que les importations de sucre cesseraient en avril 1967; les licences d'importation de viande et de produits carnés, notamment certaines catégories de bœuf, seraient limitées au strict minimum. Le Gouvernement malawien avait précisé que bien qu'il ne fût pas alors en mesure d'interdire complètement les importations de sucre, de viande et de produits carnés en provenance de Rhodésie du Sud, faute de disposer d'autres sources immédiates d'approvisionnement, il était cependant disposé à engager des consultations conformément à l'Article 50 de la Charte, si une telle démarche était jugée opportune.

Le Ministre des affaires étrangères du Portugal, dans sa communication datée du 3 février 1967, n'avait porté à la connaissance du Secrétaire général aucune mesure prise ou envisagée par le Gouvernement portugais en application de la résolution. Il avait déclaré que la réponse, en ce qui concernait ces mesures, devrait être étudiée en fonction des réponses qui seraient données à certaines questions posées et à certains "doutes" exposés dans sa communication. Dans une autre communication en date du même jour, le Ministre avait indiqué que du fait de l'application de plusieurs mesures prévues par les résolutions 221 (1966) et 232 (1966), la "province portugaise du Mozambique" avait subi de graves pertes économiques et financières. Il avait ajouté que "conformément à l'Article 50 de la Charte et aux fins de cet Article", le Gouvernement portugais désirait que soient entamées des consultations entre le Conseil de sécurité et lui afin de convenir des modalités de paiement de l'indemnisation due à la "province du Mozambique". Il

avait également demandé que cette question soit portée à la connaissance du Conseil aux fins d'examen.

Dans un additif à son rapport, présenté le 9 mars 1967, le Secrétaire général a reproduit les parties des nouvelles réponses qu'il avait reçues qui avaient trait au fond.

Il a appelé en particulier l'attention du Conseil sur la note du 27 février 1967 par laquelle le représentant permanent du Botswana avait transmis un mémoire dans lequel son gouvernement exprimait l'opinion que s'il appliquait la résolution 232 (1966) d'une manière plus stricte qu'il ne l'avait fait jusqu'alors, et si le régime illégal sud-rhodésien adoptait des mesures de représailles : a) en interdisant toutes les exportations de Rhodésie du Sud vers le Botswana, b) en interdisant l'exportation de produits du Botswana vers ou via la Rhodésie du Sud, et c) en empêchant le Botswana de faire venir de l'essence, du pétrole et des lubrifiants de Lourenço Marques via la Rhodésie du Sud, le Botswana en subirait le contre-coup, car la population aurait à faire face à une hausse sensible du coût de la vie. Si, en outre, le régime illégal sud-rhodésien prenait des mesures qui limiteraient gravement le fonctionnement du chemin de fer au Botswana, le Gouvernement du Botswana devrait affronter une crise économique extrêmement grave. Dans ces conditions, le Gouvernement du Botswana estimait que s'il appliquait des sanctions supplémentaires contre la Rhodésie du Sud conformément à la résolution 232 (1966), il s'exposerait aux difficultés économiques particulières dont il est question à l'Article 50 de la Charte.

F. — *La politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine*

RAPPORTS DU COMITÉ SPÉCIAL

Le 27 juin 1966, le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine a soumis à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité un rapport spécial sur la non-application du paragraphe 3 de la résolution 2054 A (XX) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci avait décidé d'élargir le Comité spécial en y ajoutant six membres qui seraient désignés par le Président de l'Assemblée sur la base de certains critères. Quinze des dix-neuf Etats Membres pressentis par le Président avaient indiqué qu'ils n'étaient pas disposés à se faire représenter au Comité. Un seul Etat Membre, l'URSS, avait accepté de faire partie du Comité, tandis que le Danemark et l'Italie avaient dit qu'ils accepteraient d'en faire partie si on pouvait élargir le Comité conformément aux critères fixés dans la résolution de l'Assemblée générale. Après avoir rendu hommage à l'URSS pour sa réponse affirmative, le Comité spécial a déclaré que le refus des autres Etats Membres, notamment de la part des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, dont trois membres permanents du Conseil de sécurité, constituait un précédent très grave et lourd de conséquences.

Le 21 octobre 1966, le Comité spécial a présenté à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité un rapport dans lequel il passait en revue les événements de l'année écoulée et formulait un certain nombre de recommandations. Il réaffirmait que des sanctions économiques universelles demeuraient le seul moyen efficace de régler pacifiquement la situation résultant de la poursuite de la politique d'apartheid par le Gouvernement de la République sud-africaine. Le Comité spécial recommandait

à l'Assemblée générale de réaffirmer ses résolutions antérieures sur le problème de l'apartheid, de déplorer que les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, dont trois membres permanents du Conseil de sécurité ne se soient pas conformés aux appels et aux demandes contenus dans la résolution 2054 A (XX); de noter que l'aggravation de la situation en Afrique du Sud était due principalement à l'attitude adoptée par ces puissances; et de souligner la nécessité urgente de résoudre le problème de l'apartheid en prenant des mesures décisives sous les auspices du Conseil de sécurité, étant donné la situation de plus en plus explosive en Afrique australe.

Le Comité spécial a recommandé en outre qu'une campagne contre l'apartheid soit lancée sous les auspices des Nations Unies pour montrer que l'Organisation est résolue à prendre toutes les mesures voulues pour éliminer l'apartheid.

Dans d'autres recommandations, le Comité spécial a proposé de prier le Secrétaire général d'organiser une conférence internationale ou un cycle d'études international consacré aux problèmes de l'apartheid, de la discrimination raciale et du colonialisme dans le Sud de l'Afrique; de prendre des mesures, en consultation avec le Comité spécial, pour assurer la publication en temps utile de statistiques relatives au commerce international de l'Afrique du Sud; et de créer au Secrétariat un centre ou un groupe spécial chargé d'assister les organes des Nations Unies dans la campagne internationale contre l'apartheid.

RAPPORT DU CYCLE D'ÉTUDES SUR L'APARTHEID

Le rapport du cycle d'études des Nations Unies sur l'apartheid, qui s'est tenu à Brasilia du 23 août au 4 septembre 1966 conformément à la résolution 2060 (XX) adoptée par l'Assemblée générale le 16 décembre 1965, a été présenté à l'Assemblée à sa vingt et unième session. Outre les participants envoyés par les Etats Membres, sept experts de l'apartheid, invités à la suite de l'arrangement pris d'un commun accord par le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et par la Commission des droits de l'homme ont pris part au cycle d'études.

Dans leurs conclusions, les participants au cycle d'études ont été unanimes à condamner la politique d'apartheid appliquée par le Gouvernement sud-africain et ils ont déclaré que l'Organisation des Nations Unies avait un intérêt vital à combattre la doctrine de l'apartheid et devait trouver d'urgence des moyens de la détruire. La très grande majorité des participants ont affirmé également que l'apartheid constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales, que le Conseil de sécurité devrait examiner ce problème sans tarder et qu'il serait bon que le Conseil de sécurité use, pour ce problème, "de procédures analogues à celles qu'il avait appliquées pour adopter une résolution sur la Rhodésie du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte". Toutefois, les participants de l'Argentine, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont indiqué qu'ils ne pouvaient admettre l'idée qu'il y eut à ce moment-là une menace à la paix et à la sécurité internationales au sens du Chapitre VII de la Charte.

Les autres recommandations du cycle d'études comportaient un appel aux Etats Membres pour qu'ils contribuent au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, au Defense and Air Fund

International et au programme d'enseignement et de formation de l'ONU à l'intention des Sud-Africains; pour qu'ils s'efforcent de faciliter le déplacement des réfugiés politiques sud-africains et de leur fournir un emploi approprié à l'issue de leur période d'instruction et de formation. Le cycle d'études a également recommandé que le massacre de Sharpeville soit commémoré chaque année, et qu'à cette occasion des collectes soient organisées en faveur du mouvement de lutte contre l'apartheid. Il a en outre estimé qu'il fallait créer un centre d'information au Secrétariat de l'ONU, pour diffuser des renseignements sur l'apartheid afin d'amener le public à prendre davantage conscience du problème. Le cycle d'études a jugé nécessaire et utile d'organiser à brève échéance une conférence sur l'Afrique du Sud et a recommandé que les Etats Membres convoquent une telle conférence en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine.

EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La question de la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine a été inscrite à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale sur la recommandation du Bureau. Pendant la discussion qui a eu lieu au Bureau, le représentant de la République sud-africaine a réaffirmé la position de son gouvernement selon laquelle l'inscription de cette question à l'ordre du jour et son examen par l'Assemblée seraient une violation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

Les débats sur cette question à la Commission politique spéciale ont commencé par des déclarations liminaires du Rapporteur et du Président du Comité spécial. Le Rapporteur (le représentant du Népal) a déclaré que le Comité spécial avait jugé nécessaire de soumettre, le 27 juin 1966, un rapport spécial sur la non-application du paragraphe 3 de la résolution 2054 A (XX) de l'Assemblée générale, prévoyant l'élargissement du Comité auquel on ajouterait six membres, pour que les Etats Membres puissent examiner sérieusement cette question. Des renseignements contenus dans le rapport du Comité daté du 21 octobre, il ressortait clairement que la politique de ségrégation et de discrimination du Gouvernement sud-africain était appliquée avec plus de rigueur que jamais et que la solution du problème de l'apartheid demeurerait toujours aussi lointaine.

Le Président du Comité spécial (le représentant de la Guinée) a déclaré que la situation en Afrique du Sud se caractérisait par quatre constantes: premièrement, la persistance et le durcissement de la politique d'oppression et d'exploitation des autorités de Pretoria; deuxièmement, l'indifférence des grandes puissances occidentales qui encourageaient l'Afrique du Sud à poursuivre sa politique d'apartheid; troisièmement, l'incapacité des Nations Unies à trouver une solution pacifique au problème, en raison surtout de l'attitude des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud qui refusaient de coopérer; et, quatrièmement, la détermination de la population opprimée du Sud-Ouest africain qui était résolue à se libérer par n'importe quel moyen et à n'importe quel prix. L'attitude des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud qui refusaient de coopérer à la recherche d'une solution pacifique, augmentait le risque d'un conflit racial violent dans le Sud de l'Afrique.

Les représentants qui ont pris parti au débat qui a suivi ont condamné la politique d'apartheid du Gouver-

nement sud-africain comme étant une violation des principes fondamentaux de la Charte, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. De nombreux représentants ont déclaré que l'ONU n'avait pu prendre de mesures efficaces contre la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud à cause de la persistance des principaux partenaires commerciaux de ce pays à ne pas coopérer. Ils ont souligné que, malgré les résolutions successives adoptées par l'Assemblée générale, le commerce de ces pays avec l'Afrique du Sud n'avait cessé de croître, permettant ainsi à l'Afrique du Sud de s'obstiner à braver l'ONU.

Le représentant de l'URSS a ajouté que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et d'autres membres de l'OTAN avaient méconnu les résolutions de l'Assemblée générale les invitant à prendre des mesures contre l'Afrique du Sud, parce que les investissements et le commerce régissaient la politique de ces pays.

Le représentant de l'Italie a dit que le commerce des pays désignés comme principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud ne se limitait pas aux échanges avec ce seul pays. Ces partenaires commerciaux étaient aussi les principales puissances commerciales du monde, et l'on donnerait une idée plus juste de la situation en précisant quel pourcentage le commerce de chacun de ces pays avec l'Afrique du Sud représentait par rapport au volume total des échanges de ce pays avec l'étranger.

La majorité des Membres, en faisant leurs recommandations du cycle d'études sur l'apartheid et celles du Comité spécial, ont dit qu'il faudrait lancer sous les auspices de l'ONU une campagne internationale de lutte contre la doctrine de l'apartheid. Ils ont ajouté que l'Organisation était directement intéressée par la lutte contre l'apartheid et devait de toute urgence trouver le moyen de l'éliminer.

Plusieurs représentants ont affirmé en outre que la politique d'apartheid était une menace à la paix et à la sécurité internationales et qu'il était indispensable que le Conseil de sécurité prenne des mesures aux termes du Chapitre VII de la Charte.

Les représentants du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède ont appuyé la recommandation du Comité spécial selon laquelle l'Assemblée générale devrait attirer l'attention du Conseil de sécurité sur le fait que la situation en Afrique du Sud constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales, qu'il était nécessaire de prendre des mesures aux termes du Chapitre VII de la Charte afin de résoudre le problème et que le seul moyen de parvenir à une solution pacifique consistait en des sanctions économiques universelles.

Le représentant de l'Irlande a déclaré que la politique des sanctions n'était pas toujours indiquée et qu'il fallait examiner de près la possibilité d'appliquer les sanctions économiques eu égard à leur efficacité, aux sacrifices qu'elles risquaient d'entraîner et aux conséquences d'un échec éventuel. Si le Conseil de sécurité devait adopter des mesures coercitives aux termes du Chapitre VII de la Charte, il devrait décider si, conformément à l'Article 48, tous les Etats Membres étaient tenus de prendre des mesures, et si, conformément à l'Article 49, les Membres de l'Organisation étaient tenus de se prêter mutuellement une assistance, financière ou autre, dans l'application de ces sanctions. Toutes les sanctions qu'imposerait l'ONU devaient donc être soigneusement élaborées si l'on voulait qu'elles aboutissent.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement formulait les réserves les plus expresses au sujet de la prise de sanctions économiques dans les circonstances actuelles. Il estimait que l'on n'avait pas épuisé les possibilités de trouver une solution pacifique et qu'il ne fallait pas orienter les efforts vers une répétition inutile de solutions simplistes. Il a ajouté que les Etats-Unis continuaient à rejeter la conclusion selon laquelle il n'y avait pas d'autres issues que l'affrontement menant à la catastrophe en Afrique du Sud, et que son pays était toujours prêt à participer à une action efficace et appropriée, conforme à la Charte, en vue d'assurer le respect des obligations de tous les Etats Membres.

Le 8 décembre, au nom de 43 Etats Membres, le représentant de la Guinée a présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) condamne la politique d'apartheid pratiquée par le Gouvernement de l'Afrique du Sud comme un crime contre l'humanité; 2) réaffirme que la situation en Afrique du Sud et la situation explosive qui en résulte en Afrique australe continuent de présenter une grave menace à la paix et à la sécurité internationales; 3) déplore l'attitude des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, dont trois membres permanents du Conseil de sécurité qui, par leur refus de coopérer dans l'application des résolutions de l'Assemblée, par leur refus de devenir membres du Comité spécial et par leur collaboration croissante avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud, ont encouragé ce dernier à persister dans sa politique raciale; 4) attire l'attention des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud sur le fait que leur collaboration croissante avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud, malgré les appels répétés de l'Assemblée générale, a rendu plus grave le danger d'un conflit violent, et les invite à prendre d'urgence des mesures tendant à mettre fin à leur collaboration avec l'Afrique du Sud et à faciliter une action efficace sous les auspices des Nations Unies afin d'éliminer l'apartheid; 5) fasse appel à tous les Etats: a) pour qu'ils se conforment entièrement aux décisions dûment prises par le Conseil de sécurité les invitant solennellement à cesser immédiatement la vente et la livraison à l'Afrique du Sud d'armes, de munitions de tous types, de véhicules militaires, ainsi que d'équipement et de matériels destinées à leur fabrication et à leur entretien; b) pour qu'ils découragent immédiatement l'établissement de relations économiques et financières plus étroites avec l'Afrique du Sud, particulièrement en ce qui concerne les investissements et le commerce, ainsi que l'octroi de prêts par des banques de leur pays au Gouvernement de l'Afrique du Sud ou à des sociétés sud-africaines et pour qu'ils rendent compte de mesures prises à cet égard au Secrétaire général, lequel transmettrait leurs rapports à l'Assemblée générale et au Comité spécial; c) pour qu'ils envisagent d'apporter un appui politique, moral et matériel à tous ceux qui combattent la politique d'apartheid, conformément aux recommandations du Cycle d'études sur l'apartheid; d) pour qu'ils contribuent d'une façon appropriée et généreusement aux programmes humanitaires ayant pour but d'aider les victimes de l'apartheid; e) pour qu'ils s'efforcent d'accorder asile, ainsi que les facilités de voyage et d'accès à l'enseignement et des possibilités d'emploi aux réfugiés d'Afrique du Sud; 6) prie le Secrétaire général: a) d'organiser le plus tôt possible, en consultation avec le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Décla-

ration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, une conférence internationale ou un cycle d'études international consacré aux problèmes de l'apartheid, de la discrimination raciale et du colonialisme dans le sud de l'Afrique et de soumettre le rapport de cette conférence ou de ce cycle d'études à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session; b) de prendre des mesures, en consultation avec le Comité spécial, pour assurer la publication à intervalles périodiques de statistiques relatives au commerce international de l'Afrique du Sud; c) de fournir au Comité spécial toute l'assistance nécessaire pour qu'il puisse faire connaître au public tout resserrement des liens économiques et financiers entre d'autres Etats et l'Afrique du Sud et faire rapport à ce sujet; d) d'engager des consultations avec la BIRD en vue d'obtenir qu'elle se conforme aux dispositions des résolutions 2105 (XX) et 2107 (XX) de l'Assemblée, ainsi que de la présente résolution et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session; e) de fournir au Comité spécial tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa tâche, y compris les moyens financiers adéquats; 7) attire encore une fois l'attention du Conseil de sécurité sur le fait que la situation en Afrique du Sud constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales, que des mesures prises au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies sont indispensables pour résoudre le problème de l'apartheid et que des sanctions économiques universelles obligatoires sont le seul moyen d'une solution pacifique; 8) invite le Comité spécial à continuer à prendre toutes mesures tendant à une meilleure exécution de son mandat et à cette fin, l'autorise: a) à se réunir en dehors du Siège, ou à envoyer un sous-comité en mission pour consulter les institutions spécialisées, les organisations régionales, les Etats et les organisations non gouvernementales sur les moyens de promouvoir la campagne internationale contre l'apartheid et pour examiner divers aspects du problème de l'apartheid; b) à continuer et à accroître la coopération avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en vue d'examiner les activités des groupes économiques étrangers qui, dans le sud de l'Afrique, entravent les efforts faits pour mettre un terme à l'apartheid, à la discrimination raciale et au colonialisme dans cette région; 9) prie le Secrétaire général et les institutions spécialisées d'accorder l'aide voulue pour que des personnes compétentes de nationalité sud-africaine qui sont victimes de l'apartheid soient employées dans leur secrétariat et l'administration de leurs programmes; 10) invite les institutions spécialisées, les organisations régionales, les Etats et les organisations non gouvernementales à coopérer avec le Secrétaire général et le Comité spécial dans l'accomplissement de la tâche qui leur est dévolue par la présente résolution.

Par 87 voix contre une (Portugal), avec 12 abstentions, le projet de résolution a été adopté par la Commission politique spéciale. Le 16 décembre, l'Assemblée générale a adopté le texte recommandé par la Commission politique spéciale par 84 voix contre 2 (Portugal et Afrique du Sud), avec 13 abstentions, en tant que résolution 2202 A (XXI).

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud

Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud a été constitué en exécution de la

résolution 2054 B (XX) adoptée par l'Assemblée générale le 15 décembre 1965, ses ressources devant permettre de consentir des dons aux organisations bénévoles, aux gouvernements des pays qui accueillent des réfugiés d'Afrique du Sud et à d'autres organismes appropriés, aux fins ci-après : fournir une assistance juridique aux personnes inculpées en vertu de lois discriminatoires et répressives en Afrique du Sud ; secourir les familles des personnes qui sont persécutées par le Gouvernement sud-africain en raison d'actes motivés par leur opposition à la politique d'apartheid ; subventionner l'éducation des détenus, de leurs enfants et d'autres personnes à leur charge ; secourir les réfugiés venus d'Afrique du Sud.

Le 1^{er} décembre 1966, le Secrétaire général a soumis à l'Assemblée générale un rapport sur le fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et lui a communiqué un rapport du Conseil d'administration du Fonds. Le Conseil d'administration indiquait que jusque-là le Fonds avait reçu, de vingt-deux gouvernements, des contributions d'un montant de 145 910 dollars et des annonces de contributions d'un montant de 10 500 dollars, et que 363 dollars de contributions avaient été versés par des organisations non gouvernementales et des particuliers. Le Fonds a consenti sept dons d'une valeur totale de 110 400 dollars. Par ailleurs, certains gouvernements avaient informé le Conseil d'administration du versement direct à des organisations non gouvernementales de secours et d'assistance, de contributions d'un montant total de 111 000 dollars.

Ayant pris la parole à la Commission politique spéciale de l'Assemblée générale, le Président du Conseil d'administration a lancé un nouvel appel pour que les pays versent de généreuses contributions au Fonds d'affectation. Il a dit que le Conseil d'administration savait bien que le Fonds ne visait pas à résoudre les problèmes politiques et sociaux dont s'occupaient d'autres organes des Nations Unies. Son but était de répondre à un besoin de caractère humanitaire limité, bien qu'urgent et manifeste. Par contre, il ne faisait aucun doute que l'assistance apportée aux victimes de l'apartheid par le regroupement des efforts de la communauté internationale apportait un soutien moral à tous ceux qui se trouvaient en Afrique du Sud et en dehors et qui œuvraient pour l'égalité raciale et la justice sociale.

Le 9 décembre 1966, un projet de résolution a été soumis par l'Algérie, la Bolivie, le Danemark, l'Éthiopie, la Malaisie et la Yougoslavie tendant à ce que l'Assemblée générale : 1) félicite le Secrétaire général et le Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud de leurs efforts pour assurer le bon fonctionnement du Fonds ; 2) exprime ses remerciements aux gouvernements, organisations et particuliers qui avaient versé des contributions au Fonds ; et 3) renouvelle son appel aux gouvernements, organisations et particuliers pour qu'ils versent au Fonds des contributions généreuses.

Le 12 décembre, par 99 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la Commission politique spéciale a adopté le projet de résolution et le 16 décembre, par 99 voix contre une, avec une abstention, l'Assemblée générale l'a adopté [résolution 2202 B (XXI)].

Le 15 juin 1967, vingt-huit États Membres et d'autres donateurs avaient versé plus de 387 500 dollars au Fonds d'affectation. En outre, neuf États Membres ont annoncé des contributions chiffrant à 87 000 dollars. Sur la

recommandation du Conseil d'administration, le Fonds a consenti huit dons, représentant une somme totale de 138 400 dollars.

CYCLE D'ÉTUDES INTERNATIONAL SUR L'APARTHEID, LA DISCRIMINATION RACIALE ET LE COLONIALISME DANS LE SUD DE L'AFRIQUE

En exécution du paragraphe 6 a) de la résolution 2202 A (XXI) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a consulté le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux à propos de l'organisation d'un cycle d'études international ou d'une conférence internationale consacré aux problèmes de l'apartheid, de la discrimination raciale et du colonialisme dans le sud de l'Afrique.

Sur recommandation des deux comités, le Secrétaire général a annoncé que le cycle d'études aurait lieu en juillet 1967.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION POUR LES SUD-AFRICAINS

Jusqu'ici treize États Membres ont versé, en vue du financement du programme d'enseignement et de formation pour les Sud-Africains, institué en exécution du paragraphe 11 de la résolution 191 (1964) du Conseil de sécurité, des contributions volontaires de plus de 376 000 dollars qui se sont ajoutées à la somme de 237 000 dollars versée par cinq États Membres au titre d'un programme provisoire en 1965. Trois autres États Membres ont annoncé des contributions de près de 113 000 dollars. Cent bourses ont été accordées pour l'année universitaire 1966-1967.

Conformément aux dispositions de la résolution 2235 (XXI) adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 1966, le Secrétaire général étudie la question de la fusion et de l'intégration de ce programme avec le programme spécial d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain et le programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal.

G. — Plainte portée contre le Portugal par la République démocratique du Congo

Dans une lettre datée du 21 septembre 1966 et adressée au Président du Conseil de sécurité, la République démocratique du Congo a accusé le Portugal de se prêter à ce que ses territoires africains de l'Angola et de Cabinda soient utilisés comme bases opérationnelles par des mercenaires que recrutait l'opposition en Europe afin de renverser les autorités légitimes du Congo. La République démocratique du Congo a demandé que le Conseil soit convoqué et a instamment prié le Conseil d'inviter le Portugal à mettre fin à son agression.

Le 24 septembre, le Portugal s'est plaint de ce qu'environ 400 personnes avaient attaqué le même jour l'immeuble abritant son ambassade à Kinshasa, s'étaient emparées de la personne du Chargé d'affaires, l'avaient blessé et emmené vers une destination inconnue. L'ambassade avait été incendiée et ses archives mises à sac. Les jours précédents, des stations radiophoniques et d'autres moyens d'information congolais avaient lancé des appels et des incitations à la violence contre le Portugal et la communauté portugaise résidant au

Congo. Le Gouvernement portugais avait décidé de porter ces faits à l'attention du Conseil de sécurité et de le prier de presser le Gouvernement congolais de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la vie et les biens des ressortissants portugais et libérer le personnel de l'ambassade séquestré en territoire congolais.

Le Conseil de sécurité a inscrit cette question à son ordre du jour le 30 septembre. Il a invité les représentants de la République démocratique du Congo, du Portugal, de la République-Unie de Tanzanie, du Burundi, de la République centrafricaine et du Congo (Brazzaville) à participer, sans droit de vote, à la discussion. Le Conseil a examiné cette question au cours de quatre séances, tenues entre le 30 septembre et le 14 octobre 1966.

Pendant les débats qui se sont déroulés au Conseil, le représentant de la République démocratique du Congo a accusé le Portugal d'intervenir dans les affaires intérieures de son pays en consentant à ce que l'Angola soit utilisé comme base d'opérations contre son pays. L'ancien Premier Ministre, Moïse Tshombé, recrutait des mercenaires pour un autre coup au Katanga et leur entraînement avait lieu dans des bases situées en Angola, près de la frontière congolaise. Les renseignements à cet effet provenaient de différentes sources, principalement des gouvernements de certains pays amis d'Europe occidentale et d'anciens mercenaires au Congo. La découverte, par les autorités françaises, d'un camp de mercenaires dans l'Ardèche avait confirmé le bien-fondé de ces rapports. On avait également appris que des commandos d'hommes-grenouilles recevaient un entraînement en France dans d'autres camps avant d'être utilisés au Congo. A en juger par les témoignages des mercenaires arrêtés en France, il était apparu clairement que l'on avait choisi l'Angola pour y établir une base de mercenaires. Le Portugal aidait les mercenaires parce que le Gouvernement congolais avait reconnu *de jure* le Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil. Le Gouvernement congolais s'était adressé au Conseil de sécurité afin d'attirer l'attention de la communauté mondiale sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant de l'ingérence du Portugal dans ses affaires intérieures.

Le représentant du Portugal a déclaré qu'il n'y avait en Angola ni mercenaires, ni camps, ni matériel de guerre destinés à troubler la paix dans la République démocratique du Congo ou ailleurs. Les accusations d'animosité et de mauvaise volonté portées contre le Portugal constituaient une injustice flagrante et émanaient, pour comble d'ironie, d'un gouvernement qui avait autorisé l'établissement sur son territoire de bases devant servir à des opérations dirigées contre le Portugal. La souveraineté portugaise sur l'Angola était un fait et le Congo, quelles que soient les tendances politiques de son gouvernement, n'avait aucun droit d'y troubler la paix. Dès que la plainte congolaise avait été portée devant le Conseil, la radio et les autres moyens d'information de Kinshasa avaient lancé contre le Portugal une campagne de haine qui avait conduit aux déplorables incidents du 24 septembre, date à laquelle l'ambassade du Portugal avait été attaquée. Le Gouvernement portugais avait jugé qu'il fallait soumettre la question au Conseil de sécurité en lui demandant de rappeler au Gouvernement congolais qu'il avait la responsabilité de protéger la vie et les biens des ressortissants portugais vivant au Congo. Le Portugal était disposé à autoriser qu'une enquête soit effectuée au sujet de l'allégation relative à l'existence de bases de

mercenaires en Angola si la République démocratique du Congo consentait à faire preuve de la même bonne volonté et du même esprit de coopération en autorisant une enquête du même ordre touchant les bases anti-portugaises situées sur son territoire.

Le représentant de la République démocratique du Congo a répondu que les Portugais établis dans son pays vivaient en paix et qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucune menace. Le Gouvernement congolais avait lancé une mise en garde contre le danger que présentait l'entreprise relative aux mercenaires venant de l'Angola, qu'elle risquait de déclencher la colère des populations et qu'elle pouvait rendre le gouvernement incapable de s'acquitter de ses obligations en ce qui concerne la protection des citoyens étrangers. Le représentant de la République démocratique du Congo a ajouté que, de toute évidence, son pays et le Portugal ne pourraient jamais s'entendre à propos de l'assistance fournie aux patriotes angolais. Ce n'est que quand le Portugal aurait commencé le processus de décolonisation qu'ils seraient en mesure de s'entendre.

Le 13 octobre, la Jordanie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda ont déposé un projet de résolution tendant notamment à ce que le Conseil de sécurité: 1) invite instamment le Gouvernement portugais, eu égard à sa propre déclaration, à ne pas permettre entre autres à des mercenaires étrangers d'utiliser l'Angola comme base opérationnelle en vue d'une ingérence dans les affaires intérieures de la République démocratique du Congo; 2) invite tous les Etats à s'abstenir ou cesser d'intervenir dans les affaires intérieures de la République démocratique du Congo et 3) prie le Secrétaire général de suivre de près l'application de la résolution.

En présentant le projet de résolution, le représentant du Mali a dit que ce texte avait été mis au point par le groupe africain à l'Organisation des Nations Unies et qu'il était appuyé par ses collègues asiatiques. Il a ajouté que le recrutement d'expatriés en vue de détruire l'ordre public devait être condamné et interdit.

Le représentant du Nigéria a dit que sa délégation acceptait sans hésitation aucune les allégations du Congo. Il était douteux qu'une enquête permette de se faire une idée plus exacte de la situation dans les bases. Le représentant du Nigéria s'est excusé envers les nations africaines des termes modérés du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution. Par déférence pour certains membres qui répugnaient à condamner le Portugal sans avoir la preuve de la présence de bases et de mercenaires en Angola, les auteurs n'avaient pas fait figurer un paragraphe condamnant le Portugal; cela ne signifiait pas qu'ils ne considéraient pas les accusations comme justifiées.

Le représentant du Portugal a dit que le projet de résolution n'était pas motivé par une preuve quelconque à l'appui de la plainte congolaise mais par d'autres considérations. Ce texte visait à satisfaire le Congo en des termes discriminatoires à l'égard du Portugal; il enjoignait au Portugal de ne pas fournir de bases aux mercenaires en Angola en vue d'une action contre le Congo et faisait état, dans son préambule, de "l'Angola sous administration portugaise"; le Portugal protestait avec la plus grande énergie contre une telle appellation. La souveraineté portugaise sur l'Angola n'était pas en cause. Bien qu'il ait été pris note dans le projet de résolution de la déclaration du représentant du Portugal selon laquelle il n'y avait en Angola ni mercenaires, ni camps, ni matériel de guerre destinés à troubler la paix au Congo, le Portugal y était prié de s'abstenir de faire ce qu'il avait déjà déclaré qu'il ne faisait pas. Le projet

intervertissait les faits et demandait à la victime de ne pas s'en prendre à celui qui l'avait lésée. On ne s'était nullement efforcé de concilier et de faciliter les relations entre les deux pays; on avait au contraire tenté de juger unilatéralement le Portugal. Le projet de résolution faisait fi de toute équité et de toute impartialité et visait uniquement à donner aux accusateurs les moyens de marquer des points immérités. Le Gouvernement portugais ne pouvait accepter ce projet de résolution qui, s'il était adopté, ne pourrait qu'entraîner de graves conséquences dont le Portugal refusait d'être tenu responsable.

Les représentants de la République-Unie de Tanzanie, du Burundi, de la République centrafricaine et du Congo (Brazzaville) ont appuyé sans réserve les accusations portées par la République démocratique du Congo contre le Portugal. Le représentant de la Tanzanie a déclaré que son pays, de même que les autres Etats indépendants d'Afrique, considéraient toute agression commise sans provocation par le Portugal contre le territoire congolais comme une attaque contre eux tous.

Les représentants de la Bulgarie et de l'URSS ont été d'avis que certains alliés occidentaux du Portugal et l'OTAN elle-même jouaient un rôle dans l'élaboration et l'application de la politique consistant à susciter des divisions internes et à fomenter des luttes fratricides dans les Etats africains nouvellement indépendants.

Les représentants des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont dit que le meilleur moyen, et aussi le plus sage, d'arriver à une décision, serait de procéder à une enquête impartiale sur les faits incrimés.

Les représentants de la France, du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande ont déclaré qu'ils ne pourraient appuyer le projet de résolution que si le paragraphe 1 du dispositif faisait l'objet d'un vote séparé.

Les représentants du Japon, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et de la France, ont dit combien ils regrettaient que l'ambassade du Portugal à Kinshasa ait été attaquée.

Le 14 août 1966, le Conseil de sécurité a voté sur le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution. Ce paragraphe a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions. L'ensemble du projet de résolution a alors été adopté à l'unanimité [résolution 226 (1966)].

H. — La situation dans la République Dominicaine

En 1966, le Secrétaire général, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité du 14 et du 22 mai 1965, a continué à faire rapport au Conseil sur la situation dans la République Dominicaine, sur la base des renseignements communiqués par les services de son représentant spécial dans ce pays. Les rapports, portant sur la période du 16 juin au 21 septembre 1966, avaient trait aux résultats définitifs des élections nationales qui avaient eu lieu le 1^{er} juin 1966 dans la République Dominicaine, l'entrée en fonctions du gouvernement nouvellement élu et le retrait de la Force interaméricaine de paix de la République Dominicaine, qui s'est terminé le 21 septembre 1966. Le Conseil a également reçu des communications à ce sujet de l'Organisation des Etats américains.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Dans un rapport publié le 22 juin 1966, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité des résultats

définitifs des élections nationales du 1^{er} juin 1966, tels qu'ils avaient été annoncés le 21 juin par la Commission électorale centrale de Saint-Domingue. Ces résultats étaient les suivants: M. Joaquin Balaguer 769 265 voix, M. Juan Bosch 525 230 voix et M. Rafael Bonnelly 39 535 voix.

Dans une déclaration publiée le même jour, la Commission électorale centrale a mentionné que le Parti do Revolucionario Dominicano et le Parti do Revolucionario Social-Christiano avaient contesté les résultats des élections dans 189 bureaux de vote, représentant au total 68 079 suffrages. Il était dit de plus dans cette déclaration que, comme le nombre total de voix contestées ne pouvait modifier à un degré appréciable les résultats des élections, la Commission avait déclaré M. Balaguer élu aux fonctions de président et M. Francisco Augusto Lora à celles de vice-président. Dans les élections au Congrès, le Parti do Reformista avait obtenu 22 sièges au Sénat et 47 sièges à la Chambre des députés et le Parti do Revolucionario Dominicano 5 sièges au Sénat et 26 sièges à la Chambre des députés.

Dans un additif publié le 25 juin, le Secrétaire général a signalé que le 22 juin la Commission électorale centrale avait délivré à M. Balaguer et à M. Lora, les certificats nécessaires pour confirmer leur élection.

COMMUNICATION DU 24 JUIN 1966 ÉMANANT DE L'ORGANISATION DES ETATS AMÉRICAINS

Le 24 juin, le Secrétaire général de l'OEA a communiqué au Conseil de sécurité le texte d'une résolution adoptée ce jour-là par la Dixième Réunion de consultation des Ministres des relations extérieures des Etats américains. Dans cette résolution, la Dixième Réunion de consultation, considérant que ses buts fondamentaux avaient été pleinement atteints puisque des élections populaires avaient eu lieu dans la République Dominicaine et avaient eu pour résultat de donner à ce pays un gouvernement constitutionnel et démocratique, décidait que le retrait de la Force interaméricaine de paix devrait commencer avant le 1^{er} juillet 1966 et s'opérer dans un délai maximum de 90 jours. Par ailleurs, dans cette résolution, la Commission spéciale de l'OEA était invitée en accord avec le Gouvernement dominicain, à donner à la Force interaméricaine de paix les instructions nécessaires concernant les dates du retrait et la façon de l'opérer.

NOUVEAUX RAPPORTS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Dans un additif à son rapport publié le 30 juin, le Secrétaire général a fait savoir au Conseil de sécurité que, conformément aux dispositions de la résolution adoptée le 24 juin par la Dixième Réunion de consultation des Ministres des relations extérieures des Etats américains, des éléments de la Force interaméricaine de paix avaient commencé à se retirer de la République Dominicaine le 28 juin. Selon un communiqué publié le 28 juin par le quartier général de la Force à Saint-Domingue, le retrait des troupes et du matériel s'échelonnait sur une période de trois mois. Le communiqué signalait que l'effectif total de la Force, qui était de 23 000 hommes en mai 1965, était tombé au chiffre de 8 000 hommes environ.

Le Secrétaire général a informé le Conseil que le gouvernement provisoire avait pris le 29 juin un décret portant réintégration dans les forces armées de la République des officiers et des hommes en service actif le 24 avril 1965, aux grades qu'ils détenaient à cette date. La réintégration serait fondée sur la liste officielle du personnel militaire en poste au "Camp du 27 février".

Le 2 juillet, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que M. Balaguer et M. Lora avaient prêté serment la veille, devant le Président de l'Assemblée nationale, en tant, respectivement, que Président et Vice-Président de la République Dominicaine. Dans son discours d'entrée en fonctions, M. Balaguer avait déclaré que le pays avait retrouvé l'ordre et que nul ne serait autorisé à vivre en dehors de la légalité. Il avait formulé une politique d'austérité devant permettre d'édifier sur des bases plus solides la structure économique, administrative et financière de la République. Son gouvernement appuierait l'OEA et s'emploierait, à l'intérieur de cette organisation, à veiller à ce que jamais plus des troupes étrangères ne portent atteinte à la souveraineté nationale. Il était dans les intentions de son gouvernement d'agir avec la dernière énergie si les extrémistes cherchaient à troubler l'ordre public mais il protégerait les membres de l'opposition contre les persécutions et veillerait à ce que les symboles de l'oppression passée disparaissent à jamais de la vie dominicaine.

Pendant la période du 3 août au 21 septembre 1966, le Secrétaire général, sur la base des renseignements communiqués par les services de son représentant à Saint-Domingue, a soumis au Conseil dix rapports contenant des renseignements détaillés relatifs au retrait de la Force interaméricaine de paix de la République Dominicaine. Les rapports ont indiqué que le retrait des troupes et du matériel de la Force, ainsi que d'autre personnel militaire a été échelonné sur la période de 90 jours prévue dans la résolution de l'OEA du 24 juin.

Le 21 septembre 1966, le Secrétaire général a informé le Conseil que, par suite du départ ce jour-là des dernières troupes de la Force interaméricaine, de son commandant le général brésilien Alvaro Alves da Silva Braga et de son commandant adjoint le général américain Robert Lindwill, le retrait de la Force s'était achevé.

COMMUNICATION DU 20 SEPTEMBRE 1966 ÉMANANT DE L'ORGANISATION DES ETATS AMÉRICAINS

Le 20 septembre 1966, le Secrétaire général adjoint de l'OEA a communiqué au Conseil, pour son information, le texte d'un rapport de la Commission spéciale de l'OEA à la Dixième Réunion de consultation des Ministres des relations extérieures sur l'application de la résolution de l'OEA du 24 juin relative au retrait de la Force interaméricaine de paix de la République Dominicaine. Le rapport indiquait notamment l'opinion de la Commission sur le rôle joué par la Force en ce qui concerne l'évolution de la situation dans la République Dominicaine.

COMMUNICATION DU MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Dans une lettre datée du 13 octobre 1966, le Ministre des relations extérieures de la République Dominicaine, M. Gilberto Herrera Baez, après avoir exprimé à l'Organisation des Nations Unies la reconnaissance de son pays pour l'intérêt qu'elle avait porté au rétablissement de la paix et de l'harmonie dans la République Dominicaine, avait déclaré que les objectifs de la résolution 203 (1965) du Conseil de sécurité du 14 mai 1965 ayant, de l'avis de son gouvernement, été atteints, il convenait de retirer la Mission des Nations Unies de la République Dominicaine.

NOUVEAU RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Dans le rapport daté du 14 octobre 1966 qu'il a soumis au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a

attiré l'attention sur les événements importants qui avaient eu lieu en République Dominicaine, y compris l'entrée en fonction le 1^{er} juillet 1966 du gouvernement nouvellement élu de M. Joaquin Balaguer et le retrait, le 21 septembre, des derniers éléments de la Force interaméricaine de paix et a déclaré que, dans ces conditions, il avait fait entreprendre le retrait de la Mission des Nations Unies de la République Dominicaine, qui devait s'achever sous peu.

Le 22 octobre 1966, la Mission des Nations Unies en République Dominicaine, créée en exécution de la résolution 203 (1965) du Conseil de sécurité, a mis fin à ses activités et a été retirée de Saint-Domingue.

I. — Représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies

Une question intitulée "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies" a été inscrite à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, à la demande des pays suivants : Albanie, Algérie, Cambodge, Congo (Brazzaville), Cuba, Guinée, Mali, Roumanie et Syrie.

Dans le mémoire explicatif annexé à leur lettre du 29 août 1966, les représentants de ces pays déclaraient que la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies était vitale pour l'avenir de l'Organisation. Le refus de restituer ces droits à ce pays, qui s'inspirait de considérations exclusivement politiques, constituait un déni de justice d'une extrême gravité et allait à l'encontre de l'un des principes essentiels de l'Organisation, à savoir celui de l'universalité. La République populaire de Chine aspirait sincèrement à la paix et à la coexistence pacifique avec tous les pays et s'était toujours déclarée en faveur des peuples en lutte contre le colonialisme. Les Etats-Unis d'Amérique ne cessaient d'accuser la République populaire de Chine de se refuser à toute coopération internationale et la présentaient comme ennemie irréductible des pays qui ne partageaient pas son idéologie ; cependant, les faits prouvaient sans l'ombre d'un doute que la République populaire de Chine s'était toujours montrée parfaitement respectueuse de l'indépendance et de la dignité des autres pays. Aucun problème international d'importance ne pourrait être résolu sans sa participation. L'accession de la Chine au rang de puissance nucléaire était venue confirmer ce fait. C'est pourquoi la seule attitude réaliste et juste serait l'abandon de la politique de "quarantaine" poursuivie par certaines puissances à l'égard de la République populaire de Chine depuis plus de 16 ans. Le rétablissement de la République populaire de Chine dans ses droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies et dans tous les organes qui en dépendent, et la reconnaissance de ses représentants comme seuls représentants légitimes de la Chine à l'ONU, constituaient une impérieuse nécessité pour le renforcement de l'autorité et de l'audience de l'Organisation. Cet acte impliquait l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kai-chek du siège qu'ils occupaient illégalement. Retarder l'échéance ne ferait que contribuer davantage à l'affaiblissement de cette autorité.

L'Assemblée générale a examiné cette question au cours de douze séances plénières du 18 au 29 novembre 1966.

Trois projets de résolution ont été présentés à l'Assemblée. Aux termes du premier de ces projets, qui avait un caractère procédurier, présenté par l'Australie,

la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, le Gabon, l'Italie, le Japon, Madagascar, le Nicaragua, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Thaïlande et le Togo, l'Assemblée affirmerait à nouveau que la décision qu'elle avait prise par sa résolution 1668 (XVI) du 15 décembre 1961, selon laquelle, conformément à l'Article 18 de la Charte des Nations Unies, toute proposition tendant à modifier la représentation de la Chine était une question importante, demeurerait valable.

Le deuxième projet de résolution a été présenté par l'Albanie, l'Algérie, le Cambodge, le Congo (Brazzaville), Cuba, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Pakistan, la Roumanie et la Syrie. Selon ce projet, l'Assemblée générale devait décider le rétablissement de la République populaire de Chine dans tous ses droits et la reconnaissance des représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, ainsi que l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kai-shek du siège qu'ils occupaient illégalement à l'Organisation des Nations Unies et dans tous les organismes qui s'y rattachent.

Selon le troisième projet de résolution, qui avait pour auteurs la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Italie et Trinité et Tobago, l'Assemblée devait décider : 1) de créer un comité composé d'Etats Membres, désigné par l'Assemblée générale, qui aurait pour mandat d'explorer et d'étudier la situation sous tous ses aspects afin de formuler à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, des recommandations appropriées en vue d'une solution équitable et pratique de la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, en conformité des principes et des buts de la Charte, et 2) de faire appel à tous les gouvernements intéressés pour qu'ils prêtent leur concours au comité dans la recherche d'une telle solution.

Les représentants de 69 Etats ont pris part à la discussion générale et aux explications de vote. En ce qui concerne la question de procédure, les auteurs du projet de résolution des quinze puissances ont fait valoir notamment les arguments suivants : la question de l'admission de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies avait un caractère politique, revêtait de toute évidence une importance primordiale et devait par conséquent être tranchée, aux termes de la Charte, à la majorité des deux tiers ; l'Assemblée avait déjà pris une décision très nette dans ce sens dans sa résolution 1668 (XVI), adoptée en 1961, et avait affirmé dans sa résolution 2025 (XX), adoptée en 1965, que cette décision demeurerait valable ; la question revêtait une importance particulière parce qu'elle impliquait le changement de la représentation d'un membre permanent du Conseil de sécurité, c'est-à-dire un des cinq Membres de l'Organisation des Nations Unies auxquels la Charte reconnaissait des responsabilités particulières ; enfin, la distinction entre "questions de procédure" et "toutes autres questions", établie par les représentants qui estimaient que la question de la représentation de la Chine relevait de la procédure et n'était donc pas une question importante au sens de l'Article 18 de la Charte, n'intéressait que le Conseil de sécurité, l'Assemblée, pour sa part, établissant une distinction entre "les questions importantes" et "les autres questions", et une question de procédure n'étant pas nécessairement, à ses yeux, une question dénuée d'importance. On a également cité la résolution 396 (V) de l'Assemblée générale, datée du 14 décembre 1950, par laquelle l'Assemblée avait recommandé que, chaque fois que plus d'une autorité prétendait être le gouvernement qualifié

pour représenter un Etat Membre, et que la question donnait lieu à controverses au sein de l'Organisation des Nations Unies, cette question soit examinée à la lumière des buts et des principes de la Charte et des circonstances propres à chaque cas.

Les représentants hostiles au projet de résolution de procédure ont fait valoir qu'il s'agissait uniquement d'une manœuvre visant à retarder le rétablissement des droits de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, que la question n'était pas d'admettre un nouveau Membre à l'Organisation, mais de faire accréditer les représentants véritables d'un Etat qui était déjà Membre de l'Organisation, et que cette question ne pouvait, par conséquent, être considérée comme importante au sens de l'Article 18 de la Charte ; enfin, que, dans tous les autres cas où le gouvernement d'un Etat Membre avait changé et où le nouveau gouvernement exerçait une autorité effective, la représentation lui avait été accordée en vertu du règlement relatif à l'approbation des pouvoirs des représentants.

Les arguments avancés par les partisans du projet de résolution des 11 puissances, réclamant, pour les représentants de la République populaire de Chine, le droit d'occuper le siège de la Chine, s'appuyaient notamment sur les points suivants : le Gouvernement de la République populaire de Chine exerçait depuis longtemps une autorité effective sur l'ensemble de la Chine, à l'exception de Taïwan, et était par conséquent le seul gouvernement pouvant prétendre représenter le peuple chinois ; il n'existait qu'une seule Chine, qui ne pouvait être représentée à l'Organisation des Nations Unies que par un seul gouvernement, et affirmer le contraire reviendrait à créer un précédent dangereux ; la République populaire de Chine était un Etat démocratique et pacifique qui suivait une politique de coopération internationale, alors que la République de Chine constituait un régime croupion artificiellement maintenu au pouvoir dans la province chinoise de Taïwan par les Etats-Unis ; aucune mesure valable en matière de désarmement ne pouvait être prise sans la participation de la République populaire de Chine, surtout depuis qu'elle était devenue une puissance nucléaire ; enfin, l'absence des représentants d'un quart de la population mondiale portait gravement atteinte au principe de l'universalité de l'Organisation des Nations Unies, réduisant son autorité et son efficacité. Un certain nombre de représentants ont également mis l'accent sur le fait que la recherche de la paix au Viet-Nam et, d'une manière générale, d'un règlement durable en Asie du Sud-Est ne pouvait être poursuivie avec réalisme sans la participation de la République populaire de Chine.

Les adversaires du projet de résolution ont argué notamment ceci : le régime communiste chinois était indigne de devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies parce qu'il avait foulé aux pieds les buts et les principes de la Charte et menait une politique de subversion et d'agression à l'échelle mondiale ; il avait posé des conditions à son entrée à l'Organisation des Nations Unies qui révélaient clairement que son véritable désir n'était pas de coopérer aux activités de l'Organisation, mais de les saboter. Voter pour son admission à l'ONU reviendrait à se rendre complice de l'agression et à nier les principes fondamentaux de la Charte. La présence du régime communiste chinois à l'Organisation des Nations Unies ne pouvait contribuer à résoudre les problèmes auxquels l'Organisation avait à faire face, en fait de désarmement ou dans d'autres domaines, et ne servait les intérêts véritables ni des pays non engagés ni de l'Organisation elle-même. Plus

seurs représentants, tout en se déclarant disposés, à des degrés divers, à envisager l'admission de la République populaire de Chine, se sont également prononcés contre le projet de résolution, car son adoption entraînerait automatiquement l'expulsion de la République de Chine, qui était un des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et exerçait une autorité effective sur un territoire plus étendu et une population plus nombreuse que ceux de maints Etats Membres. Beaucoup ont exprimé l'avis qu'on devait trouver un moyen d'assurer la représentation des deux gouvernements à l'Organisation des Nations Unies.

Le projet de résolution des six puissances, demandant la création d'un comité d'étude, a été présenté par le représentant de l'Italie, qui a déclaré que l'intention de ses auteurs était d'aborder sous un angle nouveau un problème que, depuis 16 ans, l'Assemblée s'était trouvée incapable de résoudre. Tant qu'on n'aurait pas essayé de connaître les intentions véritables du Gouvernement de la République populaire de Chine à l'égard de l'Organisation des Nations Unies, le débat sur la représentation de la Chine conserverait un caractère peu concluant et stérile. Le mandat du comité envisagé consisterait essentiellement à effectuer, en s'attachant aux faits, une étude approfondie de la situation en Chine, y compris les intentions officielles du gouvernement de Pékin, et à formuler des conclusions et propositions en vue d'une solution qui seraient soumises à l'Assemblée à sa vingt-deuxième session. La création de ce comité était un moyen de tirer l'Assemblée de l'impasse actuelle et de considérer l'ensemble du problème sous un jour nouveau. Si le projet de résolution des 11 puissances était rejeté, ne pas voter pour la proposition des six puissances reviendrait à ne rien entreprendre pour préparer une décision constructive qui serait prise à la prochaine session de l'Assemblée.

Les partisans du projet de résolution ont fait valoir que celui-ci constituerait une tentative utile pour préciser les intentions du gouvernement de Pékin et reprendre la recherche d'une solution à la question, qui se trouvait au point mort. D'autres représentants ont fait remarquer que le projet de résolution permettrait de se rapprocher d'une solution négociée du problème; le mandat du comité envisagé dépassait en portée celui d'un comité analogue constitué en 1950 et, d'ailleurs, la situation avait sensiblement changé entre-temps.

Le représentant du Canada, tout en appuyant le projet de résolution, a exprimé l'avis qu'il n'allait pas assez loin parce qu'il ne formulait pas de directives expresses. Aux yeux de son gouvernement, une solution provisoire raisonnable du problème pouvait se fonder sur les principes suivants: admission de la République de Chine et de la République populaire de Chine à l'Assemblée générale en qualité de Membres représentant le territoire sur lequel elles exerçaient une juridiction effective et admission de la République populaire de Chine au Conseil de sécurité, comme membre permanent.

Les adversaires du projet de résolution ont soutenu qu'il s'agissait d'une tentative inutile et injustifiée de retarder le rétablissement de la République populaire de Chine dans ses droits légitimes, car la question était clairement posée et ne nécessitait ni comités d'étude ni enquêtes d'aucune espèce. D'autres représentants ont dit que la proposition était une manœuvre pour préparer le terrain à une solution des "deux Chines", qu'ils considéraient entièrement inacceptable pour diverses raisons, notamment parce qu'elle perpétuerait l'occupation militaire de l'île de Taïwan, qui faisait partie intégrante de la Chine, par les Etats-Unis. On a également affirmé

qu'une proposition analogue avait été adoptée en 1950 et que le comité créé à cette époque n'était parvenu à aucun résultat; que la proposition, telle qu'elle se trouvait formulée, tendait à préjuger la question et qu'elle impliquait un traitement discriminatoire, puisqu'on essayait par ce moyen d'éviter la procédure normale prévue par l'Organisation des Nations Unies pour la solution des problèmes de représentation et d'en établir une nouvelle pour trancher la question de la représentation de la Chine. Le représentant de la Chine a déclaré que son gouvernement était catégoriquement opposé à la proposition. A son avis, le projet de résolution, malgré toute l'objectivité qu'on voulait y voir, avait de toute évidence pour but de préparer le terrain en vue d'admettre finalement le gouvernement de Pékin à l'ONU, ce qui serait une catastrophe non seulement pour le peuple chinois, mais pour tous les pays libres d'Asie et, en vérité, pour le monde entier.

Le 29 novembre, l'Assemblée générale a adopté par 66 voix contre 48, avec 7 abstentions, le projet de résolution des quinze puissances sur la procédure. Après que le Président eut annoncé qu'à la suite de l'adoption de cette résolution le texte des onze puissances devait, pour être adopté, obtenir la majorité des deux tiers, l'Assemblée a rejeté le projet de résolution des onze puissances par 57 voix contre 46, avec 17 abstentions. La représentation de la Chine est donc demeurée inchangée. Une motion de la Syrie tendant à ce que la règle de la majorité des deux tiers soit également appliquée au projet de résolution des six puissances demandant la création d'un comité d'étude a été adoptée par 51 voix contre 37, avec 30 abstentions. L'Assemblée a ensuite rejeté le projet de résolution des six puissances par 62 voix contre 34, avec 25 abstentions.

J. — Question de Corée

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a inscrit à l'ordre du jour deux points relatifs à la Corée: le point 31, intitulé "Question de Corée: rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée", et le point 93, intitulé "Retrait de toutes les troupes des Etats-Unis et autres troupes étrangères occupant la Corée du Sud sous le couvert des Nations Unies et dissolution de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée", ce dernier proposé par dix Etats Membres.

Dans un mémoire explicatif, ces dix Etats Membres ont déclaré notamment que si la Corée n'avait pas été encore réunifiée et que si la nation coréenne continuait d'être divisée, il fallait en rechercher la raison principale dans l'ingérence brutale de l'étranger dans les affaires intérieures du peuple coréen. Cette ingérence consistait avant tout dans l'occupation persistante de la Corée du Sud par les forces armées des Etats-Unis d'Amérique. En soumettant cette question à l'Assemblée générale, les gouvernements intéressés exprimaient l'espoir que l'examen de ce problème contribuerait à réparer l'injustice faite au peuple coréen, que toutes les troupes étrangères seraient retirées de la Corée du Sud, que la CNUURC serait dissoute et que la prétendue "question de Corée" serait supprimée de l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies.

La Première Commission a étudié ces deux points au cours de douze séances, du 1^{er} au 5 décembre et du 12 au 16 décembre 1966.

La Première Commission était saisie du seizième rapport annuel de la CNUURC, qui portait sur la période du 3 septembre 1965 au 19 août 1966. La CNUURC notait, à propos de l'unification et des

moyens de la réaliser, que le Gouvernement de la République de Corée avait affirmé à de nombreuses reprises que sa politique, essentiellement fondée sur l'acceptation de la formule proposée par les Nations Unies en vue de la réalisation de l'unité nationale, demeurerait inchangée. Elle déclarait, à ce propos, que les efforts qu'elle avait déployés pour assurer la réalisation des objectifs des Nations Unies en Corée et rechercher le règlement du problème coréen, conformément à son mandat, avaient été contrariés par le refus persistant des autorités nord-coréennes d'accepter les recommandations de l'Assemblée générale et de reconnaître l'autorité et la compétence des Nations Unies pour ce qui est de la solution de la question de Corée. D'autre part, la Première Commission était saisie de communications, mémoires, et autres documents émanant de la République de Corée et de la République populaire démocratique de Corée.

Comme lors de sessions précédentes de l'Assemblée, la Première Commission a tout d'abord débattu la question de savoir s'il fallait inviter la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée à participer à la discussion sans droit de vote. A ce propos, trois projets de résolutions ont été présentés.

Le dispositif du premier projet de résolution, proposé par 12 puissances, stipulait que l'Assemblée générale invite sans réserve et simultanément le représentant de la République populaire démocratique de Corée et de la République de Corée — parties directement intéressées — à participer à l'examen de la question de Corée.

Le deuxième projet de résolution, présenté par l'Arabie Saoudite, stipulait que l'Assemblée générale adopte l'une ou l'autre des solutions suivantes: 1) envoyer immédiatement une invitation aux deux parties sans préjuger en rien le fond des deux questions de l'ordre du jour relatives à la Corée, ou 2) examiner par alternance la question de ces invitations puis le point suivant de l'ordre du jour de la Commission.

Le troisième projet de résolution, présenté par neuf puissances, stipulait que l'Assemblée: 1) décide d'inviter un représentant de la République de Corée à participer sans droit de vote à l'examen de la question de Corée; 2) réaffirme qu'elle était disposée à inviter un représentant de la République populaire démocratique de Corée à participer sans droit de vote à l'examen de la question de Corée, à condition que ce pays accepte d'abord sans équivoque la compétence et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre des dispositions de la Charte, pour ce qui était de prendre des mesures sur la question de Corée.

On a indiqué, à l'appui du projet de résolution des 12 puissances, qu'il avait pour objectif précis d'inviter toutes les parties intéressées par la question de Corée à participer sans conditions à l'examen de ce problème. Les membres de la Commission, espérait-on, feraient cette fois abstraction de la "guerre froide" et de leurs intérêts nationaux étroits, pour adopter des décisions conformes à l'esprit des Nations Unies.

On a dit en faveur de la proposition de l'Arabie Saoudite que ce projet de résolution était destiné à satisfaire ceux qui désiraient entendre les deux parties afin de pouvoir aborder la question dans son ensemble de façon constructive.

Au sujet du projet de résolution des neuf puissances, on a fait remarquer que la République de Corée avait toujours reconnu la compétence et l'autorité des Nations Unies en ce qui concernait la question de Corée. La République populaire démocratique de Corée, par contre, n'avait cessé de nier cette compétence et cette autorité.

Dès lors, il serait illogique, injuste et partial d'inviter les deux parties exactement dans les mêmes termes et sans conditions.

Le 2 décembre, le représentant de la Guinée a présenté une motion tendant à ce que la Commission se prononce immédiatement sur le projet de résolution des 12 puissances. Cette motion a donné lieu à un débat de procédure, certaines délégations ayant fait valoir qu'il en résulterait un changement dans l'ordre de priorité des points de l'ordre du jour arrêté par la Commission, et qu'il y aurait donc lieu à application de l'article 124 du règlement intérieur concernant la remise en discussion des propositions.

Le Président a suggéré et la Commission a accepté que la proposition guinéenne soit mise aux voix et qu'une fois annoncé le résultat du vote, la Commission examine la question de l'applicabilité de l'article 124. Le résultat du vote a été le suivant: 38 voix pour, 37 voix contre et 26 abstentions. Le débat sur l'applicabilité de l'article 124 s'est poursuivi, puis le représentant de la Guinée a déclaré, au nom des auteurs du projet de résolution des 12 puissances, que malgré le résultat du vote sur sa motion de procédure, il n'insisterait pas pour que ce projet soit examiné immédiatement, étant entendu que la Commission étudierait la question des invitations immédiatement après avoir achevé l'examen du point suivant de son ordre du jour. La Commission a accepté, sur la suggestion du Président, d'aborder l'examen du point suivant, sans revenir sur la situation existante, eu égard au vote sur la motion guinéenne.

Le 13 décembre, la Première Commission a rejeté le projet de résolution des 12 puissances par 53 voix contre 34, avec 20 abstentions. Le projet de résolution de l'Arabie Saoudite n'a pas été mis aux voix.

Le projet de résolution des neuf puissances a été adopté par 63 voix contre 24, avec 21 abstentions.

Lorsque la Première Commission a abordé l'examen, quant au fond, de la question de Corée elle était saisie de deux projets de résolution. Aux termes du premier, présenté par 14 pays au titre du point 93 de l'ordre du jour, l'Assemblée générale décidait: 1) de retirer entièrement de la Corée du Sud, dans un délai de six mois à dater de l'adoption de la résolution, les militaires des Etats-Unis et tous les autres militaires étrangers qui étaient stationnés comme "troupes des Nations Unies" ou à tout autre titre, ainsi que leur armement et leur équipement; 2) de dissoudre immédiatement la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée; et 3) de ne plus examiner la question de Corée à l'Organisation des Nations Unies.

Le second projet de résolution, présenté par 15 pays au titre du point 31 de l'ordre du jour, disposait que l'Assemblée générale: 1) réaffirmerait que les objectifs des Nations Unies en Corée étaient de constituer, par des moyens pacifiques, une Corée unifiée, indépendante et démocratique ayant une forme représentative de gouvernement et de rétablir intégralement la paix et la sécurité internationales dans la région; 2) exprimerait la conviction que des arrangements devaient être pris pour atteindre ces objectifs grâce à des élections véritablement libres organisées conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale; 3) prierait la CNUURC d'intensifier ses efforts en vue d'atteindre ces objectifs et de continuer à s'acquitter de la tâche qui lui avait été assignée antérieurement par l'Assemblée générale; et 4) noterait qu'une grande partie des forces des Nations Unies envoyées en Corée conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies

avaient déjà été retirées; que l'unique objectif des forces des Nations Unies se trouvant actuellement en Corée était de sauvegarder la paix et la sécurité dans la région; et que les gouvernements intéressés étaient disposés à retirer de Corée les forces qui s'y trouvaient encore lorsque cette mesure serait demandée par la République de Corée ou lorsque seraient remplies les conditions d'un règlement durable, telles qu'elles avaient été définies par l'Assemblée générale.

A l'appui du projet de résolution des 14 puissances, le représentant de l'URSS a déclaré que les mesures proposées favoriseraient l'établissement de conditions qui permettraient aux Coréens eux-mêmes, sans aucune ingérence étrangère, de créer une Corée unie, démocratique et pacifique. Le principal obstacle à l'unification pacifique et démocratique de la Corée était constitué par les forces des Etats-Unis qui prolongeaient leur criminelle occupation de la partie sud du pays. En conséquence, si les Nations Unies désiraient vraiment jouer un rôle actif dans le règlement du problème coréen et raffermir la paix et la sécurité en Extrême-Orient, elles devaient d'abord réclamer le retrait immédiat de toutes les troupes des Etats-Unis de Corée du Sud. La prétendue question de Corée devait être retirée de l'ordre du jour des Nations Unies une fois pour toutes et la CNUURC, qui ne faisait que gêner et retarder l'unification de la Corée, devait être dissoute.

Le 16 décembre, la Première Commission a rejeté le projet de résolution des 14 puissances par 61 voix contre 21, avec 25 abstentions.

Après ce vote, le représentant de Cuba a fait, au titre du point 93 de l'ordre du jour, une proposition orale qui tendait à ce que l'Assemblée générale décide de retirer de l'ordre du jour la question de Corée et de ne plus l'examiner à l'avenir aux Nations Unies. A l'appui de cette proposition, il a fait valoir que l'examen du point 93 ne se trouvait pas clos du fait du vote qui venait d'avoir lieu sur le projet de résolution des 14 puissances. Après une brève discussion, la Commission a décidé par 65 voix contre 16, avec 13 abstentions, qu'elle avait terminé l'examen du point 93.

Parlant en faveur du projet de résolution des 15 puissances, le représentant des Etats-Unis a déclaré que l'ONU devait continuer à jouer un rôle en Corée, pour réparer ce que le monde entier considérait comme une injustice de portée internationale: la division contre nature de ce malheureux pays. Le texte du projet de résolution ne laissait paraître aucun désir, aucune intention d'amener la défaite ou l'humiliation ni de la République de Corée, ni des autorités gouvernantes alors le Nord. Mais, les habitants de la Corée du Nord devaient être autorisés par les autorités politiques qui les gouvernaient à s'associer à leurs compatriotes du Sud afin que le peuple coréen tout entier puisse s'exprimer librement sur la question de l'unification et sur le système politique et social à adopter pour l'ensemble de la Corée.

Le représentant de la République de Corée, qui avait été invité à prendre place à la table de la Commission, a déclaré que depuis près de vingt ans les Nations Unies œuvraient sans trêve pour l'unification de la Corée en adhérant au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au moyen d'élections universelles, libres et démocratiques. Les Nations Unies se trouvaient en Corée à la suite de décisions prises par l'Organisation et à la requête du Gouvernement de la République de Corée.

Parmi les représentants qui se sont ensuite abstenus lors du vote sur le projet de résolution des 15 puissances, plusieurs ont affirmé que sans la participation

active de la Corée du Nord et à la Corée du Sud au débat, condition préalable essentielle, toute discussion sur la question de Corée serait vide de sens et sans portée, et qu'il serait impossible de faire aucun progrès vers l'édification d'une Corée unifiée, représentative et indépendante.

Le 16 décembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution des 15 puissances par 66 voix contre 19, avec 24 abstentions.

Le 19 décembre, l'Assemblée générale a examiné et mis aux voix plusieurs amendements, proposés par dix pays, au projet de résolution recommandé par la Première Commission. Outre plusieurs changements à apporter au préambule, il s'agissait de remplacer le dispositif par un paragraphe unique tendant à retirer la question de Corée de l'ordre du jour.

Les auteurs de ces amendements ont affirmé notamment que l'examen de la question de Corée aux Nations Unies était illégal et tendancieux, que la cause principale de la division de la Corée était l'ingérence étrangère; que les Etats-Unis avaient réussi à faire adopter une résolution qui était contraire à la Charte et aux aspirations du peuple coréen; qu'aucunes troupes étrangères n'étaient stationnées en Corée du Nord alors que le Sud était toujours occupé par les Etats-Unis, rendant ainsi la réunification du pays impossible; que l'on avait exclu du débat les représentants de la République populaire démocratique de Corée et que toute solution réaliste était de ce fait devenue impossible.

Les adversaires des amendements ont déclaré notamment qu'on ne pouvait interpréter ceux-ci que comme une ultime tentative pour anéantir l'œuvre de l'ONU et faire échec aux principes qu'elle défendait dans la question de Corée. Les pays communistes et quelques autres s'étaient acharnés au cours de la vingt et unième session à priver les Nations Unies de leur rôle et de leur responsabilité dans la recherche d'un juste règlement du problème coréen.

L'Assemblée générale, après avoir rejeté les amendements des 10 puissances, a adopté par 67 voix contre 19, avec 32 abstentions, le projet de résolution recommandé par la Première Commission [résolution 224 (XXI)].

K. — Force d'urgence des Nations Unies

La Force d'urgence des Nations Unies au Moyen-Orient (FUNU) a été créée par les résolutions 998 (ES-I), 1000 (ES-I) de l'Assemblée générale adoptées les 4, 5 et 7 novembre 1956. Depuis, conformément à la résolution 1127 (XI) du 2 février 1957, le Secrétaire général présente chaque année un rapport d'activités sur l'organisation et le financement de la Force.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale était saisie du dixième rapport d'activités de la FUNU, portant sur la période du 1^{er} août 1965 au 31 juillet 1966. Le Secrétaire général indiquait qu'au cours de la période en question la Force avait continué d'exercer ces fonctions de surveillance, au moyen de sentinelles et de patrouilles, le long de la ligne de démarcation d'armistice dans la bande de Gaza, de même que sur la frontière internationale dans la péninsule du Sinaï, et que, comme les années précédentes, aucun incident grave ne s'était produit dans la région.

Le Secrétaire général précisait que, depuis plus de 10 ans, un calme relatif régnait le long de la ligne sur laquelle la FUNU était déployée, mais que les relations entre les populations situées de part et d'autre de la ligne de démarcation étaient telles que si on retirait le

tampon constitué par la Force des Nations Unies, de violents combats reprendraient probablement sans tarder.

La situation dans la zone de stationnement de la FUNU est restée calme et n'a pas semblé se détériorer jusqu'au 16 mai 1967, date à laquelle le Commandant de la Force a reçu du Chef d'état-major des forces armées de la République arabe unie, un message lui demandant de retirer toutes les troupes occupant les postes d'observation de la FUNU dans le Sinaï. Le 18 mai 1967, le Secrétaire général a reçu une demande officielle du Gouvernement de la République arabe unie réclamant le retrait de la FUNU, et, le même jour, le Secrétaire général a donné ordre au Commandant de la Force de retirer ses troupes. La FUNU a cessé d'être opérationnelle le 19 mai 1967.

Les conditions dans lesquelles s'est opéré le retrait ultérieur de la Force sont exposées au Chapitre I.

L. — Question de Palestine

PLAINTES D'ISRAËL ET DE LA SYRIE

Au mois de juillet 1966, une série d'incidents se sont produits le long de la ligne de démarcation d'armistice entre Israël et la Syrie et ont abouti au bombardement par des avions israéliens de zones syriennes situées sur les lieux de l'exécution du plan d'aménagement du Jourdain. La Syrie et Israël, s'accusant mutuellement d'agression, ont demandé le 21 et le 22 juillet respectivement que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence.

Le 25 juillet, à l'issue d'un bref débat de procédure, le Conseil a décidé d'examiner la plainte de la Syrie et de régler ensuite la question de savoir s'il convenait d'examiner la plainte d'Israël. Il a décidé en outre de demander au Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) de faire enquête sur les incidents mentionnés dans les plaintes d'Israël et de la Syrie et d'en rendre compte séparément. Les représentants de la Syrie, d'Israël et de l'Irak ont été invités, sur leur demande, à participer sans droit de vote à l'examen de la question auquel le Conseil a consacré huit séances, entre le 25 juillet et le 3 août.

Ouvront le débat, le représentant de la Syrie a déclaré que, selon Israël, le bombardement aérien aurait été motivé par un certain nombre d'incidents que les Syriens auraient prétendument provoqué les 13 et 14 juillet. Toutefois, les plaintes que pourrait avoir à formuler l'un ou l'autre pays étaient censées être soumises à la Commission mixte d'armistice sur l'avis de laquelle le Conseil fondait à son tour sa décision. Or, Israël boycottait la Commission depuis 1951 parce que les décisions de cet organe n'étaient pas de son goût; il prétendait être seul juge de la véracité de ses propres accusations et agissait à sa guise. Sa politique de représailles faisait parfaitement fi de la Convention d'armistice général entre Israël et la Syrie, laquelle interdisait aux forces militaires ou paramilitaires d'une partie de commettre des actes belliqueux ou hostiles contre l'autre.

L'attaque lancée par Israël était dirigée contre un chantier d'aménagement d'un bassin fluvial situé en Syrie et faisait partie d'un plan préétabli. Les forces israéliennes avaient déjà attaqué le même endroit à plusieurs reprises et le premier Ministre, le chef d'état-major et plusieurs ministres d'Israël ne cachaient pas qu'ils avaient l'intention d'empêcher par la force que les travaux se poursuivent. Les allégations d'Israël

n'étaient qu'un rideau de fumée derrière lequel il dissimulait ses vues expansionnistes et colonialistes sur la Syrie et ses voisins. Quels que soient les motifs invoqués pour justifier l'agression, les autorités israéliennes reconnaissaient en être responsables. Ce n'était pas à la Syrie qu'il appartenait de garder ce qu'Israël considérait comme ses frontières.

L'attaque aérienne n'était que l'un des maillons d'une chaîne d'attaques dirigées par Israël en moins d'un an contre ses voisins arabes. Le représentant de la Syrie a cité en exemple une incursion des troupes israéliennes au Liban en octobre 1965 et une attaque israélienne contre la Jordanie en avril 1966 au cours de laquelle onze civils avaient été tués. Le 16 mai 1966, la Commission mixte d'armistice avait condamné Israël pour cette agression flagrante.

Les décisions de la Commission mixte d'armistice, a poursuivi le représentant de la Syrie, avaient montré que le Gouvernement israélien avait prémédité et organisé des opérations militaires contre les Etats arabes voisins. Mais la Commission n'avait reconnu aucun Gouvernement arabe coupable d'organiser un raid contre Israël. Qui plus est, lorsqu'Israël commettait une agression, ses porte-parole prétendaient souvent qu'il s'agissait d'une mesure de représailles contre des infiltrations d'Arabes isolés. La fréquence de ces actes d'agression, le moment où ils étaient déclenchés et la tactique employée à cette occasion, tout indiquait qu'il s'agissait chez Israël d'une politique fondamentale qui était une condition essentielle de son existence et découlait de l'idéologie sioniste, laquelle était fondée sur une politique d'agression constante contre les Etats arabes voisins et d'obstruction au développement des pays arabes. On ne pouvait attendre de la Syrie qu'elle continue à accepter plus longtemps l'imposition par Israël de cette loi de la jungle.

Le représentant d'Israël a répondu que ce n'était que par une action aérienne qu'Israël pouvait compenser le net désavantage que lui conférait sa situation géographique et ne faire qu'un minimum de victimes. D'ailleurs, l'opération avait duré au total 15 minutes et elle avait été localisée et soigneusement restreinte. Les incidents récents et la réaction qu'ils avaient provoquée de la part d'Israël ne pouvaient être considérés en dehors de leur contexte. Depuis longtemps, des coups de feu tirés des positions militaires syriennes contre des civils exerçant leurs activités en Israël et des incursions en territoire israélien d'équipes de saboteurs et de terroristes avaient maintenu la région frontalière en état d'agitation. Ce harcèlement perpétuel avait fait 16 victimes, dont 4 tués du côté israélien. Ce n'était là que la phase la plus récente de la guerre de frontière qui durait depuis 18 ans.

Le Gouvernement israélien ne souhaitait pas engager de combats armés ni d'opération militaire sur ses frontières. L'opération du 14 juillet avait été décidée à contre-cœur, après qu'Israël eut été convaincu que tous les efforts qu'il avait déployés par l'intermédiaire de l'ONU et par les voies diplomatiques n'avaient pas réussi à empêcher l'agression syrienne.

Le calme ne pourrait être maintenu sur la frontière tant que le Gouvernement syrien ne comprendrait pas qu'il était dans son intérêt autant que dans celui d'Israël de le faire. Il pourrait ne pas y avoir de troubles si un cessez-le-feu sans conditions était effectivement respecté et s'il était mis entièrement fin aux incursions armées en territoire israélien. Israël était disposé à ce que ses représentants rencontrent des

représentants syriens aux lieu et date qui conviendraient à la Syrie.

Après avoir rappelé un certain nombre des principales dispositions de la Convention d'armistice, le représentant d'Israël a ajouté que la politique et le comportement de la Syrie en étaient une négation, tant de l'esprit que de la lettre. Les dirigeants syriens déclaraient ouvertement qu'il fallait détruire Israël et annonçaient qu'ils avaient entrepris ce qu'ils appelaient "une guerre de libération populaire". Ils déclaraient que ce n'était pas par des débats à l'ONU ni par des discours des gouvernements arabes que ces buts pourraient être atteints, mais par l'action armée visant à préparer un affrontement final avec Israël. La belligérance était la politique proclamée, et parmi les mesures prises pour l'appliquer la Syrie arnaît et entraînait sur son territoire quelque 5 à 6 000 Palestiniens, qui devaient être son fer de lance dans la guerre imminente contre Israël, essayait de perturber les activités civiles normales dans la région de la frontière, mettait en chantier un projet illicite pour diminuer l'approvisionnement en eau d'Israël, qui en avait un besoin vital, et encourageait les opérations de sabotage, de l'organisation El-Fatah.

Au cours des dix-huit mois précédents, El-Fatah avait fait 53 incursions en territoire israélien. Israël avait tout de suite parfaitement compris que ces activités étaient fomentées par la Syrie. El-Fatah ne semblait pas être autre chose qu'une façade pour camoufler les activités clandestines du Gouvernement syrien.

Si le Conseil jugeait bon d'adopter une résolution, il s'imposait manifestement qu'il condamne les actes d'agression de la Syrie et ses menaces de guerre et demande au Gouvernement syrien de mettre immédiatement fin à ses activités. L'essentiel était de maintenir un cessez-le-feu total, de relâcher la tension, et de parvenir à des arrangements locaux par voie de discussion et d'accord. La Syrie avait empêché la Commission mixte d'armistice de fonctionner normalement en insistant pour qu'elle inscrive à son ordre du jour des questions concernant la zone démilitarisée alors qu'en vertu de la Convention d'armistice général c'était au Président de la Commission qu'il appartenait de s'occuper de ces questions.

Les 26 et 27 juillet, le Secrétaire général a soumis deux rapports distincts au Conseil de sécurité conformément à sa demande. L'un et l'autre précisaient les circonstances des événements expressément visés dans les lettres adressées au Président du Conseil par la Syrie et Israël les 21 et 22 juillet respectivement et étaient fondés exclusivement sur des renseignements communiqués par le Chef d'état-major de l'ONU ST. Le 27 juillet, le Secrétaire général a en outre fait distribuer une note sur les efforts déployés par l'ONUST pour réduire la tension le long de la ligne d'armistice israélo-syrienne; il s'agissait d'inspections dans la zone démilitarisée et dans les zones défensives ainsi que de propositions visant à faciliter des entretiens pour régler le différend auquel donnait lieu depuis longtemps la culture de certaines régions et à remettre en vigueur le cessez-le-feu sans condition que les deux pays avaient accepté en juin. Le Chef d'état-major estimait que le règlement des problèmes de culture contribuerait grandement à réduire la tension entre les deux pays.

La Jordanie et le Mali ont présenté un projet de résolution tendant à ce que le Conseil: 1) condamne l'attaque israélienne immotivée du 14 juillet 1966 en tant que violation flagrante des dispositions de la réso-

lution 54 (1948) du 15 juillet 1948 relative au cessez-le-feu, des clauses de la Convention d'armistice général entre Israël et la Syrie et des obligations d'Israël aux termes de la Charte; 2) déplore les pertes de vies humaines et autres pertes causées par l'attaque aérienne israélienne dont Israël devait assumer l'entière responsabilité; 3) réaffirme ses résolutions 111 (1956) du 19 janvier 1956 et 171 (1962) du 9 avril 1962, et déplore la reprise par Israël d'actes d'agression condamnés sans équivoque par ces résolutions; 4) rappelle à Israël que le Conseil avait déjà condamné les actions militaires menées en violation de la Convention d'armistice général et avait invité Israël à prendre des mesures efficaces pour prévenir de telles actions; 5) réitère l'appel qu'il avait adressé à Israël pour qu'il s'acquitte de ses obligations aux termes de la Charte des Nations Unies, faute de quoi le Conseil aurait à considérer quelles autres mesures devraient être invoquées; 6) demande au Gouvernement israélien et au Gouvernement syrien de coopérer avec le Chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine pour qu'il puisse s'acquitter des responsabilités que lui imposaient la Convention d'armistice général et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et demande instamment que soient prises sans retard toutes mesures nécessaires pour remettre en activité la Commission mixte d'armistice et pour tirer pleinement parti des rouages mixtes d'armistice.

Présentant le projet de résolution au nom de ses auteurs, le représentant de la Jordanie a déclaré que le Conseil ne pouvait pas faire moins pour relever le défi que lançait Israël en mettant en question l'autorité des Nations Unies. Le projet ne s'écartait pas des décisions analogues que le Conseil avaient prises en d'autres occasions et se fondait sur les résolutions antérieures du Conseil concernant la violation de la Convention d'armistice par Israël. Le texte dont le Conseil était saisi ne pouvait être isolé des décisions que le Conseil avait déjà prises en la matière.

Les représentants de l'Argentine, de la Chine, des Etats-Unis, de la France, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, tout en déplorant l'attaque aérienne lancée en représailles par Israël contre la Syrie le 14 juillet, ont estimé que le Chef d'état-major devait poursuivre ses efforts, ont demandé instamment que la Commission mixte d'armistice soit remise en activité et pleinement utilisée dans la région, et ont demandé que le problème de la culture des terres dans la zone démilitarisée soit résolu.

Les représentants de la Bulgarie, de la Jordanie, du Mali, du Nigéria et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont condamné l'opération aérienne d'Israël et ont invité Israël à respecter les obligations et les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte et de la Convention d'armistice général. Une déclaration analogue a été faite par le représentant de l'Irak à l'appui de la plainte syrienne.

Les représentants de l'Ouganda et de l'Uruguay ont souligné qu'ils ne pouvaient approuver aucune opération de représailles par l'une quelconque des parties et ont soutenu qu'en examinant la plainte syrienne, le Conseil devait également aller au fond du problème et tenir compte du contexte général de la question de Palestine.

Le 3 août, le Conseil a mis aux voix le projet de résolution; il y a eu six voix pour (Bulgarie, Jordanie, Mali, Nigéria, Ouganda et URSS), aucune voix contre, et 9 abstentions. N'ayant pas obtenu la majorité requise, le projet n'a pas été adopté.

PLAINTES D'ISRAËL CONTRE LA SYRIE

Le 12 octobre 1966, Israël a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner la plainte qu'il avait déposée contre la Syrie au sujet d'actes d'agression qui auraient été commis par des groupes armés opérant à partir du territoire syrien contre les Israéliens et le territoire d'Israël; ces actes avaient mené aux incidents des 7, 8 et 9 octobre au cours desquels une jeep transportant six membres de la police frontalière qui allaient enquêter sur une explosion qui s'était produite près du village de Sha'ar Ha Golan, au sud du lac de Tibériade, avait sauté sur une mine posée dans la route. Quatre de ses occupants avaient été tués et les deux autres blessés.

En réponse à cette accusation, le représentant de la Syrie a déclaré que les allégations lancées contre son pays étaient fausses et sans fondement. Il a dénoncé la tentative absolument injustifiée d'Israël d'attribuer à la Syrie la responsabilité des incidents du 8 et du 9 octobre ainsi que de tous les autres incidents du même ordre. Les prétendues incursions servaient de prétexte à Israël pour commettre de nouveaux actes d'agression contre la Syrie.

Le 14 octobre, le Conseil de sécurité a décidé d'examiner la plainte israélienne et a invité les représentants d'Israël, de la Syrie et de la République arabe unie à prendre part au débat. A une séance ultérieure, l'Arabie Saoudite y a également été invitée. Le Conseil a consacré onze séances à l'examen de la question, entre le 14 octobre et le 4 novembre.

Au cours du débat, le Secrétaire général a soumis quatre rapports au Conseil. Le premier, daté du 17 octobre, rendait compte de l'enquête effectuée par les observateurs militaires des Nations Unies sur les deux incidents mentionnés dans la plainte israélienne. Dans le deuxième, daté du 23 octobre, le Secrétaire général donnait le résultat des inspections effectuées par l'ONUST le 19 octobre dans la zone démilitarisée et les zones défensives. Le rapport relevait comme violation de la Convention d'armistice général par Israël la présence de personnel militaire et paramilitaire et d'armes dans la zone démilitarisée et dans les zones défensives et, comme violation par la Syrie, la présence de personnel militaire et d'armes dans la zone démilitarisée et dans les zones défensives. En outre, il signalait que depuis les inspections de juin, le nombre des emplacements de chars et d'ouvrages de fortification défensifs avaient augmenté dans les zones défensives du côté syrien. Aucune concentration de forces n'avait été observée d'aucun côté dans la zone démilitarisée ni dans les zones défensives.

Le troisième rapport déclarait que depuis 1951 Israël soutenait que la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne n'était pas compétente pour traiter des questions relatives à la zone démilitarisée et que ces questions étaient du ressort du Président de la Commission, affirmation que la Syrie rejetait. La Commission n'avait pu se réunir régulièrement depuis cette année-là. Sur les dix-sept réunions d'urgence que la Commission avait tenues depuis 1951, Israël s'était abstenu d'assister à deux d'entre elles. En ce qui concernait les réunions d'urgence, Israël observait le même principe que pour les réunions ordinaires. Aucune réunion, ordinaire ou d'urgence, n'avait eu lieu depuis février 1960. Le Secrétaire général déclarait dans son rapport que l'impossibilité où se trouvait la Commission de fonctionner avait entravé sans aucun doute les efforts déployés pour maintenir le calme le long de la ligne de démarca-

tion syro-israélienne. Il en résultait que des questions qui auraient dû normalement être d'abord examinées par la Commission et que, bien souvent, celle-ci aurait pu régler, étaient portées directement à l'attention du Conseil de sécurité, où elles étaient examinées avant tout dans un contexte et une atmosphère politiques. L'efficacité de la Commission était fonction de la volonté des deux parties d'observer la Convention d'armistice général et de participer pleinement aux travaux de la Commission et de coopérer avec elle. Les appels réitérés que le Conseil de sécurité avait adressés à cet effet aux parties étaient jusque-là demeurés vains. Il pourrait y avoir lieu maintenant de rechercher de très près s'il n'y avait pas une meilleure façon d'atteindre l'objectif visé, qui était de permettre à la Commission de fonctionner efficacement.

Dans son quatrième rapport, daté du 2 novembre, le Secrétaire général déclarait que depuis plusieurs années Israël et la Syrie s'étaient plaints quotidiennement que l'autre avait empiété sur la zone démilitarisée, mais les observateurs militaires des Nations Unies n'avaient jamais pu effectuer d'enquête. Israël n'avait demandé aucune enquête sur ses plaintes et avait refusé l'accès à certaines parties de la zone aux observateurs chargés de faire enquête sur les plaintes syriennes. Les inspections simultanées de la zone démilitarisée et des zones défensives auxquelles il était procédé de temps à autre en période de tension sur l'initiative du Chef d'état-major de l'ONUST ne permettaient pas d'examiner comme il convenait les fortifications qui, selon les plaintes, se trouvaient dans la région. Le Secrétaire général déclarait enfin dans son rapport que le problème de l'utilisation des terres dans la zone démilitarisée continuait d'être au premier plan des préoccupations du Chef d'état-major de l'ONUST et du Président de la Commission mixte d'armistice.

Le représentant d'Israël a ouvert le débat en rappelant un certain nombre d'actes de violence qui, selon lui, avaient été commis dans le nord d'Israël, à proximité de la frontière syrienne, et constituaient un seul et même réseau de violence organisé. Il a signalé que les autorisés syriennes recrutaient et entraînaient des saboteurs qu'elles envoyaient en Israël dans l'intention de détruire un Etat souverain. Les obligations qui incombaient à la Syrie envers Israël en vertu de la Charte et de la Convention d'armistice général de 1949 étaient difficilement compatibles avec l'attitude qui consistait à prétendre que ce n'était pas à la Syrie d'empêcher que des actes d'hostilité soient commis contre Israël à partir de son territoire.

Israël ne nourrissait aucun dessein malveillant contre la souveraineté ou l'intégrité de la Syrie et ne convoitait aucune partie de son territoire; la nature du régime syrien, sa philosophie sociale ou sa politique internationale ne le concernaient pas. Il avait officiellement fait savoir au Chef d'état-major de l'ONUST qu'il était disposé à accepter que ce dernier entreprenne immédiatement et librement l'inspection de la zone frontalière. Le Conseil devait appuyer le droit d'Israël à défendre son territoire et condamner les actes d'hostilité, les infiltrations illicites et l'incitation à la guerre auxquels se livrait la Syrie. Israël proposait que les deux parties réaffirment leur intention de s'abstenir d'avoir recours à la force ou à la menace de la force contre l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de chacune et qu'ils s'engagent expressément devant le Conseil à prendre les mesures voulues pour empêcher que tout acte d'hostilité, quel qu'il soit, soit commis

contre le territoire de l'une à partir du territoire de l'autre.

Le représentant de la Syrie a soutenu en réponse que son Gouvernement n'avait cessé de rejeter les accusations d'Israël le rendant responsable des activités de groupes palestiniens disséminés dans la région. Plus de 1 250 000 réfugiés arabes vivaient dans la misère du côté syrien de la ligne de démarcation, à portée de vue des maisons, des champs et des vignes qui leur avaient été enlevés par des usurpateurs. Ils savaient qu'Israël faisait fi de leur droit si souvent réaffirmé dans les résolutions de l'ONU. Pourquoi la Syrie devrait-elle être tenue responsable du comportement de plus d'un million un quart de réfugiés arabes? Israël prétendait qu'il n'avait aucun dessein contre le régime syrien mais le général Rabin, Chef d'état-major israélien, tenait des propos bien différents. C'était un paradoxe d'entendre le représentant d'Israël accuser la Syrie d'intentions agressives, alors que c'était Israël qui avait bombardé le territoire syrien le 14 juillet, blessant neuf hommes et tuant une femme et un enfant. Le dossier d'Israël aux Nations Unies montrait qu'Israël était un Etat colonial agressif, défenseur des monopoles impérialistes créés pour détruire le progrès économique et social dans la région. La Syrie était décidée à ne pas troubler la paix mais elle était également décidée à arrêter l'agresseur. Le représentant de la Syrie a confirmé une fois de plus que son pays était prêt à coopérer pleinement avec la Commission mixte d'armistice alors qu'Israël la boycottait, craignant d'être condamné par elle. Israël poursuivait une politique agressive d'attaques militaires au-delà de la ligne de démarcation d'armistice mais ni la Syrie ni aucun autre Etat arabe n'avaient jamais été condamnés par les Nations Unies pour avoir lancé des attaques militaires contre Israël ni aucun autre Etat.

Les représentants de la Jordanie, de l'Arabie Saoudite et de la République arabe unie ont également fait des déclarations appuyant la position syrienne au Conseil.

Le 27 octobre, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont présenté un projet de résolution tendant à ce que le Conseil: déplore les incidents auxquels avait été consacré le débat, ainsi que les morts et blessés qu'ils avaient faits; rappelle au Gouvernement syrien qu'il devait s'acquitter de ses obligations en prenant toutes mesures pour empêcher que le territoire syrien ne serve de base d'opérations pour des actes qui constituaient une violation de la Convention d'armistice; demande le respect strict de l'article III, paragraphe 3, de la Convention d'armistice général syro-israélienne, qui disposait qu'aucun acte de guerre ou d'hostilité ne serait dirigé du territoire de l'une des parties contre d'autres parties; invite les Gouvernements syrien et israélien, eu égard aux déclarations qu'ils avaient faites au Conseil, à coopérer pleinement avec les rouages des Nations Unies, y compris la Commission mixte d'armistice syro-israélienne instituée en vertu de l'article VII de la Convention d'armistice général, pour assurer l'application effective de cette Convention, de manière à prévenir les incidents, et, à cette même fin, à faciliter au personnel de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve sa tâche d'observation et de contrôle de part et d'autre de la ligne de démarcation d'armistice; se propose de poursuivre aussitôt que possible, dans l'intérêt d'une paix durable dans le Moyen-Orient, l'examen des mesures qui pourraient être prises touchant la question plus générale des relations israélo-arabes; prie le Secrétaire général de suivre

de près l'application de la résolution et de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires pour assurer que la Commission mixte d'armistice et l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve puissent s'acquitter efficacement des fonctions qui leur étaient assignées.

Présentant le projet de résolution, le représentant des Etats-Unis a déclaré que, étant donné l'importance qu'il accordait à la modération, le souci de paix dont il témoignait et sa reconnaissance de la question plus générale non résolue que les forces de violence essayaient d'exploiter, le projet de résolution était l'expression solennelle et appropriée de ce que le Conseil devait dire rapidement et de façon décisive.

Les représentants de l'Argentine, de la Chine, des Etats-Unis, de la France, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Uruguay ont approuvé Israël d'avoir porté la question devant le Conseil sans recourir à des mesures de représailles. Ils ont exprimé l'opinion que la Syrie ne pouvait prétendre ne pas être responsable d'actes qui se produisaient à partir de son territoire; ils ont exhorté la Syrie et Israël à faire preuve de la plus grande prudence et de la plus grande modération; ils ont félicité le Secrétaire général d'avoir fait rapport promptement et objectivement sur les différentes questions soulevées au Conseil, et ont instamment prié les parties intéressées de respecter strictement les dispositions de la Convention d'armistice général israélo-syrienne et de coopérer pleinement avec la Commission mixte d'armistice.

Pour les représentants de la Bulgarie et de l'URSS, la décision d'Israël d'en appeler au Conseil était hâtive et calculée et il s'agissait d'une manœuvre visant à détourner l'attention des véritables causes de la tension au Moyen-Orient et d'un moyen de camoufler les préparatifs militaires que les milieux extrémistes israéliens montaient contre la Syrie. Ils ont l'un et l'autre accusé Israël d'empêcher la Commission d'armistice de fonctionner convenablement.

Les représentants de la Jordanie, du Mali, du Nigéria et de l'Ouganda se sont déclarés convaincus que pour instaurer une paix durable au Moyen-Orient, le Conseil devrait s'occuper quant au fond de l'ensemble du problème de Palestine. En attendant, il était essentiel d'insister sur l'application de toutes les dispositions de la Convention d'armistice.

Le 28 octobre, le Conseil a adopté la proposition formulée par le représentant du Mali, au nom de sa délégation et de celles du Nigéria et de l'Ouganda, et appuyée par les représentants de la France, du Japon et de l'URSS, visant à ajourner le débat sur la question pour que des consultations puissent avoir lieu afin d'éviter au Conseil d'avoir à adopter une résolution et de lui permettre de rechercher de préférence un accord général qui donnerait plus d'efficacité à ses travaux.

Le 3 novembre, le Conseil n'ayant pu s'entendre sur la question, un autre projet de résolution a été présenté par les représentants de l'Argentine, du Japon, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et de l'Ouganda tendant à ce que le Conseil: 1) déplore les incidents auxquels avait été consacré le débat, ainsi que les morts et blessés qu'ils avaient faits; 2) invite le Gouvernement syrien à renforcer les mesures prises par lui pour prévenir les incidents qui constituaient une violation de la Convention d'armistice général; 3) invite le Gouvernement israélien à coopérer pleinement avec la Commission mixte d'armistice syro-israélienne; 4) demande aux Gouvernements syrien et israélien de

faciliter au personnel de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve sa tâche d'observation et de contrôle de part et d'autre de la ligne de démarcation d'armistice; 5) prie instamment les Gouvernements syrien et israélien de s'abstenir de tout acte qui pourrait accroître la tension dans la région; 6) prie le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité comme il conviendrait.

Présentant le projet de résolution des six puissances, le représentant de l'Ouganda a déclaré qu'il s'inspirait d'un projet qui aurait dû faire l'objet d'un accord général mais n'avait pas été accepté par tous les membres du Conseil. Ses auteurs estimaient qu'il était absolument nécessaire, vu la détérioration rapide de la situation au Moyen-Orient, que le Conseil de sécurité adopte une décision dont le poids se ferait sentir dans la région et qui améliorerait les relations entre Israël et la Syrie. Étant donné que les incidents dont Israël se plaignait avaient des causes lointaines et d'autres immédiates, les auteurs considéraient en outre qu'on obtiendrait de meilleurs résultats en faisant appel aux deux parties de la région, non en condamnant l'une ou l'autre.

Les représentants de la Bulgarie, de la Jordanie, du Mali et de l'URSS ont exprimé des doutes au sujet du projet de résolution des six puissances, mais ont déclaré qu'ils l'appuieraient si ses auteurs acceptaient de supprimer le paragraphe 2 du dispositif ou de le mettre aux voix séparément. Au nom des auteurs, le représentant de l'Ouganda a répondu qu'il leur serait difficile d'accepter cette proposition car elle détruirait l'équilibre qu'on avait voulu donner au projet.

Le 4 novembre, le projet de résolution des six puissances a été mis aux voix; il y a eu 10 voix pour, 4 voix contre (Bulgarie, Jordanie, Mali et URSS) et une abstention (Chine); le projet n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil. Les représentants du Royaume-Uni et des États-Unis ont déclaré qu'ils n'insisteraient pas pour que leur projet de résolution soit mis aux voix.

PLAINTES D'ISRAËL ET DE LA JORDANIE

Le 12 novembre 1966, le représentant d'Israël s'est plaint que, dans la nuit du 11 novembre, un véhicule militaire israélien qui effectuait une patrouille ordinaire avait sauté sur une mine. Trois de ses occupants avaient été tués et six autres blessés. L'incident s'était produit dans la région d'Hebron, à proximité de la mer Morte, à environ 2 kilomètres de la frontière israélo-jordanienne et à quelque 11 kilomètres au nord de la ville d'Arad.

Le 14 novembre, le représentant de la Jordanie a appelé l'attention du Conseil sur le grave état de choses résultant d'un acte patent d'agression commis le 13 novembre par des forces armées israéliennes de l'effectif d'une brigade et appuyées par une escadrille d'appareils à réaction Mirage, de l'artillerie lourde, un grand nombre de véhicules de transport de personnel et plus de 20 chars, qui avaient franchi la ligne de démarcation d'armistice. Les forces d'invasion avaient cherché à détruire des villages et des hameaux arabes au sud d'Hebron, canonnant les villages d'As Samu et de Rafaat ainsi que le poste de police et le village de Tawawani avec de l'artillerie lourde.

Le lendemain, le représentant de la Jordanie a demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence pour examiner l'acte d'agression commis par les

forces armées israéliennes, le 13 novembre, contre les ressortissants et le territoire jordaniens.

Le 16 novembre, le Conseil a décidé d'examiner la plainte de la Jordanie et a invité le représentant d'Israël à prendre part au débat. Il a consacré neuf séances à la question, du 16 au 25 novembre. Au début de la première séance, le Secrétaire général a fait une déclaration préliminaire fondée sur les premiers rapports qu'il avait reçus des observateurs des Nations Unies dans la région. La Jordanie s'était plainte à l'ONUST que le 13 novembre, à 6 h 15, heure locale, des véhicules blindés israéliens avaient déclenché, à partir du côté israélien de la ligne de démarcation d'armistice, un tir d'artillerie et de mitrailleuses lourdes contre le poste de police jordaniens de Rujm et Madfa'a, dans le sud de la région d'Hebron. Le Président de la Commission mixte d'armistice s'était immédiatement efforcé, sans succès, de négocier un cessez-le-feu et avait entrepris, en Jordanie, une enquête qui se poursuivait. La Jordanie avait ultérieurement fait savoir que les forces israéliennes s'étaient retirées et que les tirs avaient cessé. Les observateurs militaires des Nations Unies chargés de l'enquête avaient interrogé huit témoins et relevé des preuves de dommages et de destructions à As Samu, Jinba, Rafaat et au poste de police de Rujm el Madfa'a. Un rapport complet sur l'incident serait distribué au Conseil dès que l'enquête serait terminée.

Le 18 novembre, le Secrétaire général a soumis au Conseil, conformément à sa demande, un rapport du Chef d'état-major de l'ONUST concernant l'incident du 13 novembre, ainsi qu'une carte topographique de la région où l'incident s'était produit. D'après le rapport, qui était fondé sur les enquêtes faites en Jordanie par les observateurs militaires des Nations Unies, le nombre total des victimes s'élevait apparemment à 3 civils et à 15 militaires tués et à 17 civils et 37 militaires blessés. On avait trouvé dans la région des fragments semblant provenir de réservoirs d'aile d'avions et des quantités de munition et de matériel brûlé, ainsi que de nombreux cratères d'obus. On avait relevé également de nombreuses traces de chars et de véhicules blindés de transport de troupes. Dans le village d'As Samu et aux alentours, les observateurs militaires des Nations Unies avaient constaté que 125 maisons, le dispensaire du village, une école de six classes et un atelier avaient été entièrement détruits. En outre, une mosquée et 28 maisons avaient été endommagées. Vingt camions militaires jordaniens, deux jeeps militaires jordaniennes et un autobus civil avaient été entièrement détruits.

Dans la région de Kh. Jimba, quinze cabanes en pierre avaient été totalement détruites, sept avaient été endommagées et un puits avait été rendu inutilisable par démolition. De nombreuses traces de chars et de véhicules semi-chenillés traversaient la ligne de démarcation d'armistice en direction ou en provenance du village. Il y avait des cratères d'obus dans le sol apparemment causés par des obus explosifs et par des obus de mortier. Des éclats d'obus de calibre indéterminé et une charge d'explosif avaient été trouvés sur le sol. Le poste de police de Rujm El Madfa'a avait été presque entièrement détruit et de nombreux cratères avaient été relevés dans la région.

Au cours du débat, le représentant de la Jordanie a rappelé au Conseil que le représentant d'Israël avait dit à plusieurs reprises au Conseil que son Gouvernement n'avait aucune plainte à formuler contre la

Jordanie qui n'avait été mêlée à aucun des incidents survenus sur le territoire occupé par Israël. En dépit des dénégations d'Israël, il avait averti le Conseil lors de sa première série de réunions qu'Israël préparait une agression. Selon les premiers rapports, les pertes en vies humaines et les dégâts matériels étaient importants. A la suite de l'attaque, des manifestations avaient eu lieu en Jordanie et la situation devenait très tendue. Devant la gravité du crime, la Jordanie s'était attendue, de la part des membres permanents du Conseil de sécurité, à des déclarations condamnant résolument Israël. Au lieu de cela, les Etats-Unis avaient essayé de justifier l'attaque et continuaient de voir dans la question de Palestine un problème intérieur; leur politique n'avait pas découragé les criminels sionistes. La Jordanie avait espéré que le Conseil agirait fermement, non seulement à cause de la gravité du crime mais parce qu'il avait déjà pris position sur les mesures qu'il adopterait au cas où Israël récidiverait. Israël avait déjà été condamné à plusieurs reprises par le Conseil pour des actes d'agression.

A peine six mois auparavant, la Jordanie avait porté à la connaissance du Conseil une décision de la Commission d'armistice qui avait condamné comme violation particulièrement grave et flagrante des paragraphes 2 et 3 de l'article III de la Convention d'armistice général un acte hostile et belliqueux officiellement préparé par les autorités israéliennes et commis par les forces israéliennes contre la Jordanie, et elle avait déploré les dommages et les destructions qui en étaient résultés. La Commission avait également invité les autorités israéliennes, en termes très énergiques, à s'abstenir de compromettre aussi gravement la paix et la sécurité. Israël n'en avait pas moins commis de nouveaux actes de guerre et de terrorisme et provoqué de nouvelles effusions de sang, défiant de nouveau la Charte et le Conseil. La dernière attaque contre la Jordanie était une nouvelle manifestation de mépris et de défi total à l'égard du Conseil. Dans ces conditions, la seule solution était d'appliquer le Chapitre VII de la Charte.

En conclusion, le représentant de la Jordanie a instamment prié le Conseil d'adopter les mesures suivantes: condamner Israël pour l'attaque injustifiée du 13 novembre 1966, exécutée par ses forces militaires régulières contre le territoire et le peuple jordaniens; exprimer la grave inquiétude que lui causait le refus d'Israël de se conformer à ses obligations; décider que l'attaque armée était une violation flagrante de la Charte et de la Convention d'armistice et constituait une agression conformément aux dispositions de l'Article 39 de la Charte; et inviter les Etats Membres de l'ONU à prendre les dispositions voulues pour appliquer des sanctions économiques contre Israël.

Le représentant d'Israël a répondu qu'il ne servirait à rien de désapprouver une opération si l'on ne tenait pas compte des raisons qui l'avaient motivée. Contrairement à la Charte et à la Convention d'armistice, les gouvernements des quatre pays arabes limitrophes d'Israël avaient refusé, après avoir essayé de l'écraser en 1948, d'admettre son indépendance politique et son intégrité territoriale et avaient préconisé sa destruction en tant qu'Etat et la dispersion de sa population par la force des armes. Depuis le mois de janvier 1965, il y avait eu en territoire israélien 71 incursions parties de Syrie ou d'un autre pays arabe limitrophe. Israël avait toujours laissé clairement entendre au Conseil que la Syrie surtout était à l'origine des incidents mais que le gouvernement de chaque Etat voisin était tenu

de respecter pleinement son engagement d'empêcher que des attaques ou des incursions soient lancées contre Israël à partir de son territoire. Les actes de terrorisme et de sabotage commis à partir de la Jordanie étaient depuis peu devenus plus audacieux et plus fréquents, certains villages de Jordanie servant désormais de bases d'opération et de relais. Leurs habitants avaient hébergé et aidé les saboteurs sans que les forces de sécurité jordaniennes interviennent véritablement. Après avoir longtemps patienté, Israël, en désespoir de cause, avait entrepris à contre-cœur une opération locale limitée dirigée contre les villages en question. Son action défensive avait été exécutée par une force relativement peu nombreuse qui avait directement reçu pour instruction de prendre toutes les mesures voulues pour ne pas faire de victimes. Le Gouvernement israélien déplorait que l'opération ait fait des victimes tout comme il déplorait que les attaques lancées contre son territoire avant l'opération en question aient fait aussi des victimes.

En égard à sa sécurité, Israël ne pouvait tolérer que des incursions de guérilla soient effectuées impunément sur son territoire. On avait suggéré que, lorsqu'il était attaqué, Israël devrait se borner à recourir aux organes des Nations Unies se trouvant sur place, en particulier à la Commission mixte d'armistice. Le véritable problème, toutefois, était non pas un problème d'organe des Nations Unies mais de politique nationale. Les Etats arabes et eux seuls pourraient résoudre le problème en mettant un terme aux attaques déclenchées à partir de leurs territoires et en cessant leurs appels à la guerre.

Le 24 novembre, les représentants du Nigéria et du Mali ont présenté un projet de résolution tendant à ce que le Conseil: 1) déplore les pertes de vies humaines et les graves dommages matériels causés par l'action menée par le Gouvernement israélien le 13 novembre 1966; 2) censure Israël pour cette action militaire de grande envergure menée en violation de la Charte des Nations Unies et de la Convention d'armistice général entre Israël et la Jordanie; 3) souligne à l'intention d'Israël que les actes de représailles militaires ne pouvaient être tolérés et que, s'ils se répétaient, le Conseil de sécurité devrait envisager des mesures nouvelles et plus efficaces, prévues par la Charte, pour assurer que de tels actes ne se répètent pas; 4) prie le Secrétaire général de suivre la situation et de faire rapport au Conseil de sécurité, comme il conviendrait.

Présentant le projet de résolution au nom de ses auteurs, le représentant du Nigéria a déclaré que ceux-ci ne s'attendaient pas à ce que les parties accueillent avec enthousiasme leur projet de résolution mais espéraient qu'elles y verraient, si le Conseil l'adoptait, l'expression de l'intérêt que le Conseil portait à l'affaire, de l'inquiétude sincère que lui causait la tension entre la Jordanie et Israël et de son désir de voir la paix rétablie et maintenue dans cette région sur la base d'une coexistence pacifique.

Les représentants de la Chine, des Etats-Unis, de la France, du Japon, des Pays-Bas, et du Royaume-Uni ont déploré et condamné l'opération militaire préparée et exécutée par les autorités israéliennes contre un pays qui respectait ses obligations internationales; ils ont félicité la Jordanie d'avoir saisi le Conseil de sa plainte au lieu de recourir à la force armée, ont estimé que l'opération d'Israël était injustifiée et hors de proportion avec les incidents qui l'avaient précédée et qu'elle constituait une violation flagrante de la Convention

d'armistice qu'ils ont invité tous les gouvernements intéressés à respecter scrupuleusement.

Les représentants de la Bulgarie et de l'URSS ont condamné l'opération qu'ils ont qualifiée d'agression militaire flagrante non provoquée perpétrée par Israël contre le territoire d'un État arabe voisin; ils ont demandé au Conseil de condamner sévèrement Israël comme agresseur ayant violé la Convention d'armistice, les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, et ont instamment prié le Conseil de prendre des mesures efficaces pour assurer que cessent, une fois pour toutes, les actes d'agression fomentés par les milieux extrémistes de Tel-Aviv contre les pays arabes.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'il comprenait le sentiment d'amertume qu'engendreraient les incidents perpétuels, notamment les pertes de vies humaines causées par les activités des terroristes qui s'infiltraient en Israël, et qu'il se rendait compte qu'Israël était désavantagé par sa position stratégique, mais qu'il ne pouvait admettre un acte calculé de représailles sans commune mesure avec les actes terroristes qui l'avaient précédé.

Le représentant de l'Uruguay a estimé que les événements condamnés par la Jordanie étaient des actes d'agression illégitimes et il a dit qu'il appuierait toute mesure qui favoriserait une paix juste et ramènerait le calme au Moyen-Orient.

Le représentant de l'Ouganda a déclaré que, quelles que soient les excuses invoquées, l'opération du 13 novembre 1966 était tout à fait disproportionnée même à la somme des divers actes de terrorisme commis contre Israël. Son pays condamnait sans réserve et sans équivoque cette opération regrettable et menée de propos délibéré. Il importait à son avis de se pencher sur les véritables origines de ces éruptions et de créer d'urgence les organes nécessaires pour étudier les causes premières du problème.

Les représentants du Nigéria et du Mali ont déploré et condamné l'opération d'Israël contre la Jordanie et ont instamment prié le Conseil d'insister pour que les dispositions de la Convention d'armistice général soient respectées et de rechercher quelles mesures devraient être prises pour diminuer la tension dans la région.

Le 25 novembre, le Conseil de sécurité a adopté le projet de résolution par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Nouvelle-Zélande) [résolution 228 (1966)].

[Pour un compte rendu de l'examen par le Conseil de sécurité de la situation au Moyen-Orient aux mois de mai et juin 1967, voir plus haut, chapitre premier.]

M. — Assistance aux réfugiés de Palestine

RAPPORT DU COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Dans le rapport annuel qu'il a soumis à l'Assemblée générale le 31 août 1966, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a attiré l'attention sur le caractère critique du problème financier qui continuait de menacer la poursuite des services de l'UNRWA aux réfugiés et a exposé la ligne de conduite que l'Office comptait suivre s'il disposait de revenus suffisants. Le Commissaire général

a également analysé les problèmes qui se posaient actuellement au sujet de la révision des listes de rationnaires et a demandé à l'Assemblée générale des directives sur les mesures à prendre au cas où des fonds suffisants ne pourraient être obtenus.

On n'avait toujours pas enregistré de signes d'un changement dans la situation qui était à l'origine du besoin d'assistance des réfugiés. Ces derniers, dont le nombre s'accroissait constamment, continuaient d'attendre de l'UNRWA qu'il leur assure l'instruction, les soins médicaux, des rations alimentaires et un abri. Par ailleurs, les réfugiés continuaient à insister sur ce qu'ils considéraient comme leur droit légitime au retour dans leurs foyers et à souligner le fait que l'Organisation des Nations Unies leur avait maintes fois donné, au sujet du rapatriement ou de l'indemnisation, des assurances qui étaient restées sans effet. Les années succédant aux années, les réfugiés ne semblaient pas ressentir moins d'amertume à la pensée qu'une grave injustice avait été commise à leur égard, en les privant de leurs foyers et de leur patrie, ainsi que de tous les revenus des biens qu'ils y avaient laissés. Le fait que le problème des réfugiés de Palestine continuait de se poser comportait donc, pour la paix et la stabilité dans le Moyen-Orient, des conséquences qui restaient aussi graves que par le passé.

L'effondrement financier que le Commissaire général avait laissé pressentir dans son rapport précédent avait pu être évité, mais, pour poursuivre son œuvre, l'Office n'en continuait pas moins à avoir besoin de fonds supplémentaires. En conséquence, le Commissaire général avait adressé un pressant appel à tous les gouvernements pour leur demander les fonds nécessaires pour pouvoir faire face aux besoins croissants de la population réfugiée. Il avait également demandé instamment que la question de l'assistance aux réfugiés soit examinée comme un problème humanitaire, indépendamment des considérations politiques qui tendaient à fausser le débat et à détourner l'attention des besoins urgents des réfugiés en tant qu'êtres humains.

Examen de la question par l'Assemblée générale

La Commission politique spéciale a consacré 19 séances, du 17 octobre au 14 novembre 1966, à l'examen du rapport annuel du Commissaire général.

En présentant son rapport, le Commissaire général a fait observer que la nécessité des services de l'UNRWA s'était encore accrue, que le montant total des dépenses avait continué à augmenter et qu'on pouvait s'attendre à voir ces deux tendances se maintenir dans les années à venir. Il a exposé les nouvelles mesures qui avaient été prises en coopération avec les gouvernements intéressés en vue de réviser les listes de rationnaires, indiquant que des progrès limités avaient pu être réalisés et faisant observer que des dispositions avaient été prises en vue du versement de dons supplémentaires destinés spécialement à couvrir le coût total des rations consommées par les jeunes gens soumis à un entraînement militaire sous les auspices de l'Organisation pour la libération de la Palestine. Soulignant certaines des réalisations les plus marquantes de l'UNRWA, notamment les programmes d'enseignement et de formation professionnelle, le Commissaire général a déclaré qu'il avait le ferme espoir qu'on trouverait le moyen de permettre à l'Office de continuer à remplir son rôle comme il convenait.

Le 17 octobre, la Commission politique spéciale a reçu une lettre émanant de 12 États arabes qui lui

demandaient d'autoriser la délégation de l'"Organisation pour la libération de la Palestine" à lui présenter ses vues; le 24 octobre, la Commission a décidé de faire droit à cette demande, sans que cette autorisation signifie reconnaissance de l'organisation en question. Le 18 octobre, les représentants du Pakistan et de l'Arabie Saoudite ont demandé à la Commission d'autoriser la "Délégation arabe de Palestine" à prendre la parole et, le 24 octobre, la Commission a décidé de donner suite à cette demande, en faisant les mêmes réserves.

Lors de l'examen de la question par la Commission politique spéciale, les représentants des Etats arabes ont soutenu, ainsi qu'ils le faisaient depuis de nombreuses années, que c'était au mépris affiché par Israël pour les obligations que lui imposait la Charte des Nations Unies qu'il fallait attribuer l'impossibilité d'appliquer la résolution 194 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 11 décembre 1948, résolution qui prévoyait le rapatriement ou l'indemnisation des réfugiés de Palestine.

Les représentants des Etats arabes se sont félicités des programmes mis en œuvre par l'UNRWA et des contributions qui les finançaient mais ils ont déploré le déséquilibre du budget de l'Office et ont estimé qu'il était temps que les Nations Unies trouvent un nouveau moyen de le financer, soit en nommant un séquestre chargé d'administrer les biens des réfugiés et de verser les revenus de ces biens à leurs propriétaires légitimes, soit en décidant que le budget de l'UNRWA ferait partie intégrante du budget de l'Organisation des Nations Unies.

Plusieurs représentants d'Etats arabes ont fait valoir que la population de la Palestine avait été la victime d'un acte d'agression colonialiste commis grâce à une conspiration entre les forces sionistes et les impérialistes qui avaient créé un Etat fantoche en vue de garder la mainmise sur les ressources économiques et stratégiques de la région. Sans l'énorme soutien financier et militaire des puissances impérialistes, Israël n'aurait pas pu continuer à afficher son mépris pour les résolutions des Nations Unies, ne serait plus une cause de tension et de trouble et ne constituerait plus une menace à la paix et à la sécurité non seulement dans le Moyen-Orient, mais dans le monde entier. Pour résoudre le problème des réfugiés, il ne suffisait pas de fournir des secours, étant donné que ce problème n'était qu'un élément d'un tout, c'est-à-dire de la question coloniale connue sous le nom de "question de Palestine". La situation étant particulièrement inquiétante, il importait de régler d'urgence le problème du rapatriement de la population de la Palestine. En attendant, il fallait prendre immédiatement les mesures nécessaires en vue de mettre fin à la saisie et à la détention illicites des terres arabes, effectuées en application de la loi israélienne sur l'acquisition des terres. Le droit international n'admettait pas la confiscation des biens d'une nation entière et le fait qu'une nation entière ait été dépossédée de ses biens meubles et immeubles était sans précédent dans l'histoire. En outre, au cours des dix-huit dernières années, les droits de la population arabe de Palestine au rapatriement ou à l'indemnisation tels qu'ils avaient été énoncés pour la première fois dans la résolution 194 (III), avaient été reconnus et confirmés par l'Assemblée générale à chacune de ses sessions rétroactives. Les Palestiniens ont maintenant perdu tout espoir de voir les Nations Unies trouver une solution équitable et rétablir leurs droits. L'incapacité de l'Organisation de faire appliquer ses décisions a terni

son prestige; il était donc naturel que les Palestiniens en soient venus à tenter d'obtenir justice par d'autres voies pour parvenir à la libre détermination et à la libération de leur patrie. Les Nations Unies qui avaient voté pour le partage de la Palestine contrairement aux vœux de la majorité de son peuple avaient le devoir de trouver une solution équitable au problème. Or, on ne pourrait jamais arriver à une telle solution par la voie des négociations directes, étant donné d'une part, que les droits des réfugiés au rapatriement ne pouvaient pas faire l'objet d'un marchandage, et que, d'autre part, Israël estimait que les négociations impliquaient la reconnaissance du fait accompli.

Le représentant d'Israël a fait observer que la question plus générale des relations entre son pays et les Etats arabes ne figurait pas à l'ordre du jour de la Commission politique spéciale et que, dans sa résolution la plus récente à ce sujet [résolution 512 (VI)], l'Assemblée générale avait considéré que c'était aux gouvernements intéressés qu'il appartenait au premier chef de s'entendre pour trouver une solution à leur différend. En réponse aux accusations des porte-parole arabes, le représentant d'Israël a déclaré que la création de son pays était le résultat du mouvement de libération nationale et d'autodétermination du peuple juif. Les gouvernements arabes s'étaient opposés par la force à ce mouvement et avaient de ce fait créé le problème des réfugiés. Certains dirigeants arabes souhaitaient une solution militaire au problème, mais une telle solution était hors de question parce qu'elle était contraire aux dispositions de la Charte et de la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale sur la non-intervention, qu'elle constituait une violation des conventions d'armistice général, et parce qu'elle risquait d'aboutir à ce que les réfugiés eux-mêmes soient sacrifiés pour que se réalisent des rêves de revanche.

La solution diplomatique serait certainement la plus satisfaisante si un accord pouvait être négocié entre les quatre pays d'accueil et Israël; cette solution a maintes fois été proposée à l'Assemblée générale mais a toujours été rejetée par les délégations des Etats arabes qui, par la position qu'ils ont adoptée, ont paralysé la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine. Quant à une solution "obligatoire" imposée par les Nations Unies, solution que préconisaient les Arabes qui voudraient que l'Assemblée générale traite Israël comme un territoire sous tutelle, le représentant d'Israël jugeait une telle position inadmissible étant donné que les Nations Unies n'étaient pas habilitées à conférer à des particuliers le droit de franchir les frontières d'un Etat Membre, ni à imposer une telle obligation à un Etat Membre. Enfin, pour ce qui était d'une solution économique, le représentant d'Israël a estimé que l'Office devait jouer un rôle dynamique et favoriser la capacité de se suffire à eux-mêmes, la réadaptation et l'intégration économique des réfugiés, conformément à son mandat initial. Ce qu'il fallait, c'était de lancer un nouveau programme de réadaptation et d'indemnisation qui disposerait de fonds importants. Le Gouvernement d'Israël serait prêt à apporter à ce fonds un appui substantiel. Le tout était de savoir si l'on voulait perpétuer le problème à des fins militaires et politiques ou le résoudre dans l'intérêt de l'humanité.

Durant l'examen de ce point de l'ordre du jour, la Commission politique spéciale a été saisie de deux projets de résolution. Le premier de ces textes a été présenté par les Etats-Unis d'Amérique. Le dispositif de ce projet de résolution tendait à ce que l'Assemblée

générale: 1) note avec un profond regret que ni le rapatriement ni l'indemnisation des réfugiés prévus au paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale n'ont encore eu lieu, qu'aucun progrès notable n'a été réalisé en ce qui concerne le programme de réintégration des réfugiés, soit par le rapatriement soit par la réinstallation, programme que l'Assemblée générale a fait sien par le paragraphe 2 de la résolution 513 (VI), et que, de ce fait, la situation des réfugiés continue d'être un sujet de grave préoccupation; 2) exprime ses remerciements au Commissaire général et au personnel de l'Office ainsi qu'aux institutions spécialisées et aux organisations privées pour l'œuvre très utile qu'elles accomplissent en faveur des réfugiés; 3) appelle l'attention sur la situation financière de l'Office qui demeure critique; 4) note avec inquiétude que, malgré le succès des efforts méritoires déployés par le Commissaire général pour réunir des contributions additionnelles en vue d'aider à combler le grave déficit budgétaire de l'exercice précédent, les contributions à l'Office continuent d'être insuffisantes pour permettre de faire face aux besoins budgétaires essentiels; 5) invite tous les gouvernements à faire, d'urgence, le plus grand effort de générosité possible pour satisfaire les besoins futurs de l'Office; 6) constate avec inquiétude qu'en dépit de progrès limités, de nouvelles mesures sont nécessaires en vue de la revision des listes de rationnaires, et en conséquence prie le Commissaire général de prendre ces mesures, notamment en ce qui concerne la revision des listes de rationnaires, afin d'assurer, en coopération avec les gouvernements intéressés, la répartition la plus équitable possible des secours en fonction des besoins; et 7) constate avec regret qu'en raison de la situation inchangée dans la région, la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine n'a pas été en mesure de trouver le moyen de faire des progrès en ce qui concerne l'application du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, et invite les gouvernements intéressés à coopérer pour que la Commission puisse poursuivre ses efforts à cette fin.

L'Afghanistan, la Malaisie, le Pakistan et la Somalie ont présenté le deuxième projet de résolution. Le dispositif de ce projet tendait à ce que l'Assemblée générale: 1) prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures appropriées pour que soit nommé un séquestre chargé de protéger et d'administrer les biens, les avoirs et les droits à la propriété des Arabes en Israël et de percevoir le revenu qui en provient au nom des propriétaires légitimes; 2) invite les gouvernements intéressés à fournir toutes facilités et toute assistance au Secrétaire général pour assurer l'efficacité de la tâche et des activités du séquestre; 3) prie le séquestre de faire rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session sur l'accomplissement de sa tâche.

La Somalie a présenté des amendements au projet de résolution des Etats-Unis. Ces amendements tendaient: 1) à modifier le paragraphe 5 du dispositif de manière que l'Assemblée générale prie en outre instamment les gouvernements qui ne versent pas de contributions d'en verser, et les gouvernements qui en versent déjà, de les augmenter; 2) à remanier le paragraphe 6 du dispositif afin que le Commissaire général soit prié de poursuivre ses efforts en vue de prendre les mesures nécessaires, notamment la revision des listes de rationnaires, afin d'assurer, en coopération avec les gouvernements intéressés, la répartition la plus équitable possible des secours en fonction des besoins;

3) à modifier le texte du paragraphe 7 du dispositif de manière que l'Assemblée générale constate avec regret que la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine n'a pas été en mesure d'assurer des progrès dans l'application du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) et invite le Gouvernement israélien à coopérer avec la Commission à cet égard; et 4) à ajouter un nouveau paragraphe aux termes duquel l'Assemblée générale inviterait la Commission de conciliation à intensifier ses efforts pour appliquer le paragraphe 11 de la résolution 194 (III) et à faire rapport à ce sujet selon qu'il conviendrait et au plus tard le 1^{er} octobre 1967.

Lors du vote sur les diverses propositions dont la Commission était saisie, les deux premiers amendements présentés par la Somalie ont été adoptés, le quatrième ayant été accepté par le représentant des Etats-Unis, le troisième rejeté. Le projet de résolution des Etats-Unis, ainsi modifié, a ensuite été adopté par 65 voix contre zéro, avec 45 abstentions. La Commission a rejeté le projet de résolution des quatre puissances par 38 voix contre 36, avec 36 abstentions.

Le 17 novembre, l'Assemblée générale a adopté le projet de résolution recommandé par la Commission spéciale [résolution 2154 (XXI)] par 68 voix contre zéro, avec 39 abstentions.

ACTIVITÉS DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

L'Office a continué d'assurer le fonctionnement de ses services de secours et de santé en faveur des réfugiés dans le besoin et a poursuivi l'exécution de son programme d'enseignement général et d'enseignement supérieur, ainsi que de son programme de formation professionnelle et technique destiné aux jeunes réfugiés, et cela dans un climat de tension politique croissante.

Le nombre des enfants réfugiés recevant une instruction avec l'aide de l'UNRWA s'est encore sensiblement accru, passant de 235 000 en mai 1966 à quelque 250 000 en mai 1967. Le nombre des salles de classe a été augmenté et on envisageait la construction de nouvelles écoles grâce à des fonds recouvrés à la Banque jordanienne de développement. L'Institut UNRWA/UNESCO a continué à assurer aux enseignants une formation en cours d'emploi pour améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles primaires de l'Office. Depuis sa création en octobre 1964, l'Institut a délivré un diplôme à 632 instituteurs. Actuellement, 1 500 enseignants au total suivaient les cours de l'Institut et on comptait qu'environ 600 d'entre eux termineraient leurs études durant l'été 1967.

Quelques 3 550 jeunes réfugiés ont bénéficié du programme de formation professionnelle et du programme de formation d'enseignants de l'Office, soit dans les centres-pensionnats de l'UNRWA, soit dans d'autres institutions. En 1966, plus de 1 660 jeunes réfugiés ont été diplômés, et 270 d'entre eux ont été envoyés en Europe ou dans la République arabe unie pour y recevoir une formation en cours d'emploi. Au cours de la même année, l'Office a attribué 590 bourses pour des études universitaires.

Au 1^{er} avril 1967, le nombre total des réfugiés immatriculés auprès de l'Office était de 1 338 000, soit 29 163 de plus que l'année précédente. Sur ce nombre, 860 955 bénéficiaient de tous les services de l'Office y compris des distributions de rations, contre 860 516

au 1^{er} avril 1966; 370 216 autres réfugiés avaient droit aux services d'enseignement et aux services médicaux assurés par l'Office. La ration alimentaire de base était demeurée la même.

Le nombre des réfugiés hébergés dans les camps de l'Office a augmenté de près de 15 000 personnes pendant l'année, pour atteindre un total de 530 220 personnes le 1^{er} avril 1967. On avait achevé de construire un camp supplémentaire où des réfugiés avaient pu être logés; la construction d'un autre camp avançait rapidement, mais le nombre de logements disponibles restait bien en deçà de la demande.

L'Office a continué à fournir une assistance limitée à des personnes dont il avait été établi qu'elles se trouvaient dans une situation particulièrement critique et à former et éduquer les enfants handicapés. Des dons spéciaux ont permis l'exécution de modestes programmes d'activités pour la jeunesse et d'activités féminines.

L'Office a continué d'assurer aux réfugiés des soins préventifs et curatifs par l'intermédiaire des centres de consultation, des hôpitaux et des laboratoires qu'il gérait ou subventionnait. Le programme de santé comprenait également la protection nutritionnelle des groupes vulnérables de réfugiés, des services d'assainissement dans les camps et une éducation sanitaire. Grâce à des contributions spéciales, il a été possible de construire quelques nouveaux centres sanitaires et d'améliorer les centres existants.

Comme par le passé, l'Office a bénéficié des avis et de l'aide d'autres organismes des Nations Unies, notamment de l'UNESCO et de l'OMS, et il a collaboré étroitement avec les agences bénévoles dont l'action s'exerce en faveur des réfugiés de Palestine.

Situation financière

En 1966, l'Office a dépensé ou engagé quelque 37,5 millions de dollars (contre 37,6 millions en 1965), dont 17,3 millions pour des services de secours (rations alimentaires de base, alimentation complémentaire, hébergement et assistance aux personnes particulièrement nécessiteuses), 5 millions de dollars pour les services de santé (services médicaux et assainissement) et 15,1 millions de dollars pour l'enseignement et la formation professionnelle.

Les recettes n'ayant atteint au total que 36,3 millions de dollars en 1966, l'Office a donc eu un déficit de 1,2 million de dollars et a été contraint, une fois de plus, d'opérer des prélèvements sur son fonds de roulement. En 1967, son déficit sera sans doute encore plus élevé.

Personnel

Au 30 avril 1967, l'UNRWA employait 11 468 personnes recrutées sur place et 108 fonctionnaires internationaux. Ces chiffres faisaient apparaître une diminution de 21,2 p. 100 du nombre des fonctionnaires internationaux en un an.

N. — Plainte du Royaume-Uni contre le Yémen

Le 2 août 1966, le Royaume-Uni a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse immédiatement pour examiner la situation découlant d'une attaque aérienne non provoquée et injustifiable contre la ville de Nuqub, dans un Etat faisant partie de la Fédération de l'Arabie du Sud, dont il appartenait au Royaume-Uni d'assurer

la protection et les relations extérieures. Le 30 juillet, deux appareils qui paraissaient être des MIGs de l'armée de l'air de la République arabe unie, opérant à partir d'un aérodrome situé au Yémen et qui volaient à basse altitude, ont mitraillé à deux reprises la ville de Nuqub, en tirant au canon de 20 mm et à la mitrailleuse de 0,5, utilisant à la fois des projectiles explosifs et des projectiles incendiaires. Trois enfants arabes ont été blessés et 75 traces de projectiles au total ont jusque-là été relevées sur des maisons de la ville.

Le 4 août, le Conseil de sécurité a décidé, sans objection, d'inscrire ce point à son ordre du jour et a invité les représentants de la République arabe unie et du Yémen à participer, sans droit de vote, à ses débats. Le Conseil a examiné cette question au cours de cinq séances tenues du 4 au 16 août.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le Conseil avait récemment exprimé la profonde inquiétude que lui causaient certains problèmes du Moyen-Orient, ainsi que son désir de voir régler les différends par un recours aux Nations Unies. La ville en question était isolée et facilement reconnaissable. Les faits caractéristiques étaient que l'attaque avait été effectuée par deux avions venant de la direction du Yémen et dont la description correspondait à celle de MIGs, avec des munitions de fabrication soviétique. La République arabe unie disposait de tels appareils. Après l'attaque d'avril 1965, le Royaume-Uni avait informé la République arabe unie que de nouvelles attaques entraîneraient un débat au Conseil de sécurité. En juin 1965, le Royaume-Uni avait accepté l'assurance donnée par la République arabe unie au sujet d'une attaque ultérieure qu'il s'agissait d'une "erreur de navigation". On ne pouvait donner la même explication pour l'attaque faisant l'objet de la présente plainte qui avait eu lieu à 17 miles à l'intérieur du territoire fédéral. Le Royaume-Uni était donc amené à conclure que l'attaque était délibérée et probablement liée à d'autres activités dans la région. Pour que le Royaume-Uni puisse s'acquitter de sa tâche qui consistait à conduire la région à l'indépendance en 1968, d'une manière qui concorde avec les vœux de la population autochtone et avec les recommandations pertinentes des Nations Unies, il était nécessaire que la paix règne. Le Royaume-Uni demandait au Conseil de déplorer cette attaque et d'inviter les autorités de la République arabe unie et du Yémen à faire en sorte que de tels incidents ne se reproduisent pas. En ce qui concerne les difficultés qui avaient surgi dans le passé entre le Yémen et la Fédération de l'Arabie du Sud, le Royaume-Uni, en coopération avec les autorités fédérales, s'était efforcé de parvenir à un règlement. On pouvait sans doute contribuer à un règlement en organisant, sous une forme ou sous une autre, une observation des Nations Unies. Le Royaume-Uni restait disposé à examiner cette possibilité en usant des bons offices du Secrétaire général. Les habitants de l'Arabie du Sud avaient le droit de demander d'être à l'abri de toute attaque et de toute intimidation de l'extérieur, puisque le territoire était au seuil de l'indépendance.

En réponse, le représentant du Yémen a déclaré qu'en admettant même que les allégations du Royaume-Uni soient exactes, elles ne pouvaient justifier la hâte avec laquelle ce pays avait demandé la convocation du Conseil. Le Yémen pouvait énumérer de nombreux exemples beaucoup plus graves que l'accusation britannique, mais il n'avait pas demandé que le Conseil se réunisse. Le Yémen était soumis à l'agression britan-

nique depuis 130 ans. Après avoir cité des lettres dans lesquelles son gouvernement protestait contre les activités du Royaume-Uni depuis avril 1964, le représentant du Yémen a dit que ce n'était là qu'un aspect de l'attitude hostile du Royaume-Uni envers le Yémen et de son ingérence dans les affaires intérieures de ce pays. Cette hostilité s'était accrue depuis que le peuple de la partie méridionale du Yémen, occupée par les Britanniques, s'était soulevé contre la domination et la répression coloniales. Le Yémen rejetait catégoriquement les accusations du Royaume-Uni et se demandait avec inquiétude si le motif à l'origine de cette plainte ne préluirait pas à un nouvel acte d'agression contre lui. De même que pour les autres accusations lancées dans le passé par le Royaume-Uni, la présente plainte était dénuée de fondement. Le Yémen avait des griefs réels et non imaginaires concernant les incursions britanniques à l'intérieur de son territoire: des violations par les Britanniques de son espace aérien, des provocations et des actes d'agression. Le représentant du Yémen a ajouté que les Britanniques projetaient pour la partie occupée du sud du Yémen, qu'ils appelaient la Fédération de l'Arabie du Sud, une autre forme de colonialisme. Le Royaume-Uni n'avait pas accepté les recommandations des Nations Unies concernant Aden. Le représentant du Yémen a dit qu'un autre motif de la plainte du Royaume-Uni pouvait être le désir d'éviter toute décision en la matière par l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session. Les Britanniques savaient que le Yémen formait un tout et la réunification du Yémen, que ses habitants réaliseraient eux-mêmes, serait l'un des fruits de la liberté.

Le représentant de la République arabe unie a déclaré que les Arabes, que le Royaume-Uni cherchait à diviser, savaient qui étaient leurs ennemis. Le Royaume-Uni, dont le colonialisme et l'impérialisme ressemblaient à une pieuvre dans le monde arabe, avait essayé de masquer son oppression du peuple d'Aden et du Protectorat d'Aden. Les seuls avions survolant ces territoires appartenaient au Royaume-Uni. Aucun appareil de la République arabe unie n'avait entrepris aucune opération d'aucune sorte sur le territoire de Beihan et, selon le commandement unifié arabo-yéménite, aucun de ses avions n'avait pris l'air le 30 juillet. Le représentant de la République arabe unie a rappelé que le Conseil avait déjà condamné le Royaume-Uni pour son agression contre Harib, au Yémen. Le Royaume-Uni avait essayé de discréditer la République arabe unie, qui soutenait la lutte pour la liberté et la libre détermination en Arabie du Sud.

Le 10 août, la Nouvelle-Zélande a déposé un projet de résolution tendant à ce que le Conseil décide de prier le Secrétaire général de prendre des dispositions en vue d'une enquête immédiate qui serait effectuée par du personnel expérimenté de l'Organisation des Nations Unies et aurait pour objet d'établir les faits concernant l'incident mentionné dans la plainte du Royaume-Uni du 2 août 1966 et de rendre compte dès que possible au Conseil de sécurité.

En présentant ce texte, le représentant de la Nouvelle-Zélande a souligné que les faits cités devant le Conseil étaient contradictoires. Puisque la conclusion que l'on pouvait en tirer était que ceux qui considéraient que les allégations du Royaume-Uni n'étaient pas corroborées par des preuves semblaient penser que le Conseil ne devrait accepter que les faits établis par un enquêteur impartial, il s'ensuivait manifestement que

le Conseil devait adopter des dispositions en vue d'une enquête impartiale. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a suggéré que le Secrétaire général soit prié de prendre des mesures pour qu'il soit immédiatement procédé à une enquête par une équipe de l'ONU.

Le représentant de la Jordanie a accepté l'affirmation de la République arabe unie selon laquelle aucun de ses appareils ne s'était trouvé dans la région. Le Conseil créerait un précédent dangereux s'il envoyait une équipe d'enquêteurs dans la région. Les accusations britanniques en elles-mêmes n'étaient pas étayées par des éléments de preuve suffisants. Ce qui s'imposait dans la région c'était la cessation immédiate de la domination coloniale et le rétablissement des droits de la population.

Le représentant du Mali, tout en soutenant la proposition tendant à user des bons offices du Secrétaire général, a dit que sa délégation n'estimait pas valable la plainte du Royaume-Uni. Elle s'inquiétait de ce que le Gouvernement britannique n'ait pas coopéré avec l'Organisation des Nations Unies concernant l'octroi de l'indépendance au peuple de l'Arabie du Sud.

A l'appui du projet de résolution de la Nouvelle-Zélande, les représentants de l'Argentine, des Pays-Bas, de l'Uruguay et des Etats-Unis ont exprimé l'avis qu'en l'absence de témoignages objectifs les divergences d'opinions entre les parties directement intéressées plaçaient le Conseil dans une position difficile. Le seul moyen efficace d'examiner cette plainte consistait à confier à une autorité impartiale le soin d'établir la vérité sur les faits relatifs à l'incident du 30 juillet.

Le représentant du Nigéria, appuyé par les représentants du Japon et de la France, a accueilli avec satisfaction la proposition d'enquête et a fait appel au Conseil pour qu'il recherche un consensus qui aurait pour effet de réduire la tension dans la région.

Les représentants de la Bulgarie et de l'URSS ont maintenu que l'accusation portée par le Royaume-Uni était fantaisiste et injustifiée. Le bombardement de Nuqub était l'une des nombreuses expéditions et opérations punitives du colonialisme britannique. L'indépendance imposée que le Royaume-Uni préparerait pour le peuple de la région ne serait qu'une continuation du colonialisme sous une autre forme. Une enquête du genre de celle qui était demandée serait inutile. La solution du problème de l'Arabie du Sud résidait dans l'octroi de l'indépendance, comme le confirmaient de nombreuses décisions des Nations Unies, et dans la suppression des bases militaires britanniques qui s'y trouvaient. Le 16 août, à la suite de consultations entre les membres du Conseil, le Président a donné lecture d'une déclaration qui, a-t-il dit, avait le soutien de toutes les parties intéressées et selon laquelle le Président, ayant noté que le débat découlait d'une plainte déposée par le représentant du Royaume-Uni, que les éléments sur lesquels reposait cette plainte étaient contestés par la République arabe unie et le Yémen et que les déclarations faites par les membres du Conseil n'avaient pas permis de trouver une solution constructive, s'estimait autorisé à demander aux parties intéressées de contribuer à une détente et à inviter le Secrétaire général à continuer d'user de ses bons offices en vue de régler, en accord avec les parties intéressées, la question en litige.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande n'a pas insisté pour que son projet de résolution soit mis aux voix et a souscrit à la déclaration de consensus.

O. — Stricte observation de l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et du droit des peuples à l'autodétermination

Le 19 septembre 1966, la Tchécoslovaquie a demandé l'inscription à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale d'une question intitulée "Stricte observation de l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et du droit des peuples à l'autodétermination". Dans un mémoire explicatif accompagnant sa requête, la Tchécoslovaquie a déclaré que l'Assemblée devrait adopter des mesures pour assurer des relations pacifiques entre les Etats et renforcer leur sécurité, et donné son appui à la lutte des nations pour la liberté et l'indépendance et pour un développement indépendant. Elle ajoutait que l'Assemblée générale devrait affirmer solennellement le principe de l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales ainsi que le droit des peuples à l'autodétermination et condamnerait formellement toute violation de ces principes. Elle déclarait également que l'Assemblée devait faire appel à tous les Etats pour qu'ils observent ces principes strictement et sans condition.

Le 24 septembre 1966, l'Assemblée générale a inscrit cette question à son ordre du jour. L'Assemblée a examiné la question sans renvoi à une Commission au cours de neuf séances du 9 au 30 novembre 1966.

Pendant le débat, une forte majorité d'orateurs ont convenu qu'il était souhaitable et nécessaire de réaffirmer les principes de la stricte observation de l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et du droit des peuples à l'autodétermination. Cependant des opinions différentes ont été exprimées quant à l'interprétation de ces principes.

Le 11 novembre, le représentant de la Tchécoslovaquie a présenté un projet de résolution dont quatorze pays étaient les auteurs. Ce projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée déclare que l'emploi de la force militaire, ainsi que de pressions d'ordre politique ou économique, par un Etat contre un autre constitue une violation flagrante du droit international et que toute action faisant appel à la contrainte contre des peuples qui luttent contre le colonialisme constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, et adresse un appel à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires en vue de réduire la tension, de renforcer la paix et de promouvoir la coexistence pacifique des Etats, quel que soit leur régime social.

Le 16 novembre, le représentant de la République démocratique du Congo a présenté des amendements au projet de résolution des quatorze puissances, tendant à ce que l'Assemblée déclare que l'attaque armée d'un Etat contre un autre, le recours à la menace ou à la contrainte sous n'importe quelle forme, y compris les pressions d'ordre militaire, politique ou économique, dans le but de porter atteinte à l'exercice par un Etat de droits légitimes inhérents à sa souveraineté, sont contraires à la Charte des Nations Unies et constituent une violation flagrante du droit international, qui engage la responsabilité internationale.

Un autre projet de résolution déposé le 15 novembre par le Costa Rica et les Etats-Unis d'Amérique tendait à ce que l'Assemblée: 1) demande à tous les pays de faciliter l'exercice du droit à l'autodétermination et de s'abstenir d'employer la force armée pour interdire ou entraver de toute autre manière l'exercice de ce droit; et 2) demande à tous les pays de renier toute doctrine préconisant l'emploi de la force armée ouverte, la subversion ou le terrorisme visant à renverser par la violence les gouvernements d'autres Etats, ou l'intervention dans les luttes intestines.

Le 17 novembre, huit pays ont présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée: 1) recommande que les principes de l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force et de l'autodétermination des peuples dépendants reçoivent la priorité dans l'étude ultérieure des sept principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats et 2) prie le Secrétaire général d'inclure les comptes rendus du débat consacré à cette question dans la documentation qui serait examinée lors de l'étude ultérieure des principes du droit international touchant des questions connexes, en vue de l'adoption, à une date rapprochée, d'une déclaration dans laquelle seraient formulés ces principes.

Un groupe de travail composé de représentants des auteurs de ces trois projets de résolution, ainsi que du représentant de l'Autriche a essayé de surmonter les difficultés de fond et d'ordre pratique résultant d'une interprétation et d'une conception différentes de cette question. Les consultations entre les auteurs ont conduit à la présentation par vingt-deux pays d'un projet de résolution de compromis.

Le 30 novembre 1966, l'Assemblée générale, par 98 voix contre 2, avec 8 abstentions, a adopté le projet de résolution des vingt-deux puissances [résolution 2160 (XXI)]. Par cette résolution, l'Assemblée générale: 1) réaffirmait que: a) les Etats doivent respecter strictement, dans leurs relations internationales, l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies; en conséquence, une attaque armée d'un Etat contre un autre, ou l'emploi de la force sous toute autre forme contraire à la Charte des Nations Unies, constitue une violation du droit international, qui engage la responsabilité internationale; b) toute action faisant appel à la contrainte, directe ou indirecte, qui prive les peuples soumis à la domination étrangère de leur droit à l'autodétermination et à la liberté et à l'indépendance et de leur droit de déterminer librement leur statut politique et de poursuivre leur développement économique, social et culturel constitue une violation de la Charte des Nations Unies: en conséquence, l'emploi de la force pour priver les peuples de leur identité nationale, interdit par la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et sur la protection de leur indépendance et de leur souveraineté figurant dans la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale, constitue une violation de leurs droits inaliénables et du principe de la non-intervention; 2) adressait un appel urgent aux Etats pour qu'ils: a) renoncent à toute action contraire aux principes fondamentaux susmentionnés et s'en abstiennent, et veillent à ce que leurs activités, dans les relations internationales, soient en complète harmonie avec les intérêts de la paix internationale et de la sécurité; b) fassent tous leurs efforts

et prennent toutes les mesures nécessaires en vue de faciliter l'exercice du droit à l'autodétermination par les peuples soumis à la domination coloniale, de réduire la tension internationale, de renforcer la paix et de promouvoir les relations amicales et la coopération entre les Etats; 3) rappelait à tous les Etats Membres qu'ils ont le devoir d'appuyer au maximum les efforts que déploie l'Organisation des Nations Unies pour assurer le respect et l'observation des principes consacrés dans la Charte et d'aider l'Organisation à s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées par la Charte touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Elle priait également le Secrétaire général d'inclure cette résolution et les comptes rendus des débats consacrés à la question intitulée "Stricte observation de l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et du droit des peuples à l'autodétermination" dans la documentation qui serait examinée lors de l'étude ultérieure des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, en vue de l'adoption, à une date rapprochée, d'une déclaration dans laquelle seraient formulés ces principes.

P. — Règlement pacifique des différends

Conformément à la décision, prise par l'Assemblée générale à sa vingtième session, de reporter l'examen de la question intitulée "Règlement pacifique des différends" à la prochaine session, ce point a été inscrit à l'ordre du jour de la vingt et unième session.

Cette question a été renvoyée à la Commission politique spéciale qui l'a examinée au cours de deux séances tenues le 16 décembre 1966.

Pendant l'examen de la question par la Commission, le représentant des Pays-Bas a présenté un projet de résolution soumis par sept pays, tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) invite les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations régionales à communiquer par écrit au Secrétaire général, avant le 1^{er} juillet 1967, tous avis, suggestions ou propositions en vue de renforcer les moyens dont la communauté internationale dispose pour le règlement pacifique des différends internationaux et d'encourager un recours plus fréquent à l'emploi de tous ces moyens dans le cadre des dispositions de la Charte; et 2) décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale la question intitulée "Règlement pacifique des différends".

Le représentant du Royaume-Uni a dit que son gouvernement continuait à penser que la question du règlement pacifique des différends était d'une importance fondamentale et présentait un caractère d'urgence indéniable. Il était aussi important de faire la paix — c'est-à-dire, de régler les différends avant qu'ils n'atteignent le stade du conflit armé, ou de supprimer la cause du conflit après qu'il eut éclaté, — que de la maintenir. Toutefois, vu les résultats peu satisfaisants obtenus à cet égard, il était essentiel que l'Assemblée aborde le problème sous un angle nouveau et étudie attentivement tous les moyens possibles d'établir la paix. Le Royaume-Uni serait favorable à la création d'un comité, composé d'Etats Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale, qui serait chargé de faire une étude d'ensemble de la question du règlement pacifique des différends et de rédiger un rapport dans lequel il pré-

sentait ses conclusions et ses recommandations. La délégation britannique ne proposait pas de créer un nouveau mécanisme de règlement pacifique, et ne recommandait pas non plus que l'on recoure plus spécialement à l'un des mécanismes existants; elle demandait simplement qu'on examine tous les moyens et méthodes de règlement pacifique afin de voir s'il existait des possibilités qui n'auraient pas été toutes exploitées.

Le représentant de la Tunisie a proposé de renvoyer l'examen de la question à la session suivante, car la Commission politique spéciale n'aurait pas le temps de l'étudier en détail.

Les représentants de l'Argentine, du Canada, du Danemark et des Etats-Unis se sont accordés à reconnaître l'importance et l'urgence d'une étude approfondie des procédures de règlement pacifique des différends. Ils ont fait valoir que, si l'ONU avait amélioré et adapté son mécanisme de maintien de la paix, elle n'avait guère perfectionné les procédures de règlement pacifique, bien que le règlement pacifique des différends fût une nécessité pour le salut de l'humanité à l'ère nucléaire.

Le représentant des Pays-Bas a dit que l'efficacité de l'Organisation serait accrue par un examen approfondi des aspects juridiques et politiques de la question, car on pourrait ainsi faire le point des résultats obtenus au cours des vingt dernières années et mesurer les besoins. Comme il restait peu de temps avant la fin de la session, il faudrait sans doute remettre à plus tard cet examen. Mais, entre-temps, il serait peut-être possible d'inviter les Etats Membres à communiquer par écrit au Secrétaire général des suggestions tendant à renforcer les moyens dont la communauté internationale disposait en vue du règlement pacifique des différends et à encourager un recours plus fréquent à l'emploi de tous ces moyens dans le cadre des dispositions de la Charte. La Commission devrait aussi demander l'inscription de cette question à l'ordre du jour provisoire de la session suivante de l'Assemblée. Tels étaient les buts du projet de résolution aux auteurs duquel la délégation des Pays-Bas s'était associée.

Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a été d'avis de remettre l'examen de cette question à la session suivante. Pour faire une étude approfondie de la question d'un mécanisme de conciliation, il faudrait remonter à l'origine de certains différends et en examiner les causes. Cela pourrait donner lieu à des controverses politiques et prolonger inutilement le travail de la Commission.

Plusieurs autres représentants, notamment ceux de la Syrie, de la Guinée, de la République arabe unie, de la Pologne et de Madagascar, ont appuyé la proposition tendant à remettre l'examen de la question. En général, ces représentants ont souligné que la Commission n'avait pas le temps d'entreprendre une étude détaillée de cette question à la session en cours, et que la Charte, comme d'autres instruments de droit international, offrait déjà bien des moyens de règlement pacifique. Le représentant de la Pologne a ajouté que, du moment que d'autres organes de l'ONU s'occupaient déjà de la question du règlement pacifique des différends, il semblait préférable que la Commission ne l'aborde pas elle aussi. En outre, la discussion porterait peut-être sur des différends dont le Conseil de sécurité était saisi et pour lesquels il était sans doute beaucoup plus compétent que la Commission politique spéciale.

Le représentant du Cameroun a appuyé à la fois le projet de résolution des sept puissances et la proposi-

tion de la Tanzanie tendant à ajourner le débat. Il a estimé qu'avec la coopération des gouvernements des Etats Membres il serait possible de reprendre plus tard la discussion, et d'une manière plus profitable, l'examen de la question.

Pour le représentant de la Guinée, la discussion de la question du règlement pacifique des différends ne se justifierait que lorsque des pays comme le Royaume-Uni, la France, le Portugal et l'Espagne auraient libéré les peuples auxquels ils refusaient la souveraineté et lorsque aurait cessé l'agression des Etats-Unis contre le peuple du Viet-Nam.

Le représentant de l'URSS a fait observer que les conflits internationaux qui empoisonnaient encore le monde résultaient, non pas d'une lacune du droit international, mais du refus des puissances occidentales de renoncer à la politique qui consistait à imposer leur volonté par la menace ou l'emploi de la force, et de leurs tentatives en vue d'écraser les mouvements nationaux de libération.

A la 548^e séance de la Commission, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a, en application de l'article 117 du règlement intérieur, demandé l'ajournement du débat sur la question. La Commission a adopté cette motion par 50 voix contre 26, avec 6 abstentions.

Le 19 décembre 1966, l'Assemblée générale a pris note du rapport de la Commission politique spéciale.

Q. — Application de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté

Le 23 septembre 1966, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé l'inscription à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale d'un point intitulé "Application de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté".

Dans un mémoire explicatif joint à sa requête, l'URSS déclarait que l'intensification de l'ingérence des forces impérialistes dans les affaires intérieures des Etats et des peuples, que l'on avait récemment constatée, avait placé au premier plan des préoccupations de la communauté internationale la nécessité d'interdire l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats et de protéger l'indépendance de la souveraineté de ceux-ci. L'adoption de la Déclaration par l'Assemblée générale, dans sa résolution 2131 (XX), avait constitué une mesure importante pour aider les peuples des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Mais cette Déclaration avait été foulée aux pieds par les puissances impérialistes, et particulièrement par les Etats-Unis. Les intérêts de la paix exigeaient que l'on condamne et que l'on fasse cesser l'intervention armée dans les affaires intérieures des Etats et des peuples et que l'on applique strictement la Déclaration.

L'URSS a également joint à sa requête un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale exprime sa vive inquiétude devant les actes incessants d'intervention armée de certains Etats dans les affaires intérieures d'autres Etats en diverses régions du monde, confirme la Déclaration contenue dans la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale, et considère qu'il était de sa responsabilité directe: 1) de demander

instamment la cessation immédiate de toute intervention, sous quelque forme que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures des Etats et des peuples; 2) d'inviter tous les Etats à exécuter strictement les obligations qu'ils avaient assumées en vertu de la Charte des Nations Unies et des dispositions de la Déclaration contenue dans la résolution 2131 (XX); 3) de condamner toutes les formes d'intervention dans les affaires intérieures des Etats et des peuples, qui étaient la principale source de danger pour la paix dans le monde entier; 4) de prévenir les Etats qui, en violation de la Charte et de la Déclaration, se livraient à une intervention armée dans les affaires intérieures d'autres Etats et d'autres peuples qu'ils assumaient ainsi aux yeux de tous les peuples la responsabilité de toutes les conséquences qui pouvaient en découler, notamment pour lesdits Etats.

Le 24 septembre 1966, l'Assemblée générale a inscrit cette question à son ordre du jour et l'a renvoyée à la Première Commission. La Commission a examiné cette question au cours de 11 séances, du 5 au 12 décembre 1966.

Au cours du débat à la Commission, l'écrasante majorité des représentants se sont accordés à reconnaître qu'il serait souhaitable d'adopter une résolution qui rehausserait l'efficacité de la Déclaration adoptée à la session précédente. Toutefois, des divergences se sont manifestées sur le sens qu'il convenait de donner aux termes de la Déclaration. Certains Etats ont affirmé que l'intervention armée était la principale menace à la paix dans les relations internationales actuelles. D'autres ont estimé que des formes plus subtiles d'interventions, comme les activités subversives et le terrorisme pratiqués en vue de renverser des gouvernements légitimes, menaçaient davantage la paix mondiale. Il y a eu également des divergences sur la question de savoir si les peuples étaient menacés autant que les Etats par l'ingérence dans les affaires intérieures.

Le 30 novembre, 19 pays ont soumis des amendements au projet de résolution de l'URSS. Ces amendements ont été révisés par la suite et 22 autres pays se sont associés aux auteurs. Les amendements révisés tendaient notamment à ce que l'Assemblée se déclare préoccupée également par d'autres formes directes ou indirectes d'ingérence qui portaient atteinte à la personnalité souveraine et à l'indépendance politique des Etats, et, plutôt que de confirmer simplement la Déclaration, réaffirme tous les principes et normes qui y étaient énoncés. Les amendements tendaient aussi à remplacer l'expression "affaires intérieures des Etats" par "affaires intérieures et extérieures des Etats", et à inclure dans le projet une clause interdisant les activités subversives, le terrorisme ou d'autres formes d'intervention indirecte.

Le 12 décembre, la Première Commission a adopté les amendements révisés par 100 voix contre zéro, avec une abstention. Elle a ensuite adopté le projet de résolution ainsi modifié.

Le 19 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté par 114 voix contre zéro, avec deux abstentions, le projet de résolution recommandé par la Première Commission [résolution 2225 (XXI)]. Aux termes de cette résolution, l'Assemblée générale considérerait qu'il était de sa responsabilité directe: 1) de demander instamment la cessation immédiate de toute intervention, sous quelque forme que ce fût, dans les affaires intérieures ou extérieures des Etats; 2) de condamner toutes les formes d'intervention dans les affaires intérieures ou

extérieures des Etats, comme étant la principale source de danger pour la paix dans le monde entier; et 3) d'inviter tous les Etats à s'acquitter strictement des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et des dispositions de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté, et de les prier instamment de s'abstenir d'intervenir par les armes ou en favorisant ou organisant des activités subversives, le terrorisme ou d'autres formes d'intervention indirecte visant à changer par la violence le régime d'un autre Etat ou à intervenir dans les luttes intestines d'un autre Etat.

R. — Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine

Le 8 septembre, le Secrétaire général a présenté un rapport indiquant les dispositions prises, conformément à la résolution 2011 (XX) du 11 octobre 1965, et la pratique suivie en ce qui concerne la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine. Le rapport traitait notamment des questions suivantes: représentation aux réunions, coopération technique et coopération entre l'OUA et la Commission économique pour l'Afrique.

Le 15 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité un projet de résolution présenté par 37 pays par laquelle elle exprimait sa satisfaction des efforts déployés par le Secrétaire général pour promouvoir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'OUA et invitait le Secrétaire général à poursuivre ses efforts, notamment en ce qui concerne la liaison et la coopération technique entre le Secrétariat de l'ONU et celui de l'OUA, et de faire rapport à l'Assemblée générale selon qu'il conviendrait [résolution 2193 (XXI)].

S. — Année de la coopération internationale

A sa vingtième session, l'Assemblée générale avait pris note des deux rapports intérimaires du Comité pour l'Année de la coopération internationale et invité celui-ci à présenter son rapport final à l'Assemblée à sa vingt et unième session.

Le rapport final du Comité a été publié le 31 mars 1966 et a été analysé par le Secrétaire général dans son rapport annuel à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session.

A sa 1486^e séance plénière, le 7 décembre 1966, l'Assemblée était saisie du rapport final du Comité pour l'Année de la coopération internationale, ainsi que d'un projet de résolution présenté par douze pays. A cette séance, l'Assemblée a adopté à l'unanimité le projet de résolution [résolution 2174 (XXI)]. Par cette résolution, l'Assemblée générale, reconnaissant la contribution que les Etats Membres, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les organisations non gouvernementales intéressées avaient apportée aux activités entreprises pendant l'Année de la coopération internationale, et considérant que l'idée de désigner une année comme Année de la coopération internationale avait utilement contribué à mieux faire connaître les bienfaits de la coopération internationale prenait acte avec satisfaction du rapport

final du Comité pour l'Année de la coopération internationale.

T. — Nomination du Secrétaire général

Le mandat du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, U Thant, devait expirer le 3 novembre 1966; une question relative à la nomination du Secrétaire général a donc été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session.

Le 29 septembre, le Conseil de sécurité s'est réuni à huis clos et est parvenu à un accord selon lequel les membres du Conseil se félicitaient de la déclaration faite par le Secrétaire général selon laquelle il était disposé à envisager de demeurer à son poste jusqu'à la fin de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, déclaraient lui faire confiance et considéraient qu'une déclaration par laquelle U Thant s'annoncerait disposé à accepter un autre mandat en tant que Secrétaire général leur donnerait pleine satisfaction.

Le 28 octobre, lors d'une nouvelle réunion à huis clos, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 227 (1966) par laquelle, confirmant l'accord adopté le 29 septembre 1966, il recommandait à l'Assemblée générale, en attendant que le Conseil de sécurité ait examiné plus avant la question, de maintenir U Thant dans ses fonctions de Secrétaire général jusqu'à la fin de la vingt et unième session.

Le 1^{er} novembre, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 2147 (XXI) par laquelle elle maintenait U Thant dans ses fonctions de Secrétaire général jusqu'à la fin de la session.

Le Conseil de sécurité a examiné à nouveau la question le 2 décembre, lors d'une réunion à huis clos à l'issue de laquelle il a publié un communiqué contenant une déclaration faite par le Président au nom du Conseil ainsi qu'une déclaration du Secrétaire général et le texte de la résolution 229 (1966) du Conseil. Le Président avait déclaré notamment que les membres du Conseil étaient convenus qu'il serait de l'intérêt supérieur de l'Organisation qu'U Thant continue d'exercer les fonctions de Secrétaire général et qu'ils avaient décidé à l'unanimité de faire appel au dévouement d'U Thant à l'Organisation et de lui demander de continuer à exercer, pendant la durée entière d'un nouveau mandat, les fonctions de Secrétaire général.

Dans sa déclaration, le Secrétaire général a exprimé l'espoir que la vive attention prêtée aux questions fondamentales auxquelles l'Organisation devait faire face et à l'évolution inquiétante de la situation dans bien des régions du monde, servirait à renforcer l'Organisation grâce à l'effort concerté de tous les Etats Membres et favoriserait la cause de la paix et du progrès dans le monde. C'était dans cet espoir que le Secrétaire général accédait à l'appel que le Conseil de sécurité lui avait adressé.

Par sa résolution 229 (1966) du 2 décembre, le Conseil de sécurité, conscient des qualités dont U Thant avait fait la preuve et de son sens élevé du devoir, et convaincu que sa nomination pour un nouveau mandat servirait au mieux les intérêts et objectifs supérieurs de l'Organisation, recommandait à l'Assemblée générale qu'U Thant soit nommé Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour un nouveau mandat.

L'Assemblée générale a examiné la recommandation du Conseil de sécurité le jour même et a adopté à

l'unanimité, au scrutin secret, la résolution 2161 (XXI) par laquelle, agissant conformément à la recommandation du Conseil et faisant sienne la déclaration selon laquelle, étant donné les qualités dont U Thant avait fait preuve et son sens élevé du devoir, sa nomination

pour un nouveau mandat servirait au mieux les intérêts et objectifs supérieurs de l'Organisation, l'Assemblée nommait U Thant Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour un nouveau mandat venant à expiration le 31 décembre 1971.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

A. — Désarmement et questions connexes

Pour le rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement pour la période allant du 27 janvier au 25 août 1966, voir *Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément pour 1966, DC/228*.

Pour les autres documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, points 26, 27, 28, 29, 97 et 98 de l'ordre du jour.

Voir également A/6663.

B. — Effets des radiations ionisantes

Pour le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 14 (A/6314 et Corr.1)*.

Pour les autres documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 35 de l'ordre du jour.

C. — Utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, points 30, 89 et 91 de l'ordre du jour; *ibid.*, cinquième session extraordinaire, *Annexes*, point 9 de l'ordre du jour.

D. — Admission de nouveaux membres

Pour les documents relatifs à cette question, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 20 de l'ordre du jour.

Pour les séances consacrées à cette question, voir :

- Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, 1287^e, 1306^e et 1330^e séances;*
- Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Séances plénières, 1409^e, 1444^e et 1487^e séances.*

E. — Examen par le Conseil de sécurité de la situation en Rhodésie du Sud

Pour les documents et les séances consacrés à cette question, voir :

- Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 23 de l'ordre du jour et additif;
- Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1966; ibid., vingt-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1967;*
- Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, 1331^e à 1333^e et 1335^e à 1340^e séance.*

F. — La politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, points 34, 66 et 68, et 95 de l'ordre du jour.

G. — Plainte déposée par la République démocratique du Congo contre le Portugal

Pour les documents relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément de juillet, août et septembre 1966 et Supplément d'octobre, novembre et décembre 1966*.

Pour les séances consacrées à cette question, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, 1302^e, 1303^e, 1304^e et 1306^e séances.*

H. — La situation dans la République Dominicaine

Pour les documents relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément d'avril, mai et juin 1966, Supplément de juillet, août et septembre 1966 et Supplément d'octobre, novembre et décembre 1966*.

I. — Représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 90 de l'ordre du jour.

J. — Question de Corée

Pour le rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 12 (A/6312)*.

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, points 31 et 93 de l'ordre du jour.

K. — Force d'urgence des Nations Unies

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 21 de l'ordre du jour.

Voir également A/6672.

L. — Question de Palestine

Pour les documents relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément de juillet, août et septembre 1966, et Supplément d'octobre, novembre et décembre 1966*.

Pour les séances consacrées à cette question, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, 1288^e à 1295^e, 1305^e, 1307^e à 1310^e, 1312^e à 1314^e, 1316^e, 1317^e et 1319^e à 1328^e séance.*

M. — Assistance aux réfugiés de Palestine

Pour le rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (1^{er} juillet 1965-30 juin 1966), voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 13 (A/6313)*.

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 32 de l'ordre du jour.

N. — Plainte déposée par le Royaume-Uni contre le Yémen

Pour les documents relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément de juillet, août et septembre 1966*.

Pour les séances consacrées à cette question, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, 1296^e à 1300^e séance*.

O. — Stricte observation de l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et du droit des peuples à l'autodétermination

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 92 de l'ordre du jour*.

P. — Règlement pacifique des différends

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 36 de l'ordre du jour*.

Q. — Application de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des

comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 96 de l'ordre du jour*.

R. — Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'Unité africaine

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 22 de l'ordre du jour*.

S. — Année de la coopération internationale

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 24 de l'ordre du jour*.

T. — Nomination du Secrétaire général

Pour les documents et les séances consacrés à cette question, voir :

- a) *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément de juillet, août et septembre 1966*;
- b) *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, 1301^e, 1311^e et 1329^e séances*;
- c) *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 18 de l'ordre du jour*.

CHAPITRE IV

Opérations de maintien de la paix et questions connexes

A. — *Troisième rapport du Comité spécial*

Le Comité spécial des opérations de maintien de la paix a adopté son rapport à l'Assemblée générale (vingt et unième session) au cours d'une séance qu'il a tenue le 13 septembre 1966; à ce rapport étaient joints les comptes rendus analytiques des séances du Comité et du Groupe de travail.

A la même séance, le Comité a approuvé une déclaration du Président dans laquelle ce dernier indiquait que certaines divergences de vues subsistaient au sujet des opérations de maintien de la paix et que le Président s'était efforcé de concilier les différents points de vue des Etats Membres, mais qu'il n'avait pas été possible d'arriver à ce résultat.

Au cours du débat, plusieurs représentants ont déploré que le Comité spécial n'eût pas fait de progrès. Le représentant du Canada a exprimé l'espoir que ce qui n'avait pas été accompli au Comité pourrait l'être ailleurs.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré espérer que l'on recevrait prochainement d'autres contributions volontaires importantes. Certaines idées nouvelles et certaines propositions utiles avaient été avancées au cours des débats et, si le Comité n'était pas à même de présenter des recommandations, c'était parce que certains de ses membres avaient fait preuve de peu d'empressement à examiner ces propositions.

Le représentant de la France a regretté que les formules suggérées par le Président n'eussent pu être acceptées par certaines délégations.

Le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir que des contributions volontaires importantes seraient bientôt versées étant donné que les deux premiers éléments de l'accord réalisé au Comité le 31 août 1965 avaient été appliqués. Bien que le Comité n'eût pu s'entendre sur des recommandations destinées à renforcer le mécanisme du maintien de la paix et à assurer un système de financement satisfaisant, des consultations privées très utiles avaient eu lieu.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, si les résultats obtenus n'étaient pas satisfaisants, cet échec était dû à l'attitude négative des Etats-Unis et du Royaume-Uni qui avaient empêché le Comité spécial d'adopter un véritable rapport à l'Assemblée générale. Pour que l'Organisation fût capable d'assurer la paix, le strict respect de la lettre et de l'esprit de la Charte était indispensable.

B. — *Examen de la question par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session*

Le 24 septembre 1966, l'Assemblée générale a inscrit à son ordre du jour la question intitulée "Etude d'ensemble de toute la question des opérations du maintien de la paix sous tous leurs aspects: rapport du Comité

spécial des opérations de maintien de la paix". La question a été renvoyée à la Commission politique spéciale pour examen et rapport. Cette Commission lui a consacré dix-sept séances, entre le 15 novembre et le 14 décembre.

Le représentant du Mexique, Président du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, a présenté le rapport du Comité spécial. Il a souligné l'utilité des travaux accomplis bien que le Comité ne fût parvenu à aucun accord. Les membres du Comité spécial avaient généralement reconnu que pour faire des progrès, il ne fallait pas défendre opiniâtrément tel ou tel point de vue, mais adopter une nouvelle notion, celle de la coexistence au sein de l'Organisation, et conformément à la Charte. Le problème des graves divergences de vues ne pourrait être résolu par des résolutions adoptées à la majorité. Il fallait tendre à l'unanimité.

Plusieurs projets de résolutions et plusieurs amendements ont été soumis à la Commission politique spéciale.

Le 17 novembre, un projet de résolution a été présenté par 12 pays; ce projet tendait notamment à ce que l'Assemblée générale: 1) décide que, en attendant l'adoption d'un autre système de financement des opérations de maintien de la paix: a) les dépenses relatives au maintien de la paix qui ne font pas l'objet d'arrangements convenus ou de rubriques du budget ordinaire seraient réparties selon les pourcentages ci-après: i) 5 p. 100 pour le groupe des Etats Membres économiquement peu développés; ii) 25 p. 100 pour le groupe des Etats Membres économiquement développés autres que les membres permanents du Conseil de sécurité; iii) 70 p. 100 pour le groupe des membres permanents du Conseil de sécurité, la somme correspondante étant mise à la charge des seuls membres permanents qui auraient voté en faveur de l'opération, étant entendu toutefois qu'aucun membre n'aurait à prendre à sa charge plus de 50 p. 100 du coût net de l'opération et que tout solde qui, du fait de cette disposition, n'aurait pas été mis en recouvrement serait ajouté à la somme mise à la charge du groupe de membres visé au sous-alinéa ii; b) à l'intérieur de chaque groupe, la somme que chaque Membre aurait à acquitter serait proportionnelle à sa capacité de paiement relative par rapport à celle des autres membres du groupe, telle qu'elle est déterminée par le barème des quotes-parts appliqué pour le budget ordinaire; c) tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, tout autre Etat ou toute autre organisation pourraient faire des versements volontaires pour réduire le montant à la charge de l'un quelconque ou de l'ensemble des groupes.

Le 29 novembre, la Commission a été saisie d'une version révisée du projet de résolution des douze puissances tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) exprime l'opinion que, en attendant l'adoption d'un autre système de financement des opérations de maintien de la paix: a) les dépenses relatives au maintien de la paix, jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars au cours

d'une année donnée, qui ne feraient pas l'objet d'arrangements convenus ou de rubriques du budget ordinaire, devraient être réparties selon les pourcentages prévus dans la proposition initiale; b) les dépenses en sus de 100 millions de dollars au cours d'une année donnée devraient être mises à la charge, au prorata, du groupe des Etats Membres économiquement développés et du groupe des membres permanents du Conseil de sécurité; 2) considère que l'étude d'ensemble de toute la question des opérations du maintien de la paix sous tous ses aspects devrait être poursuivie et achevée aussitôt que possible.

Le 21 novembre, sept pays ont présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) note les différentes méthodes de financement des opérations de maintien de la paix; 2) estime que, si le coût d'une opération donnée de maintien de la paix entraînant de lourdes dépenses doit être réparti entre les Membres de l'Organisation, il faudrait dûment tenir compte: a) des responsabilités spéciales des membres permanents du Conseil de sécurité; b) de la capacité relativement limitée des pays économiquement peu développés à contribuer au coût d'une telle opération; et c) de la nécessité, lorsque les circonstances le justifient, d'accorder une considération spéciale à la situation de tous Etats Membres qui sont victimes des événements ou des actions donnant lieu à une opération de maintien de la paix, et à la situation de ceux qui se trouvent de toute autre manière mêlés à ces événements ou actions; 3) estime que le partage équitable du coût d'une opération donnée de maintien de la paix entraînant de lourdes dépenses pourrait être obtenu par application d'un barème spécial selon lequel les pays économiquement peu développés contribueraient 5 p. 100 du coût total; 4) invite les Etats Membres à faire connaître à l'Organisation des Nations Unies la nature des forces ou des services — militaires ou civils — qu'ils seraient en mesure de fournir, s'ils décidaient de le faire, comme suite à une demande de participation à une opération de maintien de la paix des Nations Unies dûment autorisée; 5) recommande au Conseil de sécurité: a) d'autoriser une étude des moyens d'améliorer les préparatifs en vue du maintien de la paix; b) d'obtenir du Secrétaire général, à titre de pratique générale, une estimation des dépenses en cause lorsqu'il est recommandé ou adopté des mesures en vue du maintien ou du rétablissement de la paix et de la sécurité internationales; c) de rechercher les possibilités d'accords, à négocier avec les Etats Membres, visant à mettre à la disposition du Conseil de sécurité, sur son invitation, des forces armées, une assistance et des facilités, conformément à l'Article 43 de la Charte et compte tenu du paragraphe 2 de l'Article 47 de cet instrument; 6) décide d'inscrire à l'ordre du jour de la vingt-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale la question intitulée "Etude du maintien de la paix sous tous ses aspects".

Plusieurs versions révisées du projet de résolution des sept puissances, tenant compte de divers amendements qui avaient été présentés, ont été soumises à la Commission. Dans la version définitive, l'expression "économiquement peu développés" avait été remplacée par l'expression "en voie de développement économique" à l'alinéa b du paragraphe 2 et au paragraphe 3 du dispositif, et on avait ajouté au paragraphe 5 un nouvel alinéa d aux termes duquel l'Assemblée prierait le Conseil de sécurité de l'informer de toutes mesures qu'il aurait jugé utiles de prendre comme suite aux recommandations énoncées aux alinéas a, b et c. Le projet de résolution révisé reprenait divers amendements proposés par l'Ethiopie, notamment une demande

adressée au Comité spécial le priant de poursuivre, conformément à la résolution 2053 A (XX) de l'Assemblée générale, l'étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix, d'étudier plus avant les questions mentionnées dans les trois premiers paragraphes du dispositif du projet de résolution, et d'établir pour le 1^{er} juillet 1967 son rapport à l'Assemblée générale. Le projet reprenait en outre, sous une forme modifiée, un amendement présenté par Chypre en vertu duquel l'alinéa a du paragraphe 5 du dispositif ferait état d'une étude des moyens d'améliorer les préparatifs en vue d'opérations de maintien de la paix de nature non coercitive.

Deux projets de résolution ont été déposés par la Jamaïque. Le premier, dans sa version révisée, tendait à ce que l'Assemblée générale: 1) recommande au Conseil de sécurité de procéder le plus rapidement possible aux préparatifs qui lui permettraient de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent aux termes des Articles 42 et 45 de la Charte et, en particulier, d'entreprendre la négociation, avec des Etats Membres ou des groupes d'Etats Membres, d'arrangements en vertu desquels des forces armées, une assistance et des facilités seraient mises à la disposition du Conseil, sur son invitation, conformément aux dispositions de l'Article 43 de la Charte; et 2) assure le Conseil de sécurité de toute sa coopération, au cas où le Conseil en aurait besoin dans la négociation des arrangements mentionnés au paragraphe 1 du dispositif.

Aux termes du deuxième projet de résolution de la Jamaïque, l'Assemblée générale aurait décidé de créer un comité *ad hoc* des préparatifs pour le maintien de la paix qui serait chargé d'examiner et de recommander les principes généraux et les conditions que pourraient appliquer les Etats Membres lorsqu'ils mettent des forces, des facilités et des services à la disposition des Nations Unies aux fins d'opérations dûment autorisées de maintien de la paix, et un comité *ad hoc* du financement du maintien de la paix qui serait chargé d'examiner toutes les formules de détermination des contributions pour le maintien de la paix qui avaient été proposées et de recommander un ou plusieurs barèmes pour la répartition des dépenses résultant des opérations de maintien de la paix, chaque fois que ces dépenses devraient être couvertes par des contributions mises en recouvrement auprès des Membres de l'Organisation.

Le 8 décembre, l'Inde, la République arabe unie et la Yougoslavie ont déposé un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale décide que le Comité spécial poursuivrait ses travaux et examinerait en particulier: 1) les diverses méthodes de financement des opérations de maintien de la paix, eu égard notamment: a) aux responsabilités spéciales des membres permanents du Conseil de sécurité; b) à la capacité relativement limitée des pays en voie de développement économique de contribuer aux dépenses afférentes à ces opérations; c) à la nécessité d'examiner avec une attention particulière la situation de tout Etat Membre ou de tous Etats Membres qui sont victimes d'une agression, ainsi que la situation de ceux qui sont mêlés d'une autre manière à des événements ou à des actions donnant lieu à une opération de maintien de la paix; 2) les facilités, services et personnel que les Etats Membres pourraient fournir volontairement pour une opération de maintien de la paix entreprise par les Nations Unies. Le Comité spécial aurait en outre été invité à établir son rapport destiné à la vingt-deuxième session de l'Assemblée pour le 1^{er} juillet 1967. L'Assemblée aurait également recommandé au Conseil de sécurité: 1) d'étudier les moyens

d'améliorer les préparatifs en vue du maintien de la paix; 2) de rechercher les possibilités d'accords, à négocier avec les Etats Membres, visant à mettre à la disposition du Conseil de sécurité, sur son invitation, des forces armées, une assistance et des facilités, conformément à l'Article 43 de la Charte et compte tenu du paragraphe 2 de l'Article 47 de cet instrument; et 3) d'informer l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, de toutes mesures qu'il aurait jugé bon de prendre comme suite aux recommandations formulées ci-dessus.

Les Etats-Unis ont présenté un amendement au projet de résolution des trois puissances; il s'agissait d'ajouter au dispositif un nouveau paragraphe 2 en vertu duquel l'Assemblée aurait noté et approuvé les principes directeurs énoncés dans le rapport du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale en date du 31 mai 1965. Le représentant de la Guinée a proposé de modifier cet amendement de façon à en faire un dernier alinéa du préambule par lequel l'Assemblée générale prendrait note du rapport en question.

Le 9 décembre, le Mexique a déposé un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée: 1) prie le Comité spécial de poursuivre ses travaux; 2) approuve certains principes énoncés dans une annexe en tant que normes à appliquer pour la conduite des opérations de maintien de la paix; 3) décide que lesdits principes devraient être appliqués eu égard aux faits et aux circonstances propres à chaque cas; et 4) invite le Conseil de sécurité à tenir compte de ces principes pour perfectionner le dispositif de l'Organisation des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et, s'il le jugeait approprié, à faire rapport à l'Assemblée générale.

Les Etats-Unis ont déposé un amendement tendant à remplacer l'annexe au projet de résolution mexicain par le texte des principes directeurs énoncés dans le rapport du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée daté du 31 mai 1965 et joint au premier rapport du Comité spécial.

Ceux qui étaient en faveur du projet de résolution des douze puissances ont souligné de façon générale qu'il fallait pouvoir compter sur des moyens sûrs de financer les opérations de maintien de la paix et ils ont estimé que la seule méthode permettant de résoudre véritablement le problème était d'imposer des quotes-parts obligatoires. L'expérience avait prouvé, toutefois, qu'on ne pouvait s'attendre à ce que les membres permanents du Conseil de sécurité financent le coût d'une opération qu'ils n'approuvaient pas. Le projet de résolution des douze puissances évitait délibérément d'aborder les problèmes constitutionnels afin de répondre au besoin immédiat d'un système de financement approprié.

Ceux qui étaient contre le projet de résolution des douze puissances ont estimé en particulier que la disposition qui permettait aux membres permanents du Conseil de sécurité de refuser leur contribution était injuste et dépourvue de réalisme. Ils ont affirmé que, loin d'éviter la question constitutionnelle, cette proposition la préjugait en prévoyant que l'Assemblée pourrait s'arroger des pouvoirs que ne lui accordait pas la Charte. Ils ont en outre déclaré que le problème constitutionnel et le problème financier étaient indissolublement liés l'un à l'autre.

Les partisans du projet de résolution des sept puissances ont souligné qu'il importait de ne rechercher que des progrès limités et pratiques et d'éviter les questions sur lesquelles l'accord ne pouvait se faire. Les adversaires du projet ont soutenu qu'il était ambigu, ou manifestement contraire à la Charte du fait qu'il visait

à ménager une possibilité de passer outre à la compétence du Conseil.

Le 14 décembre la Commission politique spéciale a voté sur les projets dont elle était saisie.

Une motion tendant à mettre aux voix en priorité le projet de résolution des trois puissances ayant été rejetée, le représentant de l'Inde agissant au nom de ses auteurs, a retiré ce projet de résolution.

Le projet de résolution révisé des douze puissances a été adopté par 33 voix contre 27, avec 48 abstentions.

Le projet de résolution révisé des sept puissances a été adopté par 52 voix contre 14, avec 42 abstentions.

Le premier projet de résolution jamaïcain, sous sa forme révisée, a été adopté par 20 voix contre 5, avec 80 abstentions.

Le représentant de la Jamaïque a déclaré qu'il n'insisterait pas pour que le deuxième projet de résolution de sa délégation fût mis aux voix.

Le représentant du Mexique a retiré le projet de résolution que sa délégation avait présenté.

L'Assemblée générale a abordé l'examen du rapport de la Commission politique spéciale le 17 décembre 1966.

Elle a décidé, sur la demande du représentant de l'Irlande, de ne pas mettre aux voix le premier projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale.

Le débat a ensuite été renvoyé au 19 décembre pour permettre aux délégations de procéder à des consultations en vue de parvenir à un accord général. Le 19 décembre, les représentants de dix-huit pays ont déposé un nouveau projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale décide de renvoyer le rapport de la Commission politique spéciale à sa cinquième session extraordinaire qui se tiendrait en avril 1967 au plus tard et prie le Comité spécial des opérations de maintien de la paix de poursuivre ses travaux et de faire rapport à l'Assemblée, lors de sa cinquième session extraordinaire. Le représentant de l'Algérie a demandé que le nouveau projet soit mis aux voix en priorité.

Le représentant de Chypre a présenté un amendement au deuxième projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale. Aux termes de cet amendement, tel qu'il a été révisé au cours du débat, le paragraphe 4 du dispositif aurait été supprimé et on ajouterait au paragraphe 5 un nouvel alinéa *b* tendant à ce que l'Assemblée invite les Etats Membres à faire connaître au Conseil de sécurité la nature des forces ou des services — militaires ou civils — qu'ils seraient en mesure de fournir, s'ils décidaient de le faire, comme suite à une demande de participation à une opération de maintien de la paix des Nations Unies dûment autorisée par le Conseil de sécurité. Le représentant de Chypre a expliqué que cet amendement avait pour objet de rassurer certains représentants qui craignaient que le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution fût contraire à la Charte.

Un autre amendement au même projet de résolution a été déposé par le représentant de la Jamaïque. Il aurait eu pour effet de supprimer l'alinéa *c* du paragraphe 5 recommandant au Conseil de sécurité de rechercher les possibilités d'accords, à négocier avec les Etats Membres, visant à mettre à la disposition du Conseil de sécurité, sur son invitation, des forces armées, une assistance et des facilités. Le but de cet amendement était d'éviter une répétition dans le deuxième et le troisième projets de résolution soumis par la Commission politique spéciale.

Une motion visant à ce que le nouveau projet de réso-

lution des dix-huit puissances fût mis aux voix en priorité a été adoptée par 49 voix contre 41, avec 27 abstentions. L'Assemblée a ensuite adopté le projet de résolution par 56 voix contre 36, avec 25 abstentions [résolution 2220 (XXI)].

C. — Poursuite des travaux du Comité spécial des opérations de maintien de la paix

Le Comité spécial s'est réuni le 16 février 1967; il était saisi d'un mémorandum sur l'organisation de ses travaux présenté par onze puissances. Les représentants de ces onze pays pensaient qu'il y aurait intérêt, pour les travaux du Comité, à créer deux Groupes de travail, qui se composeraient de tous les membres du Comité. Le mémorandum prévoyait que le Comité spécial lui-même examinerait les aspects constitutionnels des questions mentionnées dans les résolutions 2006 (XIX) et 2053 (XX) de l'Assemblée générale, en vue d'accroître et de renforcer l'efficacité et l'utilité de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Groupe de travail A serait chargé d'étudier les divers modes de financement des opérations de maintien de la paix et le Groupe de travail B d'étudier les questions concernant les installations, les services et le personnel que les Etats Membres pourraient mettre volontairement à la disposition d'une opération des Nations Unies relative au maintien de la paix. Les Groupes de travail rendraient compte au Comité spécial et, en règle générale, le Comité et les Groupes de travail ne se réuniraient pas simultanément.

A l'issue d'un bref débat consacré au mémorandum des onze puissances, au cours duquel certaines réserves ont été formulées, le Président a proposé que le Comité prenne note du mémorandum ainsi que des déclarations qui avaient été faites au cours de la séance. La procédure proposée dans le mémorandum avait rencontré l'assentiment général et les questions qui y étaient mentionnées pourraient être examinées tant dans les deux Groupes de travail qu'en Comité plénier sans que le Comité fût lié pour autant par le fond du mémorandum. La proposition du Président a été adoptée par le Comité.

Le Groupe de travail A a tenu au total 7 séances et le Groupe de travail B s'est réuni trois fois.

Le Comité spécial a tenu trois séances, les 3, 15 et 16 mai, pour examiner son rapport et l'adopter.

Le 10 mai, l'Algérie, l'Afghanistan, l'Ethiopie, l'Inde, la Mauritanie, le Nigéria, la République arabe unie, le Sierra Leone et la Yougoslavie ont présenté un mémoire énumérant ce qu'ils considéraient comme devant être les conclusions du Comité spécial telles qu'elles se dégageaient de ses récentes réunions.

Le 15 mai, le Royaume-Uni a également présenté un mémoire contenant les conclusions qu'à son avis le Comité devrait adopter.

Le Comité spécial n'a pas approuvé ces mémoires mais les a joints en annexe au rapport qu'il a soumis à l'Assemblée générale à sa cinquième session extraordinaire.

Dans son rapport, le Comité spécial recommandait à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée: 1) renouvellerait l'appel qu'elle avait adressé à tous les Etats Membres, et en particulier aux pays hautement développés, pour qu'ils versent des contributions volontaires en vue de surmonter les difficultés financières persistantes de l'Organisation; 2) prierait le Comité spécial de poursuivre l'étude d'ensemble de toute la question des opérations

de maintien de la paix sous tous leurs aspects et d'étudier les diverses suggestions faites par différentes délégations au cours de la dernière session du Comité, suggestions qui avaient trait en particulier: a) aux méthodes de financement des futures opérations de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies; b) aux moyens, aux services et au personnel que les Etats Membres pourraient fournir volontairement, conformément à la Charte, en vue d'opérations de maintien de la paix entreprises par l'ONU; et 3) prierait le Comité spécial de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, sur l'état d'avancement de ses travaux.

D. — Examen de la question par l'Assemblée générale à sa cinquième session extraordinaire

A sa cinquième session extraordinaire, l'Assemblée générale était saisie du rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et, conformément à la résolution 2220 (XXI), du rapport de la Commission politique spéciale sur les débats qu'elle avait consacrés à la question à la vingt et unième session. L'Assemblée a étudié la question au cours de trois séances plénières, en mai 1967.

Plusieurs des représentants qui ont pris la parole au cours du débat ont souligné qu'il fallait accepter l'existence de divergences de vues au sujet des questions constitutionnelles. Certains ont insisté tout particulièrement sur l'importance du principe de l'unanimité que le Comité spécial avait appliqué dans ses travaux. Les résultats dont témoignaient les recommandations du Comité spécial étaient certes modestes mais on avait pu constater au Comité que certaines questions précises pouvaient néanmoins être discutées avec profit en vue de leur trouver des solutions pratiques. Divers représentants ont marqué de l'intérêt pour certaines idées qui avaient été avancées au cours des travaux du Comité spécial. D'autres, bien qu'appuyant ou acceptant le consensus que représentait la recommandation du Comité spécial, ont mis en doute la valeur des compromis, qui, pensaient-ils, risquent de manquer indûment d'équilibre ou d'avoir pour effet de vider les décisions de toute substance. Ces représentants se sont montrés préoccupés par le fait que les efforts visant à assurer que l'ONU puisse disposer des ressources qui la rendraient plus à même de maintenir la paix étaient demeurés sans résultat. De nombreux représentants ont dit que les événements qui se déroulaient alors au Moyen-Orient montraient que le problème devait être résolu d'urgence. Certains ont déclaré que les pays développés devaient verser des contributions volontaires pour se conformer au consensus de 1965. Divers représentants ont également parlé de la nécessité d'encourager le règlement pacifique des différends. Plusieurs d'entre eux ont accordé une attention spéciale aux possibilités d'application pratique que présentaient, pensaient-ils, certaines dispositions inutilisées ou négligées de la Charte et ils ont souligné une fois de plus l'importance primordiale d'une stricte interprétation de la Charte.

Le 23 mai, par 90 voix contre une, avec 11 abstentions, l'Assemblée générale a adopté le projet de résolution recommandé par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix [résolution 2249 (S-V)]. Elle a en outre décidé, sans objection, de renvoyer à ce Comité le rapport de la Commission politique spéciale sur les débats qu'elle avait consacrés à la question à la vingt et unième session de l'Assemblée.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Pour les documents et la liste des comptes rendus pertinents voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 33 de l'ordre du jour; et *ibid.*, *cinquième session extraordinaire, Annexes*, point 8 de l'ordre du jour.

Pour les comptes rendus analytiques des séances du Comité spécial en 1967, voir les documents A/AC.121/SR.23 à 26; pour ceux des débats des Groupes de travail, voir les documents A/AC.121/WG.A/SR.1 à 7 et A/AC.121/WG.B/SR.1 à 3.

CHAPITRE V

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

A. — Généralités

La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, a été adoptée par l'Assemblée générale à sa quinzième session, le 14 décembre 1960. A sa seizième session, l'Assemblée a décidé, par la résolution 1654 (XVI), de créer un comité spécial de 17 membres désignés par le Président de l'Assemblée, qui serait chargé d'étudier l'application de la Déclaration et de formuler des suggestions et des recommandations quant au progrès de sa mise en œuvre.

A sa dix-septième session, l'Assemblée générale, par la résolution 1810 (XVII), a renouvelé le mandat du Comité spécial et a décidé d'élargir sa composition en y adjoignant sept nouveaux membres. Elle a renouvelé de nouveau ce mandat à sa dix-huitième session, par la résolution 1956 (XVIII) et à sa vingtième session, par la résolution 2105 (XX).

Au cours de l'année 1966, le Comité spécial se composait des Etats Membres suivants: Afghanistan, Australie, Bulgarie, Chili, Côte d'Ivoire, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Inde, Irak, Iran, Italie, Madagascar, Mali, Pologne, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Syrie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie. Le 20 décembre 1966, le Président de l'Assemblée générale a nommé la Finlande pour pourvoir le siège devenu vacant à la suite du retrait du Danemark.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale était saisie du rapport du Comité spécial sur ses travaux de 1966, dans lequel le Comité a indiqué qu'il avait tenu, de mars à novembre 1966, 90 séances au cours desquelles il avait étudié la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration dans le cas de 51 territoires et qu'il avait fait des recommandations à ce sujet. Il a fourni également des renseignements supplémentaires sur les autres territoires qui figuraient sur la liste préliminaire des territoires auxquels s'applique la Déclaration mais qu'il n'avait pas pu examiner. Il avait fait une étude des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration dans les territoires administrés par le Portugal et avait terminé une étude du même genre concernant la Rhodésie du Sud. Il a tenu compte, dans chaque cas, des renseignements communiqués par les puissances administrantes en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.

L'Assemblée générale, dans une résolution du 20 décembre 1965, a demandé au Comité spécial de porter à la connaissance du Conseil de sécurité les faits nou-

veaux survenus dans l'un quelconque des territoires qu'il examinait, qui risquaient de menacer la paix et la sécurité internationales, et de formuler des suggestions dont le Conseil pourrait s'inspirer en étudiant les mesures qu'il convenait de prendre conformément à la Charte. Conformément aux dispositions de cette résolution le Comité spécial a, au cours du premier semestre de 1966, appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la situation dangereuse qui existait à Aden et a formulé des recommandations particulières relatives à la Rhodésie du Sud et au Sud-Ouest africain. Le 22 juin 1966, il a fait des recommandations au Conseil en ce qui concerne les territoires administrés par le Portugal et les territoires coloniaux en Afrique.

Le Comité spécial a tenu une série de séances en Afrique au cours de l'année 1966. Du 22 mai au 22 juin, le Comité s'est réuni à Addis-Abéba, à Alger, au Caire, à Dar es-Salam et à Mogadisco. Dans son rapport, le Comité a tenu à souligner les résultats importants obtenus grâce à ces réunions, qui non seulement ont prouvé que l'ONU se préoccupait de plus en plus du sort des peuples coloniaux, mais qui avaient également renforcé l'aide que le Comité apportait à ces peuples dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance. Le Comité a tenu 40 séances en Afrique et entendu 32 groupes de pétitionnaires. Il a adopté des résolutions sur la Rhodésie du Sud, le Sud-Ouest africain, le Bassoutoland, le Betchouanaland et le Swaziland, Aden, les Territoires administrés par le Portugal et la Guinée équatoriale.

Le 22 juin 1966, le Comité spécial a adopté une résolution s'appliquant à tous les territoires qu'il avait étudiés en Afrique. Aux termes de cette résolution, qui a été adoptée par 16 voix contre 2, avec une abstention, le Comité spécial a déploré le refus de certaines puissances coloniales de coopérer avec le Comité spécial et leur inobservation persistante des résolutions des Nations Unies; a recommandé au Conseil de sécurité de rendre obligatoires les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies contre le Portugal, l'Afrique du Sud et le régime raciste minoritaire de la Rhodésie du Sud; a condamné les activités des intérêts financiers qui opéraient dans ces territoires, en exploitaient les ressources humaines et matérielles et faisaient obstacle au progrès de leur population vers la liberté et l'indépendance; a reconnu la légitimité de la lutte que les peuples sous domination coloniale menaient pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance et a invité tous les Etats à apporter une aide matérielle et morale aux mouvements de libération nationale dans les territoires coloniaux; a prié les puissances coloniales de démanteler

les bases militaires installées dans les territoires coloniaux et de s'abstenir d'en établir de nouvelles; et a prié tous les Etats et les institutions internationales, y compris la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international et autres institutions spécialisées des Nations Unies, de refuser toute assistance, quelle qu'elle soit, aux Gouvernements portugais et sud-africain tant qu'ils n'auraient pas renoncé à leur politique de domination coloniale et de discrimination raciale.

A l'ouverture des travaux de 1966, de nombreux membres du Comité spécial ont exprimé l'opinion que les progrès réalisés en ce qui concerne l'application de la Déclaration étaient loin de répondre aux espoirs qu'avait fait naître son adoption six ans auparavant. Le Comité spécial a constaté que, en général, la violation constante du droit des pays et des peuples coloniaux à l'autodétermination par les puissances intéressées et les mesures qu'elles prenaient, de connivence avec les intérêts économiques et autres, pour réprimer la lutte que menaient les mouvements de libération nationale ne s'étaient pas relâchées. On a exprimé l'avis que cette situation anachronique était l'une des causes essentielles de la conjoncture défavorable qui existait dans le monde. En particulier, de nombreux membres se sont déclarés vivement préoccupés de ce que, par suite de l'opposition délibérée des puissances administrantes intéressées ou de leur refus de coopérer, un certain nombre de problèmes coloniaux, graves et ardu, n'aient marqué aucun progrès perceptible vers une solution pacifique dans le contexte de la Déclaration et aient même pris des proportions alarmantes, lourdes de danger.

En 1966, le Comité spécial a noté l'accession à l'indépendance de la Guyane britannique (Guyane), du Betchouanaland (Botswana), du Bassoutoland (Lesotho) et de la Barbade.

Conformément à une requête que lui a adressée l'Assemblée générale à la fin de 1965, le Comité spécial a porté une attention particulière aux petits territoires. Tout en reconnaissant qu'ils présentaient des problèmes particuliers en raison de leur peu d'étendue, de leur faible population et de leurs ressources limitées, le Comité spécial était cependant convaincu que les dispositions de la Déclaration leur étaient pleinement applicables. En conséquence, il a demandé aux puissances administrantes intéressées de prendre, sans retard, des mesures qui permettraient à la population de ces territoires d'exprimer leurs aspirations en toute liberté et sans restriction aucune, quant à l'avenir de leur pays. A cet égard, le Comité spécial a exprimé l'opinion qu'il serait souhaitable d'assurer une présence des Nations Unies pendant la période au cours de laquelle la population serait appelée à exercer son droit à l'autodétermination. Il a également noté la nécessité urgente de mesures destinées à renforcer l'infrastructure économique de ces territoires et à favoriser leur développement social et économique. A propos de quelques-uns d'entre eux, le Comité spécial a été vivement préoccupé par certains rapports, selon lesquels la Puissance administrante faisait des préparatifs pour les utiliser à des fins militaires et par le fait qu'elle ne respectait pas leur intégrité territoriale.

Le Comité spécial a de nouveau souligné l'importance de l'envoi de missions de visite dans les petits territoires. Etant donné l'insuffisance des renseignements dont il disposait sur la situation qui régnait dans ces territoires, ainsi que sur les opinions, les vœux et les aspirations de la population, le Comité a de nouveau demandé aux Puissances administrantes de lui offrir leur pleine

coopération, en lui permettant l'accès aux territoires placés sous leur administration.

Le Comité spécial a particulièrement étudié l'application des résolutions prises par l'Assemblée générale en 1965, priant tous les Etats et les institutions internationales de refuser toute assistance, quelle qu'elle soit, aux Gouvernements portugais et sud-africain tant qu'ils n'auraient pas renoncé à leur politique de domination coloniale et de discrimination raciale. Dans une résolution adoptée en septembre 1966 par 15 voix contre zéro avec 7 abstentions, le Comité, après avoir regretté que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international continuent d'accorder des prêts et des crédits importants aux Gouvernements portugais et sud-africain au mépris des résolutions de l'Assemblée générale, a prié instamment ces institutions de coopérer à l'application des résolutions 2105 (XX) et 2107 (XX) de l'Assemblée générale en s'abstenant de fournir aucune aide financière ou autre aux Gouvernements portugais et sud-africain tant qu'ils n'auraient pas renoncé à leur politique de domination coloniale et de discrimination raciale.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a étudié en séance plénière l'application de la Déclaration, sous ses aspects généraux. Les chapitres du rapport du Comité spécial se rapportant aux divers territoires considérés ont été étudiés par la Quatrième Commission.

Le 13 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2189 (XXI) dans laquelle elle a déclaré que la persistance du régime colonial mettait en danger la paix et la sécurité internationales et que la pratique de l'apartheid, ainsi que de toute autre forme de discrimination raciale, était un crime contre l'humanité; réaffirmé la légitimité de la lutte que les peuples sous domination coloniale menaient pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance et prié instamment tous les Etats d'apporter une aide matérielle et morale aux mouvements de libération nationale dans les territoires coloniaux; appelé l'attention de tous les Etats sur les graves conséquences résultant de la formation en Afrique australe d'une entente entre les Gouvernements sud-africain et portugais et le régime minoritaire raciste illégal de la Rhodésie du Sud et demandé à tous les Etats de refuser tout appui ou toute assistance à cette entente, dont l'existence et les activités étaient contraires aux intérêts de la paix et de la sécurité internationales; prié les puissances coloniales de démanteler leurs bases militaires dans les territoires coloniaux ainsi que de s'abstenir d'en établir de nouvelles et d'utiliser celles qui existaient encore pour entraver la libération des peuples des territoires coloniaux; condamné les activités de ceux des intérêts économiques et financiers étrangers qui, dans les territoires coloniaux, en particulier au Sud-Ouest africain, en Rhodésie du Sud et dans les territoires sous domination portugaise, appuyaient les régimes coloniaux et constituaient, de ce fait, un sérieux obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et demandé aux gouvernements intéressés de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à ces activités; condamné la politique qui consistait à imposer des régimes non représentatifs et des constitutions, à renforcer la position des intérêts étrangers financiers et économiques, à abuser l'opinion publique mondiale et à encourager l'afflux systématique d'immigrants étrangers tout en déplaçant, déportant et transférant les autochtones vers d'autres régions.

Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial de porter à la connaissance du Conseil

de sécurité les faits nouveaux, survenus dans l'un quelconque des territoires que le Comité examinait, qui risquaient de menacer la paix et la sécurité internationales, et de formuler toute suggestion concrète dont le Conseil pourrait s'inspirer en étudiant les mesures qu'il convenait de prendre conformément à la Charte. Elle a invité le Comité spécial, chaque fois qu'il le jugerait pertinent et opportun, à recommander une date limite pour l'accession à l'indépendance de chaque territoire considéré, conformément au désir de la population et aux dispositions de la Déclaration. Elle a également invité le Comité spécial à accorder une attention spéciale aux petits territoires et à lui recommander les moyens les plus appropriés, ainsi que les mesures à prendre, pour permettre aux populations de ces territoires d'exercer pleinement leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Elle a prié le Comité spécial de poursuivre sa tâche et de continuer à rechercher les moyens appropriés en vue d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration. L'Assemblée a prié le Secrétaire général de favoriser la diffusion générale et suivie de la Déclaration et de faire largement connaître les travaux du Comité spécial. Enfin, elle a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa vingt-deuxième session une question intitulée "Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale".

Lors du vote sur cette résolution, un vote séparé a été pris sur trois paragraphes. Le paragraphe 11, qui se rapporte aux bases militaires, a été adopté par 58 voix contre 23, avec 21 abstentions, après que l'Assemblée eut décidé, par 55 voix contre 38, avec 9 abstentions, que la question serait tranchée par un vote à la majorité simple. Le paragraphe 6, dans lequel il était dit que la persistance du régime colonial mettait en danger la paix et la sécurité internationales, a été adopté par 69 voix contre 12, avec 16 abstentions, et le paragraphe 9, aux termes duquel tous les Etats étaient priés de s'abstenir de fournir une assistance quelconque à certains gouvernements, a été adopté par 71 voix contre 6, avec 25 abstentions. L'ensemble du projet de résolution a été adopté par 76 voix contre 7, avec 20 abstentions.

En 1967, le Comité spécial a commencé ses séances le 9 février. De février à mai, il a étudié la question des six territoires des Antilles, administrés par le Royaume-Uni et de la Côte française des Somalis. Ses sous-comités ont également commencé leurs travaux sur les petits territoires et sur les études particulières qui leur avaient été confiées. Le Comité a accepté les invitations émanant des Gouvernements de la République démocratique du Congo, de l'Irak, de la Syrie, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie l'invitant à tenir des séances à Kinshasa, Bagdad, Damas, Dar es-Salam et Kitwe au cours de la période allant de mai à juillet. Le représentant du Royaume-Uni a fait savoir au Comité que son gouvernement ne serait pas représenté lors des séances que le Comité tiendrait hors du Siège. Le Comité s'est réuni à Kinshasa, Kitwe et à Dar es-Salam du 25 mai au 21 juin; au cours de ces séances, il a entendu des pétitionnaires et adopté des résolutions portant sur la Rhodésie du Sud, les territoires sous administration portugaise, le Sud-Ouest africain, l'île Maurice, les îles Seychelles et Sainte-Hélène. Etant donné la situation au Moyen-Orient, le Comité a décidé de remettre à plus tard ses visites à

Bagdad et à Damas et de clôturer ses travaux à Dar es-Salam le 21 juin.

Le 20 juin 1967, le Comité spécial a adopté, par 17 voix contre 2, avec 2 abstentions, une résolution relative à tous les territoires coloniaux africains qu'il avait étudiée pendant les séances tenues en dehors du Siège. Aux termes de cette résolution, qui reprenait la plupart des dispositions de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale, le Comité a prié le Secrétaire général de favoriser la diffusion générale et suivie de la Déclaration et de faire largement connaître les travaux du Comité — notamment de préparer, en consultation avec le Comité, des publications portant sur les travaux du Comité au cours de la session tenue hors du Siège — afin que l'opinion mondiale soit suffisamment informée de la situation dans les territoires coloniaux et de la lutte que les peuples coloniaux continuent de mener pour leur libération.

Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Comité spécial en ce qui concerne les différents territoires sont étudiées ci-après dans des paragraphes distincts.

B. — Décisions concernant divers territoires

1. — Rhodésie du Sud

Des décisions sur la question de la Rhodésie du Sud ont été prises par le Comité spécial en septembre 1966, par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session — de septembre à décembre 1966 — et à nouveau par le Comité en juin 1967.

Le 29 septembre 1966, le Comité spécial a étudié et adopté par consensus un rapport sur les incidences des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, en Rhodésie du Sud, préparé par le Sous-Comité I. L'Australie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis n'ont pas appuyé l'adoption du rapport. En adoptant le rapport, le Comité spécial a recommandé à l'Assemblée générale de condamner énergiquement les activités et les méthodes d'action des intérêts étrangers, économiques et autres, qui appuyaient le régime minoritaire raciste et a demandé instamment aux puissances intéressées d'user de leur influence sur ceux de leurs ressortissants qui possèdent et exploitent des entreprises en Rhodésie du Sud, afin qu'ils cessent leurs activités.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a adopté deux résolutions sur la question de la Rhodésie du Sud.

La première résolution, la résolution 2138 (XXI), considérée comme une question urgente par ses auteurs compte tenu des entretiens qui avaient alors lieu entre des fonctionnaires britanniques et des représentants du régime illégal, a été adoptée le 22 octobre 1966 par 86 voix contre 2, avec 18 abstentions. Par cette résolution, l'Assemblée a condamné tout arrangement conclu entre la Puissance administrante et le régime minoritaire raciste et illégal, qui ne reconnaît pas les droits inaliénables du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et a réaffirmé l'obligation qu'avait la Puissance administrante de transférer le pouvoir au peuple du Zimbabwe sur la base du suffrage universel des adultes, selon le principe "à chacun une voix".

La seconde résolution, résolution 2151 (XXI), a été adoptée le 17 novembre par 89 voix contre 2, avec 17 abstentions. Dans cette résolution l'Assemblée générale a déploré que le Royaume-Uni n'ait toujours pas mis fin au régime minoritaire raciste illégal; condamné tout

arrangement qui transférerait le pouvoir au régime illégal sur quelque base que ce soit; condamné les Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud pour le soutien qu'ils apportaient au régime illégal; condamné les activités des intérêts étrangers, financiers et autres qui soutenaient le régime illégal et demandé aux gouvernements des Etats intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces activités; attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la grave situation qui existait en Rhodésie du Sud, afin qu'il puisse décider d'appliquer les mesures coercitives nécessaires prévues au Chapitre VII de la Charte; demandé au Gouvernement du Royaume-Uni de prendre des mesures rapides et efficaces afin d'empêcher toutes livraisons de produits, y compris le pétrole et les produits pétroliers, à la Rhodésie du Sud; demandé au Royaume-Uni de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris en particulier le recours à la force, pour mettre fin au régime minoritaire raciste illégal; demandé à tous les Etats d'apporter tout leur appui moral et matériel au peuple du Zimbabwe et prié les institutions spécialisées intéressées d'aider et d'assister les réfugiés du Zimbabwe.

Le Comité spécial a étudié la question de la Rhodésie du Sud en juin 1967 au cours des séances qu'il a tenues à Kitwe. Le 9 juin, le Comité a adopté une résolution sur la Rhodésie du Sud par 17 voix contre une, avec 3 abstentions. Dans cette résolution le Comité a affirmé à nouveau la légitimité de la lutte du peuple du Zimbabwe; condamné la politique de discrimination raciale et de ségrégation pratiquée en Rhodésie du Sud, qui constituait un crime contre l'humanité; déploré le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pas pris et n'a pas voulu prendre de mesures efficaces, en qualité de Puissance administrante, pour renverser le régime raciste minoritaire en Rhodésie du Sud; réaffirmé l'obligation de la Puissance administrante de transférer le pouvoir sans plus tarder au peuple du Zimbabwe sur la base d'élections organisées selon le principe "un homme, une voix"; exprimé sa conviction que, pour provoquer la chute du régime illégal en Rhodésie du Sud, les sanctions devaient être générales et obligatoires et être appuyées par la force de la part de la Puissance administrante; réaffirmé en outre que le seul moyen efficace et rapide d'écraser la rébellion dans le territoire était le recours à la force par la Puissance administrante; demandé au nouveau Gouvernement du Royaume-Uni de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires, y compris le recours à la force, pour mettre fin au régime minoritaire raciste illégal de la Rhodésie du Sud; considéré que toutes futures consultations engagées par la Puissance administrante pour déterminer l'avenir de la Rhodésie du Sud devaient être menées avec des représentants des partis politiques africains et non avec le régime illégal; condamné les activités des intérêts étrangers financiers et autres qui empêchaient le peuple africain du Zimbabwe d'accéder à la liberté et à l'indépendance et demandé aux gouvernements des Etats intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à ces activités; condamné dans les termes les plus énergiques la politique des Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal qui continuaient d'apporter leur appui au régime minoritaire raciste illégal, au mépris flagrant des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité; demandé instamment à tous les Etats d'apporter d'urgence tout leur appui moral et matériel aux mouvements de libération nationale du Zimbabwe par l'intermédiaire de l'Organisation de l'Unité africaine; recommandé au Conseil de sécurité, conformément à la décision contenue

dans sa résolution 232 (1966) du 16 décembre 1966 et, en particulier, au paragraphe 1 du dispositif de ladite résolution, de prendre les mesures nécessaires en vertu du Chapitre VII de la Charte et prié le Secrétaire général de favoriser la diffusion générale et suivie des travaux des Nations Unies concernant cette question, afin que l'opinion mondiale puisse être suffisamment informée de la situation dans le territoire colonial de la Rhodésie du Sud et de la lutte constante menée pour sa libération par le peuple du Zimbabwe.

2. — Sud-Ouest africain

La question du Sud-Ouest africain a été examinée par le Comité spécial en mai, juin, août et septembre 1966, par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session, par le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain de janvier à avril 1967, par l'Assemblée à sa cinquième session extraordinaire en avril et mai 1967 et par le Comité spécial en juin 1967.

Le 9 juin 1966, le Comité spécial a adopté par 18 voix contre zéro, avec 3 abstentions, une résolution sur le Sud-Ouest africain dans laquelle il a condamné la politique d'apartheid et de discrimination raciale pratiquée par le Gouvernement sud-africain dans le Territoire, les activités des intérêts financiers qui exploitent les ressources du Territoire et font obstacle à son progrès et au droit de son peuple à la liberté et à l'indépendance et la politique du Gouvernement sud-africain qui tend à supprimer et à circonvenir les droits de la population autochtone en installant d'importantes colonies d'immigrants étrangers dans le Territoire. Le Comité a recommandé au Conseil de sécurité de rendre obligatoire pour tous les Etats l'application de l'embargo sur les armes et le pétrole à destination de l'Afrique du Sud et de prendre les mesures nécessaires pour assurer le retrait de toutes les bases et installations militaires existant sur le Territoire; demandé à tous les Etats d'apporter un soutien moral et matériel à la population africaine du Sud-Ouest africain dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance; et créé un sous-comité chargé d'effectuer une étude approfondie de la situation, en vue de recommander une date rapprochée pour l'octroi de l'indépendance au Territoire.

Le Sous-Comité du Sud-Ouest africain s'était réuni après que la Cour internationale de Justice eut, par l'arrêt qu'elle a rendu le 18 juillet 1966, rejeté les demandes que lui présentaient l'Ethiopie et le Libéria sous prétexte que ces deux pays ne pouvaient être considérés comme ayant établi l'existence d'un droit ou d'un intérêt juridique au regard de l'objet de leurs demandes; en conséquence la Cour avait jugé inutile de se prononcer sur les autres points du litige.

Dans son rapport au Comité spécial, le Sous-Comité a exprimé la vive préoccupation que lui inspirait la situation qui régnait dans le Territoire à la suite du jugement rendu par la Cour internationale et sa conviction que des mesures efficaces devaient être adoptées d'urgence pour prévenir toute menace contre la paix dans le Territoire. Les membres du Sous-Comité ont estimé unanimement que le problème du Sud-Ouest africain avait un caractère politique et colonial et ont recommandé de prendre certaines mesures en vue de protéger les droits fondamentaux de la population du Sud-Ouest africain, afin de permettre à celle-ci d'exercer son droit à l'autodétermination librement et sans contrainte. Le Sous-Comité recommandait surtout de réaffirmer que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux était entièrement applicable au Sud-Ouest africain et que la

population de ce territoire avait un droit inaliénable à la liberté et à l'indépendance. Afin que celle-ci puisse exercer son droit à l'autodétermination le plus tôt possible, le Sous-Comité a recommandé que l'Organisation des Nations Unies décide d'exercer son droit de reprendre le mandat, mette fin aux droits et responsabilités de l'Afrique du Sud à l'égard du Sud-Ouest africain en tant que puissance mandataire et se charge d'administrer directement les territoires et de créer des organismes appropriés à cet effet; que, dès que l'Organisation aurait assumé la responsabilité directe du Territoire, des dispositions soient prises pour organiser des élections au suffrage universel des adultes, de façon que le Territoire devienne complètement indépendant après les élections et la constitution d'un gouvernement. Il a recommandé, au cas où l'Afrique du Sud s'opposerait à la mise en œuvre de ces dispositions, de prendre à son encontre des mesures efficaces, y compris celles qui sont prévues au chapitre VII de la Charte.

Le Comité spécial a adopté le rapport du Sous-Comité à l'unanimité le 15 septembre 1966, étant entendu que les réserves formulées par plusieurs de ses membres seraient consignées dans ce rapport.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a examiné, en séance plénière, la question du Sud-Ouest africain en tant que question urgente, tout en poursuivant la discussion générale. L'Assemblée était saisie du rapport du Comité spécial, d'un rapport du Secrétaire général sur les mesures prises par les Etats Membres en application des résolutions 1899 (XVIII) et 2074 (XX) de l'Assemblée générale qui leur demandaient de s'abstenir de fournir des équipements militaires ou du pétrole à l'Afrique du Sud; et d'un rapport du Secrétaire général sur les programmes d'enseignement et de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain.

Le 27 octobre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2145 (XXI) sur le Sud-Ouest africain par 114 voix contre 2, avec 3 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a réaffirmé que la résolution 1514 (XV), énonçant le droit inaliénable des peuples non autonomes à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance, était applicable au peuple du Sud-Ouest africain et que le Territoire avait un statut international qu'il conserverait jusqu'à ce qu'il accède à l'indépendance. Elle a déclaré que l'Afrique du Sud avait failli aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte et n'avait pas assuré le bien-être moral et matériel et la sécurité de la population du Territoire et qu'elle avait en fait dénoncé le mandat; l'Assemblée a décidé que le mandat confié à l'Afrique du Sud était donc terminé, que l'Afrique du Sud n'avait aucun autre droit d'administrer le Territoire et que désormais le Sud-Ouest africain relèverait directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée a conclu que, dans ces conditions, l'Organisation des Nations Unies devait s'acquitter de cette responsabilité à l'égard du Territoire et elle a créé un Comité spécial de 14 membres chargé de recommander des dispositions d'ordre pratique pour l'administration du Sud-Ouest africain afin de permettre au peuple du Territoire d'exercer son droit à l'autodétermination et d'accéder à l'indépendance. Elle a demandé à ce Comité spécial de faire rapport à l'Assemblée générale, réunie en session extraordinaire, au plus tard en avril 1967. L'Assemblée générale a invité le Gouvernement sud-africain à s'abstenir de toute action, constitutionnelle, administrative, politique ou autre, qui modifierait le statut international du Sud-Ouest africain. Elle a appelé

également l'attention du Conseil de sécurité sur ladite résolution et a prié tous les Etats d'aider à son exécution.

Le 21 novembre 1966, le Président de l'Assemblée a désigné comme membres du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain les Etats Membres suivants: Canada, Chili, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, Italie, Japon, Mexique, Nigéria, Pakistan, République arabe unie, Sénégal, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Le 27 octobre 1966, l'Assemblée générale a adopté sans objection la résolution 2146 (XXI) sur les pétitions relatives au Sud-Ouest africain. Dans cette résolution, l'Assemblée a noté que le Comité spécial avait pris ces pétitions en considération lors de son examen de la question du Sud-Ouest africain, et appelé l'attention des pétitionnaires intéressés sur le rapport présenté par le Comité spécial en ce qui concerne le Territoire, sur les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session ainsi que sur les rapports du Secrétaire général relatifs au Territoire.

Le rapport du Secrétaire général sur les programmes d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain est décrit au chapitre VI, section B.

Le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain s'est réuni entre le 17 janvier et le 31 mars 1967. N'ayant pu se mettre d'accord sur une conclusion, le Comité spécial a présenté à l'Assemblée générale trois propositions distinctes: l'une était soumise par l'Ethiopie, le Nigéria, la République arabe unie et le Sénégal, l'autre par le Canada, l'Italie et les Etats-Unis d'Amérique, la troisième par le Chili et le Mexique, appuyés par le Japon. Le rapport du Comité spécial contenait également des suggestions formulées par la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques et qui reflétaient une quatrième position.

Dans leur proposition, les Etats africains et le Pakistan demandaient que l'Organisation des Nations Unies assume provisoirement l'administration directe du territoire par le biais d'un Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain assisté par un commissaire. Le Conseil, auquel seraient conférés des pouvoirs législatifs, devait se rendre dans le Sud-Ouest africain pour y assumer l'administration et veiller à ce que les forces de police et les forces militaires sud-africaines ainsi que tout le personnel sud-africain se retirent du territoire et soient remplacés par du personnel de l'ONU chargé du maintien de l'ordre et par d'autres catégories de personnel de l'ONU. Il aurait pour tâche de créer, en consultation avec les représentants de la population, une assemblée constituante chargée d'élaborer une constitution sur la base de laquelle des élections générales au suffrage universel des adultes seraient organisées aux fins de mettre sur pied une assemblée législative. Dès qu'un gouvernement aurait été établi, le Sud-Ouest africain devrait être déclaré indépendant aussitôt, au plus tard en juin 1968. Les cinq auteurs proposaient également que l'Assemblée déclare que si l'Afrique du Sud maintenait sa présence dans le Territoire, ou contrariait et entravait par une action quelconque l'accomplissement de la tâche du Conseil, elle commettrait un acte d'agression contre le peuple et l'intégrité territoriale du Sud-Ouest africain et son attitude serait un défi flagrant à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies exigeant du Conseil de sécurité qu'il prenne les mesures prévues au chapitre VII de la Charte.

La proposition présentée par le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie tendait à nommer un représentant spécial chargé d'effectuer une étude

détaillée de la situation dans le Territoire, d'établir tous les contacts qu'il jugerait nécessaires et notamment de déterminer dans quelles conditions le Sud-Ouest africain pourrait accéder à l'autodétermination et à l'indépendance. Le représentant spécial devait faire rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

Dans leur proposition, les représentants du Mexique et du Chili envisageaient la création d'un conseil des Nations Unies et la nomination d'un commissaire ayant des fonctions analogues à celles que proposaient les Etats africains et le Pakistan. Ils ne prévoyaient, toutefois, aucune disposition en vue de l'application de ces mesures, mais envisageaient de se mettre en rapport avec les autorités sud-africaines pour élaborer la procédure selon laquelle on ferait le transfert du Territoire au Conseil, qui prendrait en charge l'administration une fois installé sur le Territoire.

Enfin, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui étaient opposées à l'idée que l'Organisation des Nations Unies prenne en charge l'administration directe du Territoire ont suggéré que l'Assemblée proclame l'indépendance du Territoire et laisse à l'Organisation de l'Unité africaine le soin d'aider le mouvement de libération nationale et de contribuer à la formation d'un nouveau gouvernement.

A sa cinquième session extraordinaire, l'Assemblée générale a examiné le rapport du Comité spécial; le 19 mai 1967, elle a adopté, par 85 voix contre 2 avec 30 abstentions, la résolution 2248 (S-V). Dans cette résolution, l'Assemblée: 1) a décidé de créer un Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain, composé de 11 membres, chargé d'administrer le Territoire jusqu'à l'indépendance avec la participation la plus grande possible du peuple du Territoire; 2) elle a décidé que le Conseil aurait son siège au Sud-Ouest africain, qu'il devait s'y rendre et entrer immédiatement en contact avec les autorités sud-africaines en vue de fixer les modalités touchant le transfert de l'administration du Territoire et notamment le retrait des forces de police et des forces militaires et autre personnel sud-africain et son remplacement par du personnel agissant sous l'autorité du Conseil; 3) elle a invité le Gouvernement sud-africain à se conformer sans retard aux dispositions de la résolution et à faciliter le transfert de l'administration du Territoire au Conseil; et 4) elle a prié le Conseil de sécurité de prendre toutes les mesures appropriées pour permettre au Conseil de s'acquitter de ses fonctions. Dans la même résolution, l'Assemblée a décidé que les tâches exécutives et administratives du Conseil seraient confiées à un Commissaire des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain et que le Conseil rendrait compte à l'Assemblée générale au moins une fois par trimestre et lui présenterait à sa vingt-deuxième session un rapport spécial sur l'application de la résolution. S'agissant de l'indépendance du Territoire, l'Assemblée a décidé que la date en serait fixée conformément aux vœux de la population et que le Conseil ferait tout en son pouvoir pour que le Territoire accède à l'indépendance au plus tard en juin 1968.

Le 13 juin, l'Assemblée générale a élu comme membres du Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain les Etats suivants: Chili, Colombie, Guyane, Inde, Indonésie, Nigéria, Pakistan, Turquie, République arabe unie, Yougoslavie et Zambie. Au cours de la même séance, sur la proposition du Secrétaire général, l'Assemblée a désigné M. Constantin A. Stravopoulos, Conseiller juridique de l'Organisation

des Nations Unies, comme Commissaire des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain par intérim.

Le 19 juin, le Comité spécial a adopté à l'unanimité une résolution sur le Sud-Ouest africain dans laquelle, après s'être déclaré profondément inquiet des mesures prises par le Gouvernement sud-africain pour modifier le statut d'Ovamboland, qui fait partie intégrante du Sud-Ouest africain, par l'institution d'une prétendue autonomie, il a déclaré que ces mesures étaient une extension de l'apartheid destinée à fragmenter le territoire et il a condamné ces mesures, qui sont illégales et constituent un défi flagrant à l'autorité des Nations Unies.

3. — Territoires administrés par le Portugal

La question des territoires administrés par le Portugal a été examinée par le Comité spécial en juin et octobre 1966, par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session et à nouveau par le Comité spécial en juin 1967.

Le 22 juin 1966, le Comité spécial a adopté une résolution sur les territoires administrés par le Portugal par 18 voix contre une, avec 3 abstentions. Le texte de cette résolution était en grande partie analogue à celui d'une autre résolution adoptée ultérieurement par l'Assemblée générale et décrite plus loin.

En octobre 1966, le Comité spécial a examiné un rapport complémentaire du Sous-Comité I sur les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires administrés par le Portugal.

En adoptant ce rapport, le Comité a réaffirmé toutes les recommandations qu'il avait faites en 1965 et a recommandé à l'Assemblée d'inscrire à l'ordre du jour de sa vingt et unième session un point intitulé "Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale".

Le 12 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2184 (XXI) par 70 voix contre 13, avec 22 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a condamné comme crime contre l'humanité la politique du Gouvernement portugais qui consiste à installer des immigrants étrangers dans les territoires et à envoyer des travailleurs africains en Afrique du Sud; condamné également les activités des intérêts financiers opérant dans les territoires sous domination portugaise, qui exploitent les ressources humaines et matérielles de ces territoires et font obstacle au progrès de leurs peuples vers la liberté et l'indépendance; invité le Portugal à appliquer immédiatement le principe de l'autodétermination aux peuples des territoires qu'il administrait, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et aux résolutions 183 (1963) et 218 (1965) du Conseil de sécurité; fait appel à tous les Etats pour qu'ils accordent aux peuples des territoires sous domination portugaise l'aide morale et matérielle nécessaire pour empêcher leurs ressortissants de coopérer avec les autorités portugaises, en particulier en ce qui concerne les investissements dans le territoire; recommandé au Conseil de sécurité de rendre obligatoire pour tous les Etats, directement et

grâce à leur action dans les organismes internationaux appropriés dont ils font partie, l'application des mesures prévues dans la résolution 2107 (XX) de l'Assemblée générale et notamment celles qui sont relatives au refus d'assistance; prié tous les Etats et en particulier les alliés militaires du Portugal dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de cesser immédiatement de fournir au Gouvernement portugais l'assistance grâce à laquelle il pouvait poursuivre la répression contre les peuples africains des territoires qu'il dominait et d'empêcher la vente ou la fourniture au Gouvernement portugais d'armes et d'équipement militaire; fait appel une fois de plus à toutes les institutions spécialisées, en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international, pour qu'elles s'abstiennent d'accorder au Portugal une aide financière, économique ou technique tant que le Gouvernement portugais n'aurait pas appliqué la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; et prié le Secrétaire général d'engager des consultations avec la BIRD en vue d'obtenir qu'elle se conforme aux dispositions des résolutions 2105 (XX) et 2107 (XX) de l'Assemblée générale.

Le Secrétaire général a engagé des consultations avec la BIRD au début de 1967 et il fera rapport à ce sujet en temps opportun.

Le 20 juin 1967, le Comité spécial a adopté une résolution sur les territoires administrés par le Portugal par 17 voix contre 2, avec 2 abstentions. Dans cette résolution, le Comité a repris un grand nombre des dispositions de la résolution 2184 (XXI) de l'Assemblée générale et a invité, en outre, le Conseil de sécurité à porter d'urgence son attention sur le fait que la situation allait en s'aggravant dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que sur les conséquences des actes d'agression commis par le Portugal contre les Etats africains indépendants qui ont des frontières communes avec ses colonies. Il a recommandé instamment que le Conseil prenne les mesures nécessaires pour que les dispositions de ses résolutions sur la question, et notamment la résolution 218 (1965) du 23 novembre 1965, soient obligatoires.

4. — Aden

La question d'Aden a été examinée par le Comité spécial en juin, août et octobre 1966 et par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

Le 15 juin, le Comité spécial a adopté une résolution sur Aden par 18 voix contre 2, avec 2 abstentions. Dans cette résolution, le Comité a prié le Secrétaire général, en consultation avec le Comité spécial et la Puissance administrante, de nommer immédiatement à Aden une mission spéciale chargée de recommander les mesures pratiques nécessaires à la pleine application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et notamment de décider dans quelle mesure les Nations Unies participeraient à la préparation et à la surveillance des élections, et de présenter le plus rapidement possible un rapport au Secrétaire général qui le transmettrait au Comité spécial. Le Comité a déploré également que la Puissance administrante ait établi un régime non représentatif dans le territoire afin de lui accorder une indépendance qui serait contraire aux résolutions 1514 (XV) et 1949 (XVII) et il a fait appel à tous les Etats pour qu'ils ne reconnaissent pas une indépendance qui ne reposait pas sur les vœux librement exprimés au moyen d'élections au suffrage universel de la population adulte du territoire. Le Comité a prié la

Puissance administrante de déclarer sans équivoque qu'elle acceptait les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et qu'elle était prête à coopérer avec les Nations Unies à leur application sans délai et il a déploré tout arrangement de défense que le Gouvernement du Royaume-Uni pourrait conclure avec le régime non représentatif du territoire. Au paragraphe 8 de la résolution, le Comité a demandé instamment à la Puissance administrante de lever l'état d'urgence, d'abroger toutes les lois qui restreignaient les libertés publiques, de cesser toutes les actions répressives à l'égard du peuple du territoire, de libérer tous les détenus politiques et de permettre aux exilés de rentrer dans leur pays.

Le Secrétaire général a entrepris des consultations avec les parties intéressées sur la nomination d'une mission spéciale et a présenté en août un rapport au Comité spécial. Dans ce rapport est reproduite la réponse que le Secrétaire général a reçue du représentant du Royaume-Uni et dans laquelle celui-ci déclarait que son gouvernement coopérerait avec une mission nommée par le Secrétaire général, à condition que la composition de cette mission rencontre son agrément et sous réserve qu'il soit reconnu que le Gouvernement du Royaume-Uni ne saurait renoncer aux responsabilités qui lui incombent en matière de sécurité ni les voir limiter, et qu'il était lié par les traités qu'il avait conclus avec la Fédération de l'Arabie du Sud et les Etats non fédérés de l'Arabie du Sud. Le Comité a examiné ces réserves en août et octobre.

Le 12 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2183 (XXI) sur Aden par 96 voix contre zéro, avec 3 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité spécial et la Puissance administrante, de nommer immédiatement une mission spéciale qui serait envoyée à Aden aux fins énoncées dans la résolution du Comité en date du 15 juin. En outre, la Mission était priée d'envisager de recommander des mesures pratiques en vue de la mise en place dans le territoire d'un gouvernement central transitoire chargé d'administrer l'ensemble du territoire et d'aider à organiser les élections. L'Assemblée a réaffirmé le paragraphe 8 de la résolution adoptée par le Comité et invité instamment la Puissance administrante à en appliquer les dispositions. Elle a demandé également à la Puissance administrante de prendre les mesures nécessaires, conformément au paragraphe 3 de la résolution, pour que la Mission spéciale des Nations Unies pour Aden puisse s'acquitter de ses responsabilités en se fondant sur la résolution adoptée par le Comité spécial le 15 juin 1966.

Le 23 février 1967, le Secrétaire général a fait savoir que la Mission spéciale des Nations Unies pour Aden se composerait de M. Manuel Pérez Guerrero (Venezuela), président, de M. Abdul Satar Shalizi (Afghanistan) et de M. Moussa Léo Keita (Mali).

La mission spéciale a commencé ses travaux à New York le 7 mars. Le 20 mars elle a quitté New York pour Londres, Le Caire, Djeddah et enfin Aden où elle est arrivée le 2 avril. Elle a quitté Aden le 7 avril et, avant de rentrer à New York le 18 avril, s'est rendue à Genève et à Londres. La Mission poursuit ses travaux à New York.

5. — Bassoutoland, Betchouanaland et Souaziland

Le Bassoutoland a accédé à l'indépendance sous le nom de Lesotho le 30 septembre 1966 et le Betchouana-

land est devenu indépendant, sous le nom de Botswana, le 4 octobre 1966. Ces deux Etats ont été admis à l'Organisation des Nations Unies à la vingt et unième session de l'Assemblée générale. Avant d'accéder à l'indépendance, la question de ces deux territoires, ainsi que celle du Souaziland, a été examinée par le Comité spécial en juin, juillet et septembre 1966 et par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

Le 9 juin 1966, le Comité spécial a adopté une résolution sur ces territoires par 20 voix contre zéro, avec une abstention. Dans cette résolution, le Comité a demandé à la Puissance administrante de faire en sorte que l'indépendance qui serait accordée aux trois territoires soit fondée sur la volonté librement exprimée de toute la population; demandé à tous les Etats d'apporter leur contribution au fonds qu'a créé l'Assemblée générale par le paragraphe 7 de sa résolution 2063 (XX) du 16 décembre 1965; estimé que les efforts entrepris pour fournir une assistance économique, financière et technique aux territoires en question au titre des programmes de coopération technique des Nations Unies et par les institutions spécialisées devaient être poursuivis; et décidé de créer un sous-comité chargé d'étudier et de proposer les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité territoriale et la souveraineté des trois territoires, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans la résolution susmentionnée.

Le Comité spécial a de nouveau examiné la question de la situation de ces trois territoires en juillet 1966, où il a entendu, au sujet du Bassoutoland, des pétitionnaires représentant des partis de l'opposition, qui protestaient contre l'attitude adoptée par le Gouvernement du Royaume-Uni lors de la récente Conférence constitutionnelle concernant les conditions dans lesquelles le Bassoutoland accèderait à l'indépendance.

Le 8 juillet, le Comité spécial a adopté un consensus des vues de ses membres concernant les faits récemment survenus au Bassoutoland. Tous les membres ont exprimé le désir de voir le Bassoutoland accéder sans délai à l'indépendance qui devrait reposer sur les principes formulés dans la résolution adoptée par le Comité le 9 juin 1966. Plusieurs membres du Comité ont exprimé le vœu que tous les partis politiques du territoire s'unissent en vue de réaliser les objectifs communs, et que des garanties soient données concernant l'intégrité territoriale du Bassoutoland.

Le 15 septembre, le Comité spécial a adopté par un consensus le rapport de son Sous-Comité du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland. En adoptant ce rapport, le Comité a demandé à la Puissance administrante de prendre, avant l'accession des territoires à l'indépendance, toute mesure adéquate pour que ces territoires puissent jouir d'une indépendance complète sous l'égide d'un gouvernement librement et démocratiquement choisi par la population, et pour qu'ils puissent sauvegarder leur intégrité territoriale et leur souveraineté face aux intentions non dissimulées du régime raciste de la République sud-africaine de continuer à s'ingérer dans leurs affaires. Le Comité a également recommandé que l'Assemblée générale adresse au Gouvernement de la République sud-africaine un nouvel avertissement solennel spécifiant que toute tentative faite pour porter atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté des trois territoires après l'indépendance serait considérée par l'ONU comme un acte d'agression et toute ingérence dans leurs affaires intérieures comme une violation flagrante

de la Charte des Nations Unies avec toutes les conséquences qui en découlent; qu'elle adresse un appel à tous les Etats pour qu'ils s'abstiennent de tout acte pouvant encourager l'Afrique du Sud à de telles atteintes ou ingérences; et qu'elle attire l'attention du Conseil de sécurité sur la menace que la politique poursuivie par le régime raciste de la République sud-africaine constituait pour l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté des trois Etats dès leur accession à l'indépendance.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale était saisie d'un rapport du Secrétaire général sur le fonctionnement du Fonds pour le développement économique de ces trois territoires. Dans son rapport, le Secrétaire général déclarait qu'étant donné l'insuffisance des contributions promises, le fonds n'avait pas encore pu commencer à fonctionner.

Le 29 septembre, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2134 (XXI) sur les trois territoires, par 84 voix contre 2, avec 19 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée a réitéré sa profonde inquiétude devant la grave menace que la politique agressive de l'actuel régime de la République sud-africaine constituait pour la souveraineté et l'intégrité territoriale des territoires; approuvé les recommandations du Comité spécial et fait appel à tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait pour qu'ils versent une contribution au Fonds créé par la résolution 2063 (XX) de l'Assemblée générale.

6. — Côte française des Somalis

La situation dans la Côte française des Somalis, territoire que le Comité spécial a ajouté en 1965 à la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a été examinée par le Comité en juin et en octobre 1966, par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session et à nouveau par le Comité en mars et en avril 1967. Après avoir entendu des pétitionnaires et les déclarations des représentants de la Somalie et de l'Ethiopie en juin et en octobre 1966, le Comité a décidé de communiquer le compte rendu de ses débats à l'Assemblée générale.

Le 12 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2228 (XXI) sur la question de la Côte française des Somalis par 70 voix contre 2, avec 16 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée, ayant pris note du fait qu'un référendum serait organisé dans le territoire avant 1967 pour permettre à la population de décider de son avenir politique, a réaffirmé le droit inaliénable de la population de la Côte française des Somalis (Djibouti) à l'autodétermination et à l'indépendance; demandé à la Puissance administrante de faire en sorte que le droit à l'autodétermination soit librement exprimé et exercé par la population autochtone du territoire sur la base du suffrage universel des adultes et dans le plein respect des droits et des libertés fondamentales de la personne humaine; prié instamment la Puissance administrante de créer le climat politique voulu pour un référendum organisé sur une base entièrement libre et démocratique; et prié la Puissance administrante de prendre, en consultation avec le Secrétaire général, les mesures nécessaires en vue d'une présence de l'Organisation des Nations Unies avant le référendum et d'une surveillance de l'Organisation au cours de celui-ci.

Le 15 mars 1967, le Comité spécial a adopté, par 16 voix contre une avec 7 abstentions, une résolution

sur la question de la Côte française des Somalis dans laquelle il a exprimé le regret que la Puissance administrante ne se soit pas encore conformée à toutes les dispositions de la résolution de l'Assemblée générale, et l'a priée instamment de faire en sorte que le référendum, qui devait avoir lieu peu après, se déroule d'une manière équitable et démocratique.

Au cours du référendum, qui a eu lieu le 19 mars, une majorité s'est dégagée en faveur du maintien de l'association avec la France. Le 6 avril, le Comité spécial a entendu 14 pétitionnaires au sujet de ce territoire.

7. — Guinée équatoriale

La question de la Guinée équatoriale a été examinée par le Comité spécial en juin et en novembre 1966, et par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

Le 21 juin 1966, le Comité spécial, sur l'invitation du Gouvernement espagnol, a décidé d'envoyer dans le territoire un Sous-Comité chargé de s'assurer de la situation, en vue de hâter l'application des résolutions 1514 (XV) et 2067 (XX) de l'Assemblée générale.

Ce Sous-Comité, composé de représentants du Sierra Leone (Président), du Chili, du Danemark, du Mali, de la Pologne, de la République-Unie de Tanzanie et de la Syrie, s'est rendu en Guinée équatoriale en août et a présenté son rapport au Comité en novembre 1966. Ce dernier a fait siennes les conclusions et recommandations du Sous-Comité.

Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2230 (XXI) sur la Guinée équatoriale, par 109 voix contre zéro, avec 7 abstentions. Dans cette résolution, qui tient largement compte des recommandations du Sous-Comité, l'Assemblée a invité la Puissance administrante à assurer la pleine jouissance des libertés démocratiques, à instituer un système électoral fondé sur le suffrage universel des adultes et à organiser, avant l'indépendance, des élections générales dans l'ensemble du territoire sur la base d'un collège électoral unique, de fixer une date pour l'indépendance, et de convoquer à cette fin une conférence constitutionnelle pleinement représentative. Elle a prié également le Secrétaire général de prendre des mesures appropriées, en consultation avec la Puissance administrante et le Comité spécial, pour assurer la présence de l'Organisation des Nations Unies dans le territoire aux fins de surveiller la préparation et le déroulement des élections. Elle a prié aussi la Puissance administrante de maintenir l'intégrité territoriale de la Guinée équatoriale lors de son accession à l'indépendance. Enfin, elle a exprimé ses remerciements au Gouvernement espagnol pour l'invitation qu'il a adressée au Comité spécial de se rendre dans le territoire et pour la coopération qu'il a apportée au Sous-Comité de la Guinée équatoriale lors de son séjour dans le territoire.

8. — Ifni et le Sahara espagnol

La question des territoires d'Ifni et du Sahara espagnol a été examinée par le Comité spécial en juin, octobre et novembre 1966 et par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

En juin 1966, le Comité spécial a adopté un consensus visant à obtenir des renseignements de l'Espagne sur les mesures prises par ce pays pour

appliquer la résolution 2072 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1965.

Le 16 novembre 1966, le Comité spécial a adopté une résolution sur ces deux territoires, par 19 voix contre zéro avec 3 abstentions, par laquelle il a invité la Puissance administrante à arrêter, en consultation avec la population du Sahara, les Gouvernements de la Mauritanie et du Maroc et toutes autres parties intéressées, les modalités de l'organisation d'un référendum qui serait tenu sous les auspices des Nations Unies afin de permettre à la population autochtone du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination. Elle a invité également la Puissance administrante à hâter le processus de décolonisation d'Ifni et à arrêter avec le Gouvernement du Maroc les modalités de transfert des pouvoirs, conformément aux dispositions de la résolution 1514 (XV).

Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2229 (XXI) sur Ifni et le Sahara espagnol par 105 voix contre 2, avec 8 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec la Puissance administrante et le Comité spécial, de nommer immédiatement une mission spéciale qui serait envoyée au Sahara espagnol en vue de recommander des mesures pratiques touchant l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et notamment de décider dans quelle mesure l'Organisation des Nations Unies participerait à la préparation et à la surveillance du référendum dans le territoire. L'Assemblée a demandé que certaines mesures soient prises en ce qui concerne le référendum, notamment le retour des exilés, et a invité la Puissance administrante à arrêter, en consultation avec les Gouvernements marocain et mauritanien et toute autre partie intéressée, les modalités de l'organisation d'un référendum. Elle a demandé également à la Puissance administrante de prendre les mesures nécessaires pour accélérer la décolonisation d'Ifni.

9. — Gibraltar

La question de Gibraltar a été examinée par le Comité spécial en novembre 1966 et par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

Le 17 novembre 1966, le Comité spécial a adopté une résolution sur Gibraltar par 16 voix contre zéro, avec 6 abstentions. Par cette résolution le Comité a demandé aux deux parties de s'abstenir de tout acte qui compromettrait le succès des négociations; regretté le retard apporté à la décolonisation et à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée en ce qui concerne ce territoire; et demandé aux deux parties de poursuivre leurs négociations d'une manière constructive et de faire rapport sur ce point au Comité spécial le plus tôt possible, et, en tout état de cause, avant la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2231 (XXI) sur la question de Gibraltar par 101 voix contre zéro, avec 14 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée a regretté le retard apporté à la décolonisation et invité les deux parties à poursuivre leurs négociations en prenant en considération les intérêts des habitants du territoire et elle a demandé à la Puissance administrante de hâter, sans aucune entrave et en consultation avec le Gouvernement espagnol, la décolonisation de Gibraltar. Elle a prié

également le Secrétaire général de prêter son assistance dans l'application de ladite résolution.

10. — Iles Fidji

La question des îles Fidji a été examinée par le Comité spécial en septembre 1966 et par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

Le 7 septembre 1966, le Comité spécial a adopté une résolution dans laquelle il a réaffirmé le droit inaliénable du peuple des îles Fidji à la liberté et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et invité le Gouvernement du Royaume-Uni à prendre notamment les mesures suivantes: organisation d'élections générales fondées sur la règle "à chacun une voix" et conformes au principe du suffrage universel de tous les adultes, aux fins de la création d'une assemblée constituante chargée d'élaborer une constitution démocratique; transfert de tous les pouvoirs à un gouvernement représentatif, fixation à une date prochaine de l'octroi de l'indépendance et abolition de toutes les mesures discriminatoires en vue de favoriser des rapports harmonieux entre communautés et l'unité nationale du territoire. Le Comité a également décidé de charger un sous-comité de se rendre dans les îles Fidji pour étudier sur place la situation dans le territoire.

Le 12 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2185 (XXI) sur les îles Fidji par 78 voix contre 6, avec 17 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée a fait sienne la décision du Comité spécial de charger un sous-comité de se rendre dans le territoire, et a demandé à la Puissance administrante de prendre un certain nombre de mesures, notamment: organiser des élections conformément au principe "à chacun une voix", fixer une date rapprochée pour l'accession à l'indépendance et abroger toutes les mesures ayant un caractère discriminatoire de manière à favoriser l'entente entre les communautés et l'unité nationale dans le territoire.

11. — Iles Falkland (Malvinas)

Le 16 novembre 1966, les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni ont fait savoir au Comité spécial, qui en a pris note, que, conformément à la résolution 2065 (XX) du 16 décembre 1965, des réunions avaient eu lieu en juillet 1966 au sujet du problème des îles Falkland (Malvinas) et que ces réunions seraient poursuivies.

Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a pris note d'un consensus auquel était parvenue la Quatrième Commission au sujet des îles Falkland (Malvinas), visant à prier instamment les deux parties de poursuivre leurs négociations afin de trouver le plus tôt possible une solution pacifique au problème.

12. — Antigua, Bahamas, Bermudes, Dominique, Grenade, Guam, îles Caïmanes, îles Cocos, (Keeling), îles Gilbert et Ellice, île Maurice, îles Salomon, îles Samoa américaines, îles Seychelles, îles Tokélaou, îles Turks et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Nioué, Nouvelles-Hébrides, Pitcairn, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie et Saint-Vincent

La question de ces vingt-cinq territoires a été examinée en 1966 par les Sous-Comités I, II et III du

Comité spécial. En octobre et novembre 1966, le Comité a adopté des conclusions et recommandations sur les territoires en question, sur la base du rapport de ses Sous-Comités.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a entendu au sujet des Bermudes un pétitionnaire qui représentait le Progressive Labour Party.

Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2232 (XXI) sur ces territoires par 93 voix contre zéro, avec 24 abstentions. Par cette résolution, l'Assemblée générale a réaffirmé le droit inaliénable des peuples de ces territoires à l'autodétermination et à l'indépendance; réitéré sa déclaration selon laquelle toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale des territoires coloniaux et à établir des bases et des installations militaires dans ces territoires était incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; demandé instamment aux puissances administrantes d'autoriser les missions de visite de l'Organisation des Nations Unies à se rendre dans les territoires et de leur offrir toute leur coopération et toute leur assistance; décidé que l'Organisation des Nations Unies devrait prêter toute l'aide nécessaire aux peuples de ces territoires dans les efforts qu'ils déploient pour décider librement de leur statut futur; et prié le Comité spécial de continuer à accorder une attention spéciale à ces territoires.

En février et mars 1967, le Comité spécial a examiné la question d'Antigua, de la Dominique, de Grenade, de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, de Sainte-Lucie de Saint-Vincent.

Le Comité a examiné cette question d'urgence parce que ces territoires étaient sur le point d'acquiescer un nouveau statut d'association avec le Royaume-Uni. Le 23 mars 1967, le Comité a adopté une résolution sur ces territoires par 18 voix contre 3, avec 3 abstentions. Dans cette résolution, le Comité a affirmé à nouveau que la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et les autres résolutions pertinentes continuaient de s'appliquer à ces territoires et prié son Sous-Comité III d'examiner, compte tenu de l'évolution constitutionnelle récente, la situation dans ces territoires sous tous ses aspects, en envisageant notamment la possibilité d'envoyer une mission de visite, et de faire rapport prochainement au Comité spécial.

En juin 1967, le Comité spécial a examiné le rapport de son Sous-Comité I concernant l'île Maurice, les îles Seychelles et Sainte-Hélène. Le 19 juin, il a adopté une résolution sur ces territoires par 17 voix contre 2, avec 3 abstentions. Dans cette résolution, le Comité a demandé instamment à la Puissance administrante d'organiser sans retard dans les territoires des élections libres au suffrage universel des adultes et de transférer tous les pouvoirs aux organes représentatifs élus par le peuple. Il a demandé en outre instamment à la Puissance administrante d'accorder aux territoires le statut politique librement choisi par leur population et de s'abstenir de prendre des mesures incompatibles avec la Charte des Nations Unies et avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le Comité a déploré le démembrement de l'île Maurice et des îles Seychelles qui viole leur intégrité territoriale, en infraction aux résolutions 2066 (XX) et 2232 (XXI) de l'Assemblée générale, et a demandé au Royaume-Uni de restituer à ces territoires les îles qui en ont été détachées. Le Comité a déclaré

que l'établissement d'installations militaires et toute autre activité militaire dans les territoires étaient une violation de la résolution 2232 (XXI) de l'Assemblée générale, et constituaient une source de tension en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Il a demandé à la Puissance administrante de démanteler toutes les installations militaires de ce genre.

13. — Oman

En juin 1966, le Comité spécial a entendu des pétitionnaires au sujet d'Oman. En novembre 1966, il a décidé que, puisque faute de temps il n'avait pu achever l'examen de la question d'Oman, il l'étudierait lors de ses réunions de 1967 en vue de l'application de la résolution 2073 (XXI) de l'Assemblée générale.

Le 20 décembre 1966 l'Assemblée générale a adopté la résolution 2238 (XXI) sur Oman par 70 voix contre 18, avec 28 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a réaffirmé le droit inaliénable de la population du territoire dans son ensemble à l'autodétermination et à l'indépendance et a reconnu la

légitimité de sa lutte; elle a déploré le refus du Royaume-Uni d'appliquer les résolutions 1514 (XV) et 2073 (XXI) de l'Assemblée générale, ainsi que la politique suivie par ce gouvernement en installant et en soutenant un régime non représentatif quel qu'il soit dans le territoire, en violation des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale; elle a reconnu que les ressources naturelles du territoire appartenaient à la population d'Oman et que les concessions octroyées aux monopoles étrangers sans le consentement de la population constituaient une violation des droits de la population du territoire; elle a estimé que le maintien de bases militaires, de dépôts et de troupes dans le territoire constituait un obstacle majeur à l'exercice par la population de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et portait atteinte à la paix et à la sécurité dans la région et que leur évacuation immédiate était de ce fait essentielle. L'Assemblée a invité aussi le Royaume-Uni à arrêter toutes les mesures répressives contre la population du territoire; à retirer ses troupes, à libérer les prisonniers politiques et les détenus politiques et à permettre le retour dans le territoire des exilés politiques; elle l'a invité enfin à éliminer sa domination sous quelque forme que ce soit.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Pour le rapport du Comité spécial concernant la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, additif au point 23 de l'ordre du jour.

Pour les autres documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus s'y rapportant, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, points 23, 64, 65, 67, 69 et 70 de l'ordre du jour; et *ibid.*, *cinquième session spéciale, Annexes*, point 7 de l'ordre du jour.

Voir également A/AC.109/234, A/AC.109/235 et A/AC.109/248.

CHAPITRE VI

Questions concernant les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes

A. — Territoires sous tutelle

1. — Travaux du Conseil de tutelle

Le Conseil de tutelle s'est réuni au Siège pour sa trente-troisième session le 27 mai et du 27 juin au 26 juillet 1966. Sa trente-quatrième session s'est ouverte le 29 mai 1967.

A sa trente-troisième session le Conseil de tutelle a eu pour tâche principale d'examiner les conditions existant dans les trois territoires encore sous tutelle de Nauru, de la Nouvelle-Guinée et des Iles du Pacifique, et de faire des recommandations à leur sujet aux Autorités administrantes, en vue de l'accomplissement des fins du régime de tutelle international. Le Conseil a fait rapport à l'Assemblée générale sur son examen des conditions existant à Nauru et en Nouvelle-Guinée et au Conseil de sécurité sur son examen du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

A sa trente-troisième session, le Conseil de tutelle a également examiné des rapports du Secrétaire général sur les moyens d'études et de formation offerts par des Etats membres aux habitants des territoires sous tutelle et sur la diffusion de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies dans ces territoires.

A sa trente-troisième session, le Conseil de tutelle était composé de quatre Puissances administrantes, à savoir : l'Australie (Nouvelle-Guinée et Nauru), la Nouvelle-Zélande (Nauru), le Royaume-Uni (Nauru) et les Etats-Unis d'Amérique (territoire sous tutelle des Iles du Pacifique), et de quatre membres non administrants ; trois de ces membres, la Chine, la France et l'Union des Républiques socialistes soviétiques siègent au Conseil du fait qu'ils sont membres permanents du Conseil de sécurité, et le quatrième, le Libéria, est un membre élu dont le Mandat expire à la fin de 1968.

2. — Décisions concernant les territoires sous tutelle

NAURU

A sa trente-troisième session, le Conseil de tutelle, ayant été informé par le Chef supérieur que le peuple nauruan souhaitait rester une petite nation distincte et accéder à l'indépendance au plus tard le 31 janvier 1968, a recommandé à l'Autorité administrante d'étudier sérieusement le vœu du peuple nauruan, librement exprimé par l'intermédiaire de ses représentants élus, d'accéder à l'indépendance au plus tard le 31 janvier 1968. Il a également approuvé l'avis de la Mission de visite des Nations Unies de 1965 dans les territoires sous tutelle de Nauru et de Nouvelle-Guinée, à savoir qu'il ne fallait pas abandonner l'idée de la réinstallation et il a noté que l'Autorité administrante s'était déclarée prête à examiner attentivement toute proposition de réinstallation acceptable pour les Nauruans et qui pré-

serverait leur identité nationale. Le Conseil a noté qu'à la suite de ses recommandations, l'Autorité administrante avait nommé un comité d'experts chargé d'étudier la possibilité de remettre en état les terres à phosphate épuisées comme l'avaient demandé les Nauruans, et il a prié l'Autorité administrante de lui communiquer dès que possible le rapport de ce comité. Pour ce qui est de la question de la propriété des gisements de phosphate, le Conseil a appelé l'attention de l'Autorité administrante sur la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale relative à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

A sa vingt et unième session l'Assemblée générale a examiné la question de Nauru à propos de laquelle elle était saisie du rapport du Conseil de tutelle et de celui du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Dans son rapport le Comité avait recommandé que l'Autorité administrante prenne des mesures concrètes, conformément aux dispositions de la Déclaration, pour répondre au désir du peuple nauruan d'accéder à l'indépendance en janvier 1968 au plus tard. Le Comité affirmait également que les Nauruans devaient être entièrement maîtres de leurs ressources économiques naturelles.

Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2226 (XXI) par 85 voix contre 2, avec 27 abstentions. Par cette résolution l'Assemblée a réaffirmé le droit inaliénable du peuple nauruan à l'autonomie et à l'indépendance ; recommandé à l'Autorité administrante de fixer la date la plus proche possible, mais au plus tard le 31 janvier 1968, pour l'accession du peuple nauruan à l'indépendance conformément à ses vœux librement exprimés ; recommandé en outre à l'Autorité administrante de transférer le contrôle de l'exploitation de l'industrie des phosphates au peuple nauruan et de prendre des mesures immédiates, quelles que soient les dépenses qu'elles entraîneraient, pour remettre en état l'île de Nauru afin que le peuple nauruan puisse y vivre en tant que nation souveraine.

NOUVELLE-GUINÉE

Le Territoire sous tutelle de Nouvelle-Guinée et le Territoire du Papua sont administrés ensemble en vertu du *Papua and New Guinea Act*, de 1949-1966. Le Conseil de tutelle, à sa trente-troisième session, a noté qu'un comité spécial de la Chambre d'assemblée du Papua et de Nouvelle-Guinée examinait la question de l'évolution constitutionnelle. Il a réaffirmé sa conviction que le stade suivant de l'évolution constitutionnelle consistait à franchir l'étape entre un parlement pleinement représentatif et un gouvernement exerçant la plénitude des pouvoirs. Il a rappelé les recommandations faites en 1965 par la Mission de visite des Nations Unies dans les territoires sous tutelle de Nauru

et de Nouvelle-Guinée au sujet de l'élargissement des pouvoirs de la Chambre d'assemblée, du nombre et de la dimension des circonscriptions électorales et de la question des sièges spéciaux et officiels à la Chambre d'assemblée. Il a recommandé à l'Autorité administrante d'examiner attentivement les recommandations du Comité spécial sur l'évolution constitutionnelle. Le Conseil a également fait des recommandations détaillées en ce qui concerne l'administration locale et le progrès économique, social et culturel.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a examiné la question du Papua et du Territoire sous tutelle de Nouvelle-Guinée, au sujet desquels elle était saisie du rapport du Conseil de tutelle et du rapport du Comité spécial. Dans son rapport le Comité invitait instamment l'Autorité administrante à prendre sans délai de nouvelles mesures afin de permettre à la Chambre d'assemblée d'être un organe efficace et pleinement représentatif. Il recommandait que des mesures constitutionnelles soient prises à l'effet de supprimer, à la Chambre d'assemblée, les sièges spéciaux et les sièges réservés et d'appliquer d'urgence la Déclaration.

Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté, par 81 voix contre 8 avec 24 abstentions, la résolution 2227 (XXI) par laquelle elle a déploré le fait que la Puissance administrante n'ait pas mis en œuvre la résolution 2112 (XX) de l'Assemblée générale, invité la Puissance administrante à supprimer toutes les conditions électorales discriminatoires, à abolir toutes les pratiques discriminatoires existant dans les domaines économique, social, de la santé et de l'enseignement, à organiser des élections sur la base du suffrage universel des adultes, et à fixer une date rapprochée pour l'indépendance. Elle a invité en outre la Puissance administrante à s'abstenir d'utiliser les territoires pour des activités militaires incompatibles avec la Charte des Nations Unies.

ILES DU PACIFIQUE

A sa trente-troisième session le Conseil de tutelle a noté qu'étant donné que le Congrès de la Micronésie fonctionnait et qu'il avait adopté un drapeau national, la Micronésie, auparavant simple expression géographique, était désormais une véritable entité politique. Il a réaffirmé ses conclusions précédentes selon lesquelles le Congrès devrait être doté de certains pouvoirs de décision, notamment en matière de finances. Il a également estimé essentiel que les Micronésiens prennent une part plus grande à l'élaboration de la politique au siège du territoire. Le Conseil a également fait des recommandations détaillées sur le progrès économique et social et sur celui de l'enseignement.

Dans son rapport, le Comité spécial, qui a examiné ce territoire en même temps que d'autres territoires du Pacifique administrés par les Etats-Unis d'Amérique, a recommandé que la Puissance administrante accélère l'accomplissement de nouveaux progrès politiques dans les territoires en élargissant les fonctions et les pouvoirs des législatures et en remettant le pouvoir exécutif à la population autochtone.

B. — Territoires non autonomes

1. — Communication de renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte de l'Organisation des Nations Unies

Cinq membres administrants (Australie, Etats-Unis d'Amérique, France, Nouvelle-Zélande et Royaume-

Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ont communiqué au Secrétaire général des renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte. Comme les années précédentes, les Gouvernements de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique et de la Nouvelle-Zélande ont communiqué des renseignements relatifs aux territoires qu'ils administrent, conformément aux résolutions 144 (II), 327 (IV), 848 (IX) et 1468 (XIV) de l'Assemblée générale. Les Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Espagne ont communiqué au Comité spécial des renseignements d'ordre politique et constitutionnel sur les territoires placés sous leur administration.

Aucun renseignement n'a été communiqué au Secrétaire général au sujet des territoires administrés par le Portugal qui, en vertu de la résolution 1542 (XV) du 15 décembre 1960, sont considérés par l'Assemblée générale comme étant des territoires non autonomes au sens du Chapitre XI de la Charte. Le Secrétaire général n'a pas non plus reçu de renseignements concernant la Rhodésie du Sud qui, selon ce qu'a affirmé l'Assemblée générale dans sa résolution 1747 (XVI) du 28 juin 1962, est un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte.

Dans sa résolution 2133 (XXI) du 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a exprimé le profond regret que malgré les recommandations répétées qu'elle avait faites, certains Etats Membres qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes n'aient pas jugé bon de communiquer des renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte ou aient communiqué des renseignements insuffisants ou tardifs; elle a invité à nouveau instamment tous les Etats Membres qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes à communiquer, ou à continuer de communiquer, au Secrétaire général les renseignements demandés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possibles sur l'évolution politique et constitutionnelle.

2. — Etude des renseignements communiqués par les Etats Membres administrants

Jusqu'en 1963 les renseignements communiqués par les Etats Membres administrants au sujet des territoires non autonomes étaient étudiés par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. Lorsque l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, de dissoudre ce comité, elle a prié le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux d'étudier ces renseignements et d'en tenir pleinement compte dans l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration dans chacun des territoires non autonomes.

Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale sur cette question, à sa vingt et unième session, le Comité spécial a souligné que, conformément à cette résolution ainsi qu'à la procédure suggérée par le Secrétaire général et adoptée par le Comité, les renseignements communiqués par les Etats Membres administrants avaient été utilisés pour la préparation de documents de travail sur chaque territoire. Ces documents avaient été approuvés par le Comité et insérés dans son rapport à l'Assemblée. Dans sa résolution 2109 (XX) du 21 décembre 1965, l'Assemblée s'est déclarée satisfaite de cette procédure.

3. — Bourses et programmes spéciaux de formation professionnelle

MOYENS D'ÉTUDE ET DE FORMATION OFFERTS AUX ÉTUDIANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

Par sa résolution 2234 (XXI) du 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a invité instamment les Etats Membres à continuer d'offrir des bourses conformément à la résolution 845 (IX) du 22 novembre 1954.

Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée, à sa vingt et unième session, le Secrétaire général a indiqué que les vingt-six Etats Membres suivants avaient offert des bourses en 1965-1966: Birmanie, Brésil, Bulgarie, Ceylan, Chypre, Etats-Unis d'Amérique, Ghana, Grèce, Hongrie, Inde, Iran, Israël, Italie, Mexique, Pakistan, Philippines, Pologne, République arabe unie, Roumanie, Sierra Leone, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

Pendant l'année scolaire 1965-1966 plus de 430 boursiers ont fait des études dans des établissements d'enseignement d'Etats Membres. Ce chiffre ne comprend pas toutes les bourses accordées directement par les gouvernements aux termes des dispositions de la résolution 845 (IX) puisque, dans certains cas, l'octroi de ces bourses ne s'est pas fait par l'intermédiaire du Secrétariat des Nations Unies. En outre, les Etats Membres administrants ont continué d'accorder des bourses au titre de leurs propres programmes.

PROGRAMMES SPÉCIAUX D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION POUR LE SUD-OUEST AFRICAÏN

Par sa résolution 1705 (XVI) du 19 décembre 1961, l'Assemblée générale a décidé d'instituer des programmes spéciaux de formation et d'enseignement pour le Sud-Ouest africain. Par la même résolution, l'Assemblée générale a invité les Etats Membres à offrir aux autochtones du Sud-Ouest africain des bourses tant pour leurs études secondaires que pour les divers genres d'études supérieures. Le programme est administré par le Secrétaire général et son financement est assuré par les soins de l'Assemblée générale.

Dans le rapport sur ces programmes qu'il a présenté à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, le Secrétaire général a indiqué que huit étudiants du Sud-Ouest africain étudiaient à l'étranger grâce à des bourses des Nations Unies. Il a également indiqué qu'en 1966 les vingt-sept Etats Membres suivants avaient offert des bourses à des habitants du Sud-Ouest africain: Birmanie, Bulgarie, Chine, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ghana, Inde, Israël, Italie, Kenya, Koweït, Libye, Nigéria, Norvège, Pakistan, Pologne, République arabe unie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Sierra Leone, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie. La République fédérale d'Allemagne avait également offert une bourse.

Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté par 112 voix contre 2 avec 2 abstentions la résolution 2236 (XXI) par laquelle elle a remercié les Etats Membres qui avaient mis des bourses à la disposition d'habitants du Sud-Ouest africain et invité ces Etats et d'autres Etats à envisager d'inclure dans leurs offres des bourses de l'enseignement secondaire et de formation professionnelle et technique. Elle a invité en outre les Etats Membres à examiner avec bienveillance les demandes du Secrétaire général tendant à ce qu'ils accueillent dans leurs écoles secondaires, profession-

nelles ou techniques des candidats ayant reçu des bourses au titre du programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain. Une fois de plus l'Assemblée a prié tous les Etats Membres de faciliter de toutes les manières possibles les déplacements des habitants du Sud-Ouest africain qui voudraient profiter des moyens d'enseignement offerts par le programme. Elle a prié également tous les Etats Membres de coopérer avec le Secrétaire général à la mise en œuvre de ladite résolution. Le Secrétaire général a été prié de continuer à prendre les mesures nécessaires pour permettre au plus grand nombre possible d'habitants du Sud-Ouest africain de profiter du programme.

PROGRAMMES SPÉCIAUX DE FORMATION POUR LES TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR LE PORTUGAL

Par sa résolution 1808 (XVII) du 14 décembre 1962, l'Assemblée générale a décidé d'instituer, à l'intention des territoires administrés par le Portugal, un programme spécial de formation et a prié le Secrétaire général de tirer tout le parti possible, lorsqu'il établirait ce programme, des programmes de coopération technique des Nations Unies qui existaient déjà. Par la même résolution l'Assemblée a invité les Etats Membres à offrir aux autochtones des territoires administrés par le Portugal, directement ou par l'intermédiaire des organisations bénévoles, des bourses d'études couvrant tous leurs frais, tant pour l'achèvement de leurs études secondaires que pour les divers genres d'études supérieures.

Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, le Secrétaire général a indiqué que le nombre des bourses accordées était passé de 44 à 122. Sur ce nombre, 93 bourses avaient été accordées pour des études secondaires, 27 pour des études universitaires et 2 pour des études techniques et professionnelles. Des 122 boursiers, 96 faisaient des études dans la République démocratique du Congo, 12 en République-Unie de Tanzanie et les autres fréquentaient des établissements d'enseignement en Autriche, aux Etats-Unis d'Amérique, en France, en Ouganda, au Sénégal et en Suisse.

Outre les bourses des Nations Unies susmentionnées, 31 pays avaient offert des bourses aux habitants des territoires administrés par le Portugal conformément à la résolution 1808 (XVII) de l'Assemblée générale et, selon les renseignements fournis, 400 étudiants environ avaient reçu des bourses pour faire des études dans les pays donateurs ou dans un autre pays. La Suède avait accordé 96 bourses, les Etats-Unis 115, l'Inde 27 et 131 étudiants fréquentaient des établissements d'enseignements en URSS. Les autres bourses avaient été offertes par le Danemark, le Gabon, le Ghana, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

Le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté par 112 voix contre 2 avec 2 abstentions la résolution 2237 (XXI) par laquelle elle a prié le Secrétaire général de continuer à prendre des mesures pour permettre au plus grand nombre possible d'autochtones des territoires administrés par le Portugal de bénéficier du programme spécial de formation et a invité les Etats Membres qui avaient offert des bourses et ceux qui se proposaient de le faire à envisager avant tout d'offrir des bourses d'enseignement secondaire et de formation professionnelle et technique. L'Assemblée a prié à nouveau le Gouvernement portugais de coopérer à la mise en œuvre du programme spécial de formation.

QUESTION DE LA FUSION ET DE L'INTÉGRATION DES PROGRAMMES SPÉCIAUX D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION POUR LE SUD-OUEST AFRICAÏN, DU PROGRAMME SPÉCIAL DE FORMATION POUR LES TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR LE PORTUGAL ET DU PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION POUR LES SUD-AFRICAÏNS

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a adopté, par 112 voix contre 2 avec une abstention, la résolution 2235 (XXI), sur la question de la fusion et de l'intégration des programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain, du programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal et du programme d'enseignement et de formation pour les Sud-Africains. Après avoir noté que ces programmes, bien qu'ils servent des besoins et des fins analogues, étaient administrés sépa-

rément et différaient quant au financement, tenu compte du rôle que l'UNESCO, le Haut Commissariat pour les réfugiés ainsi que d'autres institutions spécialisées et organes des Nations Unies jouent en matière de formation et d'enseignement, et noté l'intérêt que l'Organisation de l'Unité africaine porte à la question de l'assistance en matière d'enseignement et les activités qu'elle mène en ce domaine, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'étudier, en consultation avec ces organisations, la question de la fusion et de l'intégration de ces programmes; elle a autorisé également le Secrétaire général à créer, s'il le jugeait souhaitable, un comité composé de pays qui accueilleraient les réfugiés et d'Etats qui avaient apporté une contribution aux programmes d'enseignement et de formation des Nations Unies mentionnés ci-dessus qui serait chargé de lui donner des avis sur les moyens de développer et d'élargir ces programmes.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

A. — Territoires sous tutelle

Pour le rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale pour la période du 1^{er} juillet 1965 au 26 juillet 1966, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 4 (A/6304)*

Pour le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour.*

Pour les autres documents et l'indication des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour*

et *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément n° 1 (S/7425).*

B. — Territoires non autonomes

Pour le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour.*

Pour les autres documents et l'indication des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, points 23, 64 et 71, 66 et 68 de l'ordre du jour.*

CHAPITRE VII

Questions relatives aux droits de l'homme

A. — Droits de l'homme

Les Etats Membres ont manifesté un intérêt croissant à l'égard du rôle de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'événement le plus remarquable de l'année a été l'adoption par l'Assemblée générale, le 16 décembre 1966, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui a marqué un progrès important dans l'œuvre qu'accomplit l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine, et a couronné quelque vingt ans de discussions au sein de différents organes de l'ONU. D'autres déclarations et conventions internationales, dont l'Assemblée générale a recommandé l'adoption avant 1968, ont franchi une nouvelle étape au cours de l'année.

Les préparatifs de la célébration en 1968 de l'Année internationale des droits de l'homme se sont poursuivis avec succès, notamment les préparatifs de la Conférence internationale des droits de l'homme qui doit avoir lieu à Téhéran au cours du premier semestre de 1968. L'Assemblée générale sera saisie, à sa vingt-deuxième session, d'un rapport du Comité préparatoire de la Conférence, qu'elle a institué en 1965.

La plupart des organes qui s'occupent des droits de l'homme ont adopté de nouvelles résolutions qui témoignent de la préoccupation constante et croissante de l'ONU à l'égard de la discrimination raciale et de la politique d'apartheid. La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, proclamée par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session, a été célébrée, pour la première fois, le 21 mars 1967. On a étudié, en plusieurs occasions, les mesures prises en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le statut de la Convention internationale sur le même sujet adoptée le 21 décembre 1965 et celui des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme seront également étudiés par l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session.

On trouvera ci-après une description plus détaillée de ces événements ainsi que d'autres faits survenus au cours de l'année.

1. — Instruments internationaux

PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Le 16 décembre 1966, l'Assemblée générale, achevant l'examen des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, a, par sa résolution 2200 A (XXI), adopté : a) le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; b) le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; et c) le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En même

temps, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2200 B (XXI) concernant la publicité à donner aux Pactes et au Protocole facultatif, et la résolution 2200 C (XXI) concernant la création de commissions nationales des droits de l'homme.

Dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, chacune des Parties s'engage à agir, au maximum de ses ressources disponibles, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le Pacte. Elle aura recours, à cette fin, à tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives (par. 1 de l'article 2 du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels). Dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les Etats parties s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans ce Pacte (par. 1 de l'article 2 du Pacte relatif aux droits civils et politiques). Comme il a été indiqué à ce sujet, on compte que dans le cas du Pacte relatif aux droits civils et politiques, les Parties assumeront, dans l'ensemble, dès la ratification, les obligations en découlant, tandis que dans le cas du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, elles donneront progressivement effet aux droits qui y sont proclamés.

Le droit le plus important énoncé dans les deux Pactes et ne figurant pas dans la Déclaration universelle des droits de l'homme est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et les droits en découlant, qui sont proclamés à l'article premier de chaque Pacte, notamment le droit des peuples à disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles.

Dans le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les Etats parties reconnaissent le droit au travail (article 6), le droit de jouir de conditions de travail justes et favorables (article 7), le droit de former des syndicats et de s'y affilier (article 8), le droit à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales (article 9), la protection de la famille, des mères, des enfants et des adolescents (article 10), le droit à un niveau de vie suffisant (article 11), le droit qu'à toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre (article 12), le droit qu'à toute personne à l'éducation (articles 13 et 14) et le droit de participer à la vie culturelle (article 15).

Les dispositions de fond du Pacte relatif aux droits civils et politiques sont consacrées, pour la plupart, aux droits civils et politiques traditionnels énoncés aux articles 3 à 13, 16 et 18 à 21 de la Déclaration universelle. Le Pacte relatif aux droits civils et politiques prévoit la protection du droit à la vie (article 6), interdit la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (article 7), interdit l'esclavage, la traite

des esclaves, la servitude et le travail obligatoire (article 8), interdit l'arrestation ou la détention arbitraires (article 9), stipule que toute personne privée de sa liberté sera traitée avec humanité (article 10) et que nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle (article 11). Le Pacte prévoit également le droit de circuler librement (article 12) et établit des limites à l'expulsion d'un étranger qui se trouve légalement sur le territoire d'un Etat partie (article 13). Le Pacte contient des dispositions très détaillées destinées à assurer l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et des garanties à l'occasion de poursuites pénales ou civiles (article 14). Le Pacte interdit toute législation pénale rétroactive (article 15), stipule que chacun a droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique (article 16) et que nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation (article 17). Le Pacte prévoit également le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion (article 18) et à la liberté d'expression (article 19). Il stipule que toute propagande en faveur de la guerre et tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence sont interdits par la loi (article 20). Le Pacte reconnaît, aux articles 21 et 22, le droit de réunion pacifique et le droit à la liberté d'association, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer. Il stipule que tout citoyen a le droit et la possibilité de prendre part à la direction des affaires publiques, de voter et d'être élu au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret et d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays (article 25). L'article 26 du Pacte prévoit que toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi; il garantit en outre la protection contre la discrimination.

Les droits énoncés dans les Pactes ne sont pas absolus et sont sujets à certaines limites. Le Pacte relatif aux droits civils et politiques, notamment, définit les limites ou restrictions qu'il est permis d'apporter aux droits qui y sont proclamés. Si la formulation des limites diffère, dans les détails, d'un article à un autre, on peut dire que d'une manière générale le Pacte prévoit que les droits ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui (voir articles 12, 14, 18, 19, 21 et 22 du Pacte relatif aux droits civils et politiques).

Les deux Pactes contiennent des dispositions prévoyant des "mesures de mise en œuvre", en d'autres termes des arrangements permettant un certain contrôle international de l'application de leurs dispositions de fond. Les mesures de mise en œuvre du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels consistent en un système de rapports. Les Etats parties s'engagent à présenter des rapports sur les mesures qu'ils auront adoptées et sur les progrès accomplis en vue d'assurer le respect des droits reconnus dans le Pacte. Ces rapports sont transmis au Conseil économique et social, pour examen. Le Conseil peut renvoyer les rapports à la Commission des droits de l'homme aux fins d'étude et de recommandation d'ordre général, ou, s'il y a lieu, pour information. Le Pacte prévoit également que les institutions spécialisées participeront comme il conviendra à cette procédure. Les Etats parties et les institu-

tions spécialisées intéressées peuvent présenter au Conseil des observations sur toute recommandation d'ordre général faite par la Commission des droits de l'homme. Le Conseil économique et social peut présenter à l'Assemblée générale des rapports contenant des recommandations de caractère général et un résumé des renseignements reçus sur les mesures prises et les progrès accomplis en vue d'assurer le respect général des droits reconnus dans le Pacte.

Le Pacte relatif aux droits civils et politiques prévoit également, comme moyen principal de mise en œuvre sur le plan international, un système de rapports. A cet égard, la principale différence entre les deux Pactes est la suivante: aux termes du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, c'est le Conseil économique et social, aidé de la Commission des droits de l'homme et des institutions spécialisées, qui est chargé de veiller à la mise en œuvre de ses dispositions, tandis qu'aux termes du Pacte relatif aux droits civils et politiques, cette fonction incombe à un organe créé par les Etats parties au Pacte, le Comité des droits de l'homme. Ce Comité est composé de dix-huit membres élus par les Etats parties et siégeant à titre individuel. Les Etats parties au Pacte relatif aux droits civils et politiques s'engagent à présenter des rapports sur les mesures qu'ils ont adoptées et qui donnent effet aux droits reconnus dans le Pacte et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits. Ces rapports sont soumis au Comité des droits de l'homme, qui a pour tâche d'étudier les rapports présentés par les Etats parties et d'adresser aux Etats parties ses propres rapports ainsi que toutes observations générales qu'il jugerait appropriées. Le Comité peut également transmettre au Conseil économique et social ces observations accompagnées de copies des rapports qu'il a reçus des Etats parties. Les Etats parties peuvent présenter des commentaires sur toute observation qui serait faite (articles 28, 29 et 40).

Outre le système des rapports, le Pacte relatif aux droits civils et politiques prévoit également un système de communications et de conciliation entre Etats pour toutes questions touchant l'application du Pacte. Le Pacte stipule que ce système est facultatif. Il ne fonctionne que si un Etat partie déclare qu'il reconnaît la compétence du Comité des droits de l'homme pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du Pacte. Ce système facultatif ne fonctionne que sur la base de la réciprocité. Seul un Etat qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité des droits de l'homme peut avoir recours à cette procédure à l'encontre d'un autre Etat partie qui a également reconnu la compétence du Comité à cet égard. Il est en outre prévu que le système n'entrera en vigueur que lorsque dix Etats parties auront fait la déclaration prévue, reconnaissant la compétence du Comité.

Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit, en ce qui concerne les Etats parties au Protocole, un troisième moyen de mise en œuvre du Pacte, qui vient s'ajouter au système des rapports et au système de communications et de conciliation entre Etats. Tout Etat partie au Protocole reconnaît que le Comité a compétence, dans certaines conditions, pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par cet Etat partie, de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte.

Conformément à la demande que lui a adressée l'Assemblée générale, le Secrétaire général a publié et fait distribuer le texte des Pactes afin de leur assurer une diffusion large et immédiate. Les Pactes internationaux et le Protocole facultatif ont été ouverts à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 19 décembre 1966. Au 15 juin 1967, douze Etats avaient signé les deux Pactes (Chypre, Colombie, Costa Rica, Guinée, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Libéria, Philippines, Pologne et Uruguay), et sept Etats avaient signé le Protocole facultatif (Chypre, Colombie, Costa Rica, Honduras, Jamaïque, Philippines et Uruguay). Aucun instrument de ratification n'a encore été déposé auprès du Secrétaire général.

PROJET DE DÉCLARATION ET PROJET DE CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLÉRANCE RELIGIEUSE

En 1962 l'Assemblée générale a, par sa résolution 1781 (XVII), prié le Conseil économique et social de demander à la Commission des droits de l'homme de préparer un projet de déclaration et un projet de convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse.

Par la suite, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa dix-septième session, tenue en 1964, a soumis à la Commission des droits de l'homme un avant-projet de déclaration sur cette question. La Commission des droits de l'homme a effectué une partie des travaux préliminaires relatifs à ce texte, mais elle a encore le projet de déclaration à l'étude.

S'agissant du projet de convention, un avant-projet avait également été établi en 1964 par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. La Commission des droits de l'homme l'a étudié à ses vingt et unième, vingt-deuxième et vingt-troisième sessions, tenues respectivement en 1965, 1966 et 1967. La Commission avait décidé de donner à cette question le rang de priorité le plus élevé lors de sa vingt-troisième session, au cours de laquelle elle a adopté un préambule et douze articles de fond. Le Conseil économique et social, à sa quarante-deuxième session, agissant sur les recommandations de la Commission concernant le projet de convention, a transmis à l'Assemblée générale, par sa résolution 1233 (XLII): 1) un préambule et douze articles d'un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse; 2) un projet d'article additionnel présenté par la Jamaïque et un projet d'article XIII proposé par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; et 3) l'avant-projet de mesures de mise en œuvre complémentaires que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités avait présenté mais que la Commission n'avait pas étudié faute de temps. Le Conseil a également exprimé l'espoir que l'Assemblée générale établirait elle-même les mesures de mise en œuvre appropriées et les clauses finales du projet de convention.

2. — Année internationale des droits de l'homme

PROGRAMME DE MESURES ET ACTIVITÉS DEVANT MARQUER L'ANNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Le 12 décembre 1963, l'Assemblée générale, par sa déclaration 1961 (XVIII), a désigné l'année 1968

comme Année internationale des droits de l'homme, et, le 20 décembre 1965, par sa résolution 2081 (XX), elle a approuvé un programme provisoire de mesures et d'activités à entreprendre à l'occasion de l'Année internationale. Elle a également décidé de convoquer, au cours de cette même Année, une Conférence internationale des droits de l'homme.

Le 19 décembre 1966, l'Assemblée générale a approuvé, par sa résolution 2217 A (XXI), un nouveau programme de mesures et activités envisagées pour les Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations nationales et internationales, qui figure en annexe à ladite résolution. L'Assemblée invitait les Etats Membres et les organisations à consacrer l'année 1968 à intensifier les efforts et les initiatives dans le domaine des droits de l'homme, notamment les mesures indiquées dans le programme, et à tenir le Secrétaire général au courant de leurs plans et de leurs préparatifs. L'Assemblée invitait également le Secrétaire général à prendre toutes dispositions nécessaires pour faciliter la coopération entre les organisations intergouvernementales régionales compétentes en vue d'observer en 1968 l'Année internationale des droits de l'homme. Elle priait le Secrétaire général de coordonner les mesures et les activités entreprises par les Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations nationales et internationales intéressées, et en particulier de rassembler et de diffuser à intervalles réguliers des renseignements relatifs aux activités envisagées ou entreprises par lesdits Etats ou organisations à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme. Le Secrétaire général était en outre prié de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session, un rapport intérimaire sur les plans, préparatifs, dispositions, mesures et activités visés dans la résolution.

Le programme de mesures et activités à entreprendre à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme, tel qu'il a été approuvé par les décisions prises à cet égard par l'Assemblée générale en 1965 et 1966, comprend des recommandations concernant le thème des cérémonies, activités et manifestations ainsi que les mesures à entreprendre par l'Organisation des Nations Unies au cours de la période précédant le début de l'Année internationale, en vue notamment de l'élimination de certaines pratiques contraires aux droits de l'homme, et les mesures internationales à adopter pour protéger et garantir les droits de l'homme. Il est également recommandé, dans le cadre du programme, que le Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et des organismes reliés à l'ONU adressent des messages spéciaux à l'occasion de l'Année internationale. Selon une autre recommandation, un ou plusieurs prix pour la cause des droits de l'homme devraient être décernés en 1968. Parmi les mesures que les Etats Membres sont invités à prendre, on citera l'examen de la législation nationale en fonction des normes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, la mise en place ou le perfectionnement du dispositif de mise en œuvre à l'échelon national et l'adoption de programmes nationaux d'enseignement dans le domaine des droits de l'homme. Les Etats Membres sont invités, dans le cadre de leur législation et de leur politique nationales et dans la mesure des moyens dont ils disposent, à intensifier les efforts qu'ils font sur le plan interne en faveur des droits de l'homme. Des programmes

détaillés de mesures et d'activités sont également recommandés aux institutions spécialisées, aux organisations non gouvernementales et à d'autres organisations qui s'occupent de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Conformément à la décision de l'Assemblée générale, le Comité préparatoire de la Conférence internationale des droits de l'homme a été constitué pour achever les préparatifs de la Conférence. Le Comité s'est réuni en mai puis en juin 1966 et a formulé, dans son premier rapport sur l'état d'avancement des travaux, qui a été soumis à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session, des recommandations touchant la nature et la procédure de la Conférence, son ordre du jour, la documentation qui lui est destinée, sa durée, le lieu et la date de sa réunion et ses dépenses.

Dans sa résolution 2217 B (XXI), l'Assemblée générale, soulignant l'importance des réalisations éventuelles de la Conférence internationale des droits de l'homme, a invité les gouvernements de tous les pays et les peuples du monde à intensifier leur lutte pour assurer le respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme et l'élimination totale et immédiate des violations des droits de l'homme que constituent la discrimination raciale et la politique d'apartheid.

L'Assemblée a pris acte, par sa résolution 2217 C (XXI), du premier rapport sur l'état d'avancement des travaux du Comité préparatoire et a remercié le Comité du travail qu'il avait accompli. L'Assemblée a prié le Comité préparatoire de poursuivre ses travaux, en tenant compte des observations que pourraient lui communiquer la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme et en prenant en considération les discussions de l'Assemblée générale à sa vingt et unième session et les décisions pertinentes de celle-ci, ainsi que l'adoption des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, et de rendre compte à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session des progrès accomplis en ce qui concerne la préparation de la Conférence. L'Assemblée générale a accepté avec gratitude l'invitation du Gouvernement iranien et a décidé que la Conférence internationale des droits de l'homme se tiendrait à Téhéran, de préférence au printemps de l'année 1968, à une date que fixerait le Secrétaire général en consultation avec le Comité préparatoire et avec le Gouvernement iranien. L'Assemblée a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, les Etats membres des institutions spécialisées, les Etats parties au Statut de la Cour internationale de Justice et les Etats que l'Assemblée générale déciderait spécialement d'inviter, à participer à la Conférence. Elle a demandé à tous ces Etats d'inclure parmi leurs représentants des personnalités éminentes qui, grâce à leur compétence dans le domaine des droits de l'homme, pourraient apporter une contribution utile aux travaux de la Conférence. Elle a invité les institutions spécialisées compétentes à envoyer des observateurs à la Conférence. L'Assemblée a exprimé l'espoir que la Conférence marquerait un grand pas en avant dans l'action menée pour encourager et étendre le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et contribuerait ainsi à renforcer la paix dans le monde et l'amitié entre les peuples.

L'Assemblée générale a élargi la composition du Comité préparatoire en portant le nombre de ses membres de dix-sept à vingt-trois. Le Comité ainsi élargi comprend les Etats Membres suivants: Canada,

Colombie, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Italie, Jamaïque, Kenya, Liban, Mauritanie, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Philippines, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Somalie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay et Yougoslavie.

Un certain nombre de recommandations relatives à la Conférence internationale ont été formulées durant la période considérée par le Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme, la Commission de la condition de la femme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Le Comité préparatoire de la Conférence internationale des droits de l'homme a poursuivi ses travaux en 1967; il a tenu une série de réunions en février, puis en avril et mai et a rédigé un rapport destiné à être soumis à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session. Comme l'avait demandé l'Assemblée, le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité préparatoire et le Gouvernement iranien, a pris les dispositions voulues pour que la Conférence se tienne à Téhéran du 22 avril au 12 mai 1968. Le Comité préparatoire, tenant également compte des décisions pertinentes du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires dans le domaine des droits de l'homme, a achevé l'élaboration d'un projet d'ordre du jour provisoire et d'un projet de règlement intérieur de la Conférence et a formulé des recommandations relatives à la documentation. S'agissant de la participation à la Conférence des organisations intergouvernementales régionales, le Comité a recommandé que le Conseil de l'Europe, la Ligue des Etats arabes, l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Etats américains, ainsi que d'autres organisations intergouvernementales régionales particulièrement actives dans le domaine des droits de l'homme, soient invités à participer à la Conférence. Quant à la question de la participation à la Conférence d'organisations non gouvernementales, le Comité l'a renvoyée à l'Assemblée générale. Le Comité a également examiné la question des dépenses de la Conférence.

3. — Rapports périodiques sur les droits de l'homme

Selon le nouveau système de rapports périodiques, institué par la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social, les rapports sont examinés suivant un cycle triennal continu établi comme suit: la première année, les rapports sur les droits civils et politiques, le premier de ces rapports portant sur la période prenant fin au 30 juin 1965; la deuxième année, les rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels, le premier de ces rapports portant sur la période prenant fin au 30 juin 1966; la troisième année, les rapports sur la liberté de l'information, le premier de ces rapports portant sur la période prenant fin au 30 juin 1967.

La première série de rapports périodiques, traitant des droits civils et politiques, a été examinée en 1966 par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, la Commission de la condition de la femme et la Commission des droits de l'homme. Toutefois, comme plusieurs gouvernements n'avaient pas pu présenter leurs rapports sur ces droits en temps voulu pour que les trois organes en question puissent les examiner, la Commission des droits de l'homme a décidé, par sa résolution 12 (XXII), de poursuivre en 1967 l'étude et l'évaluation des renseignements sur ces droits, tout en examinant, comme prévu, les rapports relatifs aux droits

économiques, sociaux et culturels. En fait, tous les organes intéressés ont examiné, en 1967, des rapports et des renseignements relatifs aux deux catégories de droits.

Vingt-six Etats, au total, ont présenté des rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels pour la période allant du 1^{er} janvier 1963 au 30 juin 1966. L'OIT, l'UNESCO et l'OMS ont également soumis des rapports sur ces droits. Quarante-quatre gouvernements, au total, ont présenté des rapports sur les droits civils et politiques. Les organisations non gouvernementales ont, elles aussi, fourni des renseignements, conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil.

A sa dix-neuvième session, en janvier 1967, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a entrepris l'étude préliminaire des rapports et des renseignements reçus. La Sous-Commission a exprimé son regret de n'avoir pu, faute de temps, examiner et discuter à cette session-là une étude préparée par son rapporteur. Elle a appelé l'attention de la Commission des droits de l'homme sur les incertitudes et les difficultés qui étaient liées à l'examen par la Sous-Commission des rapports périodiques, comme en témoignaient les débats, et elle a prié la Commission d'étudier cette question plus avant.

A sa vingtième session, la Commission de la condition de la femme, après avoir examiné les rapports et les renseignements reçus, a noté avec satisfaction que plusieurs gouvernements avaient pris des mesures législatives ou administratives pour promouvoir les droits civils et politiques de la femme, notamment en ce qui concerne les droits électoraux, les fonctions de juré, le mariage et la tutelle des enfants, et avaient pris des mesures pour assurer aux femmes l'égalité de droits économiques, sociaux et culturels, notamment en ce qui concerne les possibilités d'emploi, la rémunération, la retraite, les allocations familiales et les allocations de subsistance ainsi que l'accès à l'éducation. La Commission a noté, en outre, que de nombreux gouvernements avaient adopté les dispositions normatives fixées par les institutions spécialisées en matière d'accès à l'éducation et de conditions de travail des femmes, et que les rapports des institutions spécialisées sur l'application de ces normes donnaient des renseignements utiles à la Commission, tant sur l'évolution favorable que sur les difficultés existant encore. La Commission a noté également que le nombre des femmes membres des assemblées législatives de certains pays avait augmenté et que nombre de gouvernements s'étaient attachés particulièrement aux besoins de la femme découlant de son rôle de mère et de ses responsabilités à la fois familiales et professionnelles. La Commission a estimé qu'il serait très utile, pour son évaluation future des progrès réalisés en matière de développement des droits de la femme et des problèmes que pose ce développement, que les rapports soumis par les gouvernements comportent davantage de renseignements sur les progrès réalisés dans le domaine des droits de la femme pendant la période considérée, ainsi que des indications sur certaines difficultés rencontrées et sur les mesures prises ou envisagées en vue de l'application pratique de dispositions constitutionnelles ou législatives, et que les rapports soumis par les organisations non gouvernementales contiennent davantage de renseignements sur les droits de la femme.

Lorsqu'il a examiné les rapports et les renseignements reçus, le Comité spécial chargé d'examiner les rapports périodiques, constitué par la Commission des droits de l'homme, était également saisi des observations et des

recommandations de la Commission de la condition de la femme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, ainsi que d'une étude préliminaire de la documentation reçue, préparée par son rapporteur.

Dans sa résolution 16 (XXIII), adoptée sur la recommandation du Comité spécial, la Commission des droits de l'homme a estimé que les rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels révélaient les tendances suivantes, qui présentaient une importance toute particulière et un intérêt commun : 1) le souci des Etats Membres de mettre en œuvre les droits de l'homme conformément aux normes établies dans les instruments des Nations Unies ; 2) les efforts constructifs, sur le plan législatif et dans la pratique, entrepris dans des Etats ayant divers systèmes de gouvernement et parvenus à différents stades de développement, en vue de promouvoir le droit à l'éducation, y compris l'intérêt marqué pour la question de l'éducation des adultes, le droit à la sécurité sociale, les droits de l'enfant et de la famille, y compris la fourniture de soins et d'une assistance spéciale aux mères et aux enfants, le droit au travail et le droit à un niveau de vie satisfaisant ; 3) les tentatives faites par divers Etats pour surmonter les difficultés relatives à la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels, et notamment le souci d'ouvrir aux intéressés des recours en cas de violation de ces droits.

La Commission a également estimé que, pour la détermination des principales tendances des rapports périodiques, la tâche des organismes intéressés des Nations Unies serait facilitée dans l'avenir si on mettait surtout à leur disposition des données objectives révélant des caractéristiques telles que : l'influence exercée sur les Etats Membres par les instruments de l'Organisation des Nations Unies qui contiennent des principes et des normes en vue de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, en particulier, des mesures adoptées pour mettre en œuvre ces instruments ; l'intérêt commun de plusieurs Etats en ce qui concerne certains aspects des droits à l'étude ; l'expérience des difficultés rencontrées dans le domaine des droits de l'homme qui peut présenter un intérêt pour d'autres Etats ; les faits nouveaux ou les méthodes nouvelles qui pourraient aider à surmonter certaines difficultés, et la participation de fractions de plus en plus nombreuses de la population à l'exercice des droits de l'homme. Elle a prié le Secrétaire général, lorsqu'il soumettrait à l'avenir des rapports à l'examen de la Commission, de préparer pour chacun des droits de l'homme à l'étude un résumé analytique qui tienne compte des observations ci-dessus, décrive les principales tendances qui se dégagent des rapports, les difficultés rencontrées, les méthodes adoptées pour les surmonter, formule des suggestions concernant les possibilités de nouvelles mesures, et utilise le cas échéant les données pertinentes que pourraient fournir d'autres sources des Nations Unies. Elle a prié en outre le Secrétaire général, lorsqu'il inviterait les Etats à présenter des rapports périodiques, d'indiquer les grandes lignes suivant lesquelles il envisageait de classer la documentation reçue, compte tenu des dispositions pertinentes des instruments des Nations Unies, de manière que ces rapports puissent être présentés sous ces rubriques si ceux qui les présentaient le désiraient.

La Commission a exprimé sa reconnaissance aux gouvernements qui avaient présenté des rapports et a prié instamment les gouvernements qui n'en avaient pas encore présentés de le faire dès que possible. Elle a également exprimé l'espoir que les Etats Membres de

l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées soumettraient des rapports sur la liberté de l'information pour la période se terminant le 30 juin 1967.

Par sa résolution 1230 (XLII), adoptée sur la recommandation de la Commission, le Conseil économique et social a décidé que les dispositions de la résolution 16 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme rendaient inutile à l'avenir l'étude préliminaire des rapports périodiques par la Sous-Commission, et il a prié la Commission de s'acquitter de cette tâche avec l'aide de son Comité spécial des rapports périodiques. Le Conseil a réaffirmé que la Sous-Commission devait continuer d'avoir accès à la documentation reçue et d'utiliser cette documentation en relation avec ses travaux sur la lutte contre les mesures discriminatoires et sur la protection des minorités.

4. — Châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité

Dans sa résolution 1158 (XLI), adoptée sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social a invité instamment tous les Etats à prendre toutes les mesures voulues pour empêcher l'application de la prescription aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité, à poursuivre leurs efforts en vue de l'arrestation, de l'extradition et du châtiment des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et à mettre à la disposition d'autres Etats tous documents relatifs à ces crimes qui seraient en leur possession; il a prié le Secrétaire général de faire rapport à la Commission, à sa vingt-troisième session, sur les mesures que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées auront adoptées pour donner suite à cette demande. Par la même résolution, le Conseil a invité la Commission à préparer, à sa vingt-troisième session, en tant que tâche prioritaire, un projet de convention stipulant l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité; il a prié le Secrétaire général de préparer l'avant-projet d'une telle convention; il a invité la Commission à formuler toutes autres recommandations qu'elle jugerait souhaitables pour développer la coopération internationale en ce qui concerne la poursuite et le châtiment des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité; et il a prié le Secrétaire général d'effectuer une étude des mesures en vue d'assurer l'arrestation, l'extradition et le châtiment des auteurs de ces crimes, ainsi que l'échange de documentation en la matière.

A sa vingt-troisième session, la Commission des droits de l'homme était saisie de l'étude que le Secrétaire général lui avait présentée à sa vingt-deuxième session sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, du rapport du Secrétaire général sur les mesures prises par les gouvernements et d'un avant-projet de convention, préparé par le Secrétaire général, sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Le Groupe de travail établi par la Commission pour examiner le projet de convention préparé par le Secrétaire général n'a pas pu, faute de temps, achever l'examen de l'ensemble du texte. En conséquence, par sa résolution 4 (XXIII), la Commission a transmis au Conseil économique et social l'avant-projet de convention préparé par le Secrétaire général et le rapport du Groupe de travail, ainsi que toutes les propositions qui avaient

été présentées à la Commission et les comptes rendus des débats qu'elle avait consacrés à ce point de son ordre du jour. La Commission a prié également le Conseil de transmettre ces documents à l'Assemblée générale en lui demandant de les prendre en considération lorsqu'elle élaborerait et adopterait un projet de convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Par sa résolution 1220 (XLII), le Conseil économique et social a exprimé l'espoir que l'Assemblée générale adopterait, à la date la plus rapprochée possible, une convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et, comme le lui avait recommandé la Commission des droits de l'homme, il a transmis à l'Assemblée les documents énumérés dans la résolution 4 (XXIII) de la Commission. Le Conseil a également prié le Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, à titre de point distinct, la question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité.

5. — Question des violations des droits de l'homme

VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME EN GÉNÉRAL

Dans sa résolution 2144 A (XXI), du 26 octobre 1966, l'Assemblée générale a réaffirmé sa vive condamnation des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales où qu'elles se produisent, en particulier dans tous les territoires coloniaux et dépendants, et notamment de la politique d'apartheid pratiquée en Afrique du Sud et dans le Territoire du Sud-Ouest africain, ainsi que de la discrimination raciale pratiquée dans les colonies de Rhodésie du Sud, d'Angola, de Mozambique, de Guinée portugaise, de Cabinda, de São Tomé et de Príncipe. Elle a déploré l'afflux systématique d'immigrants étrangers, encouragé par les puissances coloniales, et la dispersion, la dépossession, la déportation et l'éviction des habitants autochtones. Elle a déploré en outre les actions des Etats qui, par leur collaboration politique, commerciale, économique et militaire avec les Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal et le régime illégal de la Rhodésie du Sud, encourageaient ces pays à persister dans leur politique raciale. L'Assemblée a demandé instamment à tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait de se conformer aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale qui recommandaient l'application de mesures d'ordre économique et diplomatique contre l'Afrique du Sud, ainsi qu'aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui invitaient tous les Etats à imposer l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. L'Assemblée a invité tous les Etats à redoubler d'efforts pour favoriser le respect total des droits de l'homme et du droit à l'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies et pour réaliser les idéaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle a demandé instamment à tous les Etats de prendre des mesures efficaces pour supprimer la politique d'apartheid et de ségrégation et éliminer la discrimination raciale partout où elle existe, notamment dans les colonies et les pays et territoires dépendants. L'Assemblée a adressé un appel à tous les Etats, aux organisations gouvernementales et non gouvernementales et aux particuliers afin qu'ils soutiennent le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et les organisations bénévoles qui s'emploient

à secourir et à aider les victimes du colonialisme et de l'apartheid, et qu'ils encouragent les associations judiciaires et autres organisations appropriées, ainsi que le public en général, à prêter leur secours et leur assistance.

En outre, l'Assemblée générale a invité le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme à examiner d'urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont l'Organisation des Nations Unies dispose pour mettre fin aux violations des droits de l'homme partout où elles se produisent. Elle a, enfin, prié le Secrétaire général de prêter son concours pour l'application de la résolution et de faire rapport à l'Assemblée lors de sa vingt-deuxième session.

A sa vingt-troisième session, la Commission des droits de l'homme était saisie de plusieurs recommandations concernant les violations des droits de l'homme, que lui avait soumises la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et elle a adopté une série de résolutions sur ces questions. Par sa résolution 6 (XXIII), elle a décidé de créer un Groupe d'étude spécial, composé de onze de ses membres, qu'elle a chargé d'étudier une proposition visant à créer, dans le cadre des Nations Unies, des commissions régionales des droits de l'homme. Par sa résolution 7 (XXIII), elle a décidé de nommer un Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude, de lui présenter un rapport et de lui faire des recommandations, à sa vingt-quatrième session, sur les mesures appropriées que l'Assemblée générale pourrait prendre pour combattre efficacement la discrimination raciale et les politiques d'apartheid et de ségrégation. Par sa résolution 8 (XXIII), elle a décidé d'examiner chaque année la question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans préjudice des fonctions et pouvoirs des organismes déjà existants ou qui seraient établis dans le cadre des mesures de mise en œuvre comprises dans les conventions internationales sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle a prié le Conseil économique et social d'autoriser la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à examiner les renseignements pertinents contenus dans les communications mentionnées dans la liste dressée par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social. Elle a demandé en outre d'être autorisée à entreprendre une étude et des recherches approfondies sur les situations qui révélaient de constantes et systématiques violations des droits de l'homme et à faire rapport à ce sujet au Conseil économique et social en présentant des recommandations.

A sa quarante-deuxième session, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale, par sa résolution 1234 (XLII), de continuer à encourager tous les Etats qui remplissaient les conditions requises à signer et à ratifier sans retard la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ainsi que les autres conventions et protocoles qui visent à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Comme le lui avait demandé la Commission des droits de l'homme, le Conseil, par sa résolution 1235 (XLII), a autorisé ladite Commission et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à examiner les renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par exemple, la

politique d'apartheid pratiquée dans la République sud-africaine et dans le Territoire du Sud-Ouest africain placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et actuellement occupé illégalement par le Gouvernement de la République sud-africaine, ainsi que la discrimination raciale telle qu'elle était pratiquée notamment en Rhodésie du Sud, contenus dans les communications mentionnées dans la liste dressée par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social. Le Conseil a décidé également que la Commission pourrait, s'il y avait lieu, et après avoir examiné attentivement les renseignements qui lui auraient été ainsi communiqués, entreprendre une étude approfondie des situations qui révélaient de constantes et systématiques violations des droits de l'homme, par exemple la politique d'apartheid pratiquée dans la République sud-africaine et dans le Territoire du Sud-Ouest africain placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et actuellement occupé illégalement par le Gouvernement de la République sud-africaine, ainsi que la discrimination raciale telle qu'elle était pratiquée notamment en Rhodésie du Sud, et présenter un rapport et des recommandations à ce sujet au Conseil économique et social.

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DU COMITÉ SPÉCIAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CHARGÉ D'Étudier LA POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFICAINE

Comme l'en avait prié le Président par intérim du Comité spécial de l'Assemblée générale chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, par une communication datée du 3 février 1967, le Secrétaire général a appelé d'urgence l'attention de la Commission des droits de l'homme sur la persistance des sévices infligés aux prisonniers, aux détenus et aux personnes gardées par la police dans la République sud-africaine, particulièrement aux nombreux adversaires de la politique d'apartheid qui avaient été emprisonnés en application de lois arbitraires. Dans ladite communication, le Président par intérim indiquait en outre que le Comité spécial était préoccupé par cette question, et informait le Secrétaire général que le Comité spécial espérait que la Commission des droits de l'homme examinerait la question d'urgence et prendrait des mesures pour qu'une enquête internationale soit organisée en vue d'améliorer la condition de ces victimes. La Commission des droits de l'homme a examiné cette question à sa vingt-troisième session en tant que point distinct de son ordre du jour.

Dans sa résolution 2 (XXIII), la Commission a condamné les pratiques qui étaient décrites et faisaient l'objet de plaintes dans les divers documents qui lui avaient été soumis et elle a prié le Secrétaire général d'envoyer immédiatement, en son nom, un télégramme au Gouvernement de la République sud-africaine pour lui faire part de la profonde angoisse et des graves inquiétudes que cette situation inspirait à la Commission et pour lui demander de prendre des mesures positives en vue de rendre le traitement des prisonniers politiques conforme aux normes du droit et de la pratique en matière pénale. Le Secrétaire général a donné suite à cette requête le 8 mars 1967.

Par la même résolution, la Commission des droits de l'homme a décidé de constituer, conformément à la résolution 9 (II) du Conseil économique et social, en date du 21 juin 1946, un groupe spécial d'experts composé d'éminents juristes et de fonctionnaires de l'admini-

nistration pénitentiaire qui seraient désignés par le Président de la Commission. Elle a chargé ce groupe: de faire une enquête sur les tortures et les mauvais traitements infligés aux prisonniers, aux détenus ou aux personnes arrêtées par la police dans la République sud-africaine; de recevoir des communications et entendre des témoins et d'employer tels modes de procédure qu'il jugerait appropriés; de recommander les mesures à prendre dans des cas concrets; enfin, de faire rapport à la Commission des droits de l'homme à une date aussi rapprochée que possible. La Commission a demandé, en outre, au Gouvernement de la République sud-africaine de coopérer avec le Groupe spécial d'experts, en lui accordant toutes les facilités nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche en Afrique du Sud.

La Commission a également prié le Secrétaire général de donner la plus large publicité, dès que possible, aux documents reçus du Président par intérim du Comité spécial, où figurait le témoignage des prisonniers politiques victimes de tortures et de mauvais traitements dans les prisons de l'Afrique du Sud. Elle a aussi demandé à tous les Etats Membres de donner la plus large publicité, par tous les moyens d'information possibles, aux éléments essentiels contenus dans ces documents. Elle a, de plus, attiré l'attention de toutes les organisations humanitaires internationales sur ces documents et leur a demandé de faire d'urgence tout ce qui était en leur pouvoir pour adoucir la situation inhumaine qui y était décrite.

Dans la même résolution, la Commission a prié le Secrétaire général: de faire distribuer le texte de la résolution aux membres du Conseil de sécurité; de faire part au Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine du désir de la Commission des droits de l'homme de maintenir une étroite collaboration avec lui pour la réalisation de leurs objectifs communs; de faciliter l'ouverture dans chaque pays de registres pour la collecte des dons provenant de toutes les sources privées et publiques en faveur des victimes de la politique d'apartheid et du racisme en Afrique du Sud. La Commission a demandé à son Président de lui faire rapport, avant la fin de la vingt-troisième session, sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la résolution 2 (XXIII), et elle a demandé au Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale sur le degré de coopération dont il aurait bénéficié de la part des divers Etats Membres. Enfin, la Commission a décidé d'examiner à nouveau la situation à sa vingt-quatrième session, en 1968.

Le Secrétaire général a donné une large publicité aux travaux du Groupe spécial d'experts par les divers moyens d'information disponibles, et aussi par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies, qui ont tous été informés de la création et du mandat du Groupe spécial d'experts.

Le Groupe spécial d'experts, composé de cinq membres nommés par le Président de la Commission des droits de l'homme le 22 mars 1967, a tenu sa première série de réunions au Siège de l'Organisation des Nations Unies, en mai 1967, et a entendu à cette occasion plusieurs témoins. Il a décidé de se réunir à nouveau à Londres et à Dar es-Salam pour entendre d'autres témoins et pour examiner les documents qui lui seraient soumis.

Par sa résolution 1236 (XLII), le Conseil économique et social a accueilli avec satisfaction les décisions de la Commission des droits de l'homme énoncées dans sa résolution 2 (XXIII) et a condamné le Gouverne-

ment de la République sud-africaine pour son refus de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies en vue de faciliter la tâche du Groupe spécial d'experts créé par ladite résolution.

6. — Question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié

A sa vingt-troisième session, la Commission des droits de l'homme, après avoir examiné le rapport du Groupe de travail qu'elle avait créé par sa résolution 4 (XXII), a adopté la résolution 14 (XXIII), dans laquelle elle demandait au Conseil économique et social de recommander à l'Assemblée générale l'adoption d'un projet de résolution décidant de créer un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Le projet de résolution proposé par la Commission des droits de l'homme définissait le mandat du Haut Commissaire, qui devait être nommé par l'Assemblée générale, sur la recommandation du Secrétaire général, pour une période de cinq ans. Le Conseil a adopté la résolution 1237 (XLII), recommandant l'adoption par l'Assemblée du projet de résolution proposé par la Commission des droits de l'homme.

Par sa résolution 1238 (XLII), le Conseil a prié le Secrétaire général de porter sa résolution 1237 (XLII), ainsi qu'une documentation pertinente traduisant les divers points de vue exprimés, à l'attention des Etats Membres en vue d'obtenir leur avis sur la question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié, et de présenter un rapport contenant les réponses des gouvernements en temps opportun pour qu'il puisse être examiné par l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session. Le Conseil a prié en outre le Secrétaire général d'inviter le Directeur général de l'OIT et le Directeur général de l'UNESCO à présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session, pour lui faciliter la tâche, les constatations de leurs organisations respectives en ce qui concerne la mise en œuvre des droits de l'homme dans les domaines relevant de leur compétence.

7. — Esclavage

A sa quarante et unième session, le Conseil économique et social, ayant examiné le rapport de son Rapporteur spécial sur l'esclavage, M. Mohamed Awad, nommé conformément à la résolution 960 (XXXVI), a adopté la résolution 1126 (XLI), dans laquelle il demandait à la Commission des droits de l'homme de lui soumettre un rapport sur la question qui contiendrait des propositions concrètes sur les mesures efficaces et immédiates que les Nations Unies pourraient prendre pour mettre fin à l'esclavage dans toutes ses pratiques et manifestations.

Dans sa résolution 13 (XXIII), la Commission des droits de l'homme a prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de procéder régulièrement à l'examen de la question de l'esclavage sous toutes ses formes, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme, et de soumettre à la Commission ses recommandations sur les mesures pouvant aider l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres qui

le désiraient à résoudre ces problèmes; elle priait également le Secrétaire général de procéder à l'étude des ressources des organismes des Nations Unies en matière d'assistance technique ou autres, qui pourraient servir aux Etats Membres pour éliminer tous les vestiges de l'esclavage et les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme.

A sa quarante-deuxième session, le Conseil économique et social, dans la résolution 1232 (XLII) qu'il a adoptée sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme, a prié la Commission de la condition de la femme d'étudier le rapport du Rapporteur spécial sur l'esclavage et de formuler des propositions concrètes sur les mesures efficaces et immédiates que les Nations Unies pourraient prendre pour abolir toutes les formes et pratiques d'esclavage et de traite des esclaves qui affectent la condition de la femme; il a appelé l'attention de la Commission du développement social sur le rapport du Rapporteur spécial sur l'esclavage; il a fait appel au Gouvernement de l'Afrique du Sud pour qu'il mette immédiatement fin aux pratiques esclavagistes de l'apartheid dans la République sud-africaine et le Territoire du Sud-Ouest africain, placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et actuellement occupé illégalement par le Gouvernement de l'Afrique du Sud; et a prié le Secrétaire général d'organiser, au titre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, des cycles d'études sur les mesures et techniques qui se sont révélées efficaces pour abolir l'esclavage et la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques et aspects esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme.

8. — Etudes de certains droits ou groupes de droits

A sa vingt-troisième session, en 1967, la Commission des droits de l'homme était saisie des observations de 49 gouvernements sur le projet de principes figurant dans le rapport révisé du Comité chargé d'étudier le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. Faute de temps, la Commission a renvoyé en 1968 l'examen de cette question.

A la même session la Commission a reçu dudit Comité un quatrième rapport préliminaire sur le droit, pour les personnes arrêtées, de communiquer avec ceux dont le contact leur est nécessaire pour assurer leur défense et la protection de leurs intérêts essentiels. Faute de temps, la Commission a renvoyé en 1968 l'examen de cette question.

9. — Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

La question des mesures prises pour appliquer la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui avait précédemment été examinée comme point distinct de l'ordre du jour lors de plusieurs sessions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme, a de nouveau été étudiée par ces trois organes au cours de la période considérée.

Le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, un nouveau rapport contenant des renseignements sur les mesures prises

par 50 gouvernements, l'Organisation des Nations Unies, sept institutions spécialisées et quatre organisations intergouvernementales régionales en vue de l'application de la Déclaration. Comme le Conseil économique et social le lui avait demandé dans sa résolution 1146 (XLI) du 2 août 1966, le Secrétaire général a également soumis à l'Assemblée générale, lors de sa vingt et unième session, le rapport du Cycle d'études sur l'apartheid qui s'était tenu à Brasilia du 23 août au 4 septembre 1966.

Dans sa résolution 2142 (XXI) du 26 octobre 1966, l'Assemblée générale a condamné, partout où elles existent, toutes politiques et pratiques d'apartheid, de discrimination raciale et de ségrégation, y compris les pratiques de discrimination inhérentes au colonialisme; a réaffirmé que de telles politiques et pratiques étaient, de la part d'un Etat Membre, incompatibles avec les obligations qu'il avait assumées aux termes de la Charte des Nations Unies; a invité tous les Etats remplissant les conditions requises à signer et à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ou à y adhérer sans délai; a fait appel aux Etats Membres pour que, dans la lutte contre les pratiques discriminatoires, l'éducation et la culture visent à éliminer les préjugés et les croyances erronées, telles que celle de la supériorité d'une race sur une autre, qui incitent à de telles pratiques, et que les moyens d'information de masse et la création littéraire soient encouragés à agir de même. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a proclamé le 21 mars Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Elle a en outre prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa vingt-deuxième session, un rapport sur l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que sur la mise en œuvre des dispositions de la résolution.

Au 15 juin 1967, douze Etats avaient ratifié la Convention. Vingt-sept ratifications ou adhésions sont nécessaires pour que la Convention entre en vigueur.

A sa vingt-troisième session, la Commission des droits de l'homme a adopté trois résolutions au sujet de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Dans sa résolution 10 (XXIII), la Commission a invité tous les Etats à célébrer chaque année la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale proclamée par l'Assemblée générale. Elle a prié le Secrétaire général de porter cette résolution à l'attention de tous les Etats Membres et de les inviter à présenter chaque année des renseignements sur la façon dont ils auront célébré la Journée internationale. La Commission elle-même a tenu, le 21 mars 1967, une séance spéciale pour célébrer la première Journée internationale.

Les deux autres résolutions adoptées sur cette question par la Commission des droits de l'homme appelaient des mesures de la part du Conseil économique et social et contenaient des projets de résolution destinés à être adoptés par l'Assemblée générale. Le Conseil les a examinées à sa quarante-deuxième session; il était saisi à cette occasion d'un nouveau rapport du Secrétaire général sur les mesures prises par les Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales régionales en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes

les formes de discrimination raciale, et du rapport du Cycle d'études sur l'apartheid.

Dans sa résolution 1211 (XLII), le Conseil, approuvant la proposition de la Commission des droits de l'homme, a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution aux termes duquel elle condamnerait fermement toute idéologie, y compris le nazisme, fondée sur l'intolérance raciale et la terreur, comme constituant une violation flagrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que des buts et principes de la Charte des Nations Unies; et inviterait tous les Etats à prendre des mesures immédiates et efficaces contre toutes ces manifestations de nazisme et d'intolérance raciale.

Dans sa résolution 1244 (XLII), le Conseil, agissant sur une proposition de la Commission des droits de l'homme, a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution aux termes duquel elle prierait instamment tous les gouvernements qui ont qualité pour le faire et ne l'ont pas encore fait de signer, ratifier et mettre en œuvre sans retard les instruments internationaux visant à lutter contre la discrimination et prévoirait d'autres mesures destinées à promouvoir leur application.

ETUDE SPÉCIALE SUR LA DISCRIMINATION RACIALE

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a entrepris, en 1966, une étude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel, qu'elle a confiée à M. Hernán Santa Cruz, nommé Rapporteur spécial. Celui-ci a présenté un rapport préliminaire à la Sous-Commission, lors de sa dix-neuvième session, en janvier 1967, et a été prié de soumettre un rapport d'activité pour examen à une date ultérieure en 1967.

Bien que la Commission des droits de l'homme n'ait pas eu le temps d'examiner le rapport de la Sous-Commission en 1967, elle a demandé à celle-ci d'achever l'étude spéciale le plus vite possible.

Dans sa résolution 1240 (XLII), le Conseil économique et social a approuvé la demande que la Sous-Commission avait adressée au Secrétaire général afin qu'il invite le Rapporteur spécial à participer au cycle d'études sur la discrimination raciale qui sera organisé en 1968 dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, et qu'il prenne des dispositions pour que son rapport d'activité soit communiqué au cycle d'études avec toutes observations que la Sous-Commission pourrait formuler au sujet de l'étude spéciale. Le Conseil a également prié l'Assemblée générale de recommander à la Conférence internationale des droits de l'homme d'utiliser l'étude spéciale sur la discrimination raciale, ainsi que le rapport du cycle d'études sur la discrimination raciale comme documents de fond.

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES CONTRE LES PERSONNES NÉES HORS MARIAGE

A sa dix-neuvième session la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a examiné un rapport définitif sur l'étude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage, présenté par son Rapporteur spécial, M. Vieno Voitto Saario. Elle a adopté les principes généraux concernant l'égalité des personnes nées hors mariage et la non-discrimination à l'égard de ces personnes, en se fondant sur les recommandations figurant dans le rapport du Rapporteur spécial. Elle a

transmis à la Commission des droits de l'homme, pour examen, tant le rapport du Rapporteur spécial que le texte des principes généraux, mais celle-ci n'a pas eu le temps de les étudier. La Sous-Commission a également prié le Secrétaire général de porter ledit rapport et le projet de principes à l'attention de la Commission de la condition de la femme qui les a, dans l'ensemble, appuyés (voir plus loin, section B, 4).

ETUDE SUR L'ÉGALITÉ DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

La Sous-Commission a été saisie, en 1967, d'un rapport d'activité sur l'étude de l'égalité dans l'administration de la justice, présenté par son Rapporteur spécial, M. Mohammed Ahmed Abu Rannat. La Sous-Commission a invité celui-ci à établir un projet de rapport, aussi proche que possible de la version définitive de l'étude, en temps voulu pour qu'elle puisse l'examiner à sa vingt et unième session en 1968.

10. — Communications relatives aux droits de l'homme

Du 20 mai 1966 au 31 mai 1967, il a été donné suite, conformément à la procédure établie par la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social, à 2 071 communications, au total, relatives aux droits de l'homme. Ont été transmises à l'OIT, conformément aux résolutions 277 (X) et 474 A (XV) du Conseil, 31 communications concernant des plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux et, conformément à la résolution 607 (XXI) du Conseil, 214 communications relatives au travail forcé.

Depuis 1951, le Secrétaire général communique au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, conformément à la résolution 386 (XIII) du Conseil, des renseignements sur la situation des survivants des camps de concentration qui ont été, sous le régime nazi, victimes d'expériences prétendues scientifiques. Au 31 mai 1967, 606 demandes d'aide avaient été ainsi transmises. Le Secrétaire général a en outre communiqué à la République fédérale d'Allemagne des renseignements complémentaires concernant un certain nombre de plaignants dont les demandes d'aide avaient été antérieurement transmises à ce gouvernement.

11. — "Annuaire des droits de l'homme"

L'*Annuaire des droits de l'homme*, pour 1965, cinquième volume de la série, est en préparation. Il contiendra des dispositions constitutionnelles, lois, décrets, et ordonnances et décisions judiciaires se rapportant aux droits de l'homme et intéressant plus de 95 Etats et divers territoires sous tutelle et territoires non autonomes.

12. — Services consultatifs

Dans le cadre du programme de services consultatifs, le Secrétaire général a organisé un cycle d'études mondial sur l'apartheid à Brasilia, du 25 août au 4 septembre 1966, conformément aux dispositions de la résolution 2060 (XX) de l'Assemblée générale; un cycle d'études régional sur les mesures nécessaires pour le progrès de la femme, et, en particulier, la création d'un programme à long terme, du 6 au 19 décembre 1966, à Manille; et un cycle d'études régional sur la mise en œuvre effective des droits civils et politiques sur le

plan national, du 25 avril au 8 mai 1967, à Kingston (Jamaïque).

En 1966, le Secrétaire général a accordé 31 bourses de perfectionnement dans le domaine des droits de l'homme, portant à 189, au total, le nombre des bourses attribuées au titre de ce programme. Conformément à la résolution 1125 (XLI) du Conseil économique et social, le Secrétaire général a utilisé certains des fonds affectés aux bourses de perfectionnement pour un projet pilote de formation en groupe plutôt que de formation individuelle pour des boursiers d'Asie et d'Extrême-Orient; ce projet pilote de six semaines, utilisant les moyens offerts par le Gouvernement japonais, a commencé le 15 juin 1967.

Dans un rapport sur le programme de services consultatifs, présenté à la Commission des droits de l'homme et à la Commission de la condition de la femme, le Secrétaire général a indiqué qu'il se voyait dans l'obligation d'inscrire le cours régional de formation dans le domaine des droits de l'homme, prévu pour 1968, dans la catégorie des projets à exécuter lorsque des fonds seraient disponibles grâce aux économies réalisées dans le cadre du chapitre 14, titre V, du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

A sa vingt-troisième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 17 (XXIII) dans laquelle elle a prié le Secrétaire général d'envisager l'organisation, à partir de 1969, d'un programme annuel de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, comportant au moins deux cycles d'études, dont un au moins à l'échelon international, sur des questions intéressant les droits de l'homme, un ou deux cycles d'études sur la condition de la femme, et un ou plusieurs cours régionaux de formation en matière de droits de l'homme, ledit programme devant comporter l'attribution d'un nombre adéquat de bourses dans le domaine des droits de l'homme, compte tenu de l'intérêt croissant manifesté à l'égard de ces bourses par les Etats Membres.

B. — Condition de la femme

Un événement important a été l'adoption à l'unanimité par la Commission de la condition de la femme, le 2 mars 1967, d'un texte révisé du projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dont l'Assemblée générale sera saisie à sa vingt-deuxième session.

L'adhésion de l'Afghanistan, le 16 novembre 1966, et du Royaume-Uni, le 24 février 1967, à la Convention sur les droits politiques de la femme a porté à cinquante-deux le nombre des Etats parties à ladite Convention. Le 8 septembre 1966, le Gouvernement du Malawi a adhéré à la Convention sur la nationalité de la femme mariée, ce qui a porté à trente-six le nombre des Etats parties à cette Convention. Dix-sept Etats ont ratifié la Convention de 1962 sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages, ou y ont adhéré.

1. — Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

La préparation d'un projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a été demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2121 (XVIII) du 5 décembre 1963. La Commission de la condition de la femme, à ses dix-huitième et dix-

neuvième sessions, tenues en 1965 et 1966, a rédigé un texte préliminaire du projet de déclaration, qu'elle a adopté à l'unanimité le 8 mars 1966. Ce texte, accompagné des amendements présentés au Conseil économique et social lors de sa quarante et unième session et des comptes rendus des débats qui avaient eu lieu au Conseil et à la Commission, a été transmis à l'Assemblée générale en 1966 par la résolution 1131 (XLI) du Conseil.

A la vingt et unième session de l'Assemblée générale, de nouveaux amendements au projet de déclaration ont été présentés. L'Assemblée générale n'ayant pas eu le temps d'en discuter de façon détaillée, a décidé, par sa résolution 2199 (XXI), de prier le Conseil économique et social de demander à la Commission de la condition de la femme de réexaminer le texte, en ayant présents à l'esprit les amendements qui avaient été présentés au Conseil et à l'Assemblée générale. La Commission, à sa vingtième session, a créé un Comité de rédaction chargé d'effectuer une étude préliminaire du texte et des amendements. De nouveaux amendements ont ultérieurement été présentés par des membres de la Commission, et la composition du Comité de rédaction a été élargie pour comprendre les auteurs de ces amendements. Le texte adopté par le Comité de rédaction a été examiné par la Commission en séance plénière, et cet examen a abouti à l'adoption à l'unanimité d'un projet de déclaration révisé.

Le Conseil économique et social a décidé, par sa résolution 1206 (XLII), de soumettre ce texte à l'Assemblée générale.

2. — Assistance des Nations Unies pour le progrès de la femme

Le Secrétaire général a présenté à la Commission de la condition de la femme, lors de sa vingtième session, une note décrivant brièvement l'évolution de la situation en ce qui concerne l'étude d'un programme unifié et à long terme des Nations Unies pour le progrès de la femme, entreprise comme suite à la résolution 1777 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1962.

Le Secrétaire général a également présenté à la Commission, conformément à sa résolution 6 (XVIII), un rapport préliminaire sur la participation des femmes aux programmes de développement communautaire. Ce rapport dégageait l'évolution de la notion de développement communautaire à l'Organisation des Nations Unies, décrivait les éléments de base du développement communautaire et d'autres programmes connexes auxquels les femmes avaient participé. Après avoir examiné ce rapport à sa vingtième session, la Commission de la condition de la femme, dans sa résolution 13 (XX), a prié le Secrétaire général de le communiquer aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, aux institutions spécialisées compétentes et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui s'intéressent à la question, en vue d'obtenir des renseignements supplémentaires sur certains points, et notamment sur les moyens qui avaient été mis en œuvre pour assurer la promotion de la femme par le biais du développement communautaire et sur les méthodes qui permettraient d'élargir et d'enrichir la contribution de la femme au développement communautaire. Les renseignements que le Secrétaire général recevra en réponse à cette demande figureront dans un nouveau rapport qui sera soumis à la Commission, si possible en 1968.

Dans sa résolution 12 (XX), également adoptée dans le cadre du point de son ordre du jour concernant l'assistance des Nations Unies pour le progrès de la femme, la Commission a invité le Secrétaire général, les institutions spécialisées intéressées, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ainsi que les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui s'intéressent à la question à intensifier et, si possible, à unifier, aux niveaux national et régional, la recherche et les activités visant à développer l'enseignement et la formation professionnelle des jeunes filles et des femmes des régions rurales.

La résolution 14 (XX), que la Commission a adoptée en se fondant essentiellement sur les conclusions et recommandations formulées par le Cycle d'études des Nations Unies sur les mesures nécessaires pour le progrès de la femme, et, en particulier, l'établissement d'un programme à long terme, tenu aux Philippines en décembre 1966, contient deux requêtes adressées au Secrétaire général. La Commission a prié le Secrétaire général d'envoyer un questionnaire aux Etats Membres afin de déterminer le nombre des commissions nationales de la condition de la femme ou organismes similaires qui existaient actuellement, les fonctions qu'elles exerçaient et leurs rapports avec les organisations non gouvernementales et de préparer un rapport sur la base des réponses reçues, si possible pour la vingt et unième session de la Commission. Elle a également prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec les institutions spécialisées intéressées, de recenser les instituts ou centres de formation régionaux existants et de rechercher dans quelle mesure ils offraient ou pourraient être invités à offrir des programmes de formation ou de réorientation propres à assurer le progrès de la femme, et de faire rapport à ce sujet à la Commission, si possible à sa vingt et unième session, en 1968. D'autres recommandations formulées dans la même résolution ont ultérieurement été approuvées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1209 (XLII). Le Conseil a attiré l'attention des Etats Membres, des institutions spécialisées compétentes, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui s'intéressent à la question sur le rapport du Cycle d'études tenu aux Philippines et sur les conclusions et recommandations qui y étaient contenues. Il a également invité les Etats Membres à envisager l'établissement de programmes nationaux à long terme pour le progrès de la femme, dans le contexte des plans généraux de développement national, et leur a recommandé d'envisager de prendre certaines mesures pour hâter la réalisation des objectifs fixés.

3. — Droits politiques de la femme

Conformément à la résolution 1132 (XLI) du Conseil économique et social, le Secrétaire général a établi un rapport récapitulatif sur les constitutions, lois électorales et autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme, qu'il a communiqué à l'Assemblée générale et à la Commission de la condition de la femme. Il ressortait de ce rapport qu'au 1^{er} septembre 1966, les femmes étaient électrices et éligibles à toutes les élections, dans des conditions d'égalité avec les hommes, dans 114 pays; que dans trois pays, le droit des femmes à voter et à être éligibles était soumis à des restrictions qui n'étaient pas imposées aux hommes; et que dans 8 pays, les femmes n'étaient ni électrices ni éligibles. Après avoir examiné ce rapport, la Commission a prié le Secrétaire général de prendre les dispo-

sitions voulues pour que le rapport soit imprimé après avoir été communiqué aux gouvernements des Etats Membres en vue d'obtenir des renseignements complémentaires.

Le Secrétaire général a également présenté à la Commission de la condition de la femme un résumé des renseignements que lui avaient fait parvenir les Etats Membres au sujet de l'application des principes énoncés dans la Convention sur les droits politiques de la femme. Ce rapport, établi conformément à la résolution 961 B (XXXVI) du Conseil économique et social, comprenait des renseignements communiqués par quarante-trois Etats ainsi que des tableaux indiquant les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies où des femmes avaient été élues au parlement et les Etats où des femmes avaient été nommées à de hautes fonctions gouvernementales, judiciaires ou diplomatiques.

Un troisième rapport traitant de la condition de la femme dans les territoires non autonomes a également été présenté à la Commission. Ce rapport décrivait l'évolution récente de la situation en ce qui concerne la condition de la femme en général et en particulier dans les domaines politique, social, économique et dans celui de l'enseignement ainsi que la condition de la femme en droit privé. Le Secrétaire général présente de tels rapports à la Commission tous les deux ans, pour donner suite à la demande que la Commission a formulée en 1947.

Dans sa résolution 4 (XX), la Commission de la condition de la femme a exprimé l'espoir qu'à l'occasion de la série de cycles d'études sur l'éducation civique et politique de la femme, recommandée en 1965 par la résolution 1067 A (XXXIX) du Conseil, l'on tenterait d'évaluer les facteurs, obstacles et pressions qui influent sur la mesure dans laquelle les femmes exercent leurs droits politiques, assument leurs responsabilités politiques et participent à la vie publique, et de déterminer les méthodes permettant d'aider et d'encourager les femmes à exercer pleinement leurs droits et responsabilités politiques. Le premier cycle d'études consacré à cette question aura lieu à Helsinki en août 1967.

4. — Condition de la femme en droit privé

Comme le lui avait demandé la Commission de la condition de la femme dans sa résolution 10 (XI), le Secrétaire général a établi, en se fondant sur les renseignements complémentaires fournis par les gouvernements, un rapport révisé sur les droits et devoirs des parents, y compris la tutelle. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1207 (XLII), a fait siennes, sous réserve de certains amendements, les recommandations que la Commission avait formulées après avoir examiné le rapport du Secrétaire général. Dans cette résolution, le Conseil a recommandé aux gouvernements des Etats Membres de prendre toutes les mesures possibles pour assurer l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'exercice de leurs droits et devoirs de parents, et il a recommandé d'appliquer certains principes pour assurer cette égalité, compte tenu des caractéristiques spéciales de la législation des différents pays et eu égard au fait que, dans tous les cas, l'intérêt de l'enfant doit être la considération primordiale.

La Commission de la condition de la femme était également saisie, à sa vingtième session, d'une étude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage, établie par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discri-

minatoires et de la protection des minorités, et du projet de principes généraux concernant l'égalité des personnes nées hors mariage et la non-discrimination à l'égard de ces personnes, que la Sous-Commission avait élaboré à sa dix-neuvième session en 1967. Dans sa résolution 6 (XX), la Commission s'est déclarée satisfaite de l'étude et favorable en général aux principes approuvés par la Sous-Commission. Elle a également prié le Secrétaire général de préparer, pour une prochaine session de la Commission, à partir des renseignements dont il disposait, notamment de ceux qui figuraient dans le rapport du Rapporteur spécial, un rapport sur la situation des mères célibataires en droit et dans la pratique.

5. — Effet des résolutions et recommandations de la Commission sur les législations nationales

Conformément à la résolution 14 (XVIII) de la Commission de la condition de la femme, le Secrétaire général a présenté à cette Commission, lors de sa vingtième session, un rapport complémentaire sur les effets des résolutions et recommandations de la Commission sur les législations nationales, fondé sur les renseignements communiqués par les gouvernements. Ce rapport traite des droits politiques de la femme et de la condition de la femme en droit privé. Des rapports sur cette question sont présentés à la Commission à des intervalles réguliers. Le prochain rapport de cette série traitera des droits économiques de la femme et de l'accès de la femme à la vie économique, et comprendra également tous renseignements additionnels dont on disposera au sujet des droits politiques de la femme et de la condition de la femme en droit privé.

6. — Accès de la femme aux études

Le Secrétaire général a transmis à la Commission de la femme, à sa vingtième session, deux rapports de l'UNESCO portant l'un sur les travaux accomplis par cette organisation en 1965-1966 dans des domaines d'un intérêt particulier pour la femme et les principales activités prévues pour 1967-1968, et l'autre sur l'accès des jeunes filles et des femmes à l'enseignement supérieur.

Dans sa résolution 7 (XX), la Commission a noté avec satisfaction que la Conférence générale de l'UNESCO avait approuvé le programme à long terme

envisagé pour assurer aux femmes la pleine égalité d'accès à l'éducation, à la science et à la culture, et elle a également noté que ce programme était conçu de telle manière qu'il pourrait être intégré dans le programme unifié à long terme qui serait établi par l'Organisation des Nations Unies.

Dans la résolution 1208 (XLII), qu'il a adoptée le 29 mai 1967 sur la recommandation de la Commission, le Conseil économique et social adresse un certain nombre de recommandations aux Etats Membres pour que ceux-ci prennent des mesures en vue de favoriser l'accès des femmes et des jeunes filles aux études supérieures, dans des conditions d'égalité avec les hommes et de leur assurer des possibilités d'accès à tous les emplois et professions auxquels ces études leur permettent de prétendre.

7. — Droits économiques de la femme et accès de la femme à la vie économique

Le Secrétaire général a transmis à la Commission de la condition de la femme quatre rapports établis par l'Organisation internationale du Travail, à savoir : deux rapports sur les activités de l'OIT présentant un intérêt spécial du point de vue de l'emploi des femmes, un rapport sur les normes de l'OIT relatives à l'emploi des femmes et un rapport sur l'égalité de salaire pour un travail égal.

Après avoir examiné ces rapports, la Commission de la condition de la femme, dans sa résolution 9 (XX), a invité le Conseil d'administration du Bureau international du Travail à examiner la possibilité d'organiser régulièrement des réunions de conseillers pour les problèmes du travail féminin afin d'avoir périodiquement l'occasion d'examiner les besoins et les problèmes des travailleuses et les normes de l'OIT relatives à l'emploi des femmes, et à inscrire à l'ordre du jour des conférences régionales de l'OIT la question de la participation de la femme à la vie économique. La Commission a également invité le Bureau international du Travail à encourager la participation accrue des femmes aux programmes de formation professionnelle, technique et supérieure, et à poursuivre ses efforts pour assurer l'application des principes contenus dans la Convention et la Recommandation de 1951 sur l'égalité de rémunération de la main-d'œuvre masculine ou féminine pour un travail de valeur égale.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

A. — Droits de l'homme

Pour le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-troisième session (20 février-23 mars 1967), voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 6, (E/4322)*.

Pour les documents pertinents, voir annexe II du rapport susmentionné.

Pour tous autres documents pertinents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, points 21, 23, 24, 25 et 31 de l'ordre du jour; ibid., quarante-deuxième session, Annexes, points 11, 13, 15 et 16 de l'ordre du jour; et Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, points 57, 58, 59, 62, 63 et 95 de l'ordre du jour.*

Voir également le document A/6670.

B. — Condition de la femme

Pour le rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa vingtième session (13 février-6 mars 1967), voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 7, (E/4316)*.

Pour les documents pertinents, voir annexe I du rapport susmentionné.

Pour tous autres documents pertinents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 22 de l'ordre du jour; ibid., quarante-deuxième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour; et Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 56 de l'ordre du jour.*

Voir également le document A/6447.

CHAPITRE VIII

Questions économiques et sociales

A. — Problèmes généraux et techniques relatifs au développement

1. — La situation économique et sociale dans le monde

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

A sa quarante et unième session, le Conseil économique et social a examiné la question de la Décennie des Nations Unies pour le développement, en prenant pour base un rapport intérimaire que lui avait soumis le Secrétaire général au nom du Comité administratif de coordination. Le Conseil, dans sa résolution 1152 (XLI) du 4 août 1966, a prié le Secrétaire général d'examiner les préparatifs nécessaires pour favoriser et faciliter l'établissement de plans en vue d'une action internationale concertée pour la période qui suivra la Décennie du développement. Par la suite, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2218 (XXI) du 19 octobre 1966, a prié le Secrétaire général de lui présenter un schéma préliminaire de la stratégie internationale du développement pour les années 1970, dans le cadre duquel des efforts initiaux pourraient être concentrés sur la fixation de buts et d'objectifs déterminés pour des secteurs et des éléments particuliers.

Comme suite aux demandes contenues dans ces résolutions, une note exposant certaines suggestions préliminaires relatives aux principes directeurs et aux propositions pour les années 1970 a été rédigée à l'intention du Comité de la planification et du développement, pour sa deuxième session, tenue en avril 1967. Dans son rapport au Conseil, le Comité a suggéré que l'Organisation des Nations Unies adopte une Charte de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; cette Charte pourrait comprendre un certain nombre de dispositions générales visant à assurer un accroissement plus rapide du revenu et du bien-être des pays en voie de développement. Le Comité a également décidé de créer un groupe de travail et de le charger d'un programme d'action plus précis.

Conformément aux résolutions de l'Assemblée et du Conseil, un rapport d'activité a été établi à l'intention de la quarante-troisième session du Conseil économique et social. Dans ce rapport, le Secrétaire général a indiqué les mesures qu'il y aurait lieu de prendre en ce qui concerne les travaux préparatoires portant sur la deuxième Décennie du développement.

SITUATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'*Etude sur l'économie mondiale, 1966*, a été établie pour être communiquée au Conseil économique et social en juillet 1967. L'*Etude* comprend deux parties. La première est consacrée à un examen de l'expérience acquise à l'occasion de l'exécution des plans de développement, sujet dont il est question ci-dessous dans

la section 4, sous le titre "Planification et projections du développement".

La seconde partie de l'*Etude* contient une analyse des tendances économiques mondiales en 1966 et au cours des premiers mois de 1967. Les exportations mondiales ont augmenté d'environ 9 p. 100 entre 1965 et 1966, contre 8 p. 100 entre 1964 et 1965.

A l'exception de la Chine continentale, sur laquelle les données manquent, l'augmentation de la production a été pratiquement la même entre 1965 et 1966 qu'entre 1964 et 1965. L'accroissement de la production dans les secteurs agricole et minier a été un peu plus marqué, alors qu'il a légèrement fléchi en ce qui concerne les industries manufacturières. Dans l'ensemble, le monde a disposé en 1966 d'environ 5 p. 100 de biens et de services de plus qu'en 1965.

Entre 1965 et 1966, la production globale effective des pays développés à économie de marché a de nouveau augmenté de 5 p. 100, malgré le ralentissement qui s'est produit dans certains des principaux pays industriels, comme le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne. La production industrielle s'est accrue un peu plus à la suite de la reprise économique au Japon, en Italie et en France. En Amérique du Nord, le taux de croissance de la production industrielle s'est ralenti au cours de l'année du fait que la menace d'un déséquilibre du commerce extérieur et l'instabilité du commerce intérieur ont conduit à l'adoption d'une politique de compression. Des politiques économiques comparables ont été appliquées dans un certain nombre d'autres pays, mais les pressions inflationnistes ont semblé s'atténuer vers la fin de l'année. La tendance au ralentissement de la croissance industrielle au cours de l'année a commencé à exercer un effet sur les importations provenant des pays en voie de développement, mais les échanges commerciaux entre les pays développés à économie de marché sont demeurés à un niveau élevé jusqu'au premier trimestre de 1967.

Dans les pays en voie de développement, le taux général de croissance, qui avait légèrement fléchi entre 1964 et 1965, a de nouveau diminué, se situant entre 3 et 4 p. 100 de 1965 à 1966. Ce ralentissement a été dû au fait que la production agricole est restée pratiquement stationnaire dans plusieurs des pays en voie de développement les plus importants. En conséquence, alors que la production industrielle a augmenté d'environ 8 p. 100 entre 1965 et 1966, la production agricole semble avoir diminué d'environ 1 p. 100. Les recettes d'exportation des pays en voie de développement ont augmenté un peu plus entre 1965 et 1966 qu'au cours de la période précédente; leurs réserves de devises ont également augmenté en 1966, mais dans une moindre proportion qu'en 1965.

Dans les pays européens à économie planifiée, la production a augmenté de plus de 7 p. 100 entre 1965 et 1966 — c'est-à-dire à un taux légèrement supérieur à celui de la période précédente. Cette accélération a

été essentiellement due à une augmentation considérable de la production agricole, qui s'est accrue d'environ 9 p. 100 entre 1965 et 1966. L'expansion du commerce international (exportations et importations combinées) ne s'est pas poursuivie au même rythme que l'accroissement de la production totale en 1966; à une augmentation de 6 p. 100 entre 1964 et 1965 a succédé une augmentation de 5 p. 100 seulement entre 1965 et 1966. Cette décélération est imputable à un taux de croissance beaucoup plus lent du commerce extérieur de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie et à un fléchissement des importations de l'Union soviétique.

SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE

A sa quarante et unième session, le Conseil économique et social a examiné le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965*. Ce rapport contenait une courte étude des récentes tendances sociales et indiquait la lenteur du progrès social dans les pays en voie de développement à la fin de la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement; alors que certains secteurs du développement, et notamment l'enseignement, ont continué d'être en avance sur d'autres et que certains pays ou certaines régions de ces pays ont progressé plus rapidement que d'autres, les récents efforts déployés en faveur du développement n'ont pas répondu aux espoirs. Les facteurs psychologiques incitant aux changements sociaux sur le plan local ont constitué le thème principal du rapport, dans lequel étaient étudiées les mesures pratiques permettant d'amener les populations à appuyer la réforme sociale au niveau local ou communautaire et de les encourager à utiliser de nouvelles méthodes de production et de consommation. Le Conseil a adopté la résolution 1143 (XLI), dans laquelle il invite la Commission du développement social à poursuivre ses travaux concernant la participation populaire au développement, sur la base du programme approuvé dans le domaine social [Section I de la résolution 1139 (XLI) du Conseil], en coopération avec le Comité de la planification du développement, et prie le Secrétaire général de faire appel, en poursuivant ses travaux sur cette question, aux ressources de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

L'Assemblée générale, dans sa résolution 2215 (XXI), a prié le Secrétaire général, le Conseil économique et social et, par son intermédiaire, la Commission du développement social, agissant en collaboration avec les institutions spécialisées, de veiller à ce que les rapports périodiques sur la situation sociale dans le monde reflètent la situation sociale générale et les tendances sociales dans différentes régions du monde et dans des pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents, compte tenu de l'interdépendance étroite des facteurs économiques et sociaux. L'Assemblée a demandé de plus que ces rapports, contenant des conclusions et recommandations concrètes, lui soient soumis tous les trois ans pour examen.

A sa quarante et unième session, le Conseil a réexaminé le rôle de la Commission des questions sociales et a adopté la résolution 1139 (XLI), dans laquelle il a défini les principes et les objectifs du programme social de l'Organisation des Nations Unies et le futur programme de travail de la Commission, de même que le programme d'action pratique concertée dans le domaine social. Il a également réaffirmé les objectifs du programme, qui s'appliquent à tous les secteurs principaux du développement et visent aux fins ci-

après: éliminer la faim et élever les normes sanitaires; éliminer l'analphabétisme; développer et améliorer l'enseignement; élever le niveau de l'emploi et celui des revenus; améliorer les conditions de logement et les services collectifs, le réaménagement des zones urbaines et leur planification; assurer des services de protection sociale et de sécurité sociale et étudier les aspects sociaux et les conséquences de l'industrialisation et de l'urbanisation. Le Conseil a souligné en particulier le rôle de la planification et la nécessité d'aborder les aspects économiques et sociaux du développement de manière équilibrée et intégrée. Il a mis l'accent sur l'importance que présentent les modifications structurelles telles que la réforme agraire et la répartition du revenu ainsi que sur la formation de cadres nationaux et le rôle que peut jouer l'Etat pour élever le bien-être de la population. La Commission a reçu la nouvelle appellation de Commission du développement social, de manière à préciser son rôle d'organe destiné à préparer la tâche du Conseil pour tout ce qui a trait à la politique de développement social. L'Assemblée générale, dans sa résolution 2215 (XXI), a fait sienne la résolution du Conseil relative à son réexamen du rôle de la Commission.

A sa quarante-deuxième session, le Conseil a souligné l'importance des conclusions et recommandations de la Commission portant sur les questions sociales relatives à l'extension de services de santé, qui étaient basées sur l'examen d'un rapport établi par l'OMS pour la dix-huitième session de la Commission. On a suggéré que le Secrétaire général communique ces conclusions et recommandations aux gouvernements, aux institutions spécialisées intéressées et aux organisations non gouvernementales afin d'obtenir leur opinion sur les mesures pratiques à prendre pour y donner suite. Le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1226 (XLII), dans laquelle il invite l'OMS à rédiger, si possible pour la dix-neuvième session de la Commission, une nouvelle étude sur les ressources disponibles en matière de services médicaux et sanitaires et leur utilisation dans des pays se trouvant à des stades différents de développement.

La Commission du développement social a également considéré à sa dix-huitième session la mise au point d'un projet de déclaration sur le développement social. Un groupe de travail de la Commission a établi une liste préliminaire de questions à inclure dans le projet de déclaration. A sa quarante-deuxième session, le Conseil a décidé, dans sa résolution 1228 (XLII), de convoquer à nouveau le Groupe de travail avant la prochaine session de la Commission pour préparer un premier projet de déclaration qui serait examiné par le Conseil; le Secrétaire général procéderait également à des consultations avec les institutions spécialisées avant que le Groupe de travail ne se réunisse en 1968.

La Commission a également examiné un rapport sur les progrès accomplis dans la mise au point d'un programme de recherche et de formation pour le développement régional, dont le Conseil avait demandé la préparation dans sa résolution 1086 C (XXXIX). Des équipes composées de spécialistes de la planification physique et du développement économique et social et connaissant bien les problèmes de la planification et du développement régional ont procédé en 1966 et 1967 à des consultations avec les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, de Ceylan, de l'Ethiopie, du Japon, du Pakistan, de la République arabe unie et de la Syrie. Dans tous les cas, les représentants locaux des institutions spécialisées et les membres des bureaux régio-

naux ont été associés aux travaux des équipes. La tâche la plus importante de chaque équipe consistait à effectuer des études préliminaires de projets régionaux proposés dans le cadre du programme de formation et de recherche. Les équipes ont consulté les services nationaux de planification, les ministères chargés du développement et les représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement afin de se faire une idée des politiques nationales et des pratiques suivies en matière de planification et de développement régional, des ressources qui pourraient être affectées au programme de recherche et de formation, de l'opportunité de rationaliser ou de renforcer éventuellement le programme existant d'assistance technique pour favoriser une planification et un développement régional plus généralisé et, enfin, de s'informer des désirs des pouvoirs publics quant à la nature et à la portée du programme qui pourrait être entrepris avec l'aide de l'ONU. L'attention du Comité du développement industriel a été attirée à sa sixième session sur les buts du programme de recherche et de formation, et le programme a été également examiné par le Comité de l'habitation de la construction et de la planification à la quatrième session.

Huit experts et des représentants de la CEAO, de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO et de l'OMS ont participé à une réunion qui s'est tenue au début de 1967 afin d'examiner les rapports qui existent entre la répartition du revenu dans la nation et la politique sociale, y compris les questions touchant à la définition et à la mesure de la répartition du revenu dans le contexte de la politique sociale de la nation. Le rapport de la réunion ne sera pas présenté à la Commission avant sa dix-neuvième session, mais celle-ci a étudié à sa dix-huitième session et, en général, approuvé les conclusions des experts et a décidé d'accorder un rang élevé de priorité aux études entreprises dans ce domaine.

Le Directeur de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social a présenté le troisième rapport d'activité du Conseil d'administration à la Commission lors de sa dix-huitième session et a passé brièvement en revue les travaux de l'Institut dans les principaux domaines auxquels il s'intéresse : étude des rapports réciproques existant entre les facteurs sociaux et économiques dans le processus de développement ; instruments et méthodes de planification sociale, considérés comme des moyens d'influencer le processus de développement ; étude des problèmes liés à la mise en œuvre des réformes sociales. A la 1428^e séance du Conseil, le représentant des Etats-Unis a annoncé que son gouvernement était prêt, à partir de 1967, à verser en trois ans une contribution de 885 000 dollars, à condition que cette somme ne représente pas plus de 40 p. 100 du total des contributions des gouvernements. D'autres gouvernements ont annoncé depuis qu'ils verseraient des contributions et on espère pouvoir atteindre le montant prévu de 1,5 million de dollars pour la période triennale allant de 1968 à 1970.

2. — La situation démographique dans le monde

Ces dernières années, l'Organisation des Nations Unies a pris une série de mesures en raison de l'inquiétude manifestée par de nombreux gouvernements quant aux conséquences de l'accroissement

démographique et du mouvement de la population sur le développement économique et social. A la suite de la résolution 1084 (XXXIX) du Conseil économique et social, dans laquelle ce dernier approuvait un programme de travail à long terme dans ce domaine et confirmait que le Secrétaire général est habilité à fournir aux gouvernements qui en font la demande une assistance en matière de programmes d'action nationaux, le Secrétaire général a renforcé l'ancien Service de la population et en a fait une Division. L'Assemblée générale, dans sa résolution 2211 (XXI), a souligné la nécessité d'élargir le programme et de développer et renforcer davantage les moyens nationaux et régionaux de formation, de recherche, d'information et de consultation dans le domaine démographique, en tenant compte de la nature différente des problèmes démographiques dans chaque pays ou région et des besoins qui en découlent. En décembre 1966, les chefs d'Etat de douze pays ont fait une déclaration reconnaissant la gravité du problème que pose une croissance démographique illimitée et le fait que la planification de la famille présente un intérêt vital pour la nation comme pour la famille. Le Secrétaire général a fait distribuer cette déclaration à l'occasion de la Journée des droits de l'homme de 1966, ajoutant non seulement que l'accroissement démographique détermine en grande partie le temps nécessaire aux nations pour atteindre leurs objectifs économiques, mais aussi que la taille de la famille est un problème fondamental qui doit dépendre des décisions de parents conscients de leurs responsabilités et soucieux de la dignité et du bien-être de leurs enfants.

Le programme démographique des Nations Unies est en cours de révision, l'objet étant d'arriver à un meilleur équilibre entre les activités entreprises au Siège et aux niveaux régional et national, ainsi qu'entre les diverses disciplines auxquelles il est fait appel. Le Secrétaire général est informé des détails du programme grâce à une série de réunions spéciales d'experts.

Les activités de plus en plus importantes des organismes des Nations Unies dans le domaine démographique nécessitent une collaboration et une coordination plus étroite entre les institutions spécialisées appropriées et les commissions économiques régionales. Des entretiens ont eu lieu à cette fin, à partir de 1965 avec les institutions spécialisées, et la Deuxième réunion interinstitutions consacrée aux programmes intéressant le domaine démographique, au cours de laquelle des consultations ont eu lieu entre l'ONU, le FISE, l'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMS, s'est tenue en novembre 1966. Le rôle des commissions économiques régionales dans le programme démographique élargi des Nations Unies a été examiné par les chefs des secrétariats des institutions lors d'une réunion qui s'est tenue en janvier 1967 ; des plans détaillés portant sur les activités régionales sont actuellement mis au point.

Etant donné qu'un accroissement démographique incontrôlé et de fortes migrations des zones rurales vers les villes peuvent faire obstacle au progrès économique dans bon nombre de pays, le programme de travail entrepris dans le domaine démographique pendant l'année en cours a été principalement consacré à ces deux questions. A la suite notamment des travaux et du rapport de la Mission consultative des Nations Unies en matière de planification de la famille auprès du Gouvernement indien, trois demandes ont été présentées par des gouvernements et sont actuellement

étudiées en étroite collaboration avec les institutions spécialisées intéressées.

Une enquête mondiale sur l'accroissement des populations urbaines et rurales permettra de mieux comprendre les tendances qui se manifestent en l'occurrence, particulièrement dans les régions en voie de développement. Un autre projet important de recherche consiste à reviser l'étude intitulée *Causes déterminantes et conséquences des tendances démographiques*, qui a été publiée en 1953, ce qui permettra de mettre à jour ces conclusions récapitulatives des études portant sur les rapports mutuels qui existent entre les facteurs démographiques, économiques et sociaux.

Dans le domaine de l'assistance technique, une aide est accordée aux centres régionaux de formation et de recherche démographique du Chili, de l'Inde et de la République arabe unie, qui dispensent chaque année, sous les auspices des Nations Unies, une formation à 55 boursiers. Des services consultatifs et des services d'experts sont fournis sur demande par l'intermédiaire des conseillers régionaux dans la région de la CEAEO et au Moyen-Orient, grâce à l'utilisation du personnel du Centre démographique du Club et à la fourniture de services d'experts aux gouvernements.

3. — Assistance économique internationale aux pays peu développés

LE COURANT INTERNATIONAL DES CAPITAUX VERS LES PAYS PEU DÉVELOPPÉS

En application de la résolution 923 (XXXIV) et 1184 (XLI) du Conseil économique et social, un rapport intitulé *Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1961-1966*, a été établi par le Secrétaire général. Le rapport fait état d'un certain nombre de tendances qui se sont manifestées dans le courant des ressources vers les pays en voie de développement pendant la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Pour cette période, plus des deux tiers de ce courant ont été constitués par des fonds publics et le reste par des capitaux privés. Environ 90 p. 100 de ce courant ont été fournis à titre bilatéral, le reste par l'intermédiaire d'institutions internationales. La proportion des dons et des prêts a changé; la part des dons a été ramenée à environ 41 p. 100 du total en 1965, contre 50 p. 100 en 1962. Pendant la période 1960-1965, le courant de ressources vers les pays en voie de développement n'a pas augmenté dans des proportions correspondant à la croissance des pays développés à économie de marché. Le pourcentage des sorties nettes de ressources par rapport au produit national brut global des pays développés à économie de marché, qui était d'environ 0,8 p. 100 en 1961, n'a été que d'environ 0,7 p. 100 en 1965.

En application de la résolution 1184 (XLI) du Conseil, le Secrétaire général a convoqué le groupe d'experts qui, conformément à la résolution 1938 (XVIII) de l'Assemblée générale, avait établi précédemment un rapport préliminaire sur la mesure du courant des ressources à destination des pays en voie de développement. Lors de cette réunion, le groupe a préparé son rapport définitif intitulé *Mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement*, qui a été présenté au Conseil à sa quarante-troisième session. Ce rapport contenait une

nouvelle étude des problèmes liés à une présentation rationnelle de données précises sur les sorties des pays développés et les entrées dans les pays en voie de développement. Le rapport contenait un certain nombre de recommandations relatives au rassemblement et à la présentation des statistiques pour mesurer le volume et le niveau suffisant du courant de ressources vers les pays en voie de développement.

Comme suite à la résolution 1184 (XLI) du Conseil et à la résolution 2169 (XXI) de l'Assemblée générale, un rapport intitulé *Les sorties de capitaux en provenance des pays en voie de développement* a été soumis au Conseil, à sa quarante-troisième session. Ce rapport contenait les données qu'il avait été possible de rassembler sur le courant des capitaux et des invisibles des pays en voie de développement vers les pays développés ainsi qu'un examen de certains des problèmes liés à ce courant et aux politiques qui l'influencent. Le rapport contenait également les réponses à un questionnaire envoyé aux gouvernements afin d'obtenir leur opinion sur les sorties de capitaux des pays en voie de développement, leurs causes, leurs conséquences et les moyens de les contrôler.

Conformément à la résolution 1183 (XLI) du Conseil et à la résolution 2170 (XXI) de l'Assemblée générale, un rapport sur *Les facteurs qui affectent l'aptitude des pays développés à transférer des ressources aux pays en voie de développement* a été établi par le Secrétaire général. Ce rapport, qui a été soumis au Conseil à sa quarante-troisième session, contenait un examen des facteurs économiques qui influent sur l'aptitude des pays développés à transférer le maximum de ressources financières aux pays en voie de développement, conformément aux recommandations pertinentes contenues dans l'Acte final de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et des progrès réalisés par les pays développés dans la mise en œuvre de la recommandation relative aux modalités d'assistance. Il y était fait mention des tendances décourageantes au ralentissement du courant des ressources vers les pays en voie de développement et des facteurs qui semblent exercer un effet déterminant sur ce courant.

Le rapport a souligné le contraste qui existe entre l'efficacité de l'aide massive fournie à titre temporaire pour la reconstruction de l'Europe occidentale après la guerre et les divers obstacles qui compliquent la tâche beaucoup plus difficile que représente l'assistance à long terme aux pays en voie de développement.

On a estimé que le transfert régulier de ressources des pays développés se heurte à la concurrence des besoins intérieurs de ces pays, dont l'économie est généralement caractérisée jusqu'ici par son fonctionnement à plein rendement et par le plein emploi. Alors que les difficultés de balance des paiements rencontrées par les pays développés dans leur ensemble représentent avant tout un problème entre pays de ce groupe, les pays qui s'y heurtent, notamment le Royaume-Uni et les États-Unis, ont eu tendance à limiter les sorties de capitaux. En revanche, des mesures ont été prises dans un certain nombre de cas pour exempter les pays en voie de développement de restrictions.

Il a également été fait état dans le rapport, de la limitation des ressources budgétaires nécessaires à l'expansion de l'assistance, et l'on a suggéré que si les pays en voie de développement pouvaient avoir plus facilement accès aux marchés des capitaux, les difficultés budgétaires s'en trouveraient atténuées.

AIDE ALIMENTAIRE MULTILATÉRALE

Conformément à la résolution 1149 (XLI) du Conseil économique et social et aux résolutions 2096 (XX) et 2155 (XXI) de l'Assemblée générale, un rapport sur l'aide alimentaire multilatérale a été établi par le Secrétaire général en coopération avec le Directeur général de la FAO. On y examine le problème de l'insuffisance des ressources alimentaires, ainsi que les politiques, tant nationales qu'internationales, qu'il faut mettre en œuvre pour faire face aux besoins alimentaires des pays en voie de développement à l'avenir.

Les facteurs qui ont contribué au problème alimentaire actuel sont analysés dans le rapport. En ce qui concerne les disponibilités alimentaires, la production alimentaire intérieure des pays en voie de développement a progressé à un taux annuel d'environ 3 p. 100 entre 1953 et 1963; cependant, il y a eu décélération au cours des dernières années. La forte demande portant sur les ressources alimentaires disponibles a résulté en partie d'une croissance démographique rapide, dont le taux actuel est d'environ 2,5 p. 100 par an, soit deux fois plus que pendant l'entre-deux-guerres. L'augmentation du revenu, qui a atteint environ 4,6 p. 100 par an entre 1950 et 1965, a occasionné un accroissement rapide de la demande de produits alimentaires, ce qui a eu pour effet de faire augmenter de 3,5 p. 100 par an la consommation de céréales pendant la période 1954-1963. Ces tendances ont entraîné des déficits alimentaires de plus en plus importants dans les pays en voie de développement. Alors que ces pays avaient exporté 14 millions de tonnes de céréales entre 1934 et 1938, ils en importaient 12 millions de tonnes entre 1961 et 1963. De plus, les denrées alimentaires actuellement disponibles sont insuffisantes, du point de vue nutritionnel, pour des dizaines et peut-être des centaines de millions de personnes.

En ce qui concerne l'équilibre alimentaire dans les pays en voie de développement, les auteurs du rapport ont jugé les perspectives d'avenir très inquiétantes. On estime que dans les années 1970, l'accroissement démographique sera d'environ 56 millions d'habitants par an, ce qui implique une augmentation de 9 millions de tonnes par an en consommation de céréales, même si la consommation par habitant ne dépasse pas le niveau de 1964. Selon les projections de la FAO, le déficit net de céréales en 1975 pourrait atteindre 47 millions de tonnes, alors que les importations nettes en 1961-1963 ont été de 23 millions de tonnes. La valeur des importations nécessaires pour combler le déficit en 1975 pourrait être de 8,5 milliards de dollars, alors que la valeur nette des importations s'est montée à 3 milliards de dollars en 1961-1963; même si l'on escompte un taux de croissance plausible des importations commerciales, on pourrait avoir à faire face à un déficit alimentaire représentant 3 à 4 milliards de dollars. En plus de ces déficits, qui ont été estimés au moyen de projections portant sur les tendances en matière d'offre et de demande, il faudrait disposer de quantités supplémentaires de produits alimentaires sous forme de réserves afin de répondre aux besoins imprévus causés par la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles. Enfin, d'importantes quantités supplémentaires de produits alimentaires seraient nécessaires pour pallier les déficiences nutritionnelles.

Le rapport mentionne une grande variété de mesures qu'il serait possible de prendre, tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral, pour rendre moins aigu le problème de la pénurie alimentaire. Des politiques destinées à réduire les taux de croissance démographique et

à augmenter la production alimentaire dans les pays en voie de développement sont aussi étudiées dans ce rapport dont les auteurs examinent également en détail la nature et les incidences éventuelles de programmes massifs d'aide alimentaire.

POLITIQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Une note sur les moyens d'augmenter le courant des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement, série inaugurée en 1958 pour donner suite à la résolution 1318 (XIII) de l'Assemblée générale, a été présentée au Conseil économique et social, à sa quarante et unième session. Cette note traitait particulièrement des problèmes d'imposition et de fiscalité et soulignait combien les traités fiscaux conclus entre pays importateurs et pays fournisseurs de capitaux contribuent à réduire les obstacles qui s'opposent aux investissements étrangers, tout en sauvegardant les intérêts des pays en voie de développement.

Conformément à la recommandation figurant dans l'annexe A.IV.12 de l'Acte final de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et qui a trait au développement des investissements privés étrangers, et pour faire suite à la demande contenue dans la résolution 2087 (XX) de l'Assemblée générale relative au financement du développement économique, on a poursuivi la préparation d'un rapport d'ensemble sur les moyens d'augmenter les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement. Ce rapport contiendra les conclusions et les recommandations qui se sont dégagées à la suite de l'examen et de l'analyse d'ensemble des institutions et des méthodes de financement ainsi que des politiques et des mesures économiques, juridiques et administratives pouvant contribuer à encourager le transport des capitaux privés, des connaissances techniques et des méthodes de gestion aux pays en voie de développement.

Le texte préliminaire du résumé et des conclusions du rapport a fait l'objet d'une discussion à la deuxième session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce de la CNUCED, qui s'est tenue en avril 1967; il sera en outre présenté au Conseil économique et social, à sa quarante-troisième session.

A sa quarante et unième session, le Conseil était également saisi du texte du résumé et des conclusions d'un rapport sur les crédits à l'exportation pour le financement des biens d'équipement nécessaires aux pays en voie de développement. Le rapport lui-même a été publié en deux volumes. Le premier volume, renfermant l'analyse générale de la question, a paru à la fin de 1966; le second volume, consacré à des monographies de 19 pays exportateurs de biens d'équipement, pays dont les uns ont une économie de marché et les autres une économie planifiée, a été publié en mars 1967. Ce rapport a été discuté à la deuxième session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce de la CNUCED et sera présenté au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, ainsi qu'à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa deuxième session, au Conseil du développement industriel et au Colloque international sur le développement industriel.

Le rapport mentionnait que, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le souci qu'ont les pays industrialisés de développer leurs exportations de biens d'équipement s'est heurté à la capacité insuffisante des pays en voie de développement d'importer des biens d'équipement en vue de satisfaire leurs besoins croissants en matière de développement, et qu'il en est

résulté une transformation profonde des méthodes utilisées pour financer les échanges internationaux portant sur ces biens.

L'insuffisance des ressources financières nécessaires à l'achat de biens d'équipement a hâté l'évolution vers des systèmes organisés d'octroi de crédits à moyen terme, caractérisée aussi par l'extension de la durée des contrats d'assurance-crédit à l'exportation. L'octroi de crédits à l'exportation à moyen et, souvent, à long terme est devenu une condition préalable en matière de vente de biens d'équipement. Vers 1955, les institutions d'assurance-crédit à l'exportation des principaux pays fournisseurs de biens d'équipement, prévoyant l'éventualité d'une course aux crédits, ont organisé, par l'intermédiaire de l'Union d'assureurs des crédits internationaux (Union de Berne), des échanges de vues directs sur les conditions de l'assurance-crédit à l'exportation et convenu que la durée du crédit ne devrait pas dépasser cinq ans pour les biens d'équipement lourd.

Aux alentours de 1955, dans presque tous les pays d'Europe occidentale, les exportateurs ont commencé à faire pression sur leurs gouvernements pour obtenir une assurance-crédit à l'exportation d'une durée supérieure à cinq ans. Cette situation a été à l'origine de dérogations à l'Accord de l'Union de Berne prévoyant des échéances de cinq ans et a entraîné un allongement général de la durée du crédit. Dans un nombre de cas toujours plus grand, des crédits à l'exportation ont ainsi été octroyés et assurés à des conditions et à des fins qui tendent à effacer la distinction entre le commerce et l'assistance.

Le rapport a mis en évidence le fait que, si le rôle normal des crédits à l'exportation consistait à servir d'instrument de financement du commerce international, les crédits à l'exportation à moyen et à long terme étaient néanmoins devenus une source importante de financement extérieur pour les projets de développement entrepris dans les pays en voie de développement.

En recherchant une solution aux problèmes posés par la concurrence entre fournisseurs de crédits à l'exportation et par le surendettement, on devait donc tenir compte de la nécessité bien admise d'assurer un courant régulier et, en fait, croissant de ressources financières vers les pays en voie de développement. Les crédits à l'exportation pouvaient jouer un rôle utile dans le mécanisme complexe du financement du développement, pourvu qu'on tienne compte de leur volume et des modalités de leur octroi dans le cadre de l'étude permanente sur le niveau et les conditions d'ensemble de l'aide au développement.

La Banque asiatique de développement, créée sous les auspices de la CÉAEO, a tenu sa séance inaugurale à Tokyo du 24 au 26 novembre 1966. Trente-deux pays et plusieurs organisations internationales, dont la BIRD et le FMI, y assistaient. Dix membres ont été élus au Conseil d'administration, et une proposition tendant à porter le capital autorisé de la Banque d'un milliard à 1,1 milliard de dollars a été approuvée. En décembre 1966, la Banque asiatique de développement a commencé son activité à son siège de Manille.

Comme dans les années écoulées, l'assistance technique relative aux politiques et aux institutions financières a porté sur une large gamme de domaines: recherche économique, financement du développement, comptabilité bancaire, problèmes qui se posent en matière de crédit, etc. En Arabie Saoudite, un expert a prêté des services consultatifs en matière d'administration et d'organisation financière; en Ouganda, un autre expert a aidé le gouvernement dans le domaine des

transactions avec l'étranger et des crédits documentaires. La Tanzanie a bénéficié des services consultatifs d'un expert affecté à sa banque centrale, et un autre expert a occupé le poste de Directeur du Département des études économiques à la Banque centrale du Paraguay. Un conseiller en matière d'assurances a été envoyé au Nigéria; un expert en matière de comptabilité bancaire a été envoyé en Guinée. Deux experts de l'ONU ont terminé leur mission en Iran, tandis qu'un expert a pris ses fonctions au Malawi comme Directeur général de la Société de développement du Malawi.

Un certain nombre de bourses d'études ont été accordées aux fins de former des fonctionnaires chargés de s'occuper des problèmes du financement du développement.

FONDS D'ÉQUIPEMENT DES NATIONS UNIES

La question de la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies a été examinée à la cinquième session du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies, qui s'est tenue à New York du 12 au 16 septembre 1966; à cette occasion, le Comité a approuvé un rapport destiné à être présenté au Conseil économique et social, à sa quarante et unième session, et à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session.

Le Comité, créé en 1960, avait tenu sa quatrième session en 1964. La cinquième session a été réunie après que l'Assemblée générale eut demandé en 1965 que le Comité fasse de nouveaux efforts pour arriver à un large accord sur les projets de textes législatifs (statuts) du fonds d'équipement, tenant compte en outre des autres propositions tendant à faire commencer les opérations en transformant progressivement le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Le Comité a examiné les documents suivants: un projet de statuts d'un fonds d'équipement des Nations Unies, approuvé par la majorité des membres du Comité à sa deuxième session, en 1962; le rapport du Conseil d'administration du PNUD sur les travaux de sa deuxième session, contenant un résumé de son débat sur la question de la transformation progressive du PNUD en un fonds d'équipement, ainsi que l'a suggéré la CNUCED; un rapport du Secrétaire général sur les consultations auxquelles il a procédé avec les Etats Membres concernant les ressources supplémentaires pour les activités d'investissement envisagées par l'ONU.

Le rapport final, tel qu'il a été adopté par le Comité, contenait un résumé du débat général et les amendements que la majorité des membres avaient proposé d'apporter au projet de statuts du fonds d'équipement envisagé, estimant que le texte adopté à la deuxième session du Comité devait être mis à jour.

A la reprise de sa quarante et unième session, en novembre 1966, le Conseil économique et social a examiné le rapport du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies. A sa 1447^e séance, comme suite à une proposition formulée par le représentant de la Grèce, le Conseil a pris note du rapport sans adopter de résolution formelle.

A la vingt et unième session de l'Assemblée générale, la question de la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies a été examinée par la Deuxième Commission. La grande majorité des membres de la Commission étaient favorables à l'idée de la création du fonds, conformément aux décisions antérieures de l'Assemblée générale, mais des opinions divergentes ont été exprimées quant à la façon de procéder.

Un certain nombre de pays en voie de développement ont préconisé de créer un fonds d'équipement des Nations Unies qui serait une organisation autonome dans le cadre des Nations Unies. Un projet de résolution a été présenté dans ce sens par quarante-deux délégations.

Un autre groupe de pays, tout en appuyant le principe de la création du fonds, a été d'avis que le mieux serait de transformer l'élément Fonds spécial du PNUD en un fonds d'équipement.

On a présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée prierait le Conseil d'administration du PNUD d'accorder la plus haute priorité à l'étude des moyens de mettre en œuvre la recommandation A.IV.8 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui envisageait la transformation progressive du Fonds spécial en un fonds d'équipement.

Plusieurs pays développés se sont opposés tant à la création d'un fonds d'équipement qu'à la transformation de l'élément Fonds spécial du PNUD, arguant que les organismes internationaux existants de financement constituaient un instrument efficace de dispensation de l'aide multilatérale.

Dans sa résolution 2186 (XXI), adoptée le 13 décembre 1966 par 76 voix contre 19, avec 14 abstentions, l'Assemblée générale a décidé "de créer le Fonds d'équipement des Nations Unies... en tant qu'organe de l'Assemblée générale, fonctionnant comme une organisation autonome dans le cadre des Nations Unies". Cette résolution contient des dispositions régissant le fonctionnement du Fonds, selon lesquelles le Fonds a pour objectif d'assister les pays en voie de développement dans le développement de leur économie en complétant les ressources existantes en matière d'aide à l'équipement au moyen de dons et de prêts, en particulier de prêts à long terme sans intérêt ou à faible intérêt. L'assistance du Fonds doit être d'une nature et d'une forme répondant aux vœux des bénéficiaires et ne doit s'accompagner d'aucune condition inacceptable pour eux, qu'elle soit politique, économique, militaire ou autre.

Les dépenses d'administration sont imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, alors que les dépenses relatives aux activités opérationnelles sont couvertes au moyen des contributions volontaires versées en espèces ou en nature par les gouvernements participants. On peut également faire appel à des contributions volontaires provenant de sources autres que les gouvernements.

En ce qui concerne les formes d'assistance, le Fonds d'équipement consent des dons et des prêts; les prêts consentis sont accordés pour une longue période, à un taux d'intérêt bas ou sans intérêt et, généralement, à des conditions qui supportent avantageusement la comparaison avec celles des prêts consentis par d'autres institutions internationales de crédit.

L'organe principal du Fonds d'équipement est un Conseil d'administration composé des représentants de vingt-quatre Etats, qui a qualité pour approuver en dernier ressort les demandes de dons et de prêts qui lui sont soumises par le Directeur général. Les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale pour trois ans, eu égard à une représentation équitable des pays économiquement développés, d'une part, compte dûment tenu de leur contribution au Fonds d'équipement, et aux pays en voie de développement, d'autre part, compte tenu pour ces derniers de la nécessité d'une répartition géographique équitable. Le plus

naut fonctionnaire est le Directeur général, qui est nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sa nomination étant confirmée par l'Assemblée générale pour quatre ans, à compter du 1^{er} janvier 1968. Le Directeur général a la responsabilité d'ensemble des opérations du Fonds et il exerce ses fonctions sous l'autorité générale du Conseil d'administration.

La première conférence d'annonce de contributions à laquelle les Etats Membres annonceront le montant de leurs contributions au Fonds d'équipement sera convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pendant la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, en 1967.

4. — Planification et projections du développement

La version préliminaire d'une étude intitulée "L'application des plans de développement: problèmes et expérience", qui formera la première partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1966*, a été présentée à la quarante-troisième session du Conseil économique et social. Les quatre premiers chapitres de cette étude traitent de quelques aspects de l'application des plans dans les pays en voie de développement; parmi les sujets traités figurent notamment quelques conditions nécessaires pour la bonne exécution de plans, le rôle du budget dans l'exécution des plans, certains problèmes d'application dans le secteur privé de l'économie, et l'expérience récemment acquise en matière d'application des plans. Ces chapitres sont suivis d'une étude comparée de quelques aspects de l'exécution des plans dans les pays à économie planifiée, qui examine notamment les conditions générales nécessaires à l'exécution efficace des plans, la planification financière et les problèmes posés par l'élaboration et l'exécution des projets d'investissement.

Un certain nombre de documents et de notes sur l'application des plans, les projections du déficit dans les pays en voie de développement, la Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que sur quelques-unes des principales activités des organismes des Nations Unies en matière de planification et de projections du développement ont été préparés à l'intention du Comité de la planification du développement, à sa deuxième session. Outre un certain nombre de documents présentés par des membres du Comité, cette documentation comportait notamment six documents établis par le Secrétariat au Siège de l'Organisation, un par le secrétariat de la CEPAL et un par l'Institut latino-américain de planification économique et sociale.

Dans son rapport au Conseil sur sa deuxième session, le Comité de la planification du développement a passé en revue l'expérience acquise et les problèmes qui se sont posés au cours de l'exécution des plans, notamment en Amérique latine, et il a formulé un certain nombre de recommandations. Il a également fait certaines suggestions quant à l'élaboration de directives et de propositions pour la prochaine Décennie du développement et pour le programme de travaux futurs dans le domaine de la planification et des projections du développement.

Le deuxième cycle d'études interrégional sur la planification du développement a eu lieu à Amsterdam en septembre 1966. L'objet de ses débats a été "La planification de l'investissement de ressources internes et externes". Le rapport sur le premier cycle d'études interrégional de cette série, qui s'est tenu à Ankara, a été publié. On trouvera dans ce rapport, intitulé

Planification du secteur extérieur: méthodes, problèmes et politiques, un résumé des débats du cycle d'études ainsi que les principaux documents des consultants, qui ont servi de base aux discussions. Le premier cycle d'études interrégional sur les projections économiques à long terme de l'économie mondiale s'est déroulé à Elsenør (Danemark), en août 1966. Il a étudié les aspects par secteur de projection de l'économie mondiale. Les cycles d'études interrégionaux sur la planification et les projections du développement sont des rencontres destinées à permettre aux planificateurs de divers pays d'échanger leurs renseignements et leurs opinions.

5. — Le budget, instrument de programmation pour le développement économique

Pendant l'année considérée, on a publié le *Manuel d'établissement des budgets-programmes et des budgets de réalisation* et un manuel intitulé *Le budget d'Etat et la planification économique dans les pays en voie de développement*. Ces publications ont également été présentées comme documents de travail du quatrième Cycle d'études interrégional sur les problèmes de classification et de gestion budgétaires, qui a été organisé à Bangkok, du 22 août au 2 septembre 1966, à l'intention des pays de la région de la CEAEO. Les premières versions de ces publications ont également été étudiées à l'occasion de différents cycles d'études régionaux et du premier cycle d'études interrégional. Les versions publiées tiennent compte des observations formulées au cours de ces réunions par les experts des pays en voie de développement.

D'importants travaux ont été entrepris en préparation du deuxième Cycle d'études interrégional sur les problèmes de politique et de gestion budgétaires dans les pays en voie de développement, qui doit se tenir à Copenhague du 4 au 16 septembre 1967. Ce cycle d'études examinera surtout les problèmes de la comptabilité publique, les rapports entre l'établissement des budgets et la planification annuelle, et la rentabilité des dépenses publiques. A cet égard, on a achevé un projet de manuel de comptabilité publique, qui doit être présenté à cette réunion, et rédigé un certain nombre de documents sur les deux autres sujets.

L'établissement de statistiques des finances publiques se poursuit sur une base permanente. L'*Annuaire statistique des Nations Unies pour 1966* contenait, comme les années précédentes, des renseignements sur les principaux chefs de dépenses et de recettes publiques, ainsi que sur la dette publique. L'*Annuaire pour 1966* donne des renseignements sur 71 pays. Depuis l'édition de 1958, on a remanié le classement des données pour 43 pays selon une classification économique complétée par d'importants postes de dépenses publiques, ce qui reflète les progrès réalisés par les gouvernements en matière de reclassification des opérations de l'Etat.

Les activités d'assistance technique en matière de budget témoignent de l'importance accrue que les gouvernements accordent à l'amélioration de la gestion budgétaire et financière et à l'introduction de méthodes pour l'établissement de budgets-programmes et de budgets de réalisation, notamment en vue d'établir des liens plus étroits entre les plans de développement économique et le budget de l'Etat. A cet égard, on a également reconnu la nécessité d'améliorer les méthodes de comptabilité publique. L'importance accordée à l'établissement des budgets-programmes et des budgets de réalisation se mesure au nombre croissant de demandes

d'assistance technique que l'on reçoit dans ce domaine. En Amérique latine, l'Equateur, le Panama, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela ont bénéficié d'une assistance de cette nature. Parmi les autres pays qui en ont également bénéficié figurent Ceylan et le Soudan. En matière de comptabilité publique, l'Algérie, la Barbade, le Burundi, le Cambodge, la Colombie, le Congo (Brazzaville), l'Ethiopie, la Guinée, Malte, le Nigéria, la République du Viet-Nam et le Rwanda ont reçu l'assistance d'experts. En Somalie et au Soudan, des équipes d'experts fournissent une assistance étendue pour améliorer les pratiques budgétaires et comptables. On continue à fournir une assistance dans tous ces domaines à la République démocratique du Congo. Le conseiller interrégional pour les questions budgétaires et comptables s'est rendu à la Jamaïque et en Irak pour donner des avis aux gouvernements de ces pays en vue d'améliorer leurs méthodes budgétaires et financières, notamment en relation avec les plans de développement et leur application, et de modifier les systèmes de comptabilité pour répondre à ces besoins particuliers.

6. — Application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées

A sa quarante et unième session, le Conseil économique et social a étudié le troisième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Le Conseil a adopté la résolution 1155 (XLI) dans laquelle il s'est félicité de la proposition du Comité consultatif visant à établir un plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement et a approuvé les objectifs de ce plan. Le Conseil a prié instamment les organismes des Nations Unies, les gouvernements des Etats Membres, les groupements scientifiques et techniques et autres organismes intéressés d'examiner en priorité le troisième rapport du Comité consultatif; il a invité les institutions intéressées des Nations Unies à établir, pour le 1^{er} janvier 1968, et à soumettre à l'examen du Comité consultatif, des états détaillés indiquant la mesure dans laquelle leurs programmes et activités actuels ou prévus visent à intensifier et accélérer la réalisation des objectifs du plan; a invité le PNUD, la BIRD et les institutions qui s'y rattachent, ainsi que les institutions régionales de financement du développement, à étudier les moyens de dégager de nouvelles ressources pour satisfaire les demandes des pays en voie de développement concernant l'assistance pour les projets relatifs à l'application de la science et de la technique au développement, et a recommandé aux gouvernements qui exécutent des programmes d'aide bilatéraux de tenir pleinement compte des besoins d'assistance des pays en voie de développement dans le domaine de la science et de la technique et de fournir l'assistance nécessaire dans le cadre du plan d'action mondial. Le Conseil a invité le Comité consultatif à réduire à nouveau la liste des problèmes prioritaires pour lesquels il avait recommandé de lancer une "offensive concertée" et a approuvé l'opinion exprimée par le Comité consultatif selon laquelle il doit se concentrer sur les activités qui se rapportent directement à des problèmes concrets d'importance majeure. Le Conseil a également prié le Comité consultatif d'examiner aussitôt que possible le problème de la détermination des dépenses consacrées par les organismes des Nations Unies à l'application de la science et de la technique au développement.

Le premier mandat de trois ans des membres du Comité consultatif étant venu à son terme à la fin de

1966, le Conseil a prorogé à sa quarante et unième session le mandat des membres du Comité pour une nouvelle période de trois ans se terminant à la fin de 1969. L'un des membres du Comité, M. Abba Eban, a offert sa démission à cause de la charge que lui imposaient ses autres activités; à la reprise de sa quarante et unième session et sur recommandation du Secrétaire général, le Conseil a nommé M. Alexander Keynan en remplacement de M. Eban pour la durée du mandat restant à courir.

Le Comité consultatif a tenu sa sixième session à Rome, du 17 au 28 octobre 1966, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Au cours de cette session, le Comité consultatif a passé en revue ses activités des trois années précédentes et est parvenu à la conclusion que, tout en poursuivant ses études d'ensemble, il devait aussi examiner en détail certains sujets importants relevant de l'application de la science et de la technique au développement et qu'il avait définis dans ses précédents rapports. Le premier problème que le Comité consultatif a identifié et étudié à sa sixième session a porté sur la production et la consommation de protéines comestibles. A sa sixième session, le Comité a commencé à étudier en détail deux autres problèmes: les ressources naturelles, et certains aspects de l'enseignement des sciences. Le Comité a eu l'occasion d'examiner les problèmes que posent la mise au point et l'examen des états que les institutions des Nations Unies doivent établir conformément à la résolution 1155 (XLI) du Conseil économique et social. Tirant parti du fait que la session se tenait au siège de la FAO, le Comité consultatif a passé en revue et étudié les programmes de la FAO qui présentaient un intérêt pour lui.

Le Comité consultatif a décidé qu'il présenterait à l'avenir au Conseil un rapport succinct donnant un aperçu de ses activités au cours de l'année considérée, et qu'il établirait, selon que de besoin, des rapports distincts sur les questions de fond, qui seraient soumis au Conseil dès qu'ils seraient prêts. Le Comité n'a pas adopté de rapport sur les travaux de sa sixième session; il a préféré adopter à son propre usage un bref compte rendu. Il a décidé en outre de tenir sa septième session à New York au cours du premier semestre de 1967, sa huitième session au siège de l'UNESCO au cours du second semestre de 1967, et sa neuvième session au cours du premier semestre de 1968 en un lieu qui sera fixé ultérieurement.

Le Comité consultatif a tenu sa septième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 1^{er} au 5 mai 1967. Cette session a été surtout consacrée à l'examen de deux questions de fond, à savoir la production et la consommation de protéines comestibles, et les ressources naturelles. La septième session a été marquée par l'adoption à l'unanimité d'un rapport d'ensemble contenant des propositions en vue d'accroître la production et la consommation de protéines comestibles dans les pays en voie de développement. Ce rapport, intitulé *Alimentation de la population mondiale en expansion: recommandations en vue d'une action internationale pour écarter la menace d'une crise des protéines*, est le premier d'une série qui traitera des problèmes particuliers méritant de faire l'objet d'une offensive concertée de la part de la communauté internationale; il sera soumis au Conseil à sa quarante-troisième session.

Outre ces deux sujets, le Comité consultatif a également étudié des questions liées à ses activités régionales et des problèmes qui devront faire l'objet d'un examen futur, notamment le plan d'action mondial, la déter-

mination des dépenses consacrées à la science et à la technique, l'enseignement des sciences, la pollution, des études sur le transfert des connaissances techniques d'entreprise à entreprise, la conservation et l'amélioration du milieu naturel, la collaboration internationale en matière de science et de technique et le programme de publication du Comité. Le Comité consultatif a également entendu divers exposés sur les politiques et les activités de la Division des ressources et des transports de l'Organisation des Nations Unies et sur celles de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, qui vient d'être créée. En ce qui concerne ses futures sessions, le Comité a confirmé qu'il tiendrait sa huitième session au siège de l'UNESCO, à Paris, du 13 au 24 novembre 1967, et il a décidé de tenir deux sessions en 1968, l'une au printemps, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, l'autre à l'automne, à l'invitation de l'AIEA, au siège de cette agence, à Vienne.

Ainsi qu'il l'avait fait pour sa sixième session, le Comité a préparé et adopté un bref compte rendu des débats de sa septième session.

Les groupes régionaux du Comité consultatif pour l'Amérique latine et l'Afrique ont tenu leur seconde réunion respectivement à Santiago, du 27 février au 1^{er} mars 1967, et à Addis-Abéba, du 9 au 18 mars 1967. Tous deux ont examiné les aspects régionaux des questions de fond inscrites à l'ordre du jour du Comité à ses septième et huitième sessions, ainsi que les activités régionales des institutions spécialisées, et ont étudié le cas des instituts de recherche et de développement de leur région qui tendaient à périr et qui méritaient d'être remis en service. Le Comité consultatif a étudié les rapports de ces deux groupes régionaux à sa septième session.

Au cours de la période considérée, le Sous-Comité de la science et de la technique du Comité administratif de coordination a tenu trois sessions. Pendant la sixième session du Comité consultatif, il s'est réuni à Rome où il a étudié les dispositions à prendre pour préparer le rapport sur les protéines et les états à établir par les institutions spécialisées et l'AIEA conformément à la résolution 1155 (XLI) du Conseil économique et social, ainsi que la portée et les méthodes qui conviendraient pour l'étude sur les dépenses consacrées par l'Organisation des Nations Unies à la science et à la technique. La deuxième réunion du Sous-Comité a eu lieu à Genève les 18 et 19 janvier 1967 et a été surtout consacrée à un examen plus détaillé des questions relatives à la préparation des états à établir par les institutions en application de la résolution 1155 (XLI). Le Sous-Comité s'est réuni pour la troisième fois le 26 avril 1967, immédiatement avant l'ouverture de la septième session du Comité consultatif. L'ordre du jour de cette réunion comportait notamment la détermination des dépenses consacrées par les institutions des Nations Unies à l'application de la science et de la technique au développement, les ressources naturelles, et le rapport d'un groupe spécial d'experts sur les protéines.

A sa quarante-deuxième session, le Conseil économique et social a étudié le quatrième rapport du Comité consultatif, portant sur ses activités au cours du second semestre de 1966.

7. — Les brevets et le transfert des connaissances techniques

L'expérience pratique que les pays en voie de développement ont acquise en ce qui concerne l'efficacité et le coût des connaissances techniques et scientifiques

avancées, protégées ou non par des brevets, est examinée dans une série de monographies par industrie et par pays établies comme suite à la résolution 2091 (XX) de l'Assemblée générale et à une demande du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Un rapport d'activité sur les modalités du transfert des techniques d'exploitation aux pays en voie de développement, énonçant les conditions et les plans d'application des monographies, a été soumis au Comité consultatif à sa septième session et au Conseil économique et social à sa quarante-deuxième session.

Les monographies pilotes doivent permettre d'examiner en détail la nature, le fonctionnement, le coût et les effets des arrangements directs conclus pour le transfert des connaissances administratives et techniques entre les entreprises (publiques ou privées) des pays développés et des pays en voie de développement. Les études sont entreprises par le Service des questions fiscales et financières du Département des affaires économiques et sociales, en collaboration avec l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies. Sur la base d'une enquête préliminaire et d'un certain nombre de missions sur le terrain, des plans pour l'application des monographies dans deux pays, le Brésil et le Mexique, ont été établis en collaboration avec le Programme commun d'intégration du développement industriel, l'Institut latino-américain de planification économique et sociale et la Banque interaméricaine de développement.

Le 26 mai 1967, le Conseil économique et social a adopté à l'unanimité la résolution 1201 (XLII) dans laquelle il prie le Secrétaire général d'exécuter rapidement les monographies par pays relatives aux modalités du transfert de connaissances techniques aux pays en voie de développement et de renforcer les activités connexes d'assistance technique.

Les pays en voie de développement ont attaché une importance particulière au coût effectif de l'acquisition des connaissances techniques étrangères ainsi qu'aux mesures visant à le réduire. Un questionnaire a été distribué à ce sujet par le Secrétaire général aux gouvernements ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées. Les réponses qui y seront faites aideront le Secrétaire général lorsqu'il étudiera les moyens éventuels de réduire le coût de l'acquisition et de l'utilisation pratique des connaissances techniques étrangères.

Dans le domaine de la législation et de l'administration de la propriété industrielle, deux projets ont été entrepris sur la base du rapport du Secrétaire général sur *Le rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays en voie de développement* et comme suite à la résolution 2091 (XX) de l'Assemblée générale: l'un porte sur la création de centres régionaux de coopération en matière de brevets, l'autre sur un institut central de formation pour l'administration de la propriété industrielle. Le premier projet est destiné à permettre aux gouvernements des pays en voie de développement d'une même région de grouper leurs ressources afin d'examiner les demandes d'enregistrement des brevets. Quant à l'institut de formation, il fournira des moyens spéciaux de formation destinés aux fonctionnaires s'occupant de l'administration de la propriété industrielle.

8. — Conséquences économiques et sociales du désarmement

A sa quarante et unième session, le Conseil économique et social, dans la résolution 1154 (XLI) sur la

documentation, a approuvé la proposition du Secrétaire général tendant à ce que les rapports concernant les conséquences économiques et sociales du désarmement soient à l'avenir présentés au Conseil tous les deux ans, à moins que des faits nouveaux n'exigent une fréquence plus grande. Le 6 décembre 1966, l'Assemblée générale a pris note de cette décision avec approbation dans la résolution 2171 (XXI).

9. — Etablissement et diffusion de renseignements statistiques de base

A sa quatorzième session, qui s'est tenue à Genève du 10 au 20 octobre 1966, la Commission de statistique s'est consacrée à l'examen de trois questions: les programmes de recensement mondial de la population et de l'habitation en 1970, la coordination des activités statistiques et les comptes et bilans nationaux.

La Commission a adopté des recommandations finales pour les recensements de la population et de l'habitation en 1970, soulignant qu'ils contribueraient à permettre de mieux rassembler, collationner, analyser et diffuser les renseignements statistiques nécessaires pour mesurer les progrès atteints dans la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. A sa quarante-deuxième session, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1215 (XLII) concernant la mise en œuvre de ces recommandations.

La Commission a approuvé une proposition tendant à créer un comité de coordination des activités statistiques qui mettrait en relation les principaux statisticiens des diverses organisations internationales. Dans sa résolution 1214 (XLII), le Conseil a pris note de cette proposition et a prié le Secrétaire général d'établir un rapport pour le Comité.

La Commission a examiné une proposition concernant l'extension et la révision du système de comptabilité nationale des Nations Unies. Une révision de cette proposition, comprenant notamment des chapitres supplémentaires sur la comptabilité nationale à des prix constants et l'analyse des entrées et sorties, doit être examinée par les services de statistique nationaux et étudiée au cours de réunions régionales.

A sa treizième session, en 1965, la Commission a estimé qu'il y avait lieu de revoir à fond la Classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique (CITI), étant donné les changements de structure intervenus dans les économies nationales et les grands progrès réalisés dans les travaux statistiques, à l'échelon national comme à l'échelon international, depuis 1958, date à laquelle a paru la première révision de la CITI. Une deuxième révision a donc été entreprise en 1966.

Des centres nationaux et internationaux de formation à long terme dans le domaine de la statistique ont été mis en service en Afrique au cours de la période 1961-1967 avec l'assistance des Nations Unies. Ces centres sont situés au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, au Ghana, au Maroc et en République-Unie de Tanzanie. Outre la formation à long terme fournie dans ces centres, les activités suivantes de formation à court terme ont été menées à bien: un cycle d'études sur les statistiques et les programmes du logement destiné à l'Afrique, qui s'est tenu du 1^{er} au 16 septembre 1966 à Copenhague; un cycle d'études sur les recensements et les enquêtes par sondage concernant le secteur de la distribution, qui s'est tenu du 19 au 30 septembre 1966 à Bangkok; un cycle d'études latino-américain sur les statistiques industrielles, organisé en collaboration avec

l'Institut interaméricain de statistique, qui s'est tenu du 7 au 16 décembre 1966 à Quito; un cycle d'études asiatiques sur les statistiques industrielles, qui a commencé le 12 juin 1967 à Bangkok.

Les deux premiers conseillers interrégionaux en statistique ont occupé leur poste en février 1967; l'un est un conseiller en statistiques démographiques et sociales et l'autre en méthodes faisant appel aux ordinateurs.

Le Secrétariat a continué de rassembler et de publier des statistiques indiquant les principales caractéristiques économiques et sociales de l'ensemble du monde, des régions et des pays. Outre les publications régulières fournissant des données périodiques — *Annuaire statistiques*, *Annuaire démographique*, *Annuaire de statistiques des comptabilités nationales*, *Yearbook of International Trade Statistics*, *World Trade Annual* et *Supplement*, *World Energy Supplies*, *Commodity Trade Statistics*, *Population and Vital Statistics Report*, *Bulletin mensuel de statistiques* —, on a publié au cours de l'année: *Enquête par sondage d'intérêt actuel*; *Statistical Notes*; *World Weights and Measures (Handbook for Statisticians)*; *Principles and Recommendations for the 1970 Population Censuses*; *Principles and Recommendations for the 1970 Housing Censuses*; *Methods of Estimating Housing Needs*; *Growth of World Industry, 1953-1965*. Cette dernière publication, qui est une édition révisée et mise à jour de *La Croissance de l'industrie mondiale, 1938-1961: tableaux par pays*, fournit un recueil complet des résultats du Programme mondial (1963) des statistiques industrielles de base. Plus de 90 pays ont participé à ce Programme et la plupart d'entre eux sont représentés dans la nouvelle publication. Une section spéciale fournit des statistiques de la production de produits de base portant sur 27 pays industrialisés et une sélection d'environ 200 produits industriels.

B. — Mise en valeur et utilisation des ressources humaines

Dans sa résolution 1090 A (XXXIX), le Conseil économique et social demandait un rapport sur les mesures propres à intensifier l'action concertée menée par l'Organisation des Nations Unies et les institutions qui s'y rattachent dans le domaine de la formation de personnel national pour le développement économique et social des pays en voie de développement. Les travaux préparatoires en vue de la rédaction de ce rapport ont été confiés à un groupe de travail intersecrétariats comprenant des représentants de toutes les organisations intéressées rattachées à l'ONU. Le projet de rapport a été examiné par le Sous-Comité de l'enseignement et de la formation professionnelle du Comité administratif de coordination et a été soumis à la session d'avril du CAC.

De l'avis général, le rapport doit viser essentiellement à récapituler brièvement les efforts faits par les organismes des Nations Unies dans les différents domaines se rapportant à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines, à mesurer ces efforts au regard des besoins, à mettre en relief le fait qu'au niveau national on se rend de plus en plus compte de la nécessité d'entreprendre une action concertée et coordonnée pour mobiliser et orienter de façon efficace les ressources disponibles, et à montrer comment une action concertée des institutions internationales pourrait aider les gouvernements à entreprendre une action coordonnée.

Le rapport, qui est présenté au Conseil à sa quarante-troisième session, porte essentiellement sur les problèmes particuliers aux pays en voie de développement, les efforts des organismes compétents pour faire face à ces problèmes, les difficultés que l'on a eu à affronter et l'orientation envisagée pour l'intensification de l'action concertée sur le plan international. On appelle principalement l'attention sur certaines questions, par exemple, sur la nécessité d'une formation à différents niveaux, sur "l'exode des compétences", sur les méthodes et les possibilités d'évaluation de la main-d'œuvre et de la planification de l'emploi, en particulier dans les cas où les données statistiques sont insuffisantes. Il y a eu une collaboration étroite avec les commissions économiques régionales et avec le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth en ce qui concerne l'élaboration des propositions relatives à l'intensification de l'action internationale.

1. — Réforme agraire

Le principal fait saillant dans ce domaine au cours de l'année écoulée a été la Conférence mondiale de 1965 sur la réforme agraire, organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies et la FAO en collaboration avec l'OIT, qui s'est réunie à Rome du 20 juin au 2 juillet, au siège de la FAO. Les problèmes relatifs au régime foncier et aux réformes structurelles, les aspects sociaux et économiques de la réforme agraire et les questions d'administration, de financement et de formation du personnel de la réforme agraire ont été étudiés au sein de trois groupes de travail. Plutôt que d'arriver à des conclusions formelles et de formuler des recommandations, le but était de permettre l'échange de données d'expérience. La Conférence a confirmé que les défauts de la structure agraire constituent un obstacle réel au progrès économique et social et qu'un développement satisfaisant ne se conçoit pas sans une réforme agraire globale. Elle a également souligné qu'il faut prévoir des services sociaux et un équipement d'infrastructure adéquats si l'on veut que les bénéficiaires du programme de redistribution des terres profitent réellement des changements survenus dans leur statut foncier. La Conférence a reconnu le rôle important joué par les coopératives dans le succès des programmes de réforme agraire, la nécessité d'une large participation de la population à la planification et l'exécution de ces programmes ainsi que le rôle du développement communautaire dans la réforme agraire. On s'est particulièrement attaché aux questions de la planification de la réforme agraire et de l'évaluation des mesures de réforme.

Une résolution adoptée à l'unanimité par la Conférence a recommandé de poursuivre l'action internationale, et en particulier d'organiser des cycles et groupes d'études régionaux, de fournir une assistance directe aux gouvernements qui en font la demande, et de renforcer les programmes de recherches et de publications.

Des experts envoyés sur place ont continué de fournir des conseils sur la colonisation rurale et sur des sujets connexes et une étude sur l'application des méthodes du développement communautaire à la colonisation rurale a été publiée en juin 1966.

2. — Développement régional et communautaire

A la suite de la publication du *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965*, qui soulignait l'importance de la participation de la population à la planification et à la mise en œuvre du développement, les acti-

vités de recherche comme les activités pratiques dans le domaine du développement régional et communautaire ont continué d'être axées sur la participation de la population au développement par la mise en place et la planification d'institutions à l'échelon local ainsi qu'à la mise en œuvre effective des plans. Des études sur les problèmes et les méthodes de mise en place d'institutions pour le développement rural ainsi que sur la participation locale à la planification sont en voie d'achèvement. Les services d'experts de l'assistance technique, particulièrement dans les pays d'Asie et d'Afrique, sont de plus en plus recherchés pour renforcer les administrations locales, et l'Organisation des Nations Unies a participé à un cycle d'études national sur le développement communautaire et les autorités locales, qui s'est tenu en décembre 1966 au Cameroun occidental. Dans d'autres pays, par exemple au Pérou et au Venezuela, la population à l'échelon local est davantage intéressée à la mise en œuvre des plans nationaux.

Une autre tendance s'est fait jour au cours de l'année passée, à savoir un intérêt accru pour le développement régional, dans le contexte des régions situées à l'intérieur d'un pays plutôt que de régions qui englobent un certain nombre de pays. De nombreux gouvernements adoptent actuellement le développement régional comme politique nationale et comme complément à la planification nationale. Faisant suite à la demande de la Commission des questions sociales et du Conseil économique et social, des missions d'experts nommés par l'Organisation des Nations Unies ont engagé des consultations avec diverses autorités nationales en ce qui concerne des projets régionaux que les gouvernements intéressés avaient proposés au titre d'un nouveau programme de recherche et de formation dans le domaine du développement régional entrepris conformément aux résolutions 1086 C (XXXIX) et 1141 (XLI) du Conseil. Les experts ont procédé à des consultations avec les institutions spécialisées; d'autre part, les commissions économiques régionales ont été directement associées à ces activités et ont fourni des experts pour ces missions.

On a continué à reconnaître de plus en plus la nécessité d'avoir du personnel qualifié dans le domaine des techniques et principes du développement communautaire; l'on demande en particulier à de nombreux experts nationaux de fournir des conseils en matière de formation, comme c'est le cas pour les experts nommés au Centre d'éducation de base des Etats arabes, en République arabe unie, et au Centre régional d'éducation de base de l'Amérique latine, au Mexique. Le Centre de formation et de recherche appliquée en matière de développement communautaire, créé au Venezuela avec l'aide du PNUD (Fonds spécial), fonctionne maintenant de façon régulière.

Un cours régional de formation pour les administrateurs du développement communautaire, organisé conjointement par la CEAEIO et le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, a été donné à Bangkok en novembre 1966.

Pour leur part, le FISE et le Programme alimentaire mondial continuent de fournir une assistance à des projets intéressant le développement communautaire.

3. — Aspects sociaux du développement urbain et du développement industriel

A l'occasion de ses activités concernant l'urbanisation et les problèmes dont elle s'accompagne, l'ONU s'est

rendu compte qu'en cette matière les solutions fragmentaires, partielles ou sectorielles sont généralement inappropriées. Il est nécessaire d'envisager la question sous tous ses angles, notamment du point de vue démographique, économique et social et sous l'angle du logement et de la planification physique. En outre, il faut chercher ces solutions non seulement dans le cadre de la planification urbaine, mais aussi dans le cadre des politiques et de la planification du développement régional et national.

En 1965 et 1966, un certain nombre de réunions régionales et interrégionales ont été organisées en collaboration avec les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales, afin d'examiner des questions touchant d'une façon générale aux problèmes sociaux de l'urbanisation et de l'industrialisation. A sa troisième session, le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a inscrit à son programme de travail la préparation de monographies sur les politiques de décentralisation visant à résoudre les problèmes sociaux, économiques et physiques de l'urbanisation et à établir des normes pour la réinstallation des squatters. Le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification et la CEAEIO ont organisé conjointement un Cycle d'études sur la planification du développement urbain et régional, notamment en ce qui concerne les zones métropolitaines, les villes nouvelles et les politiques foncières, qui s'est tenu à Nagoya (Japon) en octobre 1966. Un document de base préparé par le Centre et intitulé *Selected conclusions and recommendations on regional and metropolitan planning, new towns and land policy* a donné un aperçu des principales questions soulevées au cours de réunions sur l'urbanisation tenues antérieurement sous les auspices des Nations Unies. Du 24 octobre au 4 novembre 1966 s'est tenu à Pittsburgh un Cycle d'études sur l'urbanisation dans la politique et la planification du développement, organisé par l'ONU en collaboration avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. A sa dix-huitième session, la Commission était saisie d'un rapport sur les faits marquants et les conclusions principales de ce Cycle d'études; la Commission a suggéré qu'il serait utile d'envoyer ce rapport au Colloque international sur le développement industriel, qui est prévu pour décembre 1967. Le problème général de la politique industrielle, qui sera examiné dans le cadre de ce Colloque, fournira notamment l'occasion d'étudier la question de l'infrastructure sociale du développement industriel.

A sa dix-neuvième session, la Commission sera saisie d'un programme de travail sur les aspects sociaux de l'industrialisation, qui est établi en collaboration avec l'ONUDI et les institutions spécialisées et qui vise à aider les gouvernements à faire face aux phénomènes sociaux influant sur l'industrialisation afin de faciliter le processus et de parer à ses effets inopportuns.

4. — Services de protection sociale

Sur la recommandation de la Commission des questions sociales, le Conseil économique et social a adopté à sa quarante et unième session la résolution 1140 (XLI) concernant le projet de Conférence des ministres responsables de la protection sociale. Le Conseil a pris note de l'accueil positif réservé par les gouvernements aux consultations engagées par le Secrétaire général conformément à la résolution 1086 F (XXXIX) du Conseil en ce qui concerne les avantages du projet. En conséquence, le Conseil a prié le Secré-

taire général de poursuivre l'élaboration des plans en vue de réunir la Conférence en 1968, sous réserve des dispositions du paragraphe 5 de la résolution 2116 (XX) de l'Assemblée générale. Il a décidé que la Conférence devrait être consacrée à l'examen du rôle du programme de protection sociale dans le développement national; que les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'AIEA seraient invités à se faire représenter par le Ministre ou une autre personnalité officielle responsable de la protection sociale, accompagné, si possible, des conseillers principaux appropriés; que les institutions spécialisées intéressées, le FISE, le Programme alimentaire mondial et les commissions économiques régionales seraient invités à participer à la Conférence, et que les principales organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et qui s'occupent de protection sociale seraient invitées à envoyer des observateurs. Le Conseil a autorisé en outre le Secrétaire général à constituer un comité préparatoire aux travaux duquel les institutions spécialisées intéressées seraient invitées à participer.

A sa dix-huitième session, en 1967, la Commission du développement social a examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration sur les droits de l'enfant, sur la base d'un rapport établi par le Secrétaire général. La Commission s'est félicitée de l'élargissement des activités des Nations Unies concernant la jeunesse et le développement national et a approuvé les propositions du Secrétaire général tendant à renforcer davantage le programme de travail dans ce domaine, en collaboration étroite avec les institutions spécialisées intéressées.

En examinant son programme de travail pour la période allant de 1966 à 1970, la Commission a approuvé les propositions du Secrétaire général tendant à ce que les programmes de protection sociale en faveur des familles, des communautés et des groupes spéciaux portent essentiellement sur la planification et l'administration de la protection sociale, comprenant une étude comparative des structures de l'organisation et de l'administration de la protection sociale, effectuée sur la base de monographies par une réunion interrégionale d'experts qui se tiendra en août 1967; sur les activités dans le domaine de la protection de la famille, de la jeunesse et de l'enfance, comprenant l'examen des aspects des programmes d'action dans le domaine démographique qui intéressent la protection sociale; et sur la formation du personnel de protection sociale, notamment une étude des nouvelles méthodes et expériences en matière de formation du personnel de protection sociale à tous les échelons et l'établissement de la cinquième étude internationale sur la formation du personnel de protection sociale, qui sera terminée en 1969. L'expansion des travaux techniques en ce qui concerne les activités opérationnelles, en particulier en collaboration avec le FISE, devrait se poursuivre.

Une assistance a été fournie aux gouvernements sous forme d'experts, de bourses, de cycles d'études et de groupes d'experts. Quatre réunions sur la protection sociale ont été organisées par la Division des affaires sociales de l'Office des Nations Unies à Genève dans le cadre du programme européen de développement social. Ces réunions ont consisté en deux cycles d'études consacrés au rôle et à la formation des agents bénévoles de protection sociale, qui se sont tenus en 1965 en République fédérale d'Allemagne et en 1967 au Royaume-Uni, en un cycle d'études sur la planification et la

coordination des programmes de protection sociale à l'échelon local, qui s'est tenu en 1966 en Norvège, et en un groupe de travail sur les familles socialement démunies, qui s'est tenu en 1967 aux Pays-Bas. Un cours de formation pour instructeurs et superviseurs des travailleurs sociaux a été organisé en 1966 en Thaïlande par la CEAEIO.

Dans sa résolution 1086 J (XXXIX), le Conseil économique et social a appelé l'attention sur les besoins et le rôle de la jeunesse dans le développement national et demandé à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées de contribuer, par leurs conseils et leur aide, aux efforts déployés par les gouvernements afin de satisfaire ces besoins et de permettre à la jeunesse de participer pleinement au processus du développement. En adoptant cette résolution sur la recommandation de la Commission des questions sociales, le Conseil a lancé en fait un nouveau programme appelant une étroite coopération entre les diverses institutions. A la suite de consultations qui se sont déroulées dans le cadre du CAC, un programme d'action concertée a été élaboré en accord avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMS; il sera exécuté sous la direction générale de l'ONU.

Les activités ont été axées sur certains des multiples problèmes auxquels les gouvernements doivent faire face en ce qui concerne la jeunesse. Compte tenu de la résolution adoptée par le Conseil, on s'est particulièrement attaché aux mesures qui contribueraient à ouvrir aux jeunes des possibilités d'emploi et d'action au service de la communauté et à les préparer à tirer parti de ces possibilités.

On a commencé par nommer un conseiller interrégional spécialiste des politiques et des programmes en faveur de la jeunesse pour aider les gouvernements à mettre au point des plans nationaux et des projets intéressant les jeunes. Durant la phase initiale du programme, le conseiller a consacré la majeure partie de son temps à des travaux d'enquête et à des missions consultatives à court terme dans divers pays d'Asie, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine. Cette tâche a été exécutée en étroite collaboration avec les institutions spécialisées. A l'échelon régional, une étroite coopération a été maintenue avec les commissions économiques régionales, et notamment avec la CEA, qui a mis à la disposition des gouvernements les services d'un conseiller à la jeunesse. Sous les auspices du FISE et des commissions économiques régionales intéressées et en coopération avec les institutions spécialisées, des conférences régionales sur l'enfance et la jeunesse dans la planification et le développement national ont eu lieu en 1965 à Santiago et en 1966 à Bangkok, et une réunion spéciale a été consacrée au même sujet en 1966 à Addis-Abebä.

En 1966, 42 conseillers en matière de protection sociale ont été envoyés dans 30 pays, et 40 bourses ont été accordées à des ressortissants de 26 Etats Membres. Des conseillers en matière de planification, d'organisation et d'administration des services de protection sociale ont été mis à la disposition des gouvernements de 12 pays, des conseillers en matière de protection de la famille, de la jeunesse et de l'enfance ont été envoyés dans 12 pays, et des conseillers en matière de formation du personnel de protection sociale ont été mis à la disposition de 15 pays.

Dans le domaine de la réadaptation des handicapés, une assistance a été fournie aux gouvernements sous forme d'experts, de bourses et d'autres activités de

formation. Un cycle d'études international consacré aux programmes et à l'administration des grands services de réadaptation dans les pays en voie de développement s'est tenu en collaboration avec le Gouvernement danois. Trente-trois délégués de 26 pays ont participé à ces travaux. Des conseillers en matière de planification et d'organisation des programmes de réadaptation, ainsi que des conseillers s'occupant de certains domaines de spécialisation en matière de réadaptation des handicapés, ont été mis à la disposition des gouvernements de 13 pays. Des bourses portant sur la plupart des aspects de la réadaptation ont été fournies à des ressortissants de nombreux pays.

Une réunion spéciale interinstitutions consacrée à la réadaptation des handicapés s'est tenue à Genève, dans le cadre du CAC, afin d'étudier les progrès réalisés dans ce domaine par les institutions spécialisées et de prévoir l'action future.

Des monographies et des études ont été publiées en cinq langues sur plusieurs aspects de la réadaptation.

5. — Défense sociale

La politique et le programme de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la défense sociale ont fait l'objet d'une réorientation importante à la suite de l'adoption de la résolution 1139 (XLI) du Conseil économique et social dans laquelle le Conseil rappelait les principes et les objectifs des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement social et demandait que les ajustements appropriés soient apportés. Cette réorientation avait été annoncée dans la résolution 1086 B (XXXIX), où le Conseil stipulait que la prévention de la délinquance juvénile et de la criminalité des adultes devrait s'inscrire dans le cadre des plans généraux de développement économique et social; les ajustements nécessaires faisaient donc partie d'une action continue.

Du 12 au 16 décembre 1966, le Comité consultatif d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants s'est réuni au Siège afin de définir les grandes lignes du programme de travail en matière de défense sociale et de formuler les projets; le principe directeur du Comité était que le programme de travail devait dépasser le secteur étroit de la défense sociale traditionnelle et être utile au développement national. Bien que la prévention du crime et de la délinquance, grâce à la réduction de la récidive et à la prévention primaire, continue de constituer une activité importante dans le domaine de la défense sociale, l'intérêt de l'ONU devrait aller au-delà de la mise au point de programmes de traitement spécialisé destinés aux délinquants juvéniles et adultes, de la structure et de la teneur des programmes de formation du personnel de défense sociale, de la recherche ou des enquêtes de caractère étiologique, etc. Les nouvelles activités de l'Organisation devraient encourager les efforts nationaux visant à élaborer des méthodes et des plans pour prévenir et combattre la délinquance; ces méthodes et ces plans tiendraient compte de l'évolution que les efforts de développement national suscitent inévitablement dans un pays et chercheraient à réduire les effets criminogènes que cette évolution pourrait avoir.

Le programme de travail proposé par le Comité consultatif est la résultante de la thèse selon laquelle la politique de défense sociale doit être intégrée à la politique de développement national. Ce programme de travail, tel qu'il a été approuvé par la Commission du

développement social à sa dix-huitième session, en mars 1967, comprend des études sur les politiques de défense sociale dans le contexte de la planification du développement, l'évaluation des besoins en main-d'œuvre, les aspects économiques de la formation du personnel de défense sociale et la participation du public à la prévention de la délinquance et à la lutte contre ce phénomène; le programme envisage également l'expansion des activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies, en particulier des services consultatifs, et la mise en place d'instituts régionaux de défense sociale, du type de celui qui a été créé pour l'Asie et l'Extrême-Orient avec la collaboration du Gouvernement japonais.

Afin d'appuyer ce programme renforcé, le Secrétaire général fera appel aux ressources du compte spécial relatif à la défense sociale créé aux termes de la résolution 1086 B (XXXIX) du Conseil. Ce compte est administré au Siège et il semble doté de ressources suffisantes pour que le Secrétaire général commence les activités envisagées par le Comité consultatif à la fin de juin 1967. L'une de ces activités consiste à créer à Rome un institut de recherche en matière de défense sociale. D'autres activités concernent l'octroi d'une assistance technique à l'Institut de l'ONU en Asie et Extrême-Orient pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, la reprise des plans visant à créer un institut analogue pour l'Amérique latine, l'octroi d'une assistance aux instituts nationaux de défense sociale qui peuvent servir les besoins des pays de la région, et la nomination d'un conseiller interrégional en matière de défense sociale.

L'Institut d'Asie et d'Extrême-Orient pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a poursuivi son programme de formation et de recherche. Au total, soixante-six stagiaires, dont beaucoup occupaient des fonctions clefs dans des pays d'Asie, ont assisté aux cours, qui ont eu lieu entre juin 1966 et juin 1967. Dans le cadre de ses recherches, l'Institut a également achevé la révision du *Survey of juvenile delinquency in Asia and the Far East*.

Par sa résolution 1918 (XVIII), l'Assemblée générale a chargé le Secrétaire général de mener à bien une étude sur l'évolution de la situation en ce qui concerne les lois et pratiques relatives à la peine capitale et sur les nouvelles contributions de la criminologie en la matière. L'étude, établie principalement d'après les réponses des gouvernements au questionnaire qui leur avait été adressé, a été rédigée par un consultant, en coopération avec le Secrétariat, et est en cours de publication.

L'Organisation des Nations Unies a publié d'autres rapports dans le domaine de la défense sociale, notamment les cinq monographies qui ont été établies dans les cinq pays suivants: Belgique, Inde, République arabe unie, Yougoslavie et Zambie. Ces études ont été effectuées à la suite d'une directive formulée par la Commission des questions sociales à sa treizième session, qui demandait au Secrétariat d'entreprendre une série de monographies dans certains pays afin d'établir la véritable importance de l'accroissement de la délinquance juvénile et la mesure dans laquelle cet accroissement peut être dû à des facteurs d'ordre économique, social ou psychologique.

En outre, la version révisée de l'Etude comparée sur la délinquance juvénile au Moyen-Orient a été publiée en anglais et en français. Le numéro de 1966 de la *Revue internationale de politique criminelle* a été consacré aux aspects économiques de la formation dans le domaine de la défense sociale.

Le nombre des correspondants nationaux en liaison avec le Secrétariat dans le domaine de la défense sociale est passé à 163, représentant soixante-trois pays.

6. — Examen des activités de coopération technique en matière de développement social

Dans le réexamen du rôle de la Commission des questions sociales, on s'est attaché particulièrement aux activités internationales de coopération technique dans le domaine du développement social; dans sa résolution 1139 (XLI), le Conseil économique et social énonçait en effet certains principes concernant les programmes opérationnels et les travaux correspondants de la Commission du développement social. La Commission, s'étant déclarée soucieuse de voir les activités opérationnelles jouer un rôle plus important dans les efforts entrepris par les Nations Unies en faveur du développement social, a été saisie, à sa dix-huitième session, d'un rapport mettant en lumière certains des principaux problèmes et obstacles intéressant les activités de coopération technique dans ce domaine.

Après avoir longuement discuté de ces questions, la Commission du développement social a recommandé au Conseil d'adopter un projet de résolution dans lequel elle suggérerait d'examiner les activités de coopération technique dans le domaine social. A cette fin, la Commission proposait que le Secrétaire général désigne cinq rapporteurs spéciaux chargés de "procéder à un examen et à une analyse des différents programmes et méthodes utilisés par les organismes des Nations Unies en ce qui concerne le secteur social de l'assistance technique aux pays en voie de développement". Ces rapporteurs seraient désignés parmi les Etats membres de la Commission du développement social, en fonction de leur compétence personnelle et sur la base des critères de répartition géographique qui figurent au paragraphe 1 de la résolution 1147 (XLI) du Conseil. En procédant à des consultations avec les gouvernements des Etats membres, le PNUD, l'ONUDI, le FISE, les institutions spécialisées intéressées et les commissions économiques régionales, les rapporteurs spéciaux devraient formuler des recommandations sur le renforcement du rôle joué dans le développement social par les programmes de coopération technique des organismes des Nations Unies, recommandations que la Commission du développement social examinerait au plus tard à sa vingtième session. Le Conseil a adopté ce projet, qui est devenu la résolution 1227 (XLII).

C. — Mise en valeur et utilisation des ressources naturelles

ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

Dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement, l'ONU a continué à remplir les fonctions d'agent chargé de l'exécution d'un nombre considérable et croissant de projets du Fonds spécial consistant en enquêtes sur les ressources en minéraux, en eaux souterraines et en énergie, études sur la mise en valeur des bassins fluviaux et institutions techniques ou de recherche dans le domaine des ressources naturelles. Sur les soixante-six projets mentionnés dans le rapport de l'année dernière, treize sont achevés ou en voie d'achèvement. Dix nouveaux projets ont été confiés à l'ONU en juin 1966 et cinq en janvier 1967. De plus, l'ONU a fourni les services de 137 experts et octroyé 71 bourses de perfectionnement au titre des programmes d'assistance technique.

ETUDES ET RECHERCHES

Ces activités d'exécution ont représenté la majeure partie du travail de la Division des ressources et des transports dans le domaine des ressources non agricoles mais un travail non opérationnel considérable a également été entrepris.

La Division a continué à passer en revue les progrès accomplis dans le domaine du dessalement de l'eau et des nouvelles sources d'énergie et a étudié leurs applications pratiques, notamment en ce qui concerne les pays en voie de développement. Un groupe d'experts s'est réuni au Siège de l'ONU du 7 au 18 novembre 1966 afin d'examiner, d'une part, le rapport entre dimension optimale et facteur de charge dans les installations de dessalement et, d'autre part, la capacité des réservoirs nécessaires et leur coût. Une étude présentant les conclusions du groupe sera publiée dans le courant de l'année. Un questionnaire sur la pratique du fonctionnement des installations de dessalement en plusieurs points du monde a été diffusé en novembre 1966. Les renseignements obtenus sont repris dans un rapport en cours de rédaction. Un rapport d'activité sur les progrès accomplis dans le domaine du dessalement de l'eau a été soumis au Conseil économique et social à sa quarante-deuxième session. On a également rédigé à l'intention du Conseil un rapport sur l'état des travaux relatifs aux sources nouvelles d'énergie.

Un groupe de spécialistes du minerai de fer s'est réuni au Siège de l'ONU du 5 au 9 décembre 1966. On a demandé aux experts d'entreprendre une enquête sur les ressources mondiales en minerai de fer, enquête qui est actuellement en cours. Une deuxième et dernière session du groupe est prévue à Genève au cours du second semestre de 1967 dans le but de terminer l'enquête.

Une étude portant sur les petites génératrices d'énergie a été publiée en avril 1967. Les auteurs y passent en revue toutes les méthodes de production d'électricité et leur coût, en s'attachant plus particulièrement aux petites centrales qui représentent les premiers jalons de l'électrification de certains pays en voie de développement.

La coopération avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement s'est traduite notamment par la rédaction de deux études (l'une sur la concentration des minerais en zone aride et l'autre sur l'utilisation de la balle de riz pour faire des matériaux de construction et produire de l'énergie) destinées au Comité à sa sixième session, et de seize petites études sur la politique et certaines activités particulières de la Division, préparées à l'intention du Comité à sa septième session.

Cycle d'études interrégional sur l'utilisation intégrée des ressources hydrauliques

Un Cycle d'études sur l'utilisation intégrée des ressources hydrauliques s'est tenu en Union soviétique du 1^{er} au 21 août 1966, sous les auspices communs de l'ONU et du Gouvernement de l'URSS. Trente-six participants de trente-cinq pays y ont assisté et ont traité des idées et techniques modernes applicables à la mise en valeur des ressources hydrauliques dans les pays en voie de développement. Les séances officielles se sont tenues à Fergana (République socialiste soviétique d'Ouzbekistan) du 1^{er} au 9 août et ont été suivies d'un voyage d'études à des installations hydrotechniques de la vallée de la Fergana, de la rivière Koura en Azerbaïdjan et dans la région de Volgograd.

Programme d'études de cinq ans sur la mise en valeur des ressources naturelles dans les pays en voie de développement

A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné un rapport du Secrétaire général sur les résultats des consultations qu'il a engagées, conformément à la résolution 1113 (XL) du Conseil économique et social, avec un groupe d'experts et avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement au sujet d'un programme d'études de cinq ans sur la mise en valeur des ressources naturelles. Les propositions en vue du programme à long terme figuraient dans le rapport biennal du Secrétaire général sur les travaux exécutés en matière de mise en valeur des ressources non agricoles, rapport qu'il avait soumis au Conseil à sa quarantième session. Elles envisageaient neuf études d'ensemble sur les sujets suivants: ressources mondiales en minerai de fer; métaux non ferreux; certaines mines des pays en voie de développement; gisements de minerais qui peuvent exister le long des côtes des pays en voie de développement; besoins et ressources hydrauliques des pays en voie de développement qui manquent d'eau; possibilités de mise en valeur des cours d'eau internationaux; sources d'énergie géothermique qui peuvent exister dans les pays en voie de développement; ressources en schistes bitumineux; besoins des pays en voie de développement en petites génératrices d'énergie.

Par sa résolution 1127 (XLI), le Conseil a invité les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer leur opinion au sujet du programme et des possibilités de le financer et prié le Secrétaire général: 1) de consulter le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement sur les incidences du programme dans le cadre général des autres travaux relatifs aux ressources naturelles; 2) de constituer trois petits groupes de consultants qualifiés dans les domaines des ressources minérales, des ressources hydrauliques et de l'énergie, qui effectueraient une étude sur les paramètres et la portée des objectifs des études envisagées, les définitions et critères, une planification détaillée et une évaluation plus précise en ce qui concerne le calendrier et le rapport coût/profit; 3) de consulter les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées intéressées, l'AIEA et d'autres organismes compétents en ce qui concerne la planification et la mise en œuvre du programme d'études; 4) d'examiner les moyens de financer ce programme; et 5) de présenter un rapport intérimaire au Conseil, à la reprise de sa quarante et unième session, ainsi qu'un rapport complet et définitif, au plus tard pour la quarante-troisième session. Enfin, il a recommandé à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, de noter les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme d'études de cinq ans.

Les consultations ultérieures avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, ainsi que les consultations avec les commissions économiques régionales et les autres organismes des Nations Unies intéressés, ont été entreprises entre la quarante et unième session et sa reprise; un rapport sur les résultats a été soumis au Conseil à cette dernière session. Le Conseil a pris note de ce rapport intérimaire ainsi que de deux rapports dans lesquels les gouvernements font part au Secrétaire général, en réponse à sa demande, de leur opinion et de leurs observations sur le programme d'études de cinq ans.

Le programme de cinq ans a également été examiné par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

Par sa résolution 2173 (XXI), l'Assemblée a noté avec satisfaction les progrès que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, le groupe d'experts consulté par le Secrétaire général et le Conseil économique et social ont accomplis dans la mise au point d'un programme d'études à long terme dans le domaine des ressources naturelles. En outre, l'Assemblée a invité le Secrétaire général à examiner les incidences financières et techniques que pourrait avoir la préparation d'études relatives aux ressources en pétrole et en gaz naturel dans les pays en voie de développement et à soumettre des propositions concrètes à ce sujet au Conseil économique et social.

Conformément à la résolution 1127 (XLI), trois groupes de consultants ont été constitués à la fin de 1966. Les groupes se sont réunis au Siège de l'ONU aux dates suivantes: le groupe des minéraux, du 16 au 24 janvier 1967; le groupe des ressources hydrauliques, du 26 janvier au 4 février 1967, et le groupe de l'énergie, du 6 au 14 février 1967.

Un rapport final sur l'évolution du programme de cinq ans, contenant les conclusions de trois groupes de consultants ainsi qu'une analyse des problèmes soulevés par le financement du programme, a été établi pour soumission au Conseil à sa quarante-deuxième session.

Ressources de la mer

Par sa résolution 2172 (XXI), l'Assemblée générale a fait siéner la résolution 1112 (XL) du Conseil économique et social, demandant que soit effectuée une enquête sur l'état actuel de la connaissance des ressources de la mer, autres que le poisson, au-delà du plateau continental et sur les techniques propres à leur exploitation. L'Assemblée a prié le Secrétaire général — agissant en coopération avec l'UNESCO et notamment sa Commission océanique gouvernementale, la FAO et notamment son Comité des pêches, l'OMM, les autres organisations intergouvernementales intéressées et les gouvernements des Etats intéressés — d'entreprendre, outre l'enquête demandée par le Conseil, une étude complète des activités menées dans le domaine des sciences et des techniques de la mer, y compris les activités menées dans le domaine du développement des ressources minérales, par l'Organisation des Nations Unies et les institutions qui lui sont reliées et par tous autres organismes. Le Secrétaire général a également été prié de formuler des propositions tendant à assurer que les dispositions les plus efficaces soient prises en vue de l'établissement d'un programme élargi de coopération internationale destiné à promouvoir une meilleure compréhension du milieu marin, ainsi que l'exploitation et le développement des ressources de la mer, et à instituer et renforcer des programmes d'études et de formation dans le domaine des sciences de la mer. Enfin il a été prié de créer un petit groupe d'experts qui l'aideraient à préparer l'étude et les propositions; de soumettre, pour observations, étude et propositions au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement; de soumettre l'étude et les propositions, ainsi que les observations du Comité consultatif, à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

Un groupe d'experts a été créé conformément à cette résolution. Il doit se réunir en juin 1967 pour s'occuper de l'élaboration de la partie du rapport du Secrétaire général qui a trait à l'étude des activités menées dans le domaine des sciences et des techniques de la mer, et une deuxième fois au début de 1968 afin d'aider

le Secrétaire général à formuler les propositions nécessaires.

D. — Habitation, construction et planification

1. — Activités d'assistance technique

Les activités des Nations Unies dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification ont continué à se développer, notamment dans le cadre de l'élément Fonds spécial du Programme des Nations Unies pour le développement. Au 30 juin 1967, 13 projets avaient été retenus pour bénéficier d'une assistance du Fonds spécial représentant une valeur totale d'environ 15 millions de dollars (au titre des affectations de crédit du Fonds spécial), et comportant l'utilisation des services de 90 à 100 experts recrutés pour une longue durée, sans compter des consultants et des contrats de sous-traitance. En 1968, on prévoit que le Conseil d'administration sera saisi d'environ 10 projets nouveaux dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification.

Dans le cadre du programme ordinaire et de l'élément assistance technique du PNUD, y compris les fonds d'affectation spéciale, 129 experts ont donné des conseils sur différents aspects de l'habitation, de la construction et de la planification dans 57 pays et territoires. En outre, 12 experts et experts associés ont été affectés aux commissions économiques régionales (à l'exception de la CEE) et au Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth afin d'assister les gouvernements demandeurs des différentes régions en matière de problèmes relatifs à l'habitation, à la construction et à la planification. Enfin, le nombre des conseillers inter-régionaux attachés au Centre de l'habitation, de la construction et de la planification a été porté à cinq afin de répondre aux demandes croissantes d'assistance à court terme.

2. — Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a tenu sa quatrième session à Genève, du 5 au 16 septembre 1966. Parmi les questions discutées on peut citer notamment la coordination et l'organisation du programme international de l'habitation, de la construction et de la planification; le financement de l'habitation et des services collectifs; les aspects sociaux de l'habitation et du développement urbain; l'industrialisation de la construction; l'aménagement du milieu; la formation sur le plan national de cadres et de personnel qualifié dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification, en particulier pour répondre aux besoins des pays en voie de développement; le relèvement et la reconstruction à la suite de catastrophes naturelles; le programme de recherche et de formation en matière de développement régional; les travaux du Programme des Nations Unies pour le développement dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification; le programme de travail du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

Mesures prises par le Conseil économique et social

Sur la recommandation du Comité, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1221 (XLII), aux termes de laquelle il a invité le Centre de l'habi-

tation, de la construction et de la planification, les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées, les centres régionaux de l'habitation et les organisations gouvernementales et non gouvernementales intéressées à renforcer et à accroître leur coopération dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification et a prié le Secrétaire général de fournir au Comité lors de chacune de ses sessions, à partir de 1967, un rapport sur les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification.

Par sa résolution 1222 (XLII), qui a été également adoptée sur la recommandation du Comité, le Conseil a prié le Secrétaire général de donner au rapport sur le relèvement et la reconstruction à la suite de catastrophes naturelles une diffusion aussi large que possible; d'établir une liste d'experts qui seraient disponibles à bref délai pour apporter leurs conseils et leur aide dans les régions sinistrées; d'entreprendre, dans la mesure où les ressources le permettent, la préparation d'un manuel sur les catastrophes; d'accorder un rang de priorité élevé à l'octroi de bourses à des étudiants en architecture et en génie civil afin de leur permettre de faire des études spéciales sur les problèmes de conception et de construction qui se posent à propos des catastrophes, en génie parasismique et dans des domaines analogues; d'étudier la possibilité de prévoir des mesures administratives spéciales pour accélérer l'assistance technique aux pays victimes de catastrophes.

Sur la recommandation de la Commission du développement social qui a examiné, à sa dix-huitième session, le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa quatrième session, le Conseil a adopté la résolution 1224 (XLII) concernant notamment la question du logement et des installations collectives connexes à l'intention des groupes à faibles revenus. Par cette résolution, le Conseil a prié le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification d'accorder l'attention voulue à l'auto-assistance, aux coopératives, aux logements en location, au financement par des subventions de l'Etat et à l'établissement de normes appropriées pour les logements. Il a également recommandé aux gouvernements des Etats Membres d'entreprendre des programmes pilotes répondant aux besoins des pays en voie de développement et visant à améliorer les conditions de vie dans les agglomérations de squatters ou dans les taudis des zones urbaines et rurales, en s'attaquant simultanément aux conditions sociales, économiques et physiques dans ces zones.

Afin de mobiliser l'intérêt du public et d'attirer l'attention des gouvernements sur le problème du logement, le Conseil a adopté, toujours sur la recommandation de la Commission du développement social, la résolution 1223 (XLII) concernant les moyens d'appeler l'attention du public sur les problèmes sociaux et économiques aigus que posent le manque de logements adéquats et d'installations communautaires et les difficultés du développement rationnel des communautés urbaines et rurales, en particulier dans les pays en voie de développement, ainsi que sur les moyens de mobiliser les possibilités d'action pour l'exécution de programmes déterminés visant à améliorer cette situation. Le Conseil a demandé au Secrétaire général de rédiger sur ce sujet un rapport pouvant comporter des propositions de mesures pratiques et a demandé au Comité de l'habitation, de la construction et de la planification lorsqu'il examinera ce rapport, de considérer l'opportunité de proclamer une année internationale de l'habitation.

Etudes

Une étude portant sur la *Coordination modulaire dans la construction: Asie, Europe et Amérique* a été publiée. Cette étude a été effectuée dans le cadre du programme de travail approuvé par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à sa deuxième session, où il était suggéré que les activités dans le domaine de la coordination modulaire devraient être élargies de façon à faciliter le développement de l'industrie des matériaux de construction. L'étude montre où en est la coordination modulaire dans différentes régions du monde et met l'accent sur les normes approuvées par les organisations nationales chargées de la recherche dans ce domaine.

E. — Développement des services essentiels

1. — Transports, voyages et communications

DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS

Conformément à la résolution 1082 (XXXIX) du Conseil économique et social recommandant au Secrétaire général d'entreprendre un programme d'études sur le développement des transports dans les pays en voie de développement, trois études rédigées par la Division des ressources et des transports du Département des affaires économiques et sociales ont été publiées, l'année passée, à savoir: *Transports par conduites de matériaux en vrac ou conditionnés; Etude de certains aspects du système de transport des marchandises par unités de charge: application aux pays en voie de développement; The Turn-Around Time of Ships in Port.*

Les activités de coopération technique des Nations Unies dans le domaine des transports et des travaux publics connexes ont continué à augmenter. Environ 135 experts ont été affectés à divers secteurs des transports pendant l'année écoulée et 40 bourses d'études ont été octroyées. L'ONU joue également le rôle d'agent chargé de l'exécution de sept projets de l'élément Fonds spécial du PNUD relatifs aux transports.

Le septième Cycle d'études des Nations Unies sur la formation en matière de ports et de transports maritimes, auquel ont assisté 31 participants venus de 25 pays, s'est tenu en février et en mars 1967 à Lima (Pérou) et a été suivi d'un voyage d'études de trois jours en Equateur.

Le Cycle d'études interrégional des Nations Unies sur l'emploi des containers et les autres techniques de charge unitaire dans le transport du fret par modes divers a eu lieu à Londres du 1^{er} au 19 mai 1967 en collaboration avec le Gouvernement du Royaume-Uni; il a réuni 35 participants venus de 35 pays.

Le Secrétaire général a présenté au Conseil économique et social, à sa quarante-deuxième session, un rapport intérimaire sur le développement des transports dans lequel étaient examinées les activités entreprises dans ce domaine par l'ONU et d'autres organismes des Nations Unies.

CIRCULATION ROUTIÈRE

Les travaux préliminaires relatifs à la révision de la Convention de 1949 sur la circulation routière et du Protocole sur la signalisation et les marques routières se sont poursuivis.

Les projets de conventions diffusés en application de la résolution 1034 (XXXVII) du Conseil économique

et social ont été examinés par les commissions économiques régionales conformément à la résolution 1082 B (XXXIX) du Conseil.

A sa quarante et unième session, le Conseil a décidé, par sa résolution 1129 (XLI), de convoquer une conférence internationale à Vienne en mars 1968 et en a fixé la composition; il a prié le Secrétaire général d'établir et de diffuser pour qu'ils soient commentés des projets de convention révisés établis à partir des projets rédigés antérieurement et tenant compte des amendements proposés par les commissions économiques régionales. Les projets révisés sont en cours d'établissement et seront diffusés pendant l'été de 1967.

A sa quarante-deuxième session, le Conseil a décidé par sa résolution 1230 (XLII), de reporter à la fin de septembre 1968 la date d'ouverture de la conférence envisagée.

TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES

Le Groupe d'experts en matière et objets explosibles et le Groupe des rapporteurs sur l'emballage des marchandises dangereuses ont poursuivi leurs travaux relatifs aux normes d'emballage et aux essais auxquels il y aurait lieu de soumettre les emballages des marchandises dangereuses. Leurs travaux seront examinés par l'organe principal, le Comité d'experts en matière et objets explosibles, à sa cinquième session, qui aura lieu à la fin de juin 1967.

Conformément à la résolution 1110 (XL) du Conseil économique et social, une version révisée des recommandations sur le transport des marchandises dangereuses a été communiquée à tous les intéressés.

TOURISME

On se souviendra que par sa résolution 1108 (XL), le Conseil économique et social avait recommandé à l'Assemblée générale de désigner l'année 1967 comme "Année internationale du tourisme". En juillet 1966, le Conseil a examiné à sa quarante et unième session un rapport présenté par l'Union internationale des organismes officiels de tourisme sur les préparatifs en vue de l'Année internationale du tourisme. Par sa résolution 1130 (XLI), le Conseil a pris note du rapport et invité les gouvernements et les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales intéressées à tenir compte, pour leurs préparatifs, des propositions relatives à la promotion du tourisme contenues dans ce rapport. Il a également appelé l'attention de l'Assemblée générale sur ce rapport.

Le 4 novembre 1966, par sa résolution 2148 (XXI), l'Assemblée générale a proclamé 1967 Année internationale du tourisme. L'Assemblée a invité les Etats Membres à déployer tous leurs efforts pour le succès de l'Année internationale du tourisme et a prié le Secrétaire général de fournir l'assistance nécessaire pour qu'elle soit bien organisée. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général d'établir, en collaboration avec l'Union internationale des organismes officiels de tourisme, et de présenter au Conseil économique et social, un rapport contenant une description du programme et des activités entrepris, ainsi qu'une évaluation des résultats obtenus.

Plusieurs services du Secrétariat — notamment la Division des ressources et des transports, le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification et le Bureau de statistique du Département des affaires économiques et sociales, ainsi que le Service de l'information et l'Administration postale de l'ONU — se sont

occupés de l'expansion du tourisme. Bien qu'elle soit encore très modeste, l'assistance fournie aux pays en voie de développement va croissant. L'assistance a revêtu des formes variées, allant d'un simple avis sur un point particulier à un examen général du programme touristique d'un pays donné.

En avril 1967, un consultant de niveau élevé en matière de tourisme a été engagé pour aider le Secrétariat à faire face à ses tâches croissantes dans ce domaine et plus particulièrement pour examiner l'ensemble de la question du tourisme et donner des avis sur les activités futures et leur coordination.

2. — Topographie et établissement des cartes

L'ONU joue le rôle d'agent chargé de l'exécution de quatre projets entrepris par l'élément Fonds spécial du PNUD dans le domaine de la cartographie. En outre, elle a fourni l'année passée les services de 24 experts de l'assistance technique spécialistes de la cartographie et octroyé 12 bourses d'étude dans des domaines tels que la photogrammétrie et l'hydrographie.

La deuxième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, convoquée par le Secrétaire exécutif de la CEA, s'est tenue à Tunis du 12 au 24 septembre 1966; elle a réuni des représentants et des observateurs venus de trente et un pays africains et autres ainsi que des représentants de l'UNESCO, de l'OACI, de l'OMM, du Bureau hydrographique international et de l'Association des services géologiques africains.

La cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient a été convoquée par le Secrétaire général à Canberra, du 8 au 22 mars 1967; y ont assisté des représentants et des observateurs venus de trente-deux pays asiatiques et autres ainsi que des représentants de l'UNESCO, du Bureau hydrographique international, de la Commission océanographique intergouvernementale, de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, de l'Union géographique internationale, de la Société internationale de photogrammétrie et de la Fédération internationale des géomètres.

Le deuxième Cycle d'études interrégional des Nations Unies sur le rôle de la cartographie dans le développement économique a été organisé à Humleback (Danemark) du 15 mai au 10 juin 1967, avec le concours du Gouvernement danois, et a été suivi par 32 participants venus d'un nombre égal de pays. Le Cycle d'études a été suivi d'un court voyage d'études qui a permis de visiter divers instituts cartographiques en République fédérale d'Allemagne et en Suisse.

Les Nations Unies ont publié le Rapport pour 1965 sur la carte internationale du monde au millionième, rapport intérimaire établi chaque année par le Secrétariat.

F. — Administration publique

1. — Services consultatifs, formation et recherche

Le programme des Nations Unies en matière d'administration publique a été examiné lors d'une Réunion d'experts convoquée par le Secrétaire général du 16 au 24 janvier 1967. Il s'agissait là du premier examen du genre depuis quinze ans. Les quatorze experts appartenaient à divers pays des différentes régions du monde et représentaient un large éventail de

traditions et de systèmes administratifs. Le Secrétariat a rédigé un document de base contenant des renseignements détaillés sur les activités passées et présentes inscrites au programme.

Dans son rapport, la Réunion d'experts a déclaré que la quantité ainsi que la qualité du travail accompli étaient tout à fait remarquables, surtout si l'on considère les maigres ressources disponibles, et elle a recommandé une amplification et une accélération des efforts visant à aider les gouvernements à renforcer leurs systèmes administratifs aux fins du développement économique et social.

A sa quarante-deuxième session, le Conseil économique et social a examiné le rapport et adopté la résolution 1199 (XLII), dans laquelle il a pris note des plans établis par le Secrétaire général en vue de faire du Service de l'administration publique une Division et de renforcer l'appui aux travaux dans ce domaine.

Comme les années précédentes, les activités entreprises en matière d'administration publique en application de la résolution 723 (VIII) de l'Assemblée générale ont consisté à fournir des services consultatifs et des bourses d'études aux gouvernements des Etats Membres qui en font la demande, à appuyer des programmes régionaux et à fournir les services de conseillers en matière d'administration publique, à organiser des cycles d'études et des conférences permettant l'échange de renseignements, et à entreprendre des études destinées à favoriser le perfectionnement de l'organisation administrative aux fins du développement économique et social. Plus de 130 experts en matière d'administration publique ont apporté leur concours à 50 pays. Deux conseillers interrégionaux en matière d'administration publique ont fourni des services consultatifs à court terme à Ceylan, au Chili, au Honduras et en Inde.

Une assistance a été fournie en matière d'administration publique générale, d'organisation et méthodes, de gestion et de formation de personnel, d'administration locale et d'administration du développement. Dans chacun de ces domaines, l'assistance a porté sur divers problèmes et aspects spécialisés de l'administration publique. Des missions d'enquête en matière d'administration publique générale ont été envoyées à Ceylan, en Guyane et au Panama. Une équipe composée de trois conseillers gouvernementaux locaux s'est rendue en Zambie pour y effectuer une enquête sur le système de gouvernement au niveau local. Dans le domaine de l'organisation et des méthodes, trente-deux pays ont bénéficié de services consultatifs pour divers aspects de la gestion gouvernementale.

Un expert a donné des avis au Gouvernement algérien sur les lois et les mesures d'ordre général, relatives à la mise en œuvre d'un système complet de pensions pour les employés de l'Etat. En Libye, des services d'experts ont été fournis pour aider la Caisse des pensions à formuler des règles et à organiser et administrer un régime de pensions efficaces. Un conseiller principal en matière d'administration du personnel, travaillant en étroite coopération avec la Commission de la fonction publique aide également le gouvernement à revoir les règlements et les procédures régissant la fonction publique, dans le but de mettre au point une réglementation efficace de la fonction publique libyenne. Un conseiller principal en matière d'administration du personnel prête son concours à la Commission des conditions de service créée par le Gouvernement soudanais pour examiner les questions relatives aux conditions

de service du personnel de la fonction publique ainsi que pour améliorer les méthodes de sélection et de formation des fonctionnaires. Au Yémen, une assistance est fournie pour la formation du personnel de la fonction publique tant par l'affectation d'experts auprès de l'Institut d'administration publique que par une aide directe au gouvernement pour l'élaboration de lois efficaces sur la fonction publique et de règlements du personnel. Au Niger, un expert principal et trois experts associés ont contribué à l'établissement d'un nouveau système d'administration régionale et locale. Une équipe de trois conseillers gouvernementaux locaux a continué d'aider le Gouvernement ougandais à réaliser un programme de formation par correspondance destiné aux employés des services financiers et administratifs des administrations locales. Un expert a été affecté auprès des autorités gouvernementales de Grenade pour les aider à codifier les règlements arrêtés par les autorités locales et pour donner des avis sur les lois et ordonnances fondamentales s'appliquant aux pouvoirs locaux.

Un des événements marquants de cette période a été l'augmentation du nombre de projets en matière d'administration publique financés par l'élément Fonds spécial du PNUD. Alors qu'il n'y avait eu l'année précédente que quatre projets du Fonds spécial en matière d'administration publique, il y en a maintenant sept, encore que le projet du Ghana (entrepris en 1961) doive être considéré comme achevé. Les six projets actuellement en voie de réalisation sont exécutés au Burundi, en Colombie, en Lybie, au Niger, en Somalie et en Amérique centrale, ce dernier étant un projet régional. En outre, quatre demandes officielles ont été reçues et sont actuellement à l'examen tandis que l'on entretient une correspondance avec plusieurs autres pays et organisations qui se sont déclarés intéressés à obtenir une assistance du Fonds spécial pour développer leurs moyens de formation en matière d'administration publique, leurs programmes de recherches et leurs services consultatifs techniques, y compris ceux des pouvoirs locaux, et à créer le cadre nécessaire à de majeures réformes administratives. On s'attend à recevoir un nombre accru de demandes d'assistance en vue de l'établissement d'institutions et de programmes de ce type.

Les trois projets approuvés et mis en train au cours de la période considérée intéressent le Burundi, la Libye et l'Amérique centrale. En juin 1966, un projet de Fonds spécial visant à développer l'Ecole royale (maintenant nationale) d'administration du Burundi a été approuvé. Il a pour objectif d'aider le gouvernement à améliorer la formation avant le recrutement et en cours d'emploi que l'Ecole dispense au personnel de la fonction publique comme à celui des entreprises semi-publiques, privées et coopératives. Les programmes de formation ainsi restructurés sont déjà en voie de réalisation. Le gouvernement étant actuellement désireux de se lancer dans un programme de réorganisation et de réforme administratives, on examine de nouvelles propositions tendant à renforcer les services consultatifs de l'Ecole grâce à la création d'un service spécial d'organisation et méthodes doté d'experts supplémentaires.

Les deux autres projets en matière d'administration publique ont été approuvés en janvier 1967. Il s'agissait de l'Institut d'administration publique de l'Amérique centrale, à San José (Costa Rica), et de l'Institut national d'administration publique de Tripoli (Libye). Le premier nommé a succédé à l'Ecole supérieure d'administration publique de l'Amérique centrale, créée

en 1954 conjointement par le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua; le Panama s'est joint à l'entreprise en 1961. Partageant la conviction que, pour réaliser une intégration fructueuse, il était indispensable d'harmoniser les procédures en vigueur dans la région, notamment dans les domaines de l'administration fiscale, des douanes et des transports, et que seule une institution comme l'Ecole, parce qu'elle opère à l'échelon régional, pouvait y parvenir, les gouvernements participants ont décidé de transformer et de renforcer cette dernière et d'en faire l'Institut de l'administration publique de l'Amérique centrale. L'Ecole nationale d'administration publique de Tripoli, qui a reçu l'appui du Fonds spécial pour cinq ans et demi, dispensera des cours élémentaires et une formation poussée en cours d'emploi en vue de remédier à la grave pénurie de personnel dans ce secteur. L'Institut entreprendra également des travaux de recherche et il devrait pouvoir fournir, sur demande, des services consultatifs au gouvernement.

Un appui organique a été fourni pour la réalisation de plusieurs projets d'administration publique organisés par les commissions économiques régionales. Une assistance a été accordée à deux projets organisés sous les auspices de la CEA, à savoir le Cycle d'études sur les finances des pouvoirs locaux, tenu à Addis-Abéba en septembre 1966, et le cours de formation en matière d'organisation et d'administration des systèmes de personnel pour les autorités locales, qui a été donné à Arusha et Dar es-Salam (Tanzanie) en mars 1967, ainsi qu'à la dixième session du Groupe de travail de la CEAO sur le développement et la planification économiques tenue à Bangkok, en octobre 1966, au cours de laquelle ont été examinés les aspects administratifs de la planification du développement économique.

Du 26 septembre au 4 octobre 1966 a eu lieu à Genève un Cycle d'études interrégional consacré à l'examen des problèmes relatifs à l'organisation et à la gestion des entreprises publiques. Il a réuni 22 participants de divers pays, 8 experts consultants choisis en fonction de leurs compétences professionnelles et de l'expérience qu'ils ont acquise quant à certains aspects spécialisés du sujet, ainsi que des représentants d'institutions spécialisées et d'organisations non gouvernementales. Ce cycle d'études a été particulièrement utile en ce sens qu'il a donné lieu à un échange de vues et de données d'expérience entre spécialistes venus de pays à économie mixte et à économie planifiée.

Parmi les publications parues au cours de la période considérée, il convient de relever les titres suivants: *Manuel de législation et de pratiques régissant la fonction publique*, *Régimes du personnel des collectivités locales*, *Orientation Course in Mechanized Data Processing*, *L'Administration de la planification économique principes et mythes*, et *Droit administratif et Développement national*. Une publication consacrée à la formation au niveau des pouvoirs locaux, a été examinée par un groupe de travail qui s'est réuni du 28 novembre au 2 décembre 1966; lorsqu'elle paraîtra, elle complètera le *Manuel de formation à la fonction publique*, ouvrage déjà publié.

On se préoccupe des aspects administratifs de la planification et de la mise en œuvre des plans. Deux projets interrégionaux ont été mis en œuvre au cours de l'année: le premier consiste en une étude comparative des aspects administratifs de la mise en œuvre des plans, l'autre étant une étude qui vise à évaluer les compétences administratives en matière de planification du

développement. Au nombre des autres projets inter-régionaux en voie de réalisation figure l'étude comparée des efforts déployés par divers pays dans le domaine de la réforme administrative. Cette étude vise à analyser les efforts que certains pays consentent pour réaliser la réforme administrative, déterminer les facteurs tant favorables que défavorables au succès de ces efforts et à formuler des principes directeurs pour la conception et la mise en œuvre de programmes de réformes répondant à des situations différentes.

En matière d'administration locale, deux études sont en cours. L'une compare les méthodes utilisées pour résoudre les problèmes administratifs liés à la rapidité de la croissance urbaine, l'autre est consacrée aux institutions de crédit pour les pouvoirs locaux.

2. — Envoi de personnel de direction, d'exécution et d'administration

Un des faits les plus marquants de l'année a été la décision, prise par l'Assemblée générale dans sa résolution 2179 (XXI), de prolonger, à titre temporaire, l'autorisation d'utiliser des fonds de l'élément Assistance technique du PNUD, en vue de l'envoi de personnel d'exécution par toutes les organisations participantes, à la demande des gouvernements, pendant la période 1967-1968.

En 1966, l'ONU a pourvu 39 postes dans 23 pays. En outre, elle a mis 30 fonctionnaires d'exécution à la disposition des gouvernements de 19 pays.

G. — Coordination et relations avec les institutions spécialisées et l'agence internationale de l'énergie atomique

Le développement des travaux liés à la coopération et à la coordination inter-organisations a naturellement été influencé par les décisions prises par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session concernant les recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et le mandat du Comité du programme et de la coordination.

En ce qui concerne les recommandations du Comité *ad hoc*, une série de consultations entre les différentes institutions intéressées a été organisée par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination (CAC), qui a préparé et soumis un rapport d'activité à ce sujet au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Ce rapport traite principalement de la manière la plus efficace dont pourrait fonctionner le Corps d'inspection recommandé par le Comité *ad hoc*; un autre rapport portant sur d'autres recommandations qui sont encore en cours d'examen sera présenté à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

Pour servir de base aux travaux du Comité du programme et de la coordination, comité réorganisé du Conseil, qui a commencé à se réunir au début de mai 1967, le Secrétariat a préparé une série d'études détaillées portant sur tous les aspects du programme de travail des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Pour la deuxième phase des travaux du Comité et pour la quarante-troisième session du Conseil en juillet 1967, la documentation comprend les rapports annuels des institutions spécialisées, ainsi que le rapport annuel du

CAC et une série de rapports connexes établis par cet organisme ou en collaboration avec lui. Les réunions communes du CAC et du Comité du programme et de la coordination, auxquelles assisteront les membres du Bureau du Conseil, doivent se tenir à Bucarest immédiatement avant l'ouverture de la session d'été du Conseil. A ces réunions, qui suivront la formule établie en 1966, le CAC a suggéré d'examiner deux points de l'ordre du jour de la session d'été du Conseil qui préoccupent considérablement de nombreuses institutions et sur lesquels des propositions sont présentées au Conseil, à savoir le développement et l'utilisation des ressources humaines et l'aide alimentaire multilatérale. Un troisième sujet proposé pour la discussion commune est l'examen général des programmes et activités des organismes des Nations Unies, pour lequel le Comité du programme et de la coordination a été élargi par l'adjonction de représentants de cinq Etats désignés par le Président de l'Assemblée générale. Le Comité élargi examinera ce point en détail en septembre.

Dans son dernier rapport au Conseil, le CAC, signalant l'augmentation très marquée durant l'année écoulée de l'ampleur des travaux des organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, notait que la plus grande partie de cette expansion avait porté sur de vastes questions qui nécessitent une action concertée et, partant, une coopération étroite entre les différents organismes. Les quinze domaines de travail qui sont étudiés dans le rapport appartiennent à cette catégorie. Pour plusieurs d'entre eux — notamment l'industrialisation, la science et la technologie, les sciences de la mer et la politique sociale — des changements importants ont été apportés à la coopération interorganisations ou vont l'être incessamment. Dans d'autres domaines — notamment l'aide alimentaire multilatérale, les questions démographiques et le développement et l'utilisation des ressources humaines — on a pris des mesures préparatoires en vue de développer encore la coopération. Dans deux cas, la coopération interorganisations est axée sur les événements qui marqueront l'année 1968 — l'Année internationale des droits de l'homme et la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

On a noté que des problèmes se sont posés. Certains tenaient, en partie du moins, à la difficulté de concilier les décisions prises par différents organismes intergouvernementaux, par exemple dans le domaine du commerce international et dans celui de l'enseignement agricole, que le Comité de coordination du Conseil a étudié l'été dernier. Dans d'autres cas, y compris l'application de la résolution 2172 (XXI) de l'Assemblée générale sur les ressources de la mer, les problèmes étaient dus en partie à l'ampleur même des mesures de coordination à prendre.

Etant donné l'ampleur et l'interdépendance toujours plus grandes des activités entreprises sur le plan international, ainsi que le nombre croissant des organisations qui s'en occupent et des programmes qui y sont consacrés, il faut constamment passer en revue les méthodes de coordination employées et chercher à améliorer et à renforcer les procédures existantes en matière de coordination. Le rapport du CAC expose brièvement ces procédures ainsi que les nouvelles mesures prises pour améliorer le fonctionnement du CAC lui-même et renforcer d'une manière générale la coopération de secrétariat à secrétariat qu'il est chargé de contrôler.

L'une des nouvelles mesures prises est la séparation des fonctions de sous-secrétaire adjoint aux affaires économiques et sociales et de représentant personnel du Secrétaire général auprès des institutions spécialisées, réalisée par la création par le Secrétaire général, après consultation du CAC et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, d'un sous-secrétariat aux affaires interinstitutions. Tout en travaillant dans le cadre du Département des affaires économiques et sociales, le nouveau sous-secrétaire est directement responsable devant le Secrétaire général et n'a pas de responsabilité propre d'un département. Outre ses fonctions de rapporteur du CAC et de président de son Comité préparatoire, il doit maintenir des contacts étroits avec les directeurs généraux de tous les programmes spéciaux portant sur des questions qui relèvent de la compétence de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, afin d'encourager et de faciliter la coordination. Le CAC a estimé que cette mesure, accompagnée d'un certain renforcement du personnel du CAC et des affaires interorganisations à Genève et à New York, devrait entraîner un renforcement appréciable des moyens disponibles pour développer la coordination et la coopération interorganisations.

Le rapport du CAC montre tout l'intérêt qu'on attache à élaborer des dispositions permettant de procéder à différentes formes d'évaluation du travail de coopération technique internationale, ainsi qu'à instituer une coopération entre les Nations Unies et les institutions d'une part et les instituts régionaux de développement économique de l'autre. De plus, le CAC a organisé et approuvé d'importantes études sur la coordination au niveau régional — au sujet de laquelle il n'y avait pas eu de rapports systématiques au Conseil pendant plus de quinze ans — et sur la coordination à l'échelon local. Cette dernière étude, préparée avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement, contient un nouvel énoncé de principes directeurs, qui est la continuation et l'élargissement des dispositions existantes, concernant en particulier le rôle des représentants résidents, contenues dans les dix principes adoptés par le CAC en 1961. Une autre étude établie à l'intention du Conseil, en consultation avec le CAC, a trait aux relations entre le Conseil et les organisations inter-gouvernementales qui s'occupent des domaines économique et social en dehors du système des Nations Unies.

A sa quarante et unième session, le Conseil s'est longuement intéressé à la diffusion des informations sur les objectifs, les actions et les réalisations des organisations apparentées aux Nations Unies et s'est montré désireux de connaître les résultats d'un examen de certains aspects des méthodes et programmes appliqués en matière d'information par les organismes des Nations Unies, examen organisé par le CAC. Le rapport du CAC contient un résumé des résultats de cet examen, et notamment un certain nombre de recommandations qui seront adressées aux organes directeurs intéressés.

H. — Questions spéciales

1. — Assistance en cas de catastrophe naturelle

Par sa résolution 2034 (XX) sur l'assistance en cas de catastrophe naturelle, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à prélever des crédits sur le Fonds de roulement à concurrence de 100 000 dollars

pour les secours d'urgence, au cours d'une année donnée, avec un plafond normal de 20 000 dollars par pays et par catastrophe. Un document établi par le secrétariat du CAC et intitulé "Action internationale en cas de catastrophe naturelle: Manuel des ressources et des procédures des organismes des Nations Unies" a été publié en juin 1966. Il a reçu une diffusion très large, vu les avis utiles qu'il donne aux gouvernements et au personnel de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour répondre aux situations d'urgence qui apparaissent à la suite des catastrophes naturelles.

Pendant la période considérée, le Secrétaire général a fourni une assistance en application de la résolution 2034 (XX). A la suite d'une inondation désastreuse qui a frappé, en juillet 1966, Oulan-Bator, capitale de la Mongolie, le Secrétaire général a autorisé l'utilisation de fonds des Nations Unies pour fournir des matières colorantes d'une valeur de 14 500 dollars, afin d'aider à remettre sur pied l'industrie textile du pays. Après le tremblement de terre qui a dévasté la partie orientale de la Turquie en août, l'ONU a fourni 1 000 tonnes de tôle ondulée destinée à servir de toit aux maisons provisoires édifiées pour les survivants. Un tremblement de terre s'est également produit en octobre près de la ville de Lima, au Pérou, laissant sans abri environ 20 000 personnes. En réponse à une demande d'assistance du Gouvernement péruvien en application de la résolution 2034 (XX), le Secrétaire général a autorisé une dépense de 20 000 dollars pour l'achat d'équipement sanitaire destiné aux logements provisoires où étaient abritées les victimes du séisme.

En mai 1967, des inondations se sont produites dans la vallée de l'Euphrate, laissant un grand nombre de personnes sans abri dans la République arabe syrienne et en Irak. A la date du 1^{er} juin, des plans de remplacement des pompes d'irrigation endommagées par les inondations en Syrie étaient à l'examen. Le 29 mai 1967, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1212 (XLII), dans laquelle il adressait un appel aux Etats Membres pour qu'ils prêtent toute l'assistance afin de soulager la détresse causée par les inondations et invitait le Secrétaire général et les institutions spécialisées à fournir une assistance, dans toute la mesure de leurs moyens.

2. — Contrôle des stupéfiants

VINGT ET UNIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS ET QUARANTE-DEUXIÈME SESSION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

La vingt et unième session de la Commission des stupéfiants s'est tenue à Genève du 5 au 21 décembre 1966. L'ordre du jour comprenait huit points principaux, intéressant la mise en œuvre des traités sur le contrôle international, le trafic illicite, l'abus des stupéfiants, les changements intervenus en ce qui concerne les substances placées sous contrôle international, les questions relatives aux substances psychotropes qui ne sont pas soumises à un contrôle international (barbituriques, tranquillisants, amphétamines, etc.), la coopération technique pour la lutte contre l'abus des stupéfiants et le programme et l'ordre de priorité concernant les stupéfiants. La Commission a recommandé pour adoption au Conseil économique et social deux projets de résolution, l'un sur la lutte contre le LSD et l'autre sur les dispositions administratives relatives à l'Organe international de contrôle des stupéfiants créé par le

Conseil en application des dispositions de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants.

A sa quarante-deuxième session, le Conseil économique et social a pris note avec satisfaction du rapport de la Commission sur sa vingt et unième session et du rapport du Comité central permanent des stupéfiants sur son activité en 1966. Il a adopté la résolution 1197 (XLII) demandant aux gouvernements de prendre sans retard les mesures propres à assurer un contrôle strict sur l'importation, l'exportation et la production du LSD et des substances produisant des effets nocifs analogues et de soumettre la distribution de ces substances à la surveillance de l'autorité responsable, recommandant que l'utilisation de ces substances soit limitée à la recherche scientifique et à des fins médicales et condamnant toute autre utilisation de ces substances, et demandant instamment aux gouvernements de prendre toutes mesures propres à y mettre un terme.

Le Conseil a également adopté la résolution 1196 (XLII) établissant les dispositions administratives destinées à assurer la pleine indépendance technique de l'Organe international de contrôle des stupéfiants élu par lui, conformément aux dispositions de la Convention de 1961. A sa 1472ème séance, le Conseil a élu les onze membres de l'Organe qui entrera en fonctions le 2 mars 1968.

EXÉCUTION DES TRAITÉS INTERNATIONAUX RELATIFS AUX STUPÉFIANTS

Le Mexique, la Turquie et les Etats-Unis ont donné leur ratification ou leur adhésion à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, ce qui porte à 57 le nombre total des Etats parties à cet instrument. A la demande de la Commission, le Secrétaire général a attiré à nouveau l'attention des gouvernements sur la résolution 1774 (XVII) de l'Assemblée générale et sur la résolution 914 C (XXXIV) du Conseil, invitant les gouvernements à prendre les mesures qui pourraient être nécessaires pour ratifier prochainement la Convention de 1961 ou y adhérer.

Le Secrétaire général a préparé les documents suivants pour distribution aux gouvernements afin de faciliter l'exécution des obligations découlant des traités: une liste des autorités nationales habilitées à délivrer des certificats et des autorisations pour l'importation et l'exportation des stupéfiants; un document énumérant les pays dans lesquels les stupéfiants sont fabriqués et comprenant le nom et l'adresse des entreprises qui se consacrent à cette fabrication et une liste à jour des stupéfiants placés sous contrôle international, liste qui couvre 90 stupéfiants de base, dont 60 substances synthétiques.

Le Secrétaire général, agissant en application des décisions de la Commission des stupéfiants et de l'OMS, a informé les gouvernements que trois nouvelles substances avaient été placées sous contrôle international. Les changements apportés par la Commission à la liste des stupéfiants contrôlés par la Convention de 1961 ont été également effectués par le Secrétaire général.

Le Secrétaire général a reçu en application des traités internationaux sur les stupéfiants des rapports annuels de 144 pays pour l'année 1964, 6 pour 1963 et 33 pour 1965. Le Secrétaire général a analysé ces rapports dans le résumé des rapports annuels des gouvernements pour 1964. De plus, 35 textes de loi et de règlements reçus par le Secrétaire général ont été publiés et diffusés. Un index cumulatif polyvalent a également

été établi en application de la résolution 626 C III (XXII) du Conseil.

RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL PERMANENT DES STUPÉFIANTS

La Commission à sa vingt et unième session et le Conseil à sa quarante-deuxième session ont examiné le rapport du Comité central permanent des stupéfiants sur son activité en 1966. La Commission et le Conseil ont adopté les décisions administratives destinées à assurer la pleine indépendance technique du futur organe international de contrôle des stupéfiants, que le Secrétaire général et le Président du Comité avaient élaborées en commun.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le laboratoire des Nations Unies a poursuivi ses recherches sur l'opium, le cannabis et d'autres substances. Pendant la période examinée, la collaboration internationale dans les programmes de recherche des Nations Unies a été élargie. Des progrès considérables ont été accomplis dans l'établissement du répertoire de la littérature scientifique sur les stupéfiants et le laboratoire a dispensé une formation à un certain nombre de boursiers.

TRAFFIC ILLICITE

Le Secrétaire général a reçu et traité 591 rapports de saisies, portant sur 658 saisies effectuées dans 24 pays, pour diffusion aux gouvernements sous forme de résumés mensuels des transactions illicites et des saisies. Le Secrétaire général a également préparé pour la vingt et unième session de la Commission des stupéfiants un examen du trafic illicite des stupéfiants en 1965. Cet examen comprend des informations communiquées par l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), portant sur 800 saisies effectuées dans 46 pays.

Les quantités de stupéfiants saisies en 1965 sont les plus élevées qui aient été enregistrées depuis trente-cinq ans. On a souligné que cet effort de répression ne donne qu'une indication limitée de la masse énorme de trafic illicite, que la Commission a décrit dans son rapport comme "le type même d'activité illicite organisée".

Les principaux centres de production clandestine d'opium sont encore situés principalement au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est, surtout dans les parties montagneuses de la région située aux confins de la Birmanie, de la Chine, de la Thaïlande et du Laos. Une certaine quantité d'opium est détournée de la production licite en Turquie et dans la péninsule indo-pakistanaise.

L'opium illicite est destiné aux toxicomanes fumeurs — pratique en régression — et, de plus en plus, à la transformation en morphine base et en héroïne.

Des preuves qui ont été réunies, il ressort qu'en Asie l'héroïne est fabriquée illicitement à proximité des régions de vente au détail, comme l'Iran, la Thaïlande, Hong-kong et Macao. En Europe, elle est fabriquée principalement en France et en Italie et elle est destinée essentiellement à l'Amérique du Nord, principal débouché pour le trafic illicite d'héroïne.

Le cannabis continue d'être le stupéfiant le plus largement utilisé de façon illicite. On le trouve sous différentes formes et sous une grande variété d'appellations. Les plus courantes de ces appellations sont les suivantes: marihuana, dagga, kif, maconha (sommités et

feuilles de la plante, séchées et hachées), hachisch, charas (résine de cannabis) et ganja (sommités florifères séchées de la plante femelle).

Le trafic illicite de cannabis se poursuit dans diverses parties de l'Afrique; on en expédie de grandes quantités du Maroc et du Nigéria vers l'Europe, du Mexique vers les Etats-Unis d'Amérique et du Népal vers l'Inde. Le trafic extrêmement bien organisé du hachisch en provenance du Liban vers la République arabe unie, l'Arabie Saoudite et le Yémen est caractéristique du Moyen-Orient.

La quasi-totalité de la récolte de feuille de coca est consommée dans les pays producteurs — la Bolivie et le Pérou — et dans une bien moindre mesure en Argentine, en Colombie et en Equateur. De la cocaïne illicite provenant du Pérou et de la Bolivie a été découverte en grandes quantités aux Etats-Unis et en plus petites quantités en Europe, au Moyen-Orient et dans certains pays d'Amérique latine.

ABUS DES STUPÉFIANTS (TOXICOMANIE)

La toxicomanie constitue l'une des préoccupations fondamentales de la Commission des stupéfiants. Le Secrétaire général a préparé sur ce sujet une note indiquant également la fréquence de la toxicomanie dans les différentes parties du monde. La Commission a examiné la possibilité d'une définition internationale de la toxicomanie qui pourrait contribuer à normaliser les relevés statistiques. Elle a jugé utile une suggestion tendant à créer des commissions consultatives nationales chargées d'étudier l'utilisation des stupéfiants et des substances psychotropes non soumises à un contrôle international, ainsi qu'une suggestion selon laquelle une liste de correspondants scientifiques serait dressée par le Secrétariat. Cependant, la fréquence de la toxicomanie n'est pas uniforme pour les différents stupéfiants ou pour les différentes régions du monde — ou même pour les différents pays. On a reconnu que le but ultime du traitement n'est pas seulement le sevrage ou la désintoxication, mais la réadaptation complète.

SUBSTANCES SOUMISES À UN CONTRÔLE INTERNATIONAL (OPIUM, CANNABIS, FEUILLE DE COCA ET STUPÉFIANTS SYNTHÉTIQUES)

Le Secrétaire général a préparé un document unique traitant des stupéfiants placés sous contrôle international, document qui examine les problèmes que pose la limitation de la production de ces substances aux besoins scientifiques et médicaux. Alors qu'il n'y a pas de problèmes de substitution dans le cas du cannabis, des questions économiques et sociales importantes se posent dans le cas de l'opium et de la feuille de coca. La Commission a conclu que le remplacement de l'opium par la paille de pavot, par exemple, et des opiacés par des stupéfiants synthétiques, ainsi que la réduction de l'importante production mondiale de feuilles de coca, nécessitaient une étude supplémentaire approfondie du Secrétariat.

SUBSTANCES PSYCHOTROPES QUI NE SONT PAS SOUMISES À UN CONTRÔLE INTERNATIONAL (BARBITURIQUES, AMPHÉTAMINES, TRANQUILLISANTS, LSD)

Devant l'inquiétude croissante que suscitent les dangers découlant de l'abus de substances non soumises à un contrôle international, telles que les barbituriques, les amphétamines et les tranquillisants, le Conseil avait adopté, sur la recommandation de la Commission, la résolution 1104 (XL), par laquelle il créait un comité

de la Commission qui étudierait le problème et ferait rapport à la Commission, lors de sa vingt et unième session, en décembre 1966. Le Comité s'est réuni du 8 au 12 août 1966. Le Secrétaire général a préparé une documentation de base pour aider le Comité dans ses travaux et lui a également communiqué les renseignements fournis par les gouvernements. La Commission a examiné le rapport du comité à sa vingt et unième session et a recommandé au Conseil d'adopter un projet de résolution sur le LSD. Ce projet, adopté par le Conseil, est devenu la résolution 1197 (XLII). Suivant une recommandation faite par le comité et approuvée par la Commission, le Secrétaire général a entrepris, en consultation avec l'OMS et le Comité central permanent des stupéfiants, une étude détaillée des questions juridiques, administratives et autres que pose une action internationale en vue d'établir un contrôle sur ces substances.

COOPÉRATION TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

Dans un rapport préparé en application de la résolution 1395 (XIV) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a expliqué comment le programme d'assistance technique en matière de contrôle des stupéfiants avait été exécuté pendant la période examinée. Conformément aux directives générales formulées par la Commission, le crédit de 75 000 dollars avait été également réparti entre les projets nationaux et les projets régionaux. Deux projets régionaux avaient été achevés: un voyage d'études aux points de convergence du trafic illicite de la feuille de coca et de cocaïne en Amérique latine et un cycle d'études à Addis-Abéba, destiné aux agents des services de répression en Afrique orientale. Plusieurs bourses avaient été accordées pour la formation à la lutte contre les stupéfiants. Des services d'experts continuaient à être fournis au Gouvernement iranien pour la réadaptation des toxicomanes et les renseignements sur les stupéfiants; enfin on avait achevé une étude des besoins économiques et sociaux des régions productrices d'opium en Thaïlande du Nord afin de faciliter le remplacement de l'opium par d'autres cultures ou activités économiques.

3. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Un nombre croissant de réfugiés ont bénéficié de l'assistance fournie par le Haut Commissariat dans beaucoup de pays du monde et de nouveaux progrès très importants ont été accomplis dans les domaines de la protection internationale et de l'assistance matérielle. Comme suite à la décision prise par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session, dans sa résolution 2198 (XXI), le Secrétaire général a communiqué le texte du protocole relatif au statut des réfugiés aux Etats en vue de les mettre en mesure d'y adhérer.

Le Haut Commissaire a de nouveau été invité à faire porter principalement ses programmes d'assistance sur le problème des réfugiés en Afrique. Tandis que le processus d'installation était déjà très avancé dans le cas de plusieurs groupes de réfugiés de ce continent, l'année 1966 a été marquée par l'arrivée de nouveaux réfugiés en faveur desquels de nouvelles mesures ont dû être prises. En conséquence, des efforts complémentaires devront être déployés de concert pour que les tâches importantes qui ont été entreprises puissent être

menées à bien. Une coopération étroite s'est instaurée entre le HCR et d'autres organismes des Nations Unies; on peut en voir le témoignage dans l'application de projets communs exécutés en Afrique au profit de réfugiés et aussi jusqu'à un certain point, de la population locale.

On notera que le Haut Commissaire continue à se heurter à de graves difficultés en ce qui concerne le financement de ses programmes et il faut espérer que grâce aux efforts combinés des membres de la communauté internationale et au maintien de l'intérêt que porte le public à l'œuvre humanitaire du HCR, le Haut Commissaire atteindra plus facilement l'objectif financier de son programme ordinaire.

PROTECTION INTERNATIONALE

Dans sa résolution 2197 (XXI) relative au rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, l'Assemblée générale a prié le Haut Commissaire de continuer d'assurer la protection internationale des réfugiés dont il est habilité à s'occuper, dans le cadre de ses compétences, et de promouvoir des solutions permanentes à leurs problèmes. Le Haut Commissaire a poursuivi sa mission essentielle de protection internationale, dont le champ s'est encore élargi pendant la période considérée, du fait qu'il a été appelé à se charger de nouvelles tâches, en particulier dans certaines parties de l'Afrique.

Comme par le passé, le Haut Commissaire a favorisé la conclusion d'instruments intergouvernementaux intéressant les réfugiés, il a suivi l'application des instruments en vigueur et a encouragé l'adoption de mesures nationales, juridiques et administratives, en faveur des réfugiés.

L'un des faits les plus importants dans le domaine de la protection internationale a été l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution 2198 (XXI) sur le protocole relatif au statut des réfugiés, dont le but est d'étendre l'application de la Convention de 1951 à de nouveaux groupes de réfugiés. Aux termes de cette résolution le texte du protocole a été communiqué aux Etats Membres en vue de les mettre en mesure d'y adhérer. A sa dix-septième session, tenue en mai 1967, le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a exprimé l'espoir que les Etats seraient aussi nombreux que possible à adhérer au protocole. Au 15 juin 1967, la Gambie et le Saint-Siège étaient devenus parties au protocole et plusieurs gouvernements ont fait connaître leur intention d'y adhérer.

Le nombre d'Etats parties à la Convention de 1951 est passé à cinquante et un, et il y a eu de nouvelles adhésions à plusieurs autres instruments juridiques intéressant les réfugiés, notamment l'Arrangement de 1957 concernant les marins réfugiés et l'Accord européen de 1959 relatif à la suppression des visas pour les réfugiés.

La question importante de l'asile a continué à bénéficier d'une attention considérable de la part du Haut Commissaire ainsi que de plusieurs organisations régionales et de certains gouvernements. Si l'on excepte les cas signalés dans l'exposé liminaire que le Haut Commissaire a fait devant le Comité exécutif à sa dix-septième session, le principe du non-refoulement a été observé et de nombreux pays ont généreusement accordé l'asile aux réfugiés. Dans sa résolution 2203 (XXI), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour de sa vingt-deuxième session la question intitulée "Projet de déclaration sur l'asile

territorial", en vue de l'adoption finale d'une déclaration en la matière. D'autres mesures positives ont également été prises par plusieurs gouvernements touchant l'application du principe du non-refoulement et de l'octroi de l'asile.

Comme dans le passé, diverses mesures ont été prises dans plusieurs pays au profit des réfugiés dans des domaines tels que la sécurité sociale, le droit au travail et l'enseignement.

Nombre d'importants principes relatifs au statut des réfugiés ont été adoptés par l'Organisation de l'unité africaine et par le Comité juridique consultatif afro-asiatique, et à une session qui s'est tenue en avril 1967, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe a adopté une motion concernant l'intégration des réfugiés dans les pays membres du Conseil de l'Europe.

Un accord a été conclu en 1966 entre le HCR et la République fédérale d'Allemagne au sujet de la création d'un Fonds d'indemnisation complémentaire du HCR, d'un montant de 875 000 dollars, destiné à l'assistance en faveur de certaines catégories de réfugiés victimes de persécutions, en Allemagne, par le régime national socialiste, qui n'avaient pas acquis une nouvelle nationalité avant le 1^{er} octobre 1953 ou étaient devenus des réfugiés postérieurement à cette date. Ce deuxième Fonds d'indemnisation a été créé à l'intention des personnes qui ne pouvaient bénéficier d'une aide au titre du premier Fonds, d'un montant de 11 millions de dollars, créé en 1960, parce qu'elles n'avaient pas le statut de réfugiés au 1^{er} octobre 1953.

PROGRAMMES D'ASSISTANCE MATÉRIELLE

Observations générales

En 1966 quelque 240 000 réfugiés répartis dans plus de 50 pays ont bénéficié, sous une forme ou sous une autre, de projets mis en œuvre par le Haut Commissariat ou avec son concours. Tout en poursuivant son activité en Asie, en Amérique latine, en Europe, en Extrême-Orient et au Moyen-Orient, le HCR a été appelé à faire porter son effort principal sur les réfugiés en Afrique au sud du Sahara, dont le nombre total est passé en 1966 de 630 000 à 740 000. Sur ce nombre, environ 450 000 peuvent être considérés comme installés. Sur les 300 000 autres, 100 000 qui ont reçu une aide du HCR sont en mesure de subvenir à leurs propres besoins et 200 000 recevaient encore une aide du HCR au 31 décembre 1966.

Le HCR a engagé un montant de l'ordre de 3,9 millions de dollars au titre de son programme ordinaire de 1966 et un montant de 246 253 dollars a été prélevé sur son Fonds extraordinaire. Le rôle catalyseur du programme du HCR est illustré par le fait que des contributions d'appoint d'un montant de plus de 6 570 000 dollars ont été fournies au sein des pays de résidence des réfugiés pour appuyer l'effort financier consenti par la communauté internationale. A cette somme, il convient d'ajouter le million et demi de dollars de vivres fournis par le Programme alimentaire mondial, la valeur des terres mises à la disposition des réfugiés en Afrique, les services administratifs assurés par les gouvernements et par d'autres partenaires du HCR qui assurent l'exécution du programme et aussi l'importante aide bilatérale fournie aux pays de résidence par certains gouvernements. Par ailleurs, des projets hors programme ont été financés grâce à des fonds de dépôt spéciaux d'une valeur de 610 000 dollars, dont plus de 200 000 dollars ont été affectés à l'éducation.

Le rapatriement librement consenti a joué un rôle en tant que solution aux problèmes des réfugiés, notamment en Afrique. Sur un total de 27 000 réfugiés qui sont rentrés chez eux, 26 000 étaient originaires de pays d'Afrique, la plupart étant des réfugiés congolais qui attendaient pour rentrer dans leurs foyers que le calme y soit rétabli. Le HCR a facilité le rapatriement librement consenti en couvrant les frais de transport de 1 250 réfugiés, dont 1 208 en Afrique.

L'émigration a continué de jouer un rôle important, en permettant à de nouveaux réfugiés, notamment dans les pays d'Europe et en Extrême-Orient, d'aller s'établir de manière durable dans d'autres pays.

Dans l'ensemble, cependant, et plus spécialement en Afrique et en Asie, l'intégration sur place reste de loin la solution la plus fréquente. En 1966 plus de 223 000 réfugiés, dont 216 000 en Afrique, 3 000 en Asie et 2 900 en Europe ont reçu une aide pour s'établir dans leur pays de résidence. Comme précédemment, les réfugiés en Afrique ont été aidés essentiellement à s'établir dans l'agriculture et en attendant leur première récolte ils ont reçu une aide matérielle, et notamment des vivres. Pendant l'année 1966 un nombre croissant de ces réfugiés ont été en mesure de subvenir à leurs propres besoins et certains d'entre eux, notamment au Burundi et dans la province du Kivu dans la République démocratique du Congo, ont pu consolider leur installation grâce à des projets d'intégration mis en œuvre avec le concours de l'OIT, de la FAO et du PNUD. La coopération entre le HCR et les autres organismes des Nations Unies s'est particulièrement accrue pendant la période considérée, notamment dans divers pays d'Afrique. Dans la résolution 2197 (XXI) consacrée au rapport du Haut Commissaire qu'elle a adoptée à sa vingt et unième session, l'Assemblée générale l'avait d'ailleurs prié de promouvoir des solutions permanentes aux problèmes des réfugiés en s'assurant que, dans les pays en voie de développement, les plans d'intégration économique et sociale des réfugiés, en attendant d'être inclus si possible dans les programmes de développement économique et social mis en œuvre par les organes compétents et les institutions spécialisées des Nations Unies, sont convenablement coordonnés avec lesdits programmes de même qu'avec ceux qui pourraient être mis en œuvre par les organisations régionales et avait prié les organes compétents et les institutions spécialisées des Nations Unies de prendre en considération, à la demande des gouvernements intéressés, les besoins des réfugiés lors de l'examen de plans de développement. Depuis lors de nouveaux progrès ont été accomplis dans ce domaine et à sa dix-septième session le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a recommandé en conséquence que le Haut Commissariat soit associé aux activités du Bureau consultatif interrorganisations.

Une attention spéciale a été accordée aux problèmes d'assistance aux réfugiés en matière d'éducation, notamment en Afrique. A sa seizième session, le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire avait décidé d'autoriser celui-ci à ouvrir un compte d'éducation pour les réfugiés et à encourager le versement de contributions réservées par les donateurs à l'aide aux réfugiés en matière d'enseignement, en vue de financer l'enseignement primaire des réfugiés, dans la mesure où leurs besoins ne sont pas couverts par le programme ordinaire du HCR, de promouvoir l'enseignement secondaire et aussi dans une certaine mesure l'enseignement supérieur. Le HCR agit en étroite coopération avec l'UNESCO dans ce domaine.

Une aide supplémentaire a été fournie à nouveau à un certain nombre de cas individuels et l'assistance juridique s'est également révélée d'un grand secours pour faciliter l'intégration des réfugiés dans leur pays de résidence.

Réfugiés africains

Burundi

Le nombre des Rwandais réfugiés au Burundi est passé de 52 000 à 54 000 au cours de 1966. Le Haut Commissaire a engagé environ 590 000 dollars notamment pour aider les 19 000 réfugiés rwandais à Kayongoz, Kigamba et Muramba à consolider leur installation et pour faciliter l'établissement dans l'agriculture d'un groupe de 27 300 réfugiés rwandais qui se trouvaient dans la zone d'installation de Mugeru. Le Programme alimentaire mondial a mis à la disposition du centre de Mugeru des produits alimentaires d'une valeur de 1 551 500 dollars dont une partie sera utilisée en 1967 dans les quatre zones d'installation de Rwandais au Burundi oriental. Dans l'ensemble, des progrès sensibles ont été réalisés et les réfugiés ont tous atteint un niveau minimum de subsistance, bien inférieur, il est vrai, au niveau de vie de la population locale. On a estimé nécessaire de mettre au point un plan de développement zonal dont la population locale comme les réfugiés pourraient tirer profit. Il a été décidé de fusionner et de poursuivre en 1967, à titre provisoire, les programmes en cours dans les quatre zones d'installation. Une allocation de 200 000 dollars a été incluse dans le programme de 1967 à cet effet, venant s'ajouter au solde de projets antérieurs estimé à 130 000 dollars.

République centrafricaine

Par suite de l'arrivée de 9 500 nouveaux venus dans les régions de Banbouti et de Ouanda-Djallé, on comptait 27 000 réfugiés soudanais en République centrafricaine à la fin de 1966. Le Haut Commissaire, qui avait déjà participé à une opération de secours d'urgence en faveur des réfugiés à Banbouti, a alloué en outre une somme de 200 000 dollars au titre de son programme ordinaire de 1966 pour la mise en œuvre d'un projet destiné à installer les réfugiés à l'ouest de Banbouti avec le concours des autorités centrafricaines, de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du HCR. Malgré certaines difficultés d'ordre technique, les progrès satisfaisants réalisés ont permis dès la première récolte d'interrompre, ne fût-ce que temporairement, les distributions de vivres que recevaient 20 000 de ces réfugiés, cependant que se renforçait l'infrastructure de la région. Néanmoins, la mise en œuvre du projet a dû être ralentie récemment pour tenir compte de l'intention du Gouvernement centrafricain de transférer les réfugiés vers l'intérieur à M'boki, région bien irriguée et dont la population locale est de la même origine ethnique que les réfugiés. Dans cet ordre d'idées, une allocation de 700 000 dollars a été prévue par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour l'établissement des réfugiés soudanais en République centrafricaine en 1967.

République démocratique du Congo

Quelque 30 000 réfugiés angolais sont arrivés dans la région du Katanga et du Bas-Congo en 1966, ce qui a porté à 300 000 le chiffre de la population réfugiée d'origine angolaise vivant dans la République démocratique du Congo. L'attitude hospitalière de la population locale de même que l'assistance fournie par quelques agences bénévoles, ont permis à l'ensemble de ces réfugiés de poursuivre normalement leur installation

dans l'agriculture. Le Haut Commissariat a participé pour 20 000 dollars à la création à Kimpese d'un centre de formation agricole où plusieurs autres métiers sont également enseignés aux réfugiés. Si la plupart de ceux-ci subviennent déjà plus ou moins à leurs propres besoins, il reste cependant à prévoir à leur intention une certaine assistance en matière d'éducation et sur le plan médical.

Par suite du rapatriement librement consenti d'une centaine de réfugiés rwandais qui se trouvaient dans la République démocratique du Congo, et du départ pour le Burundi, la République-Unie de Tanzanie ou l'Ouganda de 1 200 autres, le nombre des réfugiés rwandais dans ce pays est tombé de 25 000 à 24 000 personnes en 1966. Bien que maintenu à titre transitoire en attendant l'abrogation officielle des décrets d'expulsion et de séquestration d'août 1964 qui est intervenue d'ailleurs à la fin de 1966, le projet d'intégration et de développement zonal HCR/OIT a permis à une proportion croissante des réfugiés de subvenir à leurs propres besoins. A la fin de 1966, la plupart d'entre eux pouvaient être considérés comme installés, d'autant plus que leur situation juridique se trouvait consolidée grâce à l'abrogation des décrets en question. De plus, les progrès réalisés dans l'installation des réfugiés se sont accompagnés d'une amélioration de la situation de la population locale. Il est prévu que l'aide du HCR aux zones d'installation de réfugiés rwandais au Kivu prendra fin avec l'achèvement du présent projet de développement rural de l'OIT/HCR.

Le nombre des Soudanais réfugiés dans la République démocratique du Congo a augmenté dans le courant de 1966, passant de 22 000 à 24 000 par suite d'un nouvel afflux de réfugiés. La plupart d'entre eux se trouvent dans la province orientale. Un accord a été conclu au début de 1967 entre les Gouvernements du Congo et du Soudan en vue de faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés et d'aider ceux qui ne désiraient pas être rapatriés à s'établir à l'intérieur du pays. Le Haut Commissariat a alloué en juin 1966 une somme de 45 000 dollars prélevée sur son Fonds extraordinaire pour aider les réfugiés à faire face à leurs besoins immédiats, montant qui devait être porté à 50 000 dollars à la suite d'une mission d'enquête effectuée par un représentant du HCR qui a visité en 1966 la région où se trouvent les réfugiés.

Sénégal

Le nombre des réfugiés originaires de la Guinée sous administration portugaise est passé de 51 000 à 61 000 en 1966. Tout en continuant à être bien accueillis par la population locale, ils ont été encouragés à s'installer à l'intérieur du pays où se poursuit activement, à leur intention, la mise en œuvre d'un vaste programme d'installation rurale grâce aux efforts conjugués du Gouvernement du Sénégal, du Gouvernement des Etats-Unis, du HCR et de plusieurs agences bénévoles. Au titre de son programme pour 1966, le Haut Commissaire a engagé une somme de 200 000 dollars dont une proportion importante a été affectée à l'assistance médicale. Près des deux tiers de la population réfugiée avaient atteint le niveau de vie de la population locale à la fin de 1966, et l'on s'attend à ce que les autres subviennent également à leurs propres besoins vers la fin de 1967. Le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a approuvé une allocation de 140 000 dollars au titre du programme de 1967 pour poursuivre et consolider l'installation des réfugiés de la Guinée sous administration portugaise au Sénégal.

Tanzanie

Le nombre des réfugiés rwandais en Tanzanie s'est maintenu à son niveau antérieur d'environ 13 500 dont la plupart ont continué à bénéficier d'une assistance internationale dans les trois zones d'installation de Mwesi, Karagwe et Muyenzi. Le Haut Commissaire a engagé dans le courant de 1966 une somme de 203 760 dollars en vue de faciliter ou de consolider l'établissement des différents groupes dans l'agriculture. Des progrès satisfaisants ont été enregistrés en ce qui concerne les 3 000 réfugiés rwandais des hauts plateaux de Mwesi et les 2 300 de la zone de Karagwe. A Muyenzi, grâce au réaménagement de parcelles allouées à l'agriculture, les 6 500 réfugiés de la zone disposent désormais d'assez de terres cultivables pour se suffire à eux-mêmes dans un avenir très proche et l'on envisage pour l'ensemble des réfugiés des trois zones une réduction substantielle de la quantité des vivres fournis au titre du Programme alimentaire mondial pour 1967. Les réfugiés ont, par ailleurs, bénéficié dans le courant de 1966 de divers projets d'enseignement et de formation financés au moyen de contributions spéciales.

A la fin de 1966, le nombre des Mozambiquais réfugiés en Tanzanie était estimé à 19 000 contre 12 000 au début de l'année. L'arrivée de 7 000 nouveaux réfugiés a rendu nécessaire la création à Muhukuru d'une nouvelle zone d'installation rurale qui est venue s'ajouter à celles de Rutamba et de Lundo où l'établissement de groupes plus anciens a, dans l'ensemble, progressé de façon satisfaisante. Outre une somme de 35 700 dollars qu'il a prélevée sur son Fonds extraordinaire pour fournir des secours d'urgence aux groupes de Muhukuru et de Lundo, le Haut Commissaire a engagé 199 000 dollars au titre de son programme ordinaire de 1966, en vue de l'installation de l'ensemble des réfugiés du Mozambique en Tanzanie, lesquels ont également bénéficié de projets de caractère complémentaire dans le domaine de l'enseignement, financés sur des fonds de dépôt spéciaux hors programme.

Le Haut Commissaire a également engagé 22 000 dollars au titre de son programme de 1966 en vue de faciliter l'installation dans l'agriculture à Pangale de quelque 500 réfugiés congolais et de quelque 150 réfugiés malawiens et une allocation de 8 000 dollars destinée à consolider leur installation a été prévue au titre du programme du HCR pour 1967.

Ouganda

La population réfugiée d'origine rwandaise est passée de 65 000 à 68 000 personnes dont plus de la moitié, répartie dans sept zones d'installation, recevaient l'assistance de la communauté internationale en vue de leur établissement dans l'agriculture ou dans l'élevage. Une des mesures essentielles prise pendant la période a été le transfert par le Gouvernement ougandais d'un premier groupe de réfugiés rwandais de la vallée surpeuplée de l'Oruchinga dans une nouvelle zone d'installation à Kyangwali. Le HCR a prélevé 55 320 dollars sur son Fonds extraordinaire pour l'aider à prendre les premières dispositions en vue de leur installation. Il a en outre affecté le solde d'un projet pour 1965 à l'achat de semences et à l'octroi d'une assistance marginale en matière d'éducation primaire aux réfugiés des autres zones, dont l'installation s'est poursuivie normalement. Si des circonstances imprévues telles que la sécheresse ou un afflux de nouveaux réfugiés ne venaient pas modifier le cours actuel des événements, on pense que les réfugiés rwandais en Ouganda, dont

13 000 recevaient encore des rations alimentaires en fin 1966, pourront bientôt se suffire à eux-mêmes.

A la suite de l'afflux de 12 000 nouveaux réfugiés et du rapatriement librement consenti d'un millier d'autres, le nombre des réfugiés soudanais est passé à 55 000. Onze mille d'entre eux vivaient dans les zones d'installation de Nakapiripirit, Onigo et Agago où ils bénéficiaient de l'assistance de la communauté internationale. L'arrivée de nouveaux réfugiés dans les différents centres où d'anciens groupes étaient en voie d'installation a rendu plus difficile l'organisation de l'œuvre d'assistance en faveur de ces réfugiés, et a rendu nécessaire la poursuite de l'assistance internationale. Le Haut Commissariat a prévu une allocation de 195 000 dollars à son programme de 1967 pour tenir compte de cet élément.

Par ailleurs, 242 réfugiés soudanais ont pu bénéficier de projets d'enseignement et de formation professionnelle financés au moyen de contributions spéciales.

Des progrès satisfaisants ont été réalisés dans les trois zones d'installation où l'on procède à l'établissement dans l'agriculture d'environ 3 000 des réfugiés congolais qui se trouvent dans le pays. Le Haut Commissariat a alloué 60 000 dollars à cet effet en 1966 et une nouvelle allocation de 32 450 dollars a été prévue à son programme de 1967.

Zambie

Le Haut Commissariat a consacré 760 000 dollars prélevés sur son Fonds extraordinaire à une opération de secours d'urgence organisée en Zambie en faveur des réfugiés angolais dont le nombre dans ce pays est passé d'une centaine environ à 3 800 dans le courant de l'année 1966, malgré le retour d'un millier d'entre eux dans leur pays d'origine. En outre, un montant de 338 000 dollars a été inclus dans le programme ordinaire du Haut Commissariat pour 1967 afin d'aider ces réfugiés à s'établir dans l'agriculture à Lwatembo et à Mankoya, zones réservées à cette fin par les autorités zambiennes.

Malgré l'afflux en Zambie, dans le courant de l'année, d'un millier de nouveaux réfugiés mozambiquais, le nombre total de la population réfugiée du Mozambique en Zambie a considérablement diminué, passant de 5 000 à 1 800 par suite du rapatriement librement consenti d'environ 4 000 d'entre eux dans leur pays d'origine. Dans la zone de Nyimba, où ils s'installent dans l'agriculture, l'établissement de ces réfugiés a progressé de façon encourageante après un démarrage assez lent. Le Haut Commissariat a prélevé 5 000 dollars sur son Fonds extraordinaire pour fournir des secours d'urgence à ces réfugiés.

Réfugiés européens

Au 31 décembre 1966, le financement des grands programmes d'assistance du HCR, élaborés entre 1955 et 1963 pour aider les "anciens" réfugiés européens, était définitivement assuré et la plupart des projets qui devaient en marquer le terme étaient en cours d'exécution. Le nombre des réfugiés qui, au 1^{er} janvier 1967, avaient encore besoin d'une aide au titre des grands programmes d'assistance s'élevait au total à 7 400 personnes, qui se trouvaient principalement en France, dans la République fédérale d'Allemagne et en Grèce. En France, on poursuit le placement à titre permanent dans des institutions d'une forte proportion de cas non réglés dont la majorité sont des personnes handicapées. Dans la République fédérale d'Allemagne

et en Grèce, la solution du problème dépend en grande partie du logement. En Allemagne, des logements leur seront fournis dans le cadre des programmes entrepris par le gouvernement dans ce domaine. En Grèce, la plupart des logements requis sont actuellement en construction.

A sa quinzième session, qui s'est tenue en mai 1966, le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a décidé que quelque 2 100 "anciens" réfugiés européens mentionnés plus haut, pour lesquels on continue à rechercher des solutions, seront admis au bénéfice du programme ordinaire du HCR. Il s'agissait de 1 150 réfugiés en Extrême-Orient, de 350 réfugiés d'origine européenne au Moyen-Orient et de 610 réfugiés au Maroc, dont beaucoup attendent des possibilités de réinstallation dans d'autres pays. A la fin de 1966 bon nombre de ces réfugiés avaient été réinstallés dans d'autres pays.

En 1966, environ 6 700 personnes d'origine européenne ont été reconnues comme réfugiés, contre plus de 10 000 en 1965. La majorité d'entre elles étaient des réfugiés jeunes et bien portants, dont plusieurs milliers ont pu émigrer, avec l'assistance des gouvernements, du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes et des institutions bénévoles, surtout dans des pays d'outre-mer. Un certain nombre de pays européens ont aussi accepté des réfugiés, y compris des personnes handicapées, en vue de leur installation permanente; toutefois, l'évolution de la situation du marché du travail a conduit quelques-uns de ces pays à freiner la cadence de l'immigration. En 1966, le HCR a pu faire réinstaller 199 réfugiés handicapés et a financé ou cofinancé la réinstallation, par voie d'émigration, de 630 réfugiés (dont 250 handicapés) pour une dépense de 300 000 dollars au titre du programme ordinaire du HCR de 1966.

Une assistance en vue de l'intégration dans le pays d'asile a été fournie, dans le cadre du programme du HCR de 1966, à plus de 3 000 réfugiés européens, dont la plupart avaient reçu une aide à l'établissement et un logement. Pendant la même période, bon nombre de réfugiés européens ont pu s'établir par leurs propres moyens.

Une réévaluation du problème des réfugiés gravement handicapés a été examinée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire à sa dix-septième session. L'étude effectuée a montré que le nombre de ces cas, en Europe, avait été ramené à 213, et que, pour 111 d'entre eux, la solution recommandée était la réinstallation. Le Comité exécutif a insisté auprès des pays d'immigration pour qu'ils assouplissent encore leurs critères d'admission et a recommandé que, dans les pays où il existe un régime adéquat de protection sociale, on intensifie les efforts pour assurer des moyens appropriés de réadaptation aux réfugiés gravement handicapés. En Amérique latine, il se pose encore un problème à propos des réfugiés handicapés.

Des progrès ont été réalisés, notamment en Autriche, dans la République fédérale d'Allemagne, en France et en Italie, touchant la prise en charge par les gouvernements et les institutions bénévoles des services d'orientation en faveur des réfugiés assurés précédemment par le HCR.

Autres groupes de réfugiés

Réfugiés chinois

D'après des évaluations faites récemment par les autorités locales, le nombre des Chinois réfugiés à

Macao était d'environ 74 000 à la fin de 1966. Le HCR a continué à avoir pour politique d'appuyer des projets qui créent des possibilités d'emploi et facilitent la réadaptation des réfugiés; il a donc fait porter principalement son aide à Macao sur les domaines du logement, de la formation professionnelle et de l'éducation, pour lesquels une allocation de 184 000 dollars a été prévue au programme ordinaire du HCR de 1966.

D'autres progrès ont été réalisés en ce qui concerne la construction de 242 logements dans l'île de Taipa, bien que l'exécution d'autres projets de construction de logements à Taipa et à Macao ait été différée à la suite des événements survenus à la fin de l'année. Par ailleurs, le HCR a affecté un montant total de 25 000 dollars à la construction de deux centres de formation professionnelle et d'artisanat et a dégagé en 1966 la moitié de l'allocation de 30 000 dollars approuvée pour la construction d'un foyer de jeunes filles réfugiées. La construction d'un centre de réadaptation sociale des toxicomanes dans l'île de Taipa, qui a nécessité une contribution de 9 000 dollars du HCR, était pratiquement achevée à la fin de 1966 tandis que l'entrée en service d'un fonds de roulement de 10 000 dollars destiné à prêter de petites sommes aux réfugiés désireux de s'établir dans un commerce, a eu lieu au début de 1967.

Les réfugiés chinois à Hong-kong ont continué à bénéficier de projets généraux de développement mis en œuvre par les autorités de Hong-kong au profit de l'ensemble de la population.

Réfugiés cubains

On estime à 6 680 environ le nombre des Cubains arrivés en Espagne en 1966; 2 423 d'entre eux ont été autorisés à se réinstaller dans d'autres pays, aux Etats-Unis dans la presque totalité des cas, le plus souvent pour y retrouver des parents. Après un ralentissement de la cadence des admissions aux Etats-Unis consécutif à l'entrée en vigueur des amendements à la loi des Etats-Unis sur l'immigration et la naturalisation (*Immigration and Naturalization Act*) à la fin de 1965, une décision visant à assouplir les procédures administratives relatives à l'admission a conduit à une augmentation du nombre des visas délivrés. Toutefois, le nombre des visas délivrés demeure inférieur à celui des demandes et la moyenne mensuelle des arrivées continue à dépasser celle des départs. Quelque 3 800 Cubains attendaient une possibilité d'émigrer d'Espagne à la fin de 1966. En juin 1967, leur nombre estimatif était d'environ 6 000.

Comme dans le passé, l'HCR a aidé le Gouvernement espagnol et les institutions bénévoles à couvrir le coût du logement temporaire des nouveaux venus pendant la période qui suivait immédiatement leur arrivée en Espagne. Dans le cadre du programme de 1966, un montant de 14 000 dollars a été employé pour de petits dons à cet effet. Le HCR a fourni également 21 700 dollars en vue du financement des services d'orientation destinés à aider les réfugiés à se préparer à émigrer dans les pays de réinstallation ou à se réinstaller en Espagne. Une somme de 85 000 dollars a été affectée à l'intégration sur place du petit nombre de Cubains qui ont décidé de s'installer en Espagne et qui ne peuvent le faire sans une assistance de la communauté internationale.

En Amérique latine, une aide d'urgence d'un montant approximatif de 22 000 dollars a été fournie à plus de

900 Cubains en transit, qui partaient se réinstaller aux Etats-Unis.

Réfugiés tibétains

Sur les 7 000 réfugiés tibétains qui, d'après des estimations récentes, vivaient au Népal, quelque 2 850 recevaient en 1966 une assistance à l'installation au titre du programme du HCR. Les autorités locales ont fourni le terrain nécessaire à la construction de logements pour les réfugiés. L'Association suisse d'assistance technique, le HCR et diverses institutions bénévoles ont continué à prêter leur concours à un programme prévoyant notamment la construction de logements, la création d'ateliers et d'un centre polyvalent ainsi que l'aménagement de centres d'artisanat destinés à permettre aux réfugiés de subvenir à leurs propres besoins. En conséquence, la majorité des réfugiés bien portants de presque tous les centres d'installation n'avaient plus besoin de rations alimentaires à la fin de l'année.

Outre les projets mentionnés plus haut qui avaient été négociés avec la Croix-Rouge népalaise en 1965, un petit projet d'assistance médicale aux réfugiés atteints de tuberculose, pour lequel une allocation de 5 000 dollars avait été engagée au titre du programme, a également été mis en route dans le courant de l'année.

Afin d'aider à consolider l'installation des 2 500 réfugiés vivant dans des centres organisés, une allocation de 71 000 dollars a été inscrite par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire dans le programme ordinaire de 1967.

Le Gouvernement indien fournit une assistance à environ 45 000 Tibétains réfugiés en Inde tandis que le *Central Relief Committee of India* coordonne l'aide prêtée par des institutions bénévoles. Le HCR a transmis aux autorités indiennes des contributions de source privée à titre d'aide complémentaire et une allocation de 9 000 dollars a été prévue au programme ordinaire du HCR de 1967 pour la continuation d'un programme médical mis en œuvre dans la région de Simla par la Croix-Rouge indienne. On pense qu'un certain nombre de réfugiés tibétains qui ne sont pas encore installés pourront recevoir une aide financée par des fonds prélevés sur les recettes de la campagne européenne de 1966 en faveur des réfugiés.

Réfugiés khmers

D'après les sources officielles cambodgiennes, environ 17 000 réfugiés khmers sont entrés dans le pays de 1962 à 1966. En plus de l'aide prêtée par les autorités locales, le Haut Commissaire a prélevé 10 000 dollars sur son Fonds extraordinaire pour créer trois centres d'accueil destinés à ces réfugiés. Un gouvernement a versé par l'intermédiaire du HCR une contribution spéciale de plus de 23 000 dollars pour venir en aide à ces réfugiés en 1967.

Réfugiés de Zanzibar

A la fin de 1966 le nombre de résidents d'origine arabe de Zanzibar qui avaient quitté leur pays pour s'installer dans la péninsule arabe dépassait 200. Le Haut Commissaire a alloué un montant de 10 000 dollars pour aider à l'intégration sur place de ces réfugiés dans leur nouvelle communauté.

FINANCEMENT DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE

Au 31 mai 1967, cinquante-deux gouvernements d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies

ou membres des institutions spécialisées avaient versé ou annoncé des contributions au programme ordinaire du HCR de 1966 pour un montant total de 3 123 975 dollars et une somme de 365 434 dollars a été fournie par d'autres sources. De ce fait il est apparu un écart de 679 151 dollars entre les contributions et l'objectif financier de ce programme, que le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire avait porté de 3,9 millions de dollars à 4 168 560 dollars à sa quinzième session. Compte tenu des réductions apportées aux allocations approuvées au titre du Programme de 1966 et du complément de contributions provenant de sources non gouvernementales, le financement de ce programme a définitivement été assuré par la première partie de 1967.

Par ailleurs, le Haut Commissaire a dû prélever en 1966 un montant de 246 253 dollars sur le Fonds extraordinaire pour financer des secours d'urgence que nécessitaient de nouveaux réfugiés, le plus souvent en Afrique.

Dans le courant de 1966, un montant de 559 922 dollars a été versé ou annoncé au HCR pour les "fonds de dépôt spéciaux" destinés à des opérations hors programme, ce qui a permis de financer un certain nombre de projets complémentaires d'assistance en faveur des réfugiés.

L'intérêt porté par le public aux réfugiés a été considérablement accru du fait que la Journée des Nations Unies de 1966 a été consacrée à la cause des réfugiés et aussi grâce à la campagne, lancée par un groupe d'institutions bénévoles placées sous la présidence de son Altesse royale le Prince Bernhard des Pays-Bas, en vue de recueillir des fonds au profit des réfugiés, principalement d'Asie et d'Afrique. La Campagne européenne pour les réfugiés a été entreprise dans dix-huit pays d'Europe. Des organisations privées d'Australie et de Nouvelle-Zélande se sont associées à ce mouvement. La campagne a donné d'excellents résultats mais, conformément aux vœux de la plupart des donateurs, la majeure partie des recettes de cette campagne sera réservée pour des activités d'assistance aux réfugiés qui sont en dehors du programme du HCR.

Au 31 mai 1967, une somme totale de 2 997 839 dollars avait été versée, annoncée, ou annoncée sous réserve par les gouvernements pour atteindre l'objectif plus élevé, de 4 846 130 dollars, que le Comité exécutif avait adopté pour le programme ordinaire du HCR de 1967 à sa dix-septième session. Bien qu'il compte recevoir des sommes importantes de sources non gouvernementales en 1967, le Haut Commissaire est vivement désireux d'obtenir des contributions gouvernementales en rapport avec l'objectif fixé pour les programmes financés par des contributions volontaires et il a en conséquence adressé aux gouvernements un appel pour qu'ils élargissent et accroissent leur participation financière à ces programmes conformément aux dispositions de la résolution 2197 (XXI) de l'Assemblée générale.

4. — Dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social sont actuellement au nombre de 375, dont 12 appartiennent à la catégorie A, 143 à la catégorie B et 220 sont inscrites au Registre du Secrétaire général.

Elles ont présenté 53 exposés écrits qui ont été distribués comme documents du Conseil, de ses commissions ou autres organes subsidiaires. Elles ont été entendues à diverses occasions par le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales ainsi que par le Conseil, ses commissions et autres organes subsidiaires.

Par sa résolution 1225 (XLII), le Conseil a prié son Comité chargé des organisations non gouvernementales de réviser les critères en application desquels le statut consultatif est accordé, de définir à nouveau, comme il conviendra, les conditions à remplir pour obtenir le statut dans chaque catégorie, de revoir, en fonction de leur coût, les facilités et les privilèges dont bénéficient ces organisations et d'envisager la possibilité de formuler des règles pour la suspension ou le retrait du statut. Il a demandé au Comité d'obtenir des organisations auxquelles a été accordé le statut consultatif qu'elles donnent des renseignements sur leurs activités actuelles et sur la provenance des fonds avec lesquels elles les financent, et de faire rapport au Conseil lors de sa quarante-quatrième session au plus tard.

Le Conseil a prié en outre le Comité, sur la base d'autres modifications qui pourraient être approuvées par le Conseil, de procéder à un examen des activités de chacune des organisations en vue d'un reclassement lorsque cela paraît judicieux et de déterminer en particulier s'il y en a qui sont soumises à l'influence induite d'Etats Membres et, dans ce cas, de recommander quelles mesures le Conseil devrait prendre.

5. — Jumelage des villes

Par sa résolution 2058 (XX), l'Assemblée générale avait demandé au Conseil économique et social d'établir, en collaboration avec les organisations non gouvernementales compétentes dotées du statut consultatif et compte tenu des décisions prises par l'UNESCO, un ensemble de mesures grâce auxquelles l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO pourraient prendre des dispositions concrètes pour encourager encore davantage la réalisation du plus grand nombre possible de jumelages de villes et de le soumettre à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session. Elle avait également demandé au Secrétaire général d'encourager cette forme de coopération.

En conséquence, le Secrétaire général a présenté au Conseil, lors de sa quarante-deuxième session, un rapport rendant compte des activités du PNUD et de l'UNESCO dans le domaine du jumelage des villes et de la coopération intermunicipale, avec des exposés de la Fédération mondiale des villes jumelées et l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux.

Le Conseil était saisi d'une proposition relative à l'assistance financière à la Fédération mondiale des villes jumelées et d'une autre proposition concernant la création éventuelle d'un fonds de jumelage.

Par sa résolution 1217 (XLII), le Conseil a rappelé l'appui donné par l'Assemblée générale au jumelage des villes en tant que moyen de coopération internationale, a suggéré aux gouvernements d'inviter les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif à participer à la planification et à l'exécution de projets du PNUD dans lesquels le jumelage des villes pourrait jouer un grand rôle et a invité les organisations non gouvernementales compétentes à prier les villes de soumettre leurs projets de jumelage à leurs gouvernements afin que ceux-ci en tiennent compte lorsqu'ils adressent une demande d'assistance au PNUD.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

A. — Problèmes généraux et techniques relatifs au développement

1. — La situation économique et sociale dans le monde

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Pour les documents, voir :

- a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 5 de l'ordre du jour ; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 39 de l'ordre du jour ;
- b) E/4362, E/4376.

SITUATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Pour les documents, voir :

- a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 2 de l'ordre du jour ;
- b) *Etude sur l'économie mondiale, 1966* : publication des Nations Unies, numéro de vente : 67.II.C.1.

SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE

Pour le rapport de la Commission du développement social sur sa dix-huitième session (6-23 mars 1967), voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 5 et Corr.1* (E/4324 et Corr.1).

Voir aussi :

- a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 17 de l'ordre du jour ; *ibid.*, quarante-deuxième session, *Annexes*, point 10 de l'ordre du jour ; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 54 de l'ordre du jour ;
- b) *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965* : publication des Nations Unies, numéro de vente : 66.IV.7.

2. — Situation démographique dans le monde

Pour des documents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 46 de l'ordre du jour.

3. — Assistance économique internationale aux pays peu développés

LE COURANT INTERNATIONAL DES CAPITAUX VERS LES PAYS PEU DÉVELOPPÉS

Pour les documents, voir :

- a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 8 de l'ordre du jour ; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 40 de l'ordre du jour.
- b) *Mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement* : publication des Nations Unies, numéro de vente : 67.II.D.17 ;
- c) E/4371 et Corr.1, E/4374, E/4375.

AIDE ALIMENTAIRE MULTILATÉRALE

Pour les documents, voir :

- a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 16 de l'ordre du jour ; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 50 de l'ordre du jour ;
- b) E/4352.

POLITIQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Pour les documents, voir :

- a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 8 de l'ordre du jour ; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 40 de l'ordre du jour ;
- b) *Crédits à l'exportation et financement du développement, parties 1 et 2* : E/4274 et Corr.1 et Add.1.

FONDS D'ÉQUIPEMENT DES NATIONS UNIES

Pour les documents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la quarante et unième session, Annexes*, point 1 de l'ordre du jour ; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 38 de l'ordre du jour.

4. — Planification et projections du développement

Pour le rapport du Comité de la planification du développement sur sa deuxième session (10-20 avril 1967), voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 7* (E/4362).

Voir aussi :

- a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 7 de l'ordre du jour ;
- b) *Planification du secteur extérieur : méthodes, problèmes et politiques* : publication des Nations Unies, numéro de vente : 67.II.B.5 ;
- c) *Etude sur l'économie mondiale, 1966* : publication des Nations Unies, numéro de vente : 67.II.C.1.

5. — Le budget, instrument de programmation pour le développement économique

- a) *Manuel d'établissement des budgets-programmes et des budgets de réalisation* : publication des Nations Unies, numéro de vente : 66.XVI.1 ;
- b) *Le budget d'Etat et la planification économique dans les pays en voie de développement* : publication des Nations Unies, numéro de vente 67.XVI.1 ;
- c) *Annuaire statistique, 1966* : publication des Nations Unies, numéro de vente : 67.XVII.1.

6. — Application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées

Pour le quatrième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 8* (E/4300).

Voir aussi :

- a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 12 de l'ordre du jour ; *ibid.*, reprise de la quarante et unième session, *Annexes*, point 14 de l'ordre du jour ; *ibid.*, quarante-deuxième session, *Annexes*, point 5 de l'ordre du jour ; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 12 de l'ordre du jour ;
- b) E/4343, E/AC.52/L.27, E/AC.52/L.29.

7. — Les brevets et le transfert des connaissances techniques

Pour les documents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes*, point 5 de l'ordre du jour.

8. — Conséquences économiques et sociales du désarmement

Pour les documents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil écono-*

mique et social, quarante et unième session, Annexes, points 6 et 32 de l'ordre du jour; et Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 44 de l'ordre du jour.

9. — Etablissement et diffusion de renseignements statistiques de base

Pour le rapport de la Commission de statistique sur sa quatorzième session (10-20 octobre 1966), voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 3 (E.4283).

Pour les documents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 7 de l'ordre du jour.

World Weights and Measures: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.3;

Annuaire démographique, 1966: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XIII.1;

Annuaire statistique, 1966: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.1;

Yearbook of International Trade Statistics, 1965: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.2;

Principles and Recommendations for the 1970 Population Censuses: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.3;

Principles and Recommendations for the 1970 Housing Censuses: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.4;

Growth of World Industry, 1953-1965: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.10;

Sample Surveys of Current Interest (11^e rapport): publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.11;

Annuaire de statistiques des comptabilités nationales, 1966: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.14;

Methods of Estimating Housing Needs: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.15;

World Energy Supplies, 1962-1965: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVII.18;

1965 World Trade Annual (4 volumes) et *Supplément* (5 volumes). Renseignements fournis par le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies; publié dans le commerce par Walker and Company;

Population and Vital Statistics Report. Documents statistiques, série A, vol. XVIII, nos 3-4 (renseignements disponibles aux 1^{er} juillet et 1^{er} octobre 1966); vol. XIX, nos 1-2 (renseignements disponibles aux 1^{er} janvier et 1^{er} avril 1967);

Commodity Trade Statistics. Documents statistiques, série D, vol. XIV (renseignements pour 1964), n° 26; vol. XV (renseignements pour 1965), nos 15 à 28; vol. XVI (renseignements pour 1966), nos 1 à 10;

Bulletin mensuel de statistique. Vol. XX, nos 7 à 12 (juillet-décembre 1966); vol. XXI, nos 1 à 6 (janvier-juin 1967);

Statistical Note. ST/STAT/Series B/30.

B. — Développement et utilisation des ressources humaines

Pour le rapport de la Commission du développement social sur sa dix-huitième session (6-23 mars 1967), voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 5 et Corr.1 (E/4324 et Corr.1).

Voir aussi:

a) Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, points 3 et 17 de l'ordre du jour; *ibid.*, quarante-deuxième session, Annexes, points 8 et 10 de l'ordre du jour; et Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 52 et 54 de l'ordre du jour;

b) *Application des méthodes du développement communautaire à la colonisation rurale*: publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.IV.5;

c) E/4353 et Add.1, E/CN.5/409 et additifs, E/CN.5/412.

C. — Mise en valeur et utilisation des ressources naturelles

Pour les documents, voir:

a) Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 11 de l'ordre du jour; *ibid.*, reprise de la quarante et unième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour; *ibid.*, quarante-deuxième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour; et Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 94 de l'ordre du jour;

b) *Small-scale Power Generation*: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.B.7.

D. — Habitation, construction et planification

Pour le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa quatrième session (5-16 septembre 1966), voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 4 (E/4287).

Voir aussi:

a) Rapport de la Commission du développement social sur sa dix-huitième session (6-23 mars 1967): Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 5 et Corr.1 (E/4324 et Corr.1);

b) Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 18 de l'ordre du jour; *ibid.*, reprise de la quarante et unième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour; et *ibid.*, quarante-deuxième session, Annexes, point 9 de l'ordre du jour;

c) *Modular Co-ordination in Building — Asia, Europe and the Americas*: publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.IV.4.

E. — Développement des services essentiels

1. — Transports, voyages et communications

Pour les documents, voir:

a) Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 20 de l'ordre du jour; *ibid.*, quarante-deuxième session, Annexes, points 4 et 28 de l'ordre du jour; et Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 53 de l'ordre du jour;

b) *Transport par conduite de matériaux en vrac ou conditionnés*: publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.VIII.1;

c) *Etude de certains aspects du système de transport des marchandises par unité de charge: application aux pays en voie de développement*: publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.VIII.2;

d) *Le transport des marchandises dangereuses* (1966): publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.VIII.2 (3 volumes);

e) *The Turn-Around Time of Ships in Port*: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.VIII.5;

2. — Topographie et établissement des cartes

Carte internationale du monde au millionième. Rapport pour 1965: publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.I.27.

F. — Administration publique

1. — Services consultatifs, formation et recherche

Pour les documents, voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour;

Manuel de législation et de pratiques régissant la fonction publique: publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.H.2;

Orientation Course in Mechanized Data Processing: publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.H.3;

Régimes de personnel des collectivités locales: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.H.1;

L'administration de la planification économique: principes et mythes: ST/TAO/M/32;

Droit administratif et développement national: ST/TAO/M/34;

Rapport du Cycle d'études des Nations Unies sur l'organisation et l'administration des entreprises publiques: ST/TAO/M/35; et *Documents choisis:* ST/TAO/M/36;

Role of Public Enterprises in Plan Formulation and Plan Implementation in Centrally Planned Economies: ST/TAO/M/37;

Programme de l'Organisation des Nations Unies en matière d'administration publique: rapport établi par la réunion d'experts: ST/TAO/M/38.

2. — Envoi de personnel de direction, d'exécution et d'administration

Pour les documents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 49 de l'ordre du jour.

G. — Coordination et relations avec les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique

Pour les documents, voir:

a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 3 de l'ordre du jour; *ibid.*, reprise de la quarante et unième session, *Annexes*, point 10 de l'ordre du jour; et *Documents officiels de l'Assemblée générale vingt et unième session, Annexes*, point 52 de l'ordre du jour;

b) E/4337.

H. — Questions spéciales

1. — Assistance en cas de catastrophe naturelle

Pour les documents, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes*, point 29 de l'ordre du jour.

2. — Contrôle des stupéfiants

Pour le rapport de la Commission des stupéfiants sur sa vingt et unième session (5-21 décembre 1966), voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 2* (E/4294).

Pour les documents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes*, point 17 de l'ordre du jour.

Rapport du Comité central permanent des stupéfiants sur l'activité du Comité pendant l'année 1966: publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.XI.9 (E/OB/22).

Bulletin des stupéfiants: vol. XVIII, n° 2, 3 et 4 et vol. XIX, n° 1.

3. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Pour le rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés relatif à la période allant du 1^{er} avril 1966 au 31 mars 1967, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Suppléments n° 11* (A/6711/Rev.1) et 11 A (A/6711/Rev.1/Add.1).

Voir aussi *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 27 de l'ordre du jour; *ibid.*, reprise de la quarante et unième session, *Annexes*, point 13 de l'ordre du jour; et *Documents officiels de l'Assemblée générale vingt et unième session, Annexes*, points 55 et 85 de l'ordre du jour.

4. — Dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales

Pour les documents, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 29 de l'ordre du jour; et *ibid.*, quarante-deuxième session, *Annexes*, point 20 de l'ordre du jour.

5. — Jumelage des villes

Pour les documents, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes*, point 18 de l'ordre du jour.

CHAPITRE IX

Commissions économiques régionales

Les commissions économiques régionales ont toutes les quatre tenu session au début de 1967.

La Commission économique pour l'Europe (CEE) et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) ont marqué à cette occasion leur vingtième anniversaire.

En 1968, la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) aura à son tour vingt ans d'existence, et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dix ans. Le moment est sans doute opportun pour évaluer, en un bref tour d'horizon, comment les activités des commissions répondent aux besoins de leurs régions respectives.

L'efficacité des commissions économiques régionales a augmenté à divers égards. Tout d'abord, depuis leur création, leur domaine géographique s'est étendu. Les membres de la CEAEO, par exemple, sont passés de dix en 1947 à 27 en 1966. De même, avec l'accession à l'indépendance de nombreux pays africains, le nombre des membres de la CEA a augmenté. Récemment, la CEPAL a aussi vu s'ajouter à ses membres les pays des Caraïbes nouvellement indépendants. Bien que la composition des commissions ne réponde pas encore au critère idéal de l'universalité, elles représentent maintenant chacune dans sa région l'instance la plus largement représentative où puissent être débattues les questions économiques et sociales. A ce propos, dans le message qu'il a adressé à la CEE à l'occasion de son vingtième anniversaire, le Secrétaire général a réaffirmé l'opinion exprimée dans l'introduction de son dernier rapport annuel, selon laquelle tous les pays devraient être encouragés à suivre de plus près les travaux de l'Organisation, et mis à même de le faire, par l'intermédiaire de divers organes de l'ONU, notamment les commissions économiques régionales.

Autre élément important : les programmes de travail des commissions économiques régionales, au lieu d'être axés sur des études destinées à rassembler et à diffuser des renseignements, le sont désormais sur des opérations d'assistance directe aux pays de chaque région. Cela est aussi vrai de l'Europe, la plus développée, que des trois autres régions. Dans le cadre de son programme de travail, la CEE, par exemple, a aidé les pays de l'est et de l'ouest à développer leurs échanges commerciaux et à partager leurs connaissances techniques, notamment en ce qui concerne les méthodes de planification du développement, par exemple les programmes de travail de la CEA, de la CEAEO et de la CEPAL font de plus en plus de place aux projets de portée régionale ou sous-régionale. Certains de ces projets opérationnels, comme les banques régionales de développement et les instituts régionaux de formation de planificateurs économiques et sociaux, ont contribué à institutionnaliser la structure du développement à l'échelle de la région. La mise en valeur du bassin inférieur du Mékong et les études géophysiques de la plateforme continentale asiatique sont des exemples d'efforts

entrepris sur le plan sous-régional pour encourager la coopération entre les pays en matière de développement économique et social.

La création d'institutions régionales et sous-régionales offre aussi à la coopération internationale l'occasion de s'exercer. Le capital de la Banque asiatique de développement, qui a commencé à fonctionner en décembre 1966, est souscrit par les pays développés et en voie de développement d'Asie ainsi que par des pays développés d'Europe et d'Amérique. Ce genre de coopération, qui s'organise autour d'institutions particulièrement nécessaires, mérite d'être encouragé par l'ONU dans le cadre de ses efforts pour promouvoir le développement économique et social des pays en voie de développement, qui représentent les deux tiers de l'humanité. Ces efforts devront se renforcer pendant la prochaine décennie — d'autant plus que la Décennie des Nations Unies pour le développement n'a pas eu le succès escompté —, et les quatre Commissions économiques régionales ainsi que le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth ont là sans conteste un rôle à jouer. Comme l'a indiqué le Secrétaire général dans le message qu'il a adressé à la CEAEO lors de sa récente session à Tokyo, il appartient aux Commissions économiques régionales de catalyser, d'appuyer et de coordonner la coopération sous-régionale, régionale et internationale.

La CEE et la CEAEO ont publié des déclarations à l'occasion de leur vingtième anniversaire. Pour sa part, la CEE a souligné le développement croissant des relations de bon voisinage entre tous les Etats européens et a insisté sur l'importance de la coopération économique. Les membres de la CEE ont déclaré s'engager à contribuer par tous les moyens possibles au renforcement de la coopération commerciale, économique, scientifique et technique, dans des domaines tant traditionnels que nouveaux, sur une base mutuellement avantageuse et à long terme, en gardant présentes à l'esprit les possibilités de coopération multilatérale. Ils ont également souligné l'intérêt qu'il y a à renforcer les relations économiques avec les pays d'autres régions et de la nécessité d'encourager le développement économique dans le monde entier. Dans la déclaration qu'elle a approuvée à sa vingt-troisième session, la CEAEO a reconnu la nécessité pressante de satisfaire les aspirations légitimes des peuples d'Asie à un niveau de vie plus élevé et a engagé les pays développés et en voie de développement à adopter des mesures et politiques qui répondent aux buts et aux espoirs des pays en voie de développement. Ces déclarations montrent que les diverses régions, malgré les nombreuses différences naturelles qui les séparent, comprennent la nécessité de travailler à nouer des liens économiques et sociaux plus étroits, sur le plan régional comme sur le plan international.

Chacune des commissions a fixé son ordre de priorité et sa stratégie du développement en fonction des conditions qui règnent dans sa région. C'est ainsi que la CEPAL a apporté une assistance directe au secrétariat

du Marché commun de l'Amérique centrale et que la CEAEAO fournit les services de secrétariat au Conseil asiatique du développement industriel. Les commissions ont pu aussi faire face aux besoins régionaux en encourageant la formation de groupements économiques sous-régionaux, comme en Afrique et en Asie, et en offrant leur aide à l'intégration régionale, comme l'a fait la CEPAL.

Les commissions économiques régionales ont acquis une expérience inappréciable des questions relatives à l'industrie, aux ressources naturelles, aux ressources humaines, à l'agriculture, au commerce et aux finances, notamment dans leurs rapports avec le développement économique et social des pays en voie de développement. Les commissions servent à polariser l'application efficace des programmes concrets entrepris dans ces divers domaines, et l'avenir devrait voir se renforcer leurs efforts dans ce sens. Depuis la création de la CNUCED et de l'ONUDI, on se préoccupe spécialement de coordonner les activités de ces institutions nouvelles avec les programmes en cours des commissions économiques régionales. Afin d'atteindre, dans les délais les plus rapides, des objectifs économiques et sociaux de la Charte, il faut absolument qu'existe, entre toutes les institutions des Nations Unies chargées du développement économique et social, une coopération efficace.

A. — Commission économique pour l'Europe

Pendant sa vingt-deuxième session, en avril 1967, la Commission économique pour l'Europe a tenu, pour célébrer son vingtième anniversaire, une réunion commémorative au niveau ministériel, au cours de laquelle elle a adopté à l'unanimité une déclaration où sont exposées les grandes lignes des travaux que la Commission entreprendra en vue de renforcer la coopération entre les pays membres et de l'étendre à de nouveaux domaines d'activité. En outre, la Commission a adopté des résolutions sur : les travaux statistiques de la Commission ; les travaux du Comité pour le développement du commerce ; les activités de la Commission dans le domaine de la normalisation ; la productivité du travail ; la convocation d'une réunion internationale sur le milieu de vie et son influence sur la société et le développement de l'économie nationale ; l'application des méthodes modernes d'économie mathématique et des techniques de calcul électronique à la recherche économique ; l'examen des tendances économiques à long terme dans la région de la CEE et le développement de la coopération ; les programmes de travail de la Commission ; la coopération entre la CEE et l'ONUDI dans le domaine du développement industriel ; le tourisme ; les activités de la Commission relatives à la préparation de la deuxième session de la CNUCED ; la création d'un organe chargé des problèmes que posent les ressources hydrauliques et la lutte contre la pollution de l'eau ; la recherche scientifique et technologique ; la coopération scientifique et technique ; les activités de la Commission dans le domaine de l'industrie chimique ; le programme de travail de la Commission pour 1967-1968.

Le Comité des problèmes agricoles a examiné l'évolution de l'agriculture européenne, des politiques agricoles et du commerce de produits agricoles en 1956 et 1966, et a étudié en détail les conditions du marché et les perspectives à court terme de certains produits agricoles importants. La revue annuelle de la situation agricole de l'Europe à la fin de l'année et les rapports

annuels sur les prix des produits agricoles et des engrais et sur les développements récents du commerce agricole en Europe ont continué de paraître régulièrement. Deux études faites par le secrétariat dans le cadre de ses travaux sur la rationalisation des exploitations agricoles, et portant respectivement sur la classification économique des exploitations agricoles et sur la rationalisation de la dimension des exploitations, ont été publiées en 1967. En outre, un colloque sur les aspects économiques de l'utilisation des engrais a été organisé conjointement par le Comité et la FAO. Plusieurs voyages d'étude et visites sur le terrain ont été organisés, notamment un voyage d'étude en France, en mai 1966, du Groupe de travail de la mécanisation de l'agriculture.

Le Comité du charbon a entrepris plusieurs études nouvelles sur les facteurs qui affectent la structure de l'industrie charbonnière européenne, et notamment : les nouvelles méthodes employées pour augmenter la productivité, et plus spécialement l'automatisation de l'extraction ; les techniques perfectionnées d'exploitation à ciel ouvert ; les tendances et la structure des investissements et des coûts, et leur influence sur la position concurrentielle du charbon ; la publication d'un bulletin annuel des statistiques du charbon pour l'Europe. Le Comité du charbon a organisé plusieurs cycles et voyages d'étude, notamment un voyage aux Etats-Unis, une réunion des Directeurs des instituts nationaux scientifiques des mines organisée en URSS et un symposium sur l'utilisation des calculatrices dans l'industrie charbonnière, organisé au Royaume-Uni.

Le Comité de l'énergie électrique a continué l'examen de la situation et des perspectives de l'approvisionnement en énergie électrique de l'Europe ainsi que la situation de l'électrification rurale. Un rapport a été rédigé sur le symposium consacré aux problèmes de l'optimisation, du point de vue économique, de l'approvisionnement en énergie pour le chauffage et la climatisation de grands complexes d'habitation, organisé à Prague en septembre 1966. On a préparé une étude détaillée sur le potentiel hydroélectrique des ressources hydrauliques de l'Europe, son évaluation et sa répartition géographique. Des experts chargés des questions juridiques ont commencé une étude comparée du régime juridique des entreprises d'électricité en Europe. Plusieurs rapports sur certains aspects particuliers de la conception et de l'exploitation des centrales thermiques et sur l'électrification des régions rurales ont été publiés. On a entrepris une étude comparée des prescriptions de sécurité en vigueur concernant la construction des lignes aériennes dans les pays participant aux travaux de la Commission.

Un rapport succinct contenant des renseignements sur la situation de l'énergie en Europe pour 1964 a été publié et un autre rapport contenant des renseignements pour 1965 a été préparé ; ces documents ont fourni les données de base nécessaires au Comité du charbon, au Comité du gaz et au Comité de l'énergie électrique.

Dans sa revue annuelle, *La situation du gaz en Europe et ses perspectives*, le Comité du gaz a étudié les ressources en gaz naturel. Il a également travaillé à un bulletin récapitulatif des statistiques du gaz couvrant la période 1960-1965. Plusieurs études ont été terminées, dont celle consacrée à l'utilisation du gaz dans les industries du verre, du fer et de l'acier, et plusieurs autres, consacrées à des questions comme le statut juridique des gazoducs internationaux et l'utilisation des produits pétroliers par l'industrie gazière, ont été poursuivies. Le Comité s'est également préoccupé

des méthodes d'évaluation des réserves de gaz naturel et a préparé un rapport. Les travaux ont aussi commencé en vue d'établir une carte internationale des gisements de gaz naturel en Europe.

Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a continué de publier régulièrement ses bulletins annuels et trimestriels de statistiques. Une étude complète a été entreprise sur la situation du logement et les perspectives des besoins à long terme de logement dans les pays européens. Le Sous-comité de l'industrie du bâtiment a organisé un cycle d'études à Paris sur la conception, la production et l'utilisation des éléments de construction fabriqués industriellement. A la demande du secrétariat de l'ONUDI, une étude a été faite sur les industries fabriquant des matériaux et des éléments de construction, à titre de contribution au Cycle d'études international sur le développement industriel. On a publié un rapport sur l'adoption d'un système unifié de coordination dimensionnelle dans la construction et une étude sur la planification physique régionale. Le Sous-Comité de la rénovation urbaine et de la planification a organisé un cycle d'études à Amsterdam sur la distribution et les formes futures de zones urbaines. L'enquête sur les méthodes d'évaluation de la qualité des logements et îlots d'habitation a été achevée. Des voyages d'étude ont été organisés pendant l'année en Bulgarie et en Turquie, et un groupe s'est rendu en Israël.

Par l'intermédiaire de son Groupe de travail du marché de l'acier, le Comité de l'acier a passé en revue les tendances du marché européen et du marché mondial de l'acier en se fondant sur le rapport établi par le Secrétariat sur *Le marché européen de l'acier en 1965* et sur une étude portant sur 1966. Quatre numéros du bulletin trimestriel de statistiques de l'acier ont été publiés ainsi que le bulletin annuel intitulé *Statistics of World Trade in Steel, 1965*. Une étude sur les *Aspects de la concurrence entre l'acier et d'autres matériaux* a été publiée, ainsi qu'un rapport intitulé *Comparaisons internationales de la productivité de travail dans l'industrie sidérurgique*. Les études entreprises sur le marché mondial de l'acier et les demandes d'acier dans les pays en voie de développement sont en cours de réalisation; ces deux études, ainsi qu'un rapport sur les aspects économiques de la préparation du minerai de fer seront soumises au Colloque international sur le développement industriel. Le Comité a fait un voyage d'étude en Union soviétique sur l'invitation du gouvernement.

On est en train de préparer une étude des aspects économiques de l'automatisation avec l'aide de rapporteurs nationaux. Une étude est également en cours sur les tendances et les perspectives du marché des produits chimiques dans les pays de la CEE. Cette étude, complétée par une seconde partie portant sur les pays en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, sera soumise au Colloque international sur le développement industriel. Les numéros du Bulletin de statistiques du commerce mondial des produits des industries mécaniques et électriques portant sur les années 1963, 1964 et 1965 ont été publiés pendant l'année écoulée. Une étude des industries mécaniques et de l'industrialisation sera soumise au Colloque international. Les travaux se poursuivent sur l'étude des besoins de produits des industries mécaniques dans les pays d'Europe en voie d'industrialisation.

Le Comité des transports intérieurs a poursuivi ses travaux sur l'unification des réglementations techniques et administratives de la circulation routière et sur

l'adoption de conditions uniformes d'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur. Le Comité a achevé l'examen des projets de convention sur la circulation routière et sur la signalisation routière présentée conformément à la résolution 1082 B (XXXIX) du Conseil économique et social. Les travaux sur l'unification des caractéristiques de plusieurs catégories de voies navigables et des bâtiments aptes à naviguer sur ces voies se sont achevés par l'adoption de résolutions sur cette question. On poursuit les études économiques des liaisons des principaux fleuves navigables. Les Annexes de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route ont été mis à jour. Les travaux ont commencé en vue de remplacer l'Accord relatif aux engins spéciaux pour le transport des denrées périssables et à leur utilisation pour les transports internationaux de certaines de ces denrées, signé en 1962, par un nouvel accord. A l'occasion de l'Année internationale du tourisme, deux résolutions ont été adoptées par le Comité, l'une demandant d'accroître les facilités accordées aux touristes par les douanes et l'autre sur la libéralisation de certaines opérations touchant le transport international de passagers.

Le Comité du bois a étudié l'évolution du marché des produits forestiers en 1966 et évalué les perspectives pour 1967. Il a également examiné le programme d'étude sur la consommation de bois feuillus tropicaux en Europe, qui a été publié sous forme de supplément au *Bulletin du bois pour l'Europe* en février 1967. Il a en outre examiné les préparatifs du deuxième Colloque sur les panneaux, qui se tiendra au début de 1968. Le Comité a fait plusieurs voyages d'étude, dont un en Finlande. Un colloque sur l'intégration dans les industries forestières a eu lieu à Genève en février 1967. Le Comité mixte FAO/CEE/OIT des techniques de travail en forêt et de la formation des ouvriers forestiers a tenu sa sixième session en Suède en septembre 1966. En janvier 1967 a eu lieu la septième session du Groupe d'étude de la formation professionnelle et de la prévention des accidents dans les travaux forestiers, et la deuxième session du Groupe d'étude de la mécanisation du travail en forêt s'est tenue en avril 1967. Sous les auspices du Groupe de travail mixte FAO/CEE des statistiques des forêts et des produits forestiers, un groupe d'experts sur la lutte contre les incendies de forêt s'est réuni en avril 1967 pour discuter des aspects techniques, économiques et statistiques de la lutte contre les incendies de forêt.

Le Comité pour le développement du commerce a continué d'examiner l'évolution du commerce intra-européen et en particulier du commerce entre l'Est et l'Ouest, et de travailler à améliorer les conditions dans lesquelles se font ces échanges commerciaux, notamment en simplifiant et en normalisant les documents d'exportation et les procédures d'arbitrage. Le Comité a également commencé des études des problèmes commerciaux, notamment une étude des moyens mis en œuvre par les gouvernements pour stabiliser et assouplir les échanges Est-Ouest. Le Comité s'est particulièrement intéressé à la part que peuvent prendre la CEE et ses pays membres aux travaux de la CNUCED, et notamment aux préparatifs de la deuxième session de la Conférence.

La Conférence des statisticiens européens a tenu sa quatorzième réunion plénière. La Conférence et ses groupes de travail ont continué d'accorder une attention spéciale à deux sujets importants: premièrement, les comptes et bilans nationaux, et deuxièmement, la préparation des recensements de la population et des habitations qui auront lieu en 1970. La Conférence s'efforce

toujours d'encourager la coordination et d'éliminer les doubles emplois dans les activités statistiques entreprises dans le cadre du programme de la CEE et la coordination entre les organisations internationales, régionales et sous-régionales qui travaillent en Europe. En outre, les discussions ont embrassé toute une série de sujets allant des statistiques et indices des prix aux registres de la population. Il y a eu des réunions consacrées aux sujets suivants : les statistiques — repères pour les transports (réunion organisée avec le Comité des transports intérieurs) ; les statistiques courantes du logement et de la construction (réunion organisée en commun avec le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification) ; et les statistiques agricoles (réunion organisée en commun avec la FAO et le Comité des problèmes agricoles). Deux nouvelles études ont paru dans la série des *Normes et études statistiques*. Une Division de statistique distincte a été créée au début 1967 auprès du secrétariat de la CEE. La Commission s'est également penchée sur d'autres questions dont : la mise en œuvre de la déclaration sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement ; l'implantation des usines ; la publication d'un recueil des études et des bulletins statistiques de la CEE.

B. — Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

A sa vingt-troisième session, qui s'est tenue à Tokyo en avril 1967, la Commission a pris note des résultats obtenus en matière de coopération régionale et internationale pendant l'année précédente et de la création d'institutions et de mécanismes destinés à accélérer cette coopération. Etant donné l'importance accrue de ses travaux dans ce domaine, elle a rationalisé à nouveau son programme de travail, tant du point de vue de sa présentation que de son contenu, de manière à encourager plus encore le préinvestissement et les activités connexes dans les domaines économique et social.

Elle a approuvé, dans les domaines de la planification, de la production industrielle et du commerce, un certain nombre de projets opérationnels propres à servir de base à l'établissement de programmes coordonnés entre les pays de la région. Elle a pris note des incidences financières de son programme et a insisté sur la nécessité, en l'état actuel de ses principaux projets, d'effectifs supplémentaires.

Le vingtième anniversaire de la création de la CEAO a fourni l'occasion de discuter des réalisations du passé et des problèmes de l'avenir, à propos d'un document intitulé "la CEAO — 20 ans de progrès", et a été marqué par l'adoption de deux résolutions dans lesquelles la Commission a affirmé la nécessité fondamentale de reconnaître l'ampleur des besoins en matière d'assistance et de commerce, d'encourager la coopération régionale en vue du développement et de continuer à orienter les programmes vers l'action concrète dans les zones prioritaires.

Lors de la discussion qu'elle a consacrée à la situation économique en Asie, la Commission a constaté avec inquiétude que le taux de croissance économique de la région en 1965 avait été faible et que le revenu par habitant avait diminué. Elle a noté cependant que de nombreux pays de la région avaient déjà dépassé les objectifs fixés pour la Décennie des Nations Unies pour le développement pour les années 60. La Commission s'est inquiétée du problème critique que pose l'alimentation de la région et a suggéré des mesures pour y

faire face, en soulignant également l'interdépendance qui existe entre l'agriculture et l'industrie. Elle a évoqué notamment la lenteur avec laquelle sont mises en œuvre les recommandations de la CNUCED, même adoptées à l'unanimité. Lors de la discussion sur les aspects financiers du développement, la Commission s'est inquiétée de ce que les entrées nettes d'assistance extérieure ont diminué ainsi que des conditions auxquelles elle est accordée, et elle a souligné la nécessité de fournir en permanence une aide massive et prompte au stade actuel du développement. La Commission s'est penchée sur la définition envisagée d'une stratégie internationale du développement pour les années 1970, et a demandé que l'on étudie les répercussions qu'elle aurait sur la région de la CEAO.

La Commission s'est félicitée de la décision tendant à appeler l'attention de la prochaine conférence des planificateurs économiques d'Asie sur les problèmes que pose l'exécution des plans. En ce qui concerne l'harmonisation des plans régionaux, la Commission a souligné qu'il fallait considérer les groupements sous-régionaux comme une étape transitoire devant conduire à une coopération régionale plus large. La Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie sera l'organe chargé de l'exécution du programme d'harmonisation des plans.

La Commission a pris note des travaux de l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques et elle a adopté une résolution relative au financement des activités de l'Institut au cours de sa deuxième période quinquennale (1969-1973).

La Commission a constaté l'existence d'une forte demande de matériel pour le traitement des données et a décidé de réunir un groupe de travail d'experts chargé d'examiner la possibilité de créer un centre régional d'exploitation des données. Elle a accueilli avec satisfaction l'offre du Gouvernement japonais de fournir des installations pour un institut régional de formation et de recherches statistiques, qui bénéficiera d'une assistance appropriée du PNUD.

La Commission a demandé aux pays développés de contribuer aux fonds spéciaux ou aux *trust funds* de la Banque asiatique de développement. La CEAO et la Banque ont réaffirmé leur désir commun de coopérer étroitement.

La Commission s'est félicitée de ce que le Gouvernement iranien ait invité les pays membres de la CEAO à participer à la deuxième Foire internationale d'Asie, qui doit se tenir à Téhéran en 1969.

Une profonde inquiétude a été exprimée à propos d'un certain nombre de questions d'ordre commercial, et par exemple devant l'accroissement du déficit commercial de la région on s'est préoccupé des résultats des négociations Kennedy entreprises sous les auspices du GATT, ainsi que du danger de voir les pays en voie de développement réduits au rôle de fournisseurs résiduels de matières premières aux pays développés. La Commission s'est également inquiétée des fluctuations des cours internationaux et des conditions de commercialisation défavorables pour les produits primaires. On a suggéré plusieurs méthodes pour faire face à ces problèmes.

La Commission a adopté une résolution demandant la convocation d'une conférence ministérielle des pays de la région de la CEAO avant la deuxième session de la CNUCED. La Conférence sera précédée par la réunion d'un groupe d'étude.

En ce qui concerne l'industrie et les ressources naturelles, la Commission a noté avec satisfaction la création

du Conseil asiatique du développement industriel et du Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes d'Asie, qui sont conçus en vue d'une action pratique. Pour ce qui est du premier de ces organes il a paru à la Commission tout désigné pour accomplir dans la région les tâches résultant de la stratégie globale élaborée par l'ONUDI. Quant au Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes d'Asie, la Commission a décidé d'inviter d'autres pays proches de l'océan Pacifique à adhérer au Comité, et de créer un groupe analogue avec les pays que baigne l'océan Indien.

La Commission a examiné le problème des exportations d'articles manufacturés et semi-finis et la question de ses propres relations avec la CNUCED et l'ONUDI. Elle a estimé que, du fait que ses propres programmes dans le domaine des ressources minérales ont été couronnés de succès, elle pourrait contribuer utilement au programme quinquennal des Nations Unies pour l'étude des ressources naturelles non agricoles. Entre autres problèmes, la Commission a également discuté de l'électrification rurale dont elle a souligné l'importance.

La Commission a examiné le projet de la Route d'Asie et a réaffirmé sa décision d'achever au moins une artère est-ouest avant la fin de la Décennie des Nations Unies pour le développement. On a également souligné à cet égard l'importance des routes de raccordement qui peuvent stimuler le développement économique.

La Commission a noté l'effet du progrès technique sur la planification et les investissements dans le secteur des transports et des communications, y compris les méthodes de transport de marchandises par unité de charge. Elle a étudié la possibilité de créer des parcs régionaux de matériel, notamment pour la construction des routes et le dragage.

Elle a approuvé l'inscription à son programme de travail d'études de viabilité concernant un réseau ferroviaire transasiatique et les moyens de faciliter la circulation internationale.

La Commission a souligné la nécessité de coordonner les tâches entre les divers organismes et disciplines qu'intéresse la mise en valeur des ressources hydrauliques, afin d'accélérer le développement. Elle a insisté sur l'importance d'une action régionale et elle a pensé que le Recueil des principaux cours d'eau internationaux de la région de la CEAEQ, établi par le Secrétariat, stimulerait la coopération entre les pays intéressés. Elle a approuvé les travaux de la mission préparatoire sur les typhons et du Groupe d'experts sur les cyclones et elle a noté les réactions satisfaisantes qu'a suscitées l'idée de créer un groupe consultatif pour les ressources hydrauliques.

La Commission a engagé les pays amis à fournir au Comité pour la coordination des études sur le bassin du Mékong une assistance qui permettrait de financer l'exécution au Cambodge du projet du Prek Thnot, conformément aux décisions qui seront prises à ce sujet par le Gouvernement cambodgien. La Commission a noté avec satisfaction que l'Autriche et l'Indonésie se sont jointes à la communauté internationale qui collabore au projet du Mékong. Une suggestion a été faite au sujet de la possibilité de constituer un fonds spécial pour l'aménagement du bassin inférieur du Mékong, conformément au statut de la Banque asiatique de développement.

La Commission a mentionné le fait que les plans de développement n'accordent pas une attention suffisante

aux aspects sociaux et a proposé de prendre des mesures appropriées. Elle a approuvé un certain nombre de recommandations destinées à faciliter la solution des problèmes démographiques de la région et a pris note de la proposition relative à la création d'un consortium des Nations Unies groupant des sources d'assistance publiques et privées qui contribueraient à un fonds d'affectation spéciale administré par le Secrétaire général.

La Commission s'est félicitée de l'assistance que la Banque asiatique de développement peut apporter à l'agriculture. Elle s'est vivement inquiétée de la situation du secteur agricole et des perspectives dans ce domaine; elle a suggéré l'application d'un certain nombre de mesures et elle a instamment recommandé de renforcer la coopération entre la FAO et la CEAEQ et de mettre au point des programmes orientés vers l'action.

La Commission a noté les liens étroits qui s'étaient établis entre son programme de travail et l'assistance technique offerte et dont un exemple notable est la récente création de la Banque asiatique de développement, qui a été couronnée de succès. Elle s'est félicitée de constater que les pays de la région, y compris ceux qui accordent une assistance, et les organes des Nations Unies coopèrent de plus en plus en vue d'assurer la programmation et l'utilisation efficaces de toutes les formes d'assistance. On a insisté sur le fait qu'il était de plus en plus nécessaire que les pays définissent leurs besoins en matière d'assistance et de préinvestissement, et on a noté que c'est là un domaine dans lequel la CEAEQ est tout particulièrement apte à prêter son concours.

La Commission a insisté à nouveau sur les résultats nettement positifs, même pour certains pays développés, du Cycle d'études sur la coordination nationale de l'assistance technique et elle a particulièrement insisté sur la nécessité d'organiser un cycle d'études sur les méthodes d'évaluation de l'assistance technique et les activités connexes.

La Commission a approuvé l'initiative qu'ont prise les Nations Unies en établissant des rapports sur l'évaluation de l'assistance technique dans certains pays. Elle a approuvé l'idée d'une participation de plus en plus importante de la CEAEQ aux diverses phases de la programmation et de l'exécution des programmes nationaux d'assistance technique dans le cadre des dispositifs de coordination que peuvent suppléer les représentants résidents à l'échelon national. Elle a attiré l'attention sur le long laps de temps qui s'écoule avant qu'il ne soit donné suite aux demandes adressées au Fonds spécial.

Elle a approuvé le travail du Secrétariat dans le domaine de l'administration publique.

La Commission a rendu hommage à l'activité du Programme alimentaire mondial, et s'est déclarée inquiète de constater que le montant fixé pour les contributions au titre de la période actuelle du programme n'a pas encore été atteint.

C. — Commission économique pour l'Amérique latine

Durant l'année écoulée, le secrétariat de la CEPAL s'est plus spécialement consacré aux activités suivantes: préparation de la deuxième session de la CNUCED en mettant l'accent sur les possibilités que représentent pour le développement les exportations potentielles de produits manufacturés; étude des problèmes des pays

relativement peu développés, notamment les activités prévues au programme d'intégration économique de l'Amérique centrale; préparation de l'*Economic Survey of Latin America, 1966* (Etude sur l'économie de l'Amérique latine en 1966) qui comprendra une étude spéciale sur les problèmes agricoles; examen des obstacles rencontrés par les gouvernements au stade actuel de l'exécution des plans de développement; études sur la répartition des revenus; élaboration de projections économiques à long terme pour différents pays de la région; révision des monographies par pays et autres études préparées à l'intention du Colloque international sur le développement industriel; recherches ayant trait aux problèmes éducatifs et sociaux et visant à faire mieux connaître les besoins fondamentaux de la région dans le domaine social; fourniture de différentes formes d'assistance technique; et préparation d'études destinées à des réunions et des conférences organisées par le Secrétariat ou par des organismes des Nations Unies avec le concours de la CEPAL.

La déclaration des présidents américains du 14 avril 1967 par laquelle il a été décidé de créer, dans des délais déterminés, un marché commun des pays de la région, constitue un événement de la plus haute importance pour l'avenir des travaux de la CEPAL; cette déclaration justifie l'orientation donnée depuis dix ans aux travaux de la Commission en matière de développement économique, de commerce et d'intégration et confère aux futurs programmes de travail une base solide et durable. Le Secrétaire exécutif a assisté à la réunion des chefs d'Etat américains qui s'est tenue à Punta del Este en avril 1967, après avoir pris part à une réunion préparatoire où il a apporté une documentation de base et des projets de propositions élaborés par le secrétariat de la CEPAL. La déclaration a constitué le thème dominant des discussions à la douzième session de la Commission, tenue à Caracas (Venezuela) du 2 au 13 mai 1967, et des résolutions qu'elle a adoptées, notamment celles qui portent sur les problèmes du commerce et du développement.

De nombreuses résolutions adoptées à la douzième session de la Commission ont souligné l'importance que revêt la seconde session de la CNUCED pour les gouvernements des pays en voie de développement de la région. La Commission a examiné l'étude du Secrétariat sur l'Amérique latine et la politique commerciale internationale qui sera révisée et élargie, conformément aux demandes des gouvernements; ce document sera alors distribué à tous les Etats membres de la Commission, et le Secrétariat consultera les gouvernements des pays membres en vue de convoquer une réunion d'experts désignés par les gouvernements pour qu'ils examinent le document révisé avant la deuxième session de la CNUCED. Cette réunion devrait avoir lieu au cours du dernier trimestre de l'année 1967; dans l'intervalle, on profitera des autres réunions interaméricaines pour procéder à des consultations préalables avec les gouvernements des pays en voie de développement. De même, le Secrétariat préparera des suggestions concrètes sur les mesures, les instruments et le programme d'action relatifs à l'exécution des accords sur le commerce extérieur contenus dans la déclaration des présidents d'Amérique, et présentera un document d'information à ce sujet à la prochaine réunion du Conseil interaméricain économique et social, en juin 1967. Par la suite, on étudiera plus spécialement les problèmes des pays relativement peu développés de la région, et une réunion des représentants des gouvernements de ces pays devrait avoir lieu avant la fin de l'année 1967. Cette réunion aurait pour objet d'examiner dans le

détail les conclusions de l'étude de la CEPAL qui a été présentée sous forme préliminaire, à la douzième session. A cet égard, le travail effectué en Amérique centrale est très important, en particulier les activités courantes destinées à créer une infrastructure économique, qui comprennent notamment des études comparées sur le coût de la construction des routes, des programmes régionaux d'électrification et un projet d'enquête sur les ressources hydrauliques d'Amérique centrale. Conformément aux vœux exprimés par les gouvernements des nouveaux pays indépendants de la région des Antilles, le Secrétariat cherche les moyens de développer des programmes s'inspirant de ceux qui ont donné de très bons résultats en Amérique centrale.

A la douzième session de la Commission, les pays en voie de développement de la région ont mis plus particulièrement l'accent sur les problèmes qui touchent le commerce des produits de base de la région, notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés, les prix, le financement, les taxes intérieures et la production non rentable de ces produits dans les pays développés, et le Secrétariat a modifié le programme de travail de manière à entreprendre une partie des travaux de recherche demandés à la session. A propos des problèmes d'accès au marché, les pays en voie de développement, membres de la CEPAL, sont convenus que des progrès limités avaient été enregistrés par certains produits de base essentiels mais ont souligné les reculs sensibles marqués par d'autres produits, dont le commerce avait dans bien des cas fait l'objet de restrictions accrues depuis la première session de la CNUCED, en violation du principe du *statu quo* qui avait été accepté à cette Conférence, et en violation des engagements que les gouvernements des pays développés avaient pris au sein du GATT et devant d'autres instances internationales.

A la douzième session, plusieurs délégations ont félicité la CEPAL de la coordination qu'elle avait établie avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment la CNUCED et la FAO. L'œuvre réalisée conjointement avec la FAO était, à leur avis, un bon exemple de la coopération qui devait exister entre les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées. On a exprimé l'espoir que ce genre de coopération s'étendrait à l'ONUDI. A cet égard, on s'est tout particulièrement intéressé aux mesures spéciales que prendraient les gouvernements des pays membres pour s'assurer la participation active de tous les groupes, institutions et organismes intéressés à la promotion du développement industriel tant dans le domaine public que dans le secteur privé, à la préparation du Colloque international sur le développement industriel; en même temps, le Secrétariat a été prié de poursuivre à cette fin ses propres activités en collaboration avec le secrétariat de l'ONUDI.

A propos d'une autre question importante dont elle s'est occupée à sa douzième session, celle de l'exécution des plans, la Commission a marqué sa satisfaction de ce que le Comité de la planification du développement du Conseil économique et social ait tenu sa deuxième session au siège de la CEPAL, en avril 1967. La partie du rapport du Comité relative à l'Amérique latine a été distribuée aux membres de la Commission. Les principales discussions ont été centrées autour d'une étude du secrétariat qui retraçait brièvement les débats et l'état actuel des activités de planification en Amérique latine et analysait les obstacles qui entravent l'exécution des plans et les difficultés extérieures qui affectent les économies latino-américaines. D'après cette étude, l'Amérique latine a maintenant franchi la première étape de la planification: elle a créé des services de

planification, élaboré des plans de nature diverse, mis au point des politiques cohérentes de développement, rationalisé l'affectation des ressources publiques et formé un grand nombre de spécialistes à des techniques qui sont nouvelles pour la région. Le moment est donc venu d'aborder la deuxième étape qui sera consacrée à l'élaboration de mesures permettant de surmonter les limitations et les obstacles rencontrés, d'améliorer la formulation des plans de développement et d'augmenter l'efficacité de leur exécution. En examinant cette étude à la douzième session, la Commission a tenu compte du fait que la coordination des plans et le progrès de la planification à l'échelon national sont deux éléments interdépendants, étant donné que, en coordonnant les plans nationaux dans la perspective de l'intégration, on éprouvera encore plus le besoin de perfectionner ces plans, afin que chaque pays puisse mieux juger des possibilités que lui offre l'intégration et d'évaluer ses conséquences sur sa propre économie. Certains Etats membres de la CEPAL ont insisté sur la nécessité de conclure au plus tôt des accords propres à faciliter l'échange d'expériences, en tant que première mesure de coordination progressive de certains aspects des programmes nationaux et pour accélérer l'exécution d'accords complémentaires, de programmes communs dans les industries de base, et d'accords de groupement de quelques pays de la région ainsi que l'harmonisation de l'infrastructure physique et l'application des progrès techniques et scientifiques qui résultent de la volonté d'intégration inscrite dans la Déclaration des Présidents d'Amérique.

C'est également dans la perspective de l'exécution des plans qu'il convient d'examiner les travaux de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale; plusieurs délégations ont exprimé l'espoir que l'Institut serait doté des fonds nécessaires pour assurer sa continuité. A cet égard, on a accueilli avec satisfaction les mesures prises pour assurer la continuation et l'élargissement des activités de l'Institut, en particulier la décision prise par le PNUD (Fonds spécial) et la Banque interaméricaine pour le développement d'accorder les ressources nécessaires pour poursuivre et étendre les activités de l'Institut, pendant quatre ans, à compter de juillet 1967. En fait, les activités de l'Institut se sont concentrées sur les problèmes majeurs de l'Amérique latine, mettant à profit les résultats des diverses expériences nationales et internationales en matière de planification et se sont traduites par un ferme appui au processus de la planification de pays de la région tant en ce qui concerne l'élaboration des plans que leur exécution. L'étude des liens étroits entre la planification et l'intégration économique qu'effectue l'Institut correspond également au mouvement d'intégration que vit l'Amérique latine.

L'ordre du jour adopté à la douzième session était limité à quelques questions clef, et les débats ont été centrés autour d'un petit nombre de documents de travail sélectionnés. La Commission a accueilli avec satisfaction cet effort de concentration qui lui a permis d'étudier plusieurs problèmes en détail. Les autres activités exercées au cours de l'année — dont un bon nombre étaient également importantes — ont été étudiées dans le cadre de l'examen du programme de travail et ordre de priorité. Le Secrétariat poursuivra ses études sur la répartition du revenu et sur divers aspects sociaux du développement, ainsi qu'une très large gamme d'études industrielles, tout en continuant de s'occuper des ressources hydrauliques et du pétrole. Les recherches sur la formation de la main-d'œuvre et sur les ressources humaines qui ont constitué l'apport

de la CEPAL à la Conférence des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique des pays d'Amérique latine et des Antilles, tenue à Buenos Aires, en juin 1966, prendront une actualité nouvelle à la suite de décisions prises à la Conférence des Etats américains membres de l'Organisation internationale du Travail tenue à Ottawa, en 1966. En matière d'assistance technique, les conclusions des cycles d'études sur la petite industrie, les statistiques industrielles, l'industrie pétrolière en Amérique latine sont particulièrement utiles aux gouvernements des Etats membres. La Commission a particulièrement insisté sur la nécessité de poursuivre les travaux de recherche touchant l'industrie pétrolière et d'en soumettre les conclusions à l'examen d'un autre groupe d'experts.

Lors de l'examen du programme de travail et d'ordre de priorité, la Commission s'est félicitée des modifications apportées à la présentation du programme et de l'emploi accru de la technique du budget-programme.

Le bâtiment des Nations Unies à Santiago a été inauguré officiellement le 29 août 1966 par le Secrétaire général, en présence du Président du Chili. Les services du secrétariat de la CEPAL et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale ont été installés dans le nouveau bâtiment à la fin de l'année.

Le 21 mars 1967, M. Carlos Quintana a pris officiellement les fonctions de Secrétaire exécutif de la Commission en remplacement de M. José Antonio Mayobre, qui avait démissionné le 31 décembre 1966 pour accepter un portefeuille de ministre au Venezuela.

La Guyane et la Barbade sont devenues membres de la Commission en octobre 1966 et mars 1967 respectivement.

Le bureau des Antilles, ouvert à Port of Spain, en décembre 1966, permettra à la CEPAL de s'occuper de plus près des problèmes des nouveaux pays indépendants de la région antillaise; de même, le bureau de Bogota, créé en mars 1967, sera chargé d'effectuer des études et recherches portant sur la Colombie, l'Equateur et le Venezuela. Ces deux nouveaux bureaux sont pris en charge par les gouvernements intéressés, dont certains fournissent les installations nécessaires et l'effectif local, alors que d'autres fournissent des spécialistes. Grâce aux ressources combinées de ces nouveaux bureaux, du Bureau de Mexico, du Centre CEPAL/BNDE de développement économique du Bureau de Montevideo, et de son siège de Santiago, le secrétariat de la CEPAL est mieux à même de faire face aux besoins des pays en voie de développement de la région et continuer à aider les gouvernements à résoudre leurs problèmes de développement économique dans une perspective d'intégration.

D. — Commission économique pour l'Afrique

Conformément à la décision qu'elle avait prise de se réunir tous les deux ans, la Commission économique pour l'Afrique a tenu sa huitième session à Lagos, Nigéria, du 13 au 25 février 1967. Après avoir passé en revue les activités du Secrétariat au cours des deux années précédentes, la Commission a adopté un certain nombre de résolutions ainsi que son programme de travail avec ordre de priorité pour les deux années suivantes.

A propos de la question encore en suspens de la participation de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et du Sud-Ouest africain à ses

travaux, la Commission a recommandé que l'Organisation de l'Unité africaine détermine les conditions dans lesquelles les populations des territoires en question doivent être représentées et en informe le Secrétaire exécutif.

Au cours de l'année passée, la Commission a continué, dans ses travaux de recherche et dans ses activités opérationnelles, à encourager la coopération économique en créant un cadre permanent d'institutions intergouvernementales dans chacune des quatre sous-régions ou en étendant le champ de coopération entre les institutions multinationales existantes et les autres pays de la sous-région dans le cadre de certains projets de développement. Comme on le prévoyait, les progrès accomplis dans l'établissement du cadre institutionnel nécessaire n'ont pas été uniformes dans les diverses sous-régions. En Afrique du Nord et en Afrique centrale, le dispositif nécessaire à la coopération économique existe déjà, mais ne s'étend pas encore à tous les Etats desdites sous-régions, encore que l'on puisse enregistrer quelques modestes progrès dans la mesure où les Etats Membres ont exprimé le désir de coopérer dans le cadre de certains projets d'intérêt mutuel concernant l'industrie, les transports, les communications, l'énergie, le commerce et les instituts de formation et de recherche. Il s'agit maintenant avant tout de savoir si le secrétariat de la CEA est en mesure d'entreprendre et de mener à bien les études détaillées demandées par ces Etats. Une deuxième réunion du Conseil provisoire des ministres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Est, qui doit se tenir en 1967, examinera les principes d'un projet de traité qui doit régir les opérations de la Communauté, fera une demande d'assistance technique pour établir les instruments d'association, et décidera de la composition du personnel du secrétariat de la Communauté. La première phase des travaux entrepris par le Secrétariat pour développer un dispositif intergouvernemental de coopération économique dans chaque sous-région s'est achevée avec la création de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest en mai 1967, date à laquelle les clauses d'association ont été signées par douze Etats. La Commission reconnaissant la nécessité d'achever au plus tôt la phase initiale de mise en place d'un dispositif de coopération économique, a décidé, à sa huitième session, d'établir un programme d'action pour chaque sous-région.

D'autre part, il convient de noter que, avec la création d'institutions multinationales de coopération et d'intégration économiques, surgit la nécessité d'une assistance technique qui soit propre à ces institutions, dont les fonctions et les besoins sont en effet différents de ceux des institutions nationales créées au titre des programmes nationaux existants.

La nécessité d'accroître le plus rapidement possible les ressources des programmes régionaux afin de fournir l'assistance requise a été reconnue dans une résolution adoptée par la Commission en réponse à la Conférence des ministres de l'économie des pays du Maghreb qui demandait à être reconnue en qualité d'organisme habilité à recevoir l'assistance technique directe de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. On a continué à travailler à l'Etude sur la situation économique de l'Afrique pour la période 1950-1960. Les sections relatives à l'Afrique de l'Ouest et à l'Afrique du Sud sont déjà parues, les sections relatives à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique du Nord doivent être achevées avant la fin de 1967 et la section relative à l'Afrique centrale le sera peu après. Entre temps, la

Commission a publié une *Etude des conditions économiques en Afrique, 1960-1964*.

Selon l'Etude, le produit intérieur brut du continent, y compris l'Afrique du Sud, aux prix du marché de 1960, s'est élevé à 40 750 millions de dollars en 1964; pour le continent sans l'Afrique du Sud, le chiffre était de 31 400 millions de dollars. En 1960 et en 1964, les différentes sous-régions d'Afrique ont connu des taux de croissance différents pour leur produit national brut. Aux prix du marché, le produit intérieur brut réel de l'Afrique du Sud, de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale a augmenté en moyenne chaque année de 5,1, 4,7, 4,2, 3,8 et 2,3 p. 100 respectivement. En 1963, en Afrique, le revenu par habitant, Afrique du Sud comprise, était de 126 dollars et de 103 dollars sans l'Afrique du Sud.

Compte tenu de la situation économique exposée dans l'Etude, la Commission a noté que six années de la Décennie des Nations Unies pour le développement s'étaient écoulées et que ces années avaient été pour l'Afrique une période de déception, au regard tant des objectifs fixés, et des espoirs des pays en voie de développement que des possibilités indiquées par la richesse des pays avancés. La stagnation enregistrée dans le courant net de capitaux à long terme fournis par les pays riches aux pays en voie de développement, plus pauvres, le maintien des barrières douanières pour les importations en provenance des pays en voie de développement, et la détérioration des termes de l'échange ont été soulignés au cours des délibérations de la huitième session. Le besoin urgent de capitaux destinés au développement a été exprimé dans une résolution par laquelle la Commission a recommandé la création d'un fonds spécial de développement de l'Afrique avec l'aide des pays développés. La Commission a également demandé aux pays membres du GATT les plus développés de se mettre rapidement d'accord sur des mesures spéciales visant à faciliter le commerce des pays africains, et elle a prié le Secrétaire exécutif de coopérer avec la CNUCED dans ses efforts visant à obtenir des accords internationaux sur les exportations de produits primaires. La Commission a exprimé à nouveau l'espoir que la deuxième session de la CNUCED serait l'occasion pour tous les Etats membres de la Conférence de déployer des efforts renouvelés et résolus pour un progrès sensible dans l'application et la mise au point d'une nouvelle politique internationale en matière de développement. La Commission a également approuvé la convocation d'une réunion de 77 pays en voie de développement, qui permettra une coordination des points de vue des pays en voie de développement et la formulation de propositions concrètes en vue des travaux de la deuxième session de la CNUCED.

Dans le secteur industriel, le Secrétariat a préparé un certain nombre d'études préliminaires sur des projets multinationaux pour donner une idée de leur factibilité technique et de leur viabilité économique. Dans la phase suivante, il sera nécessaire de donner suite à ces études en effectuant des études techniques et des études de factibilité détaillées pour déterminer les perspectives commerciales des projets en question. Cette deuxième étape exige la coopération des Etats africains avec les pays avancés du point de vue technique. En janvier 1967, le Secrétariat a convoqué une première Conférence d'industriels et de financiers pour qu'ils donnent des avis et fassent des suggestions sur les mesures à prendre pour favoriser l'investissement industriel sur le continent. La Commission a accueilli avec satisfaction

l'initiative prise par le Secrétariat et a affirmé la nécessité de créer un climat favorable aux investissements et de formuler des politiques concrètes visant à attirer les capitaux étrangers; elle a demandé la convocation d'une deuxième conférence à laquelle participeraient les Etats membres d'Afrique, chargée d'examiner tous les aspects du financement et des investissements.

La Commission a pris note des diverses études déjà achevées ou encore en préparation ainsi que des négociations en cours, qui visent à établir un système rationnel de liaisons aériennes, routières, ferroviaires et maritimes, et a relevé la nécessité et l'urgence de cette œuvre d'infrastructure pour faciliter la circulation des biens et des services dans le contexte de la coopération économique, au niveau de chaque sous-région et entre les diverses sous-régions. Dans la conduite de ces études, la Commission a bénéficié d'une assistance bilatérale considérable. La Commission a exprimé quelque inquiétude quant à l'incidence qu'a le monopole exercé par certaines compagnies de transport maritime sur les recettes d'exportation des pays africains. En ce qui concerne les communications, la Commission a noté avec satisfaction que la Commission du Plan pour l'Afrique, créée sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications, a établi un plan d'interconnexion des réseaux africains de télécommunications qui constitue la phase initiale essentielle dans la construction d'un réseau d'ensemble panafricain, et elle a invité les gouvernements africains à accorder, dans leurs plans de développement, une très haute priorité à la création d'un réseau africain de télécommunications.

En ce qui concerne le secteur agricole, la Commission a été déçue par la lenteur des progrès réalisés dans la région relevant notamment la tendance croissante à importer des denrées alimentaires, qui ajoute encore

aux difficultés de la balance des paiements dans de nombreux pays. La Commission a adopté une résolution indiquant les domaines dans lesquels il faut prendre d'urgence des mesures pour accroître la production agricole, notamment la production alimentaire.

Le continent est doté de vastes ressources naturelles dont les limites sont encore pratiquement inconnues et restent encore à explorer et à développer scientifiquement. Le manque de main-d'œuvre crée un goulot d'étranglement sérieux dans le développement économique et social. La Commission a souligné la nécessité d'adopter, en ce qui concerne la main-d'œuvre, des politiques et des programmes permettant de disposer du personnel africain nécessaire dans les domaines scientifiques, techniques et administratifs.

Pour la prochaine période biennale, la Commission a adopté un programme de travail plus facile à suivre, fondé sur l'expérience passée. Le secrétariat aidera les Etats membres à faire en sorte que le travail de la terre rapporte davantage aux agriculteurs en donnant à ceux-ci les moyens d'augmenter leur productivité, en mettant à leur disposition des installations d'entreposage, en rationalisant les dispositifs de commercialisation et en développant la transformation sur place des produits agricoles; il les aidera également à développer les petites et moyennes industries pour permettre aux communautés de suppléer, sur le plan local, à leurs besoins en matière de matériel agricole simple, d'articles ménagers, de matériaux de construction et de vêtements; il les aidera aussi à renforcer leurs liens commerciaux et économiques réciproques, à créer les conditions nécessaires pour accroître de façon substantielle l'entrée des fonds d'investissement, et à prendre des mesures pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Pour les documents pertinents, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 13 de l'ordre du jour.

Pour les séances pertinentes, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, 1431^e et 1435^e séances*.

A. — Commission économique pour l'Europe

Rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe (30 avril 1966-28 avril 1967): *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément n° 3* (E/4329).

Pour tous les autres documents pertinents, consulter la liste qui figure à l'Annexe V du rapport ci-dessus.

B. — Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

Rapport annuel de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (5 avril 1966-17 avril 1967): *Documents*

officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément n° 2 (E/4358).

Pour tous les autres documents pertinents, consulter la liste qui figure à l'Annexe II du rapport ci-dessus.

C. — Commission économique pour l'Amérique latine

Rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine (13 mai 1966-13 mai 1967): *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément n° 4* (E/4359) et *Supplément n° 4A* (E/4359, Add.1).

Pour tous les autres documents pertinents, consulter la liste qui figure à l'Annexe II du *Supplément n° 4*.

D. — Commission économique pour l'Afrique

Rapport de la Commission économique pour l'Afrique (24 février 1965-25 février 1967): *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément n° 5* (E/4354).

Pour tous les autres documents pertinents, consulter la liste qui figure à l'Annexe II du rapport ci-dessus.

CHAPITRE X

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

A. — *Examen des activités*

Les activités de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pendant la période considérée ont été pour l'essentiel axées sur l'examen et l'évaluation de l'application des recommandations de la première Conférence et sur les travaux préparatoires de la deuxième. Dans ce vaste cadre, le Conseil du commerce et du développement et les commissions ont poursuivi ou entrepris des travaux portant sur des questions très diverses et ont adopté plusieurs décisions apportant des solutions concrètes et pratiques aux problèmes du commerce et du développement. On a conçu la deuxième session de la Conférence comme une nouvelle phase du processus continu qui a été amorcé en 1964, et les gouvernements ont décidé qu'elle devrait être essentiellement orientée vers l'action.

Le Conseil du commerce et du développement a tenu sa quatrième session ordinaire à Genève du 30 août au 24 septembre 1966. Le Conseil a été également convoqué en session spéciale à New York le 21 décembre 1966 pour examiner le calendrier des conférences en 1967.

Les débats sur la question de l'application des recommandations étaient fondés sur le premier des rapports que le Secrétaire général de la CNUCED doit soumettre chaque année à cette fin. Dans le rapport intitulé "Etude sur le commerce international et le développement, 1966", on indiquait que le rythme de croissance que les pays en voie de développement avaient atteint, pris dans leur ensemble, s'était ralenti pendant la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement et on soulignait que ce changement s'était produit en dépit du fait que, dans les années 1960, le volume des exportations des pays en voie de développement avait beaucoup augmenté. Parmi les facteurs extérieurs qui étaient analysés dans ce rapport et qui aidaient à expliquer les taux de croissance des pays en voie de développement, on mentionnait le courant net des ressources financières internationales — lequel était encore insuffisant — et l'augmentation continue mais lente du volume des importations dans les pays en voie de développement. On soulignait également qu'il fallait redoubler d'efforts pour mobiliser les ressources internationales.

Dans une déclaration faite pour présenter l'étude, le Secrétaire général de la CNUCED a attribué les résultats médiocres obtenus par les pays en voie de développement à l'absence d'une politique de développement international concerté. Il s'est déclaré profondément inquiet des conséquences que la révolution technique risquait d'avoir sur l'aptitude des pays en voie de développement à exporter des matières premières et sur les possibilités qu'ils ont d'absorber une main-d'œuvre non qualifiée toujours plus nombreuse dans leur secteur

industriel insuffisamment développé. Une autre source de préoccupation était la famine qui menaçait de plus en plus de nombreuses régions du monde. Le Secrétaire général de la CNUCED a souligné que le courant des ressources financières allant des pays industrialisés aux pays en voie de développement était resté stationnaire de 1961 à 1964 alors que les pays développés avaient enregistré un taux de croissance satisfaisant pendant cette période.

Dans un mémorandum commun présenté au Conseil, les pays en voie de développement ont déclaré que les recommandations de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement n'avaient pas été appliquées intégralement ou en bloc et n'avaient abouti jusqu'à présent qu'à l'adoption de mesures isolées et de portée limitée par tel ou tel pays. En proposant un programme à court terme d'application des recommandations, ils demandaient instamment aux pays développés de prendre des mesures avant l'ouverture de la deuxième Conférence en vue de la conclusion d'accords internationaux sur le cacao et le sucre; de respecter le *statu quo* sur les mesures de politique commerciale défavorables aux pays en voie de développement; d'instituer un système de préférences générales et non discriminatoires; et d'augmenter le courant de l'assistance financière aux pays en voie de développement de manière à atteindre l'objectif de 1 p. 100; d'alléger la charge de l'endettement en modifiant si besoin les échéances prévues; d'améliorer les conditions des prêts; et de collaborer à l'établissement d'un système pratique de financement supplémentaire.

Les pays développés à économie de marché ont indiqué qu'ils partageaient la grande inquiétude des pays en voie de développement devant la situation actuelle et qu'ils souhaitaient contribuer à son amélioration. Ils ne pouvaient cependant approuver le mémorandum en raison de la façon dont il avait été rédigé mais, à leur avis, les différences entre la position des pays en voie de développement, d'une part, et celle des pays développés, d'autre part, n'étaient pas des différences d'objectif.

Les représentants des pays socialistes d'Europe orientale ont accueilli favorablement les vœux émis par les pays en voie de développement. Ils ont souligné le caractère dynamique de la croissance des échanges de leurs pays avec les pays en voie de développement, qui expliquait pour beaucoup la progression des exportations de certains de ces pays. A leur avis, la normalisation générale du commerce mondial, y compris le commerce Est-Ouest, contribuerait également à développer le commerce des pays en voie de développement, mais elle était entravée par les conditions politiques de l'heure.

Au cours du débat concernant les travaux préparatoires de la deuxième session de la Conférence, nom-

breux ont été ceux qui ont estimé que cette session devait être considérée comme la continuation de la première Conférence et comme une tribune pour l'examen des grandes questions relatives au commerce et au développement. Elle devait aussi bâtir sur les fondements posés par la première. Un grand nombre de délégations ont estimé également que l'accent devait être mis sur les moyens d'assurer l'application des recommandations adoptées à la première session de la Conférence, en 1964.

A propos de la deuxième session de la Conférence, certaines délégations ont suggéré les objectifs suivants: examen des problèmes, négociations et prospection, c'est-à-dire recherche des perspectives d'action future. A cet égard on a estimé que la Conférence devait s'attacher à résoudre les problèmes déjà identifiés qui pourraient donner lieu à des mesures d'ordre pratique et à examiner les questions qui, sans se prêter encore à des négociations, étaient néanmoins d'une importance fondamentale pour les pays en voie de développement et pour les activités futures de la CNUCED. Certaines délégations ont estimé que l'un des principaux objectifs de la Conférence devait être de promouvoir la réorganisation et la normalisation des courants commerciaux par la suppression des obstacles existants et des pratiques discriminatoires.

La majorité des délégations a estimé que l'examen de l'évolution économique qui devait être le principal objectif de la Conférence devait porter à la fois sur les tendances dominantes et sur les progrès enregistrés dans l'application des recommandations de la première Conférence. En ce qui concerne la question des négociations à mener pendant la deuxième Conférence, on a estimé que, par une action synchronisée et convergente de la part des pays développés et des pays en voie de développement, on devrait créer des conditions propices à des négociations sur certaines questions précises d'intérêt immédiat pour les pays en voie de développement en vue de parvenir à un accord sur des programmes appropriés d'action pratique.

Le Conseil a adopté un ordre du jour provisoire pour la deuxième session de la Conférence et a décidé de le faire parvenir à tous les Etats membres de la CNUCED, aux organes subsidiaires du Conseil, aux commissions économiques régionales et au Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, comme documentation de base pour la préparation à la deuxième session en leur demandant de formuler les commentaires, observations et recommandations qu'ils souhaiteraient présenter au Conseil à sa cinquième session sur le fond des questions inscrites au projet d'ordre du jour provisoire. Le Conseil a également décidé d'accepter l'offre du Gouvernement indien d'accueillir la Conférence pour sa deuxième session et a recommandé à l'Assemblée générale que la Conférence se tienne à New Delhi.

Les problèmes qui se posent dans les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents ont également été examinés par le Conseil. A cet égard, les représentants des pays socialistes d'Europe orientale ont souligné l'interdépendance des courants commerciaux internationaux et ont fait observer que, malgré une récente expansion, le commerce Est-Ouest restait très en deçà des possibilités, vu l'ampleur et le stade avancé du développement des économies intéressées. Un accroissement sensible de ce commerce non seulement serait à l'avantage des partenaires mais stimulerait aussi le commerce des pays en voie de développement et contribuerait à atténuer les tensions dans

le monde. Mais cet accroissement n'était possible qu'au prix de gros efforts sur le plan international, et les problèmes du commerce Est-Ouest étaient donc parmi les plus importants que la CNUCED ait à étudier. Les représentants d'un certain nombre de pays développés et de pays en voie de développement ont fait état de tendances favorables enregistrées récemment dans les échanges entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, du point de vue de leur volume et de leur diversification. A ce propos, ils ont attiré l'attention sur l'effet favorable que la coopération industrielle et les accords à long terme exercent sur le commerce.

Le Conseil et le secrétariat ont également porté une attention accrue à l'expansion du commerce et à la coopération et l'intégration économiques entre pays en voie de développement. Les pays en voie de développement ont fait état des efforts que leurs gouvernements déployaient dans ce domaine, et les pays membres des groupements économiques régionaux ont décrit les progrès qu'ils accomplissaient. Le commerce entre pays en voie de développement, dans l'ensemble, avait augmenté plus vite de 1960 à 1965 qu'au cours des cinq années précédentes; cependant, les pays en voie de développement étaient unanimes à reconnaître qu'il fallait de grands efforts supplémentaires pour augmenter la faible part du commerce mondial que représentaient actuellement les échanges entre pays en voie de développement. Ils ont souligné qu'il était très important que les pays en voie de développement cherchent ensemble à s'aider eux-mêmes afin de développer les échanges entre eux dans une mesure compatible avec leurs besoins en matière de développement, mais ils ont ajouté que les mesures prises dans ce sens ne sauraient remplacer les mesures que les pays en voie de développement attendaient des pays développés en application des recommandations que la Conférence avait adoptées à sa première session. On était généralement d'avis que la CNUCED devait s'efforcer de promouvoir et de faciliter de nouveaux progrès dans ce domaine et il a donc été convenu qu'un débat approfondi aurait lieu sur cette question à la cinquième session du Conseil en vue de préparer, avec le concours des commissions économiques régionales et des groupements régionaux existants, les mesures qui devaient être prises à cet égard à la deuxième session de la Conférence.

Le Conseil a examiné la question des activités d'assistance technique des Nations Unies dans le domaine commercial et dans les domaines connexes et a reconnu en général le besoin particulier que les pays en voie de développement avaient d'une assistance pour la promotion de leurs exportations et l'augmentation des recettes tirées de leurs transactions invisibles. Le Conseil a pris note de l'assistance déjà accordée par les gouvernements par voie bilatérale et par les organisations gouvernementales existantes. Il a été cependant déclaré qu'il était encore possible d'accroître l'assistance et que la CNUCED pouvait jouer un rôle utile à cet égard. Grâce à la création de la CNUCED et de l'ONUDI, les Nations Unies étaient maintenant mieux à même d'apporter une assistance efficace aux pays en voie de développement dans le domaine de l'industrialisation et de la promotion du commerce et l'on s'est félicité de ce que le PNUD se soit déclaré prêt à s'associer activement aux efforts de la CNUCED visant à améliorer la position commerciale des pays en voie de développement. Le Conseil a décidé de prier le PNUD et le Secrétaire général de l'ONU d'accorder toute l'attention requise aux demandes des pays en voie de développement concernant une assistance technique en matière de promotion des exportations et de transac-

tions invisibles, y compris les transports maritimes, les assurances et le tourisme et il a aussi décidé de recommander que les moyens dont dispose la CNUCED soient utilisés pour faciliter l'exécution des demandes pertinentes des pays en voie de développement. Le Conseil a en outre décidé de recommander à l'Assemblée générale de faire en sorte que le Secrétaire général de la CNUCED soit membre du Bureau consultatif inter-organisations du PNUD.

Pendant la quatrième session du Conseil, un grand intérêt a été attaché à la nécessité d'examiner des mesures de nature à assurer le développement progressif du droit commercial international et à favoriser son unification et son harmonisation progressives. On a estimé qu'il fallait situer sur le plan mondial toutes nouvelles activités ayant trait aux conventions internationales, aux lois types ou uniformes, aux contrats types, aux conditions générales de vente, aux modalités types d'accords commerciaux et aux autres mesures, en tant que moyen d'élargir et d'améliorer les relations commerciales entre tous les pays. L'examen d'un projet de résolution recommandant l'intensification des activités de l'ONU à cet égard a été renvoyé à la cinquième session du Conseil en attendant que la question ait été examinée par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

Sur les recommandations de la Commission des articles manufacturés et de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce respectivement, le Conseil a décidé de créer un groupe de travail inter-sessions mixte CNUCED/FAO sur les produits forestiers et un groupe intergouvernemental chargé d'étudier les mesures financières supplémentaires.

B. — Produits de base

A sa première session, tenue à Genève du 27 juin au 16 juillet 1966, le Sous-Comité permanent des produits de base a examiné les questions que lui avaient renvoyées la Commission des produits de base, le Conseil du commerce et du développement et le Groupe de travail spécial sur l'organisation internationale du commerce des produits de base, à savoir l'établissement d'un aperçu de la situation actuelle du marché de certains produits de base, l'élaboration d'un accord général sur les ententes relatives aux produits de base et l'organisation internationale du commerce des produits de base. Le Secrétaire général de la CNUCED a présenté au Sous-Comité un document sur l'élaboration d'un accord général sur les ententes relatives aux produits de base dans lequel il exprimait l'avis qu'il fallait d'abord examiner en détail les problèmes soulevés par l'élaboration d'une politique internationale coordonnée en matière de produits de base. On s'est accordé à reconnaître qu'il serait prématuré d'essayer d'élaborer un accord général sur les ententes relatives aux produits de base avant l'achèvement d'un document d'ensemble que le secrétariat était en train de préparer au sujet de la politique internationale dans ce domaine. Le Sous-Comité permanent était également saisi du rapport intérimaire sur la première session de l'ancien Groupe de travail spécial sur l'organisation internationale du commerce des produits de base, dont les fonctions avaient été confiées au Sous-Comité permanent des produits de base en vertu d'une décision prise par le Conseil du commerce et du développement à sa dixième session. Les études qui avaient été établies à l'intention et à la demande de l'ancien Groupe de travail spécial (notamment celles relatives au cacao, au caoutchouc, à certaines graisses

et huiles, aux termes de l'échange et à la notion de pouvoir d'achat en importations des exportations des pays en voie de développement ainsi qu'aux critères de sélection à utiliser pour dresser une liste des produits de base intéressant les pays en voie de développement) ont été examinées par le Sous-Comité permanent, qui a étudié certaines idées maîtresses et certains grands principes. Au cours de la discussion générale, on a reconnu que les problèmes soulevés par l'organisation du commerce des produits de base variaient avec chaque produit et qu'il fallait donc procéder produit par produit et appliquer les principes de façon pragmatique.

Le Sous-Comité permanent a repris sa première session à Genève le 9 mai 1967 afin de terminer l'établissement d'un aperçu de la situation actuelle du marché de certains produits de base.

La première session du Comité consultatif du Conseil et de la Commission des produits de base, dont les membres avaient été nommés par le Conseil en février 1966, s'est tenue du 27 au 30 septembre 1966 à Genève. Le Comité a examiné la question de l'élaboration d'une politique internationale en matière de produits de base et a fait des suggestions touchant le document que le secrétariat se proposait de présenter sur cette question à la deuxième Conférence. Il a également examiné les points de l'ordre du jour provisoire de la deuxième Conférence relatifs aux produits de base en s'occupant plus particulièrement de deux questions relatives au fonctionnement et au financement des stocks régulateurs et au rôle et au financement des programmes de diversification. Le Comité a examiné les possibilités de recourir à des stocks régulateurs et à d'autres mesures de stabilisation des marchés à court terme en liaison avec les diverses structures des marchés de produits de base et l'intérêt qu'il pourrait y avoir à créer une nouvelle institution financière internationale pour faciliter le fonctionnement des systèmes de stocks régulateurs. Pour ce qui est de la diversification, le Comité a suggéré que l'on examine les questions suivantes: 1) une certaine coordination internationale destinée à rationaliser les activités des pays en voie de développement en cours d'industrialisation de manière qu'ils puissent concentrer leurs efforts sur les branches d'activités pour lesquelles ils se trouvent dans une situation relativement avantageuse; 2) la possibilité d'inclure dans les accords sur les produits de base des dispositions prévoyant le financement de programmes de diversification; 3) la nécessité urgente d'assurer aux pays en voie de développement un accès de plus en plus large aux marchés des pays développés, en particulier pour les articles textiles.

Depuis 1965, année de l'échec de la Conférence des Nations Unies sur le sucre, le Secrétaire général de la CNUCED mène des consultations par l'intermédiaire d'un Comité consultatif du sucre de la CNUCED conformément à une résolution de la Conférence. Ce Comité consultatif a créé un groupe de travail préparatoire chargé de définir les lignes générales d'un accord global à long terme de portée internationale sur le sucre et également d'envisager l'opportunité d'un accord provisoire et, le cas échéant, d'en définir les grandes lignes. Le Groupe a tenu trois sessions en juin, septembre et novembre 1966. Il a d'abord examiné l'éventualité d'un accord provisoire de portée limitée mais cet accord n'a pas été dans l'ensemble jugé acceptable et des consultations ont eu lieu depuis sur les aspects d'un accord à long terme.

Le Comité consultatif du sucre a tenu sa troisième session du 16 au 20 mars 1967. Il a prié le Secrétaire général de la CNUCED de pousser les entretiens explo-

ratifs avec les gouvernements et notamment de se rendre au moment voulu dans les capitales des principaux pays importateurs et exportateurs de sucre afin de préciser les questions qu'il restait à régler pour l'élaboration d'un nouvel accord international sur le sucre. Il lui a également demandé de créer aussitôt que possible un groupe de travail des estimations statistiques chargé d'établir des estimations des besoins d'importation et des disponibilités exportables dans les années à venir. Il devait tenir sa prochaine session à Genève du 6 au 8 juin pour examiner les mesures qui pouvaient être prises par les divers gouvernements compte tenu du rapport du Groupe de travail des estimations statistiques. Dans l'intervalle, le Protocole prorogeant l'Accord international sur le sucre de 1958 au 31 décembre 1968 est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1967.

La Conférence des Nations Unies sur le cacao s'est tenue à New York du 23 mai au 23 juin 1966 sous les auspices de la CNUCED. La Conférence a réalisé des progrès mais elle n'a pas été en mesure de résoudre un certain nombre de problèmes importants. Dans une résolution qu'elle a adoptée le 23 juin, la Conférence était convenue qu'un accord international sur le cacao devait contenir des dispositions relatives aux contingents, au mécanisme d'un stock régulateur, à une échelle de prix, au revenu régulier du stock régulateur et à l'affectation des excédents structurels de cacao à des usages non traditionnels. Elle a invité le Secrétaire général de la CNUCED à organiser des consultations bilatérales ou multilatérales ou les deux à la fois tant au niveau des experts qu'à celui des responsables de la politique avec les gouvernements intéressés et les institutions spécialisées compétentes des Nations Unies afin de constituer les groupes de travail techniques qu'il jugerait utiles pour l'étude de telle ou telle disposition du projet d'accord et, compte tenu du résultat de ces consultations, de réunir de nouveau la Conférence à une date ultérieure. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général de la CNUCED a mené des consultations en septembre 1966 avec les responsables de la politique des principaux pays importateurs et exportateurs de cacao lors de la première session d'un groupe de travail technique au cours de laquelle des questions relatives aux contingents et aux marchés à terme ont été examinées. De nouvelles consultations ont eu lieu à New York à la fin de novembre 1966 à la suite desquelles un groupe de travail chargé d'étudier les obstacles que rencontre le commerce du cacao s'est réuni à Genève les 22 et 23 février 1967.

La Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive de 1967, tenue à Genève du 28 au 30 mars 1967, a adopté un Protocole prorogeant l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 jusqu'au 30 septembre 1969. Le Protocole entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1967 entre les gouvernements qui l'auront signé, ratifié, accepté ou approuvé sous réserve que parmi ces gouvernements se trouvent cinq des principaux pays producteurs et deux des principaux pays importateurs.

Le troisième Accord international sur l'étain, négocié sous les auspices de la CNUCED en 1965, est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1966 pour une période de cinq ans. L'Accord international sur le blé a été prorogé d'un an en vertu d'un protocole qui est entré en vigueur le 16 juillet 1966; le Conseil international du blé, à sa quarante-huitième session, tenue à Londres en avril 1967, a décidé de recommander aux gouvernements des Etats Membres de proroger de nouveau l'Accord par voie de protocole pour une période d'un an au plus, pour ce qui est de ses dispositions d'ordre administratif.

Les divers conseils internationaux et groupes d'études de produits de base ont continué à faire le point de la situation du marché et à examiner les perspectives à long terme des produits de base dont ils s'occupent respectivement. Le Groupe d'étude international du plomb et du zinc a tenu sa dixième session à Munich en novembre 1966 et a passé en revue la situation du marché et les perspectives à court terme qui s'offraient aux deux métaux.

Le Groupe de travail du Comité du tungstène, à sa quatrième session tenue à New York du 6 au 12 avril 1967, a passé en revue les conditions qui existaient sur le marché et a établi un Groupe d'experts en matière de statistiques qui doit, en collaboration avec le secrétariat de la CNUCED, s'attacher à améliorer les données statistiques, notamment celles sur la consommation. Il est prévu qu'à partir d'octobre 1967 la CNUCED publiera tous les trimestres, au nom du Comité, un bulletin sur le tungstène.

A sa deuxième session, qui s'est tenue du 9 au 26 mai 1967 à Genève, la Commission des produits de base a examiné l'évolution récente et les tendances à long terme du commerce des produits de base, ainsi que les activités des organes s'occupant de ces produits et la possibilité de fixer une politique internationale des produits de base, y compris différentes techniques de stabilisation des marchés des produits, et a étudié les moyens de libéraliser et d'accroître le commerce des produits de base présentant de l'intérêt pour les pays en voie de développement. La Commission a également examiné le rapport du Comité consultatif du Conseil et de la Commission des produits de base ainsi que le rapport du Sous-Comité permanent des produits de base. La discussion à la Commission s'est concentrée sur les questions qui seront soulevées dans le domaine des produits de base lors de la deuxième Conférence, qui se tiendra en février et mars 1968 à New Delhi.

La Commission a examiné l'*Etude de la CNUCED sur les produits de base, 1966* ainsi qu'un document sur la situation internationale et les perspectives actuelles des produits de base, dans lequel figurait une analyse générale de l'évolution au cours de la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement des modifications récemment intervenues dans le commerce international des produits de base, des études sur certains produits et des projections provisoires des tendances des exportations des principaux produits de base non agricoles en provenance des pays en voie de développement, au cours de la période allant jusqu'en 1975. L'*Etude* concluait que, à la suite d'une augmentation sensible au cours de 1962, 1963 et 1964, le taux d'accroissement du volume total des exportations des pays en voie de développement avait diminué en 1965 et en 1966 et qu'il était retombé au cours de cette période à un niveau inférieur à l'objectif minimum. Parmi les principaux produits visés, le café et le cuivre semblaient avoir été les seuls à avoir accru de façon sensible les recettes d'exportation des pays en voie de développement au cours de l'année. Les projections préliminaires indiquaient qu'entre 1967 et 1975 les exportations de tous les produits de base des pays en voie de développement, métaux non ferreux compris, pourraient s'accroître à un taux de 4,7 p. 100 par an, en valeur, en prix constants sur la base de 1964. En excluant les exportations de combustibles, l'augmentation des exportations de produits de base ne serait que de 2,6 p. 100 par an. D'après ces projections, même si le taux d'accroissement des recettes d'exportation d'articles manufacturés se maintenait au niveau élevé atteint

ces dernières années, le taux d'accroissement des exportations totales (combustibles non compris) serait de nouveau bien inférieur à l'objectif fixé pour l'accroissement des exportations pendant la Décennie du développement. Les projections montraient également que la disparité entre les taux d'accroissement des exportations de produits agricoles et de produits non agricoles déjà enregistrée au cours des dix dernières années s'était maintenue et que, par suite, la part des exportations de produits agricoles dans le volume total des exportations de produits de base des pays en voie de développement avait encore diminué.

A sa première session, la Commission a identifié le cacao, le sucre et le café comme des produits qui étaient une source de préoccupation immédiate et plusieurs autres produits comme exigeant une attention particulière. Dans le cas du sucre et du cacao, on a suggéré au cours des débats qu'avec la volonté de négocier sur une base réaliste, il serait possible de conclure un accord efficace pour chaque produit. Dans le cas du café, il a été reconnu que des progrès avaient été réalisés dans le cadre de l'Accord international sur le café, que les prix avaient trouvé une assez grande stabilité et que l'on avait pris des mesures initiales pour équilibrer la production et la consommation mondiales. Il a été suggéré que le caoutchouc et les fibres dures soient considérés comme des produits qui sont une source de préoccupation immédiate, et que les épices tropicales, les produits de la mer, le cuir et les cuirs et peaux soient considérés comme des produits demandant une attention particulière.

La Commission a prié le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur général de la FAO de prendre les dispositions nécessaires pour que le Groupe d'étude des graisses, huiles et oléagineux, au cours d'une prochaine session organisée conjointement par ces deux institutions, examine d'urgence les problèmes particuliers qui concernent les huiles végétales et graisses oléagineuses et fasse des recommandations appropriées en vue d'une action tant nationale qu'internationale.

On s'est également préoccupé particulièrement des problèmes que pose la concurrence entre les produits naturels et les produits synthétiques. A cet égard, la Commission a décidé que la première session du Groupe permanent des produits synthétiques et de remplacement devrait se réunir prochainement, si possible en août 1967.

Au cours de la discussion relative aux éléments d'une politique internationale des produits de base, la Commission a reconnu la nécessité de relier entre elles les mesures relatives à certains produits dans un cadre plus général de politique des produits de base, et de se concentrer sur un petit nombre de domaines pour lesquels une action internationale immédiate serait possible et opportune, tels que l'expansion du volume des échanges, la stabilisation des marchés des produits de base et le problème du financement du point de vue de la politique des produits de base.

On a reconnu que la stabilisation des marchés constituait un objectif souhaitable. La discussion s'est concentrée sur la mesure dans laquelle des systèmes de stocks régulateurs pouvaient contribuer, à eux seuls ou, de préférence, avec l'aide de mécanismes d'appui, à atteindre ce but. Un autre aspect de l'action tendant à stabiliser le volume et le marché des exportations était la diversification des exportations. On a estimé de façon générale que les programmes de diversification devraient faire partie intégrante de la politique internationale des produits de base. La Commission a exami-

né différents aspects du financement, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des stocks régulateurs et les programmes de diversification.

En examinant le programme de libéralisation et d'expansion du commerce des produits de base présentant de l'intérêt pour les pays en voie de développement, la Commission a accordé un rang de priorité élevé au problème de la libéralisation des échanges par les pays développés; des suggestions ont été faites en vue de l'expansion du commerce des pays en voie de développement avec les pays socialistes et de l'expansion du commerce des pays en voie de développement entre eux. On a estimé qu'une question aussi complexe devrait être étudiée en détail, de façon concrète, par produit et par pays. Le rôle que la CNUCED pouvait utilement jouer dans le domaine de l'expansion du commerce a également été examiné.

Le rôle de coordination de la Commission dans le domaine du commerce des produits de base a été mis en évidence par la présence de représentants d'organismes internationaux et d'autres organes intéressés par les problèmes relatifs aux produits de base.

La Commission a décidé de soumettre deux projets de résolution à la session suivante du Conseil du commerce et du développement: l'un proposant la convocation d'une conférence des Nations Unies sur le blé et l'autre concernant la coordination des activités dans le domaine des produits de base et la préparation d'un accord général sur les ententes relatives aux produits de base.

C. — Articles manufacturés

La Commission des articles manufacturés ne s'est pas réunie au cours de la période considérée dans le présent rapport. Les organes subsidiaires de la Commission ont néanmoins examiné les différents aspects du programme de travail de la Commission. En outre, les travaux se poursuivent à l'échelon du secrétariat afin de permettre à la Commission, à sa deuxième session prévue pour juillet 1967, de préparer les questions relatives aux articles manufacturés et aux produits semi-finis inscrites à l'ordre du jour de la deuxième session de la Conférence.

A sa quatrième session, le Conseil du commerce et du développement a examiné le rapport de la Commission des articles manufacturés sur la reprise de sa première session, ainsi que le rapport du Groupe des préférences sur sa première session. Le Conseil a également examiné l'application des recommandations de la première Conférence touchant l'action gouvernementale et intergouvernementale dans le domaine des articles manufacturés et des produits semi-finis. Les représentants des pays en voie de développement ont déploré le peu de progrès accomplis dans l'application de ces recommandations, soulignant que les pays développés n'avaient pas éliminé ou réduit dans des proportions sensibles les obstacles tarifaires et non tarifaires, dont le maintien était l'un des facteurs entraînant le manque de diversification et la lenteur de l'accroissement des exportations des pays en voie de développement. On a suggéré que le secrétariat prépare, dans le cadre de son programme de travail ordinaire, une étude donnant un bref aperçu des principaux caractères des exportations d'articles manufacturés des pays en voie de développement. On a également souligné qu'il importait beaucoup d'examiner la part des pays en voie de développement dans les exportations mondiales d'articles

manufacturés, dans le contexte de l'expansion de l'ensemble du commerce mondial de ces articles, ainsi que par rapport à l'objectif de 5 p. 100 fixé comme taux minimum de croissance du revenu national global pour la Décennie des Nations Unies pour le développement. On a reconnu d'une façon générale l'importance des études par secteur que la Commission avait entreprises, et l'espoir a été exprimé que ces études tiendraient compte de l'expérience acquise antérieurement par les pays en voie de développement dans les secteurs considérés.

Le Conseil a reconnu que la promotion du commerce était une des mesures importantes pour l'accroissement des exportations d'articles manufacturés des pays en voie de développement. A cet égard, un groupe d'experts s'est réuni du 24 au 28 octobre 1966 au siège de la CNUCED pour donner des avis aux secrétariats de la CNUCED et de l'ONUDI sur les domaines dans lesquels les Nations Unies pourraient fournir une assistance technique pour l'expansion des exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis des pays en voie de développement. Au cours d'une réunion spéciale des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales qui s'est tenue du 25 au 27 janvier 1967 au Siège de l'ONU, la CNUCED s'est jointe à un programme visant à combiner les activités et les ressources des Nations Unies dans un programme d'aide aux exportations des pays en voie de développement. La première mesure prévue dans le cadre de ce programme consistera à examiner les besoins de chaque région et les formes les plus appropriées que pourraient prendre les activités et l'assistance des Nations Unies.

Le Groupe des préférences s'est réuni du 26 juillet au 5 août 1966. Il a décidé d'examiner certains aspects techniques de l'octroi de préférences sur la base d'une hypothèse de travail selon laquelle des préférences générales, sans réciprocité et non discriminatoires seraient accordées. Il a été admis que cet examen aurait un caractère exploratif et ne préjugerait pas la position des différents pays représentés au Groupe sur ces questions ou sur tout point discuté. Les questions suivantes ont été examinées: les produits visés; l'étendue des marges préférentielles; les pays qui accorderaient des préférences et la question de savoir si les systèmes de préférences seraient tous identiques ou analogues; les pays qui bénéficieraient du système et la question de savoir s'il y aurait des dispositions particulières en faveur des pays les moins développés; la nature des garanties visant à protéger des industries particulièrement sensibles dans les pays développés; la question d'un contrôle international; le rapport entre les nouvelles préférences et les systèmes préférentiels existants; et la durée d'application des préférences.

Le Groupe de travail CNUCED/FAO sur les produits forestiers et les articles de bois s'est réuni du 31 octobre au 5 novembre 1966. Il a adopté des recommandations détaillées portant sur les mesures propres à créer, pour les pays en voie de développement, des possibilités d'exportation de produits forestiers, ainsi que sur des mesures destinées à accroître les exportations de produits forestiers transformés (notamment de sciages, de contre-plaqués et de placages). Le Groupe de travail a recommandé notamment: 1) de recourir plus que par le passé aux organisations professionnelles du commerce du bois dans les pays importateurs afin d'en obtenir des renseignements sur les besoins précis d'importation, et d'établir des contacts entre les associations d'exportateurs de produits forestiers des pays en

voie de développement et les organisations du commerce du bois des pays développés; 2) qu'un groupe de pays en voie de développement exportant des produits forestiers envisage de créer en Europe et en Amérique du Nord un bureau des bois tropicaux; 3) de créer dans les pays en voie de développement des conseils consultatifs industriels chargés d'aider les diverses industries à résoudre leurs problèmes de production et de commercialisation; 4) de fournir des unités de production modèles, pour servir d'exemple et donner des moyens de formation aux ouvriers et au personnel de direction; 5) de tenir compte en fixant le niveau des exportations de grumes aux besoins grandissants des industries de transformation nationales en grumes de qualité si l'on veut qu'elles réussissent à concurrencer les industries des pays développés. En outre, le Groupe de travail a instamment recommandé d'accélérer et d'élargir les programmes d'aide multilatérale et bilatérale pour fournir les services requis: bourses d'études, services d'experts, création de centres de démonstration, de formation et de recherche dans ce domaine. Il a également demandé à des institutions internationales et autres de financement d'élargir la portée de leurs prêts pour la sylviculture de façon à assurer le financement de plantations et de reboisement.

Comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 2152 (XXI) portant sur la création de l'ONUDI, des dispositions sont actuellement prises, à l'échelon intergouvernemental comme à l'échelon des secrétariats, pour assurer la coopération et la coordination voulues avec l'ONUDI.

D. — Invisibles et financement lié au commerce

INVISIBLES (ASSURANCE ET TOURISME)

Du 26 septembre au 6 octobre 1966, le Secrétaire général de la CNUCED a réuni, conformément à une décision prise à la première session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, un Groupe d'experts sur la réassurance qui a examiné les diverses questions et problèmes qui se posent aux pays en voie de développement dans le domaine de la réassurance: 1) investissement du produit des opérations de réassurance dans les pays où est perçu le revenu de la prime; 2) création d'institutions nationales et régionales de réassurance afin de réduire les sorties de devises du pays ou de l'ensemble de la région; 3) examen des mesures propres à réduire le coût de la réassurance pour les pays en voie de développement, notamment l'étude des traités et accords de réassurance, l'amélioration de leurs clauses et conditions et l'étude de la question de la réciprocité; et 4) coopération internationale dans le domaine de l'assurance et de la réassurance se traduisant notamment par une aide technique, la formation de personnel et l'échange d'informations techniques et de renseignements sur la physionomie du marché. L'une des principales recommandations du Groupe a été que les traités de réassurance conclus entre assureurs directs de pays en voie de développement et réassureurs à l'étranger, prévoient la participation des réassureurs à la constitution de réserves techniques de la compagnie cédante et que lorsque la constitution des réserves techniques n'est pas effectuée sur la base d'un pourcentage convenu des chiffres effectifs de la proportion du réassureur dans les réserves techniques, elle devrait être calculée sur la base d'un pourcentage représentant 60 p. 100 des primes brutes

de réassurance. Le Groupe a suggéré qu'un certain nombre de questions soient étudiées ultérieurement.

A sa deuxième session, qui s'est tenue du 4 au 19 avril 1967 à New York, la Commission des invisibles et du financement lié au commerce a examiné le rapport du Groupe d'experts sur la réassurance et a exprimé aux experts sa satisfaction pour leur rapport, qui permet de préciser et de circonscrire les problèmes à régler, et pour leurs recommandations utiles à ce sujet. La Commission a signalé ces recommandations à l'attention des gouvernements des Etats Membres et à l'industrie de l'assurance afin qu'ils envisagent la possibilité de les appliquer. Conformément à d'autres recommandations du Groupe, la Commission a demandé la convocation d'une réunion des contrôleurs des assurances et d'autres experts de pays en voie de développement qui seront chargés de passer en revue les études du secrétariat et de présenter des observations à leur sujet. Elle a pris note du texte du questionnaire sur la législation, le contrôle et le marché de l'assurance, dans le cadre d'une étude de la législation de l'assurance et de la réassurance qui rentre dans le programme de travail de la Commission, questionnaire qui avait été envoyé par le secrétariat aux gouvernements des pays en voie de développement. Le Secrétaire général de la CNUCED a été également prié de convoquer, avec le concours du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, une réunion de statisticiens de l'assurance, en vue de formuler des propositions relatives aux normes statistiques minimums et aux définitions en matière de transactions d'assurance et de réassurance. La Commission a en outre prié le secrétariat de passer en revue, tous les deux ans au moins, les faits nouveaux en matière d'assurance, eu égard tout spécialement aux pays en voie de développement.

Dans le cadre du programme de travail de la Commission en matière de tourisme, le secrétariat de la CNUCED a commencé un certain nombre de monographies nationales sur la contribution éventuelle du tourisme à la balance des paiements des pays en voie de développement ainsi que sur le rôle du tourisme dans l'économie. Il a également établi un rapport d'ensemble sur les activités entreprises dans le domaine du tourisme par d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales, activités que la Commission avait décidé d'examiner périodiquement. Prenant note de ces rapports, la Commission a prié le Secrétaire général de la CNUCED de réunir en 1968 un petit groupe d'experts pour examiner les questions de planification du développement du secteur du tourisme dans les pays en voie de développement et a décidé d'étudier à sa troisième session le rapport du Groupe d'experts des statistiques internationales du tourisme, ainsi que les recommandations qui pourraient être faites par la Commission de statistique des Nations Unies à la lumière de ce rapport. La Commission a en outre prié le secrétariat de la CNUCED de passer en revue, tous les deux ans au moins, les faits nouveaux survenus en matière de tourisme, eu égard tout spécialement aux pays en voie de développement et compte tenu des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux qui s'est tenue en 1963 à Rome. Elle a également décidé d'étudier périodiquement l'application des recommandations de cette Conférence, comme le Conseil économique et social l'avait suggéré dans sa résolution 1109 (XL).

La Commission a réaffirmé le rôle que joue le secrétariat de la CNUCED en fournissant son appui orga-

nique aux activités d'assistance technique et de préinvestissement des Nations Unies en matière d'assurance et de tourisme, conformément à la résolution 31 (IV) du Conseil; elle a recommandé que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies soit invité à étudier les moyens d'éliminer les doubles emplois dans les activités de recherche et autres activités des services du Secrétariat de l'ONU qui ont trait à l'assurance et au tourisme.

FINANCEMENT LIÉ AU COMMERCE

La deuxième session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce s'est tenue du 4 au 19 avril 1967 à New York. En examinant si les taux de croissance atteints par les pays en voie de développement étaient suffisants, la Commission a étudié les conditions, la coordination et l'efficacité de l'aide ainsi que les problèmes relatifs au service de la dette; le crédit-fournisseurs; les moyens de stimuler le courant de capitaux privés; la mobilisation des ressources intérieures et l'apport d'assistance extérieure. Elle a également examiné les mesures financières supplémentaires, les problèmes monétaires internationaux, les accords de paiement entre pays en voie de développement et la proposition Horowitz.

L'un des faits notables de la deuxième session de la Commission a été la publication d'un exposé concerté sur les problèmes du développement, dans lequel figuraient les commentaires sur le fond des questions inscrites au projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième Conférence.

Il a généralement été admis à la Commission que c'est aux pays en voie de développement qu'il appartient de supporter la charge principale du financement de leur propre développement et que, malgré d'importantes insuffisances, un très grand nombre de pays en voie de développement ont déployé des efforts suivis en vue de mobiliser leurs propres ressources aux fins du développement. Malgré ces efforts, l'ensemble des pays en voie de développement n'avait pu réaliser au cours de la période 1960-1965 l'objectif fixé pour la Décennie du développement tendant à atteindre un taux de croissance annuel de 5 p. 100.

Notant la complexité des facteurs de la croissance économique, la Commission a exprimé l'espoir que les études par pays effectuées actuellement par le secrétariat de la CNUCED jetteraient quelque lumière sur cette question, en particulier sur les rapports qui existent entre le taux de croissance et le montant de l'aide reçue. Une certaine préoccupation a été exprimée devant le fait que le courant de ressources financières en provenance des pays développés à destination des pays en voie de développement n'avait pas augmenté au même rythme que le revenu national des pays développés, alors que la plupart des pays en voie de développement pourraient utiliser efficacement un volume d'assistance extérieure plus important. La Commission a donc estimé que l'objectif des pays développés devrait être d'augmenter le courant net de leur assistance au développement afin d'atteindre l'objectif de la CNUCED tel qu'il est défini dans les recommandations et autres dispositions de l'Acte final de la première Conférence.

La Commission a exprimé sa grave préoccupation devant la charge croissante du service de la dette des pays en voie de développement et a noté que cet endettement menaçait de provoquer une diminution importante du transfert net de ressources à destination de

ces pays. L'accroissement de la dette extérieure et des paiements au titre du service de la dette s'était accompagné d'une détérioration récente des modalités de l'aide financière destinée aux pays en voie de développement et notamment d'un accroissement de l'aide liée qui avait encore réduit la valeur effective du volume de l'assistance. La Commission a donc estimé que d'autres efforts étaient nécessaires pour assouplir les conditions de l'aide. Elle a également noté qu'il était opportun que les pays développés déploient des efforts concertés afin d'harmoniser les conditions de l'assistance et de réduire le fardeau des disparités qui existaient dans ces conditions. La Commission a décidé que le secrétariat devrait analyser plus avant le problème de l'endettement en établissant une distinction entre les différents types de dette considérés. Elle a également décidé que le secrétariat devrait entreprendre une étude détaillée des effets de l'aide liée du point de vue des pays développés et du point de vue des pays en voie de développement. En outre, le secrétariat a été prié d'étendre son étude des difficultés de l'administration de l'assistance et d'indiquer diverses mesures permettant de résoudre ces difficultés.

La Commission a examiné les études relatives aux crédits-fournisseurs établies par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU conformément à la recommandation A.IV.14 de la Conférence. On s'est accordé à reconnaître que si ces crédits jouaient un rôle utile et important dans le commerce mondial un recours excessif à ce genre de crédits risquait de provoquer des crises d'endettement, ce qui s'était déjà produit dans certains cas. On a également reconnu que les crédits-fournisseurs ne remplaçaient pas véritablement l'aide au développement à long terme. La Commission a demandé que l'on établisse un autre rapport sur ces crédits qui comprendrait des mesures visant à faciliter les exportations des pays en voie de développement.

Concernant le courant de capitaux privés à destination des pays en voie de développement, la Commission a examiné une étude rédigée par le Service des questions fiscales financières du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, conformément à la recommandation A.IV.12 de la Conférence. La Commission a estimé qu'une attention particulière devrait être consacrée à une étude empirique des effets de l'investissement privé du point de vue de l'investisseur et du bénéficiaire.

La question des mesures financières supplémentaires avait fait l'objet d'une étude antérieure de la BIRD qui, en réponse à la recommandation A.IV.18 de la Conférence, proposait un mécanisme visant à éviter l'effondrement des programmes de développement par suite de déficits persistants des recettes d'exportation, par rapport aux prévisions raisonnables. A sa 95^e séance plénière, le Conseil du commerce et du développement a créé un Groupe intergouvernemental sur les mesures financières supplémentaires. Ce Groupe, qui s'est réuni en octobre 1966 et en février 1967, a examiné les principales questions soulevées dans l'étude du secrétariat de la BIRD et s'est entendu sur les principales questions qui devaient être réglées avant l'application du mécanisme. Les rapports du Groupe ont été examinés par la Commission à sa deuxième session. Quatorze pays en voie de développement ont présenté une déclaration sur les mesures financières supplémentaires, qui a figuré en annexe au rapport de la Commission sur sa deuxième session. Le Groupe se réunira

de nouveau en octobre 1967 pour examiner ces questions.

La Commission a poursuivi son examen du rapport du Groupe d'experts des problèmes monétaires internationaux. La Commission était également saisie d'un rapport établi par le Secrétaire général de la CNUCED en réponse à une demande formulée par l'Assemblée générale en ce qui concerne les progrès des activités relatives à la réforme monétaire internationale. Une déclaration sur les problèmes monétaires internationaux présentée par un certain nombre de pays en voie de développement a été jointe en annexe au rapport de la Commission sur sa deuxième session.

La Commission a également examiné le rapport du Groupe d'experts sur la proposition Horowitz et a invité le Secrétaire général de la CNUCED à examiner, en faisant appel aux experts dont le concours lui paraîtrait souhaitable, l'importance que peuvent avoir, du point de vue de la proposition Horowitz, les perspectives générales à long terme des marchés des capitaux.

Le rapport du Groupe d'experts sur les accords de paiements entre pays en voie de développement a été établi conformément à la recommandation A.IV.19 de la Conférence. Le Groupe s'est réuni du 20 juin au 3 juillet 1966 à New York. L'une de ses principales conclusions a été que, d'une manière générale, les accords de paiements pouvaient contribuer utilement, à divers degrés, à l'expansion des échanges entre pays en voie de développement. Il a également conclu que la contribution éventuelle des accords de paiements à l'expansion des échanges pouvait être conditionnée, entre autres, par l'insertion de clauses prévoyant des facilités de crédit. A cette fin, le Groupe a recommandé que les arrangements en matière de crédit soient complétés par des contributions versées à un fonds central par les pays membres eux-mêmes et que le versement de contributions des pays développés à des fonds de ce genre serait un moyen d'utiliser efficacement l'aide financière au développement. Le rapport du Groupe a été examiné par la Commission à sa deuxième session. La Commission a décidé de transmettre ce rapport aux organes compétents de la CNUCED et a également décidé de reprendre l'examen de ces questions à sa session ordinaire suivante, en même temps que son examen des aspects financiers du développement régional.

E. — Transports maritimes

La Commission des transports maritimes s'est réunie en session extraordinaire en juillet 1966 pour examiner les méthodes et les moyens à employer pour effectuer une étude sur le niveau et la structure des taux de fret, les pratiques des conférences maritimes et le maintien de services maritimes suffisants. A sa première session, la Commission, abordant l'examen du programme de travail, a demandé que le secrétariat établisse un rapport à ce sujet. Lors de sa session extraordinaire, la Commission a adopté un programme de travail relatif aux domaines mentionnés ci-dessus, dont les objectifs principaux sont de compléter et d'appuyer les études auxquelles on procédera pour mener à bien d'autres parties du travail, qui elles-mêmes impliquent l'étude de divers aspects de la question des taux de fret. Cette étude vise également à encourager l'entente et la coopération dans le domaine des transports maritimes en donnant à toutes les parties intéressées une idée plus complète de l'économie de l'industrie des transports

maritimes, en évaluant les incidences de l'organisation et des coûts actuels des services de transport maritime sur le commerce international et les paiements internationaux, et en dégagant, pour les analyser, les facteurs qui entrent dans la détermination des itinéraires et des taux de fret. Le rapport du secrétariat comprendra les études suivantes: études par pays, études par produits, études par ligne et études d'ensemble, ainsi que des études relatives à d'autres pratiques des conférences maritimes et au maintien de services maritimes suffisants.

En août 1966, le Secrétaire général de la CNUCED a invité un groupe de spécialistes universitaires de l'économie intéressés aux problèmes relatifs aux transports maritimes à participer à un cycle d'études sur l'économie des transports maritimes, auquel participaient également des membres des secrétariats des trois commissions économiques régionales (CEAEO, CEPAL et CEA) qui ont adopté un programme de travail en matière de transports maritimes et d'installations portuaires. Le cycle d'études a constitué l'occasion d'établir des contacts avec les économistes spécialisés en matière de transports maritimes et de discuter des questions relatives à l'exécution du programme de travail de la CNUCED en matière de transports maritimes.

La Commission des transports maritimes a tenu sa deuxième session du 21 février au 8 mars 1967 et a discuté de la création, sur le plan national et régional, d'un mécanisme de consultation; du niveau et de la structure des taux de fret, des pratiques des conférences maritimes et du maintien de services maritimes suffisants; du développement des ports et des installations connexes, de l'amélioration des installations portuaires; et elle a procédé à l'examen des problèmes courants et à long terme des transports maritimes.

La discussion relative au mécanisme de consultation s'est fondée sur un rapport du secrétariat, consacré à l'examen des mécanismes existant dans les pays développés et les pays en voie de développement et qui contenait certaines conclusions concernant les conditions à remplir pour qu'un mécanisme de consultation puisse fonctionner efficacement. On s'est accordé à reconnaître que le mécanisme devrait être adapté aux différentes situations locales et régionales et que, à titre de première mesure permettant d'établir une étroite coopération entre les chargeurs et les conférences maritimes, il y aurait lieu de créer un mécanisme de consultation judiciaire, s'appuyant sur des procédures permettant d'étudier les plaintes et d'y donner suite, et qu'il faudrait créer, à l'échelon national et régional, des conseils de chargeurs ou d'autres organes appropriés. On a également souligné l'importance du rôle que les autorités gouvernementales auraient à jouer et l'importance pour les conférences d'être bien représentées dans les ports des pays en voie de développement. La Commission, dans une résolution qu'elle a adoptée à ce sujet, a prié le Secrétaire général de la CNUCED de faire diffuser aussi largement que possible le rapport du secrétariat dans les milieux des transports maritimes, les institutions d'études supérieures et autres organismes intéressés, et invité les gouvernements des pays en voie de développement à prendre en considération les suggestions contenues dans ce rapport, en vue d'encourager la création de conseils de chargeurs ou d'organismes équivalents et de mécanismes de consultation. Elle a invité les gouvernements des pays qui ont une certaine expérience en matière de

mécanismes de consultation et, par leur intermédiaire, les milieux qui possèdent des intérêts dans les transports maritimes et le commerce, à aider, dans toute la mesure du possible, les gouvernements des pays en voie de développement et les milieux qui, dans ces pays, ont des intérêts dans les transports maritimes, à créer des conseils de chargeurs ou des organismes équivalents et des mécanismes de consultation appropriés; et elle a signalé aux gouvernements des pays en voie de développement qu'ils pouvaient, dans ce domaine, obtenir une assistance technique des Nations Unies ainsi qu'un appui organique et des avis de la part du secrétariat de la CNUCED. La Commission a également engagé les commissions économiques régionales à poursuivre leurs efforts, en collaboration avec la CNUCED, en vue de la création de conseils de chargeurs ou d'organismes équivalents et de mécanismes de consultation sur le plan national et, en temps opportun, sur le plan régional.

A sa deuxième session, la Commission a également examiné un rapport intérimaire sur le développement des ports, un rapport intérimaire sur d'autres points de son programme de travail, un schéma préliminaire d'une étude annuelle des problèmes courants et à long terme des transports maritimes que la Commission avait demandée à sa première session, ainsi qu'un rapport d'un cycle d'études sur l'économie des transports maritimes.

La Commission a prié le secrétariat d'établir une étude annuelle sur les problèmes courants et à long terme des transports maritimes et a exprimé le désir que la CNUCED organise, dans différentes régions, des cycles d'études interrégionaux sur l'économie des transports maritimes, avec la participation, sur une base géographique aussi représentative que possible, d'institutions et de personnalités compétentes, universitaires, spécialisées, techniques et autres, qui s'intéressent à l'économie des transports maritimes et qui effectuent des recherches dans ce domaine. Examinant les activités menées dans le domaine des transports maritimes et des ports par d'autres institutions des Nations Unies et par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, la Commission a réaffirmé que le secrétariat de la CNUCED était compétent pour fournir un appui technique, en coordination, comme il conviendrait, avec d'autres organismes des Nations Unies, aux activités d'assistance technique dans le domaine des transports maritimes, y compris les ports, et elle a recommandé que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies soit prié d'étudier les moyens d'éviter tout chevauchement d'activités entre les services du Secrétariat des Nations Unies qui s'occupent des transports maritimes et des ports.

F. — Commerce de transit des pays sans littoral

La Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral est entrée en vigueur le 9 juin 1967, conformément à son article 20, qui dispose que la Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion d'au moins deux Etats sans littoral et deux Etats de transit ayant une côte maritime. Ont adhéré à la Convention ou l'ont ratifiée, six Etats sans littoral (Malawi, Mongolie, Népal, Niger, Tchad et Zambie) et deux Etats riverains de la mer (Nigéria et Yougoslavie).

La Convention a été adoptée par la Conférence des plénipotentiaires des Nations Unies sur le commerce en transit des pays sans littoral, qui s'est tenue en 1965 sous les auspices de la CNUCED. La Conférence avait été convoquée à la suite d'une recommandation de la CNUCED qui, à sa première session, avait appelé l'attention sur la nécessité d'accorder aux Etats sans littoral des facilités adéquates pour leur permettre de pallier les effets de leur situation géographique sur leur commerce international.

La Convention comprend un préambule et vingt-trois articles. Le préambule réaffirme les huit principes adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à sa première session, et notamment la reconnaissance du droit des Etats sans littoral d'accéder librement à la mer en tant que principe indispensable pour l'expansion du commerce international et le développement économique. Les articles définissent les expressions "Etat sans littoral", "transport en transit", "Etat de transit" et "moyens de transport", et portent notamment sur les questions suivantes: la liberté de transit; les mesures visant à faciliter les transports en transit sur des voies mutuellement acceptables; la non-discrimination en matière de transport en transit; l'exemption de droits de douane ou de taxes exigibles du fait de l'importation ou de l'exportation, à l'exception des redevances destinées à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit; les mesures visant à faciliter le transport des marchandises en transit, la simplification des mesures administratives relatives au transport en transit; l'entreposage des marchandises; et l'aménagement de zones franches ou d'autres facilités douanières.

G. — Action de l'Assemblée générale

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a examiné le deuxième rapport annuel du Conseil du commerce et du développement. Le Conseil économique et social avait déjà pris note du rapport et l'avait transmis à l'Assemblée. Prenant acte du rapport, l'Assemblée a réitéré son appel aux gouvernements des Etats membres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour qu'ils continuent à examiner leurs politiques et prendre des mesures, conjointement ou séparément, selon que faire se pourrait, compte tenu de l'Acte final de la Conférence, à sa première session, en vue d'appliquer les recommandations de la Conférence dans les divers domaines de leurs programmes nationaux et internationaux. L'Assemblée a exprimé sa profonde déception de ce que la Conférence des Nations Unies sur le cacao,

tenue en 1966, n'avait pas abouti à la conclusion d'un accord sur le cacao et elle a affirmé la nécessité de parvenir à un accord dans les plus brefs délais. Elle a fait appel à tous les intéressés, et notamment aux principaux pays consommateurs, afin qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour parvenir à cette fin.

L'Assemblée générale a décidé de convoquer la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à New Delhi, du 1^{er} février au 25 mars 1968 et, à cet égard, elle a notamment invité les institutions spécialisées, l'AIEA, le PNUD, l'ONUDI, les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth à accorder une attention particulière, dans leurs programmes, aux travaux préparatoires de la deuxième session de la Conférence et à prendre les mesures possibles pour prêter tout leur concours afin d'en assurer la réussite. Elle a également prié le Secrétaire général de la CNUCED d'entreprendre immédiatement les travaux préparatoires en vue de la deuxième session, en coopération, chaque fois qu'il serait possible, avec les commissions économiques régionales. L'Assemblée générale a unanimement reconnu la nécessité d'une réforme du système monétaire international qui le rendrait mieux à même de répondre aux exigences de la croissance économique tant des pays développés que des pays en voie de développement. A cette fin, l'Assemblée a confirmé la nécessité pour les pays développés et les pays en voie de développement qui en expriment le désir d'être pleinement représentés dans les discussions et les décisions en vue de tous nouveaux arrangements pour la réforme du système monétaire international, y compris celles qui ont trait aux problèmes des liquidités internationales, ainsi que de participer pleinement à l'application des arrangements qui seraient conclus, et elle a prié le Secrétaire général de la CNUCED d'avoir des consultations avec le Directeur général du Fonds monétaire international au sujet du progrès des activités concernant la réforme monétaire internationale et de faire rapport au Conseil du commerce et du développement, lors de sa cinquième session, par l'intermédiaire de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce.

L'Assemblée générale a en outre décidé de modifier le paragraphe 6 de sa résolution 2029 (XX), de manière que le Secrétaire général de la CNUCED soit compris parmi les membres du Bureau consultatif inter-organisations du PNUD. L'Assemblée générale a fait siennes les recommandations du Conseil du commerce et du développement relatives à l'assistance technique dans le domaine commercial et dans les domaines connexes.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

A. — Examen des activités

Pour l'Acte final et le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, voir la publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11 (E/CONF.46/141, vol. I); pour les volumes II à VIII de la série, voir numéros de vente: 64.II.B.12 à 18.

Pour le rapport au Conseil du commerce et du développement sur sa quatrième session, (31 octobre 1965-24 septembre 1966), voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 15* (A/6315/Rev.1), Deuxième partie.

Pour les documents relatifs à cette question voir:

- Le développement des échanges et la coopération économique entre pays en voie de développement*: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.D.2;
- Accords de paiements et expansion des échanges entre pays en voie de développement*: publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.D.7.

Pour les autres documents pertinents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatrième session, Annexes*, point 3 de l'ordre du jour; *Documents officiels de*

l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 37 de l'ordre du jour; et Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la quarante et unième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour.

B. — Produits de base

Pour le rapport de la Commission des produits de base sur sa deuxième session, (9-26 mai 1967), voir le document TD/B/120.

Pour les autres documents relatifs à cette question, voir:

- a) *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatrième session, Annexes, point 9 de l'ordre du jour;*
- b) *Etude de la CNUCED sur les produits de base, 1966:* publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.D.9;
- c) Rapport du Comité consultatif du Conseil et de la Commission des produits de base sur sa première session (27-30 septembre 1966): TD/B/109;
- d) Rapport du Sous-Comité permanent des produits de base sur sa première session (27 juin-16 juillet 1966): TD/B/C.1/21 et Corr.1;
- e) Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive, 1967: TD/B/C.1/31 et Corr.1;
- f) Rapport du Sous-Comité permanent des produits de base sur la reprise de sa première session (9 mai 1967): TD/B/C.1/39.

C. — Articles manufacturés

Pour les documents relatifs à cette question, voir:

- a) *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatrième session, Annexes; point 4 de l'ordre du jour;*
- b) Rapport du Groupe de travail CNUCED/FAO sur les produits forestiers et les articles de bois à la Commission des articles manufacturés: TD/B/C.2/18 et Corr.1;
- c) Rapport de la réunion d'experts sur l'assistance technique des Nations Unies relative aux exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en voie de développement: TD/B/C.2/5.2.

D. — Invisibles et financement lié au commerce

Pour le rapport de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce sur sa deuxième session (4-19 avril 1967), voir document TD/B/118.

Pour les autres documents relatifs à cette question, voir:

- a) *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatrième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour;*
- b) *Les problèmes monétaires internationaux et les pays en voie de développement:* publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.D.2;
- c) *Crédit à l'exportation et financement du développement:* publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.D.1;
- d) Suite de l'examen du rapport du Groupe d'experts des problèmes monétaires internationaux: TD/B/115;

- e) Rapport du Groupe d'experts chargé d'examiner la proposition Horowitz: TD/B/C.3/23;
- f) Mobilisation des ressources intérieures par les pays en voie de développement: TD/B/C.3/28 et Corr.1;
- g) Politique et opérations de réassurance dans les pays en voie de développement. Rapport du Groupe d'experts de la réassurance: TD/13/C.3/29;
- h) Examen de la question de savoir si les taux de croissance atteints par les pays en voie de développement sont suffisants: croissance et financement extérieur du développement: TD/B/C.3/34 et Corr.1 et 2;
- i) Conditions, valeur et efficacité de l'aide financière et problèmes afférents au service de la dette: TD/B/C.3/35 et Corr.1-4;
- j) Problèmes afférents au service de la dette — Les perspectives du service de la dette: TD/B/C.3/36 et Corr.1;
- k) Problèmes du service de la dette — Mémoire présenté par la BIRD sur le réaménagement ou la consolidation de la dette extérieure: TD/B/C.3/37 et Corr.1;
- l) Rapport du Groupe intergouvernemental du financement supplémentaire sur sa première session, (10-14 octobre 1966): TD/B/C.3/41;
- m) Rapport du Groupe intergouvernemental du financement supplémentaire sur sa deuxième session (6-17 février 1967): TD/B/C.3/44;
- n) Etude préparée par les services de la BIRD sur les crédits-fournisseurs des pays industrialisés aux pays en voie de développement: TD/B/C.3/L.38.

E. — Transports maritimes

Pour le rapport de la Commission des transports maritimes sur sa session extraordinaire (18-25 juillet 1966), voir document TD/B/83; et pour le rapport de la Commission sur sa deuxième session 21 (février-8 mars 1967), voir le document TD/B/116.

Pour les autres documents relatifs à cette question, voir:

- a) Les transports et l'économie mondiale — Rapport d'un cycle d'études sur l'économie des transports maritimes: TD/B/C.4/17;
- b) Consultations sur les transports maritimes — Création d'organismes de chargeurs sur le plan national et régional, consultations et négociations entre chargeurs et armateurs: TD/B/C.4/20 et Additifs;
- c) Développement des ports — Rapport intérimaire du secrétariat de la CNUCED: TD/B/C.4/23;
- d) Schéma des études sur les problèmes courants et à long terme des transports maritimes: TD/B/C.4/24.

F. — Commerce de transit des pays sans littoral

Pour la Convention relative au commerce de transit des pays sans littoral, voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, deuxième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document TD/B/18.*

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Par sa résolution 2152 (XXI), l'Assemblée générale a décidé que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), créée en tant qu'organe de l'Assemblée générale fonctionnerait comme une organisation autonome dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. La résolution énonce le but et les fonctions de l'Organisation, qui comprennent des activités opérationnelles et des études et programmes de recherche destinés à faciliter ces activités. L'Assemblée générale a également décidé que le Conseil du développement industriel, organe principal de l'Organisation, comprendrait 45 membres élus par l'Assemblée générale.

Le Conseil du développement industriel a notamment pour fonctions de formuler des principes et des politiques, d'examiner et d'approuver le programme d'activités de l'Organisation et d'examiner et de coordonner les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Le Conseil doit se réunir comme le prévoit son règlement et tient normalement une session par an. Il fait rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

L'Assemblée générale a expressément prévu des dispositions relatives à la coordination et à la coopération avec les autres organismes des Nations Unies. Elle a prévu en particulier que c'est à l'ONUDI qu'il appartient au tout premier chef d'examiner et de favoriser la coordination de toutes les activités des organismes des Nations Unies en matière de développement industriel. Elle a également prévu que l'ONUDI exercerait ses fonctions, lorsqu'il y aurait lieu, en coopération étroite avec les institutions spécialisées intéressées et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Par sa résolution 2212 (XXI), l'Assemblée générale a décidé que le siège de l'ONUDI serait établi à Vienne.

Le Conseil du développement industriel a tenu sa première session en avril et mai 1967. Dans sa résolution 1 (I), relative au programme de travail et activités futurs de l'ONUDI, il a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, l'Organisation devrait avoir essentiellement pour but de répondre aux besoins urgents des pays en voie de développement en accélérant leur développement industriel par des activités opérationnelles et de promotion s'appuyant sur des travaux de recherche pertinents. Il a également énoncé un certain nombre de principes auxquels le Directeur exécutif doit se conformer en s'acquittant de ses responsabilités. La résolution définit une série de considérations sur lesquelles devraient se fonder les activités de recherche de l'ONUDI. Elle énumère aussi les divers types d'assistance que l'Organisation devrait mettre à la disposition des pays en voie de développement dans le cadre de ses activités opérationnelles. Le Conseil a approuvé le programme de travail présenté par le

Directeur exécutif, sous réserve des modifications que celui-ci jugerait utile d'y apporter à la lumière des principes énoncés par le Conseil. En ce qui concerne la présentation des futurs programmes de travail, le Conseil a énoncé un certain nombre d'instructions à suivre, compte tenu de la nécessité d'étendre progressivement le rôle central de coordination de l'ONUDI dans le domaine du développement industriel.

Dans sa résolution 2 (I), le Conseil a invité le Secrétaire général à convoquer chaque année une conférence d'annonce de contributions conformément à l'alinéa a du paragraphe 23 de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale. Le Conseil a également recommandé à l'Assemblée générale de prendre, à sa vingt-deuxième session, les mesures appropriées pour instituer, au titre V du budget de l'ONU, un chapitre distinct pour le programme d'assistance technique au développement industriel d'un montant approprié en rapport avec les besoins croissants des pays en voie de développement, ainsi qu'à pour modifier sa résolution 2029 (XX) du 22 novembre 1965 afin de permettre au Conseil du développement industriel d'examiner et d'approuver les projets et programmes intéressant le développement industriel entrepris au moyen des crédits ainsi alloués et de formuler des directives de politique générale au sujet de leur utilisation.

Lorsqu'il a examiné le rapport d'ensemble sur les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel que lui avait soumis le Directeur exécutif de l'ONUDI, le Conseil a décidé de prier le Directeur exécutif de l'ONUDI de lui présenter à sa prochaine session, sous une forme appropriée, un rapport mis à jour et de consulter les organisations qui participent à la préparation du rapport aux fins d'en améliorer la présentation, compte tenu notamment de la nécessité: 1) de réduire au maximum la description de chaque projet; 2) de reviser l'ordonnance des renseignements de manière à accorder une place suffisante aux diverses branches d'industries en consacrant à chacune d'elles un chapitre séparé du rapport au lieu de les grouper en un seul chapitre et en ajoutant un chapitre où figurerait une liste des projets par pays; 3) de présenter tous les renseignements parfaitement classés dans les diverses rubriques consacrées aux divers aspects des activités; 4) de faire en sorte que le rapport soit mis à la disposition des membres du Conseil dans les délais les plus brefs comme le prévoit le règlement intérieur.

Le Conseil a en outre prié le Directeur exécutif de lui soumettre, à chacune de ses sessions ordinaires, un rapport analytique sur les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel, en appelant particulièrement l'attention, le cas échéant, sur les domaines où aucune action n'est exercée et sur ceux où il y a chevauchement des efforts; il l'a également prié d'examiner, en consultation avec

les chefs des secrétariats des autres organismes des Nations Unies, la possibilité d'inclure dans le rapport annuel d'ensemble un aperçu des programmes d'activités futures que ces organismes se proposent d'entreprendre dans le domaine du développement industriel et de soumettre un rapport au Conseil dans sa session ordinaire suivante.

A. — Colloque international sur le développement industriel

Toutes les dispositions ont été prises en vue du Colloque international sur le développement industriel qui doit se réunir à Athènes du 29 novembre au 20 décembre 1967. Le Colloque dégagera une vue globale de la situation industrielle des pays en voie de développement et examinera de façon assez approfondie les problèmes de l'industrialisation qui sont communs à tous ces pays. Le Colloque fournira sans doute aussi de précieuses indications en vue d'une coopération internationale embrassant à la fois les pays industrialisés et les pays en voie de développement. On escompte que ce Colloque aidera l'ensemble des organismes des Nations Unies à établir un programme augmenté et amélioré d'assistance technique et financière au secteur industriel.

Le 9 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2178 (XXI) dans laquelle elle a pris note avec approbation des recommandations contenues dans les résolutions 1180 et 1185 (XLI) du Conseil économique et social concernant la préparation et l'organisation du Colloque. L'Assemblée a également fait sienne la décision du Conseil de réunir le Colloque à Athènes en décembre 1967.

Dans la même résolution, l'Assemblée a invité les gouvernements des Etats Membres de l'ONU ou membres d'institutions spécialisées ou de l'AIEA à porter un intérêt actif aux travaux préparatoires du Colloque et à faire en sorte que leur participation à cette réunion soit effective. Elle a également invité les institutions spécialisées, l'AIEA, les commissions économiques régionales, le Bureau des affaires économiques et sociales à Beyrouth et les organisations intergouvernementales intéressées à coopérer activement aux travaux préparatoires. En outre, le Conseil du développement industriel a été invité à consacrer toute l'attention nécessaire aux travaux préparatoires du Colloque, à étudier, en temps opportun, les recommandations de celui-ci et à prendre les mesures voulues pour y donner suite.

Le Conseil économique et social a recommandé au Colloque l'ordre du jour provisoire qui figure en annexe I à la résolution 1180 (XLI) du Conseil, ainsi qu'un projet du règlement intérieur qui doit régir ses délibérations [annexe II à la résolution 1180 (XLI), modifiée par la résolution 1185 (XLI)].

A sa première session, qui a eu lieu en avril 1967, le Conseil du développement industriel a examiné un rapport du secrétariat sur les travaux préparatoires du Colloque. En présentant cette question de l'ordre du jour, le Directeur exécutif de l'ONUDI a signalé qu'un accord entre l'ONU et le Gouvernement grec au sujet du Colloque avait été signé le 14 avril.

Le Conseil a recommandé au Colloque d'adopter l'ordre du jour provisoire et le projet de règlement intérieur proposé par le Conseil économique et social, étant entendu que les réserves formulées par certaines délégations figureraient dans le rapport sur la première session du Conseil.

Les préparatifs du Secrétariat en vue du Colloque ont compris notamment des consultations entre

l'ONUDI et les gouvernements, les institutions spécialisées, l'AIEA et les commissions économiques régionales au sujet de la manière dont ils envisageaient de participer à la réunion et de la contribution qu'ils se proposaient d'apporter à la documentation.

Un aide-mémoire contenant un calendrier provisoire des séances et des renseignements concernant la documentation et l'organisation du Colloque a été distribué en juin 1967 aux gouvernements des Etats Membres de l'ONU ou membres des institutions spécialisées ou de l'AIEA, ainsi qu'à ces institutions.

L'un des principaux documents dont sera saisi le Colloque international sur le développement industriel est la première édition d'une Etude sur le développement industriel dans le monde, en vue de laquelle des recherches considérables ont été effectuées au cours de l'année écoulée. L'étude portera sur l'évolution récente dans les pays en voie de développement et notamment sur l'influence de l'offre et de la demande, sur l'utilisation de la main-d'œuvre, des ressources naturelles et de la technique, sur l'utilisation et la disponibilité des ressources financières et sur d'autres problèmes qui influencent le taux de la croissance industrielle.

B. — Activités opérationnelles

Conformément à la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, l'ONUDI a assumé la responsabilité de l'exécution des opérations locales intéressant des projets de développement industriel qui étaient jusqu'ici exécutés par la Direction des opérations d'assistance technique et par le Service chargé des opérations du Fonds spécial du Département des affaires économiques et sociales. C'est donc le secrétariat de l'ONUDI qui sera chargé du soutien technique ainsi que de la programmation et de l'exécution des projets de coopération technique, ce qui permettra d'utiliser avec le maximum d'efficacité les différents programmes mentionnés ci-dessus et aussi d'assurer l'expansion coordonnée de ces programmes en tant qu'instruments suffisamment souples pour répondre aux demandes diverses des gouvernements dans le domaine industriel.

L'assistance des Nations Unies en vue de l'industrialisation des pays en voie de développement a près de doublé depuis 1964. Pour le moment, le programme de coopération technique de l'ONUDI comprend des activités opérationnelles financées à l'aide des sources ci-après : 1) le PNUD (élément assistance technique) ; 2) le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU ; 3) le PNUD (élément Fonds spécial) ; 4) le programme de services industriels spéciaux ; 5) des ressources extra-budgétaires, prenant le plus souvent la forme de fonds d'affectation spéciale constitués par les gouvernements bénéficiaires.

Les domaines d'activité qui relèvent des programmes opérationnels comprennent les études sur l'industrialisation et les politiques d'industrialisation, la programmation industrielle, l'élaboration et l'évaluation des projets industriels, le développement des industries orientées vers l'exportation, la localisation des industries et le développement régional, le financement industriel, les industries métallurgiques et transformatrices des métaux, les industries chimiques et pétrochimiques, l'industrie textile et autres industries productrices de biens de consommation, la normalisation industrielle et le contrôle de la qualité, la formation et la gestion industrielles, les aspects institutionnels du développement industriel et les problèmes que pose la petite industrie.

La première année de fonctionnement du programme de services industriels spéciaux, établi à titre expérimental, s'est achevée au cours de la période considérée.

L'un des buts principaux de ce programme est de fournir d'urgence, sous une forme concrète, l'assistance qui peut s'avérer nécessaire au financement et à l'exécution de projets industriels. Cela requiert des moyens d'assistance plus souples que ceux qu'offrent les projets à long terme actuellement financés par l'élément Fonds spécial du PNUD ou les activités à moyen terme organisées dans le cadre de l'élément assistance technique du PNUD. On peut dire plus précisément que le programme concerne les services dont les gouvernements ont besoin pour entreprendre des projets relatifs à l'industrie manufacturière après que l'étude initiale de viabilité économique a été faite, mais avant que le financement des dépenses d'équipement nécessaires soit assuré. Cette dernière étape de l'exécution des projets industriels est un stade particulièrement critique pendant lequel il faut déployer d'urgence beaucoup de savoir-faire et des connaissances techniques considérables pour prendre les diverses mesures concrètes qui doivent rendre possibles le financement et l'exécution du projet. Afin de remédier à cette discontinuité dans l'action il est nécessaire de mettre en œuvre des moyens souples qui sont souvent incompatibles avec les procédures formelles des projets sur lesquels reposent la plupart des programmes existants.

Outre la nécessité de remédier à cette discontinuité dans l'action, il existe un grand nombre de besoins que le programme de services industriels spéciaux peut aider à satisfaire. Dans le domaine de l'industrie manufacturière on trouve toute une série de besoins pratiques, souvent à court terme, qu'il est impossible de prévoir et en conséquence la valeur de l'assistance fournie dépend en grande mesure de la possibilité qu'on a de répondre aux demandes des gouvernements dans un délai minimum.

Le programme d'activités opérationnelles pour la période 1967-1968 confirme la tendance à l'expansion des activités relatives au développement industriel. On pense notamment que les activités entreprises au titre du programme des services industriels spéciaux s'étendront sensiblement une fois que celui-ci aura dépassé le stade expérimental.

C. — Activités par branche d'industrie

1. — Industries métallurgiques et transformatrices des métaux

Les activités diverses de l'ONUDI intéressant les industries métallurgiques et transformatrices des métaux ont continué de se développer. Près de 30 pays ont bénéficié d'une assistance technique au titre des divers programmes des Nations Unies dans ces deux domaines. Parmi ces projets, les plus importants sont ceux qui ont trait à l'utilisation pour la production de fer en Algérie des gisements de charbon à haute teneur en soufre, à l'assistance fournie aux industries métallurgiques et mécaniques en Inde et au Chili en vue de l'exportation, à l'établissement en Iran d'une aciérie intégrée, d'une usine de réduction directe pour la production de fer spongieux et d'un ensemble d'industrie lourde, à la création d'usines pour la production de fer et d'acier dans la République de Corée, au Libéria et en Turquie, enfin à l'établissement d'instituts pour l'étude de l'outillage en Bulgarie et dans la République arabe unie.

Le Centre de développement industriel a assuré la participation de 10 représentants des pays en voie de développement au trente-troisième Congrès international de la fonderie, qui s'est tenu en Inde en décembre 1966 et comportait un programme spécial sur les progrès techniques permettant d'accroître la productivité de l'industrie de la fonderie dans les pays en voie de développement.

Les préparatifs se poursuivent pour le deuxième Colloque de la sidérurgie qui doit avoir lieu dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques en 1968. Celui-ci sera saisi d'un texte sensiblement révisé du Manuel de la sidérurgie. En septembre et octobre 1967, deux groupes d'experts sur la production de l'aluminium et du cuivre se réuniront au siège de l'ONUDI à Vienne.

Le Colloque interrégional sur le développement des industries transformatrices de métaux dans les pays en voie de développement s'est réuni à Moscou en septembre et octobre 1966 et a groupé 38 participants venant de 25 pays en voie de développement. Les recommandations de ce Colloque, relatives à l'établissement de nomenclatures internationales des machines utilisées par les industries transformatrices des métaux, à l'adaptation des essais de réception des nouvelles machines-outils et à l'étude, la fabrication et l'emploi des matrices et gabarits sont en voie d'application.

Les préparatifs sont en cours pour l'organisation d'un cycle d'études sur l'industrie automobile et pour l'expansion des activités de l'ONUDI dans de nouveaux domaines, notamment les industries du matériel agricole et du matériel électrique et électronique et les aspects techniques du contrôle de la qualité des produits des industries mécaniques.

Les problèmes qui entravent la réparation et l'entretien des machines industrielles dans les pays en voie de développement ont été étudiés par un groupe international d'experts qui s'est réuni au Siège de l'ONU en novembre et décembre 1966. L'une des principales recommandations formulées dans le rapport du groupe avait trait à l'établissement d'ateliers centraux, polyvalents ou spécialisés, qui seraient chargés de l'entretien et des réparations, ainsi que de mettre en train la production locale de pièces de rechange.

2. — Industries chimiques

Au cours de l'année considérée, on a commencé à donner suite aux recommandations du Cycle d'études de Kiev sur la production des engrais, conformément aux décisions prises par le Comité du développement industriel à sa sixième session et par le Conseil économique et social à sa quarante et unième session. Le manuel sur la production des engrais est en préparation. En décembre 1966, un groupe *ad hoc* d'experts a discuté de la production des engrais dans les pays en voie de développement qui disposent d'abondantes ressources en gaz naturel. Le rapport de ce groupe sera publié en 1967. Les pays suivants ont bénéficié d'une assistance technique pour le développement de la production des engrais : Algérie, Chypre, Inde, Iran, Jordanie, Pakistan, République arabe unie, Soudan, Tunisie et Turquie.

Au cours des deux dernières années, le Centre de développement industriel a réuni un fonds de données techniques et économiques sur l'industrie pétrochimique sous la forme d'enquêtes et d'études sur les questions revêtant une importance particulière pour les pays en voie de développement. La majorité des documents préparés pour la Conférence interrégionale des Nations

Unies sur le développement des industries pétrochimiques dans les pays en voie de développement ont été publiés. Les projets les plus importants d'assistance opérationnelle dans le domaine de la pétrochimie sont exécutés en Algérie et au Pakistan.

En ce qui concerne les industries productrices d'articles en matières plastiques, de produits chimiques de base, de produits pharmaceutiques et de produits chimiques divers, on a effectué des enquêtes et des études d'évaluation dans le dessein de familiariser les pays en voie de développement avec les éléments nécessaires pour créer ces industries, et notamment des études relatives à la création d'usines pilotes et de laboratoires d'essai. Un groupe d'experts se réunira à la fin de 1967 pour examiner la modernisation de la production du sel marin. Un certain nombre de pays en voie de développement reçoivent une assistance pour ce groupe d'industries, principalement sous la forme de services d'experts des problèmes techniques. Pour ce qui est des produits chimiques dérivés du bois, plusieurs pays ont demandé et reçu une assistance pour la production de papier. Une mission a été envoyée à Trinité et Tobago pour effectuer une enquête sur la production de furfural, substance tirée de la bagasse, déchet de la production du sucre. On a entrepris la création au Rwanda, comme projet des Nations Unies, d'une usine pilote de traitement du pyrèthre.

3. — Industries productrices de biens de consommation

Le manuel sur l'industrie textile dans les pays en voie de développement est achevé et doit être publié à la fin de 1967. En novembre 1967, un groupe d'experts doit se réunir au siège de l'ONUDI pour formuler une série de principes directeurs destinés aux pays en voie de développement pour les guider dans le choix des machines nécessaires à la fabrication des textiles.

Dans le domaine des produits alimentaires, l'ONUDI s'est occupée d'une façon particulière des techniques et procédés modernes de traitement. Les activités d'assistance technique ont porté essentiellement sur la fabrication, mais l'ONUDI tiendra également compte, en liaison avec les commissions économiques régionales et les organismes des Nations Unies intéressés, de tous les aspects de l'expansion de la production et de la distribution des denrées alimentaires dans les pays en voie de développement. Des projets d'assistance technique ont été conçus pour les trois secteurs qui intéressent le plus les pays en voie de développement, à savoir la production de protéines de poisson, la mise au point de nouvelles techniques de mouture du riz et l'élaboration de procédés modernes de traitement industriel des féculents.

Les études techniques préparées en 1966 sur des sujets ayant une importance capitale pour les industries de matériaux de construction et l'industrie du bâtiment ont fait l'objet d'une évaluation et d'une révision de la part de l'ONUDI en vue d'être présentées au Cycle d'études sur la préfabrication dans la construction pour la région de l'Amérique latine, qui doit se tenir au Danemark en 1967 et aux journées d'études sur les mesures administratives et d'organisation propres à accroître la productivité dans l'industrie du bâtiment et des matériaux de construction, qui auront lieu en URSS en 1967.

L'ONUDI a prêté son aide, non seulement aux industries mentionnées ci-dessus, mais également, dans plusieurs pays en voie de développement, aux industries

des allumettes, du sucre, des articles de cuir et du meuble.

D. — Programmation et politiques industrielles

1. — Développement des industries d'exportation

Se fondant sur la résolution 1081 C (XXXIX) du Conseil économique et social et sur les recommandations du Conseil concernant le développement des exportations des pays en voie de développement, l'ONUDI a exécuté, au cours de l'année écoulée, un certain nombre d'études et de programmes relatifs à la promotion dans des pays en voie de développement des industries orientées vers l'exportation. Dans ce contexte, elle a préparé plusieurs documents techniques relatifs aux problèmes de promotion des exportations pour le Colloque international sur le développement industriel.

On a poursuivi une vaste étude du rôle important joué par les industries de transformation des métaux en tant qu'industries offrant des possibilités d'exportation pour les pays en voie de développement; cette étude sera terminée sous peu. Par cette étude, on se propose d'établir, en se fondant sur les résultats obtenus à la suite de recherches, les procédures et les principes directeurs nécessaires au développement de la branche des industries de transformation des métaux, qui occupe d'ordinaire une place cruciale dans le commerce extérieur des pays en voie de développement. A la suite de cette étude, on a déjà entrepris l'exécution d'un projet d'assistance technique.

Des arrangements communs ont été pris avec la CNUCED afin d'assurer la coordination des activités dans le domaine de la promotion des exportations. Le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur exécutif de l'ONUDI ont réuni des experts pour étudier les moyens pratiques de prêter une assistance technique aux pays en voie de développement.

On a terminé une étude sur les avantages qu'offrent les organisations communes de commercialisation des produits d'exportation. Cette étude servira de base pour l'assistance technique en ce qui concerne la mise au point des méthodes d'organisation nécessaires pour accroître les exportations de produits manufacturés en les adaptant aux besoins des marchés étrangers.

On a entrepris des travaux en vue d'évaluer les possibilités de diriger la capacité manufacturière excédentaire vers la production d'articles destinés à l'exportation. On a également commencé de formuler un ensemble de principes directeurs pour la mise au point de programmes d'assistance technique adéquats dans le domaine des industries d'exportation.

Dans sa résolution 1178 (XLI), le Conseil économique et social priait le Secrétaire général d'obtenir des pays en voie de développement les renseignements voulus sur les mesures pratiques prises en vue de la création et de l'expansion d'industries orientées vers l'exportation. On a évalué les réponses reçues à la suite de l'envoi d'un questionnaire, et les éléments essentiels des données qui en ont été dégagées ont été soumis au Conseil du développement industriel à sa première session et utilisés pour l'élaboration pratique de projets d'assistance technique.

Une étude a été entreprise sur le remboursement éventuel des crédits étrangers en marchandises d'origine locale; cette étude contiendra une analyse des avantages

et des inconvénients que ce type d'arrangements comporte pour les pays bénéficiaires.

Le travail se poursuit également sur la préparation d'une étude des incidences de l'aide étrangère sur la forme et le rythme de la croissance industrielle dans les pays en voie de développement, étude qui est effectuée en collaboration avec l'Université McGill de Montréal. On déterminera notamment, dans le cadre de cette étude, les conditions préalables nécessaires pour rendre l'aide étrangère aussi efficace que possible, ainsi que les modalités selon lesquelles différents types d'aide peuvent exercer un effet stimulant sur la croissance industrielle en général.

2. — Politiques de promotion industrielle

L'activité de l'ONUDI dans le domaine des politiques industrielles a été étendue aux aspects suivants: 1) politiques financières pour le développement industriel; 2) stimulants fiscaux en vue de favoriser le développement industriel dans le secteur privé; 3) rôle du secteur privé dans le développement industriel; et 4) politiques de localisation des industries.

Sur ces aspects, une grande partie du travail a consisté à préparer des documents et des études techniques pour le Colloque international sur le développement industriel, qui doit se tenir à Athènes du 29 novembre au 20 décembre 1967, portant sur: 1) l'assistance financière bilatérale officielle accordée aux industries manufacturières des pays en voie de développement; 2) les stimulants fiscaux propres à favoriser le développement industriel; 3) les politiques et plans des pays en voie de développement concernant les entreprises manufacturières du secteur public; 4) le financement intérieur du développement industriel; 5) les mesures propres à accroître le financement de l'industrie des pays en voie de développement par les banques commerciales; et 6) les politiques et mesures concrètes touchant la localisation des industries dans les pays en voie de développement.

Concernant les politiques financières pour le développement industriel, trois projets ont été entrepris, à savoir: 1) création de services d'encouragement des investissements pour le développement industriel; 2) instauration d'une coopération entre les institutions de financement du développement industriel; et 3) planification financière des entreprises industrielles. Le premier projet permettra de rendre deux types de services: d'une part, aider les pays en voie de développement à créer leurs propres institutions et moyens de promotion en ce qui concerne les investissements dans l'industrie, et, d'autre part, aider ces pays à appeler l'attention des investisseurs étrangers éventuels sur les possibilités d'investissements dans l'industrie qui auront été déterminées. Le deuxième projet a pour but de favoriser un échange de renseignements et de données d'expérience entre les institutions de financement du développement industriel des pays en voie de développement. On s'efforcera aussi, grâce à ce projet, de favoriser entre elles la réalisation de projets communs tels que des entreprises communes dans les domaines de l'industrie, de la recherche et de la formation. On a considérablement avancé les travaux entrepris dans le cadre du troisième projet en ce qui concerne une série de groupes d'études sur la planification financière de projets industriels qui doivent se réunir dans un certain nombre de pays en voie de développement. Le programme de ces groupes d'études comprend, en plus de la question du matériel d'enseignement, des monographies de caractère empirique

illustrées d'exemples tirés du pays hôte, ainsi que des pays développés et des pays en voie de développement.

On a poursuivi les travaux sur les stimulants fiscaux propres à favoriser le développement industriel, sur le rôle du secteur public dans l'industrie manufacturière et sur les politiques de localisation des industries. On se propose d'organiser en 1968 un cycle d'études pour examiner les aspects financiers des activités des entreprises manufacturières du secteur public.

On a également effectué des travaux de préparation et d'organisation en vue de la réunion d'un cycle d'études sur les politiques de localisation des industries et le développement industriel, qui doit se tenir en URSS en 1968. On a également effectué un certain nombre d'études par pays, ainsi qu'une étude comparative sur les politiques de localisation des industries.

3. — Programmation industrielle et formulation des projets

Conformément aux principes établis par le Comité du développement industriel, les travaux dans ce domaine ont porté notamment sur les aspects suivants: 1) formulation, évaluation et exécution de projets industriels; 2) réunion de données pour la programmation industrielle; 3) établissement de stratégies de développement industriel et mise au point de techniques de planification; et 4) localisation des industries et programmation industrielle régionale. Ils ont porté sur quelque 15 projets distincts concernant la recherche d'appui, l'organisation de stages de formation, celle de réunions de groupes *ad hoc* d'experts et la préparation de matériaux de caractère technique destinés à la publication. On a également établi six documents techniques qui doivent être soumis au Colloque international sur le développement industriel. Ces documents concernent la planification de la localisation des industries, la main-d'œuvre agricole excédentaire et le développement de l'industrie, le rôle du secteur industriel dans le développement économique, le rôle des responsables dans la formulation de projets industriels, l'exécution des projets industriels et les mesures intervenant ultérieurement, et les procédures de programmation et de contrôle de l'exécution des projets industriels dans les pays en voie de développement.

Comme suite au Colloque interrégional sur l'évaluation des projets industriels, tenu à Prague en 1965, trois groupes d'études sur la formulation et l'évaluation des projets industriels, se sont réunis dans la période comprise entre juin 1966 et janvier 1967: le premier au Mexique (pendant deux semaines et demie), le deuxième à Ceylan (pendant trois semaines) et le troisième en Inde (pendant quatre semaines). On envisage de réunir trois autres groupes d'études en 1967.

Une mission de l'ONUDI envoyée en Amérique centrale à la fin de 1966 a constaté que cette région avait grand besoin d'une assistance technique supplémentaire. En se fondant sur d'autres recommandations du Colloque de Prague, on a entrepris la compilation d'un manuel traitant des mesures pratiques nécessaires dans le domaine de la formulation et de l'évaluation de projets industriels; ont également été entamées une étude de la question de l'exécution des projets et de la suite qui leur est donnée, ainsi que la mise au point de techniques de programmation et de mesures de contrôle permettant d'exécuter les projets avec efficacité.

Le travail effectué sur les données pour la programmation industrielle, qui a été exposé dans le rapport précédent, a été poursuivi dans le cadre d'un projet destiné à fournir les services d'une "banque de données"

pour les activités d'assistance technique qui comprennent des études de prérealisation, l'évaluation des écarts entre la capacité de production et la production effective et les bilans intersectoriels de ressources. Les données pour les Présentations des entreprises manufacturières, compilées sur la base des rapports diagnostiques établis par des établissements et des entreprises en activité de plusieurs pays, seront publiées dans trois ou quatre volumes de la série "Planification et programmation industrielles" de l'ONUDI.

Le programme de recherche pilote relatif à l'établissement d'un cadre pour les données détaillées intersectorielles destinées à des fins de programmation industrielle, qui a été mis en route au cours de l'année précédente, sera également bientôt terminé. On publiera aussi sous peu les comptes rendus de la réunion, tenus en novembre 1965, du premier groupe *ad hoc* d'experts sur les données pour la programmation, auxquels ont été ajoutés plusieurs textes nouveaux.

En ce qui concerne les techniques de programmation industrielle, on a commencé le travail d'inventaire, d'indexation et d'évaluation comparative des études de recherche, d'origines nationales et internationales diverses, en tenant compte spécialement des problèmes pratiques liés à la formulation de stratégies de développement à long terme et à l'intégration rationnelle d'un plan d'ensemble dans des programmes intéressants des industries et des projets déterminés. Certaines des monographies qui ont été examinées ont déjà été approuvées et doivent être publiées prochainement. En même temps, on a déjà fait quelques progrès dans la compilation d'un manuel sur la programmation industrielle, qui doit être préparé en collaboration avec les commissions économiques régionales et un certain nombre d'instituts internationaux. En mai 1967 s'est tenue à New York une réunion d'un groupe *ad hoc* d'experts chargés d'examiner le rôle de la main-d'œuvre très qualifiée et des techniques perfectionnées dans le développement industriel; cette réunion constituait une mesure préparatoire en vue de l'organisation d'un cycle d'études interrégional plus large sur un sujet analogue, prévu pour 1968.

En ce qui concerne la localisation des industries et la programmation industrielle régionale, on a mis sur pied, dans le cadre du projet de mise en valeur du delta du Mékong, une mission qui doit maintenant se rendre sur place. Outre la collaboration apportée à l'organisation du Cycle d'études sur les politiques et la planification du développement dans le cadre de l'urbanisation, qui s'est tenu à Pittsburg en octobre 1966, on a progressé dans la préparation du cycle d'études interrégional sur la localisation des industries et le développement régional prévu pour 1968. Un groupe *ad hoc* d'experts chargé d'étudier cette question s'est réuni à Genève en mai et juin 1967.

E. — Formation et gestion industrielles

En ce qui concerne la formation d'ingénieurs et de techniciens, l'ONUDI a: 1) continué d'organiser et d'exécuter des programmes de formation en groupe en cours d'emploi dans diverses branches d'industrie de certains pays industrialisés; 2) entrepris des activités menant à l'organisation, dans les pays en voie de développement, de programmes de formation en cours d'emploi à court terme, qui doivent être dirigés en collaboration avec d'anciens participants aux programmes exécutés dans les pays industrialisés et avec le concours d'experts dont les services doivent être prêtés par l'ONUDI; 3) aidé les pays en voie de développement

à établir des demandes d'assistance au PNUD en ce qui concerne des projets visant à créer, sur leur territoire, des centres de formation en cours d'emploi de caractère permanent.

L'ONUDI a entrepris d'organiser, en France, en Italie, en Pologne, dans la RSS d'Ukraine, en Suède et en Yougoslavie, à l'intention des ingénieurs et des techniciens des pays en voie de développement, des programmes de formation en groupe en cours d'emploi dans les domaines suivants: sidérurgie, fabrication de matériel électrique, industrie des métaux non ferreux, textiles, métallurgie, fabrication de machines pour l'industrie des textiles, lutte contre la corrosion.

Au cours de l'année écoulée, l'ONUDI a accordé environ 300 bourses individuelles dans le domaine de l'industrialisation; ces bourses étaient financées dans le cadre des programmes d'assistance technique de l'ONU. Dans de nombreux cas, elles étaient sans rapport avec les autres activités couvertes par les programmes de coopération technique. Dans d'autres cas, en revanche, elles faisaient partie intégrante des autres projets d'assistance technique.

L'ONUDI a mis en route un programme de réunions de consultations industrielles destiné aux cadres supérieurs. Ces stages de formation ont pour but de repérer les problèmes qui se posent aux cadres en matière de gestion dans des situations données, de les résoudre en consultation avec les cadres et de définir la ligne de conduite qui doit être adoptée pour parvenir au résultat visé. On cherche à s'assurer les services de cadres des pays industrialisés pour diriger ces stages de formation. Les réunions de consultations industrielles constituent ainsi pour les cadres supérieurs des pays en voie de développement un lieu de rencontre et de discussion qui leur permet de passer en revue leurs problèmes avec des spécialistes et des cadres en activité des pays industrialisés. Ces stages de formation sont organisés à la demande des gouvernements. Trois d'entre eux seront organisés dans la seconde moitié de 1967.

Le rapport du Groupe de travail interrégional sur la formation au développement industriel d'administrateurs des services économiques des pays en voie de développement, qui s'est réuni à Paris en 1965, sera publié en 1967, en même temps que certains des documents présentés à cette occasion, sous le titre de "Formation au développement industriel d'administrateurs des services économiques"; il s'agira du premier document de la série "Formation en vue de l'industrialisation". Le Groupe de travail a recommandé aux organisations internationales d'organiser sous leurs auspices des cycles d'études de brève durée destinés aux cadres supérieurs des pays en voie de développement, en mettant l'accent sur les problèmes qui se posent dans le développement industriel, d'organiser des stages de formation, à l'échelon national et régional, à l'intention des responsables généraux d'entreprises parvenus au milieu de leur carrière, et d'organiser des stages de formation à l'intention des cadres techniques dans des domaines spécialisés de l'industrialisation.

Une grande partie de travail effectué par l'ONUDI au cours de l'année a porté sur les préparatifs du Colloque international sur le développement industriel, qui doit se tenir à Athènes en décembre 1967. En mars 1966, l'ONUDI a organisé à son siège une réunion d'experts chargés de donner leur avis sur la préparation pour le Colloque, de la documentation sur le développement de la main-d'œuvre. En se fondant sur les recommandations et les principes formulés par ces experts, l'ONUDI et l'OIT, travaillant en étroite collaboration,

ont préparé des documents pour servir de base aux discussions sur les sujets suivants: questions et problèmes qui se posent en matière de développement de la main-d'œuvre pour l'industrialisation; compétences exigées par l'industrialisation; utilisation efficace de la main-d'œuvre pour l'industrialisation; stages d'enseignement et de formation en vue de l'industrialisation.

F. — Aspects institutionnels du développement industriel

1. — Organisation et information industrielles

En raison du rôle important que jouent les services consultatifs aux différents stades pratiques de l'industrialisation, on étudie actuellement leur emploi dans les pays en voie de développement. Un document de base sur la politique en la matière a été préparé et les travaux se poursuivent pour l'élaboration d'un guide pratique du recours à des organismes tels que les ministères de l'industrie ou de l'économie nationale, les sociétés de développement industriel, les chambres de l'industrie et les entreprises privées. Le premier projet de ce guide a été communiqué à quelque 250 organismes de développement et bureaux d'études du monde entier; il a suscité plus de 60 réponses contenant des observations de fond. Le premier projet, les réponses reçues et un grand nombre d'autres documents ont été soumis pour examen à un groupe d'experts qui s'est réuni à la fin de 1966. Les résultats de cet examen seront publiés sous la forme d'un manuel de l'utilisation des services consultatifs dans les pays en voie de développement. On a également commencé à préparer deux cycles d'études sur les services de consultants qui doivent avoir lieu à l'automne 1967.

Dans le cadre du programme d'information industrielle, un service d'information industrielle a été créé pour aider les industries des pays en voie de développement à accéder aux renseignements techniques et industriels de nature à les intéresser. Ces renseignements sont le fruit des recherches entreprises ou de l'expérience pratique acquise dans les domaines où se sont déjà posés des problèmes analogues à ceux que rencontrent actuellement les entreprises nouvellement créées dans les pays en cours d'industrialisation. Une centaine de demandes de renseignements spécifiques ont déjà reçu une réponse. Des renseignements provenant des États-Unis, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'URSS ont, par exemple, été fournis en réponse à une question concernant la production de l'huile de tégument de riz. Un problème qui se posait en Thaïlande au sujet du moulage de précision en cire perdue a été résolu grâce à des renseignements communiqués du Canada, de la France, de l'Italie et de la République fédérale d'Allemagne. Parmi les autres activités intéressant l'information industrielle, on peut citer l'élaboration d'une étude sur le rôle, les fonctions et l'organisation des services d'information industrielle et les travaux préparatoires d'un cycle d'études interrégional sur l'information industrielle qui doit se tenir à Copenhague en 1967.

La plus grande partie de l'assistance technique fournie par l'ONUDI dans le domaine institutionnel a continué d'être surtout orientée vers la recherche industrielle. Des experts internationaux rémunérés par l'élément Fonds spécial du PNUD et recevant leurs instructions de l'ONUDI travaillent avec l'Institut de recherche industrielle de l'Amérique centrale, l'Institut de recherche technique de Colombie, le Centre de recherche industrielle d'Israël, l'Institut national des normes tech-

niques du Paraguay, l'Institut de recherche industrielle du Soudan et l'Institut de recherche technique de Thaïlande. L'Institut national de technologie industrielle de l'Argentine et le Ministère de l'industrie de la Libye ont bénéficié d'une assistance en matière de recherche industrielle au titre de l'élément assistance technique du PNUD, qui a également permis l'organisation d'un cycle d'études destiné aux directeurs d'instituts de recherche industrielle des pays en voie de développement, qui doit avoir lieu à Athènes en juillet 1967, et l'envoi en mission d'un conseiller principal de la recherche industrielle qui a aidé le Gouvernement de la Malaisie à formuler les plans et programmes de l'institut national de recherche qu'il se propose de créer.

Au titre du programme de services industriels spéciaux, une mission d'experts a fait des recommandations au Gouvernement ghanéen au sujet de la réorganisation du Secrétariat des entreprises d'Etat.

La portée du *Bulletin de la recherche industrielle*, dont la publication avait été entreprise par le Centre de développement industriel pour faciliter l'échange de renseignements entre les instituts de recherche industrielle, a été étendue. Le Comité du développement industriel avait, à sa sixième session, exprimé l'opinion que le Bulletin devrait être plus largement diffusé et avoir une portée plus étendue; il contient maintenant des renseignements relatifs au développement industriel. Trois numéros sont parus en 1967, sous le nouveau titre de *Industrial Research and Development News*.

On a poursuivi les travaux relatifs à plusieurs programmes de recherche liés aux activités d'assistance technique de l'ONUDI. Des monographies ont été entreprises sur l'Argentine, le Chili, la Colombie, la Jamaïque, le Mexique, Porto Rico, la Trinité et Tobago, l'Uruguay et le Venezuela. Jointes aux rapports déjà publiés sur certains pays d'Afrique et d'Asie, ces monographies compléteront l'étude comparée relative à l'organisation et l'administration des organismes publics et semi-publics dans le domaine du développement industriel. Des études connexes sur les organisations non gouvernementales ont également progressé.

2. — Normalisation

Dans cet important domaine de l'infrastructure industrielle, l'ONUDI est pleinement en mesure de fournir toute l'assistance nécessaire aux pays en voie de développement — instituts nationaux de normalisation, experts compétents pour servir d'ingénieurs-conseils auprès des organismes nationaux ou des entreprises, fourniture de laboratoires d'essais, de centres de formation et octroi de bourses. L'ONU a contribué à la création d'organes de normalisation en Amérique centrale et au Paraguay et a fourni une assistance de types divers à l'Afghanistan, à l'Argentine, à la Barbade, à la Birmanie, à l'Éthiopie, à l'Inde, à la Libye, à l'île Maurice, au Nicaragua et à la Thaïlande.

L'ONUDI s'est tenue en rapports étroits avec l'Organisation internationale de normalisation et la Commission électro-technique internationale afin de favoriser la création d'organismes de normalisation dans les pays en voie de développement et d'encourager leur participation à tous les échelons — à l'échelon international et national, à celui de la branche d'industrie et à celui de l'entreprise.

En coopération avec l'Organisation internationale de normalisation et plusieurs des organes qui en sont membres, l'ONUDI a patronné la participation de 15 représentants des pays en voie de développement à l'Assemblée générale de cette organisation, à Moscou, en

1967. Une conférence spéciale, appelée la Conférence du développement, a été organisée dans le cadre de cette Assemblée générale pour examiner les besoins et problèmes particuliers aux pays en voie de développement, en ce qui concerne l'établissement de programmes de normalisation. Les participants ont également eu l'occasion d'observer l'élaboration, dans les comités techniques, d'accords internationaux de normalisation, ainsi que les aspects pratiques des activités de normalisation de l'Etat et des entreprises en URSS, au Danemark, dans la République fédérale d'Allemagne, en Angleterre, en France, dans la République arabe unie et en Inde, pays qu'ils ont visités en revenant de la Conférence.

3. — Petite industrie

En ce qui concerne la petite industrie et les domaines industriels, l'ONUDI a continué de mettre l'accent sur les activités opérationnelles et notamment sur la fourniture de services consultatifs aux gouvernements et l'appui technique aux opérations.

A la demande des gouvernements, ou avec leur accord, des fonctionnaires de l'ONUDI ont visité Chypre, la Colombie, l'Equateur, le Ghana, la Grèce, l'Inde, l'Iran, le Malawi, le Nigéria, l'Ouganda, le Soudan, la Turquie et le Venezuela. Dans la plupart de ces pays, ils ont fait des recommandations au sujet des programmes et des grands projets visant au développement des petites industries et des domaines industriels et ils ont élaboré des projets de coopération technique au titre de l'élément assistance technique et de l'élément Fonds spécial du PNUD, ainsi que du programme de services industriels spéciaux. En Inde, des plans ont été établis pour l'organisation d'un programme de formation en groupe sur les domaines industriels, destiné à des stagiaires d'expression anglaise de pays en voie de développement. Des programmes analogues sont en cours d'élaboration pour des stagiaires d'expression française et de langue espagnole. L'ONUDI a fourni un appui technique à des missions d'experts en matière de petite industrie dans toutes les parties du monde, et notamment à deux projets du PNUD (Fonds spécial) pour la création de domaines industriels en Iran et en Ouganda.

Dans le cadre de ses activités destinées à favoriser la création de domaines industriels pour les petites industries dans les pays en voie de développement, le secrétariat a organisé deux groupes consultatifs sur les domaines et les zones industriels. Le premier, qui s'est réuni à Genève en octobre 1966, a réuni des participants venant de Bulgarie, de Chypre, d'Espagne, de Grèce, de Hongrie, d'Israël, de Malte, de Pologne, de Turquie et de Yougoslavie; le second, qui s'est réuni à Beyrouth en novembre 1966, a groupé des participants venant d'Arabie Saoudite, d'Irak, de Jordanie, du Koweït, du Liban et de Syrie. Ces deux réunions étaient respectivement la troisième et la quatrième d'une série de conférences régionales sur les domaines industriels, organisées par le Centre de développement industriel et la Direction des opérations d'assistance technique, en collaboration avec les secrétariats des commissions économiques régionales et le Bureau de Beyrouth, ainsi qu'avec certaines institutions spécialisées. L'ordre du jour des deux réunions comprenait: un examen des faits nouveaux relatifs aux domaines et aux zones industriels; l'étude du rôle des domaines et zones industriels dans les politiques et programmes de développement; la

planification, l'organisation et la gestion, les services et installations, le financement et la coopération internationale et régionale.

Une autre réunion importante, le Cycle d'études sur la petite industrie en Amérique latine, a été organisée conjointement à Quito (Equateur) en novembre et décembre 1966, par la CEPAL, le Centre de développement industriel et la Direction des opérations d'assistance technique. Ce cycle d'études, la première réunion régionale organisée en Amérique latine sur cette question, a groupé 57 représentants de 24 pays, 24 observateurs de l'Equateur et 8 observateurs d'organisations internationales. Son ordre du jour comprenait: le rôle de la petite industrie dans le développement de l'Amérique latine; les services techniques, l'assistance et le financement nécessaires au développement de la petite industrie; la coopération régionale et internationale dans ce domaine.

Les préparatifs s'achèvent pour la réunion du Colloque interrégional sur les services et installations techniques destinés aux petites industries, qui doit être organisé, conjointement, à Vedbaek (Danemark) en juin et juillet 1967 par l'ONUDI, la Direction des opérations d'assistance technique et le Gouvernement danois.

La plupart des études effectuées pendant la période considérée ont été préparées à l'intention du Colloque international sur le développement industriel et des conférences mentionnées plus haut. Les mémoires préparés par le secrétariat à l'intention du Colloque international avaient trait aux politiques et programmes visant au développement des petites industries et à l'établissement de domaines industriels. Les documents destinés aux groupes consultatifs comprenaient 10 études relatives aux aspects économiques, techniques et financiers de la création de domaines industriels, à leur gestion et à leur planification physique. La documentation du Cycle d'études d'Amérique latine comprenait 10 études sur la petite industrie et la création de domaines industriels, préparées en fonction de la situation et des besoins de la région. Celle du cycle d'études du Danemark comprend 13 études portant sur les méthodes, les procédures, l'organisation et les autres questions intéressant les services et installations techniques nécessaires aux petites industries. D'autres travaux de recherche ont porté sur les contrats de sous-traitance entre petites et grandes entreprises, sur les plans de location-vente, sur les plans d'achat gouvernementaux et sur l'analyse statistique de la place qu'occupe la petite industrie dans la structure industrielle de certains pays développés et en voie de développement.

Un document intitulé *Domaines industriels: politiques, plans et progrès réalisés — analyse comparative des données d'expérience internationales* a été publié. Il traite des objectifs et des politiques, de la planification et de l'organisation, de la gestion et du financement des domaines industriels dans 56 pays représentant toutes les régions et il se fonde sur les réponses à un questionnaire et sur d'autres renseignements pertinents. Une autre publication intitulée *Coopération technique en vue du développement de la petite industrie*, contient une description des programmes de coopération technique des Nations Unies, des procédures à suivre pour obtenir une assistance et des types de projets intéressant la petite industrie et les domaines industriels pour lesquels une assistance peut être obtenue.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Pour le rapport du Conseil du développement industriel sur sa première session (10 avril-5 mai 1967), voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément n° 15* (A/6715).

Pour le rapport sur les activités de l'ONUDI et son programme de travail, voir document ID/B/4 et Corr.1 à 3.

A. — Colloque international sur le développement industriel

Pour les documents relatifs à cette question, voir :

- a) Note du Directeur exécutif de l'ONUDI sur le Colloque international sur le développement industriel: ID/B/5.
- b) Note du Directeur exécutif de l'ONUDI sur les problèmes et perspectives du développement industriel: ID/CONF.1/A.3.

B. — Activités opérationnelles

Pour les documents relatifs à cette question, voir le rapport du Directeur exécutif sur le programme des services industriels spéciaux: ID/B/7.

C. — Activités par branche d'industrie

1. — Industries métallurgiques et transformatrices des métaux

Pour les documents relatifs à cette question, voir ID/1.

2. — Industries chimiques

Pour les documents relatifs à cette question, voir :

- a) *Manuel de l'industrie des engrais*: Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.B.1;
- b) *Etudes sur les produits pétrochimiques*, présentées à la Conférence interrégionale sur le développement des industries pétrochimiques dans les pays en voie de développement, Téhéran, 16-30 novembre 1964: Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.B.2;
- c) Rapport sur la réunion d'experts relative à l'utilisation du gaz naturel pour la production d'engrais, 15 et 16 décembre 1966: ID/2;
- d) Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI sur la mise en œuvre des recommandations du Cycle d'études interrégional sur la production des engrais, tenu à Kiev (RSS d'Ukraine), du 24 août au 11 septembre 1965: ID/B/9.

D. — Programmation et politiques industrielles

1. — Développement des industries d'exportation

Pour les documents relatifs à cette question, voir ID/B/8 et Add.1 et Add.1/Corr.1.

2. — Politique de promotion industrielle

3. — Programmation industrielle et élaboration des projets

Pour les documents relatifs à ces questions, voir :

- a) *Industrialisation et productivité*, Bulletin n° 10: Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.B.8;
- b) *Rapport du Colloque interrégional sur l'évaluation des projets industriels* (Prague, 1965): Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.B.11;
- c) *Industrial Planning and Programming Series, No. 1*: Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.B.17;
- d) Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI sur l'aide financière officielle bilatérale à l'industrie manufacturière des pays en voie de développement: ID/CONF.1/1;
- e) Exécution des projets industriels et suite à leur donner: ID/CONF.1/3;
- f) Le rôle des dirigeants dans l'élaboration et l'évaluation des projets industriels: ID/CONF.1/4;

- g) Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI sur le financement intérieur du développement industriel: ID/CONF.1/7;
- h) Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI sur la planification de l'implantation des industries: ID/CONF.1/12;
- i) Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI sur les mesures fiscales propres à encourager le développement industriel: ID/CONF.1/22;
- j) Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI sur les politiques de localisation des industries et les mesures adoptées dans ce domaine dans les pays en voie de développement: ID/CONF.1/27;
- k) Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI intitulé *Policies and Plans of Developing Countries Regarding the Public Sector in Manufacturing Industries*: ID/CONF.1/B.13;
- l) Rapport du Professeur Dale W. Jorgenson, consultant de l'ONUDI, intitulé *Surplus agricultural labour and the development of industry*: ID/CONF.1/B.15.

E. — Formation et gestion industrielles

Pour les documents relatifs à cette question, voir :

- a) Rapport préparé par le Directeur exécutif de l'ONUDI et par le BIT sur les questions et problèmes relatifs au perfectionnement de la main-d'œuvre en vue de l'industrialisation: ID/CONF.1/30;
- b) Rapport préparé par le Directeur exécutif de l'ONUDI et par le BIT sur les connaissances techniques nécessaires en vue de l'industrialisation: ID/CONF.1/31;
- c) Rapport préparé par le Directeur exécutif de l'ONUDI et par le BIT sur l'utilisation efficace de la main-d'œuvre en vue de l'industrialisation: ID/CONF.1/32;
- d) Rapport préparé par le Directeur exécutif de l'ONUDI et par le BIT sur les programmes d'éducation et de formation en vue de l'industrialisation: ID/CONF.1/33.

F. — Aspects institutionnels du développement industriel

1. — Organisation et information industrielles

Pour les documents relatifs à cette question, voir :

- a) *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 6* (E/4203);
 - b) *Bulletin de la recherche industrielle*, vol. I, n° 1 et 2: Publications des Nations Unies, numéros de vente: 66.II.B.6 et 66.II.B.15;
- Industrial Research and Development News*, Vol. II, n° 1: Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.B.4.

3. — Petite industrie

Pour les documents relatifs à cette question, voir :

- a) *Domaines industriels: politiques, plans et progrès réalisés — analyse comparative des données d'expériences internationales*: Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.B.16;
- b) *Coopération technique en vue du développement de la petite industrie*: Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.B.3;
- c) Deuxième rapport d'ensemble sur les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: ID/B/3 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 9;
- d) Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI sur les politiques et les programmes de développement de la petite industrie: ID/CONF.1/6 et Corr.1;
- e) Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI sur les politiques et programmes de création de domaines industriels: ID/CONF.1/29 et Corr.1.

CHAPITRE XII

Coopération technique et autres programmes

A. — Programme des Nations Unies pour le développement

1. — Élément Assistance technique

Le programme de coopération technique pour 1965-1966, qui a été entrepris au titre du Programme élargi d'assistance technique, s'est terminé le 31 décembre 1966. Ce programme, le troisième qui ait été établi pour une période de deux ans, avait été approuvé en novembre 1964 par le Comité de l'assistance technique du Conseil économique et social. A la suite de la fusion du Programme élargi et du Fonds spécial dans le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le 1^{er} janvier 1966, le Conseil d'administration du PNUD a assumé les fonctions administratives et, à une session spéciale qui a eu lieu en 1966, a approuvé un quatrième programme portant sur la période de deux ans 1967-1968.

Le coût du programme de la catégorie I pour 1965-1966, tel qu'il a été approuvé, a été estimé à 100,9 millions de dollars, dont 82,4 millions pour l'assistance aux pays et 18,5 millions pour les projets régionaux et interrégionaux. Une somme de 11,7 millions de dollars a été consacrée aux dépenses administratives et aux frais d'exécution encourus par les organisations participantes et chargées de l'exécution. Le Comité de l'assistance technique a également autorisé des prélèvements sur le Fonds de roulement et de réserve à concurrence de 10 p. 100 du programme de la catégorie I pour le financement des projets d'urgence qui s'avéreraient nécessaires pendant la période biennale. Le financement des activités imprévues d'assistance technique a été par la suite assuré, conformément aux mêmes dispositions, par un fonds de roulement du PNUD, qui a été constitué à la deuxième session du Conseil d'administration, en juin 1966. Un programme de la catégorie II se montant à environ 50 p. 100 du programme de la catégorie I a été également approuvé afin de fournir des projets de remplacement en cas de retraits ou d'annulations.

Le montant définitif des affectations de crédits pour la période biennale (programme de la catégorie I plus allocations autorisées pour raison d'urgence) a été de 102,4 millions de dollars. A la fin de 1966, les dépenses d'exécution des organisations participantes ont atteint 98,9 p. 100 des crédits affectés. Cependant, les dépenses n'ont pas été également réparties entre les deux années : elles se sont montées à 42,5 millions de dollars en 1965 et à 58,9 millions de dollars en 1966. Ce lent début a été dû au délai apporté à la confirmation des contributions annoncées pendant les trois premiers mois de la période biennale. La situation financière s'est améliorée en 1965, mais trop tard pour permettre l'exécution intégrale du programme approuvé pour cette année-là.

Environ 80 p. 100 des dépenses totales relatives aux projets ont été consacrés à des programmes nationaux. Le solde a été alloué à des projets régionaux et interrégionaux ; les fonds utilisés pour les programmes régionaux ont donc quelque peu dépassé la limite autorisée de 15 p. 100. On a également apporté des modifications aux programmes nationaux, 31 pays recevant une assistance plus importante que celle qui était prévue au programme approuvé et 55 autres ne bénéficiant que d'une assistance très inférieure à celle qu'ils auraient dû recevoir. Dans la plupart des cas, ces réductions ont porté sur la fourniture de services d'experts.

La répartition des programmes par régions est demeurée presque identique à celle des deux années précédentes, à l'exception d'une légère réduction du pourcentage de l'aide accordée à l'Asie et à l'Extrême-Orient, qui a principalement résulté de l'annulation, à la demande du Gouvernement indonésien, du programme concernant ce pays. L'Afrique a reçu plus d'un tiers de l'assistance technique fournie et les Amériques un cinquième.

Les priorités gouvernementales relatives à l'assistance à apporter à divers secteurs de l'économie sont demeurées pratiquement les mêmes que les années précédentes et, en 1965-1966, environ 24 p. 100 de l'assistance fournie au titre de l'élément Assistance technique du PNUD (avant le 1^{er} janvier 1966, au titre du Programme élargi) ont été consacrés à l'agriculture, un peu plus de 16 p. 100 à la santé publique, 15 p. 100 à l'enseignement, et 13 p. 100 environ à l'industrie, le reste concernant l'administration publique et d'autres services.

Comme par le passé, la fourniture de services d'experts et l'attribution de bourses d'études ont constitué les formes principales d'assistance. Plus de 5 520 experts représentant 97 nationalités ont fourni au total 4 000 années de travail d'experts à 140 pays et territoires. Environ 1 250 de ces experts étaient originaires de pays qui reçoivent eux-mêmes une assistance du PNUD ; 132 autres ont prêté leur concours au titre des dispositions touchant l'envoi de personnel de direction, d'exécution et d'administration. Le coût des services d'experts s'est monté à 77 752 000 dollars, représentant 77 p. 100 des dépenses totales du projet pendant la période biennale.

Les bourses allouées, qui représentent au total près de 50 000 mois d'études, ont constitué 18,4 p. 100 des dépenses du programme. Ce chiffre a non seulement surpassé de 6 p. 100 le montant alloué à cette fin pendant la période biennale précédente, mais il a également dépassé de 20 p. 100 le montant approuvé à l'origine (y compris les crédits alloués par la suite pour cas d'urgence).

Le coût du matériel et des fournitures servant aux démonstrations et à l'instruction a dépassé le montant

alloué à l'origine, y compris les dépenses autorisées pour cas d'urgence, et a atteint un total de 5,1 millions de dollars.

Des modifications touchant au moins la moitié des projets dans le programme approuvé de la catégorie I ont été apportées à 2 500 programmes pendant la période biennale. Dans l'ensemble, ces modifications ont été dues au système de programmation biennale qui requiert la préparation du programme un an avant le début de sa mise à exécution. Elles ont également reflété le désir de continuer à faire face avec suffisamment de souplesse aux nouveaux besoins qui sont apparus pendant la période biennale. Cependant, pendant les six derniers mois de cette période, on a rencontré, surtout pour ce qui est de la fourniture des services d'experts, des difficultés qui ont amené quelque 900 modifications aux projets et une augmentation considérable du nombre de bourses allouées et du volume des achats d'équipement.

Comme le Conseil économique et social avait décidé, dans sa résolution 1059 (XXXIX), de proroger le cycle de programmation biennal, le Conseil d'administration du PNUD, à sa session spéciale de novembre 1966, a approuvé un quatrième programme biennal pour 1967-1968 pour l'élément Assistance technique. Le nouveau programme de la catégorie I, d'un montant de 110,7 millions de dollars, permettra de fournir une assistance à 2 500 projets dans 139 pays et territoires. En même temps, des crédits à concurrence de 12,8 millions de dollars ont été approuvés pour les projets d'urgence, et une somme de 16,1 millions de dollars a été allouée pour le financement des dépenses d'administration et des services d'exécution.

Les projets nationaux figurent pour quelque 89 millions de dollars et les projets régionaux et interrégionaux pour 17,1 millions de dollars dans le programme de la catégorie I. L'exécution de ces projets nécessitera des services d'experts représentant au total quelque 4 400 années de travail, d'un coût estimatif d'environ 81 p. 100 des fonds alloués, des bourses équivalant au total à 2 800 années d'études, soit quelque 16 p. 100 du montant total des dépenses, et 3,1 millions de dollars d'équipement et de fournitures.

Le fait que 70 p. 100 environ de l'ensemble du programme de la catégorie I sont consacrés à la poursuite de projets mis en route au cours de la période biennale précédente indique qu'il existe un besoin substantiel d'assistance à long terme de cette nature. Le Conseil d'administration a également approuvé pour la période 1969-1970 des éléments de projets dont l'exécution se poursuivra après la période biennale en cours.

Alors que la répartition des activités par secteurs n'a pas subi de modifications importantes par rapport à la période biennale précédente, on trouve un nombre beaucoup plus grand de nouveaux projets consacrés au développement industriel et aux services publics. Ces deux catégories représentent ensemble plus du quart du total de l'aide fournie.

La répartition géographique de l'aide est elle aussi très proche de celle des années précédentes, toutes les régions bénéficiant à part égale de l'augmentation des ressources. Cependant, le nombre de projets interrégionaux a sensiblement augmenté. Dans presque chaque pays, le coût du programme prévu est plus élevé, mais Israël, la Libye et la Yougoslavie ont adopté des objectifs plus limités du fait de leur aptitude croissante à satisfaire eux-mêmes leurs propres besoins.

A sa séance spéciale de novembre 1966, le Conseil d'administration a également prélevé sur les ressources allouées pour la période 1967-1968 une somme de 2,5 millions de dollars qu'il a mise en réserve pour permettre au Directeur d'établir un programme pour l'Indonésie, qui a repris sa participation aux activités de l'ONU, et de prendre des engagements en fonction de l'objectif fixé pour ce pays, étant entendu que ce programme sera soumis au Conseil d'administration en juin 1967 pour examen et approbation.

L'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) ayant participé pour la première fois aux opérations de programmation de la période biennale, le nombre des organisations participantes et chargées de l'exécution des projets est maintenant de onze.

2. — Élément Fonds spécial

L'élément Fonds spécial du PNUD permet d'aider les gouvernements des pays à faible revenu à exécuter des projets prioritaires de préinvestissement, afin de créer des conditions propres à attirer des capitaux étrangers et à en faire le meilleur usage. A cette fin, la plus grande partie de ce programme est consacrée à des enquêtes et des études de factibilité afin de prospecter et d'évaluer les ressources naturelles et physiques, d'établir ou de renforcer des instituts de recherche qui permettront d'utiliser des méthodes modernes pour améliorer l'agriculture et l'industrie, et de créer des institutions nationales permanentes pour la formation technique supérieure, qui fourniront la main-d'œuvre spécialisée nécessaire au progrès.

Par suite de ces activités, à la fin de 1966, première année où le PNUD a fonctionné, des investissements d'un montant total de 1 802 millions de dollars avaient été mis à la disposition des programmes de développement recommandés au titre de 35 projets, dont certains étaient encore en cours d'exécution. Sur ce total, 722 millions de dollars ont été signalés en 1966. Le coût pour le PNUD des projets qui ont donné lieu à ces investissements est estimé à 23,3 millions de dollars.

A la fin de 1966, un total de 165 000 personnes avaient suivi des cours à plein temps destinés à la formation d'ingénieurs diplômés, de techniciens de niveau intermédiaire, d'instructeurs pour les programmes de formation industrielle, de directeurs d'usine et de surveillants, de professeurs d'école secondaire, et de spécialistes de l'administration publique, de la planification, des transports et des communications.

Au 31 décembre 1966, le programme approuvé comportait 657 projets de préinvestissement. Sur ce nombre, 282 étaient consacrés à des enquêtes sur les ressources et à des études de factibilité, 233 à la formation spécialisée, 132 à la recherche appliquée, et 10 à la planification du développement économique.

Les travaux sur le terrain avaient été menés à bien pour 116 projets, dont 81 consacrés à des enquêtes et des études de factibilité, 25 à des projets de formation et 10 à des projets de recherche. Quarante-quatre des enquêtes ont révélé des possibilités d'investissement qui nécessiteraient environ 10,8 milliards de dollars pour le développement pendant les deux décennies à venir, et trois ont prouvé qu'il n'était pas opportun de procéder à des investissements pour certains projets. Il a été mis fin à un projet à la demande du gouvernement bénéficiaire. Les 33 projets restants ont révélé

la nécessité d'enquêtes supplémentaires ou connexes de préinvestissement avant que les possibilités d'investissement puissent être définies. Les travaux relatifs aux 24 projets terminés se poursuivront grâce à une deuxième phase d'assistance fournie par le PNUD ou par des projets très voisins.

Vingt-trois des 25 projets de formation et 9 des 10 projets de recherche ont atteint les objectifs fixés; ils sont poursuivis ou développés par les gouvernements. Sept des instituts de formation reçoivent une assistance supplémentaire du PNUD ou d'autres sources.

La troisième session du Conseil d'administration du PNUD s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies en janvier 1967. La quatrième session a commencé le 6 juin 1967 à Genève, au siège de l'Organisation mondiale de la santé.

En janvier, le Conseil d'administration a approuvé le programme d'assistance le plus important à ce jour et a ajouté au présent programme 70 grands projets de préinvestissement, d'un coût total de 186 millions de dollars. Sur cette somme, 78,8 millions de dollars doivent être fournis par le PNUD et 107,2 millions de dollars par les gouvernements bénéficiaires. Des crédits supplémentaires ont également été autorisés pour un projet de caractère permanent. Un nouveau programme comportant 54 projets et des allocations supplémentaires pour deux projets précédemment approuvés, d'un coût estimatif de 129,7 millions de dollars, ont été approuvés à la quatrième session, en juin. Les crédits affectés par le PNUD à ce programme se montent à 49 millions de dollars et les contributions de contrepartie des gouvernements bénéficiaires à 80,7 millions de dollars. A la même session, deux projets dont le coût estimatif aurait été de 1,1 million de dollars pour le Fonds spécial ont été annulés à la demande des gouvernements intéressés.

Cela a porté l'ensemble du programme approuvé de l'élément Fonds spécial à 778 projets de préinvestissement intéressant 145 pays et territoires à faible revenu. Une fois terminés, ces projets auront coûté 1 878,7 millions de dollars, dont 1 108,1 millions de dollars auront été fournis par les gouvernements bénéficiaires et 770,6 millions par le PNUD. On compte parmi eux 328 enquêtes sur les ressources et études de factibilité, 274 projets portant sur l'enseignement technique et la formation supérieure, 161 projets de recherche appliquée et 15 projets consacrés à la planification du développement économique.

Comme pour les années précédentes, la plus grande part du programme revient à l'Afrique, qui reçoit une assistance pour 276 grands projets d'un coût total de 282,4 millions de dollars pour le PNUD. Viennent ensuite les Amériques, avec 199 projets représentant 198 millions de crédits affectés par le PNUD, puis l'Asie et l'Extrême-Orient, avec 193 projets et 138,7 millions de dollars d'affectations de crédits. L'Europe reçoit une aide pour 52 projets, avec 52,8 millions de dollars d'affectations de crédits, et le Moyen-Orient pour 57 projets, avec 44,8 millions de dollars d'affectations de crédits. Il y a également un projet inter-régional auquel 3,9 millions de dollars de crédits ont été affectés.

Ces projets sont réalisés pour le compte du PNUD par les organisations participantes et chargées de l'exécution dont la liste suit: l'Organisation des Nations Unies assure l'exécution de 157 projets au coût de 159 millions de dollars, l'OIT de 92 projets au coût de 82,8 millions de dollars, la FAO de 308 projets au

coût de 295,6 millions de dollars, l'UNESCO de 111 projets au coût de 132,5 millions de dollars, l'OMS de 19 projets au coût de 17,5 millions de dollars, la BIRD de 40 projets au coût de 32,5 millions de dollars, l'OACI de 10 projets au coût de 12,7 millions de dollars, l'UIT de 21 projets au coût de 20,1 millions de dollars, l'OMM de 16 projets au coût de 15,4 millions de dollars et l'AIEA de 4 projets au coût de 2,5 millions de dollars.

La première année de fonctionnement du PNUD s'étant terminée à la fin de 1966, le Conseil d'administration a consacré une bonne partie de sa troisième session à étudier les mesures qui avaient été prises pour compléter la fusion de l'ancien Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial et à rechercher les moyens d'instituer des liens plus étroits entre les programmes de préinvestissement et ceux d'assistance technique. Les relations entre le PNUD et d'autres organisations ont également fait l'objet d'un examen. On a généralement reconnu qu'il faudrait intensifier les consultations entre le PNUD et d'autres programmes multilatéraux et bilatéraux afin d'assurer la coordination de l'assistance dans le cadre des plans nationaux de développement.

On a cité comme exemple l'accord conclu entre le PNUD et la FAO aux fins d'intégrer les représentants locaux de la FAO aux bureaux locaux du PNUD, ce qui représente un progrès notable sur la voie d'une coordination entre les institutions, et on a exprimé l'espoir que des accords similaires seraient conclus avec d'autres institutions.

On a également fait allusion à la coopération avec la CNUCED et l'ONUDI, et le Conseil d'administration s'est félicité de voir que ces deux organisations font désormais partie du Bureau consultatif interorganisations. Un rapport d'activité sur la coordination sur le terrain entre le PNUD et les organisations participantes et chargées de l'exécution a été présenté au Conseil d'administration à sa quatrième session.

En ce qui concerne la composition du programme de l'élément Fonds spécial, le Conseil d'administration a été particulièrement satisfait d'y voir figurer un nombre croissant de projets régionaux. On a fait remarquer que le PNUD avait un rôle important à jouer dans le développement régional, domaine où l'aide bilatérale, pour des raisons politiques ou financières ne correspond souvent pas aux besoins. On a particulièrement souligné l'importance des instituts régionaux de recherche et de formation. Des observations favorables ont été faites également à propos des mesures constructives qui sont prises pour créer des groupements économiques tels que les quatre groupes sous-régionaux constitués sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique.

Le développement équilibré de l'agriculture et de l'industrie a fait l'objet de longues discussions; certains membres ont demandé que davantage de projets soient consacrés à l'agriculture, vu l'aggravation de la situation alimentaire mondiale, tandis que d'autres faisaient remarquer que pour agir de manière efficace en agriculture, il faut disposer des produits de l'industrialisation, comme les produits chimiques et les engrais. On a exprimé l'espoir qu'on se servirait davantage du fonds affecté aux services industriels spéciaux de façon à accélérer le développement industriel.

A l'occasion de son examen des nouveaux domaines d'activité que s'est adjoint le PNUD, le Conseil d'administration s'est félicité de voir l'intérêt croissant dont bénéficie le tourisme en tant que moyen d'accroître les recettes en devises étrangères des pays à faible revenu,

et il a appuyé des suggestions relatives à des projets visant à créer ou à renforcer des institutions pour le financement local du développement, comme les caisses d'épargne, et celles qui concernent des projets qui aideraient à encourager les industries d'exportation.

Pour ce qui est du recrutement des experts et de la conclusion de contrats de sous-traitance, on a instamment recommandé que les candidats et les firmes contractantes soient choisis sur la base géographique la plus large possible. Une étude sur les pratiques d'achat des organisations participantes et chargées de l'exécution, étude portant en particulier sur la question des services sous-traités, a été soumise au Conseil d'administration à sa quatrième session.

Le volume des ressources dont le PNUD dispose ne suffisant pas à satisfaire l'assistance que les pays en voie de développement demandent, le Conseil d'administration a été amené à appuyer l'appel que le Secrétaire général a lancé pour que les contributions volontaires permettent d'atteindre un total de 200 millions de dollars en 1967 et de porter progressivement ce total à 350 millions de dollars en 1970. Parmi les autres suggestions qui ont été faites afin d'assurer des ressources supplémentaires ont figuré le remboursement de l'assistance du PNUD sur une base contractuelle lorsque les pays sont en mesure de le faire, l'acceptation d'engagements sous forme de fonds d'affectation spéciale et une coordination plus étroite avec les activités d'autres grands organes internationaux, comme la BIRD, le FISE et le Programme alimentaire mondial, de manière à obtenir un appui maximum des programmes connexes. Un rapport sur l'aide fournie aux gouvernements des pays en voie de développement par d'autres sources et dont ont bénéficié des projets du PNUD a été soumis au Conseil d'administration à sa quatrième session.

3. — Financement

CONTRIBUTIONS AU PNUD

Les contributions pour 1966 se sont élevées à 154 869 163 dollars, contre 145 629 401 dollars pour 1965. Sur ce total, 98 584 923 dollars étaient destinés à l'élément Fonds spécial et 56 284 240 dollars à l'élément Assistance technique.

La Conférence d'annonce des contributions pour 1967 a eu lieu le 6 octobre 1966; 101 gouvernements y ont annoncé leurs contributions au PNUD pour cet exercice. Au 31 décembre 1966, les contributions annoncées pour 1967 (y compris les annonces fermes de contributions à l'élément Fonds spécial pour les exercices ultérieurs) s'élevaient au total à 196 133 752 dollars, répartis comme suit: 136 067 870 dollars pour l'élément Fonds spécial, 60 065 882 dollars pour l'élément Assistance technique.

FONDS DE ROULEMENT DU PNUD

Le Conseil d'administration, à sa deuxième session, a créé un fonds de roulement du PNUD de 7,5 millions de dollars. Ce fonds de roulement devait permettre le financement provisoire d'activités du PNUD de caractère urgent, à savoir les activités imprévues d'assistance technique approuvées en fonction de critères définis (4,5 millions de dollars), l'assistance préparatoire (1 million de dollars) et les opérations préliminaires relatives à des projets du Fonds spécial entreprises avant que ces projets soient officiellement étudiés et approuvés par le Conseil d'administration (2 millions de dollars).

Ces dernières opérations ont été autorisées pour une période expérimentale d'un an.

ÉLÉMENT FONDS SPÉCIAL

Des annonces de contributions représentant 115-047 693 dollars ont été comptabilisées en 1966 et se décomposent comme suit:

	Dollars
Contributions annoncées pour 1966.....	854 287
Contributions annoncées pour 1967.....	111 067 870
Contributions annoncées pour 1968 et 1969..	3 000 000
Ajustements opérés sur les contributions annoncées pour les exercices antérieurs.....	125 536
	<u>115 047 693</u>

Parmi les autres recettes comptabilisées en 1966 figuraient 9 628 982 dollars au titre des dépenses locales d'exécution, 6 213 645 dollars à titre de contributions de contrepartie en espèces dont le recouvrement et la gestion sont centralisés par le PNUD, et 4 914 814 dollars provenant des recettes accessoires.

Les crédits affectés par le Conseil d'administration en 1966 se sont élevés au total à 195,3 millions de dollars, soit une augmentation d'environ 50 p. 100 par rapport au chiffre de 1965, qui était de 130,2 millions de dollars. Sur ce montant total, 165 635 900 dollars étaient destinés à couvrir le coût de 137 projets approuvés à la première et à la deuxième session, 2 306 700 dollars à suppléer les crédits affectés à 4 projets en chantier, 16 794 260 dollars à la réserve du Directeur pour dépenses imprévues (soit 10 p. 100 des crédits affectés aux projets), 2 millions de dollars à la réserve du nouveau fonds de roulement constituée pour assurer le financement des opérations préliminaires, 8 417 021 dollars à la part du Fonds spécial dans le budget d'administration du PNUD et enfin 120 000 dollars aux frais de financement de l'assistance préparatoire n'ayant pas abouti à des projets approuvés. Après déduction de 1 929 082 dollars représentant l'annulation d'affectations de crédits préalablement autorisées au titre de projets ou de dépenses imprévus, le montant net des crédits affectés en 1966 s'est chiffré à 193 344 382 dollars.

L'ensemble des allocations décidées par le Directeur en 1966 pour couvrir tant le coût des projets que l'assistance préparatoire et le budget d'administration a atteint 139 295 279 dollars, contre 100 075 214 dollars en 1965. De plus, 2 millions de dollars ont été prélevés sur les ressources de 1966 pour constituer le fonds de roulement du PNUD.

ÉLÉMENT ASSISTANCE TECHNIQUE

Une somme de 9 444 891 dollars, solde des ressources non engagées de la période biennale 1963-1964, a été reportée sur la première année de la période biennale 1965-1966. Sur ce chiffre, 7 589 026 dollars représentaient le solde disponible du Compte spécial de l'assistance technique au 31 décembre 1964 et le reste était constitué par les soldes non engagés des allocations pour 1963-1964 et, pour un montant de 411 418 dollars, par des crédits destinés à être alloués de nouveau en 1965 pour liquider les engagements au titre du programme 1961-1962.

Cinq millions cent soixante-neuf mille trois cent quatre-vingt-dix dollars, solde des organisations chargées de l'exécution représentant le montant non engagé des allocations de 1965 ont été versés aux ressources de 1966. Il s'y est ajouté 103 931 dollars reportés sur 1966 pour financer des dépenses engagées au titre du

programme 1961-1962. Compte tenu de ces deux montants, et des ressources non engagées détenues au Compte spécial au 31 décembre 1965, le solde des ressources disponibles au 1^{er} janvier 1966 s'élevait à 11 286 503 dollars.

Selon les prévisions financières concernant le Programme élargi d'assistance technique pendant la période biennale 1965-1966 qui ont été présentées au Comité de l'assistance technique en novembre 1964, le montant estimatif des contributions volontaires atteignait 113 088 000 dollars pour les deux années. Les contributions annoncées ont été légèrement inférieures: 110 296 205 dollars, dont 54 011 965 dollars pour 1965 et 56 284 240 dollars pour 1966. Du fait des ajustements opérés au cours des deux années sur les contributions annoncées pour les exercices antérieurs et des ajustements de change sur les recouvrements, les recettes provenant des contributions volontaires ont été ramenées à 53 542 575 dollars nets pour 1965 et à 56 075 016 dollars nets pour 1966, soit au total 109 617 591 dollars pour la période biennale.

Les dépenses locales des gouvernements bénéficiaires au titre des services d'experts ont été évaluées initialement à 4 231 630 dollars pour 1966, sur la base de la réestimation des frais de services d'experts pendant la deuxième année du programme approuvé de la catégorie I. Après ajustement opéré sur les estimations des exercices précédents (746 868 dollars), et ajustement de change (72 856 dollars), le montant net des recettes recouvrables sur les dépenses locales en 1966 s'est élevé à 3 411 906 dollars.

Les organisations participantes ont reversé 824 828 dollars au 31 décembre 1965, compte tenu des ajustements de change, qui se sont élevés à 198 466 dollars. La somme reversée comprenait les économies réalisées lors du règlement des engagements pour les exercices précédents (549 813 dollars), un solde disponible sur les allocations à prélever sur le fonds de roulement et de réserve approuvés en 1965 (159 441 dollars) et des recettes accessoires (314 040 dollars).

Les recettes accessoires portées au Compte spécial de l'assistance technique en 1966, qui se sont chiffrées à 326 799 dollars (montant net après les ajustements de change s'élevant à 106 853 dollars), englobaient une somme nette de 66 591 dollars, part revenant à l'élément Assistance technique des économies réalisées sur le règlement des engagements des exercices précédents, ainsi que des recettes accessoires du secrétariat du PNUD.

Sur les ressources brutes, on a remboursé à l'ancien fonds de roulement et de réserve 1 555 527 dollars au titre des affectations de crédits pour imprévus en 1965.

A la suite de la création du fonds de roulement du PNUD, le fonds de roulement et de réserve de l'élément Assistance technique a été supprimé et les 13 millions de dollars qui le constituaient ont été versés au programme d'assistance technique. Conformément à la décision du Conseil d'administration, 4,5 millions de dollars y ont été prélevés pour constituer le fonds de roulement du PNUD.

4. — Administration

ORGANISATION DU SECRÉTARIAT

Grâce à l'expérience acquise en 1966 par la fusion des activités des secrétariats de l'ancien BAT et de l'ancien Fonds spécial, certains autres changements sont apparus souhaitables et des mesures ont été prises pour réunir

toutes les tâches intéressant les opérations et la programmation dans un bureau unique, le Bureau des opérations et de la programmation. Ces tâches comprennent la coordination des programmes par pays de l'élément Assistance technique, qui était provisoirement demeurée du ressort du Bureau de l'évaluation et des rapports. De plus, le Bureau des opérations et de la programmation aura la responsabilité exclusive d'étudier les demandes de nouveaux projets, de préparer la documentation sur les programmes à l'intention du Bureau consultatif interorganisations et du Conseil d'Administration, donner suite aux projets approuvés et d'en contrôler la mise en œuvre.

On a souligné toute la nécessité et l'importance qu'il y avait à maintenir des relations systématiques avec les autres organes et programmes des Nations Unies qui s'occupent de questions intéressant le PNUD, et le Bureau de l'évaluation et des rapports a été transformé en Bureau des relations extérieures, de l'évaluation et des rapports. Ce Bureau ainsi modifié conserve les fonctions d'évaluation des programmes qui seront le cas échéant élargies pour répondre aux besoins du moment, et il demeure chargé des tâches concernant les rapports.

Comme en 1966, le Bureau de la gestion administrative et du budget continuera d'assumer l'entière responsabilité de l'organisation, du budget, du personnel et de la gestion du secrétariat du PNUD, tant au siège que sur le terrain. Le Bureau servira également de centre de direction et de supervision des bureaux extérieurs et veillera à la coordination administrative sur le terrain entre le PNUD et les organisations reliées à l'ONU.

Un autre aspect important de la réorganisation au siège réside dans l'attention accrue que l'on accorde aux mesures financières à prendre pour donner suite aux activités de préinvestissement du PNUD. Le Directeur associé a été spécialement chargé de la liaison et des relations avec les institutions financières en vue du financement du développement.

Cette organisation du secrétariat sera réexaminée à la lumière de l'expérience et 1967 représentera donc une année de transition et d'ajustement plutôt qu'une année de consolidation définitive.

Les effectifs autorisés pour le secrétariat du PNUD en 1967 prévoient 155 postes d'administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 190 postes d'agents des services généraux.

PERSONNEL DES BUREAUX EXTÉRIEURS DU PNUD

Du fait de l'importance et de la complexité croissantes des activités du Programme, des bureaux séparés ont été créés au Botswana, au Lesotho et au Swaziland et placés sous le contrôle général du bureau régional de Lusaka (Zambie). Le bureau du PNUD en Indonésie, qui avait été fermé au début de 1965, a été rouvert à la fin de 1966.

Par ailleurs, du fait de la reprise des opérations mises en œuvre au titre du Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental et de la décision prise par le Secrétaire général de confier au PNUD l'administration de ce Fonds, un bureau a été ouvert récemment à Sukarnapura (Irian occidental), appuyé par un service spécial du secrétariat du PNUD au siège.

La multiplication des projets en cours a créé un travail supplémentaire qui exige le renforcement des bureaux extérieurs existants. Les effectifs autorisés pour les bureaux extérieurs du PNUD en 1967 prévoient 252 postes d'administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, contre 238 en 1966.

DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES

Pour ce qui est du budget pour 1966 — premier budget du programme commun — le Conseil d'administration a approuvé la recommandation du Directeur tendant à ce que le financement du budget du PNUD soit assuré à l'aide des ressources de l'élément Fonds spécial et de l'élément Assistance technique proportionnellement à la répartition des contributions annoncées pour chacun d'eux. Pour l'exercice 1966, cette proportion a été fixée à 63,76 p. 100 pour l'élément Fonds spécial et 36,24 p. 100 pour l'élément Assistance technique. Le budget de 1967 sera financé selon une répartition sensiblement analogue, se décomposant comme suit : 9 490 613 dollars pour l'élément Fonds spécial et 5 394 287 dollars pour l'élément Assistance technique.

COORDINATION SUR LE TERRAIN

En dehors des réunions régionales périodiques de représentants résidents, une réunion mondiale de ces représentants s'est tenue à Turin (Italie) en juillet 1966. Cette réunion, à laquelle ont également participé de hauts fonctionnaires du PNUD et des organisations participantes et chargées de l'exécution, a fourni l'occasion d'un examen approfondi des facteurs dont dépend l'efficacité des opérations du PNUD, et notamment de la question d'une association plus étroite des organisations et des bureaux extérieurs du PNUD.

Le Directeur général de la FAO et le Directeur du PNUD ont conclu un arrangement, constituant une mesure officielle dans ce sens, aux termes duquel les représentants locaux de la FAO seront affectés aux bureaux des représentants résidents et seront soumis, sous réserve des aménagements administratifs nécessaires et de la définition des fonctions telle qu'elle est spécifiée dans l'arrangement, à l'autorité administrative du représentant résident. Ce processus d'intégration doit s'achever par étapes sur une période de trois ans environ, et cette mesure doit être étendue à 10 bureaux en 1967.

Une nouvelle définition de la politique à suivre pour ce qui est de la coordination de programmes multilatéraux d'assistance technique a été approuvée par le CAC et sera étudiée à la quarante-troisième session du Conseil économique et social. Le CAC a souligné en particulier que si le rôle des organisations internationales est d'aider dans toute la mesure du possible le processus pratique de coordination, il incombe aux gouvernements de décider quels sont les mécanismes institutionnels qui permettent de planifier et de coordonner au mieux l'aide extérieure. Les principes convenus à la réunion ont également mis en lumière la nécessité de renforcer les consultations entre organisations à l'échelon national, sous la conduite des représentants résidents du PNUD.

RECRUTEMENT DES EXPERTS

Cette question ne se pose pas dans le cadre de l'administration normale des bureaux extérieurs du PNUD, mais des activités organiques opérationnelles des organisations appelées à mettre en œuvre des projets ; il convient cependant de l'aborder ici. Le Conseil d'administration, à sa troisième session, a exprimé l'espoir que le PNUD serait le premier à coordonner ses politiques de recrutement en vue d'attirer, en nombre suffisant, un personnel hautement qualifié appelé à servir d'experts dans des projets du PNUD et en vue également d'exploiter de nouvelles sources de recrutement. Le Bureau de la gestion administrative et du budget a été

chargé de cette question, et il a confié l'étude des problèmes qui se posent à cet égard à un consultant spécial.

Il y aura, à titre de mesures préliminaires, une série de consultations entre le Directeur et les chefs de secrétariats des organisations participantes.

B. — Activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies**1. — Programmes de coopération technique**

En 1966, l'assistance fournie au titre des programmes de coopération technique des Nations Unies s'est montée à 40,4 millions de dollars, contre 34 millions en 1965 et 32,9 millions en 1964. Le chiffre indiqué pour 1966 comprend les fonds dépensés au titre du programme ordinaire, de l'élément Assistance technique et de l'élément Fonds spécial du PNUD, ainsi que des activités financées en vertu d'accords portant sur des fonds d'affectation spéciale, mais il exclut les programmes spéciaux d'enseignement et de formation à l'intention des habitants du Sud-Ouest africain et des territoires sous administration portugaise. Comme l'année précédente, l'augmentation des ressources disponibles a été principalement attribuable au rôle plus important joué par l'ONU en tant qu'agent chargé de l'exécution des projets du Fonds spécial ; à la fin d'avril 1967, l'ONU était chargée de l'exécution de 153 projets approuvés bénéficiant d'affectations de crédits d'un montant de 153,4 millions de dollars, ce qui la plaçait au deuxième rang, par ordre d'importance, des organisations participantes. Les décaissements effectués au titre de projet du Fonds spécial dont l'ONU assumait la responsabilité se sont élevés à 17,9 millions de dollars, contre 14,1 millions en 1965 et 12,3 millions en 1964. Ces montants comprennent les contributions de contrepartie des gouvernements bénéficiaires.

Si l'on prend 1960 comme année de base (indice 100) pour mesurer le développement des opérations d'assistance technique effectuées par l'ONU pendant la période 1959-1966 y compris les opérations entreprises au titre du programme ordinaire de l'élément Assistance technique du PNUD (connu jusqu'au 1^{er} janvier 1966 sous le nom de Programme élargi d'assistance technique) et des fonds d'affectation spéciale, l'indice des dépenses pour 1966 s'est situé à 248,3 contre 218 pour 1965 et 224,2 pour 1964. Si l'on prend 1962 comme année de base pour mesurer le développement des dépenses du Fonds spécial dans les cas où l'ONU a joué le rôle d'agent chargé de l'exécution, l'indice des dépenses pour 1966 s'est situé à 436,5, contre 343,9 pour 1965 et 300 pour 1964. En outre, 21 accords de projets signés en 1966 au titre du Programme alimentaire mondial revêtant pour l'ONU un intérêt technique particulier, direct ou indirect, ont entraîné des dépenses s'élevant au total à 24,7 millions de dollars. La baisse de l'indice enregistrée en 1964 et 1965 et l'accroissement constaté en 1966 par rapport à 1965 sont attribuables au cycle biennal de programmation établi pour l'élément Assistance technique du PNUD. L'année 1965 représente la première année de période biennale 1965-1966 et l'expérience a montré que la plus grande partie du programme est normalement exécutée pendant la seconde année du cycle biennal.

Le programme ordinaire (titre V du budget de l'ONU) s'est maintenu au niveau de 6,4 millions en 1966, chiffre inchangé depuis 1962. Le budget du programme ordinaire a été engagé jusqu'à concurrence de 99,53 p. 100 en 1966, ce qui laisse subsister un solde

non engagé de 29 976 dollars seulement. L'utilisation presque complète de ces fonds indique que le programme a été exécuté avec succès, comme ce fut le cas en 1965, où 99,89 p. 100 des fonds ont été engagés et où le solde non utilisé n'a été que de 6 704 dollars. Pour ce qui est des obligations contractées au titre du programme ordinaire, 43,7 p. 100 des fonds disponibles ont été consacrés aux activités de développement économique (comme en 1965), 30,7 p. 100 au développement social (soit un accroissement de 0,2 p. 100 par rapport à 1965), 16,4 p. 100 à l'administration publique (soit une diminution de 0,3 p. 100 par rapport à 1965), et 4,2 p. 100 aux droits de l'homme et au contrôle des stupéfiants (soit un accroissement de 0,2 p. 100 par rapport à 1965). On voit ainsi qu'en 1966 les pourcentages des dépenses engagées au titre du programme ordinaire sont restés, en gros, les mêmes qu'au cours des dernières années, avec seulement une très légère variation par rapport à 1965.

Les dépenses engagées au titre de l'élément Assistance technique du PNUD se sont élevées au total à 11 949 933 dollars en 1966, ce qui représente un accroissement de 2 892 688 dollars par rapport à 1965. Sur les fonds disponibles, 76,4 p. 100 ont été consacrés aux activités de développement économique (soit un accroissement de 1,3 p. 100 par rapport à 1965), 14,6 p. 100 aux activités sociales (soit un accroissement de 0,6 p. 100 par rapport à 1965), et 9 p. 100 à l'administration publique (soit une diminution de 1,5 p. 100 par rapport à 1965).

Les dépenses consacrées aux projets du Fonds spécial en 1966 ont augmenté considérablement par rapport à 1965, exactement de 3 771 849 dollars. Les dépenses affectées aux projets entrepris dans le domaine du développement économique ont représenté 91,6 p. 100 du total (soit une augmentation de 0,6 p. 100 par rapport à 1965), tandis que des dépenses consacrées aux activités sociales représentaient 6 p. 100 (soit une diminution de 1 p. 100 par rapport à 1965) et que les dépenses d'administration publique se sont élevées à 2,4 p. 100 (soit une augmentation de 0,5 p. 100 par rapport à 1965).

Le nombre des experts affectés aux différents programmes, à l'exclusion des projets du Fonds spécial, est resté constant en 1966, soit au total 2 060 experts, ou deux de plus qu'en 1965 et 211 de plus qu'en 1964. Il y avait 517 experts affectés aux projets du Fonds spécial contre 306 en 1965 et 284 en 1964. En 1966, on a utilisé un plus grand nombre d'experts qu'en 1965 dans les domaines suivants: questions fiscales et financières, développement industriel, transports et communications; promotion commerciale et commercialisation, habitation, construction et planification, développement communautaire et régimes fonciers, services sociaux.

Le nombre total de bourses accordées au titre de tous les programmes, à l'exception des projets du Fonds spécial, a été de 2 493, soit une augmentation de 606 par rapport à 1965 et de 174 par rapport à 1964. Une fois de plus l'accroissement du nombre de bourses octroyées indique que la plus grande partie du programme est exécutée pendant la seconde année d'une période biennale en l'occurrence la période 1965-1966. En outre, on a accordé, en 1966, 105 bourses au titre du Fonds spécial, soit 21 de plus qu'en 1965.

Le rôle qu'assument les conseillers régionaux en prêtant leur concours aux gouvernements est digne d'intérêt. Ils ont leur centre d'opérations au siège des commissions économiques régionales ainsi qu'au Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth et leur

mission rentre généralement dans l'une des grandes catégories ci-après: 1) missions simples de courte durée faisant suite à des demandes de gouvernements; le plus souvent d'un caractère urgent, elles sont destinées à faciliter la solution d'un problème précis; 2) séjours dans plusieurs pays limitrophes d'une partie de la région, sur la demande des gouvernements, en vue de donner des avis sur un certain nombre de problèmes interdépendants et d'aider à l'élaboration de projets régionaux d'assistance technique; 3) activités consistant à aider, conseiller et former du personnel de contrepartie national dans le cadre d'un programme d'assistance à long terme; et 4) conseils donnés aux gouvernements en matière de programmation des demandes d'assistance. Ils participent également à l'exécution des projets régionaux. C'est ainsi que, en 1966, 37 conseillers régionaux ont travaillé pour le compte de la Commission économique pour l'Afrique (contre 34 en 1965), 18 pour la Commission économique pour l'Amérique latine (contre 21 en 1965), 22 pour le compte de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (comme en 1965), et 6 pour le compte du Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth (contre 5 en 1965).

Les demandes des gouvernements qui sont à l'origine de l'affectation des conseillers interrégionaux sont peu différentes, en substance, de celles qui concernent les conseillers régionaux, si ce n'est que les premiers peuvent être employés sur une base globale et que leurs missions sont organisées au Siège de l'ONU, les bureaux régionaux étant tenus au courant de leurs activités dans les régions qu'ils desservent. En 1966, il y avait 28 conseillers interrégionaux, contre 29 en 1965.

Depuis la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les pays en voie de développement se préoccupent davantage de renforcer les organisations et les services chargés de la promotion du commerce extérieur ainsi que de dispenser une formation adéquate dans ce domaine. De ce fait, on s'attend que l'ONU reçoive davantage de demandes d'experts en matière de commerce extérieur et de commercialisation et de bourses d'études en matière de promotion commerciale. Comme suite à la résolution 31 (IV) adoptée au sujet de l'assistance technique dans le domaine commercial et dans les domaines connexes, par le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, des dispositions ont été prises par la Direction des opérations d'assistance technique pour s'assurer l'appui organique des services d'assistance technique dont dispose la CNUCED en matière de commerce, d'intégration commerciale, de commercialisation et de promotion des exportations.

Dans le domaine du développement industriel, l'assistance a porté davantage en Asie et en Extrême-Orient sur certaines industries ou sur des problèmes particuliers intéressant les pays. C'est notamment ce que traduit l'affectation à Ceylan d'experts en matière de textiles et de céramiques et l'envoi en République de Chine d'experts en matière de conception et mise au point de produits industriels et de financement des petites et moyennes entreprises. L'Inde a reçu les services de conseillers en matière d'instruments électriques de mesure, de taille de lentilles, d'aciérie, de tannage et de finissage du cuir, d'ateliers et de conception d'outils, de normalisation des entreprises et de matériaux de remplacement. En outre, un groupe d'enquête en matière d'investissements industriels a continué de donner des avis au Gouvernement indien au sujet des perspectives qui s'offrent à un certain nombre

d'industries fondées sur l'emploi des métaux et du bois et qui se trouvent dans les Etats de Mysore et de Madhya Pradesh. L'Iran a également reçu une assistance dans divers domaines spécialisés tandis que, sous les auspices du *Majlis Amanah Ra'ayat*, la Malaisie a mis en route un projet industriel appelant une assistance en matière de gestion et de services consultatifs, de conception et mise au point de produits industriels et de tannage du cuir. A Singapour, les secteurs industriels ayant reçu l'assistance d'experts des Nations Unies, sous les auspices du Conseil de développement économique, vont des matériaux de construction, de la galvanoplastie et de la fonderie aux produits du caoutchouc et à l'utilisation du bois d'œuvre. Un spécialiste du système métrique a apporté son concours au Gouvernement afghan. Un ingénieur spécialiste de l'équipement en matériel a aidé la Birmanie dans les domaines de la conception et mise au point de produits industriels et de la métrologie. Des experts de l'ONU ont donné des avis en matière de céramique et de production du sel aux Philippines, de fabrication de meubles au Samoa-Occidental et de normalisation du matériel électrique, de fonderie et de pièces moulées en métal ainsi que de contrôle de la qualité des produits en céramique en République de Corée. Un conseiller en matière de normes industrielles a travaillé en Thaïlande. Au nombre des missions envoyées en Indonésie lors de la reprise de l'assistance de l'ONU à la demande du gouvernement, on peut citer une mission d'enquête industrielle de courte durée qui a été chargée de donner des avis sur l'élaboration de projets de l'ONU pour des industries déterminées.

Les projets de développement industriel ont également fait l'objet d'un examen prioritaire en Amérique latine. C'est ainsi qu'en Argentine l'Institut national de technologie industrielle, organisme autonome créé par le gouvernement en vue d'encourager et d'appuyer les activités de recherche technique contribuant au développement de l'industrie nationale, a demandé les services de neuf experts dans des domaines très spécialisés. A la suite de consultations, on a reçu une demande portant sur six techniciens supplémentaires, portant à 15 le total des experts de courte durée dont les services sont prêtés pour deux à six mois. Ce projet est un bon exemple d'un type plus élaboré d'assistance technique fournie à des pays en voie de développement qui ont besoin pour une courte durée de techniciens très spécialisés et très qualifiés pour contribuer à l'exécution de projets à caractère technique déjà arrêtés et mis en route par le gouvernement demandeur.

En Afrique, l'assistance en matière de développement industriel a surtout porté sur la fourniture d'une assistance d'experts. C'est ainsi qu'en Guinée un ingénieur chimiste est en train de créer de petites usines d'extraction et des établissements industriels pour la fabrication de margarine, le traitement du charbon et d'autres projets; ce travail est effectué dans le cadre d'un plan de développement de sept ans visant à favoriser le développement de l'industrie chimique dans le pays et notamment les industries de traitement des huiles végétales et la production d'huiles essentielles. Au Mali, une équipe de trois experts procède au recensement des ressources existantes afin de déterminer quelles industries il est préférable d'implanter dans le pays, tandis qu'en Mauritanie un ingénieur industriel procède à l'analyse de projets envisagés afin de déterminer les priorités du deuxième plan national de quatre ans.

Divers aspects du développement industriel ont été examinés lors de trois cycles d'études et à l'occasion

d'autres réunions. En octobre 1966, des fonctionnaires venus de neuf pays européens et d'Israël ont participé à Genève à une réunion du Groupe consultatif sur les domaines industriels et les zones industrielles et examiné différentes formes de regroupement des industries en mettant particulièrement l'accent sur la promotion des petites industries et sur les problèmes de planification, d'organisation et de financement qui y sont liés. Un Groupe consultatif analogue composé de hauts fonctionnaires de six pays du Moyen-Orient s'est réuni en octobre et novembre au Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth. En septembre et octobre, un colloque interrégional sur le développement des industries métallurgiques s'est tenu à Moscou en vue d'aider les pays en voie d'industrialisation à bénéficier de l'expérience acquise par les pays plus industrialisés en développant leurs propres industries métallurgiques. Trente-huit participants venus de vingt-cinq pays ont assisté au colloque.

Au cours de la période considérée, sept programmes de formation de groupe en usine ont été exécutés dans cinq pays avec la collaboration des gouvernements et d'entreprises hôtes. Ces programmes ont été organisés en vue de transmettre à des ingénieurs fraîchement diplômés originaires de pays en voie de développement l'expérience pratique normalement acquise en plusieurs années de travail dans l'industrie. Deux de ces programmes ont été organisés en URSS à l'intention d'ingénieurs des sidérurgies, l'un de juin à novembre 1966 et l'autre de mai à octobre 1967; 37 ingénieurs ont participé au premier de ces programmes, 45 au second.

En matière de planification économique, parallèlement à l'envoi, à titre individuel, de conseillers et de planificateurs économiques en Afghanistan, au Cambodge, aux îles Fidji, en Malaisie, au Samoa-Occidental, etc., on voit se dégager en matière d'assistance pour l'Asie et l'Extrême-Orient une nouvelle tendance caractérisée par la réalisation, par équipes, de deux projets, l'un au Pakistan et l'autre à Ceylan. En ce qui concerne le Pakistan, les deux gouvernements provinciaux comme la Commission centrale de planification ont bénéficié des services de spécialistes en matière de planification générale et sectorielle, et notamment d'économistes experts des questions industrielles, des transports et des ressources hydrauliques. Pour ce qui est de Ceylan, un projet élargi de programmation et de projections économiques a été mis en route pour aider le Ministère de la planification et des affaires économiques en lui fournissant les services non seulement de conseillers économiques mais également d'une équipe de planificateurs comprenant des économistes spécialistes des questions générales, des questions industrielles, des ressources hydrauliques et de la planification physique. Ce projet d'assistance technique pour Ceylan a été élaboré comme suite à la demande d'un projet du Fonds spécial en matière de programmation et de planification économiques formulée par le gouvernement.

En Afrique, les activités dans ce domaine sont illustrées par l'assistance fournie au Gouvernement marocain. Pour aider ce gouvernement à établir son plan de développement national pour 1968-1972, le Ministère du développement a demandé l'envoi d'une équipe se composant d'un économiste spécialiste des transports, d'un économiste industriel, d'un expert en matière de tourisme et d'un expert en matière de production et de santé animales. L'expert en production et santé animales a été recruté au titre du programme de la FAO; les trois autres experts sont mis à la disposition du gouvernement au titre du programme des Nations

Unies, de même que les services d'un conseiller interrégional en matière de planification économique. Lorsque cette mission de planification de courte durée sera achevée, des recommandations seront formulées en ce qui concerne l'assistance technique que l'ONU fournira éventuellement en vue d'établir pour le Maroc un programme de planification global et par secteurs.

En septembre 1966 s'est tenu à Amsterdam un cycle d'études sur la planification de l'investissement de ressources internes et externes. C'était là le deuxième d'une série de cycles d'études interrégionales sur la planification du développement économique dans les pays en voie de développement. Le cycle d'études a réuni des participants venus de 28 pays. Un autre cycle d'études interrégional portant sur les aspects par secteur des projections économiques à long terme de l'économie mondiale s'est tenu à Elsenør (Danemark); c'était le premier d'une série de cycles d'études interrégionales sur les projections économiques à long terme de l'économie mondiale. Ce cycle d'études a réuni 30 fonctionnaires venus de pays en voie de développement. Comme les années précédentes, de jeunes économistes de pays non européens ont participé, au côté de collègues européens, à un programme de formation en cours d'emploi organisé au siège de la Commission économique pour l'Europe, à Genève. Les participants à ce cours ont pris part à des travaux de recherche économique et à des activités connexes du secrétariat de la Commission.

En matière de ressources naturelles, d'énergie et de transports, une assistance très diversifiée a été fournie à des pays d'Asie et d'Extrême-Orient. C'est ainsi qu'en Afghanistan un conseiller remplit les fonctions de directeur du département de l'électricité; au Cambodge, un géologue poursuit ses travaux sur les gisements de bauxite; en République de Chine, un hydrologue a apporté son concours à la réalisation d'un projet pilote visant à créer un réseau hydrologique, tandis qu'un économiste spécialiste des questions minières a donné des avis au sujet des mines de charbon. L'ONU a fourni à l'Inde des experts en matière de prospection des gisements pétrolifères et de barrages en terre, tandis que des enquêtes hydrographiques ont été effectuées en République de Corée.

En Afrique, le projet solaire au Niger a suscité un grand intérêt, car c'est le premier projet entrepris par l'ONU dans ce domaine spécialisé. Un expert ingénieur a proposé des applications pratiques de cette source d'énergie aussi bien que la coordination des efforts fournis par des stations indépendantes et, jusqu'ici, isolées, où règne un climat propice à l'obtention des meilleurs résultats. Au Burundi, un conseiller envoyé pour une courte durée donnera une assistance en matière de mise en valeur des ressources naturelles, donnant des avis au gouvernement sur des questions relatives à la prospection géologique et au recensement des ressources minérales. Il collaborera à l'étude entreprise par le gouvernement sur un projet préliminaire de recherches minérales intéressant le Fonds spécial. Au Mali, un ingénieur des mines donne des avis sur l'exploitation des ressources minérales, un cartographe aide à la création d'un centre de reproductions photographiques et un conseiller en matière d'énergie formule des recommandations sur l'évaluation et l'exploitation des ressources énergétiques et donne des avis sur les modalités de projets de financement.

En application d'une recommandation formulée par un expert des Nations Unies qui a effectué en 1963 et 1964 une enquête d'évaluation des ressources minérales

dans les îles de la Trinité et Tobago, le gouvernement de ce pays a demandé une assistance en vue de procéder à un levé aéromagnétique des étendues marines comprises entre les deux îles. Ce levé avait pour objet de déterminer la présence éventuelle de roches stratifiées et, le cas échéant, l'épaisseur et la structure générale de la formation sédimentaire qui pourrait éventuellement contenir du pétrole et du gaz. Le rapport de la mission d'enquête indique un certain nombre d'anomalies faisant ressortir la possibilité de dépôts sédimentaires; la prochaine phase, qui fait actuellement l'objet de discussions avec le Gouvernement de la Trinité et Tobago, consistera à établir une corrélation entre la structure géologique connue des îles et les résultats géophysiques du levé, en vue de déterminer, si possible, l'âge des formations sédimentaires. Ultérieurement, il faudra passer à l'étude sismique des fonds marins afin de déterminer la structure des formations sédimentaires dans les régions en question.

On a organisé des cycles d'études interrégionales sur les ports et les transports maritimes, sur les techniques de charge unitaire dans le transport du fret, sur la mise en valeur des ressources hydrauliques et sur la cartographie.

La septième session du Centre de formation des Nations Unies en matière de ports et de transports maritimes s'est tenue à Lima (Pérou) en février et mars 1967, et elle a été suivie d'un voyage d'études de trois jours à Guayaquil (Equateur). Cette réunion a été organisée en collaboration avec les gouvernements du Danemark, de l'Equateur et du Pérou et elle a réuni 31 fonctionnaires venus de 25 pays. Un cycle d'études interrégional sur l'utilisation intégrée des ressources hydrauliques s'est tenu à Fergana (URSS) en août 1966. Il a réuni 36 participants venus de 35 pays et il a porté sur les techniques modernes de gestion, d'administration, de mise en valeur et d'exploitation des ressources hydrauliques. Le deuxième cycle d'études sur le rôle de la cartographie dans le développement économique s'est tenu à Humlebaek (Danemark), en mai et juin 1967. Il a réuni 31 participants et a été suivi d'un voyage d'observation dans divers instituts cartographiques de République fédérale d'Allemagne et de Suisse.

En mai 1967 s'est tenu à Londres un cycle d'études interrégional auquel ont assisté 36 participants venus de pays en voie de développement. Ce cycle d'études a porté sur les aspects théoriques, économiques et techniques du système de transport des marchandises par unité de charge ainsi que sur les arrangements connexes en matière d'institutions et de services, dans le cadre du rôle assigné aux transports dans les politiques de développement. Ce cycle d'études a été suivi d'un voyage d'une semaine qui a permis de visiter diverses installations portuaires en Angleterre et aux Pays-Bas.

En Asie et en Extrême-Orient, les projets intéressant la statistique manifestent une tendance à la spécialisation. C'est ainsi qu'en Inde des experts ont donné des avis sur le contrôle statistique de la qualité et sur les systèmes de mémoire à tores magnétiques. En Iran, un conseiller en matière de statistiques des dépenses des ménages ruraux et un autre en matière de traitement des données et d'analyse des systèmes ont été mis à la disposition du gouvernement, en plus d'un spécialiste de la statistique générale. Des experts en matière de statistiques démographiques ou de recensements ont été envoyés en Afghanistan, au Cambodge et en Malaisie et un expert des statistiques commerciales au Népal. Vers la fin de 1966 s'est tenu un cycle d'études régional sur

les recensements et les enquêtes par sondages sur le commerce de détail.

En Afrique, on a insisté sur les statistiques démographiques et la formation dans ce domaine; l'Organisation donne suite à des demandes d'assistance de ce type présentées par la Haute-Volta et le Mali. Dans ce dernier pays, le conseiller prêtera son concours à l'organisation d'un service de statistiques et au rassemblement, à la mise en tableaux et à l'exploitation de statistiques économiques et démographiques. En Gambie, un expert donne des avis au gouvernement sur le développement ultérieur du système de statistiques, particulièrement en ce qui concerne les statistiques économiques, et sur la formation de personnel destiné aux services de statistiques.

En Asie et en Extrême-Orient, les services de conseillers en matière de protection de la famille et de l'enfance ont été fournis à la République de Chine, au Pakistan occidental, aux Philippines et à la République du Viet-Nam, et un conseiller spécialiste du service social a été envoyé en République de Corée. Un expert en matière de soins aux enfants hospitalisés a été détaché à Hong-kong et des experts en matière de formation au service social ont été envoyés en Iran et aux Philippines. Le nombre d'experts en matière de réadaptation des personnes handicapées est caractéristique du développement des projets entrepris dans certains secteurs du service social en Asie et en Extrême-Orient. Ainsi, grâce au concours d'un expert des Nations Unies en physiothérapie, le Gouvernement iranien a équipé et mis en service un Centre national de réadaptation par prothèses auquel ont accès des stagiaires originaires d'autres pays en voie de développement. Un expert en matière de réadaptation par prothèses a aussi été envoyé au Laos et un physiothérapeute en République du Viet-Nam. Les services d'un expert en matière de réadaptation des personnes handicapées ont été fournis au Pakistan oriental et un expert en matière de réadaptation des personnes âgées et des invalides a été envoyé en Thaïlande. Enfin, une mission de courte durée a été effectuée en République populaire de Mongolie en vue de donner des avis au gouvernement au sujet de services de réadaptation pour les invalides.

Au Maroc, un spécialiste en matière d'éducation et de reclassement des aveugles apportera son concours à une évaluation des services de réadaptation existants et à l'établissement de programmes de formation destinés au personnel local chargé de l'éducation et de la réadaptation des aveugles. L'ONU a fourni au Gouvernement libyen les services d'un conseiller en matière de service social et d'un conseiller en matière de protection de la famille et de l'enfance.

Un cycle d'études interrégional sur les programmes et l'administration des principaux services de réadaptation s'est tenu à Virum (Danemark) en juillet et août 1966. Trente et un participants venus de 28 pays y ont examiné les possibilités d'améliorer les principaux programmes de réadaptation du point de vue médical, social, psychologique, éducatif et professionnel, compte tenu des tendances qui se dégagent actuellement dans ce domaine.

Un cycle d'études interrégional sur l'urbanisation dans la politique et la planification du développement s'est tenu à Pittsburgh (Pennsylvanie) en octobre et novembre 1966. Réunissant 27 participants venus de 25 pays en voie de développement, ce cycle d'études a porté sur les aspects économiques, sociaux et démographiques de la croissance urbaine et sur les problèmes de distribution de la population qui s'y rattachent, sur les politiques

nationales et régionales de développement ainsi que sur le peuplement et la réinstallation dans les villes et à leur périphérie.

Un des événements les plus marquants de l'année écoulée a été l'organisation par l'ONU et la FAO, en collaboration avec l'OIT, d'une Conférence mondiale sur la réforme agraire qui a eu lieu à Rome en juin et juillet. Cent vingt-six participants originaires de 76 pays y ont participé; 33 pays ont détaché plus de 100 conseillers auprès de leurs représentants. La conférence a permis de procéder à un échange de données d'expérience sur les problèmes que soulèvent les régimes fonciers et les réformes de structure, sur les aspects sociaux et économiques de la réforme agraire et sur les problèmes administratifs, financiers et de formation qui y sont liés.

Au cours de l'année considérée, des pays d'Asie et d'Extrême-Orient ont manifesté un intérêt croissant pour le logement, la planification physique et la construction. C'est ainsi qu'un conseiller en matière d'urbanisme et de constructions urbaines a été envoyé au Cambodge et un conseiller en matière de recherche sur la construction en République de Corée. Au Népal, un projet d'urbanisme a été mis en route; au Pakistan, un urbaniste a prêté son concours à la *Karachi Development Authority* et un expert en matériaux de construction a donné des avis au Gouvernement du Pakistan oriental. Deux experts en matière de logement et de planification régionale ont été envoyés aux Philippines.

En Tanzanie, un conseiller en matière de planification physique donne actuellement un cours de planification physique à l'Institut d'administration publique de Dar es-Salam. Cet expert a conseillé au Ministère du logement de prendre les dispositions nécessaires pour fournir à 15 étudiants des emplois adéquats pendant leurs vacances; les travaux dont ils auront à s'acquitter seront définis et surveillés par l'expert et les experts associés qui l'assistent. On estime que le cours se poursuivra pendant trois ans et qu'on pourra ensuite y affecter un chargé de cours à temps complet.

Un expert aide le Gouvernement jordanien à mettre en service un département de l'urbanisme, projet recommandé par des experts de l'ONU qui ont travaillé dans ce pays au cours des années précédentes. Un conseiller en matière d'urbanisme a également été envoyé en Irak pour aider les autorités à aménager et à développer la ville de Bagdad.

Un cycle d'études interrégional sur l'habitation et les services collectifs dans les régions rurales s'est tenu à Maracay (Venezuela) en avril 1967 en vue d'aider les pays en voie de développement à assurer une expansion équilibrée de leurs communautés rurales et urbaines. Vingt-six participants venus de pays en voie de développement ont assisté à ce cycle d'études.

2. — Exécution, par l'Organisation des Nations Unies, de projets relevant de l'élément "Fonds spécial" du Programme des Nations Unies pour le développement

Au 31 décembre 1966, l'ONU était chargée de l'exécution de 135 projets approuvés par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, non compris sept qui avaient été annulés avant cette date, soit 30 projets de plus qu'au 31 décembre 1965. L'ONU avait reçu des allocations de crédit d'un montant total de 105,1 millions de dollars, compte non tenu des frais généraux encourus par elle en tant qu'agent d'exécution et des contributions en nature

des gouvernements bénéficiaires. Sur ce total, le montant des allocations pour 1966 a été de 26,7 millions de dollars. L'ONU a engagé des dépenses d'un montant global de 66,9 millions de dollars, soit 63,7 p. 100 des allocations au titre des projets. Au 30 avril 1967, l'ONU assumait la responsabilité de l'exécution de 153 projets approuvés; des plans d'exécution avaient été signés pour 123 de ces projets et pour 114 d'entre eux l'autorisation d'entreprendre l'exécution avait été accordée. A ces projets était affectée la somme de 153,3 millions de dollars, soit l'affectation de la deuxième en importance parmi les organisations participantes.

On trouvera au tableau ci-dessous une comparaison entre la répartition, par domaine d'activités, de l'ensemble des projets approuvés de 1964 à 1967. Les chiffres portés dans la colonne pour 1967 comprennent 25 nouveaux projets, dont 18 approuvés à la session de janvier 1967 du Conseil d'administration et 7 soumis pour approbation à la session de juin 1967.

DOMAINE D'ACTIVITÉ	Nombre total de projets approuvés			
	31 décembre 1964	31 décembre 1965*	31 décembre 1966*	31 décembre 1967*
Etudes économiques	4	7	9	11
Développement industriel	10	13	19	22
Ressources naturelles	50	71	86	97
Habitation et planification....	3	5	8	12
Administration publique	3	4	5	7
Transports et communications	2	4	5	7
Statistiques	0	1	1	2
Démographie	—	—	1	1
Développement communautaire	—	—	1	1
	<u>72</u>	<u>105</u>	<u>135</u>	<u>160</u>

* Non compris sept projets qui ont été annulés avant la phase opérationnelle ou avant leur achèvement.

On trouvera ci-après la répartition de ces projets par région géographique, de 1964 à 1967.

RÉGION GÉOGRAPHIQUE	Nombre total de projets approuvés			
	31 décembre 1964	31 décembre 1965*	31 décembre 1966*	31 décembre 1967*
Amérique latine	19	32	40	46
Asie et Extrême-Orient	25	31	38	41
Europe	3	5	8	10
Moyen-Orient	5	8	10	12
Afrique	20	29	39	51
	<u>72</u>	<u>105</u>	<u>135</u>	<u>160</u>

* Non compris sept projets qui ont été annulés avant la phase opérationnelle ou avant leur achèvement.

On trouvera des renseignements plus détaillés sur ces projets plus loin dans le présent chapitre et sous les rubriques appropriées du chapitre VIII, intitulé "Questions économiques et sociales".

C. — Evaluation des programmes

Conformément à la résolution 1151 (XLI) du Conseil économique et social, le Secrétaire général a présenté au Conseil, à la quarante-troisième session, un rapport sur l'évaluation des programmes de coopération technique.

En ce qui concerne le Groupe d'étude interinstitutions qui avait été créé par le CAC pour examiner les rapports des équipes d'évaluation et proposer les mesures pratiques de nature à rendre plus efficace le fonctionnement des programmes de coopération technique, et qui avait été approuvé par le Conseil économique et social dans

sa résolution 1151 (XLI), le Secrétaire général a appelé l'attention du Conseil sur les conclusions du Groupe qui figuraient dans le trente-troisième rapport du CAC.

Pour ce qui est de l'étude des aspects des rapports des équipes d'évaluation qui intéressent les activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies elle-même, le Secrétaire général a fait savoir au Conseil que l'ONU s'employait à regrouper au sein du Service de la coopération technique la Direction des opérations d'assistance technique (DOAT) et la Direction des opérations du Fonds spécial (DOFS). Ce faisant, l'ONU cherchait à améliorer l'efficacité de ses programmes de coopération technique par une refonte de ses services administratifs et l'élaboration de méthodes plus précises pour la programmation et l'exécution des projets. Dès que les modalités auraient été arrêtées, le Secrétaire général en informerait le Conseil.

Conformément à la résolution 1151 (XLI) du Conseil économique et social, le Secrétaire général, en collaboration avec le Directeur du Programme et en consultation avec les chefs des institutions spécialisées et de l'AIEA, prend des dispositions pour mettre sur pied un nombre limité de nouvelles missions pilotes d'évaluation. Le Gouvernement de l'Equateur a accepté de recevoir une mission de ce genre au cours de l'été de 1967 et une deuxième mission sera envoyée au cours du dernier trimestre de 1967, probablement en Iran.

En ce qui concerne la mise au point de méthodes et de techniques d'évaluation, un projet de recherche a été entrepris sous les auspices de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies. En outre, le Directeur général de l'Institut a l'intention de réunir un petit groupe d'experts chargés d'aider à mettre au point des méthodes et techniques améliorées pour l'évaluation des projets, l'évaluation par secteur et l'évaluation de l'incidence globale des programmes combinés de coopération technique des organismes des Nations Unies. Cette activité devrait faciliter les efforts qu'effectuent non seulement les organismes des Nations Unies mais également les gouvernements pour consolider leurs propres méthodes d'évaluation.

D. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance

L'un des principaux sujets qui ont été discutés par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance à sa session annuelle de juin 1967, a été la question de la stratégie, des critères et des priorités à appliquer pour l'utilisation optimale de l'assistance du FISE. Comme il est indiqué dans le rapport du Conseil d'administration au Conseil économique et social à sa quarante-troisième session, les discussions, qui étaient fondées sur un rapport rédigé par le Directeur général sur la politique d'assistance du FISE, ont fait ressortir qu'il est nécessaire d'adapter la politique du FISE aux possibilités nouvelles qui existent pour assurer aux enfants la protection dont ils ont besoin en tant que groupe vulnérable et pour les préparer à contribuer au progrès des sociétés auxquelles ils appartiennent.

Pour le Conseil d'administration, il est de toute évidence extrêmement urgent de se préoccuper de la situation des enfants des pays en voie de développement. On s'est accordé à reconnaître que la meilleure manière de promouvoir les fins humanitaires du FISE consistait à adopter une politique d'assistance qui non seulement serve à améliorer les soins apportés aux enfants mais contribue également au développement économique et social à long terme des pays dans lesquels ils vivent.

Dans l'ensemble, les gouvernements des pays en voie de développement consacraient une part importante de leur budget aux programmes destinés à aider les enfants et les jeunes; cependant, les ressources nationales faisant défaut, dans la plupart des cas, il n'était pas possible de créer des services nationaux dans un avenir proche. Toutefois, des progrès pouvaient être accomplis si la famille, la collectivité et les pouvoirs publics locaux étaient aidés et stimulés et si les ressources humaines et matérielles existantes étaient utilisées plus efficacement. L'aide extérieure revêtait souvent une importance décisive dans ce processus.

Etant donné que les besoins des pays en voie de développement varient selon les périodes et même selon les régions à l'intérieur de chaque pays, le Conseil d'administration a reconnu que le FISE ne pouvait énoncer de priorités générales dans des domaines tels que la santé, l'éducation et la nutrition. Chaque gouvernement devait définir lui-même sa politique et ses priorités vis-à-vis de l'enfance compte tenu des circonstances qui lui étaient propres; toutefois, le FISE pouvait aider les gouvernements à élaborer cette politique ou fournir une aide pour des projets particuliers qui coïncident, dans toute la mesure du possible, avec un sérieux effort de développement.

On s'est accordé à reconnaître que le FISE devrait encourager, dans chaque pays, un très petit nombre de projets de plus grande envergure qui aient une importance soit dans l'immédiat soit dans l'avenir et qui soient adaptés aux besoins prioritaires et à la capacité d'absorption du pays; on a également reconnu que pour en assurer le succès, le FISE devait prêter un appui à ces projets pendant une période suffisamment longue.

On a souligné la nécessité d'introduire des innovations dans les programmes, de trouver de nouvelles méthodes de formation et des formules nouvelles pour résoudre les problèmes et d'accorder une plus grande importance à la possibilité d'obtenir une aide locale gouvernementale et bénévole. Il y avait également lieu de se préoccuper de trouver un moyen efficace d'accorder une "assistance spéciale" plus généreuse aux pays les plus pauvres et d'atteindre les enfants dans les zones arriérées et désavantagées de chaque pays assisté.

Le FISE devait utiliser ses ressources de façon à produire l'effet de multiplicateur maximum. Il devait continuer à jouer un rôle de catalyseur en aidant des projets pilotes ou des projets de démarrage qui pouvaient ensuite attirer de nouvelles ressources provenant de l'intérieur du pays bénéficiaire et d'autres sources d'aide extérieure. C'est dans ce contexte, estimait le Conseil, que devaient s'intensifier les efforts du FISE visant à encourager une augmentation du volume de l'aide extérieure — provenant de sources tant publiques que privées — destinée aux programmes de développement social en faveur des enfants, par l'intermédiaire soit du FISE, soit d'autres institutions.

En 1967, plus de la moitié des allocations du FISE au titre des programmes — 20 millions de dollars — a été affectée à des projets concernant la santé. La plus grande partie de ces allocations (14,1 millions de dollars) est allée aux services de santé de base dont les services d'hygiène maternelle et infantile représentent l'élément principal. A sa session de juin 1967, le Conseil d'administration a examiné l'évaluation de l'assistance fournie par l'OMS et le FISE aux services d'hygiène maternelle et infantile pendant la période 1960-1964. Les conclusions évidentes qui se dégagent de cette évaluation — laquelle avait été d'abord examinée par le Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires — étaient que cette

aide avait contribué aux progrès sensibles enregistrés en quantité et en qualité. Un certain nombre de recommandations que le Conseil d'administration a entérinées ont été faites en vue d'accélérer ces progrès. Le Conseil d'administration a manifesté son souci devant le nombre par trop restreint des mères et des enfants qui bénéficiaient des programmes d'hygiène maternelle et infantile et devant la qualité souvent médiocre des services qu'ils recevaient. Il fallait non seulement continuer à appliquer les méthodes classiques mais encore faire preuve d'une souplesse et d'une imagination plus grandes pour atteindre les mères et les enfants des villages; il convenait aussi de rechercher de nouvelles méthodes réalistes pour former du personnel paramédical et en particulier des auxiliaires et de s'assurer la participation de notabilités des collectivités rurales et de les préparer à jouer un rôle actif pour promouvoir l'hygiène de la communauté.

Le Conseil d'administration a reconnu que le FISE pouvait fournir une assistance en matière de planification familiale, celle-ci étant considérée comme faisant partie intégrante de la protection de la mère et de l'enfant au sens le plus large. Ce faisant, le Conseil d'administration a approuvé les recommandations du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires qui précisaient la position de l'OMS en matière de planification familiale et la mesure dans laquelle l'OMS était préparée à donner des conseils tant au FISE qu'aux gouvernements sur leur demande.

En 1967, les allocations du FISE au titre des programmes de lutte contre les maladies, notamment le paludisme, la tuberculose, le pian, le trachome et la lèpre, s'élèvent à près de 6 millions de dollars. Plus des deux tiers de cette somme sont destinés à l'éradication du paludisme dont les campagnes ont duré beaucoup plus longtemps que prévu par suite, surtout, de problèmes de financement, d'organisation et de technique. En particulier dans les pays, où l'incidence du paludisme avait été considérablement réduite, les gouvernements commencent à se désintéresser de la question et ne veulent plus continuer d'investir les sommes considérables qui étaient nécessaires pour poursuivre les campagnes jusqu'au bout. Le Conseil d'administration a approuvé la recommandation du Comité mixte qui demandait à l'OMS et au FISE d'utiliser toute influence pour raviver l'intérêt des gouvernements des pays où cette situation apparaissait. Le Conseil d'administration a approuvé la conclusion du Comité, à savoir que si les pays ne fournissaient pas les fonds de contrepartie nécessaires à l'exécution du programme d'éradication du paludisme, les institutions internationales n'auraient plus intérêt à poursuivre leur assistance.

Les effets sur les enfants de la course entre l'accroissement de la population et celui des réserves alimentaires — course que l'on est en train de perdre dans de nombreuses régions du monde — ont été au premier plan des préoccupations du Conseil d'administration pendant toutes ses délibérations. En 1967, les crédits affectés à la nutrition se sont élevés au total à 5 millions de dollars, soit 12,8 p. 100 seulement de toutes les allocations au titre du programme. Devant cette situation, il était particulièrement urgent que le Conseil étudie quels seraient les moyens d'action les plus efficaces du FISE en matière de nutrition. C'est dans ce contexte que le Conseil a examiné un rapport sur l'état des travaux en ce qui concerne la mise au point d'aliments riches en protéines et l'évaluation du programme d'assistance en matière de nutrition appliquée.

Le Conseil d'administration a noté que, depuis plusieurs années, la FAO, l'OMS et le FISE

s'employaient de concert à mettre au point des concentrés protéiniques et des préparations alimentaires riches en protéines destinés notamment aux nourrissons au moment du sevrage et aux enfants d'âge préscolaire des régions urbaines et périurbaines où pouvant être produits localement à peu de frais. Récemment, ces organisations avaient participé à certains aspects des travaux du Comité consultatif des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique au développement. Les ressources bien plus importantes dont on avait besoin pourraient devenir disponibles si l'Assemblée générale approuvait les recommandations du Comité consultatif.

Le Conseil d'administration a reconnu qu'avant de fournir le matériel nécessaire pour traiter la production locale le FISE devrait, à l'avenir, accorder une importance accrue à l'acceptabilité des mélanges alimentaires et à la possibilité d'étendre le marché pour que le projet soit économiquement viable.

En 1967, plus des deux tiers des allocations faites par le FISE en matière de nutrition ont été destinés à des projets de nutrition appliquée à l'intention de la famille rurale, notamment pour améliorer le régime alimentaire des mères et des enfants, combinant la formation et l'éducation nutritionnelles avec la production et la consommation de divers aliments de protection. Le Conseil a examiné une évaluation de l'assistance fournie au titre des projets de nutrition appliquée par le FISE, la FAO et l'OMS. Les principales conclusions de cette évaluation — qui ont d'abord été examinées par le Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires et le Comité mixte FAO/FISE des directives — étaient que les idées fondamentales sur lesquelles reposait le programme de nutrition appliquée étaient rationnelles, que les projets avaient fait beaucoup mieux comprendre, à tous les échelons du gouvernement, que les problèmes de nutrition et d'alimentation étaient des problèmes complexes et à long terme et avaient montré les mesures à prendre pour les atténuer; qu'ils avaient éveillé un intérêt qui n'existait pas auparavant et avaient incité les pays à soutenir l'action entreprise dans le domaine de la nutrition; qu'ils s'étaient révélés capables d'engendrer une action nationale soutenue en vue de résoudre les problèmes de nutrition; et qu'ils avaient eu pour effet d'augmenter considérablement le nombre des personnes qui avaient reçu une formation et qui s'occupaient des divers aspects de l'alimentation et de la nutrition. On s'est accordé à reconnaître qu'il fallait une plus grande souplesse pour pouvoir mieux adapter les projets aux conditions locales; qu'il importait de rechercher de nouvelles formes d'action adaptées aux conditions urbaines; qu'il y avait lieu notamment d'aider les pays à prendre la relève des activités et à les développer à mesure que diminuait le volume de l'assistance internationale; qu'il fallait procéder à des échanges de personnel entre les pays à des fins de formation; et enfin que les institutions internationales devaient entreprendre, pays par pays, un examen général des projets qui n'étaient pas mentionnés dans l'évaluation, en se servant dans toute la mesure du possible du personnel existant.

Bien que le FISE, en collaboration avec l'UNESCO et l'OIT, n'eût commencé qu'en 1961 à prêter une aide aux projets d'enseignement et de formation professionnelle, ces projets constituaient actuellement, après les services de santé de base, un des principaux domaines de l'assistance du FISE. En 1967, le montant total des allocations a été de 9,3 millions de dollars, c'est-à-dire plus du double des crédits approuvés en 1966, et représentait 23,9 p. 100 du total des allocations pour le

programme. Cela reflétait les efforts considérables que faisaient les pays en voie de développement pour élever le niveau d'instruction de leur population, pour resserrer les liens entre l'école et la vie et pour réduire les déchets scolaires. L'assistance du FISE a porté avant tout sur la formation des enseignants et l'amélioration de la supervision. Vers la fin de 1966, quelque 55 000 maîtres, inspecteurs et autres membres du corps enseignant avaient reçu une formation; ce nombre augmenterait considérablement à mesure que les projets produiraient plus complètement leurs effets. Les projets assistés par le FISE reflétaient également le souci qu'avaient les pays d'accorder une plus large place à l'enseignement, au niveau des écoles primaires, des rudiments des sciences, à l'importation de compétences pratiques et à l'éducation en matière de santé et de nutrition. Une pénurie grave de manuels pour les enseignants, d'auxiliaires pédagogiques et de livres de classe avait sérieusement fait obstacle à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et, dans nombre de pays, c'était là une des causes principales du taux élevé d'abandons scolaires. L'aide du FISE à cet aspect essentiel de l'enseignement avait été accrue; sur les allocations approuvées en 1967, plus de 3 millions de dollars étaient destinés aux fournitures scolaires, papier, encre, impression, et autres types d'aide à la production locale de manuels pour les enseignants et de livres de classe.

Le Conseil d'administration s'est montré particulièrement inquiet du sort des enfants qui ne fréquentaient pas l'école, tant de ceux qui n'y étaient jamais allés que de ceux qui l'avaient abandonnée trop tôt pour pouvoir retenir ce qu'ils y avaient appris. Dans nombre de pays, il s'agissait de plus de la moitié des enfants d'âge scolaire, dont un pourcentage élevé vivait dans des zones rurales à économie de subsistance. C'était manifestement là un problème qui exigerait à l'avenir une attention bien plus grande de la part du FISE et d'autres organismes des Nations Unies.

En 1967, le Conseil d'administration a alloué 2,1 millions de dollars, soit 5,3 p. 100 de toutes les allocations au titre du programme, pour des projets de protection de la famille et de l'enfance. On a surtout mis l'accent sur la formation des cadres et des agents auxiliaires. Simultanément, l'aide fournie à 17 écoles de service social permettait de former des cadres et de définir, compte tenu des besoins locaux, le type de services de protection sociale requis. Parmi les nouvelles tendances qui s'étaient fait jour dans les projets de protection sociale, on a noté une attention accrue prêtée aux garderies d'enfants, notamment aux méthodes expérimentales pour répondre aux besoins des jeunes enfants, à l'emploi de centres communautaires, au développement de clubs de la jeunesse rurale et autres activités en faveur des jeunes.

Le Conseil d'administration était saisi d'une évaluation préliminaire des résultats des conférences régionales tenues en Amérique latine, en novembre et décembre 1965, et en Asie, en mars 1966, sur la planification en faveur de l'enfance et de la jeunesse dans le développement national. Les deux conférences ont été organisées conjointement par le FISE, les commissions économiques régionales et les instituts de développement régionaux, avec la coopération de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Les activités entreprises pour donner suite aux conférences régionales avaient pris divers aspects: formation, nouvelles études, amélioration des statistiques, consultations, conférences nationales et publications. On a souligné un point essentiel, à savoir combien il importait d'envisager

les problèmes de l'enfance, non seulement en fonction des secteurs tels que la santé, la nutrition et l'enseignement, mais aussi en partant des besoins spécifiques de l'enfance dans divers groupes socio-économiques et différentes zones géographiques du pays et de mettre au point des programmes adaptés à ces besoins qui se complètent et se renforcent mutuellement.

Le Conseil d'administration a examiné les progrès accomplis pour atteindre les jeunes enfants d'un à six ans. Dans plusieurs pays, on avait augmenté le nombre de garderies; on s'efforçait d'atteindre un plus grand nombre de jeunes enfants grâce aux centres d'hygiène maternelle et infantile, aux activités de développement communautaire et aux programmes de nutrition appliquée ainsi qu'à la mise au point d'aliments riches en protéines produits localement. On a constaté une prise de conscience accrue de la nécessité de faire une plus large place au jeune enfant dans la formation des agents sanitaires, des nutritionnistes et des enseignants. Diverses conférences et divers cycles d'études internationaux et interpays semblaient avoir amené certains administrateurs, planificateurs et experts à prendre, dans le cadre des programmes normaux portant sur la nutrition, la santé, l'enseignement et les services de protection sociale, des mesures qui permettent d'atteindre les jeunes enfants, notamment en faisant prendre conscience aux mères de l'importance primordiale de cette période et en leur indiquant les mesures à prendre dans la pratique pour faire face aux besoins de leurs enfants. Néanmoins, en général, les progrès réalisés dans l'amélioration de la situation du jeune enfant étaient très lents et il importait de déployer à l'avenir des efforts beaucoup plus considérables dans ce domaine.

L'une des principales caractéristiques de la plupart des projets pour lesquels le FISE fournissait une aide était la formation de personnel dans le pays même, ce qui témoignait de la priorité élevée que les gouvernements accordaient aux programmes renforçant les moyens nationaux de formation. A la fin de 1966, le FISE avait fourni du matériel, des indemnités de subsistance et d'autres types d'aide pour la formation de plus de 220 000 travailleurs devant être affectés à l'exécution des programmes en faveur de l'enfance. En 1967, près de 11,3 millions de dollars, soit 29 p. 100 des allocations au titre du programme ont été consacrés à la formation. On a accordé un rang élevé de priorité à la formation d'agents des niveaux intermédiaires et d'agents auxiliaires mais on a formé également le personnel de direction et de supervision qui pouvait être nécessaire pour réaliser certains objectifs clefs des programmes.

Tout en réaffirmant le point de vue selon lequel la majeure partie des ressources du FISE devait être consacrée aux programmes à long terme, le Conseil d'administration a reconnu que le FISE devait être attentif aux besoins en secours d'urgence et y répondre. Vers la fin de 1966 et au début de 1967, le Conseil d'administration a approuvé, par un vote par correspondance, des allocations s'élevant à 2,5 millions de dollars destinées aux enfants et aux mères touchés par la sécheresse en Inde. A sa session de juin 1967, le Conseil a prié le Directeur général d'étudier les moyens grâce auxquels l'aide du FISE pourrait être étendue, avec l'aide des organisations de la Croix-Rouge, aux situations d'urgence dans les deux parties du Viet-Nam. Le Conseil a également décidé de venir en aide aux enfants et aux mères victimes des opérations militaires au Moyen-Orient. A cette fin, il a recommandé une allocation de 200 000 dollars pour la Jordanie et a autorisé le Directeur général à dépenser, le cas échéant,

un montant supplémentaire pouvant aller jusqu'à 300 000 dollars dans une partie quelconque de la région. Au cas où la situation d'urgence le justifiait, le Directeur général recommanderait des allocations supplémentaires au Conseil d'administration dans le cadre d'une consultation par correspondance, ce qui porterait à 1 million de dollars environ la participation du FISE pour les secours d'urgence et éventuellement pour le rétablissement des services essentiels en faveur de la mère et de l'enfant au Moyen-Orient.

En 1967, les allocations approuvées par le Conseil se sont élevées à 50,4 millions de dollars et les engagements à 55,9 millions de dollars. C'était là le montant le plus élevé jamais atteint par les allocations annuelles du FISE depuis l'époque de ses grands programmes de secours d'urgence et cela a été faisable en prélevant sur certaines réserves conformément à la demande du Conseil d'utiliser plus rapidement les fonds du FISE. En 1966, les recettes du FISE s'étaient élevées à 35,2 millions de dollars. Plus de 75 p. 100 de ces recettes, soit 26,6 millions de dollars, étaient constitués par les contributions de 119 gouvernements et 20 p. 100 environ, soit 6,9 millions de dollars par des contributions provenant de sources privées et des bénéfices du Fonds des cartes de vœux, le reste des recettes provenant de sources diverses. On prévoyait une augmentation annuelle des recettes d'environ 5 millions de dollars pour 1967 et 1968, imputable notamment à des contributions spéciales qui ne sauraient avoir lieu qu'une fois. De toute évidence, le plafond des allocations fixé à 50 millions de dollars ne pouvait être maintenu que grâce à un soutien financier accru de la part des gouvernements et des organismes privés et à condition que l'objectif de 50 millions de dollars pour les recettes annuelles soit atteint à la fin de 1969.

E. — Institut de formation et de recherche des Nations Unies

La deuxième année de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies a été marquée par une expansion rapide et une activité accrue. L'intérêt porté à l'Institut a grandi à mesure que ses programmes devenaient plus concrets et que l'on voyait mieux le rôle utile qu'il pouvait jouer pour promouvoir les objectifs des Nations Unies dans les principaux domaines de ses activités. Lors de sa quarante et unième session, qui a eu lieu à Genève du 5 juillet au 5 août 1966, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1138 (XLI) à l'unanimité. Dans cette résolution il accueillait avec satisfaction les progrès réalisés jusque-là par l'Institut dans l'organisation et la planification de son travail, conformément aux décisions de son Conseil d'administration. Toujours dans cette résolution, le Conseil formulait l'espoir que les institutions des Nations Unies utiliseraient au maximum, dans la mesure où cela serait indiqué et possible, les moyens dont disposait l'Institut et aideraient l'Institut dans l'exécution de ses programmes d'activité. Au cours des discussions du Conseil, de nombreux orateurs ont souligné le rôle que l'Institut pouvait jouer pour augmenter l'efficacité des Nations Unies. En ce qui concerne la formation, plusieurs représentants ont accueilli avec satisfaction le transfert de certains programmes de formation du Secrétariat des Nations Unies à l'Institut ainsi que les efforts en vue d'évaluer ces programmes et les réorienter. S'agissant de la recherche, de nombreux représentants ont souligné qu'il était utile de réorienter la recherche de l'UNITAR vers une action liée à des problèmes concrets dans différents domaines. Les activités de recherche de

l'Institut devaient être rattachées aux besoins essentiels du Secrétariat des Nations Unies et concerner principalement l'efficacité de l'ensemble des Nations Unies.

A sa quatrième session qui a eu lieu à New York du 14 au 15 septembre 1966, le Conseil d'administration, sous la présidence de M. Kenneth Younger (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) a examiné le rapport et les propositions présentés par le Directeur général, M. Gabriel d'Arboussier, sur le Programme pour 1967. Le Conseil était également saisi des recommandations formulées par le Comité administratif et financier du Conseil à sa première session, tenue à New York du 22 au 23 juin 1966. Sur la base de ces rapports, propositions et recommandations, le Conseil d'administration de l'Institut s'est déclaré satisfait du programme qui constituait, à son avis, un cadre satisfaisant pour la recherche et en a félicité le Directeur général et le Directeur de la recherche. Le Conseil a approuvé les considérations de base que le Directeur général présentait comme facteur déterminant du programme de recherche de l'Institut. Ces considérations de base se sont trouvées reflétées dans l'accent placé sur les études touchant l'efficacité, les techniques et les mécanismes des Nations Unies et dans la priorité élevée accordée aux besoins des pays en voie de développement, en particulier en ce qui concerne les problèmes requérant l'attention et l'intervention des Nations Unies. Le Conseil d'administration a également noté que les projets de recherche devaient être généralement orientés de façon à guider les travaux futurs et à répondre aux besoins "d'analyses, d'évaluation et de plan d'opérations" que le Secrétaire général avait mentionnés dans sa note de février 1964. Lors de sa quatrième session, le Conseil a également affirmé qu'en évaluant son rôle en tant qu'organe de recherche des Nations Unies, l'Institut devrait s'efforcer non seulement de combler les lacunes qui demeurent dans le domaine de la recherche et que les services et les moyens actuels des Nations Unies ne suffisent pas à combler, mais qu'il devrait également être prêt à entreprendre une action dans des domaines de son choix qui relèvent de son mandat.

En outre, le Conseil a décidé que des modifications pourraient être apportées, au stade de l'exécution, aux principaux domaines de recherches et aux études spécifiques qu'ils comportent, en fonction des ressources en personnel et en experts, des ressources financières et de l'évolution des besoins de l'Organisation mondiale, ainsi que d'autres facteurs influant sur les possibilités de réalisation. Conformément aux considérations de base qui déterminent le programme de recherche de l'Institut, le Conseil d'administration a émis l'opinion que l'Institut pourrait non seulement entreprendre et diriger les travaux relatifs à des études spécifiques, mais qu'il pourrait également seconder les efforts que comptent entreprendre ou qu'entreprennent actuellement d'autres organismes des Nations Unies dans le domaine de la recherche. Le programme de recherche avait été entrepris après consultation avec le Secrétaire général, qui s'était assuré que ce programme ne faisait pas double emploi avec des activités de recherche déjà effectuées par le Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil d'administration a émis l'opinion que parmi les méthodes et les procédures variées par lesquelles l'Institut pourrait aborder son programme de recherche, l'organisation de cycles d'études et de colloques pourrait contribuer considérablement à encourager les recherches futures, en créant un courant d'échanges et de connaissances.

Le programme de recherche de l'Institut comprend plusieurs études ayant trait principalement aux structures, aux méthodes et au fonctionnement des organismes des Nations Unies. Dans ce domaine, des travaux ont déjà commencé en ce qui concerne les projets suivants: relations entre les organismes des Nations Unies et les organisations régionales intergouvernementales; évaluation des effets de l'assistance technique des Nations Unies; planification, programmation et systèmes budgétaires en ce qui concerne les activités économiques et sociales de l'ONU; expérience de l'ONU touchant les plébiscites et les élections; recherche sur l'utilisation par les moyens de communication de masses, d'information publique touchant les Nations Unies et les problèmes de l'Organisation mondiale; acceptation et application plus grande des traités multilatéraux; et étude des problèmes communs des instituts de planification, de formation et de recherche à l'intérieur du système des Nations Unies.

Plusieurs autres projets de recherche portent sur des problèmes rencontrés par des Etats Membres, en particulier les pays en voie de développement et de modernisation. Parmi ce type de projets de recherche on peut citer: un projet sur le statut et les problèmes des très petits Etats et territoires; et une analyse comparative des mesures prises pour lutter contre la discrimination raciale; une étude de l'exode des cadres techniques des pays en voie de développement vers les pays à revenus élevés; une étude sur le transfert des connaissances techniques aux pays en voie de développement; et des travaux de recherche sur les méthodes et les techniques nouvelles de formation.

Dans son rapport à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, le Directeur général a parlé de certaines des méthodes et techniques d'enquête qui selon lui convenaient au programme de recherche. Pour certains sujets, les monographies et l'analyse historique seront le plus indiqué. Pour d'autres sujets — ou pour compléter les méthodes traditionnelles — on envisage de faire appel aux méthodes d'enquêtes mises au point au cours des dernières années, notamment dans les sciences du comportement. Celles-ci comprennent les techniques spécialisées d'observation et de mesure du comportement social, économique et politique, les notions et procédés nouveaux de l'analyse fonctionnelle et structurelle des organisations, les méthodes d'analyse du contenu, le traitement électronique des données, la restitution des renseignements et l'utilisation de modèles. En utilisant ces méthodes, l'Institut espère non seulement profiter des progrès récents accomplis dans les méthodes scientifiques, mais aussi encourager les centres de recherche qui n'appartiennent pas aux Nations Unies, à entreprendre des études scientifiques plus poussées sur les problèmes qui intéressent l'Organisation.

Dans sa déclaration à la Deuxième Commission, lors de la vingt et unième session de l'Assemblée, le Directeur général de l'Institut a insisté sur les rapports qui existent entre le programme de recherche et les courants ainsi que les événements, non seulement à l'intérieur du système des Nations Unies mais aussi en dehors. Il a également déclaré que les rapports entre les deux principales fonctions de l'Institut, la formation et la recherche étaient de nature organique. Ces fonctions s'entraident mutuellement, non seulement — par exemple — par la recherche de nouvelles méthodes et techniques de formation, mais aussi par la nécessité de constante adaptation des types de formation, qui provient du fait que les besoins, dans le processus du développement, sont en perpétuel changement.

Le Directeur général a présenté au Conseil, à sa quatrième session, un rapport sur la continuation, avec certaines modifications, des trois programmes de formation qui ont été transférés du Secrétariat de l'ONU à l'Institut au début de 1966: le programme de formation à l'intention des fonctionnaires des affaires étrangères; le stage de formation de groupe en matière de techniques et de procédures d'assistance technique; et le stage de formation en matière de financement du développement économique. En outre, le Directeur général a exposé au Conseil le contenu des deux nouveaux programmes entrepris en 1966 par l'Institut: le cycle d'études sur les principaux problèmes relatifs à l'assistance technique des Nations Unies; et le stage de formation de groupe à l'intention des représentants résidents adjoints. Le Conseil d'administration s'est déclaré heureux de voir le Directeur général mettre l'accent, à propos de la réorientation des programmes de formation actuels, sur la régionalisation progressive de certaines activités, sur l'importance des activités de formation centralisée qui doivent être développées afin de répondre aux besoins des fonctionnaires des cadres supérieurs et sur la relation empirique entre la formation et le travail pratique.

Sur la base de ces décisions, le Directeur général a fait savoir à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, que la réorientation des "anciens" programmes de formation visait à établir une distinction entre la formation et l'enseignement, à décentraliser une partie de la formation grâce à des instituts régionaux ou à des cycles d'études, à collaborer avec des établissements de formation régionaux et locaux, à mettre l'accent sur les besoins des fonctionnaires des cadres supérieurs en matière d'activités de formation centralisée, à faire en sorte que l'Institut soit mieux à même d'aider les autres organismes des Nations Unies et les institutions gouvernementales et non gouvernementales à organiser une formation cadrant avec les principes, objectifs et fonctions des organismes des Nations Unies, à utiliser d'autres modes de formation, par exemple des tables rondes, et à réduire les dépenses que ces programmes de formation entraînent pour l'Institut.

Des détails sur les cinq programmes de formation de l'Institut qui ont été organisés en 1966 et poursuivis en 1967 sont donnés ci-après: le programme de formation à l'intention des fonctionnaires des affaires étrangères institué en 1962, comprend des cours dans les matières dont tous les fonctionnaires des affaires étrangères doivent avoir des notions approfondies. Il offre également la possibilité d'observer les organes de l'ONU et les institutions spécialisées et de se rendre dans les ministères des affaires étrangères de certains pays d'Europe orientale et occidentale pour en étudier le fonctionnement. En 1967, le cours de formation de base était donné à Genève, mais les visites dans les organismes des Nations Unies situés de ce côté de l'Atlantique, contrairement aux années antérieures, ont été supprimées. De 1962 au milieu de 1967, 125 fonctionnaires de près de 40 pays ont bénéficié de ce programme. Outre ce programme de base, l'Institut organise pour des fonctionnaires de grades plus élevés des cours spécialisés dans des domaines tels que le droit international, l'économie internationale et les organisations internationales, dans des établissements et universités nationaux et régionaux, par exemple, les cours donnés à l'Université des Antilles à la Trinité, les cycles d'études organisés à Dar es-Salam, sous les auspices des Nations Unies et de l'UNESCO, le cycle d'études de Manille patronné par l'Organisation régionale orientale pour

l'administration publique, et les cours donnés à l'Académie de droit international de La Haye.

Dans le cadre du stage de formation en matière de financement du développement économique, qui a été institué pour aider les fonctionnaires de pays en voie de développement à approfondir leurs connaissances de la structure et du fonctionnement des organismes et des institutions publics et privés qui fournissent une aide financière et des capitaux d'investissement destinés aux pays en voie de développement, 79 fonctionnaires de 42 pays ont reçu une formation depuis le début du programme, en 1963.

Le stage de formation de groupe en matière de techniques et de procédures d'assistance technique qui existe depuis 1963, vise à donner aux fonctionnaires des pays bénéficiaires une meilleure compréhension des pratiques et des procédures de l'assistance technique des Nations Unies et à établir aussi des rapports de travail très efficaces et plus harmonieux entre le personnel local du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le personnel national de contrepartie. Cent quarante-six fonctionnaires appartenant à près de 80 pays ont bénéficié de cette formation qui comprend des visites au Siège de l'Organisation des Nations Unies et aux sièges des institutions spécialisées. Chaque participant a également l'occasion de visiter la Commission économique régionale s'occupant de sa région. Les méthodes de formation utilisées pour ce programme ont été modifiées en 1967 avec l'introduction d'un "Manuel de l'assistance technique des Nations Unies" publié par l'Institut au début de 1967 et distribué aux participants avant le commencement du programme. Cela a permis de supprimer un certain nombre de réunions d'information et de faire une place plus large à la discussion de problèmes spécifiques touchant la coordination de l'assistance technique au niveau national.

Le cycle d'études sur les principaux problèmes relatifs à l'assistance technique des Nations Unies, qui a commencé en 1966, est financé entièrement par l'Institut; il est destiné à renforcer l'efficacité de l'assistance technique des Nations Unies en permettant aux deux parties — les Nations Unies et les gouvernements bénéficiaires — d'arriver à mieux comprendre leurs problèmes et leurs points de vue respectifs.

Le stage de formation de groupe à l'intention des représentants résidents adjoints a commencé en 1966. Il est organisé par l'Institut en collaboration avec le PNUD et bénéficie de la participation financière de ce dernier. Outre une étude pratique intensive du travail effectué dans tous les secteurs du PNUD, les cours comprennent des conférences et des cycles d'études sur les divers aspects de la planification du développement économique; ils sont organisés au Siège de l'ONU dans certains centres universitaires.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a approuvé à l'unanimité les programmes de l'Institut, non seulement les programmes ayant trait à la recherche et à la formation mais également le premier programme de bourses Adlai E. Stevenson. Dans sa résolution 2187 (XXI) du 13 décembre 1966, l'Assemblée, reconnaissant l'importance du rôle que peut jouer l'Institut pour aider les organismes des Nations Unies grâce à ses divers programmes et activités, a fait sienne la résolution 1138 (XLI) du Conseil économique et social, a constaté avec satisfaction les progrès réalisés par l'Institut et a exprimé ses remerciements aux gouvernements, aux institutions privées et aux particuliers qui ont déjà apporté ou annoncé des contributions finan-

cières à l'Institut. L'Assemblée a également adopté la résolution 2204 (XXI) du 16 décembre 1966, dans laquelle elle exprime ses remerciements à l'Institut pour les activités qu'il mène dans le domaine du droit international et formule l'espoir qu'il poursuivra ces activités et, si possible, qu'il les étendra.

Lors de la cinquième session du Conseil, qui a eu lieu à New York, les 29 et 30 mars 1967, M. Kenneth Younger (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) a été réélu président et M. C. D. Deshmukh (Inde), vice-président, pour un mandat de trois ans prenant fin le 14 mars 1970. Cette date marque la fin du mandat actuel du Conseil d'administration.

En ce qui concerne le mandat du Conseil d'administration, le Secrétaire général a consulté le Conseil au sujet de l'amendement de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article III du Statut de l'Institut afin de porter le mandat des membres du Conseil à trois ans (au lieu de deux). Le Conseil a accepté cet amendement à l'unanimité.

S'adressant au Conseil à sa cinquième session, le Secrétaire général a souligné qu'il conviendrait qu'il ne perde pas de vue, en établissant son programme de travail, les quatre causes principales de tension internationale, à savoir les différences d'idéologie politique, les disparités dans la situation économique, le colonialisme et ses séquelles et les différences de race et de couleur.

A sa cinquième session, le Conseil a été saisi, non seulement du rapport et des propositions du Directeur général concernant les programmes de formation, de recherche et autres activités présentes et futures, mais également des recommandations formulées par son Comité administratif financier dont la deuxième session a eu lieu le 3 janvier 1967 à New York.

Le Directeur général a informé le Conseil de son intention de modifier à nouveau la forme actuelle du programme de formation à l'intention des fonctionnaires des affaires étrangères ainsi que du stage de formation de groupe en matière de techniques et de procédures d'assistance technique. Le Directeur général, en consultation avec les ministres des affaires étrangères des Etats Membres, le Secréariat de l'ONU, le PNUD, les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et les directeurs des instituts régionaux de planification du développement, prépare actuellement ces deux programmes de formation à l'intention des fonctionnaires de rang intermédiaire et des fonctionnaires nationaux au niveau de l'exécution, qui seront organisés dans des centres régionaux.

Le Conseil d'administration a également pris note de la part prise par le Directeur général à l'Organisation d'un programme de formation spéciale en matière de travail en commission, de coordination des conférences et de documentation, destiné aux fonctionnaires de l'Organisation de l'unité africaine, qui a été organisé au début de 1967 par le Service des conférences et d'autres services du Secréariat de l'ONU. En ce qui concerne la question de la formation du personnel des organismes des Nations Unies, le Directeur général a fait savoir au Conseil que des propositions, élaborées en consultation avec le service du personnel de l'ONU, lui seraient soumises touchant ce que l'Institut peut faire en matière de formation du personnel des Nations Unies. En outre, l'Institut s'est mis en rapport avec les directeurs de tous les organismes des Nations Unies en vue d'une éventuelle collaboration dans le domaine de la formation et des possibilités de carrière du personnel

des organismes des Nations Unies. En conséquence, lors des réunions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui ont eu lieu en mars 1967, il a été convenu qu'un groupe de travail composé de représentants de toutes les institutions participantes serait organisé en collaboration avec l'Institut afin de faire rapport sur la situation présente et d'examiner les possibilités pour l'avenir. Cette réunion aura lieu à Genève en collaboration avec le secrétariat du Comité consultatif.

Le Conseil d'administration a approuvé toutes ces mesures, ainsi que la proposition du Directeur général relative à l'organisation à un échelon élevé d'un groupe d'études composé de représentants des Etats Membres auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui examinera certains problèmes internationaux, et l'organisation d'un cycle d'études destiné à permettre aux professeurs actuellement chargés de l'enseignement des langues au Secréariat de l'Organisation des Nations Unies, de se mettre au courant des progrès récemment accomplis dans ce domaine. Cette dernière activité sera entreprise en septembre 1967. En outre, le Conseil d'administration a insisté sur la nécessité de poursuivre les études et les recherches sur les besoins et les méthodes en matière de formation. Le programme de recherche de l'Institut comprend un projet sur les nouvelles méthodes et techniques de formation.

En ce qui concerne les activités de l'Institut dans le domaine de la recherche, le Directeur général a fait rapport au Conseil d'administration, à sa cinquième session, sur les progrès réalisés dans ce programme. Ce rapport avait trait à la collaboration avec des instituts universitaires et des organismes de recherche dans diverses régions du monde. A l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies, l'Institut a travaillé en étroite coopération avec les services intéressés du Secréariat et avec le PNUD. Le Directeur général a souligné l'utilité des études de l'Institut sur la structure, les procédés et le fonctionnement de l'Organisation, domaine d'étude qui est relativement négligé par les universités et les organes de recherche nationaux. En sélectionnant ses études sur la modernisation, l'Institut a cherché des sujets qui n'entrent pas dans les travaux des organes spécialisés, au sein des Nations Unies ou en dehors. Dans de nombreux domaines, les organes spécialisés s'occupent de recherches techniques, scientifiques ou économiques, mais laissent de côté les problèmes institutionnels, juridiques ou de procédure qui sont la résultante des progrès de la technique.

Le Directeur général a également rendu compte des limitations et des obstacles auxquels se heurte le programme de recherche. Parmi ces obstacles il faut citer en particulier la difficulté de se procurer les services de chercheurs qualifiés à l'esprit créateur ainsi que la limitation des ressources financières. Le budget actuel oblige à limiter les projets de recherche à des "études de bureau". Mais pour certains projets le travail exige des études sur place et des moyens qui permettent de rassembler des renseignements sur une grande échelle et de les interpréter. Il faut donc absolument trouver d'autres ressources pour certains projets, soit grâce à des subventions spéciales des gouvernements ou de source privée, telles que l'appui financier fourni par la Fondation Volkswagenwerk à l'analyse comparative des mesures contre la discrimination raciale, soit en s'assurant la collaboration des instituts nationaux dans les pays qui font l'objet de l'étude. Dans certains cas, l'Institut aura intérêt à

réunir des groupes et des colloques afin d'ouvrir de nouvelles voies à la recherche, et à organiser des rencontres entre savants et administrateurs, au cours desquelles ils pourront procéder à des échanges de vues. La participation active de fonctionnaires internationaux de rang élevé aux travaux de l'Institut semble devoir garantir un certain réalisme et pragmatisme, tandis que la collaboration entre savants et administrateurs de diverses disciplines promet d'ouvrir la voie à des solutions nouvelles à de nombreux problèmes de l'Organisation.

Le Conseil a émis un jugement généralement favorable sur le programme de recherche reconnaissant que la question du rôle et des fonctions des Nations Unies était liée au second pôle du programme, à savoir le processus de développement et de modernisation dans le monde entier. Le Conseil d'administration a approuvé les propositions du Directeur général relatives aux travaux de recherche futurs sur les problèmes de coopération et de réglementation internationale que suscitent les progrès rapides de la science et de la technique. Le Conseil a également approuvé le projet du Directeur général relatif à l'application aux organismes des Nations Unies des techniques de traitement et de restitution des données comportant l'emploi d'ordinateurs pour établir la documentation des Nations Unies. Il a approuvé la création d'un comité de la recherche composé de six de ses membres.

En janvier 1967, l'Institut a mené à bien le premier programme de bourses Adlai E. Stevenson, pour lequel le Gouvernement des Etats-Unis a versé 100 000 dollars. Neuf jeunes gens et jeunes femmes originaires des pays suivants ont été choisis: Argentine, Bolivie, Etats-Unis d'Amérique, Italie, Koweït, Libéria, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande et Yougoslavie. Les bourses, qui se montent chacune à près de 10 000 dollars et qui ont une durée de 10 mois, ont été attribuées par un comité de sélection constitué par le Directeur général. Ces boursiers sont en train d'exécuter des tâches diverses dans le cadre des programmes de l'Institut et correspondant à leurs sphères respectives d'intérêt sur le plan universitaire et professionnel.

L'Institut espère voir s'élargir la base de l'appui financier fourni à ses programmes de bourses grâce à des contributions provenant de diverses sources gouvernementales et non gouvernementales. En outre, le Directeur général a l'intention de diversifier les activités du programme de bourses en y ajoutant, chaque fois que cela sera possible, d'autres types de bourses, conformément au statut de l'Institut.

A sa quatrième session, le Conseil d'administration a adopté le projet de budget pour l'exercice 1967 préparé par le Directeur général et s'élevant à 1 216 300 dollars. Plus tard, lors de sa cinquième session, le Conseil a noté que le montant des dépenses prévues avait été ramené de 1 216 300 dollars à 1 209 000 dollars. Toutefois, par la suite, il a décidé de porter ce montant de 1 209 000 à 1 227 000 dollars au total. Cette augmentation doit permettre de couvrir les dépenses qu'entraîneront la réunion à Genève, en juillet 1967, du Comité de la recherche du Conseil d'administration et l'organisation d'une nouvelle session du Conseil d'administration à New York en octobre 1967. L'Institut reçoit également 200 000 dollars supplémentaires, en particulier de l'ONU et du PNUD.

Au 15 juin 1967, l'Institut comptait au total 26 administrateurs de toutes catégories et consultants,

assistés de 22 agents des services généraux. Ce personnel est constitué par des fonctionnaires spécialisés dans diverses disciplines et possédant une expérience variée qui sont soit détachés du Secrétariat de l'ONU, soit titulaires de contrats de durée déterminée ou de contrats à court terme correspondant à la durée de projets déterminés. Les fonctionnaires de l'Institut et les consultants exécutent des tâches très diverses, du fait qu'ils peuvent, en certains cas, passer d'un service à l'autre par suite de la souplesse de l'appareil administratif. Les nominations dans la catégorie des administrateurs pour une durée dépassant au total un an de service sont soumises à l'examen du Comité des nominations et des promotions de l'Institut qui fait part de ces recommandations au Directeur général. Ce comité est composé de fonctionnaires de grade élevé du Secrétariat de l'ONU.

L'Institut dépend pour son financement de contributions volontaires de sources gouvernementales et non gouvernementales. Depuis décembre 1963, date à laquelle le Secrétaire général a lancé le premier appel de fonds jusqu'à la fin de la période considérée, les contributions de toutes les sources s'élèvent au total de 3 794 204 dollars dont 2 077 071 dollars ont déjà été versés. Toutefois, l'Institut aura besoin d'une assistance financière supplémentaire ainsi que de nouveaux paiements sur la base des contributions déjà annoncées, afin de pouvoir exécuter ses programmes actuels aussi efficacement que possible, étendre la portée de ses activités et faire des plans pour l'avenir, sur une base saine.

Le Conseil, compte tenu des recommandations formulées par son Comité administratif et financier à sa deuxième session, a demandé que le Directeur général intensifie les appels de fonds en faveur de l'Institut. A cet égard, le Conseil a suggéré différents moyens d'accroître les ressources financières de l'Institut, y compris des annonces de contributions et des versements en faveur de projets particuliers prévus dans le cadre du programme approuvé par l'Institut.

Les rapports de l'Institut avec des organisations et institutions appartenant ou non au système des Nations Unies ont été mentionnés plus haut à propos de l'exécution du programme. Toutefois, sur le plan officiel, deux institutions spécialisées dont l'une doit être soit l'OIT soit l'UNESCO, sont représentées au Conseil d'administration. En outre, en réponse à une invitation du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, les directeurs de neuf instituts de planification, de formation et de recherche appartenant au système des Nations Unies, ont tenu leur première réunion annuelle à Genève en juillet 1966 sous la présidence du Directeur général de l'Institut. Au cours de ces réunions annuelles de directeurs, dont l'Institut assume la responsabilité en ce qui concerne le secrétariat, on examine des questions institutionnelles, constitutionnelles et opérationnelles et l'on étudie des possibilités de collaboration active. A ces réunions annuelles assistent des représentants de grade élevé du Département des affaires économiques et sociales, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Bureau du sous-secrétaire aux affaires interorganisations.

F. — Programme alimentaire mondial

Le Programme alimentaire mondial a continué à étendre ses activités en utilisant l'aide alimentaire

comme investissement en faveur du développement économique et social. Le Programme suit les directives de l'ONU, de la FAO et du Comité intergouvernemental et est dirigé par un directeur exécutif chargé de faire rapport au Secrétaire général des Nations Unies et au Directeur général de la FAO; il a également accru ses efforts pour coordonner ses projets avec ceux d'autres programmes d'aide multilatérale ou bilatérale et des commissions économiques régionales des Nations Unies.

Il convient de rappeler que les ressources mises à la disposition du Programme pour la deuxième période de contribution, 1966-1968, n'a pas atteint l'objectif fixé de 275 millions de dollars. Le montant précédemment enregistré était de 153 millions de dollars consistant en 101 millions de dollars en nature et 52 millions en espèces et en services; depuis lors, de nouvelles ressources promises ont porté le total à 167,2 millions de dollars dont 109,9 millions en nature et 57,3 millions de dollars en espèces et en services.

L'Irlande, le Pakistan et la République arabe unie et la Suède qui avaient été élus au Comité intergouvernemental par le Conseil économique et social avec un mandat d'un an, ont été réélus pour un nouveau mandat de trois ans. A l'issue d'un mandat d'un an, la Colombie, la Jamaïque, le Nigéria, les Pays-Bas et la République de Corée ont été réélus pour trois ans au Comité intergouvernemental.

Un cycle d'études a eu lieu à Bogota en décembre 1966 sous les auspices communes de l'ONU et du Programme alimentaire mondial. Les représentants de 38 gouvernements et huit fonctionnaires du Programme alimentaire mondial de Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Equateur, de la Guyane, de la Jamaïque, du Mexique, du Paraguay, du Pérou et du Surinam ont eu des discussions fructueuses sur diverses phases des opérations du programme. Des fonction-

naires des Nations Unies et du Programme alimentaire mondial assistaient à ce cycle d'études ainsi que des observateurs du PNUD, de l'OIT, de l'OMS, de la FAO, de l'UNESCO, de l'*Agency for International Development* des Etats-Unis et d'organisations non gouvernementales intéressées.

Au cours de l'année écoulée le Comité intergouvernemental a eu deux sessions. Lors de sa dixième session qui a eu lieu à Rome en octobre 1966, le Comité a approuvé huit nouveaux projets dont le coût total pour le Programme alimentaire mondial s'élève à 16,6 millions de dollars. Lors de sa onzième session tenue à Rome en avril 1967, le Comité a approuvé 12 nouveaux projets, dont le coût total pour le Programme s'élève à 30,5 millions de dollars. Au cours de cette période, 45 autres projets représentant un coût total de 15,8 millions de dollars ont été approuvés au nom du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial. La valeur totale des projets approuvés au cours de cette période a donc été de 62,9 millions de dollars. Sur ce montant global, 37 projets d'une valeur de 24,1 millions de dollars portent sur des sphères d'activités présentant un intérêt important pour les Nations Unies.

Des mesures ont aussi été prises pour accélérer la signature des accords sur les projets approuvés du Programme alimentaire mondial. En conséquence, au cours de la période considérée, des accords ont été signés avec des gouvernements bénéficiaires pour 64 projets représentant un coût total de 89,1 millions de dollars. Ces chiffres comprennent également quelques-uns des projets qui avaient été approuvés avant la période étudiée.

A sa onzième session, le Comité intergouvernemental a aussi discuté et approuvé un nouvel objectif de contributions de 175 millions de dollars pour la période 1969-1970.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

A. — Programme des Nations Unies pour le développement

Pour les rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur ses deuxième et troisième sessions, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 11A* (E/4219); et *ibid.*, quarante-troisième session, *Supplément n° 6* (E/4297).

Pour les autres documents relatifs à cette question, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 14 de l'ordre du jour; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 49 de l'ordre du jour.

B. — Activités opérationnelles des Nations Unies

Pour les rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur ses deuxième et troisième sessions, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 11A* (E/4219); et *ibid.*, quarante-troisième session, *Supplément n° 6* (E/4297).

Pour les autres documents relatifs à cette question, voir DP/RP/2 et DP/RP/3 et additifs.

C. — Evaluation des programmes

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 15 de l'ordre du jour.

Pour les autres documents relatifs à cette question, voir E/4312 et E/4337 et Add.1.

D. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Pour le rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (12-20 juin 1967), voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément n° 8* (E/4403).

Pour les autres documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, points 12 et 72 de l'ordre du jour.

E. — Institut de formation et de recherche des Nations Unies

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 28 de l'ordre du jour; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, points 48 et 86 de l'ordre du jour.

Pour le rapport du Directeur général au Conseil économique et social à sa quarante-troisième session, voir document E/4356.

F. — Programme alimentaire mondial

Pour les documents relatifs à cette question et la liste des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 16 de l'ordre du jour; et *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, point 50 de l'ordre du jour.

CHAPITRE XIII

Questions juridiques

A. — Cour internationale de Justice

COMPÉTENCE DE LA COUR

Juridiction obligatoire

Depuis le dernier rapport annuel, trois Etats ont déposé de nouvelles déclarations portant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice aux termes de l'article 36, paragraphe 2, du Statut; une déclaration a été retirée et a cessé d'avoir effet; une déclaration est venue à expiration et n'a pas été renouvelée.

Par déclaration du 14 juin 1966, déposée auprès du Secrétaire général le 22 juin 1966, le Gouvernement de la Gambie a reconnu comme obligatoire la juridiction de la Cour sous certaines réserves.

Par déclaration du 29 novembre 1966, déposée auprès du Secrétaire général le 6 décembre 1966, le Gouvernement de Malte a reconnu comme obligatoire la juridiction de la Cour, sous certaines réserves.

Par déclaration du 22 novembre 1966, déposée auprès du Secrétaire général le 12 décembre 1966, le Gouvernement du Malawi a reconnu comme obligatoire la juridiction de la Cour, sous certaines réserves.

Par lettre adressée au Secrétaire général le 12 avril 1967, le Gouvernement de l'Afrique du Sud a notifié le retrait et la dénonciation à compter de cette date de la déclaration de l'Afrique du Sud.

La déclaration de la Turquie est venue à expiration pendant la période considérée et n'a pas été renouvelée.

Nouvelles parties au Statut de la Cour

Les quatre Etats admis à l'Organisation des Nations Unies au cours de la période considérée, à savoir la Barbade, le Botswana, la Guyane et le Lesotho, sont devenus *ipso facto* parties au Statut de la Cour, conformément à l'article 93 de la Charte.

Instruments conférant compétence à la Cour

Les traités et autres instruments dont la liste suit, qui ont été enregistrés auprès du Secrétaire général, contiennent des clauses conférant compétence à la Cour internationale de Justice dans certains cas:

Convention consulaire entre le Royaume-Uni et l'Espagne (signée à Madrid le 30 mai 1961);

Accord entre la Suisse et le Libéria relatif à l'établissement et à l'exploitation de services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà (signé à Monrovia le 31 août 1961);

Convention consulaire entre le Royaume-Uni et le Danemark (signée à Copenhague le 27 juin 1962);

Convention consulaire entre le Royaume-Uni et le Japon (signée à Tokyo le 4 mai 1964).

Juridiction de la Cour en matière consultative

Depuis le dernier rapport annuel, l'Assemblée générale

n'a accordé aucune nouvelle autorisation permettant de demander des avis consultatifs à la Cour.

AFFAIRES SOUMISES À LA COUR

Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)

Le 18 juillet 1966, la Cour internationale de Justice a rendu son arrêt en la deuxième phase des affaires du *Sud-Ouest africain* (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud).

Ces affaires, qui concernaient le maintien en vigueur du Mandat pour le Sud-Ouest africain et les devoirs et le comportement de l'Afrique du Sud à l'égard de ce Mandat, avaient été introduites le 4 novembre 1960 par requêtes des Gouvernements de l'Ethiopie et du Libéria contre le Gouvernement de l'Afrique du Sud. Par ordonnance du 20 mai 1961, la Cour avait joint les deux instances. L'Afrique du Sud avait soulevé des exceptions préliminaires, que la Cour avait rejetées le 21 décembre 1962 en se déclarant compétente pour statuer sur le fond du différend.

Dans son arrêt en la deuxième phase, la Cour a rappelé que les demandeurs, agissant en qualité d'anciens Etats Membres de la Société des Nations, avaient allégué que diverses infractions au Mandat de la Société des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain auraient été commises par la République sud-africaine.

Les thèses des Parties avaient porté entre autres sur les points suivants: le Mandat pour le Sud-Ouest africain était-il toujours en vigueur? Dans l'affirmative, l'obligation incombant au Mandataire d'envoyer au Conseil de la S.d.N. un rapport annuel sur son administration s'était-elle transformée en une obligation d'adresser des rapports à l'Assemblée générale des Nations Unies? L'Afrique du Sud avait-elle, conformément au Mandat, accru par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral ainsi que le progrès social des habitants du territoire? Avait-elle contrevenu à la disposition du Mandat interdisant "l'instruction militaire des indigènes" et prohibant l'installation de bases militaires ou navales ou l'établissement de fortifications dans le territoire? Avait-elle enfreint la clause du Mandat suivant laquelle l'autorisation du Conseil de la S.d.N. était nécessaire pour modifier les dispositions du Mandat, en essayant de le modifier sans l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle aurait, selon les demandeurs, remplacé le Conseil à cet égard comme à d'autres égards?

La Cour a estimé qu'il se posait auparavant deux questions relevant du fond mais ayant un caractère prioritaire et pouvant rendre inutile tout examen des autres aspects de l'affaire. L'une était de savoir si le Mandat subsistait et l'autre concernait la qualité des demandeurs en la deuxième phase de la procédure, c'est-à-dire leur droit ou intérêt juridique au regard de l'objet de la demande. Fondant son arrêt sur ce motif

que les demandeurs n'avaient pas un pareil droit ou intérêt juridique, la Cour ne s'est pas prononcée sur la question du maintien en vigueur du Mandat. La Cour a souligné en outre que la décision rendue par elle en 1962 sur sa compétence ne préjugait pas cette dernière question, laquelle relevait du fond et ne se posait pas en 1962, si ce n'est en ce sens que la Cour devait postuler le maintien en vigueur du Mandat en vue de trancher le problème purement juridictionnel qui était le seul dont elle fût alors saisie.

Abordant l'énoncé des motifs de sa décision en l'espèce, la Cour a rappelé que le système des Mandats avait été créé par l'article 22 du Pacte de la S.d.N. Il y avait trois catégories de Mandats, les Mandats A, B et C, qui présentaient entre eux des similitudes de structure. L'élément principal de chaque acte de Mandat était constitué par les articles définissant les pouvoirs du Mandataire, ses obligations concernant les habitants du territoire et ses obligations envers la S.d.N. et les organes de celle-ci. La Cour les a dénommés "dispositions relatives à la gestion". D'autre part, chaque acte de Mandat contenait des articles qui conféraient directement aux Etats Membres de la S.d.N., dans leur intérêt individuel ou dans l'intérêt de leurs ressortissants, certains droits concernant les territoires sous Mandat. Ces droits correspondant à des "intérêts particuliers", la Cour a dénommé les articles en question dispositions des Mandats relatives aux "intérêts particuliers".

Chaque Mandat contenait en outre une clause juridictionnelle dont, à une exception près, le libellé était identique et qui prévoyait le renvoi des différends à la Cour permanente de Justice internationale; or, la Cour avait jugé dans la première phase de l'affaire que, par application de l'article 37 de son Statut, elle constituait la juridiction compétente à la place de la Cour permanente.

La Cour a établi une distinction entre les dispositions des Mandats selon qu'elles visaient la "gestion" ou les "intérêts particuliers". Les dispositions de cette dernière catégorie ne faisant l'objet d'aucune contestation en l'espèce, la question à résoudre était de savoir si les Membres de la S.d.N. avaient à titre individuel un droit ou intérêt juridique leur permettant de réclamer l'exécution des dispositions des Mandats relatives à la "gestion", ou en d'autres termes si les Mandataires avaient une obligation directe envers les autres Membres de la S.d.N. à titre individuel en ce qui concernait l'exécution de ces dispositions. Si la réponse était que les demandeurs ne pouvaient être considérés comme ayant le droit ou intérêt juridique invoqué, il s'ensuivrait que, même à supposer établies les infractions alléguées au Mandat pour le Sud-Ouest africain, les demandeurs ne seraient pas pour autant fondés à obtenir de la Cour les déclarations qu'ils sollicitaient par leurs conclusions finales.

C'était en qualité d'anciens Membres de la Société des Nations que les demandeurs se présentaient devant la Cour, et les droits qu'ils revendiquaient étaient ceux dont, d'après eux, jouissaient les Membres de la S.d.N. à l'époque de celle-ci. En conséquence, pour déterminer les droits et les devoirs des parties à l'égard du Mandat, la Cour devait se placer à la date où le système des Mandats avait été institué. Un examen des droits et des obligations des parties devait consister principalement à étudier, en les replaçant à leur époque, les textes des instruments et dispositions pertinents.

Il fallait aussi tenir compte de la nature et de la structure juridiques de la S.d.N., institution dans le cadre de laquelle avait été organisé le système des

Mandats. Un élément fondamental en était énoncé à l'article 2 du Pacte: "L'action de la Société, telle qu'elle est définie dans le présent Pacte, s'exerce par une Assemblée et un Conseil assistés d'un Secrétariat permanent." Sauf disposition formelle en sens contraire, les Etats Membres ne pouvaient à titre individuel agir autrement en ce qui concernait les affaires relevant de la Société.

D'après l'article 22 du Pacte, la "meilleure méthode de réaliser pratiquement [le] principe" selon lequel "le bien-être et le développement" des peuples des anciennes colonies ennemies "non encore capables de se diriger eux-mêmes" formait "une mission sacrée de civilisation" consistait à "confier la tutelle de ces peuples aux nations développées... qui [consentaient] à l'accepter"; le texte ajoutait expressément que c'était "au nom de la Société" qu'elles "exerceraient cette tutelle en qualité de Mandataires". Les Mandataires devaient être les agents de la S.d.N. et non de chacun de ses Membres individuellement.

Aux termes de l'article 22, il convenait "d'incorporer dans le présent Pacte des garanties pour l'accomplissement" de la mission sacrée de civilisation. En vertu des paragraphes 7 et 9 de cet article, tout Mandataire devait "envoyer au Conseil un rapport annuel concernant le territoire dont il [avait] la charge" et une Commission permanente des Mandats devait être constituée afin "de recevoir et d'examiner" les rapports annuels et "de donner au Conseil son avis sur toutes questions relatives à l'exécution des Mandats". En outre, les actes de Mandat spécifiaient que les rapports annuels devaient satisfaire le Conseil.

Les Etats Membres de la S.d.N. ne pouvaient avoir une part dans ce processus administratif qu'en participant aux travaux des organes par l'intermédiaire desquels la Société pouvait agir. Ils n'avaient aucun droit d'intervention directe à l'égard des Mandataires, ce qui était une prérogative des organes de la S.d.N.

La méthode suivie pour la rédaction des actes de Mandat indiquait bien que les Membres de la S.d.N. en général n'avaient pas été tenus pour directement intéressés à l'élaboration des Mandats. Au surplus, les Mandats, qui contenaient une clause subordonnant toute modification de leurs dispositions à l'autorisation du Conseil, n'exigeaient pas en outre l'assentiment individuel des Membres de la S.d.N. Ceux-ci n'étaient pas parties aux actes de Mandat mais, dans une mesure limitée et à certains égards seulement, ils étaient à même d'en tirer des droits. Il ne pouvait s'agir que de droits conférés sans équivoque.

Si chaque Membre de la S.d.N. avait possédé à titre individuel les droits invoqués par les demandeurs, la situation des Mandataires, pris dans un réseau de demandes différentes émanant de quelque quarante ou cinquante Etats, aurait été très difficile. Au surplus, la règle de vote normalement applicable à la S.d.N. était celle de l'unanimité et, comme un Mandataire était membre du Conseil lorsque celui-ci traitait de questions relatives au Mandat dont il avait la charge, ces questions ne pouvaient être tranchées contre son vote. Un tel système était incompatible avec la situation que les demandeurs prétendaient avoir été celle des Membres de la S.d.N.; or si, à l'époque où ils étaient Membres de la S.d.N., ils ne possédaient pas les droits invoqués, ils ne les possédaient pas maintenant.

On avait soutenu qu'un droit ou intérêt juridique au regard de la gestion du Mandat découlerait de la simple existence de la "mission sacrée" ou de ce principe. La mission sacrée, avait-on dit, était une

"mission sacrée de civilisation"; par suite, toutes les nations civilisées avaient un intérêt à son accomplissement. Mais, pour que cet intérêt pût prendre un caractère spécifiquement juridique, il fallait que la mission sacrée elle-même fût ou devint quelque chose de plus qu'un idéal moral ou humanitaire. Pour engendrer des droits et des obligations juridiques, elle devait avoir une expression et une forme juridiques. Il ne fallait pas confondre l'idéal moral et les règles juridiques destinées à les mettre en application. Le principe de la "mission sacrée de civilisation" ne contenait aucun élément juridique résiduel pouvant, dans le cas d'un Mandat particulier, donner à lui seul naissance à des droits et à des obligations juridiques en dehors du système des Mandats.

La Cour ne pouvait non plus admettre l'argument selon lequel, même si les demandeurs et les autres Membres de la S.d.N. s'étaient trouvés dans la situation juridique indiquée par la Cour, il en avait été ainsi uniquement pendant l'existence de la S.d.N. et que, à la dissolution de celle-ci, les droits antérieurement conférés à l'organisation elle-même ou à ses organes compétents avaient été dévolus à titre individuel aux Etats qui en étaient Membres à cette date. La Cour avait jugé en 1962 que les anciens membres d'une organisation internationale dissoute, tout en n'en faisant plus partie, étaient censés conserver les droits qu'ils possédaient individuellement à titre de Membre lorsque l'organisation existait; mais on ne pouvait aller jusqu'à leur attribuer, à la dissolution et à raison de celle-ci, des droits qu'ils n'avaient jamais possédés individuellement, même à titre de Membres. D'autre part, aucun des événements qui avaient suivi la dissolution de la S.d.N. n'avait pu avoir l'effet de conférer à ses Membres des droits qu'ils n'avaient pas auparavant en tant que tels. La Cour ne pouvait non plus interpréter les déclarations unilatérales, dites déclarations d'intention, par lesquelles les Mandataires avaient, à l'occasion de la dissolution de la S.d.N., annoncé qu'ils étaient disposés à continuer à s'inspirer des Mandats aux fins de l'administration des territoires en cause, comme ayant conféré à titre individuel aux Membres de la S.d.N. des droits ou intérêts juridiques nouveaux qu'ils ne possédaient pas antérieurement.

On pouvait dire que l'opinion de la Cour était inacceptable dans la mesure où elle amenait à conclure qu'il n'existait plus désormais d'entité fondée à réclamer la bonne exécution du Mandat pour le Sud-Ouest africain; mais si, après avoir interprété d'une manière juridiquement exacte une situation donnée, on considérait que certains droits allégués n'existaient pas, on devait en accepter les conséquences. Postuler l'existence de ces droits pour éviter de telles conséquences aurait été se livrer à une tâche essentiellement législative, pour servir des fins politiques.

S'agissant de la thèse d'après laquelle la question du droit ou intérêt juridique des demandeurs avait été réglée par l'arrêt de 1962 et ne pouvait être rouverte, la Cour a souligné qu'une décision sur une exception préliminaire ne saurait empêcher l'examen d'une question relevant du fond, que celle-ci ait été en fait traitée ou non à propos de l'exception préliminaire. Lorsque dans une affaire le défendeur présente des exceptions préliminaires, la procédure sur le fond est suspendue conformément à l'article 62, paragraphe 3, du Règlement de la Cour. Jusqu'à ce que cette procédure soit reprise, il ne peut y avoir de décision qui règle définitivement ou préjuge une question de fond. Il se peut qu'un arrêt sur une exception préliminaire

touche à un point de fond, mais cela n'est possible qu'à titre provisoire et dans la mesure nécessaire pour décider la question soulevée par l'exception. Ce ne saurait être une décision définitive sur le point de fond.

L'arrêt de 1962 ayant décidé qu'ils étaient fondés à invoquer la clause juridictionnelle du Mandat, les demandeurs devaient encore établir au fond qu'ils avaient un droit ou intérêt juridique quant à l'exécution des dispositions par eux invoquées et qu'ils étaient fondés à obtenir de la Cour les déclarations par eux sollicitées. Il n'y avait pas de contradiction entre la décision admettant que les demandeurs avaient qualité pour invoquer la clause juridictionnelle et la décision d'après laquelle ils n'avaient pas établi la base juridique de leur demande au fond.

En ce qui concernait la thèse d'après laquelle la clause juridictionnelle du Mandat conférerait un droit au fond, qui serait celui de réclamer du Mandataire l'exécution des dispositions du Mandat relatives à la "gestion", il convenait de noter qu'il eût été surprenant qu'un droit aussi important ait été institué presque incidemment. Rien ne distinguait la clause juridictionnelle dont il s'agissait de nombreuses autres clauses juridictionnelles; c'était un principe presque élémentaire du droit de la procédure qu'il fallait distinguer entre, d'une part, le droit de saisir un tribunal et le droit du tribunal de connaître du fond de la demande et, d'autre part, le droit au regard de l'objet de la demande que le demandeur doit établir à la satisfaction du tribunal. Une clause juridictionnelle était en principe, par sa nature et par son effet, une disposition de procédure et non de fond; elle ne déterminait pas si les parties avaient des droits de fond mais seulement si, à supposer qu'elles les aient, elles pouvaient les faire valoir devant un tribunal.

La Cour a examiné ensuite les droits des membres du Conseil de la S.d.N. en vertu de la clause juridictionnelle des traités de minorités conclus après la première guerre mondiale et elle a établi une distinction entre cette clause de celle qui figurait dans les actes de Mandat. Dans le cas des Mandats, la clause juridictionnelle avait pour but de donner aux Membres de la S.d.N. le moyen de protéger leurs "intérêts particuliers" relatifs aux territoires sous Mandat; dans le cas des traités de minorités, le droit d'action des membres du Conseil en vertu de la clause juridictionnelle ne visait que la protection des populations minoritaires. Au surplus, toute "divergence d'opinions" pouvait, aux termes des traités de minorités, faire l'objet d'un recours en justice puisqu'on devait l'assimiler à un "différend ayant un caractère international". La question de l'existence d'un droit ou intérêt juridique ne pouvait donc se poser. En revanche, la clause juridictionnelle des Mandats n'avait aucun des caractères ou des effets particuliers de la clause juridictionnelle des traités de minorités.

La Cour a traité ensuite du libellé de la clause juridictionnelle du Mandat, que l'on avait qualifié de large et sans équivoque — c'est-à-dire du sens littéral des membres de phrase: "tout différend, quel qu'il soit", "entre lui [le Mandataire] et un autre Membre de la Société des Nations" et "relatif [...aux...] dispositions du Mandat", qui permettraient, disait-on, de soumettre à la Cour un différend concernant n'importe laquelle des dispositions du Mandat. La Cour n'a pas considéré que les mots "quel qu'il soit" figurant à l'article 7, deuxième alinéa, avaient d'autre effet que de souligner une expression qui sans eux aurait exactement le même sens, que les termes "tout différend" (quel qu'il soit) avaient intrinsèquement une autre

signification que "un différend", ni que la mention des "dispositions" du Mandat au pluriel introduisait une autre idée que si l'on avait dit "une disposition". De nombreuses déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour faites en vertu de l'article 36, paragraphe 2, de son Statut étaient rédigées en termes aussi larges et aussi peu équivoques, voire plus généraux. On ne pouvait supposer que, en raison de la vaste portée des termes utilisés, l'Etat auteur de la déclaration fût dispensé d'établir l'existence d'un droit ou d'un intérêt juridique au regard de l'objet d'une demande. La Cour ne pouvait admettre la proposition d'après laquelle une clause juridictionnelle attributive de compétence pourrait conférer en elle-même un droit quant au fond.

En ce qui concernait le problème de la recevabilité, la Cour a fait observer que l'arrêt de 1962 avait simplement dit que la Cour était "compétente pour statuer sur le fond" et que si une question de recevabilité se posait, c'était alors qu'il fallait la trancher, comme cela s'était produit dans la deuxième phase de l'affaire *Nottebohm*; en pareil cas, la Cour statuerait exactement de la même manière. Autrement dit, si elle envisageait le problème du point de vue de l'aptitude des demandeurs à présenter la demande, elle dirait qu'ils n'avaient pas cette aptitude et que la demande était par conséquent irrecevable.

La Cour a traité enfin de l'argument dit de la "nécessité", argument qui consistait essentiellement en ceci: puisque le Conseil de la S.d.N. n'avait aucun moyen d'imposer son point de vue aux Mandataires et qu'un avis consultatif de la Cour ne pouvait être obligatoire pour ces derniers, les Mandats auraient pu être tournés à volonté; il était par suite essentiel, à titre d'ultime sauvegarde ou garantie pour l'accomplissement de la mission sacrée de civilisation, que chaque Membre de la S.d.N. se voie reconnaître un droit ou intérêt juridique en la matière et puisse agir directement à cet égard. Mais, en pratique, on avait pris grand soin, dans le fonctionnement du système des Mandats, d'aboutir par la voie de la persuasion, de la discussion, de la négociation et de la coopération à des conclusions généralement acceptables et d'éviter de mettre les Mandataires dans l'obligation d'avoir à choisir entre l'adoption du point de vue des autres Membres du Conseil ou un vote contraire. L'existence de droits de fond touchant à la gestion des Mandats que les Membres de la S.d.N. auraient pu exercer indépendamment du Conseil eût été étrangère à ce contexte. La Cour n'insistait pas sur le fait évident que, au cas où les auteurs du système des Mandats auraient voulu que l'on puisse imposer à un Mandataire une politique déterminée, ils ne s'en seraient pas remis à l'action aléatoire et incertaine des Membres de la S.d.N. à titre individuel. Il demeurerait peu vraisemblable, alors qu'on avait donné de propos délibéré aux Mandataires le pouvoir d'empêcher par leur veto le Conseil de prendre une décision (ce qui, à la connaissance de la Cour, ne s'était jamais produit), qu'on eût en même temps attribué aux Membres de la S.d.N. à titre individuel le droit d'agir en justice au cas où les Mandataires exerceraient leur veto. Dans le domaine international, l'existence d'obligations dont l'exécution ne pouvait faire l'objet d'une procédure juridique avait toujours constitué la règle plutôt que l'exception; cela était encore plus vrai en 1920 que de nos jours.

Au surplus, l'argument de la "nécessité" revenait à dire que la Cour devrait admettre une sorte d'*actio popularis*, ou un droit pour chaque membre d'une

collectivité d'intenter une action pour la défense d'un intérêt public. Or, le droit international actuel ne reconnaissait pas cette notion et la Cour ne pouvait y voir l'un des "principes généraux de droit" mentionnés à l'article 38, paragraphe 1 c, de son Statut.

En dernière analyse, l'argument de la "nécessité" semblait entièrement fondé sur des considérations extra-juridiques, découvertes *a posteriori*. La prétendue "nécessité" était née uniquement des événements postérieurs à la S.d.N. et non d'éléments inhérents au système des Mandats tel qu'il avait été conçu à l'origine; si elle existait, elle relevait du domaine politique et ne constituait pas une nécessité au regard du droit. La Cour n'était pas un organe législatif. Les parties à un différend pouvaient toujours lui demander de statuer *ex aequo et bono* aux termes de l'article 38, paragraphe 2, de son Statut. En dehors de ce cas, la mission de la Cour était claire: elle devait appliquer le droit tel qu'elle le constatait et non le créer.

On pouvait faire valoir que la Cour était fondée à "combler des lacunes" en application d'un principe téléologique d'interprétation aux termes duquel il faudrait donner aux instruments leur effet maximum en vue d'assurer l'accomplissement de leurs objectifs fondamentaux. Ce principe, qui était fortement sujet à controverse, ne pouvait en tout cas s'appliquer en des circonstances où la Cour eût dû sortir du domaine que l'on pouvait normalement considérer comme celui de l'interprétation pour entrer dans celui de la rectification ou de la révision. On ne pouvait présumer qu'un droit existait simplement parce que son existence pouvait paraître souhaitable. La Cour ne pouvait remédier à une lacune si cela devait l'amener à déborder le cadre normal d'une action judiciaire.

On pouvait également alléguer que la Cour était fondée à réparer une omission due à l'imprévoyance des auteurs du Mandat et à prendre en considération ce qu'on pouvait imaginer qu'ils eussent souhaité ou même expressément prévu s'ils avaient su d'avance ce que réservait l'avenir. Mais la Cour ne pouvait présumer les vœux et les intentions des intéressés à l'égard d'événements futurs qu'ils n'avaient pas prévus et qui étaient imprévisibles; l'eût-elle pu, il n'en aurait pas moins été impossible d'accepter les hypothèses avancées par les demandeurs quant à ces intentions.

Se fondant sur les considérations précédentes, la Cour a constaté que les Etats demandeurs ne pouvaient être considérés comme ayant établi l'existence à leur profit d'un droit ou intérêt juridique au regard de l'objet de leurs demandes. En conséquence, par la voix prépondérante du Président, les voix étant partagées (sept contre sept), la Cour a décidé de rejeter lesdites demandes.

L'arrêt a été rendu par la Cour composée comme suit: sir Percy Spender, président; M. Wellington Koo, vice-président; MM. Winiarski, Spiropoulos, sir Gerald Fitzmaurice, MM. Koretsky, Tanaka, Jessup, Morelli, Padilla Nervo, Forster, Gros, juges; sir Louis Mbanefo, M. van Wyk, juges *ad hoc*.

Sir Percy Spender a joint à l'arrêt une déclaration et MM. Morelli et van Wyk y ont joint les exposés de leur opinion individuelle. MM. Wellington Koo, Koretsky, Tanaka, Jessup, Padilla Nervo, Forster et sir Louis Mbanefo ont joint à l'arrêt les exposés de leur opinion dissidente.

Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited
(nouvelle requête: 1962) [Belgique c. Espagne]

Cette affaire a été introduite le 19 juin 1962 par une

requête du Gouvernement belge ayant pour objet la réparation du préjudice qui aurait été causé par le comportement de divers organes de l'Etat espagnol à des ressortissants belges actionnaires de la société canadienne Barcelona Traction. Dans un arrêt du 24 juillet 1964, dont un compte rendu figure dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale à sa vingtième session, la Cour a rejeté deux des quatre exceptions préliminaires soulevées par l'Espagne et joint les deux autres au fond. La procédure sur le fond a alors été reprise. A la fin de 1965, après que le délai initialement fixé eut été prorogé de six mois sur la demande du Gouvernement espagnol, l'Espagne a déposé son contre-mémoire. Par ordonnance du 12 janvier 1966, le Président de la Cour, après avoir consulté les Parties, a fixé respectivement au 30 novembre 1966 et au 30 avril 1967 les dates d'expiration des délais pour le dépôt de la réplique belge et de la duplique espagnole. La Belgique a ultérieurement demandé une prorogation de délai de six mois. Le Gouvernement espagnol n'ayant pas soulevé d'objection quant au principe d'un report, le Président de la Cour a, le 23 novembre 1966, rendu une nouvelle ordonnance reportant au 24 avril 1967 la date d'expiration du délai fixé pour le dépôt de la réplique belge, et au 2 octobre 1967 la date d'expiration du délai fixé pour le dépôt de la duplique espagnole. La Cour, ayant reçu une nouvelle demande de prorogation de délai de la part du Gouvernement belge, a rendu le 12 avril 1967 une nouvelle ordonnance par laquelle elle reportait au 16 mai 1967 la date d'expiration du délai fixé pour le dépôt de la réplique belge et, en conséquence, au 24 octobre 1967, la date d'expiration du délai fixé pour le dépôt de la duplique espagnole. La réplique du Gouvernement belge a été déposée dans le délai ainsi prorogé.

Plateau continental de la mer du Nord (Danemark c. République fédérale d'Allemagne; Pays-Bas c. République fédérale d'Allemagne)

Le 20 février 1967, le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a, comme les Etats intéressés en étaient convenus, déposé auprès de la Cour deux compromis, dont l'un soumet à la Cour un différend entre le Danemark et la République fédérale d'Allemagne, et l'autre un différend entre les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne; ces deux différends concernent la délimitation du plateau continental de la mer du Nord entre les signataires des compromis. Les deux compromis ont été signés à Bonn le 2 février 1967 et sont entrés en vigueur le même jour. La Cour est priée de trancher la question de savoir quels sont les principes et les règles du droit international applicables à la délimitation, entre les parties, des zones du plateau continental de la mer du Nord relevant de chacune d'elles, au-delà des lignes de délimitation partielle déterminées par les conventions existantes. Les compromis précisent que les gouvernements des parties délimiteront le plateau continental de la mer du Nord entre leurs pays par voie d'accord conclu conformément à la décision que rendra la Cour internationale de Justice.

Le 8 mars 1967, le juge faisant fonction de Président de la Cour en vertu de l'article 12 du Règlement de la Cour, tenant compte de l'accord intervenu entre les parties, comme il est indiqué dans le texte des compromis, a fixé au 21 août 1967 la date d'expiration du délai pour le dépôt du mémoire de la République fédérale d'Allemagne dans chacune des deux affaires, et au 20 février 1968 la date d'expiration du délai pour le dépôt des contre-mémoires du Danemark et des Pays-

Bas dans chacune des affaires à laquelle ces pays sont parties.

AUTRES ACTIVITÉS

Un certain nombre d'instruments enregistrés ou déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au cours de la période considérée contiennent des dispositions conférant au Président de la Cour le pouvoir de procéder à des désignations dans certains cas prévus par lesdits instruments. Il s'agit généralement de la désignation de l'arbitre unique, des arbitres ou du surarbitre aux tribunaux d'arbitrage devant être institués en cas de différend entre les parties.

COMPOSITION DE LA COUR ET DE LA CHAMBRE DE PROCÉDURE SOMMAIRE

Le 3 novembre 1966 l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont élu cinq juges aux sièges, devenus vacants le 5 février 1967 à l'expiration de leurs mandats, de sir Percy Spender, président, de M. Wellington Koo, vice-président, et de MM. Winiarski, Spiropoulos et Ammoun, juges. Les nouveaux membres de la Cour sont: M. Fouad Ammoun, M. César Bengzon, M. Sture Pettrén, M. Manfred Lachs et M. Charles D. Onyeama.

La Cour a élu à la présidence, le 5 avril 1967, M. Bustamante y Rivero, et à la vice-présidence, le 6 avril 1967, M. Koretsky. Le 6 avril 1967, la Cour a constitué comme suit sa Chambre de procédure sommaire pour l'année suivante:

Membres: M. Bustamante y Rivero, président; M. Koretsky, vice-président; sir Gerald Fitzmaurice, MM. Jessup et Morelli, juges.

Membres suppléants: MM. Tanaka et Lachs, juges.

B. — Commission du droit international

DIX-HUITIÈME SESSION DE LA COMMISSION

La Commission du droit international a tenu sa dix-huitième session à Genève du 4 mai au 19 juillet 1966. Les renseignements suivants complètent ceux qui ont été donnés dans le rapport de l'an dernier au sujet de la phase d'ouverture de la session.

Ayant décidé d'achever son étude du droit des traités au cours de sa dix-huitième session, la Commission a donné la priorité à cette question et n'a consacré qu'un temps limité à l'examen du point 2 de son ordre du jour, à savoir les missions spéciales. Sur la base du sixième rapport de sir Humphrey Waldock, Rapporteur spécial, la Commission a procédé à un nouvel examen du reste du projet d'articles sur le droit des traités, révisé certains articles sur lesquels elle s'était déjà prononcée, décidé de l'ordre des différents articles, réglé quelques questions générales de terminologie et adopté les commentaires sur tous les articles. Après quoi, la Commission a adopté le texte final du projet d'articles sur le droit des traités et, conformément à son statut, l'a présenté à l'Assemblée générale en lui recommandant de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires chargée d'examiner le projet d'articles de la Commission sur le droit des traités et de conclure une convention sur cette matière. De même, la Commission a, conformément aux suggestions faites par divers représentants, à la Sixième Commission, lors de la vingtième session de l'Assemblée générale, examiné les problèmes de procédure et d'organisation que poserait une Conférence du droit des traités.

Le projet d'articles — 75 articles — sur le droit des traités, adopté par la Commission, qui constitue à la fois une œuvre de codification et de développement progressif du droit international, est divisé en sept parties dont certaines sont subdivisées en sections. Le projet d'articles porte essentiellement sur les questions suivantes: portée des articles, expressions employées, conclusion et entrée en vigueur des traités, réserves aux traités multilatéraux, respect, application et interprétation des traités, traités et Etats tiers, amendement et modification des traités, nullité, fin et suspension de l'application des traités et leurs conséquences, procédure à suivre en cas de nullité, d'extinction, de retrait ou de suspension de l'application d'un traité, cas de succession d'Etats et de responsabilité d'un Etat, cas d'un Etat agresseur, dépositaires, notifications, corrections et enregistrement des traités. La portée du projet d'articles est limitée aux accords internationaux conclus entre Etats, en forme écrite. Comme l'a expliqué la Commission, le projet d'articles ne traite pas des effets de l'ouverture des hostilités sur les traités, de la clause dite "de la nation la plus favorisée" ni de l'application des traités visant des obligations à la charge de particuliers ou des droits en leur faveur. De même, le projet d'articles ne contient pas de dispositions touchant la question de la succession d'Etats envisagée du point de vue des traités ni celle de la responsabilité internationale d'un Etat résultant de la non-exécution des obligations conventionnelles, car la Commission a estimé qu'il valait mieux étudier ces deux questions dans le cadre des points de son ordre du jour se rapportant respectivement à la succession d'Etats et de gouvernements et à la responsabilité des Etats.

Se fondant sur un troisième rapport de M. Milan Bartoš, rapporteur spécial, la Commission a examiné certaines questions préliminaires d'ordre général ayant trait aux missions spéciales qu'avaient fait apparaître les observations des gouvernements sur le projet de 44 articles relatif aux missions spéciales, adopté à titre provisoire à la seizième session et à la première partie de la dix-septième session de la Commission. A la suite de cet examen, la Commission est parvenue à des conclusions sur certaines de ces questions et a indiqué au Rapporteur spécial comment il devait conduire ses travaux ultérieurs sur ces aspects du problème.

Sans porter atteinte à la liberté d'action des membres qui devaient être élus au cours de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, la Commission, considérant qu'elle est un organe permanent, a pris des dispositions pour assurer la poursuite de ses travaux de codification et de développement progressif sur les questions choisies à cet effet. A cet égard, il a été décidé que l'ordre du jour provisoire de la dix-neuvième session de la Commission, devant se tenir en 1967, devait comporter des questions sur les missions spéciales, les relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales, la responsabilité des Etats et la succession d'Etats et de gouvernements.

EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES RAPPORTS DE LA COMMISSION SUR LA DEUXIÈME PARTIE DE SA DIX-SEPTIÈME SESSION ET SUR SA DIX-HUITIÈME SESSION

A la vingt et unième session de l'Assemblée générale, les rapports de la Commission du droit international sur la deuxième partie de sa dix-septième session et sur sa dix-huitième session ont été renvoyés à la Sixième Commission. Sur recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée a adopté les résolutions 2166

(XXI) et 2167 (XXI) du 5 décembre 1966. La résolution 2166 (XXI), intitulée "Conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit des traités" sera examinée à la section C du présent chapitre. Par la résolution 2167 (XXI), l'Assemblée générale a pris note du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de la deuxième partie de sa dix-septième session et des chapitres I, III et IV de son rapport sur les travaux de sa dix-huitième session, pris note, en l'approuvant, du programme de travail pour 1967 proposé par la Commission et fait certaines recommandations à la Commission au sujet de ses travaux futurs sur les missions spéciales, la succession d'Etats et de gouvernements, la responsabilité des Etats et les relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales. L'Assemblée a notamment recommandé à la Commission de poursuivre ses travaux de codification et de développement progressif du droit international relatif aux missions spéciales afin de présenter un projet définitif sur la question dans le rapport sur les travaux de sa dix-neuvième session. En ce qui concerne les sessions ultérieures de la Commission, l'Assemblée a également exprimé le vœu que soient organisés des cycles d'études pour étudiants avancés et jeunes fonctionnaires gouvernementaux chargés dans leur pays des questions de droit international, tels que ceux qui se sont tenus en mai 1965 et mai 1966 à l'Office des Nations Unies à Genève.

ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

Conformément au statut de la Commission du droit international, l'Assemblée générale a, lors de sa 1460^e séance plénière, le 10 novembre 1966, élu les 25 membres de la Commission du droit international pour une période de cinq ans, allant du 1^{er} janvier 1967 au 31 décembre 1971. Ont été élus: M. Roberto Ago (Italie), M. Fernando Albónico (Chili), M. Gilberto Amado (Brésil), M. Milan Bartoš (Yougoslavie), M. Mohammed Bedjaoui (Algérie), M. Jorge Castañeda (Mexique), M. Erik Castren (Finlande), M. Abdullah El-Erian (République arabe unie), M. Taslim O. Elias (Nigéria), M. Constantin Th. Eustathiades (Grèce), M. Louis Ignacio-Pinto (Dahomey), M. Eduardo Jiménez de Aréchaga (Uruguay), M. Richard D. Kearney (Etats-Unis d'Amérique), M. Alfred Raman-gasoavina (Madagascar), M. Paul Reuter (France), M. Shabtai Rosenne (Israël), M. José María Ruda (Argentine), M. Nagendra Singh (Inde), M. Abdul Hakim Tabibi (Afghanistan), M. A. J. P. Tammes (Pays-Bas), M. Senjin Tsuruoka (Japon), M. N. A. Ushakov (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. Endre Ustor (Hongrie), sir Humphrey Waldock (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et M. Mustafa Kamil Yasseen (Irak).

DIX-NEUVIÈME SESSION DE LA COMMISSION

La dix-neuvième session de la Commission s'est ouverte à Genève le 8 mai 1967. L'ordre du jour de la session comprenait les points suivants: missions spéciales; relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales; responsabilité des Etats; successions d'Etats et de gouvernements; coopération avec d'autres organismes; organisation des travaux futurs; date et lieu de la vingtième session.

La Commission a élu le Bureau suivant: sir Humphrey Waldock, président; M. José María Ruda, premier vice-président; M. Endre Ustor, deuxième vice-président; M. Abdullah El-Erian, rapporteur général.

C. — Conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit des traités

Par sa résolution 2166 (XXI) du 6 décembre 1966, l'Assemblée générale a, comme l'avait recommandé la Commission du droit international, décidé qu'une Conférence internationale de plénipotentiaires serait convoquée pour examiner le droit des traités et pour consacrer le résultat de ses travaux dans une convention internationale et dans tels autres instruments qu'elle jugerait appropriés. Elle a renvoyé à la Conférence le projet d'articles sur le droit des traités adopté par la Commission du droit international qui figure au chapitre II du rapport sur les travaux de sa dix-huitième session de la Commission pour qu'il serve de proposition de base à la Conférence aux fins de son examen. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de convoquer la première session de la Conférence au début de 1968 et la deuxième session au début de 1969, à Genève ou en tout autre lieu approprié pour lequel une invitation aurait été adressée au Secrétaire général avant la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale. Les Etats invités à participer à la Conférence sont les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, les Etats membres des institutions spécialisées, les Etats parties au statut de la Cour internationale de Justice et les Etats que l'Assemblée générale décida spécialement d'inviter. L'Assemblée a invité ces Etats à désigner au nombre de leurs représentants, dans toute la mesure possible, des experts du droit des traités. Les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales intéressées ont été invitées à envoyer des observateurs à la Conférence. En outre, afin de faciliter la préparation et l'organisation de la Conférence, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de présenter à la Conférence toute la documentation et toutes les recommandations pertinentes relatives aux méthodes de travail et aux procédures à suivre et de prendre les dispositions voulues pour que le personnel, les services et les installations nécessaires soient mis à la disposition de la Conférence; elle a invité les Etats Membres, le Secrétaire général et les directeurs des institutions spécialisées qui exercent des fonctions de dépositaires de traités, à présenter par écrit leurs observations et leurs commentaires sur le projet d'articles que la Commission du droit international a élaboré sur le droit des traités; enfin, elle a décidé d'inscrire une question intitulée "Droit des traités" à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-deuxième session, afin de permettre une nouvelle discussion du projet d'articles en vue de faciliter la conclusion d'une convention sur le droit des traités lors de la Conférence.

D. — Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies

Un aperçu des travaux du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (1966), qui s'est réuni au Siège du 8 mars au 25 avril 1966, figure dans le rapport de l'an dernier. Le rapport du Comité spécial a été présenté à l'Assemblée générale lors de sa vingt et unième session et renvoyé à la Sixième Commission. Sur recommandation de cette commission, l'Assemblée a adopté la résolution 2181 (XXI) du 12 décembre 1966 dans laquelle elle a pris note du rapport du Comité spécial, des textes formulés par ledit comité

concernant le principe que les Etats règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques et le principe de l'égalité souveraine des Etats, et de la décision prise par le Comité spécial de s'en tenir, en ce qui concerne le principe de la non-intervention, à la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965. L'Assemblée a exprimé ses remerciements au Comité spécial pour le travail très utile qu'il avait accompli et l'a prié de poursuivre ses travaux et de se réunir à Genève ou en tout autre lieu approprié. L'Assemblée a prié le Comité spécial de compléter, en priorité, la formulation des quatre principes sur lesquels on n'était pas encore parvenu à un accord et d'examiner toutes propositions relatives au principe de non-intervention en vue d'élargir la portée de l'accord déjà exprimé dans la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale; et ensuite d'examiner toute proposition supplémentaire en vue d'élargir la portée de l'accord exprimé dans les textes formulés par le Comité concernant le principe de règlement pacifique des différends internationaux et le principe de l'égalité souveraine des Etats. Le Comité spécial a été prié de soumettre à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, un rapport complet et un projet de déclaration sur les sept principes. Conformément à cette résolution, le Comité spécial se réunira à Genève pour une session commençant le 17 juillet 1967.

E. — Question des méthodes d'établissement des faits

Conformément à sa résolution 2104 (XX), du 20 décembre 1965, l'Assemblée générale a été saisie, lors de sa vingt et unième session, d'un rapport du Secrétaire général et des opinions exprimées par les Etats Membres sur cette question. Ladite question a été renvoyée à la Sixième Commission, et, sur recommandation de celle-ci, l'Assemblée a adopté la résolution 2182 (XXI) du 12 décembre 1966 par laquelle elle a invité les Etats Membres à présenter les vues ou nouvelles vues qu'ils pourraient avoir sur le sujet, et décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session, une question intitulée "Question des méthodes d'établissement des faits" en vue d'étudier les nouvelles mesures qu'il pourrait être approprié de prendre.

F. — Projet de déclaration sur le droit d'asile

L'examen du point de l'ordre du jour relatif au projet de déclaration sur le droit d'asile qui, à la vingtième session de l'Assemblée générale avait été transféré de la Troisième Commission à la Sixième Commission parce que l'ordre du jour très chargé de la Troisième Commission ne lui permettait pas de la mener à bien, a été repris par la Sixième Commission à la vingt et unième session.

A cette session, la Sixième Commission a consacré une discussion générale au projet de déclaration. Au cours de cette discussion, il a été décidé de constituer un groupe de travail de 20 membres chargé de préparer un projet de déclaration préliminaire sur le droit d'asile territorial. A cette fin, la Sixième Commission a transmis au Groupe de travail le texte du projet de déclaration sur le droit d'asile adopté par la Commission des droits de l'homme le 15 mars 1960; le texte du préambule et de l'article premier du projet de déclaration adoptés par la Troisième Commission lors de la dix-septième session de l'Assemblée; les amendements et commentaires soumis par écrit par les Etats Membres; les propositions précises faites au cours de la discussion

lors de la vingt et unième session et les instruments internationaux existants qui se rapportent à la question.

Le 7 décembre 1966, le Groupe de travail a soumis à la Sixième Commission un rapport qui résumait ses délibérations, contenait le texte d'un projet de déclaration sur l'asile territorial et mentionnait quelques questions devant faire l'objet d'un nouvel examen. A la lumière de ce rapport, la Sixième Commission a recommandé à l'Assemblée générale un projet de résolution que l'Assemblée a adopté, à l'unanimité, le 16 décembre 1966 en tant que résolution 2203 (XXI). Par cette résolution, l'Assemblée a notamment prié le Secrétaire général de transmettre aux Etats Membres pour plus ample examen le texte du projet de déclaration préparé par le Groupe de travail ainsi que le rapport de la Sixième Commission à ce sujet. L'Assemblée a également décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-deuxième session une question intitulée "Projet de déclaration sur l'asile territorial en vue de l'adoption finale d'une déclaration en la matière."

G. — Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

Lors de sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a été saisie d'un rapport du Secrétaire général exposant les mesures prises pour mettre en application la résolution 2099 (XX) du 20 décembre 1965, qui instituait un programme destiné à favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international. Le rapport contenait également les recommandations du Comité consultatif institué par cette résolution pour donner au Secrétaire général des avis sur les aspects de fond du programme. Le Secrétaire général a accepté toutes les recommandations du Comité consultatif. Pour 1967, le Comité avait recommandé que le cours régional de formation et d'entretien qui devait avoir lieu en Afrique soit organisé conjointement avec l'UNESCO; que 15 bourses de perfectionnement soient accordées à des personnes de pays en voie de développement; que des services consultatifs soient fournis aux pays en voie de développement, qui en feraient la demande, dans le cadre des programmes existants d'assistance technique; qu'un jeu de publications juridiques de l'Organisation des Nations Unies soit fourni à 15 institutions au maximum dans des pays en voie de développement; enfin, que l'Assemblée générale accueille favorablement les projets de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies visant la préparation d'études relatives à la codification et au développement progressif du droit international, dans le cadre des Nations Unies, comme prévu à l'annexe de la résolution 2099 (XX). Par la suite, le Secrétaire général a indiqué que l'UNESCO avait accepté la proposition tendant à organiser avec son concours des cours régionaux de formation et d'entretien, les dépenses qu'ils entraîneraient étant réparties entre l'ONU et l'UNESCO.

La Sixième Commission, après avoir examiné le rapport du Secrétaire général, a recommandé à l'Assemblée générale un projet de résolution que l'Assemblée a adopté à l'unanimité le 16 décembre 1966 en tant que résolution 2204 (XXI). Dans cette résolution, l'Assemblée a autorisé le Secrétaire général à exécuter en 1967 les activités spécifiées dans son rapport; elle a accepté l'offre faite par la République-Unie de

Tanzanie de fournir des installations et des services pour le cours régional de formation et d'entretien; elle a remercié l'UNESCO de sa participation au programme, et l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies pour les activités qu'il mène dans le domaine du droit international, et décidé que le programme institué aux termes de la résolution 2099 (XX) porterait désormais le nom de Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

En 1967, le Secrétaire général s'est occupé de mener à bien les activités du programme qu'il avait été autorisé à exécuter par la résolution 2204 (XXI). Le cours de formation et d'entretien doit avoir lieu à Dar es-Salam entre le 14 août et le 9 septembre. Conformément à cette même résolution, le Secrétaire général fera rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session, au sujet de la préparation et de l'exécution des activités du Programme prévues pour 1967 et 1968 et présentera, après avoir consulté le Comité consultatif, des recommandations touchant l'exécution du programme au cours des années suivantes.

H. — Création de la commission des Nations Unies pour le droit commercial international

Le 17 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 2205 (XXI) par laquelle elle a décidé de créer une commission des Nations Unies pour le droit commercial international afin d'encourager l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international.

Cette question avait été examinée pour la première fois, sur demande de la Hongrie, à la vingtième session de l'Assemblée générale, dans le cadre du point de l'ordre du jour intitulé "Examen des mesures à prendre en vue du développement progressif du droit international privé, particulièrement en vue de favoriser le commerce international". Par sa résolution 2102 (XX) du 20 décembre 1965, l'Assemblée avait prié le Secrétaire général de lui soumettre, lors de sa vingt et unième session, un rapport complet sur la question.

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a renvoyé cette question à la Sixième Commission, qui l'a discutée sur la base d'un rapport du Secrétaire général relatif au développement progressif du droit commercial international, des observations formulées à ce sujet par les secrétariats de l'Institut international pour l'unification du droit privé et la Conférence de droit international privé de La Haye, et d'une résolution sur la question adoptée par le Conseil de la Chambre de commerce internationale le 16 novembre 1966.

Le rapport du Secrétaire général avait été préparé par le Service juridique sur la base de l'étude préliminaire établie par le professeur Clive M. Schmitthoff, du City of London College, auquel le Secrétaire général avait fait appel, et en consultation avec M^{me} Margarita Arguas (Argentine), M. Taslim O. Elias (Nigéria), le professeur Gyula Eorsi (Hongrie), M. Willis L. Reese (Etats-Unis) et le professeur Mustafa Kamil Yaseei (Irak). Des consultations ont également eu lieu avec des organes et des services de l'ONU, des institutions spécialisées et d'autres organisations que la question intéresse directement.

Dans son rapport, le Secrétaire général a dit que les travaux effectués jusqu'à présent en matière d'unification et d'harmonisation du droit commercial inter-

national faisaient apparaître certains progrès mais aussi des lacunes notables. Si les résultats obtenus étaient relativement modestes, cela était dû en partie aux difficultés inhérentes à toute tentative de modification des lois et pratiques nationales. Il fallait ajouter que seuls quelques gouvernements s'étaient efforcés de réaliser l'unification du droit ou avaient accordé à cette tâche une priorité assez élevée. Les pays en voie de développement et notamment ceux qui ont récemment accédé à l'indépendance, n'avaient pratiquement pas eu la possibilité de participer à ces travaux. Le rapport indiquait également qu'aucune des organisations qui œuvrent dans ce domaine ne jouissait d'une autorité mondiale; aucune, non plus, ne faisait une juste place aux pays de libre entreprise et aux pays à économie planifiée, aux pays développés et aux pays en voie de développement. Enfin, il n'y avait pas eu de coopération et de coordination suffisantes entre ces organismes; d'où une certaine anarchie et en même temps des chevauchements dans leurs activités. On pensait donc qu'il était souhaitable que l'Organisation des Nations Unies participe plus activement aux efforts visant à réduire ou à supprimer les obstacles juridiques qui entravent le commerce international.

Ayant été informé qu'en raison de son calendrier chargé la Commission du droit international ne souhaitait pas jouer un rôle dans ce domaine, le Secrétaire général a indiqué qu'il n'existait à l'ONU aucun organe qui fut techniquement compétent à cet égard et put consacrer suffisamment de temps à un programme d'harmonisation et d'unification du droit commercial. On pensait donc que l'Assemblée générale voudrait peut-être envisager la possibilité de créer une nouvelle commission qui pourrait être désignée sous le nom de Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

Au cours de la discussion de cette question à la Sixième Commission, le contenu et les conclusions du rapport du Secrétaire général ont reçu l'assentiment général. De nombreux orateurs ont fait état de la contribution importante déjà apportée dans ce domaine par l'Institut international pour l'unification du droit privé et par la Conférence du droit international privé de La Haye ainsi que du rôle et des attributions de la CNUCED en matière de commerce international.

Le 14 décembre, la Sixième Commission a recommandé à l'Assemblée générale un projet de résolution que l'Assemblée a adopté à l'unanimité, le 17 décembre 1966, en tant que résolution 2205 (XXI).

Aux termes de cette résolution, la Commission sera composée de 29 Etats élus par l'Assemblée générale pour une période de six ans. Les sièges de la Commission seront répartis de la manière suivante: sept pour les Etats d'Afrique; cinq pour les Etats d'Asie; quatre pour les Etats d'Europe orientale; cinq pour les Etats d'Amérique latine; huit pour les Etats d'Europe occidentale et les autres Etats. Afin d'assurer une certaine continuité dans la composition de la Commission, l'Assemblée a prévu un système selon lequel le mandat de 14 membres élus à la première élection qui aura lieu à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, prendra fin à l'expiration d'une période de trois ans.

Les Etats élus à la Commission ont été priés de désigner leurs représentants, dans toute la mesure possible, parmi des personnes possédant une compétence reconnue dans le domaine du droit commercial international.

La résolution dispose que la Commission encouragera l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international: 1) en coordonnant les activités des organisations qui s'occupent de ces questions et en les encourageant à coopérer entre elles; 2) en favorisant une participation plus large aux conventions internationales existantes et une acceptation plus générale des lois types et lois uniformes existantes; 3) en préparant de nouvelles conventions internationales et des lois types et lois uniformes nouvelles et en encourageant l'adoption de tels instruments, ainsi qu'en encourageant la codification et une acceptation plus générale des termes, règles usages et pratiques du commerce international, en collaboration chaque fois que cela est approprié avec les organisations qui s'occupent de ces questions; 4) en recherchant les moyens d'assurer l'interprétation et l'application uniforme des conventions internationales et des lois uniformes dans le domaine du droit commercial international; 5) en rassemblant et en diffusant des informations sur les législations nationales et sur l'évolution juridique moderne, y compris celle de la jurisprudence, dans le domaine du droit commercial international; 6) en établissant et en maintenant une étroite collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; 7) en assurant la liaison avec d'autres organes des Nations Unies et des institutions spécialisées qui s'intéressent au commerce international; 8) en prenant toutes autres mesures qu'elle juge utiles à l'accomplissement de ses fonctions.

La Commission tiendra normalement une session ordinaire chaque année. Sauf difficultés d'ordre technique, elle se réunira alternativement à New York et à Genève. La première session de la Commission est prévue pour 1968.

La Commission fera rapport annuellement à l'Assemblée et ses rapports seront soumis simultanément, pour observations, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La Commission a également été autorisée à consulter toute organisation compétente ainsi que tout expert, ou à faire appel à leurs services, et à établir des relations de travail avec les organisations qui s'occupent de l'harmonisation et de l'unification progressives du droit commercial international.

L'Assemblée a prié le Secrétaire général, en attendant l'élection des membres de la Commission qui aura lieu lors de la vingt-deuxième session, de faire le travail de préparation nécessaire et notamment d'inviter les Etats Membres, ainsi que les organes et organisations s'occupant du commerce international à soumettre, par écrit, avant le 1^{er} juillet 1967, leurs observations sur le programme de travail que doit entreprendre la Commission.

I. — Arbitrage de différends de droit privé dans le commerce international

Le Centre pour le développement de l'arbitrage commercial, qui a été créé en 1962 au Secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, a poursuivi ses travaux dans cette région.

Au cours de l'année écoulée, le Centre s'est tout particulièrement occupé d'établir et de publier le Règlement d'arbitrage commercial international de la CEAO et les Principes de la CEAO pour la conciliation. Le Règlement et les Principes ont été établis par le Secrétariat sur la base de principes détaillés qu'avait adoptés la Conférence de la CEAO sur

l'arbitrage commercial, qui s'est réunie à Bangkok en janvier 1966. En recommandant au Centre d'établir et d'adopter le Règlement et les Principes, la Conférence avait proposé que ces textes soient largement diffusés dans la région tout entière et qu'ils soient en particulier portés à l'attention des chambres de commerce, des associations de juristes, des associations commerciales, des universités et autres organes et particuliers qui s'intéressent au commerce international et aux activités de développement économique liée au commerce international.

Le Règlement d'arbitrage commercial international est destiné à être appliqué dans les cas où des parties qui se livrent à des échanges commerciaux internationaux dans la région acceptent de l'appliquer pour l'arbitrage de leurs différends. Le Règlement contient des dispositions relatives aux différentes étapes de l'arbitrage, telles que la désignation des arbitres, la détermination du lieu d'arbitrage, le déroulement de la procédure d'arbitrage et la sentence. Il fixe en outre la procédure à suivre pour désigner les arbitres et déterminer le lieu de l'arbitrage lorsque les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur ces points, savoir: le renvoi de la question à un Comité spécial. Aux termes du Règlement, les membres de ce Comité seraient choisis par le Secrétaire exécutif parmi les représentants à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

Les Principes pour la conciliation sont destinés à servir de guide aux parties qui se livrent à des échanges commerciaux internationaux dans la région et qui souhaiteraient recourir à la conciliation pour régler leurs différends. Les Principes prévoient notamment que chaque partie est libre d'accepter ou de rejeter les conditions de règlement proposées par le ou les conciliateurs et que, en cas d'échec, rien de ce qui a été déclaré dans le cadre de la procédure de conciliation ne porte atteinte de quelque manière que ce soit aux droits de l'une quelconque des parties au différend.

J. — Traités et conventions multilatérales

ENREGISTREMENT ET PUBLICATION DES TRAITÉS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Au cours de l'année qui s'est terminée le 15 juin 1967, 579 traités et accords internationaux ont été enregistrés au Secrétariat, dont 413 à la demande de 35 gouvernements, 111 à la demande de sept institutions spécialisées et de six organisations internationales et 55 d'office. Huit traités et accords ont été classés et inscrits au répertoire, dont trois à la demande de deux institutions spécialisées et cinq par le Secrétariat. Au total, le nombre des traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire entre le 14 décembre 1946 et le 15 juin 1967, s'élève à 12 636. En outre, au cours de l'année qui s'est terminée le 15 juin 1967, le Secrétariat a enregistré ou classé et inscrit au répertoire 569 déclarations certifiées, ce qui a porté à 5 236 le nombre total des déclarations certifiées enregistrées ou classées et inscrites au répertoire à la date du 15 juin 1967.

Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, le Secrétariat a publié 34 volumes du *Recueil des Traités* (volumes 508, 509, 512, 513, 517; 520 à 539; 541 à 549).

En outre, 36 volumes du *Recueil* (jusqu'au volume 586) contenant les textes enregistrés ou classés et inscrits au répertoire jusqu'à la fin de 1966 sont sous

presse et doivent paraître dans le courant de l'année 1967.

NOUVEAUX TRAITÉS MULTILATÉRAUX CONCLUS SOUS LES AUSPICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DONT LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EST DÉPO- SITAIRE

Depuis la publication du dernier rapport, les traités suivants ont été établis: Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ouvert à la signature, à New York, le 19 décembre 1966; Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ouvert à la signature, à New York, le 19 décembre 1966; Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ouvert à la signature, à New York, le 19 décembre 1966; Protocole portant nouvelle prolongation de la validité de la Convention du 6 avril 1950 concernant la déclaration de décès de personnes disparues, ouvert à l'adhésion, à New York, le 15 janvier 1967; Protocole relatif au statut des réfugiés, en date, à New York, du 31 janvier 1967; Protocole d'association pour l'établissement de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, en date, à Accra, du 4 mai 1967.

SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS: ENTRÉE EN VIGUEUR

Le nombre des accords internationaux dont le Secrétaire général est dépositaire s'élève maintenant à 178.

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, 82 signatures ont été apposées à ces traités et 331 instruments de ratification, d'adhésion ou d'acceptation ainsi que diverses notifications et communications ont été reçus par le Secrétaire général. Cent trente-six de ces traités sont entrés en vigueur; ceux qui sont entrés en vigueur depuis le 16 juin 1966 sont les suivants:

Accord portant création de la Banque asiatique de développement, en date, à Manille, du 4 décembre 1965 (entré en vigueur le 22 août 1966);

Convention relative à l'unification de certaines règles en matière d'abordage en navigation intérieure, en date, à Genève, du 15 mars 1960 (entrée en vigueur le 13 septembre 1966);

Protocole portant nouvelle prolongation de la validité de la Convention du 6 avril 1950 concernant la déclaration de décès de personnes disparues, ouvert à l'adhésion, à New York, le 15 janvier 1967 (entré en vigueur le 24 janvier 1967);

Convention de Vienne sur les relations consulaires, en date, à Vienne, du 24 avril 1963 (entrée en vigueur le 19 mars 1967);

Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité, en date, à Vienne, du 24 avril 1963 (entré en vigueur le 19 mars 1967);

Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, en date, à Vienne, du 24 avril 1963 (entré en vigueur le 19 mars 1967);

Protocole d'association pour l'établissement de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, en date, à Accra, du 4 mai 1967 (entré en vigueur le 4 mai 1967);

Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral, en date, à New York, du 8 juillet 1965 (entrée en vigueur le 9 juin 1967).

En outre, les modifications aux annexes 3 et 6 de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR

(Convention TIR), en date, à Genève, du 15 janvier 1959, effectuées par accord entre les administrations compétentes de toutes les parties contractantes, sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1966, et la modification proposée par les Pays-Bas à la Convocation sur les facilités douanières en faveur du tourisme, en date, à New York, du 4 juin 1964, a été acceptée le 6 mars 1967 et est entrée en vigueur le 6 juin 1967.

AMENDEMENT À L'ARTICLE 109 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

Au 15 juin 1967, l'amendement que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution 2101 (XX), avait été ratifié par les 67 Etats suivants: Afghanistan, Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Ceylan, Chine, Chypre, Congo (République démocratique du), Dahomey, Danemark, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, Gambie, Ghana, Guatemala, Haute-Volta, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Irlande, Islande, Israël, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Laos, Malaisie, Malawi, Malte, Maroc, Mexique, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, République arabe unie, République Dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Singapour, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

L'amendement entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié par les deux tiers des Membres des Nations Unies, y compris les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

ACTE GÉNÉRAL REVISÉ POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX

Les listes suivantes, correspondant aux trois modalités d'adhésion prévues à l'article 38 de l'Acte général révisé pour le règlement pacifique des différends internationaux, adopté par l'Assemblée générale le 28 avril 1949, sont publiées conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 43 de cet Acte.

Adhésions

a) Ensemble de l'Acte (chapitres premier, II, III, et IV)

Belgique	23 décembre 1949
Norvège	16 juillet 1951
Danemark	25 mars 1952
Luxembourg	28 juin 1961
Haute-Volta	27 mars 1962

b) Dispositions relatives à la conciliation et au Règlement judiciaire (chapitres premier et II) et dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV)

Suède	22 juin 1950
-------------	--------------

Sous les réserves prévues à l'article 39, paragraphe 2, alinéa a, ayant pour effet d'exclure des procédures décrites dans l'Acte les différends nés de faits antérieurs à l'adhésion.

c) Dispositions relatives à la conciliation (chapitre premier) et dispositions générales concernant cette procédure (chapitre IV)

Néant.

K. — Privilèges et immunités

CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Au cours de l'année considérée, l'Irlande a adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies. En outre, la Gambie a fait savoir au Secrétaire général qu'elle se considérait comme liée par la Convention dont l'application avait été étendue à son territoire avant son accession à l'indépendance. A l'heure actuelle, le nombre des Etats parties à la Convention est donc de quatre-vingt-seize.

CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

La Tchécoslovaquie et l'Irlande ont adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. En outre, la Gambie à qui la Convention était applicable avant son accession à l'indépendance a fait savoir au Secrétaire général qu'elle se considérait comme liée par la Convention. A l'heure actuelle, soixante-deux Etats sont parties à la Convention.

AMENDEMENT À L'ACCORD COMPLÉMENTAIRE DE L'ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE RELATIF AU SIÈGE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Par un échange de lettres datées du 8 décembre 1966 entre le Secrétaire général et le représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique, une modification a été apportée à l'Accord complémentaire de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies qui a été conclu le 9 février 1966. L'Accord complémentaire avait étendu l'application de l'Accord du 26 juin 1947 relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies aux bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement situés dans l'Alcoa Plaza Associates Building, 866 United Nations Plaza, et aux bureaux de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies situés 801 United Nations Plaza, tous deux dans le voisinage immédiat du district administratif. L'Amendement à l'Accord complémentaire étend encore l'application de l'Accord du 26 juin 1947 relatif au Siège à de nouveaux bureaux, situés également dans l'Alcoa Plaza Associates Building, qui ont été loués pour y installer le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE RELATIF AU SIÈGE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Un accord a été conclu le 13 avril 1967 entre l'Organisation des Nations Unies et la République d'Autriche au sujet du siège de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Par sa résolution 2212 (XXI) du 17 décembre 1966, l'Assemblée générale avait décidé que le siège de cette organisation serait établi à Vienne. L'Accord, selon ses propres termes, "complète" la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, approuvée par l'Assemblée générale et à laquelle l'Autriche est partie. Il ne fait donc pas double emploi avec ladite Convention mais comble certaines de ses lacunes et en précise certaines clauses. Il régit les questions que pose l'installation à Vienne du siège de l'ONUDI, notam-

ment le contrôle et la protection, les installations et les services publics, et la liberté de déplacement à destination ou en provenance du district du siège. L'Accord vise en outre à dissiper une ambiguïté concernant le régime des privilèges et immunités des représentants d'Etats Membres; il affirme en effet que le principe dit de la réciprocité entre Etats n'est pas applicable aux relations entre un Etat hôte et un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est des privilèges et immunités des représentants d'Etats. Il stipule à cette fin que les dispositions de l'Accord, qui reconnaît en substance aux représentants des Etats Membres des privilèges et immunités analogues à ceux des agents diplomatiques, "sont applicables... que l'Etat intéressé accorde ou non un privilège ou une immunité analogue aux agents diplomatiques ou aux citoyens de la République d'Autriche" (section 39). S'agissant des fonctionnaires de l'ONUDI, l'Accord leur reconnaît une immunité dont la nécessité est récemment devenue de plus en plus manifeste, savoir: l'exemption d'impôt sur les pensions que leur verse la Caisse commune des pensions des Nations Unies. L'Accord a été accompagné d'un échange de notes, portant la même date, qui précisait certaines de ses dispositions. Il devra être ratifié, ce qui aura probablement lieu sous peu.

AUTRES ACCORDS CONTENANT DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Un certain nombre d'accords conclus au cours de l'année entre l'Organisation des Nations Unies et des Etats Membres contiennent également des dispositions relatives aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies. Ce sont, par exemple, en dehors des accords concernant l'assistance technique, le Fonds spécial ou le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des accords relatifs à la fourniture de personnel d'administration ou d'exécution, un accord conclu avec la Finlande au sujet d'un cycle d'études des Nations Unies sur l'éducation civique et politique de la femme, devant avoir lieu à Helsinki; un accord avec la Jamaïque concernant un cycle d'études des Nations Unies sur la mise en œuvre effective des droits civils et politiques sur le plan national, devant avoir lieu à Kingston; un accord avec la Pologne concernant un cycle d'études sur la mise en œuvre des droits économiques et sociaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, devant avoir lieu à Varsovie; un accord avec la Tunisie stipulant des arrangements pour la Seconde conférence cartographique des Nations Unies pour l'Afrique, devant avoir lieu à Tunis; un accord avec le Venezuela stipulant des arrangements pour la douzième session de la Commission économique pour l'Amérique latine, organisée à Caracas; un accord avec le Ghana stipulant des arrangements pour la première réunion des ministres de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, devant avoir lieu à Accra; enfin, un accord avec la Grèce stipulant des arrangements pour le Colloque international sur le développement industriel, qui doit avoir lieu à Athènes.

L. — Règlements intérieurs des organes des Nations Unies

AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Par sa résolution 1193 (XLI) du 20 décembre 1966, le Conseil économique et social, tenant compte de

l'augmentation du nombre de ses membres, a décidé de porter de deux à trois le nombre de ses vice-présidents et a approuvé les amendements ci-après aux articles 20, 22 et 23 de son Règlement intérieur: 1) l'article 20, sous sa forme modifiée, prévoit que le Conseil aura trois vice-présidents, dont chacun présidera l'un des Comités de session, comme en décidera le Conseil sur la recommandation du Président; 2) l'article 22, sous sa forme modifiée, prévoit que le Président désignera l'un des Vice-Présidents pour le remplacer s'il doit s'absenter pendant une séance ou une partie de séance; et 3) l'article 23, sous sa forme modifiée, prévoit que le Président ou l'un des Vice-Présidents sera remplacé, le cas échéant, par un nouveau Président ou Vice-Président élu par le Conseil pour la durée du mandat qui reste à courir. Une annexe à la résolution précise: 1) que, pour l'élection du Président du Conseil, il est tenu compte d'une rotation géographique équitable de cette charge entre les groupes régionaux suivants: Etats d'Afrique; Etats d'Amérique latine; Etats d'Asie; Etats d'Europe occidentale et autres Etats; Etats socialistes d'Europe orientale; et 2) que les trois vice-présidents du Conseil doivent aussi être élus sur la base d'une répartition géographique équitable entre les groupes régionaux autres que celui dont le Président fait partie.

Par sa résolution 1156 (XLI) du 5 août 1966 sur l'examen et la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social, le Conseil a décidé d'examiner à une session ultérieure, en tenant compte des suggestions qui seraient soumises par le Secrétaire général, les changements qu'il pourrait être nécessaire d'apporter à son règlement intérieur en raison, notamment, de l'accroissement du nombre de ses membres et des modifications apportées à l'agencement de ses réunions. Après avoir examiné les propositions que le Secrétaire général avait faites en application de cette résolution, le Conseil a décidé, le 29 mai 1967: 1) de modifier le deuxième paragraphe de l'article 4 en remplaçant les termes "deux vice-présidents" par "trois vice-présidents"; 2) de modifier l'article 19 en mettant, dans la dernière phrase, le terme "représentants" au singulier pour se conformer à l'article 18 en vertu duquel chaque membre du Conseil est représenté par un seul représentant accrédité; et 3) de modifier les articles 26 et 27 en précisant que les comités du Conseil pourront être des comités pléniers ou des comités restreints et que seuls les membres des comités restreints seront désignés par le Président, sous réserve de l'approbation du Conseil, à moins que le Conseil n'en décide autrement; 4) de modifier en outre l'article 26 en y ajoutant une référence à l'article 20, tel qu'il a été modifié par la résolution 1193 (XLI) du Conseil, précisant bien par là que la règle selon laquelle chaque comité du Conseil élit son propre bureau n'est pas applicable aux comités de session.

Il y a également lieu de noter que, par sa résolution 1231 (XLII), du 6 juin 1967, le Conseil économique et social a décidé de modifier les articles 15, 17 et 18 du règlement intérieur de ses commissions techniques. Ces amendements concernent: 1) le remplacement de "un ou deux" par "un ou plusieurs" vice-présidents des commissions; 2) la désignation par le Président d'un des vice-présidents pour le remplacer au cas où il se trouverait dans l'impossibilité d'être présent à une séance ou une partie de séance; et 3) le remplacement du Président par l'un des vice-présidents, selon l'ordre alphabétique anglais des pays qu'ils représentent, au cas où la présidence deviendrait vacante.

INSTALLATION D'UN DISPOSITIF MÉCANIQUE DE VOTE

Le 7 décembre 1966, l'Assemblée générale a approuvé, sur recommandation du Secrétaire général, l'emploi du dispositif mécanique de vote dans la salle de l'Assemblée générale à titre permanent et a décidé de différer jusqu'à la vingt-deuxième session toute décision relative à l'extension éventuelle du dispositif à d'autres salles de conférence.

Au cours de sa vingt et unième session, l'Assemblée générale en est venue progressivement à remplacer le vote par appel nominal par le "vote enregistré". Dans un vote enregistré, l'appel des noms des Etats Membres n'a pas lieu. Le Président invite successivement ceux qui sont en faveur d'une proposition, puis ceux qui sont contre, puis ceux qui s'abstiennent, à appuyer sur le bouton voulu et la feuille indiquant les résultats est imprimée automatiquement. Conformément à l'article 35 du règlement intérieur, le Président proclame alors les résultats du scrutin, qui sont consignés au compte rendu suivant l'ordre alphabétique anglais du nom des membres. Cette procédure de vote permet de gagner un temps appréciable tout en assurant parfaitement l'enregistrement du scrutin.

M. — *Etat de la question de la souveraineté permanente des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles*

Conformément à la décision qu'avait prise l'Assemblée générale à sa vingtième session, la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles a été inscrite à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée et renvoyée à la deuxième Commission.

La Deuxième Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par l'Algérie, la Birmanie, l'Irak, l'Iran, le Panama, la Pologne, la République arabe unie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la République-Unie de Tanzanie, la Syrie, et la Yougoslavie. Le projet a été révisé deux fois; la Libye, la Mauritanie, le Maroc, l'Afghanistan, Ceylan, l'Equateur, le Liban et le Kenya se sont ultérieurement joints à ses auteurs. La Deuxième Commission a approuvé le projet, sous sa forme modifiée définitive, par 99 voix contre zéro, avec 8 abstentions. Sur la recommandation de la Commission, l'Assemblée générale l'a adopté par 104 voix contre zéro, avec 6 abstentions [résolution 2158 (XXI)].

Par cette résolution, l'Assemblée générale a: 1) réaffirmé le droit inaliénable de tous les pays d'exercer leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles dans l'intérêt de leur développement national; 2) déclaré que l'Organisation des Nations Unies devrait faire un effort concerté maximum pour orienter ses activités de manière à permettre à tous les pays d'exercer pleinement ce droit; 3) estimé qu'un tel effort devrait aider les pays en voie de développement à réaliser la mise en valeur la plus grande possible de leurs ressources naturelles et à renforcer leur aptitude à entreprendre eux-mêmes cette mise en valeur de sorte qu'ils puissent exercer effectivement leur choix en décidant de la manière dont leurs ressources naturelles doivent être exploitées et commercialisées; 4) confirmé que l'exploitation des ressources naturelles de chaque pays doit toujours être conforme à ses lois et règlements nationaux; 5) reconnu le droit de tous les pays, et en particulier des pays en voie de développement, de

s'assurer une participation accrue à la gestion des entreprises dont l'exploitation est assurée totalement ou partiellement par des capitaux étrangers et d'avoir une part plus grande des avantages et des bénéfices provenant de cette exploitation, sur une base équitable, compte dûment tenu des besoins et des objectifs des peuples intéressés en matière de développement ainsi que des pratiques contractuelles mutuellement acceptables et engagé les pays d'où ces capitaux sont originaires à s'abstenir de toute action qui pourrait faire obstruction à l'exercice de ce droit; 6) considéré que, lorsque les ressources naturelles des pays en voie de développement sont exploitées par des investisseurs étrangers, ces derniers devraient se charger de la formation appropriée et accélérée de personnel national à tous les niveaux et dans tous les domaines touchant à cette exploitation; 7) fait appel à tous les pays développés pour qu'ils fournissent aux pays en voie de développement, sur leur demande, une assistance, y compris des biens d'équipement et des connaissances techniques, pour exploiter et commercialiser leurs ressources naturelles afin d'accélérer leur développement économique et pour que lesdits pays développés s'abstiennent d'écouler sur le marché mondial des stocks non commerciaux de produits de base qui pourraient avoir un effet défavorable sur les recettes en devises des pays en voie de développement; 8) reconnu que les organisations nationales et internationales créées par les pays en voie de développement pour mettre en valeur et commercialiser leurs ressources naturelles contribuent de façon significative à assurer l'exercice de la souveraineté permanente de ces pays dans ce domaine et, à ce titre, doivent être encouragées; et 9) recommandé à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, à la Commission économique pour l'Amérique latine, à la Commission économique pour l'Afrique et au Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth de suivre la question de la souveraineté permanente des pays de ces régions sur leurs ressources naturelles, ainsi que le problème de l'utilisation économique de ces ressources dans l'intérêt national des peuples de ces pays.

Dans la partie II de la même résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de coordonner les activités du Secrétariat dans le domaine des ressources naturelles avec celles d'autres organes et programmes des Nations Unies, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, les commissions économiques régionales, le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique et, particulièrement, avec celles de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; de prendre les mesures nécessaires pour faciliter, grâce aux travaux du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, l'intégration de l'exploitation des ressources naturelles des pays en voie de développement dans des programmes de développement économique accéléré; et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-troisième session, un rapport sur l'état de la mise en œuvre de la résolution.

N. — Aspects juridiques des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Par une lettre datée du 16 juin 1966, adressée au Secrétaire général, le représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a transmis un projet de traité sur les principes régissant l'activité des Etats dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, de la lune et des autres corps célestes; le représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques demandait que l'Assemblée générale examine ce projet à sa vingt et unième session, au titre de la question dont l'Union soviétique avait demandé l'inscription à l'ordre du jour le 30 mai 1966.

Par une lettre datée du 16 juin 1966, adressée au Président du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, le représentant des Etats-Unis a transmis un projet de traité régissant l'exploration de la lune et des autres corps célestes et, après avoir rappelé sa communication du 9 mai et les consultations qu'il avait eues par la suite avec des membres du Comité, a proposé que le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique soit convoqué le 12 juillet 1966 pour examiner la question.

Le Sous-Comité juridique a tenu sa cinquième session d'abord à Genève, du 12 juillet au 4 août, puis à New York, du 12 au 16 septembre 1966. Il s'est occupé de l'élaboration d'un projet de traité sur les principes régissant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, en se fondant sur les projets de traités présentés par l'URSS et les Etats-Unis, et sur les propositions présentées par divers membres du Sous-Comité au sujet de certains articles.

Au cours de la cinquième session du Sous-Comité, l'accord s'est fait sur une série d'articles du traité envisagé portant, en résumé, sur les points ci-après: 1) l'espace extra-atmosphérique peut être exploré et utilisé librement par tous les Etats; 2) l'espace extra-atmosphérique ne peut faire l'objet d'appropriation nationale; 3) les activités concernant l'espace extra-atmosphérique doivent s'effectuer conformément au droit international; 4) aucune arme nucléaire ne doit être placée dans l'espace extra-atmosphérique, et les corps célestes doivent être utilisés à des fins exclusivement pacifiques; 5) les Etats doivent prêter toute l'assistance possible aux astronautes et, en cas d'atterrissage forcé, ils doivent assurer promptement leur retour dans l'Etat d'immatriculation de leur véhicule spatial; 6) les Etats ont la responsabilité internationale de leurs activités dans l'espace extra-atmosphérique; 7) les Etats sont responsables du point de vue international des dommages causés par des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique; 8) les Etats conservent sous leur juridiction les objets qu'ils lancent dans l'espace extra-atmosphérique et tout le personnel desdits objets; ces objets doivent être restitués à l'Etat qui les lance s'ils sont trouvés hors de ses frontières; 9) toutes les activités dans l'espace extra-atmosphérique devront être poursuivies en tenant dûment compte des intérêts de tous les Etats. Toutefois, aucun accord n'a pu se faire sur d'autres éléments du projet de traité examiné par le Sous-Comité et notamment sur les points suivants: 1) les installations se trouvant sur les corps célestes doivent être librement accessibles; 2) des ren-

seignements doivent être fournis sur les activités spatiales; 3) le traité doit s'appliquer aux organisations internationales; 4) les Etats parties doivent accorder aux autres Etats parties des conditions égales en ce qui concerne l'observation du vol des objets spatiaux.

Le 17 septembre, le représentant permanent des Etats-Unis a adressé au Secrétaire général une lettre demandant l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale d'une question intitulée "Traité régissant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes"; le texte du traité envisagé était joint en annexe à ladite lettre.

Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a examiné les résultats des travaux de la session du Sous-Comité juridique, le 19 septembre 1966. Des divergences de vues importantes subsistaient sur les articles du projet de traité sur lesquels l'accord n'avait pu se faire et le Comité a pris note du rapport du Sous-Comité juridique.

Par une lettre adressée au Secrétaire général le 4 octobre 1966, le représentant permanent de l'Union soviétique a communiqué une version révisée du projet de traité soviétique, pour que l'Assemblée générale l'examine à sa vingt et unième session, au titre de la question dont l'Union soviétique avait demandé l'inscription à l'ordre du jour le 30 mai 1966.

La question des problèmes juridiques que posent l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique a été examinée par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session, dans le cadre de l'étude de trois points de son ordre du jour, à savoir: 1) le point intitulé "Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique: rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique", inscrit à l'ordre du jour provisoire par le Secrétaire général en application de la résolution 2130 (XX) de l'Assemblée; 2) le point intitulé "Conclusion d'un traité international sur les principes régissant l'activité des Etats dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, de la lune et des autres corps célestes" dont l'inscription à l'ordre du jour avait été proposée par l'URSS le 30 mai 1966 et dont le libellé avait été changé par le Bureau; et 3) le point intitulé "Traité régissant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes" dont l'inscription à l'ordre du jour avait été proposée par les Etats-Unis le 17 septembre 1966.

La question du traité régissant les activités des Etats dans l'espace extra-atmosphérique a été examinée par la Première Commission les 16 et 17 décembre. Bien que l'Union soviétique et les Etats-Unis eussent soumis leurs projets de traité respectifs pour examen, aucun des deux projets n'a été examiné par la Commission. Avant qu'elle n'engage son débat sur le projet de traité, les questions qui restaient en suspens avaient été résolues à la suite de consultations entre les membres du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et le 15 décembre le texte du traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, a été soumis à la Première Commission, en annexe à un projet de résolution présenté par 43 pays.

Le projet de résolution tendait à ce que l'Assemblée: 1) se félicite du traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris

lune et les autres corps célestes; 2) prie les gouvernements dépositaires d'ouvrir le traité aussitôt que possible à la signature et à la ratification; 3) exprime l'espoir d'une adhésion aussi large que possible audit traité; 4) prie le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique: a) de poursuivre ses travaux concernant l'élaboration d'un accord sur la responsabilité pour les dommages causés par des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et d'un accord sur l'assistance aux astronautes et aux véhicules spatiaux, le retour des astronautes et la restitution des véhicules spatiaux; b) d'entreprendre l'étude de questions relatives à la définition de l'espace extra-atmosphérique et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et des corps célestes; et c) de rendre compte de la marche de ses travaux à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session. Au cours du débat, un amendement visant à élargir la portée de l'étude des questions relatives à la définition de l'espace extra-atmosphérique et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et des corps célestes, de manière à comprendre les diverses conséquences des communications spatiales, a été présenté. Cet amendement a été accepté par les auteurs du projet de résolution.

En résumé, le traité disposait que: 1) l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et des corps célestes se ferait pour le bien de l'humanité tout entière; l'espace extra-atmosphérique et les corps célestes pourraient être explorés et utilisés librement par tous les Etats conformément au droit international; toutes les régions des corps célestes seraient librement accessibles; les recherches scientifiques seraient libres dans l'espace extra-atmosphérique; 2) l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, ne pourrait faire l'objet d'appropriation nationale; 3) les activités relatives à l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, devraient s'effectuer conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales; 4) il serait interdit de placer des armes nucléaires ou tout autre type d'armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique; la lune et les autres corps célestes seraient utilisés exclusivement à des fins pacifiques; il serait interdit d'aménager des bases et installations militaires et des fortifications sur les corps célestes, d'y faire des essais d'armes de tout type et d'y exécuter des manœuvres militaires; l'utilisation de personnel militaire à des fins de recherche scientifique ou à toute autre fin pacifique serait autorisée; l'utilisation de tout équipement nécessaire à l'exploration pacifique de la lune et des autres corps célestes serait aussi autorisée; 5) les Etats parties prêteraient assistance aux astronautes en détresse sur le territoire d'un autre Etat partie, en haute mer, ou dans l'espace extra-atmosphérique et sur les corps célestes, et assureraient leur retour en toute sécurité dans l'Etat d'immatriculation de leur véhicule spatial; les Etats parties fourniraient des renseignements sur tout phénomène pouvant présenter un danger pour la vie ou la santé des astronautes; 6) les Etats parties auraient la responsabilité internationale des activités nationales dans l'espace extra-atmosphérique et sur les corps célestes, qu'elles soient entreprises par des organismes gouvernementaux ou par des entités non gouvernementales; les organisations internationales et les Etats qui en font partie seraient responsables des activités qu'elles poursuivent dans l'espace extra-atmosphérique; 7) les Etats seraient responsables du point de vue international des dommages causés par les objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique; 8) l'Etat sur

le registre duquel est inscrit un objet lancé dans l'espace extra-atmosphérique conserverait sous sa juridiction ledit objet et tout le personnel dudit objet, alors qu'ils se trouvent dans l'espace extra-atmosphérique ou sur un corps céleste, et conserverait les droits de propriété sur ces objets, y compris les objets amenés ou construits sur un corps céleste; les objets trouvés au-delà des frontières de l'Etat sur le registre duquel ils sont inscrits devraient être restitués à cet Etat, celui-ci étant tenu de fournir sur demande des données d'identification avant la restitution; 9) compte serait dûment tenu des intérêts correspondants des autres Etats dans l'espace extra-atmosphérique; les Etats procéderaient à l'exploration de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, de manière à éviter les effets préjudiciables de leur contamination ainsi que les modifications nocives du milieu terrestre; des consultations internationales seraient engagées si une activité ou une expérience envisagée par un Etat ou par ses ressortissants dans l'espace extra-atmosphérique risque de gêner les activités d'autres Etats; 10) les Etats parties au traité examineraient dans des conditions d'égalité les demandes des autres Etats parties au traité tendant à obtenir des facilités pour l'observation du vol des objets spatiaux lancés par ces Etats; la nature de telles facilités et les conditions dans lesquelles elles pourraient être consenties seraient déterminées d'un commun accord par les Etats intéressés; 11) le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le public et la communauté scientifique internationale seraient informés de la nature et de la conduite des activités dans l'espace extra-atmosphérique, des lieux où elles sont poursuivies et de leurs résultats; le Secrétaire général assurerait la diffusion de ces renseignements; 12) toutes les stations et installations, tout le matériel et tous les véhicules spatiaux se trouvant sur la lune ou sur d'autres corps célestes seraient accessibles, dans des conditions de réciprocité; toute visite projetée serait notifiée au préalable, de façon que des précautions puissent être prises pour assurer la sécurité et éviter de gêner les opérations normales sur les lieux de l'installation à visiter; 13) les dispositions du traité s'appliqueraient aux activités relatives à l'espace extra-atmosphérique, que ces activités soient menées par un Etat seul ou en commun avec d'autres Etats, notamment dans le cadre d'organisations intergouvernementales internationales; les questions pratiques qui pourraient se poser à l'occasion des activités poursuivies par des organisations internationales seraient réglées soit avec l'organisation internationale compétente, soit avec un ou plusieurs des Etats membres de ladite organisation; 14) le traité serait ouvert à la signature et à la ratification ou à l'adhésion de tous les Etats; les gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'URSS seraient désignés comme étant les gouvernements dépositaires; le traité entrerait en vigueur lorsque cinq gouvernements, y compris les gouvernements dépositaires auraient déposé leurs instruments de ratification.

Au cours du débat, un certain nombre de délégations ont souligné que la conclusion du traité contribuerait à renforcer la paix et à réduire les risques de conflits internationaux. Rappelant la conclusion du traité sur l'Antarctique de 1959 et celle du traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé en 1963, on a fait observer que le traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes serait le troisième dans une série d'accords visant à édifier la

paix, et on a exprimé l'espoir que cette série continuerait de s'allonger. Un certain nombre de délégations ont été d'avis que le traité contribuerait à la solution de questions urgentes dans le domaine du désarmement. Certaines délégations ont soutenu que le traité favoriserait la coopération internationale dans l'espace extra-atmosphérique et aurait des répercussions sur les efforts déployés pour empêcher une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. De nombreuses délégations ont souligné l'importance de l'article interdisant de placer des armes nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique et stipulant que la lune et les autres corps célestes doivent être utilisés exclusivement à des fins pacifiques; toutefois, on a regretté que cette dernière disposition ne mentionne que la lune et les autres corps célestes et ne s'applique pas à l'espace extra-atmosphérique en général. On a émis l'avis que la conclusion du traité constituait une étape importante dans l'élaboration du droit de l'espace et offrirait une base solide pour la conclusion d'accords plus détaillés sur des problèmes juridiques particuliers résultant de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. On a fait observer que la mise en œuvre du traité donnerait lieu à des difficultés si une distinction n'était pas établie aussi rapidement que possible entre l'espace extra-atmosphérique et l'espace atmosphérique.

Le 17 décembre, la Première Commission a approuvé le projet de résolution des 43 puissances, qui a ensuite été adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale en tant que résolution 2222 (XXI).

Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique s'est réuni les 17 et 19 avril 1967 et a examiné diverses questions d'organisation ainsi que le futur programme de travail de son Sous-Comité juridique, compte tenu des dispositions de la résolution 2222 (XXI) à l'Assemblée générale. Il a été convenu que le Sous-Comité juridique poursuivrait l'élaboration d'accords sur la responsabilité pour les dommages causés par des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et sur l'assistance à fournir aux astronautes et le retour de ceux-ci, et entreprendrait en même temps l'étude des questions relatives à la définition de l'espace extra-atmosphérique et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et des corps célestes, y compris les diverses conséquences des communications spatiales. Il a été entendu cependant que le Sous-Comité déciderait lui-même de l'organisation de ses travaux. Le Comité a également décidé que la session suivante de son Sous-Comité juridique se tiendrait à Genève à une date que les membres du Comité fixeraient d'un commun accord. A la suite de consultations organisées en application de cette décision, il a été convenu que le Sous-Comité juridique se réunirait le 19 juin 1967 pour trois à quatre semaines.

On trouvera dans la section C du chapitre III un exposé des autres aspects de la question des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

O. — Question de la définition de l'agression

Les rapports annuels du Secrétaire général pour 1958-1959, 1961-1962, 1964-1965 et 1965-1966 rendent compte des travaux des trois premières sessions du Comité créé en vertu de la résolution 1181 (XII) de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 1957 en vue de déterminer à quel moment il conviendra que l'Assemblée générale examine à nouveau la question de la définition de l'agression. La quatrième session du Comité s'est ouverte le 3 avril 1967. Après sept séances,

la session a été ajournée le 26 mai 1967 et doit reprendre à une date que fixera le Président, de manière à laisser aux membres du Comité le temps d'étudier les divers projets de résolution présentés.

P. — Tribunal administratif des Nations Unies

Le Tribunal administratif a siégé à New York du 22 septembre au 11 octobre 1966 et à Genève du 3 au 21 avril 1967. A New York, le Tribunal a examiné trois affaires et a tenu sa session plénière annuelle en vue d'élire son président et ses vice-présidents, et de s'occuper de questions relatives au fonctionnement du Tribunal. A Genève, le Tribunal a examiné quatre affaires. Les jugements rendus par le Tribunal sont résumés ci-dessous.

JUGEMENT N° 101 RENDU LE 5 OCTOBRE 1966 DANS L'AFFAIRE RAU CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

La requérante, qui était entrée au service de l'ONU en mai 1961 en vertu d'un engagement à court terme auprès du FISE en qualité d'opératrice de machine IBM, avait été, en août 1961, nommée pour une période de stage avec la même affectation. En raison de modifications prévues dans l'utilisation des machines comptables, elle reçut à l'expiration de son stage, en mai 1963, un engagement pour une durée déterminée d'un an qui fut, en février 1964, prolongé d'une année. En avril 1964, la requérante, notée "fonctionnaire efficient" dans les rapports périodiques pour les périodes de mai 1961 à avril 1963 et de mai 1964 à avril 1965, fut informée que sa conduite et son travail faisaient l'objet de critiques de la part de ses supérieurs hiérarchiques. Elle contesta le bien-fondé de ces critiques, demanda à être mutée dans un autre service et reçut successivement plusieurs autres affectations. Son contrat n'ayant pas été renouvelé lors de son expiration en avril 1965, elle forma vainement un recours devant la Commission paritaire de recours, puis saisit le Tribunal auquel elle demanda notamment, soit d'annuler la décision par laquelle sa nomination pour une période de stage avait été convertie, en mai 1963, en une nomination pour une période déterminée et non en une nomination à titre permanent ou régulier, soit, à titre subsidiaire, d'annuler la décision par laquelle elle s'était vu refuser, en mai 1965, le renouvellement de sa nomination pour une durée déterminée.

Le Tribunal a jugé la conclusion principale irrecevable parce que visant une décision qui avait été prise en 1963 et n'avait pas été alors contestée par la requérante suivant la procédure de recours applicable. Il a jugé mal fondée la conclusion subsidiaire et rappelé que, aux termes de la disposition 104.12, b, du Règlement du personnel, les engagements pour une durée déterminée n'autorisent pas leur titulaire à compter sur une prolongation ou sur une nomination d'un type différent. Quant aux conditions dans lesquelles les services de la requérante avaient été appréciés, le Tribunal a fait observer que le défendeur en avait été complètement informé par la Commission paritaire de recours et que, cela étant, la décision à laquelle il était finalement parvenu relevait de son pouvoir d'appréciation.

JUGEMENT N° 102 RENDU LE 10 OCTOBRE 1966 DANS L'AFFAIRE FORT CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Entré en juillet 1964 au service de l'ONU, à l'Office de Genève, avec une nomination pour une période de courte durée qui ne lui donnait droit à aucune indem-

nité, le requérant avait demandé que cet engagement fût converti en un engagement pour une durée déterminée d'un an avec effet rétroactif à la date de son entrée en fonctions, ce qui lui aurait donné droit à une indemnité d'installation et, sur une base annuelle, à une indemnité pour frais d'études, une indemnité de poste, une indemnité d'affectation et une indemnité pour charges de famille. L'Administration ne lui accorda qu'un engagement pour une durée déterminée de six mois, lequel ne comportait pas l'indemnité d'installation et comportait la moitié seulement du montant annuel des autres indemnités. Le requérant demanda au Tribunal, à titre principal, d'annuler cette décision et, à titre subsidiaire, d'ordonner le versement des indemnités et avantages correspondant à l'engagement sollicité par lui.

Le Tribunal a rejeté ces prétentions. Après avoir examiné les circonstances relatives à la situation contractuelle du requérant, il a constaté qu'à aucun moment ce dernier n'avait reçu d'un fonctionnaire ayant compétence à cet effet une communication l'assurant ou lui donnant le moindre espoir qu'il serait donné suite à ses demandes. Il en a conclu que le requérant n'avait pas de titre juridique à un engagement pour une durée déterminée d'un an et que, pour les mêmes motifs, il n'avait pas droit aux indemnités et autres avantages qui auraient résulté de l'octroi d'un tel engagement.

JUGEMENT N° 103 RENDU LE 11 OCTOBRE 1966 DANS L'AFFAIRE AZZU CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le requérant avait fait une chute dans l'exercice de ses fonctions et en décembre 1961, sur recommandation du Comité consultatif pour les questions d'indemnités, le Secrétaire général l'avait reconnu atteint d'invalidité totale et lui avait octroyé les prestations et indemnités correspondantes. Son état de santé ayant paru s'améliorer, le Comité, en janvier 1963, réexamina son cas et recommanda de cesser tous versements. Le Secrétaire général approuva cette recommandation et le requérant forma un recours devant le Comité, qui, en février 1965, la réaffirma. Le Secrétaire général ayant, en mars 1965, décidé d'approuver à nouveau la recommandation du Comité, le requérant saisit le Tribunal et lui demanda principalement d'annuler cette décision du Secrétaire général, alléguant l'irrégularité de la procédure suivie par le Comité.

Le Tribunal a constaté qu'aucune possibilité n'avait été offerte au requérant de s'expliquer utilement sur les questions sur la base desquelles le Comité consultatif pour les questions d'indemnités devait se prononcer. En conséquence, il a décidé que la procédure suivie par le Comité pour établir la recommandation approuvée par le défendeur en mars 1965 n'était pas régulière et, sans statuer au fond, il a renvoyé l'affaire pour que la procédure appropriée soit suivie.

JUGEMENT N° 104 RENDU LE 14 AVRIL 1967 DANS L'AFFAIRE GILLEAD CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Ayant été renvoyé sans préavis pour faute grave — renvoi qui par définition dispense de consulter le Comité paritaire de discipline — pour avoir, au cours de la vingtième session de l'Assemblée générale, fait distribuer aux délégations des Etats Membres par les voies de distribution de l'Organisation des exemplaires d'un *factum* anonyme qui avait l'apparence d'un document de l'Assemblée générale et contenait des renseignements relatifs à des questions administratives

internes ainsi qu'une proposition tendant à ce que l'Assemblée prit certaines mesures, le requérant demandait au Tribunal d'annuler la décision de renvoi prise à son encontre par le Secrétaire général.

Le Tribunal a rejeté la requête. Il a rappelé, d'après sa jurisprudence, la notion de faute grave a été introduite pour sanctionner des faits incompatibles avec la présence de l'individu en cause dans le personnel, et que la suppression de la procédure disciplinaire doit être limitée aux hypothèses où la faute est patente et où l'intérêt du service exige un départ définitif et immédiat. D'un examen des faits de la cause, le Tribunal a conclu qu'il y avait eu faute à la fois patente et grave, et qu'il ne pouvait désapprouver le renvoi sans préavis ordonné par le défendeur.

JUGEMENT N° 105 RENDU LE 17 AVRIL 1967 DANS L'AFFAIRE FRANCIS CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

La requérante ayant formé, devant la Commission paritaire de recours, un recours contre la décision de la licencier du poste qu'elle occupait au secrétariat du Bureau de l'assistance technique à Rangoon et la Commission ayant déclaré le recours irrecevable parce qu'introduit après l'expiration des délais prévus par la disposition 111.3 du Règlement du personnel, la requérante demanda au Tribunal d'annuler la décision de la Commission.

Le Tribunal a jugé que la partie de la disposition 111.3 du Règlement du personnel relative aux délais ne s'appliquait qu'aux fonctionnaires du Siège. Sur la base d'un accord intervenu entre le défendeur et la requérante, invitant la Commission à examiner le recours quant au fond, le Tribunal a estimé être compétent pour connaître du fond de la requête, et il a décidé que, faute d'un règlement amiable entre les parties, la requérante pourrait lui soumettre un mémoire explicatif et des conclusions tant sur le fond du litige que sur les délais applicables en l'espèce.

JUGEMENT N° 106 RENDU LE 20 AVRIL 1967 DANS L'AFFAIRE VASSEUR CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A la suite du retrait pour des raisons budgétaires d'une offre d'emploi faite au requérant et acceptée par lui, le défendeur avait octroyé à ce dernier une indemnité égale à celle qu'il aurait reçue s'il était entré en fonctions et avait été licencié immédiatement, soit l'équivalent approximatif de trois mois et demi de traitement. Le requérant demanda au Tribunal d'annuler cette décision et de fixer l'indemnité à la totalité du traitement et des indemnités dont il aurait bénéficié pendant la durée entière de son contrat.

Le défendeur ayant soulevé l'exception d'irrecevabilité en faisant valoir que le requérant n'était jamais devenu agent de l'Organisation, le Tribunal l'a écartée en constatant qu'un véritable contrat par lequel le défendeur s'engageait à employer le requérant était intervenu entre les parties et que, ce contrat se rattachant à la procédure de nomination prévue par le Statut et le Règlement du personnel, c'était incontestablement sur la base de règles de droit qu'il appartient au Tribunal d'appliquer que le litige devait être tranché. Sur le fond, le Tribunal, pour déterminer les bases sur lesquelles l'indemnité devait être fixée, a examiné la portée des engagements pris, les conditions dans lesquelles ils n'avaient pas été exécutés et les dommages effectivement subis par le requérant, et il a octroyé à celui-ci 1 000 dollars en sus de l'indemnité offerte par le défendeur.

JUGEMENT N° 107 RENDU LE 21 AVRIL 1967 DANS L'AFFAIRE Mlle B. CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

La requérante demandait principalement au Tribunal d'annuler la décision du Secrétaire général par laquelle son engagement de durée déterminée n'avait pas été prolongé pour raisons médicales et d'ordonner l'institution d'une procédure médicale régulière en vertu de laquelle le fonctionnaire intéressé et l'Administration désigneraient chacun un médecin, ces deux médecins en désignant à leur tour un troisième afin de constituer un groupe chargé d'examiner les cas de licenciement pour raisons de santé.

Le Tribunal a rejeté la requête. Il a constaté que le Directeur du Service médical, responsable de l'application des normes médicales auxquelles les fonctionnaires doivent satisfaire avant leur nomination, avait estimé la requérante apte, sur le plan médical, à un engagement pour une période de courte durée seulement, et il s'est jugé incompétent pour examiner la

valeur de la conclusion à laquelle était parvenu le Directeur du Service médical. Quant à la procédure médicale demandée par la requérante, le Tribunal a rappelé qu'il avait souligné dans des jugements antérieurs la nécessité d'une procédure médicale régulière dans les cas où le fonctionnaire intéressé conteste l'avis médical de l'Administration, mais il a fait sienne la distinction faite par la Commission paritaire de recours entre une décision médicale qui affecte les droits acquis d'un fonctionnaire, comme c'est le cas lorsqu'il est mis fin à un engagement à titre permanent pour raisons de santé, et une conclusion médicale dont l'objet est de permettre de déterminer si un candidat est apte à être engagé ou à bénéficier d'une prolongation d'engagement. Dans le premier cas, le principe d'une procédure régulière peut exiger que l'on recueille une opinion médicale indépendante, alors que dans le second cas il n'existe au profit du candidat aucun droit à être engagé.

Comme le Tribunal l'a ordonné, le nom de la requérante ne figure pas dans les versions du jugement qui sont publiées.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

A. — Cour internationale de Justice

C.I.J., Annuaire 1966-1967

Sud-Ouest africain, deuxième phase, arrêt, C.I.J., Recueil 1966, p. 6.

Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited, ordonnance du 23 novembre 1966, C.I.J., Recueil 1966, p. 507.

Plateau continental de la mer du Nord (Danemark/République fédérale d'Allemagne), ordonnance du 8 mars 1967, C.I.J., Recueil 1967, p. 3.

Plateau continental de la mer du Nord (Pays-Bas/République fédérale d'Allemagne), ordonnance du 8 mars 1967, C.I.J., Recueil 1967, p. 6.

Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited, ordonnance du 12 avril 1967, C.I.J., Recueil 1967, p. 9.

B. — Commission du droit international

C. — Conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit des traités

Pour les rapports de la Commission du droit international sur la deuxième partie de sa dix-septième session (3-28 janvier 1966) et sur sa dix-huitième session (4 mai-19 juillet 1966), voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 9 (A/6309/Rev.1)*.

Pour les autres documents et l'indication des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 84 de l'ordre du jour*.

Pour les documents et les comptes rendus pertinents concernant l'élection des membres de la Commission du droit international, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 19 de l'ordre du jour; et ibid., vingt et unième session, séances plénières, 1460^e séance.*

D. — Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies

E. — Question des méthodes d'établissement des faits

Pour les documents et l'indication des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 87 de l'ordre du jour.*

F. — Projet de déclaration sur le droit d'asile

Pour les documents et l'indication des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 85 de l'ordre du jour.*

G. — Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

Pour les documents et l'indication des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 88 de l'ordre du jour.*

L. — Règlements intérieurs des organes des Nations Unies

Pour les documents et l'indication des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour; ibid., reprise de la quarante et unième session, Annexes, point 15 de l'ordre du jour; ibid., quarante-deuxième session, Annexes, points 11 et 21 de l'ordre du jour; et Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 25 de l'ordre du jour.*

M. — Etat de la question de la souveraineté permanente des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles

Pour les documents et l'indication des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 45 de l'ordre du jour.*

N. — Aspects juridiques des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Pour les documents et l'indication des comptes rendus pertinents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, points 30, 89 et 91 de l'ordre du jour.*

O. — Question de la définition de l'agression

Pour les projets de résolution, voir A/AC.91/L.19, L.20 et L.21.

P. — Tribunal administratif des Nations Unies

Jugements nos 101 à 107 du Tribunal administratif des Nations Unies: AT/DEC/101 à 107.

Action dans le domaine de l'information

Conformément à son mandat, le Service de l'information a continué d'aider les organes d'information nationaux et internationaux à traiter de façon suivie et détaillée des informations relatives aux activités des Nations Unies. Il a assuré sur place la diffusion d'informations sur les travaux du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui se sont déroulés en Afrique. Des dispositions spéciales ont été également prises en vue de suivre les travaux du Cycle d'études international sur l'apartheid, qui s'est tenu en août 1966 à Brasilia.

Il a pris des dispositions concernant l'Année internationale du tourisme (1967) et l'Année internationale des droits de l'homme (1968). Parmi les manifestations spéciales au sujet desquelles des documents d'information ont été publiés, il faut citer la Journée des Nations Unies, qui a été consacrée en 1966 à la cause des réfugiés, la journée des droits de l'homme et la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars). Conformément à la résolution 1176 (XLI) du Conseil économique et social, un rapport a été préparé pour la quarante-troisième session du Conseil concernant les moyens par lesquels les activités d'information de l'Organisation des Nations Unies portant sur ses travaux dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme pourraient être améliorées. Un autre rapport, également demandé par le Conseil dans sa résolution 1176 (XLI), a été publié et contient des suggestions quant aux moyens par lesquels les programmes d'information des gouvernements des Etats Membres et, selon qu'il conviendra, les établissements d'enseignement et les groupements civiques ou communautaires, pourraient seconder l'Organisation des Nations Unies par l'entremise de la presse, de la radio, de la télévision et du cinéma.

Le Service de l'information a également entrepris un examen et une analyse critique de ses politiques, méthodes et pratiques à la lumière de l'expérience acquise au cours des vingt dernières années, ainsi que des possibilités et des besoins existants. Après avoir été examiné par le Conseil consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ce rapport sera soumis à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

On trouvera ci-après des renseignements détaillés sur ces activités et sur d'autres activités du Service de l'information en 1966-67.

SERVICE DE LA PRESSE

Le Service de la presse a continué à fournir aux correspondants de presse des renseignements sur l'ONU et à leur faciliter l'accès des séances, des documents, des conférences de presse, des réunions d'information et des autres sources d'information.

Plus de 3 452 communiqués de presse ont été publiés au cours de l'année à l'intention des correspondants au Siège et des centres d'information des Nations Unies. Ils contenaient des comptes rendus de séances des Nations Unies, des textes de discours, les textes des conférences de presse données par le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée générale, des annonces d'activités dans les domaines économique et social, des communiqués spéciaux et d'autres textes de base sur des sujets d'intérêt actuel. La *Lettre hebdomadaire des Nations Unies*, qui est publiée en anglais, en français et en espagnol, a également paru de façon régulière.

Parmi les textes de base établis et diffusés par le Service de la presse, on trouve l'Ordre du jour annoté de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, destiné aux correspondants comme aux délégations, et un recueil des résolutions adoptées au cours de la session.

Au Siège, les fonctionnaires du Service de l'information ont tenu tous les jours de brèves réunions d'information et le Service de l'information a aidé à organiser des conférences de presse de membres des délégations et de hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU et des autres organismes des Nations Unies. Au cours de l'année, 85 conférences de ce genre ont eu lieu, sans compter de nombreux exposés de correspondants de presse des missions permanentes.

SERVICE DES PUBLICATIONS

La revue ONU — *Chronique mensuelle*, qui paraît en anglais, en français et en espagnol, a rendu compte au cours de l'année des débats et des décisions de tous les principaux organes de l'ONU ainsi que des activités des comités spéciaux. La *Chronique* a également publié un certain nombre d'articles spéciaux sur les activités de l'Organisation, ainsi que des renseignements sur l'œuvre des institutions spécialisées. Certains de ces articles ont été réimprimés sous forme de brochures.

La dix-neuvième édition du principal ouvrage de référence de l'Organisation, le *Yearbook of the United Nations* de 1965, a été publiée. On y trouve un compte rendu concis et autorisé et un répertoire complet des débats et des décisions des organes de l'ONU, ainsi que des études et des principales activités effectuées au cours de l'année par les organisations intergouvernementales qui sont reliées à l'Organisation. On a commencé à préparer l'édition de 1966.

L'édition anglaise de deux grands ouvrages de référence a été publiée au cours de l'année: *The United Nations and Disarmament*, 1945-1965, et *The Work of the International Law Commission*. En outre, la version anglaise de la huitième édition de *L'ONU pour tous: ce qu'il faut savoir des Nations Unies* est en cours de publication. Les versions de ces ouvrages en français, en espagnol et dans d'autres langues sont en préparation.

Le Service des publications a continué de publier dans une cinquantaine de langues des plaquettes, brochures et dépliants sur l'œuvre des Nations Unies. Afin de commémorer la Journée des Nations Unies en 1966, qui était consacrée à la cause des réfugiés, le Service a publié deux brochures: *UNHCR: What It Is, What It Does* et *UNWRA and the Palestine Refugees*. Une brochure a été publiée dans le cadre de l'Année internationale du tourisme. Un certain nombre de publications sont en cours de préparation pour l'Année des droits de l'homme (1968), notamment *The United Nations and Human Rights* et *Questions and Answers on Human Rights*. Les textes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des Conventions internationales relatives aux droits de l'homme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ont été imprimés ou réimprimés sous forme de brochures.

Deux réimpressions de textes extraits de la *Chronique: The Effects of Apartheid on Education, Science and Culture and Repressive Measures in South Africa — Action taken by the Commission on Human Rights* ainsi qu'un article intitulé "The United Nations and Apartheid — Review of Recent Developments" ont été publiés à propos de la politique de la République sud-africaine.

En 1967, on a commencé une nouvelle série de plaquettes intitulées *Décisions de l'Assemblée générale*, qui fournissent les textes des principales résolutions adoptées par l'Assemblée générale dans les domaines politique, économique et social et dans celui des droits de l'homme.

Parmi les autres brochures et plaquettes publiées au cours de cette période, on trouve: *L'A B C des Nations Unies*; *L'Organisation des Nations Unies: ce qu'elle est, ce qu'elle fait, comment elle fonctionne*; *Le Programme des Nations Unies pour le développement: ce qu'il est, ce qu'il fait, comment il fonctionne*; la *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: sa création et ses activités, documents de base*; *Colloque international sur le développement industriel*; *Déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et compréhension entre les peuples*.

Une assistance a été fournie à des auteurs n'appartenant pas à l'Organisation et à des maisons d'édition privées dans leur préparation de livres et d'articles traitant des Nations Unies.

SERVICES DE LA TÉLÉVISION ET DU CINÉMA

La télévision étant maintenant devenue l'un des principaux moyens d'information, les organismes nationaux de télévision ont de plus en plus recours aux Nations Unies pour obtenir des programmes et des services. A l'heure actuelle, environ 200 millions de postes récepteurs fonctionnent dans quelque 110 pays. Etant donné que deux réseaux de satellites de communications fonctionnent déjà et qu'un nombre croissant de stations au sol sont créées dans le monde entier, on peut s'attendre à ce que dans les deux ou trois années à venir, le reportage en direct des événements se déroulant aux Nations Unies soit à la portée de presque tous les organismes de télévision. Le Service de la télévision de l'ONU a organisé plus de trente émissions télévisées par satellite à destination de l'Europe et de l'Extrême-Orient. Une émission telle qu'une séance du Conseil de sécurité pendant la crise du Moyen-Orient est reçue par plus de 30 organismes de télévision se trouvant sur d'autres continents. Le Service de la télévision est donc

appelé à assumer une responsabilité croissante, mais l'insuffisance et la vétusté du matériel empêchent sérieusement les organismes nationaux d'avoir accès aux débats des Nations Unies.

L'augmentation de la demande rapide de films de télévision et de cinéma en couleur pose également de nouveaux problèmes, étant donné l'insuffisance du matériel. La télévision en couleurs fonctionne depuis de nombreuses années en Amérique du Nord et au Japon, et il est prévu qu'à la fin de 1967 un certain nombre d'autres pays, notamment l'Allemagne, la France, le Mexique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettront eux aussi en couleurs.

Au cours de l'année, les Services de la télévision et du cinéma de l'ONU ont fourni de la documentation et des programmes documentaires à un grand nombre d'organismes de télévision. Des reportages sur la vingt et unième session de l'Assemblée générale, les réunions du Conseil de sécurité, et en particulier les débats du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que les débats sur le Cycle d'études international sur l'apartheid qui s'est tenu à Brasilia, ont pu être montrés au monde entier, en direct ou en différé, grâce aux agences de presse internationales qui fournissent des services à pratiquement tous les organismes de télévision existants. Un programme spécial pour le vingtième anniversaire de la Commission économique pour l'Europe a été préparé à l'intention des organismes nationaux de télévision intéressés.

Des programmes documentaires de télévision et de cinéma des Nations Unies ont continué à être produits et distribués selon le principe de participation aux dépenses. En 1966, les organismes de télévision de 26 Etats et territoires ont ainsi produit plus d'une dizaine de programmes documentaires des Nations Unies. Des programmes des Nations Unies ont été également télévisés dans 12 autres Etats et territoires. Certains organismes de télévision ont produit des adaptations dans leur propre langue; toutefois, le Service de la télévision des Nations Unies a réalisé, selon les demandes, des programmes en anglais, en arabe, en espagnol et en français.

Huit programmes des Nations Unies destinés aux émissions scolaires et à des fins éducatives générales ont été préparés sur demande. Au cours de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, des programmes du type journal télévisé d'intérêt régional ont été produits, notamment le journal télévisé hebdomadaire en arabe diffusé par neuf organismes de télévision en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, et un journal télévisé hebdomadaire en espagnol qui a été diffusé dans les régions de langue espagnole. Les centres d'information et de production visuelle des Nations Unies ont pu organiser, grâce à des ressources locales, des émissions télévisées et des interviews régulières d'intérêt régional.

La série des films d'information générale sur les organismes des Nations Unies, dont certains en couleurs, a continué d'être largement diffusée. Ces films et certains autres destinés à des programmes de télévision ont été présentés à des groupes et à des fins éducatives dans plus de 110 salles installées dans des centres d'information et dans les bureaux du PNUD et, par le circuit de distribution commerciale, dans 84 Etats et territoires. Les rapports de distribution fournis par les

salles montrent qu'un large public marque un intérêt encourageant pour ces programmes.

SERVICE DE LA RADIO

Le Service de la radio de l'ONU a continué à aider les organismes nationaux de radiodiffusion et des postes privés dans le monde entier à poursuivre leurs efforts en vue de diffuser des renseignements sur les activités des Nations Unies.

Des moyens techniques et autres ont été fournis aux correspondants accrédités. Le nombre des correspondants accrédités permanents au Siège est proche de 100, et plusieurs centaines d'autres correspondants utilisent les services de l'ONU en des occasions particulièrement intéressantes.

Les débats du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale à sa vingt et unième session ordinaire et à sa cinquième session extraordinaire d'urgence ont été intégralement retransmis en direct en Amérique du Nord et, sur ondes courtes, en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.

De la documentation provenant des archives sonores de l'ONU a continué d'être fournie à des organismes de radiodiffusion, sur leur demande, et des efforts spéciaux ont été déployés en vue d'encourager la réalisation de programmes sur des sujets touchant aux Nations Unies par des réseaux radiophoniques nationaux et des postes privés. En outre, le Service de la radio a réalisé, dans ses propres studios comme dans les studios d'organismes de radiodiffusion, un certain nombre de programmes dans une trentaine de langues qui ont été transmis dans toutes les régions du monde. Quarante-deux Etats ont utilisé la documentation radiophonique des Nations Unies au moins deux fois par semaine, 14 Etats et territoires l'ont utilisée une fois par semaine et 14 autres Etats et territoires l'ont utilisée de temps à autre.

Les programmes réalisés par le Service de la radio ont compris des bulletins d'information réguliers, des magazines parlés, des émissions spéciales et des émissions documentaires. Tout en continuant, comme au cours des années passées, à s'occuper de questions politiques dans la plus grande mesure du possible, une attention particulière a été accordée aux travaux de l'ONU dans les domaines de la décolonisation, de l'apartheid et du développement économique et social.

Au Siège comme en Afrique et au Moyen-Orient, un large écho a été fait aux réunions du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Des reportages spéciaux ont été consacrés aux délibérations de l'Assemblée générale portant sur la question du Sud-Ouest africain et au Cycle d'études international sur l'apartheid. A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le message radiodiffusé du Secrétaire général et un programme spécial du Service de la radio de l'ONU ont été largement utilisés par des organismes et des postes de radiodiffusion dans le monde entier.

Durant la première moitié de 1967, des programmes spéciaux ont été produits afin de commémorer le vingtième anniversaire de la CEE et de la CEAO. Deux autres programmes spéciaux ont traité de la coopération économique en Amérique centrale et en Amérique latine. Enfin, on prépare une série de sept programmes sur divers aspects du développement économique et social, en utilisant de la documentation

récente principalement rassemblée par les reporters des Nations Unies en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Au cours de l'année, une autre série de sept programmes, intitulée "Coat of Many Colours", a été produite à l'intention du public désireux d'acquérir une connaissance générale de l'œuvre des Nations Unies.

SERVICE DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES EXPOSITIONS

Outre les reportages photographiques normalement consacrés aux réunions des organes des Nations Unies au Siège et à l'Office des Nations Unies à Genève, on a également pris pendant l'année des dispositions pour assurer le reportage des principales réunions et conférences des Nations Unies dans le monde entier. Des missions spéciales de photographes ont été envoyées dans divers pays d'Afrique du Nord et d'Afrique occidentale, d'Asie, d'Amérique centrale et d'Amérique latine afin d'obtenir des documents sur les activités des Nations Unies et des institutions spécialisées au profit du développement.

Les photographes d'agences, de journaux et de revues ont reçu toutes facilités pour s'acquitter de leur tâche au Siège et ont été mis au courant des activités de l'ONU dans ce domaine.

Les centres et les services d'information des Nations Unies ont continué à assurer la plus grande partie de la distribution de documents photographiques provenant de la photothèque de l'ONU aux services d'information des gouvernements, aux revues et aux maisons d'édition. Le personnel du Siège a répondu à un nombre important de demandes directes pendant l'année.

C'est essentiellement avec les documents de la photothèque de l'ONU que se sont réalisées les productions visuelles courantes. Un total de 17 500 exemplaires de la série annuelle de photographies groupées sur 16 affiches et consacrées aux travaux de l'ONU et des institutions spécialisées ont été distribués et imprimés — en de nombreux cas sur place — en 44 langues. Des affiches murales présentant des photographies consacrées à la Commission économique pour l'Europe et à l'aide fournie par les Nations Unies aux réfugiés ont été imprimées en anglais, en français, en espagnol, et sans texte pour recevoir des légendes en d'autres langues par surimpression. La dernière de ces deux séries a été préparée en collaboration avec le HCR et l'UNWRA pour être distribuée à l'occasion de la Journée consacrée aux activités des Nations Unies. Des tirages mis à jour des affiches concernant l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont également été préparés et distribués. Les photographies du Service ont été utilisées de façon régulière pour illustrer la revue *ONU — Chronique mensuelle*.

Le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été imprimé sous forme d'affiches en arabe, en chinois, en anglais, en français, en russe et en espagnol qui seront distribuées pendant l'Année des droits de l'homme.

CENTRES D'INFORMATION

Les 50 centres d'information qui fonctionnent actuellement ont donné des renseignements sur l'ONU et les institutions qui lui sont reliées à 128 pays et territoires. On compte dans ce total les services d'information de l'Office des Nations Unies à Genève et des commissions économiques régionales à Addis-Abéba, à Bangkok et à Santiago. Ils s'emploient, en

collaboration étroite avec les organes d'information publics et privés ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales et les groupements professionnels, à satisfaire les besoins de la presse, de la radio et de la télévision dans leurs régions respectives. Ils se tiennent en outre en rapport étroit avec les services de l'enseignement et les établissements d'enseignement pour les programmes d'enseignement relatifs à l'ONU et au travail des institutions spécialisées. De plus, les centres fournissent au Siège des renseignements sur les activités des Nations Unies dans leurs régions respectives afin de leur assurer une diffusion plus large.

En mai 1967, un centre d'information dont le domaine d'activité est la République fédérale du Nigéria a été ouvert à Lagos.

SERVICES À L'INTENTION DU PUBLIC

En octobre 1966, à la suite d'une étude de la répartition des fonctions et des liens existant entre elles à l'intérieur du Service de l'information, le Service des visites a été transféré de la Division de la presse et des publications à celle des relations extérieures. Le Service des visites, la Section des organisations non gouvernementales et la Section de la liaison en matière d'enseignement ont été groupés sous le nom de "Services à l'intention du public".

Programmes de bourses de perfectionnement et de stage

Le sixième programme "triangulaire" annuel de bourses de perfectionnement s'est déroulé au Siège du 12 septembre au 7 octobre 1966 et a pris la forme d'un cycle d'études pour auteurs de manuels et d'autres auxiliaires d'enseignement destinés à faire connaître les Nations Unies dans les Etats Membres, groupés par langues. Il y a eu 18 participants de pays de langue espagnole, dont 17 originaires d'Amérique latine et un d'Espagne. L'UNESCO a participé au recrutement des candidats et a prêté son concours pour l'exécution du programme; d'autres institutions ont fourni des conférenciers, des documents de travail et une abondante documentation. Les textes d'enseignement provenant du cycle d'études seront publiés par les institutions d'enseignement et les maisons d'édition commerciales appropriées et d'autres organismes de publication des Etats Membres, sans frais pour les Nations Unies.

Comme par le passé, deux programmes de stage à l'intention d'étudiants de l'enseignement supérieur ont été organisés pendant l'été 1966—l'un au Siège et l'autre à l'Office des Nations Unies à Genève. Quarante-sept étudiants et 13 observateurs de 22 pays ont suivi le programme du Siège et 93 étudiants et 6 observateurs de 40 pays ont suivi le programme de l'Office des Nations Unies à Genève, qui a coïncidé avec la session d'été du Conseil économique et social. Les deux programmes ont pour but de permettre à des groupes d'étudiants particulièrement brillants de différents pays, qui s'intéressent aux relations internationales, à l'économie, au droit et à des sujets connexes, de connaître de près l'Organisation des Nations Unies et les institutions qui lui sont reliées en écoutant des exposés, en participant à des discussions de groupe, en assistant à des séances des organismes des Nations Unies et en faisant des travaux personnels. Aucun des deux programmes n'entraîne de frais directs pour les Nations Unies.

Enseignement sur les Nations Unies

Comme par le passé, le Siège a continué à collaborer étroitement avec les institutions spécialisées, tout particulièrement avec l'UNESCO, ainsi qu'avec les services de l'enseignement et les organisations non gouvernementales, en vue d'encourager et de faciliter l'exécution des programmes d'enseignement sur les Nations Unies et les institutions qui leur sont reliées dans les établissements d'enseignement de tous les degrés et auprès des groupes d'éducation des adultes. Le Siège et les centres d'information ont fourni à cette fin des facilités, des documents et des services.

Tout au long de l'année, les centres se sont maintenus en rapport suivi avec les services de l'enseignement de leur région en vue de développer et d'approfondir l'enseignement relatif aux Nations Unies dans les établissements primaires, secondaires et supérieurs et dans les écoles normales.

On a veillé tout particulièrement à prêter une assistance aux cycles d'études destinés aux enseignants, notamment à ceux qui ont lieu au niveau national ou provincial, qui sont généralement organisés par les ministères de l'éducation ou des universités, en collaboration avec l'Association pour les Nations Unies du pays intéressé. Des cycles d'études de ce genre ont eu lieu en Afghanistan, en Argentine, à Ceylan, en Colombie, en Italie, au Japon, en Thaïlande et en Uruguay.

Organisations non gouvernementales

On a cherché à obtenir l'appui et la coopération active de plus de 200 organisations nationales et internationales inscrites au Service de l'information à l'occasion de l'Année internationale du tourisme et de l'Année internationale des droits de l'homme, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale.

Nombre de ces organisations ont déjà commencé leurs préparatifs pour l'Année internationale des droits de l'homme, et d'importantes publications de diverses organisations ont aidé à attirer l'attention du public sur les buts et activités de l'Année, de même que sur d'autres sujets concernant les Nations Unies. Le Service de l'information a fourni des renseignements et prêté son concours dans divers domaines.

Des représentants d'organisations non gouvernementales ont continué à exprimer un vif intérêt lors des exposés hebdomadaires organisés à leur intention au Siège et portant sur des questions relatives à l'ONU et aux institutions spécialisées, notamment dans les domaines économique et social.

Service des visites

Au cours de l'année le nombre de visiteurs au Siège a augmenté grâce aux efforts publicitaires déployés. Non seulement les visiteurs ont été plus nombreux à suivre les visites guidées mais beaucoup d'organisations influentes, satisfaites de leur première visite, ont prévu des visites annuelles à l'intention de leurs membres ou employés. Il convient de souligner particulièrement l'intérêt accru pour les diverses activités des Nations Unies, notamment dans les domaines économique et social, qui s'est manifesté dans le nombre des demandes d'exposés, de documentation et d'éléments d'information sur certaines questions relatives à des questions telles que les négociations tarifaires du GATT et les sessions du Conseil du commerce et du développement.

Pendant le deuxième semestre de 1966 et le premier de 1967, le nombre de visiteurs qui ont suivi les visites

guidées au Siège a augmenté de 15 p. 100. Cette augmentation est montée jusqu'à 50 p. 100 au cours des mois d'hiver généralement calmes si on les compare aux mêmes mois (janvier et février) de l'année précédente. Le nombre total de visiteurs en 1966 a été de 1 064 208.

En 1966, des programmes spéciaux ont été organisés pour 1 963 groupes, représentant au total 110 119 personnes. En 1965, il y avait eu 1 844 groupes, représentant 105 690 visiteurs. En 1966, 109 758 personnes ont assisté aux projections cinématographiques, contre 105 000 en 1965.

La section des renseignements pour le public a reçu 76 500 demandes individuelles de renseignements en 1966. La plupart de ces demandes ont porté sur les problèmes de l'assistance technique et du développement économique et sur la situation au Viet-Nam, en Rhodésie du Sud et dans le Sud-Ouest africain. On a également manifesté un intérêt particulier pour la situation au Moyen-Orient. Les problèmes posés par le développement en Afrique, en Amérique latine et en Asie ont également fait l'objet d'un grand nombre de demandes.

Manifestations spéciales

En 1966, la Journée des Nations Unies a fait une grande place à la cause des réfugiés, conformément à la résolution 2038 (XX) de l'Assemblée générale. Lors de la préparation et de la distribution des documents produits à cette occasion, le Service de l'information a travaillé en étroite collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies. Le fait que cette célébration coïncidait avec le vingtième anniversaire de l'UNESCO a été largement reflété dans les manifestations qui ont été organisées et la documentation spéciale qui a été publiée dans de nombreux pays.

Dans plusieurs pays, les manifestations ont été coordonnées par un comité national réunissant les représentants des gouvernements et des représentants des principaux organes d'information et des organisations non gouvernementales. Cette occasion a été marquée par des messages ou des allocutions des chefs d'État ou de gouvernement, la parution d'articles spéciaux et la diffusion de programmes spéciaux de radio et de télévision. En outre, les organisations non gouvernementales, les écoles, les collèges universitaires et les universités ont organisé des cycles d'études, des conférences, des cours, des projections cinématographiques, des programmes d'études, des concours et des débats sur le modèle de ceux des Nations Unies. Le Service de l'information a préparé notamment un dépliant sur la Journée des Nations Unies en 41 langues; une série de photos accompagnées de légendes en 30 langues; un dépliant pour les écoles et une brochure intitulée "Suggestions aux conférenciers" publiée en anglais, en français et en espagnol. Le Service de la radio a distribué une documentation et des programmes spéciaux à plus de 100 pays et territoires, notamment un documentaire d'une demi-heure intitulé "In the Final Analysis". L'événement a été marqué par des messages du Secrétaire général, du Président de l'Assemblée générale et du Président du Conseil de tutelle. Des concerts commémoratifs ont eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, à la Salle Pleyel à Paris et au Palais des Nations à Genève; ces concerts ont été en partie télévisés ou retransmis dans 35 pays.

Le Service de l'information a travaillé de façon suivie, en étroite collaboration avec d'autres services, à la préparation de l'Année internationale du tourisme

(1967) et de l'Année internationale des droits de l'homme (1968). Les directeurs des centres d'information ont été priés d'encourager les initiatives locales — en collaboration avec les gouvernements des Etats Membres, les organes d'information, les organisations non gouvernementales et les établissements d'enseignement — visant à diffuser des renseignements sur les objectifs de ces deux années. Des lettres ont également été envoyées aux organisations non gouvernementales qui entretiennent des rapports avec le Service de l'information pour les inviter à participer aux manifestations organisées à l'occasion de l'Année internationale du tourisme et de l'Année internationale des droits de l'homme et pour les informer de la documentation que le Service de l'information et les centres d'information mettaient à leur disposition en 1967 et 1968.

Les centres d'information des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui entretiennent des rapports avec le Service de l'information ont participé à la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Comme les années précédentes, la Journée des droits de l'homme a donné lieu en 1966 à de nombreuses manifestations: elle a été marquée par des messages spéciaux du Président de l'Assemblée générale et du Secrétaire général qui ont été retransmis, et de nombreuses organisations nationales de radio et de télévision ont transmis des programmes spéciaux préparés par le Service de l'information. A l'échelon national, la célébration de cet événement a été marquée par des proclamations gouvernementales, des déclarations des dirigeants politiques, des concerts, des réunions publiques, la parution d'articles de journaux et de revues, la diffusion d'émissions de radio et de télévision produites par les stations radiophoniques elles-mêmes et des programmes d'études et d'action dans le cadre des établissements d'enseignement et des collectivités. Le Service de l'information a publié spécialement pour l'occasion, avec le concours de la Division des droits de l'homme, un dépliant sur la Journée des droits de l'homme; un document de fond intitulé "Human Rights: A Challenge and an Opportunity"; et d'autres brochures et imprimés d'information. Le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des brochures relatives à l'apartheid et à la décolonisation ont été largement diffusés dans différentes langues.

GROUPE DE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le Conseil économique et social ayant demandé de favoriser dans toute la mesure possible la compréhension et l'appui des programmes des Nations Unies contribuant au progrès économique et social dans le monde, le Groupe de l'information économique et sociale a intensifié ses efforts non seulement pour fournir davantage de documents explicatifs sur ces programmes de plus en plus vastes mais également pour encourager les organes d'information à se servir davantage de cette documentation.

On s'est spécialement attaché à appeler l'attention sur l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) récemment créée et sur l'Année internationale du tourisme; on s'est efforcé également de faire mieux connaître au public les activités permanentes de l'Organisation des Nations Unies relatives, par exemple, aux courants internationaux des capitaux, à la planification du développement, à la science et à la technique, aux problèmes démographiques, au commerce et au développement, à l'exploitation des ressources naturelles, au logement et à l'urba-

nisation et à la réforme agraire. Une grande partie des renseignements diffusés portait sur les activités opérationnelles qui sont entreprises à un rythme accéléré, au titre du PNUD ou du budget ordinaire, mais le Groupe a également cherché à faire mieux connaître les travaux de recherche et les publications techniques de l'ONU relatives aux questions fiscales, à l'administration publique, aux services de statistiques, etc. Le Groupe de l'information économique et sociale a travaillé en étroite collaboration avec le département des affaires économiques et sociales, le PNUD et l'ONUDI.

On a tenté diverses expériences pour répondre au besoin de revues spécialisées qui puissent fournir au lecteur des détails d'ordre technique qui ne se justifient pas dans les publications destinées au grand public. Ainsi, le Groupe a produit deux sortes de documentation: d'abord, pour procurer des renseignements d'intérêt général aux organes d'information, il a préparé quelque 140 communiqués de presse; ensuite, pour

fournir une documentation s'adressant essentiellement aux lecteurs qui s'intéressent à des questions spécialisées ou de portée régionale limitée, il a multiplié les notes d'information détaillées et les articles sur des questions particulières, les notes bibliographiques et les notes sur les projets de développement, ce qui représente un total d'environ 120 publications au cours de l'année. On a multiplié les contacts personnels avec les directeurs et les rédacteurs de publications spécialisées et l'on s'est particulièrement efforcé de procurer aux centres d'information une documentation de nature à intéresser leurs régions respectives. De plus, le Groupe a organisé une vingtaine de conférences de presse ou d'information données par des fonctionnaires sur des questions économiques et sociales, il a fourni des conférenciers à dix reprises et a communiqué des renseignements d'ordre économique et social pour la revue périodique *ONU — Chronique mensuelle* et d'autres publications du Service de l'information.

Questions administratives et financières

A. — Administration du personnel

L'année dernière, deux des questions qui sont à la base de l'administration du Secrétariat, à savoir la politique de recrutement du personnel et les principes sur lesquels doit reposer l'établissement des traitements et indemnités de la fonction publique internationale, ont fait l'objet d'une étude et d'une réévaluation complètes. L'étude de la politique de recrutement a été faite en application de la résolution 2241 (XXI), adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 1966, et a consisté notamment à examiner certains aspects du travail du Secrétariat au niveau de tous ses départements et services. Quant à l'étude des principes en matière de traitements, elle a été effectuée en application d'une recommandation formulée par le Comité consultatif de la fonction publique internationale dans le cadre de ses propositions de 1965 relatives au relèvement des traitements et elle a nécessité des consultations entre tous les organismes des Nations Unies.

Pour ce qui est de l'administration courante, il s'est produit deux faits nouveaux qui intéressent un grand nombre de fonctionnaires. Le premier est l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2212 (XXI) par laquelle elle a décidé d'établir à Vienne le Siège de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), et le second découle du conflit au Moyen-Orient. Des dispositions spéciales ont été prises pour muter le personnel de l'ONUDI de New York à Vienne dans un délai relativement court. S'agissant du Moyen-Orient, des mesures d'urgence ont été prises immédiatement après le retrait de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) en vue d'évacuer, dans un pays voisin ou dans leur pays d'origine, les familles des fonctionnaires en poste dans la région, que ce soit auprès de missions politiques ou pour participer à l'exécution de projets de coopération technique.

RECRUTEMENT

L'année dernière, le recrutement du personnel a été influencé par les programmes spécialisés de développement économique et social, par les conditions de l'offre et de la demande de personnel expérimenté et spécialisé dans ce domaine et par les principes directeurs énoncés par l'Assemblée générale.

En ce qui concerne le Secrétariat proprement dit, du personnel supplémentaire a été demandé, principalement pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'ONUDI et le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement du Département des affaires économiques et sociales. Dans les organismes subsidiaires, ce sont les divers programmes de coopération technique qui ont continué à déterminer les besoins en personnel.

Le Secrétariat a trouvé dans les pays en voie de développement un nombre de plus en plus grand de

personnes hautement qualifiées désireuses de travailler à l'Organisation des Nations Unies. Il n'empêche qu'il devient plus difficile de trouver des candidats possédant des compétences spéciales du fait que les programmes d'assistance de plus en plus importants entrepris sous l'égide de gouvernements et d'organismes privés font concurrence à l'ONU à cet égard.

Pour faire face aux problèmes que pose la situation de l'offre et de la demande exposée ci-dessus, le Secrétariat s'est assuré la coopération des gouvernements membres. Il a régulièrement consulté les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies au sujet du recrutement de candidats éventuels. Il a envoyé à tous les Etats Membres des avis périodiques indiquant les vacances de postes effectives ou prévues et soulignant que la priorité lors du recrutement serait accordée aux ressortissants de pays insuffisamment représentés au Secrétariat. De hauts fonctionnaires du Service du personnel se sont rendus dans plusieurs pays en vue d'accélérer les procédures de recrutement et d'établir des sources de recrutement pour l'avenir. Sur l'invitation d'une commission économique régionale, un haut fonctionnaire du Service du personnel a participé aux réunions d'un comité du recrutement et de la formation du personnel constitué par ladite commission.

Au cours de la période de douze mois allant du 1^{er} juin 1966 au 31 mai 1967, 1 215 personnes en tout ont été nommées au Secrétariat à des postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, 322 d'entre elles étant recrutées pour le Secrétariat proprement dit et 893 pour les programmes de coopération technique. Sur ces 322 personnes, 243 ont été nommées à des postes soumis au principe de la répartition géographique et les autres à des postes exigeant des connaissances linguistiques particulières. Sur les 893 personnes recrutées pour les programmes de coopération technique, 25 ont été nommées au titre du programme concernant l'envoi du personnel d'exécution, de direction et d'administration et 122 au titre du programme financé à l'aide de fonds d'affectation spéciale.

Décisions prises par l'Assemblée générale

Les directives en matière de recrutement du personnel que l'Assemblée générale a adoptées en 1962 et l'application de ces directives ont fait l'objet d'un examen détaillé à la Cinquième Commission, lors de la vingt et unième session de l'Assemblée. Le débat a porté surtout sur les trois questions suivantes : 1) recours accru aux engagements de durée déterminée en vue d'accélérer la participation de ressortissants des pays insuffisamment représentés, en particulier des pays en voie de développement, aux travaux du Secrétariat ; 2) modification éventuelle des directives en vue d'assurer une répartition équitable des postes entre les ressortissants des divers pays, non seulement en ce qui concerne le nombre des postes alloués à chaque pays mais aussi la classe de ces postes ; 3) introduction d'un facteur linguistique dans les directives en vue d'assurer

un meilleur équilibre entre les langues de travail de l'Organisation.

Dans le rapport sur la composition du Secrétariat qu'il a présenté à l'Assemblée générale et qui a servi de base aux délibérations de la Commission, le Secrétaire général a rappelé que l'objet d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible était de permettre au Secrétariat de refléter les apports des diverses cultures et les compétences techniques de tous les Etats Membres et d'en tirer parti. A la suite des efforts déployés par le Secrétaire général, des progrès appréciables ont été faits sur la voie qui doit mener à la constitution d'un secrétariat reflétant pleinement la composition de l'Organisation. Tous les Etats Membres, sauf dix, comptent maintenant des ressortissants parmi les fonctionnaires du Secrétariat. Sur les sept régions géographiques entre lesquelles les Etats Membres sont répartis aux fins de la politique de recrutement, six ont presque atteint le nombre souhaitable de postes qui leur est alloué. Il y a eu en même temps une légère augmentation du pourcentage des fonctionnaires engagés pour une durée déterminée, qui est passé à 29,7 contre 28,1 un an auparavant. Les pertes inhérentes à l'emploi de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée ont toutefois commencé à être compensées du fait que la durée initiale des engagements a été peu à peu allongée, que les prolongations ont été de plus en plus fréquentes et que le nombre des démissions de fonctionnaires titulaires de nominations de durée déterminée a diminué.

Les débats de la Commission ont fait apparaître des divergences de vues en ce qui concerne ces questions et d'autres aspects connexes de la politique de recrutement. Certaines délégations ont préconisé un recours accru aux nominations pour une durée déterminée afin d'augmenter plus rapidement la participation aux travaux du Secrétariat des ressortissants des pays qui étaient encore "sous-représentés". D'autres ont exprimé l'avis qu'un personnel comprenant beaucoup de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée constituait une base trop peu solide pour édifier un secrétariat efficace et indépendant. Les positions des délégations différaient également au sujet d'une proposition tendant à modifier les directives de recrutement de manière à calculer le nombre de postes auquel peuvent prétendre les divers Etats Membres en établissant une distinction entre les postes comportant des fonctions et des responsabilités de direction et les postes subalternes.

La question de l'équilibre linguistique à respecter lors du recrutement du personnel a été évoquée par certaines délégations dans le cadre des observations présentées à propos de la distinction que le Secrétariat semblait faire entre les candidats de langue française et les candidats de langue anglaise. L'avis a été exprimé que le fait d'exiger des candidats francophones qu'ils connaissent l'anglais alors que la connaissance du français n'était pas exigée des candidats anglophones revenait à établir une discrimination à l'encontre du français en tant que langue de travail de l'Organisation. D'autres délégations se sont inquiétées de ce que la question des langues fût introduite dans la discussion sur la politique du recrutement. La question a été par la suite étendue aux "trois langues" de travail mentionnées dans l'article 51 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, à savoir l'anglais, l'espagnol et le français.

A la fin de la discussion, la Cinquième Commission a adopté un projet de résolution, que l'Assemblée

générale a ensuite adopté, après l'avoir amendé, et qui est devenu la résolution 2241 (XXI).

Aux termes de cette résolution, l'Assemblée, reconnaissant qu'une proportion importante de contrats permanents ou de contrats non permanents d'une durée plus longue est nécessaire à la stabilité et à l'efficacité du Secrétariat, 1) a estimé que, à titre de mesure temporaire, une augmentation du recrutement sur la base de contrats de durée déterminée était susceptible d'aider à la réalisation d'une répartition géographique équilibrée; 2) a invité le Secrétaire général à donner la préférence aux candidats de pays insuffisamment représentés; 3) a prié le Secrétaire général d'étudier la question du calcul du nombre souhaitable de postes pour les divers pays, compte tenu de la classe des nominations ainsi que du nombre des postes; 4) a prié en outre le Secrétaire général d'étudier les méthodes qui permettraient d'assurer un traitement plus équitable de l'usage des langues de travail de l'Organisation des Nations Unies et un meilleur équilibre entre ces langues dans le recrutement du personnel à tous les niveaux.

CONDITIONS D'EMPLOI

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a pris note de deux questions relatives aux conditions d'emploi du personnel et a adopté plusieurs amendements aux Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel. Ces deux questions concernaient la possibilité d'étendre le système d'assurance-maladie des fonctionnaires à la période postérieure à la cessation de service et le remboursement partiel des cotisations de sécurité sociale versées par les fonctionnaires du Siège qui sont ressortissants des Etats-Unis. Les amendements aux Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel visaient principalement la suppression du régime de la participation associée et l'élimination de certaines restrictions apportées au droit aux prestations pour des raisons d'ordre médical.

Conformément à l'article 6.2 du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies, les systèmes d'assurance-maladie, auxquels les fonctionnaires et l'Organisation cotisent, s'appliquent à tous les fonctionnaires du Siège et de trois des grands bureaux extérieurs ainsi qu'à un grand nombre de fonctionnaires des autres bureaux extérieurs. La participation à ces systèmes est facultative pendant la période d'emploi mais le droit aux prestations cesse quand l'intéressé quitte l'Organisation. Le Secrétaire général a estimé que la cessation automatique de l'assurance lorsque l'intéressé quitte l'Organisation était un arrangement par trop rigoureux et que ni les pratiques nationales ni la pratique internationale ne le justifiaient. Aussi a-t-il proposé d'étendre le bénéfice des systèmes actuels de protection contre la maladie aux fonctionnaires de l'ONU, aux personnes à leur charge ou à leurs survivants, après la mise à la retraite ou en cas de cessation de service pour cause d'invalidité ou de décès. Dans ses propositions, le Secrétaire général a défini les conditions dans lesquelles cette extension serait possible sans modifier les principes fondamentaux qui régissent le fonctionnement des systèmes d'assurance-maladie.

L'Assemblée générale a pris note des propositions du Secrétaire général. En conséquence, à compter du 1^{er} janvier 1967, les fonctionnaires qui justifieraient d'une période d'affiliation à un système d'assurance-maladie des Nations Unies de dix ans lors de leur mise à la retraite, ou de trois ans en cas de cessation de services pour cause d'invalidité ou de décès, peuvent, sur leur demande, continuer à bénéficier de l'assurance-maladie

sous réserve qu'ils reçoivent une prestation périodique de la Caisse commune des pensions ou au titre du Règlement du personnel régissant les indemnités en cas de maladie, d'accident ou de décès imputables au service. Les anciens fonctionnaires, les personnes à leur charge ou leurs survivants peuvent bénéficier de l'extension de l'assurance dans des conditions analogues.

Aux termes de la législation des Etats-Unis, tous les fonctionnaires de l'ONU de nationalité américaine qui sont en poste sur le territoire des Etats-Unis sont redevables d'un impôt de sécurité sociale dont le taux est de 50 p. 100 supérieur à celui qui est appliqué aux personnes qui sont au service d'employeurs américains. Cet écart est dû au fait que la partie de l'impôt à la charge de l'employeur ne peut pas être recouvrée dans le cas de l'Organisation. En 1966, le Secrétaire général a décidé de rembourser à ces fonctionnaires, sur la contribution du personnel qui, aux termes de l'article 3.3 du Statut du personnel, est prélevée sur leur traitement comme le serait un impôt sur le revenu, un montant équivalent à la différence entre l'impôt de sécurité sociale que le fonctionnaire acquitterait s'il était au service d'un employeur américain et celui qu'il acquitte du fait qu'il est fonctionnaire de l'ONU.

L'Assemblée générale a pris note de cette interprétation de l'article 3.3 par le Secrétaire général. Cette procédure, appliquée à compter du 1^{er} janvier 1967, permettra de couvrir les remboursements concernant l'année 1966 et les années ultérieures en les portant au débit du Fonds de péréquation des impôts, conformément au système établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 973 A (X).

En application de la résolution 2050 (XX), le nouveau barème des contributions du personnel approuvé par l'Assemblée a été appliqué aux agents des services généraux à New York à compter du 1^{er} octobre 1966, date à laquelle leurs traitements ont été relevés pour la première fois depuis l'adoption de cette résolution.

Par sa résolution 2191 (XXI), l'Assemblée générale a approuvé une série d'amendements que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions avait recommandé d'apporter aux Statuts de la Caisse commune des pensions. Ces amendements avaient principalement pour objet de remplacer le régime de la participation associée à la Caisse, en vigueur depuis 1958, par une forme de participation ordinaire modifiée qui s'appliquerait uniformément à tous les fonctionnaires engagés après le 1^{er} janvier 1967 qui feraient l'objet d'une nomination d'une durée d'un an ou plus, ou qui auraient accompli un an de service comme suite à des nominations pour une période plus courte. Le taux des cotisations des participants et des organisations affiliées est demeuré le même, à savoir, respectivement 7 et 14 p. 100 du traitement soumis à retenue pour pension. Le régime des prestations n'a pas été modifié, si ce n'est que la durée de la période d'affiliation nécessaire pour que ces fonctionnaires puissent prétendre à une pension de retraite a été fixée à cinq ans au moins. Les amendements prévoyaient certains arrangements transitoires en vertu desquels les personnes ayant le statut de participant associé le 31 décembre 1966 pouvaient conserver ce statut.

Le Comité mixte proposait en outre de ne plus exiger des participants et participants associés qui ne satisfont pas aux normes médicales de la Caisse qu'ils comptent cinq ans d'affiliation pour pouvoir prétendre au bénéfice des prestations en cas d'invalidité ou de décès. Tous les fonctionnaires qui, auparavant, tombaient sous le coup de cette restriction seront admis au bénéfice de ces

prestations, à l'exception des fonctionnaires qui refuseraient de subir l'examen médical nécessaire.

Par la même résolution, l'Assemblée générale a décidé de maintenir en vigueur, jusqu'au 31 décembre 1969, le système d'ajustement des pensions, des rentes et des rentes différées prévu dans la résolution 2122 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965.

COMPOSITION DU SECRÉTARIAT

Au 31 mai 1967, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies comptait 9 437 fonctionnaires, dont 6 625 occupaient des postes dans les principaux services du Secrétariat et étaient affectés aux organes principaux, alors que 2 812 étaient affectés à des organismes subsidiaires. Sont compris dans ce chiffre total les fonctionnaires nommés pour une durée d'un an ou plus et ceux qui sont nommés pour une période de stage et à titre régulier ou permanent, mais non le personnel engagé pour des conférences et autres périodes de courte durée ni certains fonctionnaires recrutés localement.

Les 6 625 fonctionnaires affectés aux organes principaux comprenaient 2 347 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 4 063 agents des services généraux et des catégories connexes et 215 agents du Service mobile. Ils se répartissaient comme suit entre les différents organes et lieux d'affectation: Siège de l'ONU, 3 388; Office des Nations Unies à Genève (non compris la CEE), 706; Commission économique pour l'Europe, 193; Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, 310; Commission économique pour l'Amérique latine, 353; Commission économique pour l'Afrique, 334; Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth, 24; Centres d'information de l'ONU, 253; missions spéciales, 576; Cour internationale de Justice, 30; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 280; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, 178.

Les 2 812 fonctionnaires affectés à des organismes subsidiaires des Nations Unies comprenaient 698 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 978 agents des services généraux et d'autres catégories. Ils se répartissaient comme suit entre les différents organismes: Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 730; Programme des Nations Unies pour le développement, 538; Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 272; Institut de formation et de recherche des Nations Unies, 39; Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (non compris le personnel recruté localement), 97.

Il y avait en outre 1 075 fonctionnaires recrutés à titre d'experts de l'assistance technique pour des projets gérés par le Secrétariat et 61 personnes recrutées pour le programme de l'ONU concernant l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration et qui ont un statut équivalent à celui des fonctionnaires des administrations nationales.

COORDINATION INTERINSTITUTIONS

Le Comité consultatif de la fonction publique internationale qui, aux termes de la résolution 1981 B (XVIII), donne des avis au Comité administratif de coordination (CAC) sur les questions relatives à l'administration du personnel de l'ONU et des institutions qui y sont reliées, a tenu sa quatorzième session à New York du 30 juin au 15 juillet 1966. Dans son rapport au CAC,

le Comité a formulé certaines observations au sujet de l'examen des principes en fonction desquels sont établis les traitements de la fonction publique internationale et sont fixées les conditions d'emploi des agents des services généraux. Le Comité a recommandé, à titre de mesure provisoire, une augmentation du montant de l'indemnité pour frais d'études et la révision des conditions de voyage par avion. Après avoir examiné le rapport du Comité, le CAC, à sa quarante-deuxième session qui s'est tenue à New York les 11 et 12 octobre 1966, a adopté des propositions qui seront soumises à l'Assemblée générale.

Le Comité consultatif pour les questions administratives du CAC a tenu sa vingt-huitième session à New York du 1^{er} au 14 mars 1967. Dans son rapport, que le CAC a approuvé lors de sa quarante-troisième session, tenue à Genève les 5 et 6 avril 1967, le Comité a adopté notamment le texte de rapports à soumettre au Comité consultatif de la fonction publique internationale pour son étude du régime des traitements des Nations Unies, de nouvelles mesures à prendre pour instituer des normes communes de classement des postes et coopérer avec l'Institut de recherche et de formation des Nations Unies (UNITAR) à des études visant à améliorer les programmes de formation dans l'intérêt de la carrière des fonctionnaires.

Le Comité d'experts pour les ajustements, constitué en 1958 pour conseiller le CAC au sujet du fonctionnement du régime des ajustements, a tenu sa neuvième session à Rome en mai 1967.

Le Comité d'experts a examiné les résultats de nouvelles enquêtes sur le coût de la vie à Rome et à Vienne comparé au coût de la vie au lieu de base du régime commun (Genève, à l'indice 105 en décembre 1965) et il a proposé certaines modifications des indices d'ajustement pour ces deux lieux d'affectation. Il a également proposé de modifier l'indice d'ajustement pour Montréal, par rapport au lieu de base (Genève), pour tenir compte des résultats d'une nouvelle étude du coût du logement, et il a confirmé les indices d'ajustement pour les autres villes où des organisations ont leur siège.

Le Comité d'experts a examiné un rapport relatif aux progrès accomplis en vue de l'établissement d'un nouvel indice spécial pour Genève, qui permettrait de mesurer les variations du coût de la vie pour les fonctionnaires internationaux.

Le rapport contenant les recommandations du Comité d'experts a été soumis au CAC.

B.—Services de séances et de documentation

Le Service des conférences au Siège, le Service des conférences et services généraux de l'Office des Nations Unies à Genève et les services correspondants des commissions économiques régionales fournissent les interprètes, les traducteurs, les rédacteurs et les réviseurs, ainsi que le concours de divers services d'édition, de conférences et de documentation, pour toutes les sessions d'organes de l'ONU et autres réunions organisées sous les auspices des Nations Unies.

Au cours des dernières années, l'attention des gouvernements des Etats Membres a été appelée sur le fait que le volume de travail exigé des services de séances et de documentation dépassait constamment la capacité du Secrétariat. Cet état de choses a été signalé non seulement dans le projet de budget et dans d'autres documents pertinents présentés par le Secrétaire général, ainsi que dans les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, mais aussi

dans les rapports sur le plan des conférences présentés à l'Assemblée générale à ses vingtième et vingt et unième sessions.

SERVICES DE CONFÉRENCES ET DE SÉANCES

Le tableau ci-après indique la tendance persistante à l'augmentation du nombre total des séances tenues (entre le 1^{er} juin et le 31 mai de l'année suivante) pendant la période qui s'est écoulée du 1^{er} juin 1964 au 31 mai 1967 :

	1964/1965	1965/1966	1966/1967
Siège	1 722	2 326	2 602
Genève	1 798	2 510	2 674
Institutions spécialisées et organisations intergouvernementales ..	1 701	2 153	888

L'accroissement continu du nombre des réunions fait que les diverses sections et groupes assurant le service des conférences doivent faire un effort démesuré et, parfois même, n'ont plus les moyens non seulement de fournir les installations matérielles nécessaires mais aussi d'assurer les services d'interprétation et d'établissement des comptes rendus.

SERVICES DE DOCUMENTATION

Les services d'édition ont prêté leur concours aux départements pour la préparation et la rédaction de leurs documents, les aidant à éviter de publier des textes faisant double emploi et à rédiger des documents clairs et succincts. Ils ont continué à s'acquitter de leurs fonctions touchant le contrôle et la limitation de la documentation, ont donné des avis au Comité des publications sur toutes les questions d'édition et ont préparé la copie pour la reproduction, quelle que soit la méthode utilisée.

Les besoins généraux en matière de documentation ont continué d'augmenter alors même que la distribution d'un nombre croissant de publications et de documents courants était exigée dans toutes les langues officielles. Tous les services qui s'occupent de la production et de la distribution, notamment les sections de traduction et les groupes de sténodactylographie, s'en sont ressentis. Il a fallu recourir davantage encore à des services contractuels de traduction et bien qu'environ 30 000 pages aient été traduites à l'extérieur et que l'arriéré ait pu être quelque peu réduit, ce problème n'a toutefois pas été éliminé pour les traductions en chinois, en russe et en espagnol. La tendance persistante à l'augmentation du nombre des réunions et, dans certains cas, le plan des réunions ont parfois mis les départements organiques ou les services de documentation, ou les uns et les autres à la fois, dans l'impossibilité de fournir en temps voulu la documentation des organes intéressés dans toutes les langues de travail.

Pour alléger le budget des travaux contractuels d'imprimerie on a eu recours davantage aux ateliers de reproduction du Secrétariat. La valeur, aux prix du marché, des travaux ainsi exécutés a représenté en 1966 468 727 dollars, contre 465 000 dollars en 1965, compte non tenu des économies réalisées du fait que la plus grande partie de la documentation préparée pour les conférences internationales, ainsi que pour la CNUCED et l'ONUDI, a été reproduite dans les ateliers du Secrétariat.

Ceux-ci ont été utilisés dans une plus large mesure pour la reproduction de divers documents relatifs aux questions économiques et sociales et de certains documents statistiques. La valeur, aux prix du marché, des

travaux ainsi exécutés a représenté en 1966 102 090 dollars, contre 58 300 en 1965.

Les dépenses d'imprimerie effectuées dans la région du Siège ont représenté 34,28 p. 100 du coût total des travaux d'imprimerie, contre 35,09 p. 100 l'année précédente.

Le programme de vente a encore été développé et l'on compte que son montant brut atteindra pour 1967 le total de 1 510 000 dollars, contre 1 247 350 dollars en 1966.

BIBLIOTHÈQUE

Comme les autres sections et groupes du Service des conférences, la Bibliothèque Dag Hammarskjöld s'est trouvée aux prises avec les problèmes que posent l'ampleur et la complexité croissante de la documentation des Nations Unies. Deux sections ont été particulièrement surchargées: la Section de références pour les documents, qui conserve la collection des documents, en tient le catalogue et assure un service de références pour les documents, et la Section de l'index, qui rassemble des documents, les enregistre et en assure l'indexage. Un arriéré dans le classement, l'indexage et la reliure s'accumule périodiquement, compromettant l'efficacité des travaux de ces deux sections. En même temps, les usagers de la bibliothèque ont manifesté leur désir de voir s'améliorer et s'étendre les services bibliographiques, comme le montrent les réponses à un questionnaire envoyé dans le courant de l'année aux missions permanentes et au personnel du Secrétariat.

Il s'est avéré qu'une augmentation modeste du nombre des fonctionnaires de la Bibliothèque suffirait pour éviter l'accumulation d'arriérés et assurer les services de manière satisfaisante mais qu'il faudrait, par contre, recruter un très grand nombre de fonctionnaires si l'on voulait étendre et améliorer les services d'indexage et de références par les méthodes traditionnelles. On a donc sérieusement étudié la possibilité de mécaniser le classement et le maniement des documents. Cette étude, qui n'en est qu'au stade préliminaire, fait déjà apparaître de plus en plus clairement que la meilleure solution serait d'utiliser un ordinateur pour l'établissement des index et bibliographies et de conserver les documents sous forme de microfilms qui sont faciles à consulter. Le nombre des publications données à la Bibliothèque ou reçues en échange de publications des Nations Unies, qui constituent chaque année près des deux tiers des acquisitions, a légèrement augmenté en 1966; les achats de publications périodiques sont demeurés au niveau de 1965 (environ 110 000 unités); par contre, les achats de livres ont considérablement diminué, passant de 5 105 en 1965 à 3 623 en 1966. En effet, si les crédits alloués pour l'achat de livres et périodiques ont augmenté de 3 p. 100, il y a eu une hausse des prix d'environ 6 p. 100 de sorte que, la demande étant plus pressante pour les périodiques, ce sont les achats de livres qui ont subi les conséquences de la hausse des prix.

La coopération entre les diverses bibliothèques des organismes des Nations Unies, notamment celles des commissions économiques régionales et des institutions spécialisées, a été plus étroite que jamais. Elles ont publié conjointement une brochure intitulée *The Libraries of the United Nations*. Le rapport annuel des bibliothèques de New York et de Genève, plus volumineux, comprend maintenant les rapports des bibliothèques des commissions économiques régionales; une réunion interinstitutions sur l'indexage a eu lieu à Rome en juin 1967.

Le nombre d'usagers de la bibliothèque n'appartenant ni aux missions permanentes ni aux organismes des Nations Unies a atteint un chiffre record: 709 cartes de lecteurs ont été délivrées (contre 624 en 1965 et 547 en 1964) et les tables de travail individuelles ont toujours été très demandées.

C. — Questions financières

I. — Questions budgétaires et questions connexes

BUDGET ORDINAIRE

A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 2195 (XXI) du 16 décembre 1966, a approuvé des ouvertures de crédit révisées pour 1966 d'un montant brut de 121 080 530 dollars, ainsi que des prévisions de recettes révisées s'élevant à 20 405 200 dollars, dont un montant de 12 450 000 dollars représentant les recettes provenant des contributions du personnel. Par sa résolution 2242 (XXI) du 20 décembre 1966, l'Assemblée a approuvé des ouvertures de crédits pour 1967 d'un montant brut de 130 314 230 dollars, ainsi que des prévisions de recettes s'élevant à 13 249 800 dollars pour les contributions du personnel et à 8 392 626 dollars pour les recettes provenant d'autres sources, soit un total de 21 642 426 dollars.

Le total brut des dépenses, y compris le montant des engagements non liquidés pour l'exercice 1966, s'est élevé à 119 593 680 dollars. Le montant des recettes provenant des contributions du personnel a atteint 12 658 216 dollars et le montant des recettes provenant d'autres sources s'est élevé à 8 389 332 dollars. Les dépenses budgétaires nettes ont donc été de 98 545 632 dollars.

Au 31 décembre 1966, le solde de l'excédent budgétaire était de 6 265 555 dollars, déduction faite, conformément à la recommandation de l'Assemblée générale, d'un montant de 1 151 915 dollars représentant les dépenses faites en 1965 au titre de la Mission d'observation des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

Le projet de budget pour l'exercice 1968, qui fait partie de la documentation établie pour la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, prévoit pour les dépenses un montant brut de 141 619 300 dollars. Le produit des contributions du personnel est estimé à 15 millions de dollars et les autres recettes à 8 936 700 dollars, ce qui laisse, en chiffres nets, des prévisions de dépenses de 117 682 600 dollars. Ces prévisions sont sujettes à révision en fonction des dépenses supplémentaires que pourraient entraîner les décisions que le Conseil économique et social prendra à ses quarante-deuxième et quarante-troisième sessions et celles que l'Assemblée générale prendra à sa vingt-deuxième session.

FONDS DE ROULEMENT

Aux termes de ses résolutions 2240 (XXI) et 2244 (XXI), l'Assemblée générale a fixé le montant du Fonds de roulement à 40 148 000 dollars pour l'exercice 1967, les avances des Etats Membres étant calculées conformément au barème des quotes-parts applicables au budget de 1967.

A la fin de mai 1967, le solde non versé des avances au Fonds de roulement était de 64 000 dollars.

A cette même date, usant du pouvoir que lui confère le paragraphe 4 de la résolution 2244 (XXI) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général avait prélevé

sur le Fonds de roulement 40 084 000 dollars au total, soit 12 742 dollars pour des dépenses imprévues et extraordinaires; 252 142 dollars pour des achats et opérations amortissables; 10 759 823 dollars pour le financement de la Force d'urgence des Nations Unies, et 29 059 293 dollars pour l'exécution du budget ordinaire, en attendant le recouvrement des contributions des Etats Membres.

CONTRIBUTIONS AU BUDGET ORDINAIRE

Le montant des contributions des Etats Membres au

	1967	1966	1965	1964	1963
Total net des contributions.....	109 413 985	105 129 231	91 897 565	85 194 632	82 499 193
Versements reçus	29 355 433	83 785 509	87 415 437	85 115 914	82 491 389
Solde dû	80 058 552	21 343 722	4 482 128	78 718	7 805

COMITÉ SPÉCIAL DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES

Pour 1966, dernier exercice complet, le montant brut des dépenses budgétaires engagées pour l'entretien et le fonctionnement de la Force d'urgence des Nations Unies, y compris les engagements non réglés, s'est élevé à 16 145 984 dollars.

Par sa résolution 2194 (XXI) du 16 décembre 1966, l'Assemblée a approuvé les prévisions de dépenses révisées pour l'exercice 1966 présentées par le Secrétaire général, à savoir 16 146 000 dollars, et l'a autorisé à imputer sur l'excédent budgétaire de la Force d'urgence des Nations Unies, jusqu'à concurrence de 16 146 000 dollars, le montant dont les dépenses effectives dépassent le crédit de 15 000 000 de dollars qui avait été ouvert.

Par cette même résolution, l'Assemblée générale a ouvert un crédit de 14 millions de dollars pour 1967 et a décidé, à titre d'arrangement spécial et sans préjudice de la position de principe que les Etats Membres pourraient prendre lors de l'examen par l'Assemblée générale du financement des opérations de maintien de la paix, de répartir, selon les proportions fixées par le barème des quotes-parts pour 1967, un montant de 740 000 dollars entre les Etats Membres économiquement peu développés et un montant de 13 260 000 dollars entre les Etats Membres économiquement développés, plus — afin de constituer une réserve — un montant supplémentaire qu'aurait à acquitter chacun des contribuants de ce dernier groupe et correspondant à 25 p. 100 de la somme qu'il aurait versée, ces contributions supplémentaires devant être remboursées sur une base proportionnelle lorsque l'Assemblée générale déterminerait que la totalité ou une partie de ces contributions supplémentaires n'était plus nécessaire.

En même temps, l'Assemblée générale a exprimé l'espoir que les arrangements spéciaux prévus dans cette résolution n'auraient pas à être renouvelés à l'avenir et que l'Assemblée pourrait parvenir à un accord sur une méthode acceptable de répartition équitable du coût des opérations de maintien de la paix qui entraînent de lourdes dépenses.

Au 31 mai 1967, l'état des contributions pour l'exercice 1967 était le suivant (en dollars des Etats-Unis): total net des contributions, 17 315 000; versements reçus, 4 734 199; solde dû, 12 580 801.

Les incidences financières du retrait de la Force d'urgence des Nations Unies, ordonné le 19 mai 1967, ne seront pas connues avant quelque temps.

budget ordinaire de l'ONU pour l'exercice 1967 a été fixé conformément à la résolution 2242 C (XXI) de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1966, sur la base du barème des quotes-parts pour 1967 que l'Assemblée générale a adopté par ses résolutions 2118 (XX) du 21 décembre 1965 et 2240 (XXI) du 20 décembre 1966. Cette dernière résolution fixait le taux des contributions pour 1966 des Etats Membres qui ont été admis à l'Organisation au cours de cette même année.

Au 31 mai 1967, l'état des contributions au budget ordinaire pour 1967 et pour les exercices antérieurs était le suivant (en dollars des Etats-Unis):

COMPTE "AD HOC" POUR L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

Par sa résolution 1885 (XVIII) du 18 octobre 1963, l'Assemblée générale a décidé que pour couvrir les dépenses que pourraient nécessiter après le 30 juin 1964 la liquidation de l'équipement et des fournitures appartenant à l'Organisation des Nations Unies et l'achèvement de l'opération, y compris la clôture des comptes, le Secrétaire général, avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, serait autorisé à utiliser, dans la mesure voulue, tout solde restant au Compte *ad hoc*. La somme prélevée sur ce solde pour l'exercice 1966 s'est élevée à 65 166 dollars.

Au 31 décembre 1966, le solde de l'excédent budgétaire était de 37 495 903 dollars, montant qui se décomposait comme suit: 30 248 724 dollars représentant des soldes non grevés des crédits ouverts pour les exercices 1960 à 1964 et des allocations faites pour les exercices 1965 et 1966, ainsi que diverses recettes réalisées entre 1961 et 1966 et atteignant 11 620 929 dollars, moins un montant de 4 373 750 dollars viré pour financer la liquidation de l'opération au cours des années 1964, 1965 et 1966, comme suite à la résolution 1885 (XVIII) de l'Assemblée générale.

COMPTE SPÉCIAL DE LA FORCE DES NATIONS UNIES À CHYPRE

Par sa résolution 186 (1964) du 4 mars 1964, le Conseil de sécurité avait recommandé qu'une Force des Nations Unies soit stationnée à Chypre pour trois mois. Le mandat de la Force a été ultérieurement prorogé à plusieurs reprises par des résolutions du Conseil de sécurité, dont la dernière en date — résolution 231 (1966) du 15 décembre 1966 — l'a prorogé jusqu'au 26 juin 1967.

Conformément aux dispositions de la résolution 186 (1964), les dépenses relatives à la Force sont financées par les gouvernements qui fournissent les contingents, le Gouvernement cypriste et les contributions volontaires d'un certain nombre d'Etats Membres et non membres.

Dans un rapport publié le 8 décembre 1966, le Secrétaire général a indiqué que le total des frais à la charge de l'ONU pour maintenir la Force depuis sa création le 27 mars 1964 jusqu'au 26 décembre 1966 était estimé à 59 430 000 dollars, et que les frais à la charge de l'Organisation, pour la période supplémentaire de six mois allant du 27 décembre 1966 au 26 juin

1967, étaient estimés à 10 285 000 dollars. Le montant total des dépenses faites par l'Organisation du 27 mars 1964 au 26 juin 1967 était donc estimé à 69 715 000 dollars. Ce montant comprenait les frais de rapatriement des contingents ainsi que les frais de liquidation qui seraient encourus par la suite, mais il ne comprenait pas les dépenses supplémentaires assumées par les Etats Membres qui fournissent des contingents et des unités à la Force — à savoir l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Suède.

Au 31 mai 1967, le montant total des contributions volontaires annoncées pour la période prenant fin le 26 juin 1967 était de 63 715 630 dollars. Le total des sommes supplémentaires nécessaires pour régler toutes les dépenses engagées et maintenir la Force jusqu'au 26 juin était donc de 5 999 370 dollars.

2. — Procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies

COMITÉ "AD HOC" D'EXPERTS CHARGÉ D'EXAMINER LES FINANCES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Le Comité *ad hoc*, créé par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 2049 (XX) du 13 décembre 1965, a terminé ses travaux et a présenté son deuxième rapport à l'Assemblée générale lors de sa vingt et unième session.

Les recommandations formulées par le Comité *ad hoc* dans ce rapport portaient sur les questions ci-après : préparation, présentation et exécution des budgets ; cycle budgétaire ; nomenclature uniforme ; vérification des comptes et inspection ; planification et évaluation des programmes ; coordination ; conférences, réunions et documentation ; affectation géographique des services de l'ONU ; dépenses d'administration des programmes extra-budgétaires ; répartition géographique du personnel du Secrétariat de l'ONU.

Par sa résolution 2150 (XXI) qu'elle a adoptée à l'unanimité le 4 novembre 1966, l'Assemblée générale a approuvé les recommandations du Comité *ad hoc*. Le 20 décembre 1966, le Président de l'Assemblée générale a annoncé que, conformément au paragraphe 67 du deuxième rapport du Comité *ad hoc*, il avait établi la liste des Etats Membres qui seraient priés de présenter des candidats pour le corps d'inspection proposé ; cette liste comprend les Etats Membres suivants : Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Mexique, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

A sa quarante-troisième session, le CAC a déclaré qu'un grand nombre des recommandations du Comité *ad hoc* relatives aux méthodes et aux procédures budgétaires, étaient déjà appliquées, et que d'autres qui étaient de la compétence des chefs des secrétariats des institutions spécialisées et de l'AIEA étaient à l'étude en vue de leur application en temps opportun. Toutefois, certaines des mesures suggérées ne pouvaient être appliquées que par décision de l'organe directeur ou délibérant des organisations intéressées. Le CAC a signalé que des progrès considérables avaient été faits sur la voie d'un accord concernant les modalités de la création et du fonctionnement d'un corps commun d'inspection. Il escomptait que le corps d'inspection pourrait commencer d'exercer ses fonctions à partir du 1^{er} janvier 1968.

D. — Services généraux

Depuis plusieurs années, l'expansion des activités au Siège suscite des difficultés en ce qui concerne les locaux à usage de bureaux ainsi que les locaux destinés à l'entreposage, la reproduction des documents et le garage des véhicules. Après le transfert des bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement dans des locaux loués, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance s'est aussi installé en 1966 dans des locaux situés en dehors du Siège. En 1967, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel s'installera à Vienne. Bien que ces arrangements aient réduit temporairement la pénurie de locaux au Siège, il n'y aura pratiquement plus de bureaux disponibles à la fin de 1967, car le nombre de fonctionnaires dont le recrutement a été autorisé au cours de cette même année est presque égal au nombre de fonctionnaires de l'ONUDI, qui iront à Vienne.

Ces difficultés ont été signalées à l'avance à maintes reprises et, malgré les études effectuées à ce sujet, il n'a pas été possible de trouver une solution à long terme à ce problème. De nouvelles propositions ont été examinées et un rapport détaillé sur la question sera présenté à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session.

Dans le cadre des améliorations apportées aux locaux et aux terrains, on a augmenté le nombre des sièges de la salle du Conseil de sécurité, complété les dispositifs d'urgence pour la production de courant électrique et pour l'éclairage et commencé l'automatisation des ascenseurs du bâtiment du Secrétariat. Tous ces travaux sont terminés, à l'exception de l'automatisation des ascenseurs, qui sera achevée en 1968. Les installations de télécommunications dans certaines salles de conférence ont été remplacées par du matériel plus moderne et plus efficace. Le Bureau des services généraux a prêté son concours pour l'élaboration de projets de construction concernant les bâtiments des Nations Unies à Genève, à La Haye et à Santiago du Chili et l'Ecole internationale des Nations Unies à New York.

Par suite de l'expansion des activités dans le domaine de la coopération technique, le Bureau des services généraux a accru les services d'appui administratif qu'il fournit, notamment pour les achats, la passation des marchés et les services de communications. Quelque 19,5 millions de dollars de commandes portant sur des biens et des services ont été passées pendant la période considérée. Les arrangements concernant les transmissions radio ont été améliorés pour faire face à l'augmentation du trafic télégraphique, et le service de la valise diplomatique a été réorganisé.

Des services administratifs ont continué d'être fournis à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan et à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ; par contre, les services de la Mission d'observation à Saint-Domingue ainsi que ceux du représentant technique de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine ont pris fin. Le retrait de la FUNU a nécessité des dispositions administratives spéciales. Une petite mission d'observation a été créée en août 1966 auprès du représentant spécial du Secrétaire général au Cambodge et en Thaïlande. En outre, des services administratifs et financiers ont été fournis au Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce

qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi qu'aux missions de visite et aux missions spéciales effectuées par ce Comité à l'occasion de ses déplacements dans les divers territoires.

L'année dernière, les recettes brutes de l'Administration postale des Nations Unies, provenant des ventes de timbres, se sont élevées à plus de 3,5 millions de dollars. Comme suite à un arrangement conclu avec le Gouvernement canadien, une série spéciale de cinq timbres est vendue au pavillon des Nations Unies à l'Exposition 1967 de Montréal; il ne s'agit pas seulement d'une vente philatélique car ces timbres peuvent aussi être utilisés pour l'affranchissement du courrier. C'est la première fois que des timbres-poste de l'ONU peuvent être utilisés à cette fin en dehors du Siège de New York. D'autres timbres ont commémoré les

activités de maintien de la paix des observateurs des Nations Unies, le vingtième anniversaire du FISE, l'Accord international sur le café, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'indépendance des anciens territoires sous tutelle et territoires non autonomes. L'Administration postale de l'ONU a continué de faire connaître l'œuvre de l'Organisation en organisant dans le monde entier des expositions, des projections de films et la diffusion d'autre matériel de promotion des ventes. Parmi ces activités, l'une des plus importantes a été l'organisation d'une exposition philatélique spéciale, qui s'est rendue dans vingt-cinq villes de dix-neuf Etats Membres d'Europe. Plus de 180 000 personnes ont vu cette exposition, qui avait pour objet de faire connaître non seulement les timbres des Nations Unies mais aussi l'ensemble des activités de l'Organisation.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

A. — Administration du personnel

Pour les documents relatifs à cette question, voir :

- a) *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, Points 73, 74, 81 et 82 de l'ordre du jour;*
- b) E/4337.

B. — Service de séances et de documentation

Pour les documents et l'indication des comptes rendus relatifs à cette question, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, Point 75 de l'ordre du jour.*

C. — Questions financières

Pour les documents relatifs à ces questions, voir :

- a) *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, Points 21, 73, 74 et 80 de l'ordre du jour;*
- b) *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 5 (A/6305), Supplément n° 5 A (A/6305/Add.1) et Supplément n° 7 (A/6307);*
- c) *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément n° 5 (A/6705), Supplément n° 5 A (A/6705/Add.1) et Supplément n° 7 (A/6707);*
- d) E/4337.